



Reti Medievali
Rivista

24, 2 (2023)

<http://rivista.retimedievali.it>



Reti Medievali Rivista è presente nei cataloghi di centinaia di biblioteche nel mondo e nelle principali banche dati di periodici, tra cui Arts and Humanities Citation Index® e Current Contents/Arts & Humanities di Thomson Reuters (già ISI).

L'impaginazione del fascicolo è curata da Oltrepagina edizioni (Verona).

Direttore responsabile: Andrea Zorzi.

«Reti Medievali Rivista» riceve un finanziamento da parte del Dipartimento di Storia, archeologia, geografia, arte e spettacolo (SAGAS) dell'Università di Firenze.

Reti Medievali – Firenze University Press

ISSN 1593-2214

DOI: 10.6093/1593-2214/2023/2

Indice

Interventi a tema

Linguaggi dell'imperialità nell'Italia del tardo medioevo

a cura di Pietro Silanos, Gian Maria Varanini

1. Éloïse Adde, Michel Margue
L'empire à la fin du Moyen Âge: idées pour une déconstruction 7
2. Étienne Doublier
Uno spettro si aggira per l'Italia. Limiti e prospettive dello studio della "presenza imperiale" nell'Italia tardo medievale 15
3. Giovanni Francesco Contel
Shades of Empire in Late Medieval and Renaissance Reichsitalien. Questioning New Perspectives 25
4. Anne Huijbers
Reply 41

Saggi

5. Albert Reixach Sala
Frenar el contagio por tierra y por mar en Cataluña y Mallorca en el siglo XV: en los albores de los cordones sanitarios 51
6. Lena Sadovski
Protecting a Dalmatian Town: Security Measures in Venetian Split (1480-1550) 89

Saggi in Sezione monografica

Lieux et espaces des communautés (VI^{ème}-XI^{ème} siècles)

éd. par Geneviève Bührer-Thierry, Maria Cristina La Rocca

7. Geneviève Bührer-Thierry, Maria Cristina La Rocca
Lieux et espaces des communautés. Introduction 125
8. Michel Lauwers
Des “communautés de village” dans le haut Moyen Âge ? Un retournement historiographique 137
9. Ian Wood
Changing spaces: the evidence of Vienne 159
10. Émilie Kurdziel
Les communautés cléricales urbaines et leurs lieux. L'exemple des canonicae italiennes (840's-1040's) 179
11. Michel Lauwers
Polarisation ecclésiastique et dynamique sociale. À propos des groupes d'habitants dans le haut Moyen Âge 209
12. Wendy Davies
Where were court cases heard in Northern Iberia in the early Middle Ages and were these community places? 237
13. Claire de Cazanove-Hannecart
Mobiliser sa communauté dans le pôle épiscopal de Freising entre 739 et 784. Réflexion à partir des eschatocoles du cartulaire 253
14. Giovanna Bianchi
Comunità costiere tra forme di potere e ambienti 'ostili' nella Toscana altomedievale. Un caso di studio tra 'polarizzazione' e 'nucleazione' 275
- Presentazione, Redazione, Referees** 315



Interventi a tema

Linguaggi dell'imperialità nell'Italia del tardo medioevo

a cura di Pietro Silanos e Gian Maria Varanini

L'empire à la fin du Moyen Âge : idées pour une déconstruction

par Éloïse Adde et Michel Margue

Les études rassemblées dans le volume *Emperors and Imperial discourse in Italy, c. 1300-1500*, édité par Anne Huijbers, suggèrent une articulation de la perception et de la présence réelle de l'empire médiéval à la fin du Moyen Âge dans différentes régions d'Europe, au sud et au nord des Alpes.

The studies collected in the volume *Emperors and Imperial discourse in Italy, c. 1300-1500*, edited by Anne Huijbers, suggest an articulation of the perception and actual presence of the late medieval empire in different regions of Europe, south and north of the Alps.

Moyen Âge, XIV-XV siècles , Empire , Italy , humanisme , discours politique , Bohémie.

Middle Ages, 14th-15th centuries, Empire, Italy, humanism, political discourse, Bohemia.

L'Empire (et les grands pouvoirs universels) serait en perte de vitesse à la fin du Moyen Âge du fait de l'affirmation des différents États (et nations) qui le composent. Dans ce contexte, l'Italie aurait définitivement échappé à l'influence d'un Empire de plus en plus centré sur son centre germanique (conformément à la construction nationale des entités politiques). D'ailleurs, l'humanisme, inspiré des classiques et l'idée de *res publica*, aurait été en opposition avec la nature même de l'empire. Telles sont les idées reçues, bien ancrées, que le volume dirigé par Anne Huijbers entend déconstruire pour proposer une lecture plus nuancée et appropriée des rapports entre l'Empire et l'humanisme italien à la fin du Moyen Âge.

Fruit d'un colloque organisé en novembre 2018 à Rome dans les locaux (et avec le soutien de) l'Institut néerlandais et édité aux Publications de l'École française de Rome, *Emperors and imperial discourse in Italy (1300-1500)* situe sa réflexion dans le champ de l'histoire des idées et plus précisément de la théorie politique à la fin du Moyen Âge en se concentrant sur les discours impériaux dans les écrits d'historiens, d'humanistes et dans une moindre mesure de juristes et de notaires italiens. L'approche est donc globale et vise la culture politique au sens le plus large possible.

En s'ouvrant sur le cliché de l'éloignement de l'Italie par rapport à l'Empire

après la mort de Frédéric I^{er} Barberousse, l'introduction de l'éditrice donne le ton : ce sont les idées reçues qui seront passées au crible dans ce volume, mais le but est de restituer au plus près la culture politique de l'Italie des XIV^e et XV^e siècles. La déconstruction des associations contre-productives n'est donc pas gratuite mais doit permettre de refonder l'analyse des liens entre Empire et Italie, entre idée impériale et humanisme. D'ailleurs, dans son bref aperçu historiographique, l'éditrice souligne qu'avec les travaux de Cary Nedermann (1993) et surtout Alexander Lee (2018), ces liens avaient déjà bien été démontrés. Suit un article introductif dans lequel Len Scales montre, non seulement que les rapports entre Italie et Empire ne se sont pas relâchés, mais qu'ils se seraient même intensifiés, au XIV^e siècle. Comme il l'indique, ces rapports se sont simplement reconfigurés à la faveur de la transformation de la société en général. Si les empereurs ne cherchaient plus à exercer une "véritable domination" en Italie, ils continuaient à légitimer et à déléguer le pouvoir politique en Italie. Le pays constituait en effet une source importable de revenus et de prestige / légitimation politique.

Le volume est alors organisé en trois parties. La première, *Imperium and res publica: conflict or harmony?*, explore les significations et usages des termes *imperium* et *res publica* sous la plume de figures du XIV^e siècles comme Cola di Renzo et Fazio degli Uberti. Cette partie aborde donc le paradoxe apparent (et superficiel) entre les deux notions pour montrer que les empereurs étaient souvent thématiques en défenseurs de la *res publica* et du *bien commun*. Carole Mabboux se concentre sur la notion de *res publica* et montre que le terme, mobilisé dans des textes communaux comme pro-impériaux, renvoyait à une exigence morale et non pas à un régime d'État en particulier. Anna Modigliani explique quant à elle que Cola di Rienzo n'entendait en rien faire revivre le passé républicain de Rome lorsqu'il mobilisait le concept de *res publica*, mais espérait par ses écrits parvenir à ramener l'Empire à Rome tout en adoptant de plus en plus nettement la posture de sa propre investiture impériale. Juan Carlos D'Amico examine un long poème écrit en langue vernaculaire dans lequel l'auteur, Fazio degli Uberti, révere le modèle traditionnel d'un monde gouverné par les deux pouvoirs universels. Les différentes contributions montrent que la figure de l'empereur était convoquée pour la défense des libertés locales et que l'idée d'empire n'était donc en rien antithétique avec les libertés locales et les aspirations des villes italiennes à se gouverner elles-mêmes.

La deuxième partie, *The imperial discourse of jurists and humanists*, démontre l'engagement des humanistes italiens aux côtés de l'empereur. Daniela Rando souligne le rôle de l'université comme lieu de communication politique et de production et de diffusion d'un 'discours impérial'. Veronika Proske revient sur le rôle de Rome et du couronnement impérial comme puissant instrument d'autoreprésentation et de légitimation, tant pour l'empereur que pour le pape. Riccardo Pallotti s'intéresse aux relations entre Frédéric III et l'Italie et concentre sa réflexion sur les sermons prononcés en son honneur, arguant que ces textes confirment l'acceptation du rôle idéologique et univer-

saliste de l'Empire dans l'Italie de la Renaissance. Loin de décroître, le rôle de l'Empire est bien réel, les humanistes œuvrant à renforcer le mythe impérial au XV^e siècle à l'aide des motifs classiques à la mode.

La troisième partie, *The historiography of empire*, revient sur l'idée du déclin des chroniques universelles et montre au contraire la popularité d'écrits historiques dédiés à l'histoire de l'Empire dans la péninsule italienne. Heike Johanna Mierau s'intéresse à travers l'analyse de la réception de la chronique universelle de Martin de Troppau à la popularité des chroniques dédiées aux papes et aux empereurs et en déduit que le caractère universel du pouvoir de l'empereur était largement accepté, pourvoyant même le cadre de réflexion de la pensée politique de l'époque. À partir de son analyse des *Ystorie imperiales* de Giovanni Mansionario et du *Libellus augustalis* de Benvenuto da Imola, Anne Huijbers montre également la persistance du modèle impérial et insiste sur l'idée que, loin de s'opposer, l'héritage romain et l'Empire médiéval composaient une unité idéologique. Rino Modonutti analyse la relation d'Albertino Mussato avec Henri de Luxembourg. Il montre que Mussato avait une confiance profonde dans l'institution impériale et ses lois même s'il pouvait se montrer critique avec ses représentants. Alexander Lee explore lui aussi le discours des humanistes tout en se concentrant sur la figure de Louis de Bavière, le roi des Romains déposé en 1346. Comme il l'indique, au lieu d'utiliser son exemple pour discréditer l'Empire, les historiens l'ont simplement dépouillé de ses titres royaux et impériaux et ne l'ont plus appelé que 'duc de Bavière', prenant parti pour l'Empire contre le souverain déchu en procédant de la sorte. D'une manière générale, donc, les historiens ont continué à promouvoir le rôle eschatologique des (Saints) Empereurs romains dans la péninsule italienne et, ce faisant, sont restés très redevables aux traditions médiévales. Ce faisant, l'Empire est donc resté un cadre structurant majeur pour la compréhension de l'histoire et de l'action politique.

1. *Entre République et Empire*

Comme Anne Huijbers l'explique en introduction, bon nombre d'idées reçues ont longtemps entravé la compréhension de l'Empire et de ses rapports à l'humanisme italien. Ces idées reçues sont d'origines variées. Elles peuvent être le produit de nos propres catégories et schèmes de perception. C'est le cas lorsque l'on oppose de manière simpliste république et monarchie (et donc humanisme et Empire). En effet, l'opposition repose sur l'amalgame entre la *res publica* cicéronienne et le régime républicain qui est effectivement opposé dans son fonctionnement au régime monarchique. Or la *res publica* cicéronienne est plutôt l'équivalent de l'idée de bien commun et correspond à un principe moral de conduite et non pas à un régime en particulier. Elles sont aussi le produit de la construction des savoirs historiographiques. Au XIX^e siècle, l'histoire européenne comme discipline s'est construite par opposition à un Ancien Régime qui semblait être dépassé.

Cette construction a amplifié l'opposition entre monarchie et république, et donc aussi, l'opposition entre *res publica* / humanisme et Empire – l'exaltation pour les communes italiennes ayant elle aussi contribué à approfondir le fossé entre les deux.

La réflexion menée de manière judicieuse sur la polysémie de la notion de *res publica* devrait trouver son pendant dans l'analyse du concept d' 'Empire'. En effet, comme le montrent bien les différents cas d'étude, celui-ci peut revêtir des acceptions très différentes selon les auteurs, les publics et les contextes locaux. Le discours des humanistes italiens très général met en avant l'idée de l'empereur (ou l'Empire) comme garant de la paix et de la justice. En cela, il ne diffère pas du sens que l'entourage impérial lui donne au nord des Alpes. En est-il de même lorsque les auteurs italiens voient dans l'empereur le garant de la *libertas* des cités italiennes ? Concrètement, l'Empire pouvait revêtir des formes très diverses : ressource de légitimation (Cola di Rienzo), garant des privilèges établis (Charles IV à Florence), moyen d'imposer un changement de pouvoir (Henri VII et les exilés), modèle symbolique à imiter ou vague idéal du passé (restauration impériale). Par ailleurs, l'Empire – ou du moins le pouvoir impérial – apparaît dans un sens plus limité dans le modèle souvent évoqué d'un monde gouverné par les deux pouvoirs universels, ceux de l'empereur et du pape, sous la forme d'une relation égalitaire, d'un équilibre et d'une coopération. Dans tous ces cas de figure, il serait intéressant de voir si la présence de l'Empire chez les penseurs et les politiques italiens n'était rien d'autre qu'un mode de co-production des pouvoirs comme on l'observe au nord des Alpes dans la politique des empereurs vis-à-vis des pouvoirs urbains. Ainsi à Metz, ville d'Empire se présentant avec son arrière-pays comme une 'république' italienne, la seule option pour les empereurs de la Maison de Luxembourg était celle du soutien au patriciat, aux élites urbaines qui étaient un garant de stabilité face au Commun et à l'évêque.

C'est ainsi que s'élabora une construction conjointe ou une co-construction des deux pouvoirs, l'empereur et la ville d'Empire. Les Chroniques des empereurs 'luxembourgeois' de Jacques Dex, en réalité une histoire messine des liens inextricables entre la maison de Luxembourg et la 'République' de Metz, en gardent le souvenir dans la première moitié du XV^e siècle. Au-delà de ce cas exemplaire, la question de la co-production des pouvoirs entre empereurs et élites urbaines ou seigneuriales serait probablement un élément clé pour comprendre l'image positive que les humanistes italiens donnent de l'Empire.

2. *États, nations et Empire : traditions historiographiques et nouvelles approches méthodologiques*

Cet effort de déconstruction pour refonder sur de meilleures bases la réflexion historique est primordiale et fructueuse. On le voit dans une autre

malheureuse pseudo antinomie, celle qui oppose l'État-nation à l'Empire. Dans la ligne d'Ernest Gellner selon lequel il ne pouvait y avoir de nation que dans le contexte de « congruence » entre une ethnie et une organisation étatique, de nombreux historiens ont décidé de considérer l'Empire (et tout autre État composite) comme un obstacle majeur à l'émergence de nations à la fin du Moyen Âge – malgré les témoignages évidents des sources. Contre cette opposition inadéquate, Caspar Hirschi a montré, dans *The Origins of Nationalism: An Alternative History from Ancient Rome to Early Modern Germany* (2012), que la nation était le produit non seulement de l'Europe médiévale, mais surtout de l'Empire. Selon lui, l'émergence de la nation est due à la coexistence de deux phénomènes : d'une part, une culture impérialiste (à prétention universaliste) héritée de l'Antiquité romaine, de l'autre, une structure territoriale fragmentée composée d'entités étatiques de puissance équivalente (Empire, Papauté, France, Angleterre et, plus tard, Aragon). Et c'est donc la tension entre les deux phénomènes qui aurait engendré un fort désir d'affirmation nationale de la part de l'Empire et la nécessité de tenir à distance les autres nations nées du même processus (ces mêmes désir et nécessité se trouvant engendrés aussi dans les autres nations). De même qu'impérialisme et humanisme n'étaient pas incompatibles, nation et Empire avaient coexisté ; ils étaient même le revers et l'avvers de la même pièce.

Les traditions historiographiques ont la vie dure et malgré les efforts louables de s'en débarrasser, elles reviennent souvent par la petite porte. Il en est ainsi lorsqu'on interprète encore aujourd'hui le voyage italien d'Henri VII comme une expédition militaire qui aurait mal tourné à cause d'un manque flagrant de préparation et de méconnaissance du contexte italien. Les travaux récents ont montré la préparation minutieuse du voyage d'Henri VII à travers des contacts nombreux, au nord et au sud des Alpes, avec des 'Italiens' des milieux de la finance, du droit, de l'écrit et de la politique locale. Le schéma d'un empereur naïf qui aurait permis à son petit-fils plus réaliste 'd'apprendre sa leçon' doit du moins être fortement nuancé – et tenir compte de celle du fils (Jean l'Aveugle) qui pratique une politique 'impériale' sans être empereur, un cas de figure intéressant pour évaluer la portée de la notion d'Empire'. La présence prolongée d'Henri VII en Italie est d'ailleurs d'autant plus intéressante qu'elle pose toute une série de questions : la relation entre l'état de conflit et la naissance du discours sur l'Empire ; la place de ce discours dans l'argumentation des juristes italiens au service d'Henri VII (présence très importante et sous-estimée par la recherche) ; l'influence du transfert culturel nord-sud dans l'entourage 'italien' du souverain ; la place des 'penseurs' issus de milieux d'entre-deux (la Savoie pour Henri VII).

Par ailleurs, cette dernière notion de transfert, combinée avec celle de la convergence du 'local' et du 'global' (cf. ci-dessous), devrait nous inciter à des études comparées au sein des 'monarchies composites'. Dans le projet de recherche *Luxdynast*, il est apparu que le cas 'italien' n'était pas si spécifique, si différent par rapport à certains contextes au nord des Alpes. Pour ne citer qu'un exemple, il serait intéressant de comparer la situation italienne avec le

rôle de l'Empire dans l'évolution et le discours politique de la 'République' de Metz, ville-État comparable aux États urbains italiens et qui intégra l'Empire dans son historiographie pour mieux défendre sa *libertas* et sa forme de gouvernement.

3. *Du local au global, l'Empire au-dessus de ses 'régions' ? Le cas de la Bohême*

Dans le projet *Luxdynast* que nous avons codirigé à l'Université du Luxembourg de 2015 à 2018, nous avons été confrontés au même type de paradoxes superficiels – superficiels en ce qu'ils sont induits par nos traditions historiographiques et nos grilles de perception et d'analyse impropres aux sociétés médiévales et ne sont donc pas des paradoxes à proprement parler.

Le projet visait à examiner le fonctionnement du système politique caractérisant les territoires soumis à la domination de la dynastie des Luxembourg entre 1308 et 1437. La gestion d'un tel réseau territorial, qui englobait des traditions, des réalités politiques et des temporalités très disparates, en étant fondé sur un cumul des dignités par les mêmes personnes (comte/duc de Luxembourg, roi de Bohême, empereur, etc.) et une superposition des compétences qui complexifiaient les modalités de négociation, de prise de décision et d'intervention, impliquait une articulation permanente entre 'penser global' et 'agir local'. Un cumul et une superposition qui complexifiaient la prise de décision, tout en donnant, en même temps, plus de latitude aux différents acteurs de la sphère politique.

L'élection d'Henri VII comme roi des Romains en 1308 fut suivie de près par l'élection de son fils Jean comme roi de Bohême en 1310. Cette première séquence temporelle très resserrée s'avéra décisive parce qu'elle impliqua d'emblée différents niveaux d'intervention, différents acteurs dont les intérêts, tout aussi différents, convergèrent brusquement. Or cette notion de convergence (qui est aussi au cœur des discours politiques actuels avec notamment le slogan de 'convergence des luttes' pour rassembler à gauche) est centrale pour comprendre l'unité d'éléments qui peuvent sembler opposés et incompatibles au premier abord. Au niveau impérial, les grands-électeurs souhaitaient échapper au cercle habsbourgeois. Dans le royaume de Bohême, l'arrivée de Jean devait être le remède aux troubles entraînés par l'extinction de la dynastie des Přemyslides en 1306. Là aussi, l'idée était de tenir à distance les prétendants habsbourgeois et de mettre un terme au règne d'Henri de Carinthie qui s'était montré incapable de pacifier et de gouverner le pays. Parallèlement, les nobles entendaient profiter de la faiblesse d'un roi étranger et jeune. De l'autre côté, pour la dynastie des Luxembourg, ces deux élections étaient une aubaine et allaient constituer l'assise de son expansion fulgurante. Chaque acteur ou groupe espérait tirer avantage de ce qui était négocié, en suivant une stratégie plus ou moins définie. Mais si les attentes semblaient comblées aussi bien pour les grands-électeurs que

pour les Luxembourg, ainsi que pour la noblesse de Bohême qui s'affirma alors comme partenaire exclusive du roi, la situation ne tarda pas à se révéler plus problématique que prévu. Les grands-électeurs n'avaient pas prévu que les Luxembourg scelleraient leur destin à celui de la Bohême, qu'en élisant Henri VII, ils avaient renforcé le pouvoir de l'empereur. De leur côté, les nobles tchèques n'avaient pas non plus prévu que les Luxembourg s'installeraient durablement à la tête de leur pays et qu'ils allaient consolider de cette manière les prétentions impériales de la famille et les rêves de Charles de faire de l'Empire un héritage quasi-personnel. D'un autre côté, cependant, la concentration sous l'autorité de la dynastie des Luxembourg de l'Empire et de la Bohême, entités jusqu'alors régulièrement en guerre l'une contre l'autre, avait ouvert une période d'accalmie et de consolidation dans la région centre-européenne.

Le cas bohémien diffère de l'italien en ce que la Bohême est un État central de l'Empire et nullement périphérique. L'historiographie traditionnelle n'y a donc jamais décelé une perte d'autorité de l'Empire comme pour l'Italie. Néanmoins, on observe des stratégies similaires de mise à profit d'un pouvoir universel légitimant dans le cadre d'une situation locale où le rôle de l'Empire n'allait pas de soi au départ. Quand Albert de Habsbourg s'est mêlé de la situation de la Bohême en 1306 et a installé son fils Rodolphe sur le trône tchèque, cela a déclenché la désapprobation. L'attitude d'Albert était perçue comme une intrusion dans les affaires des Tchèques. Alors que dans les faits, les Tchèques réitérèrent la même expérience en 1310 quand, après la mort de Rodolphe (1307) et le règne désastreux d'Henri de Carinthie, ils décident de se tourner vers le nouveau roi des Romains, Henri VII, élu après la mort d'Albert de Habsbourg en 1308. La Bohême était fief d'Empire mais dans le premier cas, les nobles et abbés du pays ont essayé jusqu'au bout de faire valoir la coutume locale et le droit des barons tchèques à élire leur roi en cas d'extinction dynastique. Dans le second, ils ont décidé d'utiliser le pouvoir de nouveau roi des Romains pour changer la donne à l'intérieur du pays et évincer Henri de Carinthie qui n'était pas parvenu à faire l'unanimité. Comme dans le cas des relations entre l'Italie et l'Empire, l'historiographie a amplifié une différence d'interprétation qui s'enracinait dès la période contemporaine, minimisant le rôle de l'Empire et insistant sur celui des abbés et des barons tchèques partis négocier avec Henri VII dès 1309. En réalité, dans les deux cas, l'empereur avait le fin mot en tant que suzerain de la Bohême. Dans le deuxième cas, la différence tient simplement au fait que, cette fois-là, les Tchèques et l'empereur partageaient les mêmes idées.

Tout cela confirme donc la conviction soutenue dans le volume coordonné par Anne Huijbers et dédié au rôle persistant de l'Empire en Italie comme source de légitimation et, plus largement, cadre de réflexion. De manière intéressante, les résultats apportés concernant le domaine des idées et de la pensée politique confirment ce qui s'observe plus concrètement sur le plan de l'action politique. Dans la théorie comme dans la pratique, l'idée et la réalité de l'Empire font de son chef un acteur incontournable. Ce volume est donc

une contribution importante dans la mesure où il offre une réflexion interdisciplinaire riche en guise de réponse à une question clairement formulée à laquelle chacun des contributeurs a essayé de répondre sur la base de cas précis richement documentés.

Éloïse Adde
Central European University
AddeE@ceu.edu

Michel Margue
Université du Luxembourg
michel.margue@uni.lu

Uno spettro si aggira per l'Italia. Limiti e prospettive dello studio della “presenza imperiale” nell'Italia tardo medievale

di Étienne Doublier

Il saggio discute sotto vari aspetti il volume curato da Anne Huijbers, *Emperors and imperial discourse in Italy, c. 1300-1500*, ponendo l'accento fra l'altro sulla novità del taglio epistemologico del libro rispetto alla storiografia italiana, spesso refrattaria alla storia delle idee; sono posti al centro della discussione i temi del discorso politico e della spazialità.

This essay discusses in various aspects the volume edited by Anne Huijbers, *Emperors and imperial discourse in Italy, c. 1300-1500*, emphasising the novelty of the book's epistemological orientation with respect to Italian historiography, which is often refractory to the history of ideas. the themes of political discourse and spatiality are central to the discussion.

Medioevo, secoli XIV-XV, Impero, Italia, teoria politica, spazialità.

Middle Ages, 14th-15th centuries, Empire, Italy, political theory, spatiality.

Uno spettro si aggira per l'Italia: lo spettro dell'impero. Con queste parole liberamente prese in prestito dal celebre *Manifesto* si potrebbe provocatoriamente esprimere un concetto che percorre le pagine del volume oggetto della presente discussione. L'impero romano-germanico, quasi onnipresente negli studi sull'alto e sul pieno medioevo (una parziale eccezione è costituita dai decenni a cavallo tra XI e XII secolo), sembra sparire, a livello politico-militare, con la morte del secondo Federico per poi riemergere in maniera carsica, ma senza vigore e, verrebbe da dire, senza convinzione, nei due secoli successivi. L'intermittenza del potere imperiale altomedievale – la fortunata espressione risale, com'è noto, a Giovanni Tabacco ¹ diventa, dopo il 1250, evanescenza effimera, “epigonale”. Eppure, nonostante gli storici moderni abbiano descritto la presenza dell'impero nell'Italia tardo medievale in termini di declino, dissoluzione o finanche estinzione (Gregorovius), di impero e imperatori a

¹ Sul concetto Giovanni Tabacco si sofferma in numerosi lavori. Tra i più significativi si citino almeno: Tabacco, “Ordinamento;” Tabacco, “Allodialità;” Tabacco, “Dissoluzione.”

sud delle Alpi si continuava a parlare: nelle corti dei signori dell'Italia settentrionale che ambivano al titolo vicariale; nelle opere di contenuto storiografico concepite a mo' di gallerie dei Cesari, le quali conobbero larga diffusione non solo nelle cerchie dei maggiori letterati e contribuirono a cementare una consapevolezza storica sull'imprescindibilità dell'impero; nell'insegnamento dei maestri di diritto che, confrontandosi con concrete esigenze del dibattito politico, discutevano sulle prerogative dell'imperatore e la natura della sua autorità; nei trattati degli umanisti che, contrariamente ad una certa vulgata, non riscontravano necessariamente una contraddizione tra gli ideali di *res publica* e *libertas* da una parte e autorità imperiale dall'altra.

Come si spiega, a fronte d'una siffatta presenza, la relativa marginalizzazione giustamente constatata e lamentata nelle pagine del presente volume, in particolare nell'introduzione di Anne Huijbers e nel contributo di Len Scales?² Sicuramente, come riscontrato da Claudia Märkl nel contributo conclusivo, ciò è imputabile al fatto che la storiografia si sia confrontata con l'autorità imperiale (non solo in Italia) a partire dalla conformazione da questa assunta nell'alto medioevo e prendendo quale punto di fuga le monarchie nazionali della prima età moderna, un approccio, questo, che ha favorito la percezione dei secoli tardo medievali quali un'era di declino. Un altro fattore limitante è il ritmo blando con cui, rispetto ai corrispettivi dei secoli precedenti, procedono progetti di repertoriatura ed edizione delle fonti: solo nel 2016, ad esempio, i *Regesta Imperii* hanno dato vita all'*Italienprojekt* finalizzato alla schedatura delle fonti italiane inedite riguardanti l'operato dei sovrani a sud delle Alpi.³ Ma v'è di più. Per decenni la storia del potere è stata pensata, studiata e presentata come storia del potere istituzionalizzato, quindi come storia delle istituzioni o *Verfassungsgeschichte*. A essere indagate sono state in questo modo in primo luogo le strutture politico-amministrative con la loro capacità di inquadrare e condizionare, i beni fiscali e la loro gestione, gli *officia* con i loro titolari e il loro funzionamento. Tale ordine di priorità ha fatto sì che finissero per essere trascurate le fasi storiche nelle quali strutture, beni fiscali e *officia* risultavano effimeri o addirittura assenti.⁴ Questa impostazione non ha solo a che fare con l'orizzonte 'nazionale' delle scuole storiografiche, ma anche e soprattutto con una precomprensione dei meccanismi di funzio-

² La marginalizzazione è da considerare relativa a fronte della ripresa dell'interesse dell'ultimo decennio. Oltre all'*Italienprojekt* dei *Regesta Imperii* per cui si rinvia alla nota 3, si considerino il progetto *Imperialiter* della École française de Rome o il DFG-Graduiertenkolleg *Imperien* della università di Friburgo (DE) come pure il volume miscelaneo *Carlo IV nell'Italia del Trecento*.

³ Per uno sguardo d'insieme sul progetto se ne veda la *homepage*: < <http://www.regesta-imperii.de/unternehmen/italienprojekt.html> > (consultata il 13.03.2023).

⁴ Rappresentativi per questo approccio due attuali PRIN: *Ruling in hard times. Patterns of power and practices of government in the making of Carolingian Italy*, <https://www.sismed.eu/it/progetti-di-ricerca/ruling-in-hard-times/> (consultata il 13.03.2023); *Fiscal Estate in Medieval Italy: Continuity and Change (9th–12th centuries)* < <https://www.sismed.eu/it/progetti-di-ricerca/fiscal-estate/> > (consultata il 13.03.2023).

namento del potere proiettata sulle realizzazioni moderne e propriamente statuali dello stesso.

In relazione alla medievistica italiana sono da tenere in conto due aspetti ulteriori. Mentre gli storici germanofoni hanno tradizionalmente misurato la tenuta dell'autorità regia e imperiale sulla base della capacità di questa di essere riconosciuta e accettata nel *regnum Italicum* e trarne vantaggi materiali, la storiografia italiana più risalente si è rapportata in maniera piuttosto distaccata con l'istituzione del regno o impero, la quale – al più tardi a partire dall'instaurazione di un collegamento tra il papato e i sovrani nordalpini – sarebbe venuta configurandosi come un ostacolo al pieno dispiegamento della civiltà italica. Quandanche sfumato, tale pregiudizio ha continuato a esercitare una sensibile influenza sulla storiografia italiana del secondo dopoguerra. Quest'ultima, rilevando nel particolarismo dei poteri il tratto caratterizzante della struttura politica della parte centro-settentrionale della Penisola, l'ha implicitamente additato quale aspetto maggiormente degno di essere indagato⁵. Anche in questo caso si ha almeno in parte a che fare con un pregiudizio o una distorsione prospettica in virtù dei quali “il regno” o “l'impero” avrebbero costituito un “centro”, se non addirittura un “potere centrale”.

Il secondo punto da considerare è la recezione solo parziale da parte della medievistica italiana di approcci afferenti alla *Kulturgeschichte* e alla *Kulturgeschichte des Politischen*⁶. La tradizionale separazione tra storia delle istituzioni politiche da una parte e storia delle idee (e delle dottrine politiche) dall'altra ha conservato in Italia un rilievo maggiore rispetto ai paesi anglofoni o germanofoni, nei quali, valorizzando metodi e categorie sviluppati dalla sociologia e dall'antropologia, si è posto vieppiù l'accento sulla logica e la funzionalità sociale di idee e pratiche culturali, indipendentemente dalla loro applicazione nella prassi politica.

Il volume curato da Anne Huijbers costituisce un tentativo, per molti versi riuscito, di richiamare l'attenzione sull'opportunità di studiare la presenza dell'impero tardo medievale in Italia a partire da presupposti epistemologici nuovi rispetto a quelli poc'anzi tratteggiati. L'opera è suddivisa in tre sezioni principali alle quali corrispondono altrettanti focus tematici o tipologie di fonti. All'introduzione della curatrice segue un contributo introduttivo di Len Scales il quale offre un bilancio storiografico e traccia alcune possibili linee di ricerca. Sebbene la presenza militare degli imperatori tardo medievali e la loro capacità di condizionare in maniera diretta la vita politica subalpina non siano paragonabili a quelle dei loro predecessori dei secoli centrali del medioevo, a partire dal XIV secolo le interazioni di matrice culturale, diplomatica e commerciale tra le corti subirono una intensificazione le cui ricadute sulla cultura politica a nord e a sud delle Alpi sono, in buona parte, ancora da indagare. Future ricerche, così Scales, dovrebbero tuttavia, in ragione delle

⁵ Significativo l'approccio del popolare manuale di Provero, *L'Italia dei poteri locali*.

⁶ Si veda introduttivamente Stolberg-Rilinger, *Was heißt Kulturgeschichte des Politischen?*.

peculiarità dell'area italiana, prescindere da un modello precipuamente spaziale come quello approntato da Peter Moraw per i territori a nord delle Alpi, e ragionare piuttosto in termini di sfere di influenza politico-culturale, in una direzione simile a quella in cui vanno, per esempio, i lavori di Jonathan Shepard sull'impero bizantino. La stessa netta separazione tra un'area culturale e politica subalpina e una nordalpina sarebbe a giudizio dell'autore da relativizzare, muovendo dall'idea di una maggiore interconnessione.

La prima sezione del volume è dedicata alla presunta dicotomia tra le categorie di *res publica* e *imperium* nella riflessione degli umanisti del Trecento. Carole Mabboux mostra come nella polemica del XIV secolo la categoria ciceroniana di *res publica* fu utilizzata ben più da parte 'ghibellina' che 'guelfa'. Negli scritti di Dante, Cola di Rienzo e Marsilio da Padova l'autorità imperiale funge da principio ordinatore e garante della pace e dell'autonomia comunale; in casi analoghi Cicerone è evocato quale *auctoritas* utile a legittimare l'esistenza di un impero romano e definire la pratica del buon governo orientato al bene comune ed alla tutela dell'interesse collettivo. Di converso, riferimenti a Cicerone sono del tutto assenti in autori filopapali quali Tolomeo da Lucca, Guglielmo Amidani e Francesco Toti. Questa esclusione non sarebbe tanto da ricondurre allo status pagano del celebre oratore, quanto piuttosto alla difficoltà di armonizzare la visione ierocratica della società come corpo costituito da membra guidate da un'anima a ciò preordinata dalla divinità con quella propriamente repubblicana della delega dell'*imperium* al sovrano da parte del popolo.

La declinazione delle nozioni repubblicana e imperiale da parte di Cola di Rienzo è approfondita nel saggio di Anna Modigliani. Alla continuità rappresentata dall'impiego del termine *res publica* nell'accezione di stato, corpo sociale e città e mai di "governo dei molti" nel corso di tutta la vicenda politica del tribuno, si contrappone una evoluzione nell'utilizzo della categoria imperiale legata alle altalenanti vicende dello stesso.

Il *Dittamondo*, poema vergato dal pisano Fazio degli Uberti intorno alla metà del XIV secolo, è analizzato nel contributo di Juan Carlos D'Amico. Nel poema, Roma, istanza femminile, rappresenta la *res publica*, patria territoriale e sposa in senso politico dell'imperatore. Assumendo la corona, quest'ultimo diventa sposo dell'*Urbs* e padre del popolo romano. La promozione della salute quest'ultimo da parte dell'imperatore viene così assumendo i tratti di un obbligo istituzionale e dovere sacro. A fronte del disinteresse degli imperatori d'oltralpe, a Roma non restava che appellarsi, tramite il poeta, alle genti italiche affinché queste la rimettessero "nel gran seggio" dal quale era caduta.

La seconda sezione del volume mette a fuoco il "discorso imperiale" di giuristi e umanisti del XV secolo. Il saggio di Daniela Rando può essere considerato un *Plädoyer* per un superamento della tradizionale e pur nobile 'storia delle idee' a favore di un approccio che presti attenzione, oltre che ai contenuti, agli spazi di comunicazione politica nei quali essi emersero e circolarono, nonché ai modi della loro recezione. Sulla scorta degli studi di Karl Rohe e Luise Schorn-Schütte sulla cultura politica, Rando applica il modello dello 'spa-

zio comunicativo' agli *studia* giuridici tardomedievali, nello specifico a quello patavino, soffermandosi sull'insegnamento di Raffaele Fulgosio, Francesco Zabarella e Antonio Roselli. Una serie di considerazioni circa le possibilità di recezione e trasmissione del 'discorso sull'impero' sono rese possibili dai testi di studio corredati di *marginalia* di Johannes Hinderbach e Johannes Heller. Gli esempi discussi da Rando mostrano efficacemente le modalità di trasmissione e fruizione del 'discorso imperiale' in un preciso spazio di comunicazione, additano possibili itinerari di ricerca e rivelano la funzione pratica di idee, ancora lungi dal tramontare.

Ad alcune delle opere composte a margine dell'incontro tra papa Eugenio IV e l'imperatore Sigismondo in occasione dell'incoronazione di questi il 31 maggio 1433 è dedicato il contributo di Veronika Proske, la quale individua la funzione primaria delle stesse nell'autopromozione dei rispettivi autori, indipendentemente da una qualsiasi attitudine mecenatista da parte del sovrano.

Un ancor più ingente numero di scritti celebrativi, in particolare orazioni, fu vergato in occasione dei due soggiorni italiani di Federico III. Questo gruppo di fonti è oggetto dell'indagine di Federico Pallotti il quale, oltre a sviluppare riflessioni sulla *ratio* non meramente economica della promozione di letterati da parte del sovrano, offre in appendice al saggio un elenco di oltre 60 testi con informazioni relative agli autori, la datazione, il contesto di origine, la tradizione manoscritta e i luoghi di conservazione. L'esame di alcune delle orazioni repertorate, ad esempio quella di Bernardo Giustinian, rivela la vitalità, in ambito umanistico, di una concezione universalistica del potere imperiale tra i cui compiti precipui si additava ancora la difesa armata della Cristianità. Il dato quantitativo inerente alle orazioni suggerisce, inoltre, una spiccata capacità di Federico III e del suo *entourage* di intessere relazioni diplomatiche con gli stati ed i principati italiani.

Alle fonti storiografiche è dedicata la terza e ultima sezione del volume. Le cronache universali (le cosiddette *Kaiser-Papst-Chroniken*) prese in esame nel contributo di Heike Johanna Mierau costituiscono una delle tipologie letterarie più popolari del tardo medioevo, certamente tra quelle che maggiormente contribuirono ad informare il sapere storico e latamente politico dei gruppi sociali che vi avevano accesso. L'opera di Martino di Troppau, al centro dell'indagine di Mierau, assegnava ad esempio una funzione salvifica nella storia dell'umanità non solo al papato, ma anche all'impero. Essa conobbe in Italia notevole diffusione, fu oggetto in sede locale di rielaborazioni e integrazioni ed incontrò l'interesse di numerosi umanisti.

Dopo aver offerto una panoramica sui numerosi testi di provenienza italiana aventi per oggetto la storia dell'impero, Anne Huijbers ne analizza due relativamente poco studiati e non ancora disponibili in una moderna edizione critica: le *Ystorie imperiales* Giovanni Mansionario e il *Libellus augustalis* di Benvenuto da Imola. Composta nel contesto della discesa in Italia di Enrico VII, l'opera del notaio veronese Giovanni consta di 138 capitoli dedicati ai singoli imperatori da Giulio Cesare in avanti e risulta pervasa dalla speranza di una duratura restaurazione imperiale a sud delle Alpi per opera del Lussem-

burgo. Mentre le *Ystorie* di Mansionario conobbero una diffusione limitata (sono noti solo tre manoscritti), il *Libellus augustalis* di Benvenuto da Imola – un agile compendio della storia di 115 imperatori da Cesare a Venceslao che l'autore dedicò al suo mecenate Niccolò II d'Este – fu ampiamente recepito in ambito umanistico e presso le corti principesche. Al pari delle *Ystorie* anche il *Libellus* muove dal presupposto di una continuità tra l'impero degli antichi e quello contemporaneo e non mette in questione né la necessità e imprescindibilità di tale istituzione né tantomeno la legittimità del dominio imperiale sulla Penisola.

Protagonista del saggio di Rino Modonutti è il letterato padovano Albertino da Mussato il cui rapporto con Enrico VII non fu scevro da ambiguità. Dopo aver accolto la discesa in Italia del Lussemburgo con qualche esitazione (testimonianza ne è l'epistola V), Albertino ripose enormi speranze nell'avvento del sovrano, e ciò non solo in un'ottica politica generale, ma anche e soprattutto per la sua personale carriera. Dopo averlo inizialmente difeso dalle accuse dei detrattori, il da Mussato criticò aspramente il Lussemburgo all'indomani della morte, salvo poi rileggere in termini simbiotici il proprio rapporto con il re e imperatore nelle lettere posteriori al 1315. Si tratta di oscillazioni interpretate da Modonutti alla luce della pluralità di piani entro cui si muoveva lo storiografo padovano, uno politico ed uno poetico-letterario.

Il corposo saggio di Alexander Lee, collocato al termine della terza sezione, ripercorre le diverse caratterizzazioni di Ludovico il Bavaresco che, tra gli anni Dieci del Trecento e la metà del Quattrocento, si cristallizzarono nei circoli umanistici italiani, arrivando a distinguere dieci distinte posizioni sul controverso sovrano. Alla valutazione carica di aspettative del da Mussato, fecero seguito giudizi sempre più severi. Lo stesso Albertino cambiò il suo atteggiamento nei riguardi del sovrano qualificandolo come eretico in seguito all'incoronazione romana. Petrarca mantenne un atteggiamento ambiguo. Cola di Rienzo lo degradò a duca di Baviera. Coluccio Salutati ne scrisse in termini di persecutore della Chiesa e scismatico. Leonardo Bruni ne sottolineò la malvagità. Il punto di arrivo della rassegna è costituito dalle *Historiarum ab inclinatione Romanorum imperii decades* di Flavio Biondo, in cui si imputa a Ludovico d'aver arrecato danni irreparabili all'Italia e all'impero tutto.

Nel già menzionato contributo conclusivo Claudia Märkl riepiloga i risultati del volume, facendosi latrice di una prosecuzione degli sforzi intrapresi verso un rinnovamento dei modi di studiare la presenza dell'impero e degli imperatori tardomedievali in Italia, laddove, a suo giudizio, tali sforzi non possono prescindere da un'opera di sistematica catalogazione, repertorizzazione ed edizione delle fonti.

È possibile integrare le considerazioni della studiosa monacense con ulteriori spunti di riflessione. Com'è inevitabile in un volume miscelaneo, i contributi denotano una certa eterogeneità delle impostazioni adottate e degli obiettivi perseguiti. Alcuni saggi, come quelli di Daniela Rando, Federico Pallotti, Veronika Proske, Heike Johanna Mierau e Anne Huijbers si caratterizzano per il tentativo di superare l'eccessiva divaricazione tra storia politica e

delle idee, andando a ricostruire il *Sitz im Leben* delle fonti di volta in volta analizzate. Ciò avviene nell'articolo di Rando mediante il ricorso alla categoria di “spazio di comunicazione”, qui applicato allo *studium* patavino, in quelli di Pallotti, Mierau e Huijbers attraverso la valorizzazione dei significati impliciti nella tradizione manoscritta, e in quello di Proske tramite la considerazione della dimensione performativa e della funzione che i testi analizzati avrebbero dovuto assolvere secondo le aspettative dei loro autori. A partire da tali fruttuosi approcci è possibile tracciare delle coordinate entro le quali potrebbero muoversi future indagini sulla presenza dell'impero nell'Italia tardomedievale.

Una prima esigenza è quella di definire meglio l'oggetto di studio a livello terminologico. Con eccessiva disinvoltura si parla, in questo come in altri volumi, di presenza, azione, influenza dell'impero o del regno. Ma cosa si intende esattamente con regno e impero? La persona del sovrano? La sua corte? Un apparato amministrativo? Un idealtipo politico-istituzionale? Una entità connotata territorialmente? È metodologicamente corretto separare la nostra nozione di regno o impero più o meno esplicitata da quella delle fonti? Insistere sull'alterità dell'impero rispetto ai “poteri locali” italiani cela per esempio il rischio di non rendere giustizia all'approccio di gran parte degli attori politici e culturali subalpini che potevano sì percepire l'imperatore quale istanza esterna al gioco politico del momento, ma al tempo stesso continuare a vedere sé stessi e la propria comunità (più o meno istituzionalizzata) quali parti dell'organismo imperiale e con ciò in grado e in diritto di condizionare gli indirizzi politici del detentore della *potestas*. Nella direzione di una più precisa definizione concettuale dell'oggetto di indagine si muovono sicuramente i due contributi di Carole Mabboux e Anna Modigliani i quali, come illustrato in precedenza, mettono a fuoco l'accezione di *res publica* presso gli umanisti trecenteschi e il lessico politico di Cola di Rienzo. Tra gli approcci che potrebbero rivelarsi utili a comprendere e storicizzare il significato attribuito a concetti quali regno, impero e autorità v'è senz'altro quello della semantica storica (*Historische Semantik*), la quale indaga il significato implicito dei termini attraverso l'analisi del loro posizionamento in reti o campi semantici, gruppi di termini e strutture argomentative.⁷ A indagini di questo tipo si presterebbero fonti documentarie, narrative, epistolari come pure trattatistiche.⁸

Una seconda criticità è costituita dall'indefinitezza del termine *discours/discourse* – nella ricerca in lingua inglese spesso impiegato quale sinonimo di contenuto – al di fuori di un orizzonte di *analyse du discours*⁹. Più pregnante potrebbe rivelarsi la categoria di “sapere sociale” (*soziales Wissen*) mutuata

⁷ Si veda sul rapporto tra semantica storia e storia delle idee o dei concetti il volume di Jussen, Ubl, *Historische Semantik*.

⁸ Due esempi relativi ai secoli altomedievali sono la monografia di Busch, *Vom Amtswalten*, dedicata al concetto di *administratio* a cavallo tra l'epoca merovingia e carolingia, nonché il volume miscelaneo *Die Sprache des Rechts*, sul lessico giuridico dei *capitularia*.

⁹ Un esempio di analisi del discorso in senso stretto è Costa, *Iurisdictio*.

dalla teoria costruttivista di Peter Berger e Thomas Luckmann e valorizzata, in ambito medievistico e modernistico, rispettivamente da Otto Gerhard Oexle e Achim Landwehr¹⁰. Negli studi in questione il sapere sulla realtà (anche politica) è considerato un fenomeno sociale in quanto non dato e non concepibile al di fuori di una società. Il rapporto tra sapere e realtà che scaturisce da questo assunto è di natura ermeneutica, in quanto il primo non si limita a riflettere la seconda, ma, con differenti livelli di consapevolezza e intenzionalità, la spiega, costruisce e influenza, costituendo esso stesso una realtà. La nozione di ‘sapere sociale’, strettamente legata a quella di ‘logica sociale’ potrebbe contribuire a comprendere meglio l’emergere, la circolazione e la fruizione di determinati contenuti o discorsi, per restare alla terminologia del volume, relativi all’autorità imperiale. Dinamiche e logiche sociali affiorano, per esempio, nei contributi di Riccardo Pallotti e Veronika Proske nei quali si mostra come un determinato tipo di produzione artistico-letteraria assolvesse primariamente la funzione di rendere manifesti lo *status* e l’appartenenza degli autori di turno a un gruppo.

Un terzo punto, direttamente connesso al secondo, riguarda il concetto di spazio, sul quale, con riferimento al modello messo a punto da Peter Moraw, si sofferma Len Scales nel contributo introduttivo. Al più tardi a partire dalla svolta topologica dei tardi anni Ottanta, il cosiddetto *spatial* o *topographical turn*, la categoria di spazio risulta da un lato maggiormente valorizzata in un orizzonte ermeneutico che considera pure il tempo e le società umane, dall’altro essa viene declinata, anche nell’ambito della ricerca storica, non solo in termini geografici e topografici, ma anche culturali.¹¹ Nel caso dell’impero tardo medievale, più che in termini di sfere di influenza, come proposto da Scales, si potrebbe ragionare in termini di spazi territoriali, culturali e comunicativi, distinti e al tempo stesso sovrapponibili, come del resto avviene nel contributo di Daniela Rando. Sarebbe per esempio utile domandarsi entro quali aree geografiche determinate rivendicazioni o asserzioni trovarono accoglienza e in che misura tale accoglienza sia correlata con interessi contingenti o di lungo periodo, come pure con tradizioni e convenzioni percepite quali vincolanti. L’impiego della categoria di spazio in chiave non esclusivamente territoriale impone d’altro canto l’esigenza di definirne il perimetro. In cosa consiste lo spazio comunicativo di uno *studium*? In cosa lo spazio sociale e culturale degli umanisti? In cosa lo spazio politico di una corte?¹² Una volta definiti tali aspetti si potrebbe ragionare più che sulla ‘presenza dell’impero in Italia’, sulla circolazione di un determinato sapere sull’autorità imperiale in

¹⁰ Berger, Luckmann, *Die gesellschaftliche Konstruktion der Wirklichkeit*; Oexle, *Deutungs-schemata der sozialen Wirklichkeit*; Landwehr, *Diskurs-Macht-Wissen*; Landwehr, *Das Sichtbare sichtbar machen*.

¹¹ Si veda introduttivamente Bachmann-Medick, *Spatial turn*, nonché il classico Lefebvre, *La production de l'espace*. Sul concetto di spazio culturale si veda Möllenberg, *Tradition und Transfer*, 4-17.

¹² Considerazioni in questa direzione nel saggio di Zorzi, *Lo spazio politico delle città italiane*.

una o più aree geografiche, in uno spazio sociale e culturale quale quello degli umanisti e/o degli *studia*, come pure sulla fruizione dello stesso in uno spazio politico quale quello di una corte.

Un ultimo spunto pertiene gli scambi umani, i quali, nel presente volume, restano piuttosto in secondo piano rispetto a quelli dei saperi. Nel saggio di Scales si richiama giustamente l'attenzione sull'opportunità di pensare l'organismo imperiale come una realtà interconnessa. Al riguardo potrebbe aiutare mettere al centro dell'indagine non solo le forme dell'interazione tra attori operanti prevalentemente in ambito italiano e gli imperatori o persone coinvolte nell'esercizio del potere imperiale, ma anche le funzioni, laddove individuabili, di tali interazioni per entrambe le parti coinvolte. Ciò consentirebbe di ragionare sulle ragioni e le condizioni del consenso e del riconoscimento implicito in una parte significativa delle interazioni che avevano luogo ai massimi livelli della gerarchia politica e sociale.¹³

In conclusione: il volume curato da Anne Huijbers si inserisce in un *trend* di ripresa delle indagini sulle interazioni tra attori italiani e i sovrani romano-germanici nonché sulla recezione dell'autorità imperiale a sud delle Alpi nei secoli trado medievali. Ad esso va riconosciuto il merito di aver messo in luce la vitalità dell'idea di un governo imperiale presso i principali attori culturali tre e quattrocenteschi nonché la compatibilità tra la cultura umanistica e protorinascimentale e posizioni favorevoli a una ripresa dell'azione degli imperatori in Italia. Un ulteriore aspetto degno di nota è la valorizzazione della tradizione manoscritta di opere edite e inedite quale vettore di informazioni con un valore suo proprio come pure l'analisi di fonti in relazione alle quali non si dispone di edizioni critiche. Grazie agli studi raccolti da Anne Huijbers la presenza dell'impero nell'Italia tardo medievale acquisisce sfumature più definite e, senz'altro, meno spettrali.

¹³ Sulla centralità del consenso nelle dinamiche di esercizio del potere medievale ha richiamato l'attenzione Schneidmüller, *Konsensuale Herrschaft*. L'approccio è valorizzato nei volumi *Costruire il consenso; Autorità e consenso*.

Opere citate

- Alberzoni, Maria Pia, e Roberto Lambertini, cur. *Autorità e consenso: regnum e monarchia nell'Europa medievale*. Milano: Vita e Pensiero, 2017.
- Bachmann-Medick, Doris. "Spatial turn." In *Cultural Turns. Neuorientierung in den Kulturwissenschaften*, dir by Doris Bachmann-Medick, 284-328. Reinbek bei Hamburg, Rowohlt Verlag, 2009 (2006).
- Berger, Peter L., e Thomas Luckmann. *Die gesellschaftliche Konstruktion der Wirklichkeit. Eine Theorie der Wissenssoziologie*. Frankfurt am Mein: Fischer, 1972 (1966).
- Busch, Jörg W. *Vom Amtswalten zum Königsdienst. Beobachtungen zur "Staatsprache" des Frühmittelalters am Beispiel des Wortes "administratio"*. Hannover: Hahnsche Buchhandlung, 2007.
- Rando, Daniela, e Eva Schlotheuber, cur. *Carlo IV nell'Italia del Trecento. Il 'savio signore' e la riformulazione del potere imperiale*, Roma, Istituto storico italiano per il medioevo, 2022.
- Costa, Pietro. *Iurisdictio: Semantica del potere politico nella pubblicistica medievale, 1100-1433*. Milano: Giuffrè, 1969.
- Alberzoni, Maria Pia, e Roberto Lambertini, cur. *Costruire il consenso: modelli, pratiche, linguaggi tra medioevo ed età moderna*, Milano: Vita e Pensiero, 2019.
- Stollberg-Rilinger, Barbara, cur. *Was heißt Kulturgeschichte des Politischen?* Berlin: Duncker & Humblot, 2005.
- Landwehr, Achim. "Das Sichtbare sichtbar machen. Annäherungen an 'Wissen' als Kategorie historischer Forschung." In *Geschichte[n] der Wirklichkeit. Beiträge zur Sozial- und Kulturgeschichte des Wissens*, hrsg. von Achim Landwehr, 61-89. Augsburg: Wissner Verlag, 2002.
- Landwehr, Achim. "Diskurs – Macht – Wissen. Perspektiven einer Kulturgeschichte des Politischen." *Archiv für Kulturgeschichte* 85 (2003): 71-117.
- Lefebvre, Henri. *La production de l'espace*. Paris : Anthropos, 1986 (1974).
- Möllenberg, Solveig. *Tradition und Transfer in spätgermanischer Zeit. Süddeutsches, englisches und skandinavisches Fundgut des 6. Jahrhunderts*. Berlin-Boston: De Gruyter, 2011.
- Oexle Otto G. "Deutungsschemata der sozialen Wirklichkeit im frühen und hohen Mittelalter. Ein Beitrag zur Geschichte des Wissens". In *Die Wirklichkeit und das Wissen: Mittelalterforschung, historische Kulturwissenschaft, Geschichte und Theorie der historischen Erkenntnis*, hrsg. von Andrea von Hülsen-Esch, Bernhard Jussen, und Frank Rexroth, 340-401. Göttingen: Vandenhoeck & Rupprecht, 2011.
- Provero, Luigi. *L'Italia dei poteri locali. Secoli X-XII*. Roma: Carocci, 1998.
- Schneidmüller, Bernd. "Konsensuale Herrschaft. Ein Essay über Formen und Konzepte politischer Ordnung im Mittelalter". In *Reich, Regionen und Europa in Mittelalter und Neuzeit. Festschrift für Peter Moraw*, hrsg. von Paul-Joachim Heinig, et alii, 53-87. Berlin: Duncker & Humblot, 2000.
- Jussen, Bernhard, e Karl Ubl. *Die Sprache des Rechts: Historische Semantik und karolingische Kapitularien*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2022.
- Tabacco, Giovanni. "L'allodialità del potere nel medioevo." *Studi medievali*, ser. III, 11 (1970): 565-615.
- Tabacco, Giovanni. "La dissoluzione medievale dello stato nella recente storiografia". *Studi medievali*, ser. III, 1 (1960): 397-446.
- Tabacco, Giovanni. "Ordinamento pubblico e sviluppo signorile nei secoli centrali del Medioevo." *Bullettino dell'Istituto storico italiano per il medio evo* 79 (1968), 37-51.
- Zorzi, Andrea. "Lo spazio politico delle città comunali e signorili italiane. Una prima approssimazione". In *Spazio e mobilità nella "Societas Christiana": spazio, identità, alterità (secoli X-XIII). Atti del Convegno internazionale (Brescia, 17-19 settembre 2015)*, a cura di Giancarlo Andenna, Nicolangelo D'Acunto, e Elisabetta Filippini, 167-86. Milano: Vita e Pensiero, 2017.

Étienne Doublier
Universität Köln
e.doublier@unikoeln.de

Shades of Empire in Late Medieval and Renaissance Reichsitalien. Questioning New Perspectives

by Giovanni Francesco Contel

The node centered by the volume deals with the political-cultural ties between the late medieval German emperors and the plural world of the Italian humanists. Particularly, conveying a double and corresponding line of exchanges between North and South of the Alps, the point was re-focused over emperor's presence and their retinues in the peninsula as the fulcrum of this long-term exchange. Thus, new perspectives open up regarding spaces and men involved in this political experience. Regional spaces more in contact than others with the imperial presence and the collection of sources, on the basis of macro-areas in the wake of Peter Moraw's scheme, are very useful tools to adapt our knowledge of the multiple links between emperors and Reichsitalien, not only in the 14th century and in the previous two centuries (12th-13th) but also for the crucial subsequent period (15th-16th) – considering the entire autumn of the Medieval Empire and, at the same time, the Renaissance – still relatively little focused on by the new research fields. In order to include these centuries as well, Moraw's thesis should be proficiently reconsidered, however, in light of the political-cultural ties with the emperor. Thus, it would broaden the field of research from mere jurisdiction – even this principle remains unaltered still for centuries – to political culture.

Late Middle Ages, Renaissance, 13th-16th centuries, Germany, Italy, Holy Roman emperors, law, diplomacy, political humanism.

“The tenacious although transformed, pull of traditional historiographical concerns goes far to explain why the remarkable and fruitful efflorescence of studies of the late-medieval *Reich* in the closing decades of the twentieth century found so little space for Italy”.¹ This consideration is undoubtedly correct and could be the cue to move our considerations towards a first, provisional evaluation of some specific historiographical objectives of this volume of collective research. It is not my goal here to analyze why Italy as a political space constitutes the problem of the intersection of the two historiographies mainly interested in the Empire, the German and the Italian one. Neither to reflect on the awareness of the Italian historiographical – but also cultural –

¹ Scales, “Emperors of Rome,” 16-7.

academy on the multiple and centuries-old relations between Italy and the Empire, nor to focus on the specific wider area of the Reichsitalien, which for centuries belonged by right to the Holy Roman Empire.² Reading the interesting (and variously diverse) essays in this book, many elements spring to the mind.

As a general premise – which may concern another books as the present one – we must be aware of the significant problem in terminology, very proper to this debate that exists between the words ‘empire’/‘Empire’, ‘Holy Roman Empire’ in a larger written and oral use. In fact, there are as well as the implicit, yet essential, related meanings to their (alleged) correlation with instances of ‘Romanity’, ‘Italianity’, ‘Germanity’ (or Germanism) and ‘Universalism’ of the medieval and modern Empire³. The same dialectic on the definitions it can be done with the meanings of Rome, idea of Rome, ancient Rome, etc. especially during the Late Middle Ages and Renaissance. Distinctions very useful (on individual works and individual authors) can be found in many essays. But still this problem remains on the cultural history of the Empire inside the texts, which generally in the synthesis is too often solved not questioning the terminology or not challenging accurately the context of the use of words (where it is possible, not in many cases).

The challenge faced by the authors of this volume in re-evaluating important themes and questions concerning the Empire – shifting between the Holy Roman Empire but also the larger, medieval, idea of Rome and ancient Roman Empire – and Italy in some authors has certainly been won.⁴

1. *Keywords and Topics*

Let’s start with a brief note on the keywords used by the authors (4-5 for each essay) to point out specific goals of their articles and so the main topics for the search engines.⁵ It seems very interesting and significant that the most recurrent keyword is *humanism* (6 occurrences), but considering all the terms quite synonymous, dealing with humanistic culture or with the (not so wide-sounding, in this case) literarian-philological field – for example the textual genres as *historiography*, *chronicles* or *orations* – they all together could be counted as 15. But even 17 if we also consider *canon law*, *civil law* and *uni-*

² Trautz, “Die Reichsgewalt in Italien,” Taddei, Schnettger, Rebitsch, ““Reichsitalien” in Mittelalter und Neuzeit,” Verga, Schnettger, “L’Impero in Italia,” Bellabarba, Merlotti, “Stato sabaudo e Sacro Romano Impero.”

³ For a general insight of these multiple questions see Gilli, ““Imperium” et Italie,” Gilli, “Empire et italianité,” Quaglioni, “Empire et monarchie,” Pio, “Il bene comune e l’Impero,” Elze, “L’idea imperiale,” Bussi, “Lo studio del Sacro Romano Impero.” Not too much considered in Wilson, “The Holy Roman Empire.”

⁴ Huijbers, “Introduction,” 1-10.

⁵ I underline now that it is not my main purpose here to build scheduled statistics of the keywords, so not all of them will be properly discussed. The keywords will appear in italics.

versity, which all three, quoted singularly, deal with the same contribution.⁶ Maybe obviously, the second most present keyword is *Holy Roman Empire* or *empire*, including also in the imperial semantics expressions like *imperial ideology* and *imperial project* (5+2 occurrences). There is a lack of the word ‘emperor’ – only one occurrence in the joined keyword *emperor-pope chronicles*, and only another one with *papacy* – but four names of sovereign are present as keywords (*Henry VII*, *Ludwig of Bavaria*, *Sigismund of Luxembourg*, *Frederick III*).⁷ So, there are three other names of authors, political and literarian characters of Late Medieval Age: two italians (*Albertino Mussato* and *Cola di Rienzo*) and one german (*Martin von Troppau*). It is so excluded for this little insight *Cicero*, who has been characterized as an ancient author, and here concerned moreover as an object of interest or a ‘matter of study’ (political, historical, rhetoric, linguistic, etc.) than as a real person.

Moving from names to spaces, *Rome* has three occurrences and *Italy* only one. Interpreting the spatial gap of meaning, where Italy consists certainly in the main political reference of the *Reichsitalien* relative to the Italian policies of the emperor, Rome is more important as a fundamental concept of wider significance for the medieval Empire. Therefore, it is also the direct, obvious link to the idea of ancient Rome, which strongly resides in the backyard of people’s minds during the Late Middle Ages and the Renaissance. The rest of the keywords are more isolated in their own meaning, more peculiar but very important for the history of the Empire in Italy or for the medieval imperial concerns in politics and culture: *ritual*, *councils*, *Ghibellism*, *res publica* and *political thought*, which all together point out to the long-time persistence between Christianity, Italy, Rome, and the idea of Empire during medieval and early modern Europe. Nevertheless, these are very interesting, moreover if we find them as instruments focusing the main topics of the essays in this volume. Especially *ritual* has a powerful importance, because of the fruitful, recurring waves of cultural historical studies during the last decades, also including the anthropological meaning in the ritual performance, the public space, the interpreting characters, the ‘intellectual’ minds who thought and studied the solutions before the acting event, etc.

Councils may be another complex keyword, because it can refer both to the papal side as to the imperial one. In fact, the great councils of the Latin Church were the main see for all their suzerain powers such as popes and emperors. But the councils represented a very wide political space and more-

⁶ Rando, “La forza vitale di un’idea.”

⁷ The recover of centrality played by the single imperial sovereigns – in a general return of crowned rulers on the historical research scene – is also signalled here, by an increasing use in the keywords, but, maybe, it could also depend on the recent – in the last two-three decades – important biographic-centered prose or collective works written by various scholars on these emperors. Franke, Heidemann, (Henry VII), Godthardt and Seibert (Ludwig IV), Widder, Kubínová (Charles IV), Proske (Sigismund), Heinig and Koller (Friedrich III). Undoubtedly, we can also join to this series Rapp (Maximilian I).

over in the Late Middle Ages⁸ as if mainly ecclesiastical reunion they included indirectly also the instances of kings, princes, cities, and other kinds of european powers. From the other side, a word like *Ghibellism* is still today such problematic historical phenomenon among italian scholars' historiographical debate, moreover when it concerns Late Middle Ages.⁹ In this case, may it be necessary to precise this now, this word is used in a larger meaning sense referring to the more general political culture of an author partisan of the emperor, Fazio degli Uberti.¹⁰ Since the XIII century, his family built a clear ghibelline identity, but this does not necessarily or directly deal with Fazio's own political profile in Italy during the last tier of XIV century.

The Ghibellism in this case must be viewed like a political opinion or instance which is not sustained by weapons on a real battlefield or between the town streets. Nevertheless, the political role of those texts – not questioning here the difference of genres, which would be important in describing different contexts of targets, public and transmission – is truly relevant, often more than the literian value of poems conceived during social and political troubles, where there was no space for refined intellectual-poets or tractatists. Obviously, if it was true for Mussato, really the plea on behalf of the Empire was strong for Petrarch, who undoubtedly had been (after Dante) the most important italian author able to argue on italian troubles in the seek for peace and devoting this holy mission to the emperor.¹¹ In a wider perspective of study on the connections between Italy and Empire, the ghibellism should be finally studied focusely as a value and as an instrument of the imperial policies in the peninsula. In my opinion, the unrest prosecution of studying guelfh and ghibelline together as phenomenon of double-face political coinage (moreover for XII-early XIV century), mainly correct, has therefore avoided to explore specific links inside the ghibelline galaxy in the late medieval and early modern centuries.¹²

Therefore, to conclude these first considerations, in our case there is no sudden shift between those keywords evidently selected with web search engines in mind, and others attributable to the need and the opportunity to describe the topics of each individual item in a natural and effective way.

⁸ Hardy, "Tage (Courts, Councils and Diets)," Hardy, "Associative Political Culture."

⁹ On post-Frederick II' age see Grillo, "La falsa inimicizia," Canaccini, "Restano i termini, mutano i significati," Canaccini, "Essere (filoimperiali) o non essere?," Tabacco, "Ghibellinismo e lotte di partito." For Renaissance (15th - early 16th century) see Gentile, "Factions and parties," Gentile, "Guelfi e ghibellini nell'Italia del Rinascimento," VII-XXV.

¹⁰ D'Amico, "Fazio degli Uberti."

¹¹ Cappelli, "Italia est tota plena tyrannis," Geri, "Petrarca cortigiano." See now Varanini, "La prima spedizione di Carlo IV," 411-4.

¹² Instead, for the Renaissance guelfh's political world see the relatively recent Serena Ferente's works, Ferente, "Guelfhs!."

2. *Main Historiographical Goals*

The presence of the emperor – or, better, of the Empire and of the (german) emperors – real or imagined is the key to have a better comprehension of this complex of socio-political phenomena north and south to the Alps, as, for example, Mierau's essay described in a very interesting way.¹³ The focus over the italian policies of the emperors can open a new way to consider their images, so those ones of Rome and of Empire, printed by the imperial activities in Italy into the minds and the texts of humanistic authors, so as for the masterpieces of the artists. A sort of pattern has been individuated for Henri VII who left a strong memory both for the italian purposes of the Empire and moreover for the aims related to a specific part of the italians. As just recently pointed out by Pietro Silanos, also for king John of Bohemia it is recognizable a project over italian lands of the Reich on his father Henry VII's footsteps. This plan quickly increased John's experimental policies addressed to the italian elites, among the communal cities and the aristocracies, (more or less) devoted to Luxembourg's imperial memory, which not so gradually brought the Luxembourg in the hostility of emperor Ludwig the Bavarian.¹⁴ It has also been registred that the first experience dealing with the italian powers – the dissimulation of their diplomatic policies – was acquired by the young John during Henry's expedition. So, quite the same happened in the following decades with his son Charles, who was active in John's italian projects and gave his contribution until the final awareness of the failure before getting back north to the Alps.

Even it is not possible to find a real continuity, it has begun to recover the importance of imperial dinasties young heirs' apprenticeship related to over the italian political and military chessboard has been aroused in the recent researchs for the Trecento. But the same historical operation could find evidence still in the Quattrocento – excepting, for example, Albert II of Habsburg never followed in Italy his father-in-law Sigismund – until Maximilian with his father Frederick III. More generally, it would be necessary to enlarge this point of view for the german nobility who moved and acted for many generations crossing the Alps with the emperors and gave this opportunity to their young members to be baptized warriors also in the italian battlefields.¹⁵ Even in time of (relative) peace, the passage through italian lands was necessary to reach Rome as pilgrims and then the Holy Land, in the same way, as for the increasing students exchange who moved from north to the south to the italian universities in the Late Middle Ages.¹⁶

¹³ Mierau, "Kaiser und Kaiserreich."

¹⁴ Silanos, "Alter Ascanius," 62.

¹⁵ Varanini, "Mercenari tedeschi in Italia nel Trecento," Favreau-Lilie, "Die Heerfolgepflicht im Regnum Italiae," and the classic Schäfer, "Deutsche Ritter und Edelknechte in Italien."

¹⁶ For a general reference see de Rachewiltz, Riedmann, "Kommunikation und Mobilität im Mittelalter."

3. *New Perspectives: Crossing the Perspectives? (Back to Peter Moraw)*

Along the line of the entire volume, Len Scales' very useful fresco over the late medieval emperors' *Italienzüge* or *Romzüge* can also be intended as a proposal to overview in a different way the imperial presence in specific part of Italy.¹⁷ These may be studied as a field of action of the emperor in a more natural configuration, if we make a broader view over zone of the Empire where, on one hand, emperors never went, went only for a few times or only transiting. On the other hand, many areas within the peninsula where emperors passed many times but were also included in their political projects, even only in diplomacy and not only in war periods. In a certain way, this platform opened to recollect some various connections between german and italian worlds under the vessel of the Empire and to spread in the witness' consciousness-building by a lot of authors, could also be the opportunity to make a renewal of Peter Moraw's theory. As noted by Len Scales in his article, Moraw's proposal was to build a scheme whereas can be inserted the different areas of Empire, accordingly to their proximity to the king/emperor who is on the throne in a certain moment o during a specific period.¹⁸ So, a sort of zonal pattern could show us in a very simple way if there were bonds between the sovereign and this or that area – theoretically, considering not only effective jurisdiction, but various ways of hegemony – this or that principality, this or that single bishopric or monastery, etc. By the way, Scales argued how this proposal was truly conceived thinking only to the german lands of the Empire, so interpreting and balancing some differencies between the north and the south, the east and the west, but (totally?) excluding a role of *Reichsitalien* and the opportunity to enlarge the questions. Today, for example, the new setting of german historical most ancient and noble research networks concerning the imperial sources – the *Monumenta Germaniae Historica*, *Constitutiones* and the *Regesta Imperii*, have given a tot heir joined effort platform, the *Italienprojekt*. Instead, now the recollect of source depends on spatial/regional research teams to be more effective and proceed speedly in the first phases, so determining a precious information exchange.¹⁹

On the contrary, Scales' own proposal concerning the overlapping three circles derived from the historiography over Byzantine Empire is undoubtedly fascinating, but still – literally – 'a-morphous', devoid of arguments capable

¹⁷ See also the not too old and clever considerations regarding the same elements by Ernst Voltmer: Voltmer, "Sovrani tedeschi in Italia," 38-47, Pauler, "Die deutschen Könige und Italien." On german-italian encounters in chronicles, ending 12th-13th centuries see Zug Tucci, "Dalla polemica antimperiale alla polemica antitedesca". On 15th century *Italienzüge* see now *Römische historische Mitteilungen* 63 (2021), mon. issue over Frederick III's first *Romzug*, ed. by Andreas Gottsmann (a next one is forthcoming on the second *Romzug* of 1469).

¹⁸ Scales, "Emperors of Rome," 16-1, Scales, "The shaping of german identity," 82. The thesis dates to 1985 ca., see Moraw, "Von offener Verfassung," 175.

¹⁹ Spano, "L'Italienprojekt," 389-90, Spano, "Carlo IV e i *Regesta Imperii*," 30, 34, Menzel, "*Monumenta Germaniae Historica*," 27, Rando, "La ricerca sulle fonti e le sue sfide," 451-9.

to broaden the perspective, at least for now.²⁰ To make a comparison with categories more arguably designed on imperial history, the premises are maybe too different, but sort of similar imagine of the different, shifting levels – the Empire itself, the Austrian dominions, the Habsburg whole dynasty, and the person of the single emperor – interpreting the policies related to the Holy Roman Empire during Habsburg's hegemony on the imperial throne overall Late Middle Ages and Early Modern Age had been done by Giuseppe Galasso.²¹

Nevertheless, there are other research fields less considered in classical perspectives which we can include to build new trails. For example, not too many links have been explored after a few studies on the political, social, and cultural role of the ghibellines in the 'old' *regnum Arelatensis*,²² and so on generally concerning the few studied question of the retreating jurisdiction-'border' (or frontier) between Holy Roman Empire and the 'new' strong kingdom of France. Even these territories, although traditionally underestimated for the general evaluation of imperial politics, which had been forever lost within and indefinite period during the long XIII century,²³ it would make sense to consider them in the complex of Moraw's thesis even if for a restricted stage. On one hand, lies the problem of the imperial frontiers, how they changed and according to which kind of problems or opportunities. On the other hand, it is the opportunity for political and military intervention in lands more connected in a certain period to the empire, and how interact emperors with political and social powers in a regional or sub-regional level.²⁴

In this direction, should also be explored the parallelism of growing political cultures in the great european areas, which intertwined each other in the late medieval and early modern centuries, although without a real and demonstrable tradition of continuity. For example, the question of the emergence of political elites inside courts and chanceries, the relational webs among them and the exchange of political (and juridical) cultures, could be know a renewal of studies by comparison,²⁵ or also through the imperial perspective, where plural political and cultural areas stood for centuries. During the emperor's *Italienzüge* this phenomenon is truly clear. It could be quite the same as that concerning the courtly itineraries overall the imperial lands northern to the

²⁰ Scales, "Emperors of Rome", 34-5, and see Shepard, "Byzantium's overlapping circles," 15-6, 53-5.

²¹ Galasso, "Austria e Asburgo," but also Moeglin, "Corps de l'Empire et corps de l'Empereur."

²² Aurell, "Chanson et propagande politique," Chiffolleau, "Les gibelins du Royaume d'Arles," Chiffolleau, "I ghibellini del regno di Arles."

²³ See Balossino, "Guerra, conflitti e inchieste giudiziarie," Moeglin, "L'Empire et le Royaume."

²⁴ Cortese, "L'Impero e la Toscana," Tanzini, "Cambiare imperatore," Rubinstein, "The Place of the Empire," Rubinstein, "Firenze e il problema della politica imperiale," Cipriani, "L'Impero e la cultura politica italiana." Undoubtedly, Tuscany is the most studied 'region' for Late Middle Ages and Renaissance until 16th century, although certainly in this age it is not the major area for a general pro-imperial cultural tradition or for Empire's political penetration.

²⁵ See for this enormous debate Lazzarini, "Communication and conflict," then now Lazzarini, "L'ordine delle scritture."

Alps, wherein usually the sovereign meet and interact with jurists and orators of various cities, princes, bishops, and electors. The recruitment of clever and performing personnel for chancery and court, determined a long *durée* question for the emperors, always demanding for jurists and ambassadors. Very often in these circumstances emperors know and select (sometimes personally) their future closest collaborators.²⁶

The circularity of political personnel has been studied as a peculiar spin-off of the 'state' european season of study and demonstrated how the borders were more open than close between different kinds of power (civic governments or principalities, of any level), because of the general cultural circulation of the men who make politics.²⁷ Relating to the Empire, particularly in its long relationship with italian world, for the Luxembourg age recent studies have pointed out this perspicuous role of secretaries, chancellors, vicars, ambassadors, even military rulers with significative political value in the Reichsitalien, where strong resisted for centuries the emperor's power to elevate and certificate as the political status of a city as the one of a single person or of an entire family.²⁸

Old and new researches over the italian participation in the imperial policies towards Italy – but also other nationalities inside the imperial ability to plan an european view of the Empire – are increasing step by step our knowledge of those mechanisms which strengthened the bonds between Italy and Empire still in so late age, wherein emperors do not appear as winning rulers. In fact, they had been represented too much as leader not dealing with the present of their years. In a larger part of the narrative (italian) sources – but it would be questioned who and where these had been produced case by case – they look like relicts of a most glorious past. Nevertheless, their own abilities to reshape the imperial bonds with people were still active and they would have stood for centuries.

But there are many other situations, even in the last medieval period. The studies of Daniel Luger over XV century Trieste,²⁹ a city commune (often neglected) which was both a land of Empire and under Habsburg government, can 'stress' the Moraw's theory as for the Gian Maria Varanini's researches on

²⁶ Salemme, "Simone da Marville," Lecuppre, "Henri VII et les humanistes italiens," Pichiorri, "Die Rekrutierung," Pichiorri, "La fidélité à la maison de Luxembourg," Pichiorri, "Les relations de l'empereur Charles IV." Still "old but gold" is Beinhoff, "Die Italiener am Hof Kaiser Sigismunds," then Heinig, "How large was the Court," Noflatscher, "Räte und Herrscher."

²⁷ For the previous age, on socio-political webs in Staufens Reichsitalien see now Spataro, "I giudici al servizio della corte imperiale."

²⁸ Selected cases in Proske, "Pro duobus magnis luminaris mundi," *passim*, Pallotti, "Federico III," 165, 168, Lee, "Ludwig IV of Bavaria," 316-7. See also Heckmann, "Stellvertreter, Mit- und Ersatzherrscher," Favreau-Lilie, "Reichsherrschaft im spätmittelalterlichen Italien," Rill, "Reichsvikar und Kommissar," Tabacco, "Lo Stato sabaudo."

²⁹ Luger, "L'imperatore lontano?" On the pactual starting of Austrian government in 1382 see Cammarosano, "Trieste nell'Italia delle città."

Verona during the first part of the Italian Wars.³⁰ Giving the title ‘L'imperatore lontano’ to his article the author has directly pointed out to the Moraw's thesis, underlining how a little city of frontier became more important dealing with the Habsburg as mainlords, then also as emperors. The migration of the centre of interest of the Empire with the imperial dynasties to the east began with the Luxembourg and from the same Sigismund the Habsburgs inherited opportunities and troubles of his experimentation policies, both relating to Italy and to East Europe. It is also still questionable – if it had ever been really questioned in the past – if the Moraw's thesis on the various zonal configuration of the German part of the Empire could be applied over *Reichsitalien*. In the recent years few researches have tried to do so. For example, see in the last years the works of Daniel Luger over Trieste, which for a long time had been not considered part of the Italian cities world because of its ancient political and socio-economic bonds with the south-eastern part of the Empire and then under the Habsburgs control for many centuries.

4. *Conclusions. A Hope in the New Perspectives*

These wider-opening and multiple windows regarding the connection Empire-Italy has been obtained by an enlargement of topics, sources, characters, spaces, and perspectives, concerning the Imperial Discourse overall the Late Medieval Period.³¹ Much remains still to be explored between the late XIV - early XVI century, above all by reconsidering the continuities of imperial policies planned for Italy, from Sigismund's age to Maximilian I's one (but also Charles V), finally trespassing the long and complex reign of Frederick III, which today is fortunately less neglected by European historians than in the (even recent) past.³²

Nevertheless, too many investigations still must be done, keeping hope for the next future. For example, in the volume there is the legitimate, substantial absence of the theme of *reformatio imperii* and of some of the major authors, including Italians, who focused on this aspect or who connoted their intentions by considering this important instance of their era. In other words, the theme of *reformatio imperii*, as well as connected to the *reformatio ecclesiae*, therefore to the heavy and serious schismatic and conciliarist season, has long influenced the mentality of German and non-German imperial authors, inside the imperial court, above all in the interchange with the apostolic curia

³⁰ Varanini, “Verona e Massimiliano I d'Asburgo,” and Varanini, “Massimiliano I. e la crisi dello stato veneziano,” 34-40, on Habsburg's rule over Verona (1509-17). In both cases the emperor's dominion was as direct and dynastic, but this configuration played a role step by step and other case study deserves historians' attention in this sense.

³¹ Varanini, “Enrico VII e il governo delle città italiane,” Cariboni, “Dissenso e Crimen laese maiestatis.” See now Rando, Schlottheuber, “Carlo IV e l'Italia.”

³² In this sense, I agree the synthesis between conclusions and perspectives in Märkl, “Das spätmittelalterliche Kaisertum und Italien.”

(ambassadors, jurists, great prelates).³³ The strand of *reformatio imperii* is probably one of the most 14th century results towards the following Renaissance era.

³³ Moreover, in the period after the Golden Bull (1356) – see Hohensee, “Die Goldene Bulle” – still recently viewed as the unic, real ‘constitutional’ affirmation in Lee, “Humanism and Empire,” 272-82, 360-3, 368-9, 387.

Works cited

- Aurell, Martin. "Chanson et propagande politique: les troubadours gibelins (1255-1285)." In *Le forme della propaganda politica nel Due e nel Trecento*, dir. by Paolo Cammarosano, 183-202. Rome: École française de Rome, 1994; 2018².
- Balossino, Simone. "Guerra, conflitti e inchieste giudiziarie tra regno di Francia e Impero: note sulle variazioni della frontiera meridionale nel Duecento." *Reti Medievali Rivista* 23, no. 2 (2022): 37-65.
- Beinhoff, Gisela. *Die Italiener am Hof Kaiser Sigismunds (1410-1437)*. Frankfurt am Main: Peter Lang, 1995.
- Bellabarba, Marco, Andrea Merlotti, dir. *Stato sabauda e Sacro Romano Impero*. Bologna: il Mulino, 2014.
- Bussi, Emilio. "Lo studio del Sacro Romano Impero della Nazione Tedesca come esigenza della scienza storica." In Emilio Bussi, *Esperienze e prospettive. Saggi di storia politica e giuridica*, 399-423. Modena: S.T.E.M. Mucchi, 1976.
- Cammarosano, Paolo. "Trieste nell'Italia delle città e la dedizione all'Austria del 1382." In *Medioevo a Trieste. Istituzioni, arte, società nel Trecento. Atti del Convegno (Trieste, 22-24 novembre 2007)*, dir. by Paolo Cammarosano, 13-28. Roma: Viella, 2009.
- Canaccini, Federico. "Essere (filoimperiali) o non essere? Questo è il dilemma." In *Le lettere di Dante: ambienti culturali, contesti storici e circolazione dei saperi*, dir. by Antonio Montefusco, Giuliano Milani, 455-72. Berlin: De Gruyter, 2020.
- Canaccini, Federico. "Restano i termini, mutano i significati: Guelfi e Ghibellini. L'evoluzione semantica dei nomi delle fazioni medioevali italiane." In *Lotta politica nell'Italia medioevale*, 85-94. Roma: Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2010.
- Cappelli, Guido. "Italia est tota plena tyrannis: Petrarca e l'impero alla luce della teoria giuridico-politica." In *Petrarca politico*, dir. by Francesco Furlan, Stefano Pittaluga, 9-32. Genova: D'ARFICLET 2016.
- Cariboni, Guido. "Dissenso e Crimen laese maiestatis. Enrico VII e la 'strana' congiura di Milano del 1311." In *Manifestare e contrastare il dissenso (secoli XI-XIV)*, a cura di Maria Pia Alberzoni, e Roberto Lambertini, 141-50. Milano: Vita e Pensiero, 2023.
- Chiffolleau, Jacques. "I ghibellini del regno di Arles." In *Federico II e le città italiane*, a cura di Pierre Toubert, e Agostino Paravicini Bagliani, 364-88. Palermo: Sellerio, 1994.
- Chiffolleau, Jacques. "Les gibelins du Royaume d'Arles: notes sur les réalités impériales en Provence dans les deux premiers tiers du XIII^e siècle." In *Papauté, monarchisme et théories politiques: études d'histoire médiévale offertes à Marcel Pacaut*, ed. Pierre Guichard, Marie-Thérèse Lorcin, Jean-Michel Poisson, et Michel Rubellin. Vol. 2: *Les Églises locales*, 669-95. Lyon: Presses universitaires de Lyon, 1994.
- Cipriani, Giovanni. "L'Impero e la cultura politica italiana nel primo Cinquecento." In Giovanni Cipriani, *Il volto del potere fra centro e periferia. Saggi di Storia della Toscana*, 11-37. Firenze: Nicomp, 2016.
- Cortese, Maria Elena. "L'Impero e la Toscana durante il regno di Federico Barbarossa." *Reti Medievali Rivista* 18, no. 2 (2017): 49-88.
- D'Amico, Juan Carlos. "Fazio degli Uberti, il Dittamondo e l'ideologia imperiale." In *Emperors and Imperial Discourse in Italy, c. 1300-1500. New Perspectives*, dir. by Anne Huijbers, 89-104. Rome: École française de Rome, 2022.
- Elze, Reinhard. "L'idea imperiale nel basso medioevo." In *La storiografia di Eugenio Dupré Theseider*, ed. by Augusto Vasina, 73-80. Roma: Istituto storico italiano per il Medio Evo, 2002.
- Favreau-Lilie, Marie-Louise. "Die Heerfolgepflicht im Regnum Italiae: Theorie und Praxis vom 12. bis zum 15. Jahrhundert." *Deutsches Archiv für Erforschung des Mittelalters* 54 (1998): 55-97.
- Favreau-Lilie, Marie-Louise. "Reichsherrschaft im spätmittelalterlichen Italien. Zur Handhabung des Reichvikariates im 14./15. Jahrhundert." *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken* 80 (2000): 53-116.
- Ferente, Serena. *Gli ultimi guelfi: linguaggi e identità politiche in Italia nella seconda metà del Quattrocento*. Roma: Viella, 2013.
- Ferente, Serena. "Guelphs! Factions, liberty and sovereignty: inquiries about the Quattrocento." *History of Political Thought* 28 (2007): 571-98.
- Franke, Marie-Élisabeth. *Kaiser Heinrich VII. im Spiegel der Historiographie. Eine faktenkri-*

- tische und quellenkundliche Untersuchung ausgewählter Geschichtsschreiber der ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts.* Köln-Weimar-Wien: Böhlau, 1992.
- Galasso, Giuseppe. "Austria e Asburgo (rileggendo Ranke e Brunner)." In Giuseppe Galasso, *Nell'Europa dei secoli d'oro. Aspetti, momenti, problemi dalle "guerre d'Italia" alla "Grande Guerra"*, 129-60. Napoli: Guida, 2012.
- Gentile, Marco. "Factions and parties: problems and perspectives." In *The Italian Renaissance state*, dir. by Andrea Gamberini, and Isabella Lazzarini, 304-22. Cambridge: Cambridge University Press, 2012.
- Gentile, Marco. "Guelfi, ghibellini, Rinascimento. Nota introduttiva." In *Guelfi e ghibellini nell'Italia del Rinascimento*, a cura di Marco Gentile, VII-XXV. Roma: Viella, 2007.
- Geri, Lorenzo. *Petrarca cortigiano. Francesco Petrarca e le corti da Avignone a Padova.* Roma: Bulzoni, 2020.
- Gilli, Patrick. "Empire et italianité au XV^e siècle: l'opinion des juristes et des humanistes." In *Idées d'Empire en Italie et en Espagne (XIV^e au XVII^e siècles)*, ed. Françoise Crémoux, et Jean-Louis Fournel, 47-69. Rouen: Publications des Universités de Rouen et du Havre, 2010.
- Gilli, Patrick. "'Imperium' et Italie au XV^e siècle: juristes et humanistes face à la dé-romanisation de l'empire." *Rechtsgeschichte. Zeitschrift des Max-Planck-Instituts für europäische Rechtsgeschichte* 13 (2008): 133-53.
- Godthardt, Frank. *Marsilius von Padua und der Romzug Ludwigs des Bayern: politische Theorie und politisches Handeln.* Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2011.
- Gottsmann, Andreas, dir. [Issue over Frederick III's first Romzug]. *Römische historische Mitteilungen* 63 (2021)
- Grillo, Paolo. *La falsa inimicizia: Guelfi e Ghibellini nell'Italia del Duecento.* Roma: Salerno, 2018.
- Hardy, Duncan. *Associative Political Culture in the Holy Roman Empire: Upper Germany, 1346-1521.* Oxford: Oxford University Press, 2018.
- Hardy, Duncan. "Tage (Courts, Councils and Diets): Political and Judicial Nodal Points in the Holy Roman Empire, c.1300-1550." *German History* 36, 3 (2018): 381-400.
- Heckmann, Marie-Louise. *Stellvertreter, Mit- und Ersatzherrscher: Regenten, Generalstatthalter, Kurfürsten und Reichsvikare in Regnum und Imperium vom 13. Bis zum frühen 15. Jahrhundert.* Warendorf: Fahlbusch Verlag, 2002.
- Heidemann, Malte. *Heinrich VII. (1308-1313): Kaiseridee im Spannungsfeld von staufischer Universalherrschaft und frühneuzeitlicher Partikularautonomie.* Warendorf: Fahlbusch Verlag, 2008.
- Heinig, Paul-Joachim. "How large was the Court of Emperor Frederick III?" In *Princes, Patronage and Nobility. The Court at the Beginning of the Modern Age, 1450-1650*, dir. by Ronald G. Asch, Adolf M. Birke, 139-56. London-Oxford: The German Historical Institute-Oxford University Press, 1991.
- Heinig, Paul-Joachim. *Kaiser Friedrich III. (1440-1493). Hof, Regierung und Politik.* Voll. 1-3. Köln-Weimar-Wien: Böhlau, 1997.
- Hohensee, Ulrike, Mathias Lawo, Michael Lindner, Michael Menzel, Olaf B. Rader, dir. *Die Goldene Bulle. Politik – Wahrnehmung – Rezeption.* Voll. 1-2. Berlin: Akademie Verlag, 2009.
- Huijbers, Anne, dir. *Emperors and Imperial Discourse in Italy, c. 1300-1500. New Perspectives.* Rome: École française de Rome, 2022.
- Huijbers, Anne. "Introduction." In *Emperors and Imperial Discourse in Italy, c. 1300-1500. New Perspectives*, dir. by Anne Huijbers, 1-10. Rome: École française de Rome, 2022.
- Koller, Heinrich. *Kaiser Friedrich III.* Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2005.
- Kubínová, Katerina. *Imitatio Romae. Karel IV. a Řím.* Praha: Artefactum - Ústav dejin umení, Akademie věd České republiky, 2006.
- Lazzarini, Isabella. *Communication and conflict: Italian diplomacy in the early Renaissance, 1350-1520.* Oxford: Oxford University Press, 2015.
- Lazzarini, Isabella. *Lordine delle scritture. Il linguaggio documentario del potere nell'Italia tardomedievale.* Roma: Viella, 2021.
- Lecuppre, Gilles. "Henri VII et les humanistes italiens: élaboration d'un légitimité princière et émergence d'un foyer culturel." In *Rapporti e scambi tra umanesimo italiano ed umanesimo europeo: l'Europa è uno stato d'animo*, a cura di Luisa Rotondi Secchi Tarugi, 51-64. Milano: Nuovi orizzonti, 2001.
- Lee, Alexander. *Humanism and Empire: the Imperial Ideal in Fourteenth-Century Europe.* Oxford: Oxford University Press, 2018.

- Lee, Alexander. "Ludwig IV of Bavaria through humanist eyes, c. 1314 - c. 1453." In *Emperors and Imperial Discourse in Italy, c. 1300-1500. New Perspectives*, dir. by Anne Huijbers, 283-324. Rome: École française de Rome, 2022.
- Luger Daniel. "L'imperatore lontano? La prassi della sovranità e dell'amministrazione nel tardo medioevo: l'esempio di Trieste." *Quaderni Giuliani di Storia* 32, no. 2 (2011), pp. 173-256.
- Märtl, Claudia. "Das spätmittelalterliche Kaisertum und Italien: Ertrag und Perspektiven." In *Emperors and Imperial Discourse in Italy, c. 1300-1500. New Perspectives*, dir. by Anne Huijbers, 327-39. Rome: École française de Rome, 2022.
- Menzel, Michael. "Monumenta Germaniae Historica, le Constitutiones di Carlo IV." In *Carlo IV e l'Italia del Trecento. Il "savio signore" e la riformulazione del potere imperiale*, a cura di Daniela Rando, e Eva Schlottheuber, 21-8. Roma: Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2022.
- Mierau, Heike Johanna. "Kaiser und Kaiserreich in spätmittelalterlichen Universalchroniken. Wissensbestände, Rezeption und Wirkung in Italien." In *Emperors and Imperial Discourse in Italy, c. 1300-1500. New Perspectives*, dir. by Anne Huijbers, 201-31. Rome: École française de Rome, 2022.
- Moeglin, Jean-Marie. "Corps de l'Empire et corps de l'Empereur (XI^e-XV^e siècle)." In *Le corps du Prince au cœur des rituels de la cour. Autour des travaux d'Agostino Paravicini Bagliani*, ed. Éric Bousmar, Hans Cools, Jonathan Dumont, et Alain Marchandisse. *Micrologus: natura, scienze e società medievali* 22 (2014): 37-67.
- Moeglin, Jean-Marie. *L'Empire et le Royaume: entre indifférence et fascination, 1214-1500*. Paris: Septentrion, 2011.
- Moraw, Peter. *Von offener Verfassung zu gestalter Verdichtung. Das Reich im späten Mittelalter 1280 bis 1490*. Frankfurt am Mein: Propyläen, 1985.
- Noflatscher, Heinz. *Räte und Herrscher. Politische Eliten an den Habsburgerhöfen der Österreichischen Länder 1480-1530*. Mainz: Philipp von Zabern, 1999.
- Pallotti, Riccardo. "Federico III d'Asburgo in Italia tra politica e retorica." In *Emperors and Imperial Discourse in Italy, c. 1300-1500. New Perspectives*, dir. by Anne Huijbers, 157-98. Rome: École française de Rome, 2022.
- Pauler, Roland. *Die deutschen Könige und Italien im 14. Jahrhundert. Von Heinrich VII. bis Karl IV*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1997.
- Pichiorri, Flaminia. "Die Rekrutierung diplomatischen Personals unter Karls. IV Zeitphasen und Verfahrenweisen." In *Die Goldene Bulle. Politik – Wahrnehmung – Rezeption*, ed. by Ulrike Hohensee, et alii. Vol. 2, 835-68. Berlin: Akademie Verlag, 2009.
- Pichiorri, Flaminia. "La fidélité à la maison de Luxembourg comme critère de recrutement du personnel diplomatique de Charles IV." In *Europäische Governance im Spätmittelalter: Heinrich 7. von Luxemburg und die grossen Dynastien Europas: actes des 15^{es} Journées Lotharingiennes, 14-17 octobre 2008*, hrsg. von M. Pauly, 115-30. Luxembourg: Cloude, 2010.
- Pichiorri, Flaminia. "Les relations de l'empereur Charles IV avec la papauté et l'Italie: Le recrutement du personnel diplomatique et son évolution (1346-1378)." In *Les relations diplomatiques au Moyen Âge. Forms et enjeux: 41. congrès de la SHMESP (Lyon, 3-6 juin 2010)*, 161-69. Paris: Publications de la Sorbonne, 2011.
- Pio, Berardo. "Il bene comune e l'Impero: osservazioni sul linguaggio politico del primo Trecento." In *Il bene comune: Forme di governo e gerarchie sociali nel basso medioevo*, 35-61. Spoleto: CISAM, 2012.
- Proske, Veronika. *Der Romzug Kaiser Sigismunds (1431-1433): Politische Kommunikation, Herrschaftsrepräsentation und -rezeption*. Wien: Böhlau, 2019.
- Proske, Veronika. "Pro duobus magnis luminaribus mundi. Das Papst-Kaiser-Treffen 1433 und seine humanistische Rezeption." In *Emperors and Imperial Discourse in Italy, c. 1300-1500. New Perspectives*, dir. by Anne Huijbers, 129-155. Rome: École française de Rome, 2022.
- Quaglioni, Diego. "Empire et monarchie: aspects du débat juridique." In *Idées d'Empire en Italie et en Espagne (XIV^e au XVII^e siècles)*, ed. Françoise Crémoux, et Jean-Louis Fournel, 37-46. Mont-Saint-Aignan: Publications des Universités de Rouen et du Havre, 2011.
- Rando, Daniela. "La forza vitale di un'idea: l'Impero insegnato allo Studium di Padova nel primo Quattrocento." In *Emperors and Imperial Discourse in Italy, c. 1300-1500. New Perspectives*, dir. by Anne Huijbers, 107-128. Rome: École française de Rome, 2022.
- Rando, Daniela. "La ricerca sulle fonti e le sue sfide. A proposito del bicentenario dei Monumenta Germaniae Historica." *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken* 102 (2022): 451-9.

- Rando, Daniela, Eva Schlotheuber, dir. *Carlo IV e l'Italia del Trecento. Il "savio signore" e la riformulazione del potere imperiale*. Roma: Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2022.
- Rapp, Francis. *Maximilien d'Autriche*. Paris: Tallandier, 2007.
- Rill, Gerhard. "Reichsvikar und Kommissar. Zur Geschichte der Verwaltung Reichsitaliens im Spätmittelalter und in der frühen Neuzeit." *Annali della Fondazione italiana per la storia amministrativa* 2 (1965): 173-99.
- Rubinstein, Nicolai von. "Firenze e il problema della politica imperiale in Italia al tempo di Massimiliano I." *Archivio Storico Italiano* 116, no. 1-2 (1958): 5-35; 147-77.
- Rubinstein, Nicolai von. "The Place of the Empire in Fifteenth Century Florentine Political Opinion and Diplomacy." *Bulletin of the Institute of Historical Research* 20 (1957): 125-35.
- Salemme Timothy. "Simone da Marville, un giurista e diplomatico tra il Papato e l'Impero († ante 1326)." *Reti Medievali Rivista* 21, no. 2 (2020): 181-220.
- Scales, Len. "Emperors of Rome: Italy and the 'Roman-German' monarchy, 1308-1452." In *Emperors and Imperial Discourse in Italy, c. 1300-1500. New Perspectives*, dir. by Anne Hujbers, 11-42. Rome: École française de Rome, 2022.
- Scales, Len. *The shaping of German identity: Authority and crisis 1245-1414*. Cambridge: Cambridge University Press, 2012.
- Schäfer, Karl Heinrich. *Deutsche Ritter und Edelknechte in Italien während des 14. Jahrhunderts*, Paderborn: Ferdinand Schöningh, 1911.
- Seibert, Hubertus, dir. *Ludwig der Bayer (1314-1347): Reich und Herrschaft im Wandel*. Regensburg: Schnell & Steiner, 2014.
- Shepard, Jonathan. "Byzantium's overlapping circles." In *Proceedings of the 21st International congress of Byzantine Studies, London, 21-26 August, 2006*, dir. by Elizabeth Jeffreys, Fiona K. Haarer, and Judith R. Ryder. Vol. 1, 15-55. Aldershot: Ashgate, 2006.
- Silanos, Pietro. "Alter Ascanius. Aspettative politiche e linguaggi potestativi della signoria di Giovanni di Boemia nella penisola italiana." In *Carlo IV e l'Italia del Trecento. Il "savio signore" e la riformulazione del potere imperiale*, a cura di Daniela Rando, e Eva Schlotheuber, 45-68. Roma: Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2022.
- Spano, Marianna. "Carlo IV e i Regesta Imperii, la tradizione continua." In *Carlo IV e l'Italia del Trecento. Il "savio signore" e la riformulazione del potere imperiale*, a cura di Daniela Rando, e Eva Schlotheuber, 28-41. Roma: Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2022.
- Spano, Marianna. "L'Italienprojekt dei Regesta Imperii nel bicentenario dei Monumenta Germaniae Historica." *Studi di Storia Medioevale e di Diplomatica* 3 (2019): 387-401.
- Spataro, Alberto. "I giudici al servizio della corte imperiale nell'Italia delle città (secolo XII). Attualità storiografica di un fenomeno trasversale." *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken* 102 (2022): 139-58.
- Tabacco, Giovanni. "Ghibellinismo e lotte di partito nella vita comunale italiana." In *Federico II e le città italiane*, a cura di Pierre Toubert, e Agostino Paravicini Bagliani, 335-43. Palermo: Sellerio, 1994.
- Tabacco, Giovanni. *Lo Stato sabaudo nel Sacro Romano Impero*. Torino: Paravia, 1939.
- Taddei, Elena, Matthias Schnettger, Robert F. Rebitsch, dir. *"Reichsitalien" in Mittelalter und Neuzeit*. Innsbruck: StudienVerlag, 2017.
- Tanzini, Lorenzo. "Cambiare imperatore. La politica imperiale tra la deposizione di Venceslao e la morte di Roberto di Baviera nelle fonti italiane." In *El compromiso de Caspe (1492), cambio dinásticos y constitucionalismo en la Corona de Aragón*, ed. Isabel Falcón, 826-31. Zaragoza: Obra Social de Ibercaja, 2013.
- Trautz, Fritz. "Die Reichsgewalt in Italien im Spätmittelalter." *Heidelberger Jahrbücher* 7 (1963): 45-81.
- Widder, Ellen. *Itinerar und Politik: Studien zur Reiseherrschaft Karls IV. südlich der Alpen*. Köln: Böhlau, 1993.
- Wilson, Peter H. *The Holy Roman Empire. A Thousand Years of Europe's History*. London, Allen Lane Penguin UK: 2016.
- Varanini, Gian Maria, dir. *Enrico VII e il governo delle città italiane (1310-1313)*. *Reti Medievali Rivista* 15, no. 1 (2014).
- Varanini, Gian Maria. "Massimiliano I. e la crisi dello stato veneziano. Di fronte a una Terraferma plurale (1509-1517)." In *Maximilian I. und Italien, Schloss Maresch 23.-25. Oktober 2019, Atti del Convegno*, hrsg. von Elena Taddei, und Brigitte Mazohl, 25-45. Bozen: Atthesia, 2021.

- Varanini, Gian Maria, "Mercenari tedeschi in Italia nel Trecento: problemi e linee di ricerca." In *Comunicazione e mobilità nel Medioevo: incontri fra il Sud e il centro dell'Europa (secoli XI-XIV)*, dir. Siegfried de Rachewiltz, e Josef Riedmann, 269-301. Bologna: il Mulino, 1997.
- Varanini, Gian Maria, "La prima spedizione di Carlo IV (1354-1355) e le fonti cronistiche italiane." In *Carlo IV e l'Italia del Trecento. Il "savio signore" e la riformulazione del potere imperiale*, dir. Daniela Rando, e Eva Schlotheuber, 411-36. Roma: Istituto Storico Italiano per il Medio Evo, 2022.
- Varanini, Gian Maria. "Verona e Massimiliano I d'Asburgo: le supplicationes et gratie del 1514." In *Il tarlo dello storico. Studi di allievi e amici per Gabriella Piccinni*, a cura di Roberta Mucciarelli, Michele Pellegrini. Vol. 1, 435-56. Siena-Arcidosso: Effigi, 2021.
- Verga, Marcello. "L'Impero in Italia. Alcune considerazioni introduttive." In *L'Impero e l'Italia nella prima età moderna*, a cura di Matthias Schnettger, e Marcello Verga, 11-24. Bologna-Berlin: il Mulino-Duncker & Humblot, 2006.
- Voltmer, Ernst. "Deutscher Herrscher in Italien. Kontinuität und Wandel vom 11. bis 14. Jahrhundert." In *Kommunikation und Mobilität im Mittelalter. Begegnungen zwischen dem Süden und der Mitte Europas (11.-14. Jahrhundert)*, hrsg. von Siegfried de Rachewiltz, und Josef Riedmann, 15-26. Sigmaringen: Thorbecke, 1995.
- Voltmer, Ernst. "Sovrani tedeschi in Italia. Continuità e cambiamenti dall'XI al XIV secolo." In *Comunicazione e mobilità nel Medioevo: incontri fra il Sud e il centro dell'Europa (secoli XI-XIV)*, a cura di Siegfried de Rachewiltz, e Josef Riedmann, 29-47. Bologna: il Mulino, 1997.
- Zug Tucci, Hannelore. "Dalla polemica antimperiale alla polemica antitedesca." In *Le forme della propaganda politica nel Due e nel Trecento*, a cura di Paolo Cammarosano, 45-64. Rome: École française de Rome, 1994, 2018².

Giovanni Francesco Contel
Istituto Italiano per gli Studi Storici "Benedetto Croce"
giovannicontel92@gmail.com

Reply

by Anne Huijbers

This essay responds briefly to contributions by Éloïse Adde-Michel Margue, Étienne Doublier and Giovanni Francesco Contel discussing the volume *Emperors and imperial discourse in Italy*.

Middle Ages, 13th-16th centuries, Italy, Holy Roman Emperors, Law, Diplomacy, political theory.

I am very happy that *Reti Medievali Rivista* dedicates attention to the volume *Emperors and imperial discourse in Italy* and I thank my colleagues for their kind and insightful reactions to the volume. In this short reply, I cannot address all the input they gave, but I will first briefly revisit the main goal of the volume, and then I will comment on a few of the points raised by my colleagues.

The volume *Emperors and imperial discourse in Italy* aimed to question the traditional view of a 'declining' late-medieval Empire that was little respected in Italy. Older research presented the late-medieval emperors of the Holy Roman Empire as shadows of their early and high-medieval predecessors: military weak and dependent on diplomacy and alliances, they had no 'real' power in Italy: they moved through the peninsula as if on a chessboard, directed by the Italian power constellations. However, as Claudia Märkl warns in the conclusions to the volume, we cannot easily compare the realities of the late-medieval Empire with those of the early and high Middle Ages, since there is a great increase of sources in the fourteenth and fifteenth centuries. These sources present us with a variety of perspectives from both actors and observers that is absent in earlier centuries. If one compares, for instance, the quantity and quality of sources on the imperial coronations of the fifteenth century with those before the fourteenth century, the difference is striking. Whereas for early and high medieval imperial coronations in Rome we have to work with a handful of sources (mostly short and sporadically of direct witnesses) we possess at least 25 contemporary accounts of the last imperial coronation in Rome in 1452, including several detailed eyewitness accounts.¹ This

¹ See for an overview of the sources on Frederick III's imperial coronation: Hack, *Das Empfangszeremoniell bei mittelalterlichen Papst-Kaiser-Treffen*.

increase of sources has not been considered sufficiently. So, Märtil asks: “What impression [of the late-medieval Holy Roman Empire] would we get if only rulers’ charters, historiographical texts and a few panegyric or polemical poems were handed down from the late Middle Ages?” (p. 330) Moreover, was it really a novelty of the late Middle Ages, that the emperors were dependent on diplomacy and alliances and mainly performed their power through rituals?

Different kinds of late-medieval texts that have been handed down in large quantities – and nevertheless have been largely ignored by older research – enable us to take on new perspectives on the late-medieval Holy Roman Empire and its relation with Italy: humanistic oratory, Latin and vernacular historiography, texts on political theory and legal doctrine. The volume can indeed be considered as an exploration of imperial discourses in sources that await more and further study. More dissertations and monographic studies (as the one by Veronika Proske focused on Sigismund) would be welcome and could deepen the research lines opened up in the volume.

As Étienne Doublier has observed, the volume does not provide a clear definition of what is meant by an “imperial discourse”, but the articles in the volume show what could be meant by the term. In order to increase our understanding of “imperial discourses”, it would be helpful to make a list of Latin keywords that mark the political lexicon of the period and to try to define (and thus translate) them accurately: this, however, immediately asks for a thorough study, since the keywords had shifting meanings according to the author using them, the context in which the word pops up, the period in which it was used and so on. A first step in describing, for instance, the (changing) meaning of the term *res publica* in this period, is made in the contributions by Carole Mabboux and Anna Modigliani. It would be worthwhile to extend this research with a quantitative approach: the digitization of Latin chronicles and political treatises makes this possible. One could, for instance, compare whether Italian authors used the term differently or more often than Germanophone chroniclers. What other pivotal words are used in connection with the term *res publica*?

As Éloïse Adde and Michel Margue rightly point out, the exact meaning of the term *imperium* in late-medieval texts should also be subject to the same kind of analysis. This is not explicitly done in the volume, but again, the various contributions demonstrate that the term could take on different meanings.² Adde and Margue indeed recall that the *imperium* manifested itself concretely as, for instance, a legitimizing resource (Cola di Rienzo), as a guarantor of established privileges (Charles IV in Florence), as a means of imposing a change of power (Henry VII and the exiles), as a symbolic model to be imitated or as a vague ideal of the past. When trying to define what contemporaries meant, when they referred to the *imperium* generally or more

² For a general introduction to the polyvalent usage of the term in the Middle Ages and for useful references to this question, see the recent article by Christoph Mauntel, “Beyond Rome.”

specifically the *imperium romanum*, we enter into the research on the imperial idea, or *Kaiseridee*, in the Middle Ages, a subject that has been intensively researched,³ although the late Middle Ages mostly come off poorly in general overviews on the theme.

Beside chronicles and political treatises, scholarship which aims to understand “imperial discourses” should also continue examining the Latin orations that Italian humanists dedicated to the emperor. The appendix to Riccardo Pallotti’s article shows that this genre remains to be more fully explored. What themes do the humanists develop when addressing the emperors? What is rhetorical and what is political in these orations? And what are the keywords that regularly come up? Do all humanists present the emperor as the wished-for defender of peace on the Italian peninsula – and the Christian world at large – as the orations examined by Pallotti suggest? Regarding humanist orations dedicated to emperors or with discourses on the Holy Roman Empire, I would also like to stress the importance of the availability of translations that can be used in teaching, to generate interest in the subject and to increase the visibility of the late-medieval imperial topic. In this respect, I draw attention to the work of Michael von Cotta-Schönberg, who makes many little-known texts, including orations, of Enea Silvio Piccolomini available in English translations, so that a larger audience can get acquainted with his efforts in the service of the Holy Roman Empire.⁴

This about “discourses”. The volume, however, is not only about discourses but also about the realities hidden behind the abstract name of Empire in this period: what networks created links between the German- and Italian-speaking world? Len Scales and Claudia Märkl already pointed at the importance of reconstructing the entanglements of the Empire north and south of the Alps, which were constituted not only through the politics of noble marriage, but also through students, merchants, mercenaries and pilgrims. The importance of this aspect is indeed emphasized in the reactions by Contel, Doublier and Adde/Margue. A greater awareness of those networks increases our understanding of the interconnectedness of the subalpine and northalpine areas. As Doublier pointed out, the sharp separation between a subalpine and a northalpine cultural and political space can then be relativized. The recent publication of a volume dedicated to Charles IV and Italy can be considered as an important follow-up of this research line, since it pays ample attention to this interconnectedness, including the networks of Charles IV in Italy.⁵

³ Compare the 67 hits with the word “*Kaiseridee*” and the 23 hits with the word “*idea imperiale*” in the Regesta Imperii OPAC (< <http://opac.regesta-imperii.de/> >). To list just a few: Schramm, “Die Kaiseridee des Mittelalters;” Duprè Theseider, *L’idea imperiale di Roma*; Fried, “Imperium,” and more specifically, for instance: Zeillinger, “Kaiseridee, Rom und Rompolitik;” or Heidemann, “Die Kaiseridee Heinrichs VII.”

⁴ Von Cotta-Schönberg, *Collected Orations of Pope Pius II*.

⁵ Rando and Schlotheuber (eds.), *Carlo IV nell’Italia del Trecento*.

With Giovanni Contel, I agree that we need to assess to what extent there was a certain chronological “continuity” of these networks in the time period under scrutiny here. Gerd Tellenbach and Herbert Grundmann emphasised for earlier periods that there was not *one* Holy Roman Empire: the institution was born anew with dynastic changes and after several interregna.⁶ Francesco Somaini already pointed out that there literally was no *regnum Italicum*, which Henry VII could simply “revive” when he came to Italy in 1310 after a long interregnum. He had to start from scratch. Even the so-called “iron crown” was gone and had to be made anew.⁷ How was this for his fourteenth- and fifteenth-century successors? To what extent could they build on and benefit from the networks their predecessors had established in Italy?

For an increasing understanding of the late-medieval Empire, it is necessary to further uncover who were the persons that literally embodied the Empire in late-medieval Italy. In his contribution, which is rich of useful references, Giovanni Contel recalls that the men who made politics, such as chancellors, vicars and ambassadors often circulated widely. He points out that, although several case studies of Italians in the service of late-medieval emperors already exist, the bigger picture still needs to be drawn. In other words, we should link what exactly Cino di Pistoia meant for Henry VII, Marsilio di Padua for Ludwig the Bavarian, Cola di Rienzo or Petrarch for Charles IV, Eneo Silvio Piccolomini for Frederick III, etc.

Lining out a research agenda, Claudia Märthl mentioned three interrelated complexes that should be in the centre of future research (*Überlieferung - Menschen - Ereignisse*): beside the sources that have come down to us, the persons and networks that formed the Empire, also the research on the concrete events and actions of the emperors in Italy has to be elaborated. To this, I would like to add two aspects. It is important to question, with Adde and Margue, whether, in coping with urban powers, the Empire really functioned so differently north and south of the Alps. In their reaction, Adde and Margue bring in the case of the late-medieval city of Metz, which presented itself and its hinterland as an Italian “republic”. They speak of the “co-production of power” of Empire and city: the emperors of the House of Luxembourg supported the local patriciate in Metz, which guaranteed an important degree of stability. The inextricable links between Empire and city were then praised in local historiography.

Furthermore, as pointed out by Doublier, in order to better understand how the late-medieval Empire worked, we have to move away from *Verfassungsgeschichte* toward a *Kulturgeschichte des Politischen*, which takes into account the importance of rituals in the process of consensus-building. Therefore, I am working on a monograph on the imperial coronations in medieval

⁶ Tellenbach, “Kaiser, Rom und Renovatio,” 202: “War nicht auch im Mittelalter... mehrmals ein neues Kaisertum geschaffen worden?”

⁷ Somaini, “Henri VII et le cadre italien,” 397-428.

Rome. Along this line, more attention could also be paid to the coronations in Milan. The recent edition of the ordines for these coronations by Achim Thomas Hack could indeed form an incentive for such a project.⁸ Henry VII, Louis IV, Charles IV, and Sigismund were all crowned in Milan before the imperial coronation in Rome – and the somewhat odd coronation with the iron crown of Frederick III and Eleonora of Portugal in Rome shortly before their imperial coronation only stresses its importance. It seems that these Milanese events indeed were a *sine qua non* for the acceptance of the so-called “King of the Romans” in Italy and a prerequisite for the use of the title *cesar* for the ruler of the Holy Roman Empire, used by, for instance, Albertino Mussato.

A final point that I would like to add, is the importance of including the possible influence of imperial women into future considerations. It is known that the history of the Empire in the Middle Ages is traditionally almost exclusively focused on the deeds, words and networks of emperors and kings and their male allies. But there were also women. Amalie Fössel emphasized that (at least for the high Middle Ages), the emperor and his wife ideally governed as a team, as the name *consors regni* or *consors imperii* for the *regina* (or *imperatrix*) *Romanorum* indicated.

The historiographical idea that the Holy Roman Empire was in decline after 1250 has, in fact, also influenced the historiography on the female representatives of the Empire. Although a monographic study of “Roman” queens and empresses in the late Middle Ages is still lacking, historians seem to agree that their agency and political role had largely disappeared by this time. To explain this, they pointed, among other things, at the constitutional change of the Holy Roman Empire, which changed from a hereditary monarchy to an electoral monarchy. The “Queen of the Romans” was no longer automatically the mother of the new king and, as a result, she lost her central importance for the continuity of the empire. Franz-Reiner Erkens indeed connected the disappearance of the title *consors* for the imperial women with the disappearance of their influence on the *Reichspolitik*. But such conclusions are premature.

Rino Modonutti already emphasized the presence of Margarete of Brabant, the wife of Henry of Luxembourg, in the works of Albertino Mussato. In a recent article I have drawn further attention to the important diplomatic and moral role played by Margarete of Brabant on the *Romzug* that started in 1310. She helped her husband build a political network in Italy and acted as merciful mediator to solve conflicts.⁹ Both Albertino Mussato and Giovanni Cermenate used the title *consors* for Margarete of Brabant: so, this title had not disappeared in the late Middle Ages – as some scholars have assumed. Whether it was used for other emperors’ wives in this period is still to be researched. Indeed, in general, the discourses on imperial women are a field

⁸ Hack, *Die Ordines*.

⁹ Huijbers, “De barmhartige Augusta.”

to further explore. Scholars like Achim Thomas Hack, Amalie Fössel, and Katherine Walsh already emphasized the necessity of archival work to better understand the roles of Barbara of Cilli and Eleonora of Portugal aside their husbands Sigismund and Frederick III – but this applies in general and does not relate exclusively to the Italian peninsula.¹⁰ What is important here is that, in order to better understand the workings of the *konsensuale Herrschaft* at the top of the Empire (both north and south of the Alps), we should not forget the possible role of the “Queens (or Empresses) of the Romans” – as the case of Margaret of Brabant makes clear.

In conclusion: although the reactions to the volume rightly show that there is still much scholarly work to be done, I am confident that the volume has contributed to a re-appreciation of the imperial theme in fourteenth- and fifteenth-century Italy and has shown what research lines can be deepened and continued in the near future.

¹⁰ Hack, “Eleonore von Portugal;” Föbel, “Die Korrespondenz der Königin Barbara;” Walsh, “Deutschsprachige Korrespondenz.”

Works cited

- Duprè Theseider, Eugenio. *L'idea imperiale di Roma nella tradizione del medioevo*, Milano: Istituto per gli studi di politica internazionale, 1942. (Spoleto: Centro italiano di studi sull'alto medioevo, 2015).
- Fössel, Amalie. "Die Korrespondenz der Königin Barbara im Ungarischen Staatsarchiv zu Budapest". In *Kaiser Sigismund (1368-1437). Zur Herrschaftspraxis Eines Europäischen Monarchen*, 245-54. Wien-Köln-Weimar: Böhlau Verlag, 2012.
- Fried, Johannes. "Imperium Romanum – das römische Reich und der mittelalterliche Reichsgedanke". In *Erinnerungsorte der Antike: Die römische Welt*, hrsg. von Elke Stein Holkeskamp, Karl-Joachim Holkeskamp, 156-84. München: C.H. Beck, 2006.
- Hack, Achim Thomas. "Eleonore von Portugal". In *Die Kaiserinnen des Mittelalters*, hrsg. von Amalie Fössel, 306-26. Regensburg: Verlag Friedrich Pustet, 2011.
- Hack, Achim Thomas. *Das Empfangszeremoniell Bei Mittelalterlichen Papst-Kaiser-Treffen*. Wien-Köln-Weimar: Böhlau Verlag, 1999.
- Hack, Achim Thomas. *Die Ordines für die Weihe und Krönung des Königs und der Königin in Mailand*. Vol. 17. Monumenta Germaniae Historica. Leges 8. Wiesbaden, 2020.
- Heidemann, Malte. "Die Kaiseridee Heinrichs VII". In *Europäische Governance im Spätmittelalter. Heinrich VII. von Luxemburg und die grossen Dynastien Europas*, éd. par Michel Pauly, avec la collaboration de Martin Uhrmacher et Hérold Pettiau, 45-65. Luxembourg: CLUDEM, 2010.
- Huijbers, Anne. 'De barmhartige Augusta: Margareta van Brabant als raadgever, bemiddelaar en heilige in Italië (1310-1311)'. *Tijdschrift voor Geschiedenis* 134, no. 1 (2021): 7-25. < <https://doi.org/10.5117/TVG2021.1.002.HUIJ> >.
- Mauntel, Christoph. "Beyond Rome. The Polyvalent Usage and Levels of Meaning of Imperator and Imperium in Medieval Europe". In *Renovatio, Inventio, Absentia Imperii. From the Roman Empire to Contemporary Imperialism*, ed. by Wouter Bracke, Jan Nelis & Jan De Maeyer, 69-92. Bruxelles-Roma: Belgisch Historisch Instituut te Rome, 2018.
- Rando, Daniela, and Eva Schlotheuber (eds.), *Carlo IV nell'Italia del Trecento: il 'savio signore' e la riformulazione del potere imperiale*. Roma: Istituto storico italiano per il Medio Evo, 2022.
- Schramm, Percy Ernst. 'Die Kaiseridee des Mittelalters'. In Percy Ernst Schramm, *Kaiser, Könige und Päpste: Beiträge zur Allgemeinen Geschichte*, 3: Vom 10. bis zum 13. Jahrhundert, 423-43. Stuttgart: A. Hiersemann, 1969.
- Somaini, Francesco. "Henri VII et le cadre italien: la tentative de relancer le Regnum Italicum. Quelques réflexions préliminaires". In *Europäische Governance im Spätmittelalter. Heinrich VII. von Luxemburg und die grossen Dynastien Europas*, éd. par Michel Pauly, avec la collaboration de Martin Uhrmacher et Hérold Pettiau, 397-428. Luxembourg: CLUDEM, 2010.
- Tellenbach, Gerd. "Kaiser, Rom Und Renovatio. Ein Beitrag zu einem großen Thema". In *Tradition Als Historische Kraft. Interdisziplinäre Forschungen zur Geschichte des Frühen Mittelalters. Festschrift für Karl Hauck*, hrsg. von Norbert Kamp, Joachim Wollasch, 231-53. Berlin: de Gruyter, 1982.
- Von Cotta-Schönberg, Michael, (ed. and trans.) *Collected Orations of Pope Pius II*. 4th version, Scholars' Press. 2019, < https://isidore.science/a/cotta_schonberg_michael_von >.
- Walsh, Katherine J. "Deutschsprachige Korrespondenz der Kaiserin Leonora von Portugal. Bausteine zu einem geistigen Profil der Gemahlin Kaiser Friedrichs III. und zur Erziehung des jungen Maximilian". In *Kaiser Friedrich III. in Seiner Zeit. Studien anlässlich des 500. Todestages am 19. August 1493/1993*, hrsg. von Paul-Joachim Heinig, 399-445. Wien-Köln-Weimar: Böhlau Verlag, 1993.
- Zeillinger, Kurt. "Kaiseridee, Rom und Rompolitik bei Friedrich I Barbarossa". *Bullettino dell'Istituto italiano per il Medio Evo e Archivio Muratoriano* 96 (1990): 367-419.

Anne Huijbers
 Université de Fribourg
 a.m.h.huijbers@gmail.com

RM

Saggi

Frenar el contagio por tierra y por mar en Cataluña y Mallorca en el siglo XV: en los albores de los cordones sanitarios*

por Albert Reixach Sala

El artículo analiza las medidas adoptadas por los gobiernos urbanos de los dominios occidentales de la Corona de Aragón frente a los brotes epidémicos que se sucedieron después de la Peste Negra (1347-51) y hasta inicios del siglo XVI. Específicamente, se fija en las estrategias introducidas en villas y ciudades de Cataluña y Mallorca para controlar la movilidad de personas y bienes en tiempos de contagio. Estas medidas se iniciaron en las décadas de 1420 y 1430, pero no se consolidaron hasta la segunda mitad de la centuria. Con una combinación de fuentes inéditas y bibliografía local, se ofrece una reconstrucción de la secuencia de avances en su desarrollo, poniéndoles en relación con otros territorios europeos. Finalmente, se apuntan algunas hipótesis a explorar para interpretar la cronología y factores que incidieron en este proceso.

This article analyses the measures adopted by the urban governments of the western territories of the Crown of Aragon in the face of the epidemic outbreaks that followed the Black Death (1347-51) until the beginning of the 16th century. Specifically, it looks at the strategies adopted in the towns and cities of Catalonia and Majorca to control the mobility of people and goods in times of contagion. These measures began in the 1420s and 1430s, but they were not consolidated until the second half of the century. By a combination of unpublished sources and local bibliography, the sequence of advances in their development is reconstructed, putting them in

Abreviaturas

AHCB = Arxiu Històric de la Ciutat de Barcelona

CC, RD = Consell de Cent, Registres de Deliberacions

CC, RO = Consell de Cent, Registres d'Ordinacions

ACSG, CFM, C = Arxiu Comarcal de la Segarra, Cervera, Fons Municipal

AMGi, MdA = Arxiu Municipal de Girona, Fons Ajuntament de Girona, Manuals d'acords

ARM = Arxiu del Regne de Mallorca

AH = Arxiu Històric

EU = Extraordinaris d'Universitat

* Este artículo se ha elaborado en el marco del proyecto *Más allá de la Peste Negra. Epidemias y crisis de mortalidad en el nordeste peninsular, siglos XI-XVI: reconstrucción de ciclos, medición de efectos y análisis de respuestas*, EPIDEMED (PID2020-117839GB-I00) y en el seno del grupo de investigación ARQHISTEC (Economies alimentàries i dinàmiques de població a la Mediterrània occidental: grup d'arqueologia i història de les societats premodernes) 2021 SGR 01607. Agradezco todas las referencias procedentes del fondo municipal de Cervera (Arxiu Comarcal de la Segarra) a Pere Verdés Pijuan.

relation to other European territories. Finally, several prospects are outlined for interpreting the chronology and determining factors of the process.

Siglos XIV-XVI, Corona de Aragón, Cataluña, Mallorca, gobiernos urbanos, epidemias, medidas anti-contagio, lazzaretto, cuarentena.

14th-16th centuries, Crown of Aragon, Catalonia, Majorca, urban governments, epidemics, anti-contagion measures, lazzaretto, quarantine.

A finales de abril de 1475, el regente de la gobernación real mallorquina pregonaba a petición de las autoridades de la ciudad y reino de Mallorca restricciones al desembarco en la isla. En concreto, se impedía que el pasaje de cualquier embarcación no osara poner pie en tierra sin antes haber obtenido la autorización correspondiente de las autoridades municipales y de una comisión destinada a ocuparse de la “preservació del morbo”, o sea de la pestilencia que afectaba de nuevo al archipiélago balear.¹ Un par de meses después, el regente de la veguería y bailía de Barcelona publicaba, a instancias de los gobernantes barceloneses, que se intensificara la guardia y custodia de los portales de la ciudad para evitar la entrada de personas que vinieran de lugares contagiados como se consideraba justamente Mallorca, además de Valencia. Debía evitarse que personas procedentes de estos reinos ingresaran en la ciudad ya fuera por mar o por tierra.² Todo ello nos remite al primer desarrollo, durante el siglo XV, de medidas para controlar la movilidad tanto en ámbito terrestre como marítimo en tiempos de epidemia en los territorios occidentales de la Corona de Aragón.³

1. *Introducción*

Varios estudios sobre los distintos dominios aragoneses tratan el papel en materia sanitaria de las corporaciones municipales y de otras instituciones desde la Peste Negra. Existen análisis, en especial, para las ciudades de Barcelona, Lérida y Valencia.⁴ Estos trabajos se sitúan dentro del marco más amplio de la bibliografía sobre los brotes epidémicos históricos que arranca

¹ ARM, AH 425 f. 20v, 1475/04/26. Un pregón de formato parecido se repitió casi todos los años entre finales del siglo XV y entrado el siglo XVI; ARM, EU 15, ff. 22v-23r (1473/01/04), 38v-39r (1473/04/01); ARM, AH 426, ff. 2v-239v (1500-1533). Formaba parte de un corpus legal concebido para hacer frente a los brotes epidémicos que en el caso de Mallorca alcanzó un desarrollo considerable según insistiremos en el cuarto apartado: Contreras, “Legislación.”

² AHCB, CC, RO, IV-10, ff. 87r-88r, 1475/06/05.

³ El marco geográfico de referencia en este trabajo son los dominios occidentales bajo la Casa de Aragón que incluyen el principado de Cataluña y los reinos de Aragón, Mallorca y Valencia. Sobre las especificades de esta monarquía compuesta desde mediados del siglo XII: Corrao, “Stati regionali;” Sabaté, “The Crown of Aragon.”

⁴ Soler, “El Consell de Cent;” Betrán, *La peste*, 177-340; Juncosa, *La població*, 104-16; Roca, “Medidas municipales;” Roca, “Ferits;” Agresta, “From Purification.”

con obras del siglo XIX y que se asentó en décadas más recientes.⁵ Unos episodios que por razones obvias también han sido abordados al estudiar las dinámicas demográficas bajomedievales.⁶ Sin embargo, los trabajos centrados en las iniciativas que trataremos no prestan demasiada atención a la secuencia cronológica exacta de su implementación ni se contextualizan las distintas acciones dentro del proceso de consolidación de las administraciones locales. Un desarrollo institucional que en el área que nos ocupa precisamente se intensificó en paralelo a la sucesión de brotes pestíferos que se inició con la extraordinaria epidemia de 1348.

Como es sabido, en los dominios ibéricos de los reyes de Aragón verdaderas administraciones municipales con competencias relativamente amplias no se consolidaron hasta mediados del siglo XIV, si bien siempre insertadas dentro de un continuo de poderes formado por la administración real o señorial.⁷ A partir de entonces aumentaron gran parte de su poder efectivo gracias a las funciones fiscales y financieras que asumieron a raíz de la presión tributaria de la Corona implicada en sucesivas guerras. Ello condujo a las autoridades municipales a intervenir en otros ámbitos de la política local dictando ordenanzas, aunque la impartición de justicia siguió siendo competencia exclusiva de la monarquía o de los señores jurisdiccionales.⁸ Las instituciones del municipio estaban compuestas por dos órganos principales, el denominado consejo general o ordinario y el ejecutivo. Prevalció la iniciativa de uno u otro dependiendo de cada coyuntura. En muchas poblaciones, además, existía un consejo restringido que se reunía junto a los regidores. Ante situaciones extraordinarias como guerras, crisis financieras y justamente epidemias, desde el ejecutivo pudieron crearse en paralelo comisiones especiales de expertos.⁹

Centrado en este contexto político el presente artículo propone un análisis comparado de una parte de los mecanismos adoptados por los gobernantes urbanos ante estallidos pestíferos, los tocantes a la circulación de personas y bienes que empezaron a desarrollarse durante los decenios centrales del siglo XV. Para ello se recurrirá a documentación inédita procedente de los ricos ar-

⁵ Algunos trabajos clásicos: Villalba, *Epidemiología Española*; Viñas, *La peste bubónica*; Chía, *Contribución*. Son aportaciones más recientes para los diversos territorios occidentales de la Corona de Aragón: Camps, Camps, *La pesta*; Günzberg, "Epidemias;" Rubio Vela, *Peste Negra*; Rubio Vela, "Las epidemias de peste;" Pérez, "Actituds."

⁶ Feliu, "La demografia;" Furió, "La gran depressió;" Iradiel, "Consecuencias demográficas;" Maltas, *Caresties*, 249-316.

⁷ En general, sobre la pluralidad de poderes en los territorios ibéricos de la Corona de Aragón y acerca de unas ciudades que representan un modelo político bastante alejado de las comunas italianas o de los centros urbanos que disfrutaban de gran autonomía política en otros territorios europeos: Sabaté, "Administración general," 415-36.

⁸ A falta de una monografía de conjunto acerca del proceso de consolidación de las corporaciones municipales en los territorios ibéricos de la Corona durante los siglos XIV y XV, se deduce de estudios de caso como los dedicados al municipio de Barcelona: Orti, "El Consell de Cent." Acerca de Ciudad de Mallorca, con ciertas particularidades debido al poder que los representantes municipales de la capital ejercían sobre el conjunto de la isla: Planas, *Los jurados*.

⁹ Además de los trabajos citados en la nota anterior, puede verse Narbona, "Algunas reflexiones."

chivos municipales de los territorios estudiados y en los que se conservan series de registros de deliberaciones con actas de las asambleas municipales, a la par que, en general, volúmenes con las ordenanzas elaboradas por las autoridades locales y las cartas que enviaron a otros poderes o instituciones.¹⁰ En el caso concreto de la ciudad de Barcelona, además, se cuenta con un conjunto de crónicas u obras de corte historiográfico realizadas desde la escribanía del racional o interventor de la hacienda local.¹¹

Las fuentes documentales se combinarán con noticias extraídas de la bibliografía local acerca de las principales poblaciones marítimas de Cataluña y Mallorca junto a núcleos de interior. También se realizarán algunas comparaciones con el caso de Valencia, mejor estudiado desde varios puntos de vista. Los distintos procesos tratarán de contextualizarse con lo observado en otros territorios del Mediterráneo occidental y del Occidente europeo. A modo de conclusión y de perspectivas futuras de investigación, se anunciarán algunas hipótesis en torno a las estrategias adoptadas por las corporaciones locales para hacer frente al contagio, las cuales pueden situarse en los albores de los cordones sanitarios implantados en episodios pestíferos de época moderna.

2. *Las primeras reacciones de los gobiernos urbanos: buscar la intercesión divina en un mundo conectado*

Desde como mínimo la gran peste que afectó a buena parte del continente euroasiático entre los años 1347 y 1351 se evidenció el vínculo entre las enfermedades contagiosas y la integración comercial. Son bien conocidos los patrones de expansión de la peste desde Asia Menor en los que tuvieron un papel clave las rutas mercantiles y el transporte marítimo, así como, una vez en tierra, los ejes de comunicación que unían los principales núcleos habitados. Justamente fue por vía marítima, y principalmente a través de la isla de Mallorca, como la mayor epidemia de la Edad Media llegó a la Corona de Aragón y a la península ibérica en diciembre de 1347 y luego se difundió gracias a las interacciones comerciales.¹²

En la tratadística médica que surgió a raíz del estallido de la Peste Negra ya se advierte cierta consciencia de las vías de contagio y de las implicaciones que tenía la movilidad en la propagación de epidemias.¹³ En este sentido, Jaume d'Agramont, en el año 1348, advertía a los regidores de Lérida sobre la importancia de controlar el lugar de procedencia de las mercancías en pe-

¹⁰ Miquel, Reixach, "Enregistrer," 35-42; Baydal, *Una capital mediterrània*, 9-84. En el caso de Mallorca la lógica de preservación de la documentación es algo distinta. Sin embargo, con ciertos vacíos en las series, también pueden consultarse las actas del denominado Gran y General consejo, la correspondencia enviada por los jurados de la capital mallorquina y el registro de las ordenanzas promulgadas por el gobernador.

¹¹ Verdés, "Hacia un estudio," 329-32; Rodrigo Lizondo, "Dietarios," 72-8.

¹² Biraben, *Les hommes*, vol. I, 71-104; Benedictow, *Black Death*, 77-90 y 237-41.

¹³ Arrizabalaga, "Facing Black Death."

riendos de enfermedad.¹⁴ Sea como fuere, no es el propósito de este trabajo profundizar en la compleja etiología de la pandemia que afectó a la Europa occidental durante los siglos bajomedievales ni discutir, por ejemplo, las objeciones que se han hecho recientemente a la figura de las ratas como agentes de transmisión de bacterias.¹⁵

Desde otra perspectiva, en los territorios analizados tenemos evidencia documental de las reacciones a los estallidos epidémicos tratando de escapar de los focos de contagio. En efecto, en la línea de lo observado en otras partes, muchos sectores acomodados de las villas y ciudades de la Corona de Aragón, desde el momento en el que se estallaban brotes, se desplazaban preventivamente a sus residencias de las cercanías de núcleos urbanos o hacia zonas rurales más alejadas.¹⁶ En algunos casos incluso se ha vislumbrado una lógica geográfica específica en los traslados con el fin de alejarse de los itinerarios más habituales de propagación de enfermedades.¹⁷ En consecuencia, no sorprende que, tras el gran impacto de las mortandades registradas en el año 1348, las medidas adoptadas progresivamente para cortar la cadena de contagio de la peste pusieran el foco en la circulación de personas y bienes.

Con todo, las fuentes nos muestran que los principales hitos en las respuestas institucionales a las epidemias no se hallan en los brotes inmediatamente posteriores a la Peste Negra, como los de 1362 o 1371. Hay que esperar hasta principios del siglo XV o mejor con el avance de dicha centuria. En una primera etapa las estrategias seguidas por los gobiernos urbanos frente a la amenaza o crisis derivadas de los brotes pestíferos formaban parte de lo que la historiografía acostumbra a calificar como acciones rituales.¹⁸ Según mostraremos, no fue hasta las décadas centrales del Cuatrocientos cuando se generalizaron regulaciones y restricciones más específicas relativas a la salubridad en los espacios públicos, al comercio y, sobre todo, a la vigilancia, el control social y la movilidad con una atención especial a los denominados “passage points” o puntos de control de flujos dentro del modelo teórico que

¹⁴ Agramont, *Regiment de preservació*, 54-5.

¹⁵ Tradicionalmente había pleno conceso acerca de afirmaciones como “plague moves along trade routes frequently associated with ‘rat-favoured’ merchandise”: Callow, Evans, *The mystery of plague*, 275. Siguiendo esta lógica, en alguna ocasión se han hecho tentativas de cuantificar la correlación entre territorios con una densa red de transportes y la rápida expansión de enfermedades: Yue, Lee, Wu, “Navigable rivers.” Con todo, un autor de referencia como Samuel Cohn, mediante una revisión extensa de fuentes documentales, puso en tela de juicio muchas asunciones sobre la pestilencia de los siglos XIV y XV: Cohn, *The Black Death*, 7-219. Nuevas revisiones sobre el patógeno que provocó la llamada segunda pandemia a partir del siglo XIV en Green, “A New Definition.”

¹⁶ Reixach, “Huir de la ciudad.”

¹⁷ Sobre evitar las vías que unían de norte a sur las poblaciones costeras en el reino de Valencia: Iradiel, “Consecuencias demográficas,” 175.

¹⁸ Sobre el hecho de que estas medidas siempre se complementaron o articularon con las específicas de salud pública en una especie de moralización de la práctica médica: Coomans, *Community*, 219-20, 224.

algunos investigadores han aplicado al estudio de las epidemias del pasado por analogía a la actualidad.¹⁹

Inicialmente, los brotes o rebotes pestíferos que siguieron a la Gran Peste de 1347-51 evidencian el hecho de que el marco religioso imperante llevaba a concebir catástrofes como las epidemias como “actos de Dios”. Así, considerándolas una acción consciente de una deidad disgustada, se procedía con la intención de apaciguar la situación recurriendo a lo sobrenatural mediante un ritual religioso.²⁰ Tal concepción explica el amplio abanico de rituales que los representantes municipales promovían cuando las enfermedades amenazaban a sus comunidades. Normalmente establecieron la obligación de realizar plegarias y, asimismo, procesiones coordinadas con las autoridades religiosas.²¹ Contamos con muchos ejemplos en varias localidades de Cataluña de estas procesiones con la voluntad de que la divinidad (y normalmente apelando a la intercesión de un santo) preservara la comunidad, aplacara su ira y la librara de un contagio o, finalmente, para darle las gracias por su misericordia al haber remitido la enfermedad.²² Como es sabido, estas manifestaciones nunca cesaron y continuaron en las mismas poblaciones cuando a partir de mediados del siglo XV se tomaron medidas de mayor enjundia como las que aquí nos ocupan.²³ Además, en esta última etapa se adoptaron iniciativas aún

¹⁹ Coomans, Weeda, “Politics of Movement.”

²⁰ Rubio Vela, *Peste Negra*, 82-101; Carmichael, “Universal and particular,” 25-31. De un modo más general: Schenk, “Dis-astri,” 23-75.

²¹ Una medida paralela muy extendida fueron las ordenanzas que afectaban al comportamiento moral de los habitantes de un determinado lugar persiguiendo la blasfemia, los juegos de apuestas, la prostitución u otras prácticas reprobables. En Cervera tenemos muestras de ello hasta inicios del siglo XVI: ACSG, CFM, C, año 1410, ff. 44v-45r, 1410/08/04; ACSG, CFM, Crides, año 1456, f. 19r, 1456; ACSG, CFM, C, año 1457, f. 96r (1457/07/20), 109r (1457/09/05); año 1501, ff. 67v-69v, 1501/07/26. Igualmente en Gerona, por ejemplo: AMGi, MdA año 1483, f. 24r, 1483/03/18.

²² Se multiplican los ejemplos en distintas villas catalanas como Cervera, donde se documentan acciones de este tipo en los años 1372, 1395 y 1410 y, posteriormente, 1487, 1490 y 1501: Llobet, “Les epidèmies,” 39-40; ACSG, CFM, C, año 1487, f. 42r, 1487; C, año 1490, ff. 21v-22r, 1490/05/12; C, ff. 45r-46r, 1501/05/12. Sobre el mismo caso de Cervera: Rivera, “Perceptions.” En Manresa también se registran procesiones en los años 1384, 1401 y 1403: Sarret, *Història de Manresa*, 125, 144 y 145. En el caso de Ciudad de Mallorca resulta muy ilustrativa la procesión que promovieron conjuntamente el consistorio y el vicario del obispo en junio de 1422 y en la que se pidió la intercesión de santa Práxedes: ARM, AH 423, f. 43r-v, 1422/06/16. Sobre esta y otras ceremonias análogas de los años 1396 y 1410, entre otras posteriores con finalidades distintas: Barceló, “Santa Praxedis,” 27-33. En la ciudad de Valencia, a su vez, están profusamente atestiguadas acciones similares en años de la segunda mitad del siglo XIV como 1370, 1371, 1374, 1383 y 1385: Rubio Vela, *Peste Negra*, 88-92, 115-117, 121-123.

²³ A modo de ejemplo, además de lo señalado en la nota anterior acerca de Cervera, en Barcelona se siguieron convocando rogativas en los años 1466, 1475, 1476, 1483, 1490, 1494, 1495 y 1501, aparte de momentos posteriores: AHCB, CC, RO, IV-9, ff. 70v-71r, 1466/02/16; IV-9, f. 72r, 1466/05/10; IV-10, f. 92r-v, 1475/10/06; IV-10, f. 114r, 1476/09/19; IV-11, f. 36r-v, 1483/06/12; IV-11, f. 47r, 1483/11/21; IV-11, ff. 112v-113r, 1490/03/26; IV-11, f. 117r-v, 1490/06/16; IV-11, f. 119r, 1490/09/17; IV-11, f. 122v, 1490/09/18; IV-11, ff. 159v-160r, 1494/07/12; IV-11, ff. 160v-161r, 1494/10/13; IV-11, f. 163v, 1495/07/09; IV-11, f. 164r, 1495/08/17; IV-12, f. 71r, 1501/06/17. Algunas de ellas se citan en Soler, “El Consell de Cent,” 437-9. En Valencia se ha puesto también de relieve esta continuidad (o incluso incremento) de las acciones rituales, lo que es a su vez

más proactivas para conseguir el favor divino: el envío de peregrinos al santuario de Montserrat, entre otros cenobios cercanos, o incluso a Santiago de Compostela.²⁴

¿Con todo ello se consiguieron mejoras en la eficacia de las medidas? Seguramente ésta no es la pregunta correcta. La realidad era mucho más compleja. Las acciones descritas se llevaron a cabo en un espacio geográfico con mucha movilidad y un elevado grado de integración comercial.²⁵ Ciertamente, se tuvo que hacer frente a la peste y otras enfermedades en unos territorios conectados por vías de comunicación terrestres.²⁶ E igualmente se tuvo que hacer en el ámbito marítimo, es decir, en los principales enclaves costeros y en el conjunto de infraestructuras que configuraban la red portuaria del área investigada.²⁷ En realidad, fueran cuales fueran las respuestas exactas por parte de las instituciones, se hizo evidente que no había frontera terrestre o marítima que la enfermedad tarde o temprano no acabara rebasando.²⁸

Teniendo en cuenta todas estas circunstancias, en los dos próximos apartados veremos cómo las administraciones municipales de los principales núcleos del Principado y Mallorca tomaron cartas en el asunto en el transcurso de los ciclos epidémicos documentados a lo largo del siglo XV (tabla 1, al final del texto). De forma paralela desarrollaron estrategias para contener el contagio que podía llegar tanto por tierra como por mar.

3. *El control terrestre: de restringir la acogida en la ciudad a cerrar las murallas*

Si empezamos por la vía terrestre, constatamos que, en efecto, las primeras disposiciones de los gobernantes locales del área analizada con el propósito de controlar el acceso de personas y mercancías en los centros urbanos y así evitar la propagación de la epidemia aparecieron en el decenio de 1420.²⁹

un indicio claro de la complementariedad de las medidas dentro del marco mental de la época: Agresta, "From Purification," 375-85, 390-5; Agresta, *The Keys*, 207-29.

²⁴ Verdés, "El pelegrinatge," 181-7.

²⁵ Abulafia, *The Great Sea*; Laliena, Lafuente coords., *Una economía integrada*.

²⁶ Sobre la red viaria en Cataluña: Bolòs, "Els camins a Catalunya."

²⁷ Acerca de las instalaciones portuarias de las dos principales ciudades que trataremos, Barcelona y Ciudad de Mallorca, respectivamente: Soberón, "El port baixmedieval," Sevillano, Pou, *Historia del puerto*, 9-212. Una revisión exhaustiva del conjunto de la red portuaria de los dominios occidentales de los reyes de Aragón: Ferrer Mallol, "Navegació, ports i comerç," 117-47.

²⁸ Sobre las primeras: Sesma, "La fijación de fronteras". En cuanto a las segundas: Salicrú, "La frontera marítima".

²⁹ Esto coincide con la cronología con la que muchas ciudades norditalianas (con ejemplos como Venecia o Perugia), normalmente consideradas el paradigma en el desarrollo de políticas anti-contagio, introdujeron las primeras medidas que restringían los viajes y el comercio. En realidad, todo indica que los ejemplos más precoces que se conocen, los de Milán y Mantua en la década de 1370, no tuvieron réplica inmediata, más allá de avances durante el ciclo epidémico de 1399-400 (al que algunos autores sitúan como un verdadero punto de inflexión). Una mayor difusión se registra en el decenio de 1420 en poblaciones como Forlì, Udine o Venecia:

Constituyen ejemplos pioneros los ediles de las villas de Terrassa y Cervera (ambas en el interior del Principado), quienes, en julio de 1420 y noviembre de 1429 respectivamente, prohibieron la entrada de gente que procediera de lugares infectados, haciendo hincapié en evitar la acogida de enfermos por parte de mesoneros.³⁰ Parece que en Tarragona, en verano de 1421, también se prohibió la entrada en la ciudad de personas enfermas de “glànola”.³¹ Todo indica, por tanto, que en la década de 1420 se iniciaba una dinámica gradual que se concretó, a grandes rasgos, en tres fases entre entonces y 1500: primero, la toma de determinadas medidas para limitar la llegada y acogida de individuos infectados; a continuación, el control del acceso, en especial de enfermos, mediante guardias y otros filtros en las entradas a los recintos urbanos y, finalmente, el cierre más drástico de las murallas en momentos álgidos de contagio.

En cuanto a la primera fase, en años posteriores a los ejemplos más tempranos ahora citados, se documentan disposiciones similares en bastantes otras poblaciones catalanas como la Seu d’Urgell en diciembre de 1440, Tàrrrega en febrero del año siguiente, Bagá en septiembre de 1441, Gerona en junio de 1441, Reus en 1450 o Lérida en 1457.³² En la mayoría de estos núcleos de interior existía el mismo problema de fondo: había llegado gente que huía de lugares, en principio más poblados, afectados por la pestilencia. En 1420 en Terrassa es posible que tuvieran que hacer frente a una oleada de ciudadanos de Barcelona, mientras que en Cervera, en otros episodios posteriores de 1455 y 1457, explícitamente se alertaba de personas procedentes de Lérida y de Aragón, de la capital catalana y cercanías o del Campo de Tarragona.³³

Habida cuenta de estos flujos, cobraba especial importancia el control de las personas hospedadas en hostales, estancias que se fueron regulando cada vez más.³⁴ Lo vemos con claridad en Cervera entre los ciclos pestíferos de inicios del decenio de 1440 y los de mediados del de 1470. De entrada, se centró la atención en evitar pernoctaciones de enfermos de epidemia y, ya en 1450, también de personas que venían de zonas de contagio, mostraran o no signos

Carmichael, “Plague legislation,” 512-3; Albini, “Prevenire le epidemie,” 47-52; Cohn, *The Black Death*, 48-9.

³⁰ Soler, *Històries morboses*, 7-10, docs. 6 (1420/07/06) y 8 (1420/07/10); ACSV, CFM, C, año 1429, f. 99r, 1429/11/05. Ciertamente, referencias aisladas nos permitan suponer que en episodios pestíferos anteriores a 1420 en algún núcleo urbano amurallado ya se reaccionó cerrando los portales para evitar la entrada de enfermos, como pudo pasar en Bagá en el mismo verano del año 1348: Serra i Vilaró, *Baronies*, 2, 188. No obstante, seguramente deberíamos considerarlos casos aislados que aún no conllevaban una tendencia general como la de los decenios centrales del siglo XV.

³¹ Juncosa, *Estructura*, 206.

³² Camps, Camps, *La pesta*, 183, 185-6. A propósito de Bagá: Serra i Vilaró, *Baronies*, 2, 190. Acerca de Gerona: AMGi, I.1.1, MdA año 1441, f. 32r, 1441/06/26. En cuanto a Reus: Vilaseca, *Epidèmies*, 29. Sobre Lérida: Roca, “Medidas municipales,” 37.

³³ Respectivamente: Soler, *Històries morboses*, doc. 6 (1420/07/06); ACSV, CFM, C, año 1455, f. 137v, 1455/07/17; año 1457, f. 85v, 1457/06/12. Sobre estos desplazamientos preventivos: Reixach, “Huir de la ciudad.”

³⁴ Sobre estos establecimientos en la Corona de Aragón: Ferragud, “Enfermar,” 87-95.

de estar infectadas.³⁵ Pensando en estancias temporales en la localidad las medidas inicialmente iban dirigidas a mesoneros, pero se acabaron haciendo extensivas a cualquier forastero que alquilara una habitación o vivienda. Respecto a esto último, sin embargo, en alguna ocasión se hizo una salvedad significativa para no perjudicar a los que mantenían vínculos con la villa: se excluyó de la prohibición a los que eran oriundos de ella y a los que, a pesar de pasar la mayor parte de tiempo fuera, pudieran alegar la posesión de domicilio en la población.³⁶ Con todo, el control de los alojamientos se endureció hasta el punto de que en 1490 los regidores de Cervera ordenaron el cierre de todos los hostales del barrio de Framenors, situado junto al camino real, obligando asimismo a las familias que los regentaban a desalojarlos para así evitar que nadie se refugiara allí en secreto.³⁷

Las medidas no se volvieron más restrictivas sólo en lo que respecta a la hospedería.³⁸ Desde finales de la década de 1450, constatamos que los representantes municipales de varias poblaciones directamente vetaron la entrada en los respectivos núcleos urbanos de personas que procedieran de territorios afectados por epidemias. Si ya apuntaban en esta dirección las disposiciones de Terrassa en 1420, tres decenios después, en muchas localidades se hicieron más explícitas las prohibiciones de acceso durante el estallido de brotes.³⁹ En este contexto, en mayo de 1458, el ejecutivo municipal de Barcelona, seguramente por primera vez, promulgó una ordenanza que impedía que gentes procedentes de un lugar infectado entraran en la ciudad: se trataba de los que venían del reino de Mallorca, entonces víctima de un brote, al igual que otras partes de la Corona. Además, se daba un plazo de tres días para que los mallorquines que en el momento de publicar la normativa ya estuvieran en la capital catalana la abandonaran.⁴⁰

Ante esta necesidad de filtrar la entrada de personas en las ciudades, se adoptaron dos grandes tipos de estrategias: por un lado, mecanismos para identificar los que reunían las condiciones para desplazarse sin restricciones o quedar exentos de las prohibiciones; por otro lado, la supervisión estrecha del tránsito, lo que derivó en el establecimiento de guardas en los puntos de entrada. Por lo que se refiere al primer ámbito, uno de los grandes avances fue

³⁵ ACSG, CFM, C, año 1455, f. 137v, 1455/07/17; año 1458, f. 78v, 1458/08/31.

³⁶ Sucesivamente: ACSG, CFM, C, año 1442, f. 20r, 1442; año 1449, f. 8v, 1449; año 1457, f. 85v, 1457; año 1474, f. 51r, 1474; año 1475, f. 58r-v, 1475/08/20.

³⁷ ACSG, CFM, C, año 1490, f. 26r, 1490/07/12.

³⁸ Obviamente, en algunas situaciones concretas se detecta cierta contradicción entre el aparente rigor de las prohibiciones de acogida en hostales, por ejemplo, y otras ordenanzas emitidas en el mismo momento con un sentido completamente opuesto. Lo vemos en Gerona en julio de 1479, cuando se publicó la prohibición habitual de dar cobijo a procedentes de lugares infectados y el mismo día se pregonó un guiage a todos los asistentes a las ferias que se celebrarían en la ciudad: AMGi, MdA año 1479, f. 63r-v, 1479/07/24.

³⁹ Sucedió igual en Valencia con una primera provisión real de 1440 y una ordenanza municipal de 1450, que precedieron a otras: Agresta, "From Purification," 386-7; Rubio Vela, "Las epidemias de peste," 1205, 1210, 1217.

⁴⁰ AHCB, CC, RD, II-12, f. 15v, 1458/05/02; AHCB, CC, RO, IV-8, f. 63r-v, 1458/05/04.

la solución introducida en 1463 en Barcelona: el recurso a un distintivo para los forasteros que sí podían ingresar y permanecer en ella.⁴¹ Consistía en una marca de cera con el escudo de la ciudad que, si logramos interpretar correctamente la documentación, debía incrustarse en una uña. En los años 1482 y 1489 se insistió en la obligatoriedad de este indicador para los viandantes que procedieran de lugares alejados, los cuales, previo examen por parte de los responsables de la guarda de la ciudad, lo obtendrían al cruzar alguno de los portales por primera vez.⁴² Dentro del periodo analizado, no hallamos más novedades en este ámbito concreto, aunque es probable que el sistema de marcaje normalmente fuera sustituido por las promesas verbales o por cédulas de papel.⁴³ Veremos que los mecanismos de identificación de los recién llegados de otras partes alcanzaron un desarrollo algo mayor a propósito del tráfico de embarcaciones.

Como se ha apuntado, la supervisión de quienes tenían o no permitido el acceso a los núcleos urbanos se encargó a guardas expresamente nombrados para tal fin que tendieron a colaborar con portaleros ordinarios. Podemos reconstruir la existencia de estos mecanismos, en especial, a partir de los brotes de mediados del decenio de 1470. En este sentido, durante el mes de junio de 1475, en Cervera, con motivo de la propagación de la pestilencia (aunque, como señalaremos, también por dos otras razones concomitantes), se cerraron varios portales de las murallas y se incrementó la vigilancia en los que permanecían abiertos.⁴⁴ Una semana antes, los regidores de Barcelona también habían ordenado que se intensificara la custodia para frenar la entrada de individuos procedentes de lugares en los que se morían de peste. Con este fin se dejaban operativos sólo algunos de los portales de la ciudad disponiendo un equipo de guardia de cuatro personas en representación de los cuatro estamentos en los que se dividía la comunidad política y que se turnaría por parejas. Su principal función consistiría en autorizar ingresos y comunicar cualquier caso dudoso al ejecutivo municipal.⁴⁵ Un año después, sabemos que

⁴¹ Sobre mecanismos de identificación y pasaporte sanitario desarrollados en varias ciudades italianas, en especial ya durante el siglo XVI, coincidiendo con un gran aumento de la producción legislativa a la par que de la tratadística sobre la peste: Cohn, *Cultures of Plague*, 202-23, 243-263.

⁴² Se habla de “bollatí ab senyal de la ciutat en l’ungla” o de “bollatí en la ungla de la mà ab les armes de la ciutat”: AHCB, CC, RO, IV-9, f. 25r-v, 1463/08/29; IV-11, ff. 26v-28v (1482/06/19), 100v-101v (1489/05/14).

⁴³ Soler, “El Consell de Cent,” 435. Estos boletos de papel, por ejemplo, se documentan en la ciudad de Valencia en 1483: Chiner, “Prevención y peste”. En otros lugares se habla de salvoconductos concedidos por poderes diversos que probablemente también se mostraban en su versión en papel; por ejemplo, el que habitantes de la villa de Sant Joan de les Abadeses alegaron que les había concedido el obispo de Vic al entrar en esta ciudad en 1467: Camps, Camps, *La pesta*, 54.

⁴⁴ ACSG, CFM, C, año 1475, f. 45r, 1475/06/11. Una medida parecida se tomó en 1483 en Gerona ante la amenaza de un brote que diezma el Rosellón: AMGi, MdA año 1483, f. 24r, 1483/03/18.

⁴⁵ AHCB, CC, RO, IV-10, ff. 87r-88r, 1475/06/05. Sobre los portales de las murallas de la ciudad condal puede verse la carta histórica del Museu de Historia de Barcelona (MUH-BA) en la siguiente página: <<https://www.barcelona.cat/museuhistoria/cartahistorica/#-map=13/240225.81/5069739.33/2010/0/0/0/0>> (última consulta del 07/06/2023).

sólo se permitía la circulación en dos portales, el de Sant Antoni y el Portal Nou, en los flancos occidental y oriental del perímetro amurallado, respectivamente. Allí los vigilantes impedirían el paso de forasteros que estuvieran enfermos y, asimismo, de cadáveres cuya causa de muerte se hubiera determinado que era la peste; y en este último caso aunque fueran de ciudadanos barceloneses.⁴⁶

En un nuevo episodio epidémico de 1478 se elaboró una normativa con aún más detalles para garantizar la custodia y guarda de las entradas. Permanecieron accesibles los dos mismos portales que años antes y se les añadió un tercero, el portal del Ángel. En contrapartida, se cerraron completamente los portales de Sant Pau y de Tallers. En el de Jonqueres sólo estaría autorizado el paso de ganado y de carniceros y pastores que fueran conocidos por los portaleros, mientras que por el de Drassanes y Sant Daniel únicamente cruzarían pescadores que no fueran sospechosos de venir de lugares infectados.⁴⁷ Constatamos, por tanto, que se contemplaron excepciones en colectivos para quienes no cruzar las puertas habituales suponía una gran alteración en sus labores diarias. Esta consciencia de las autoridades para con la vida cotidiana de sus vecinos también se demostró en Cervera en 1490 cuando, entre finales de septiembre y finales de octubre, de forma excepcional se abrieron dos portales entonces cerrados con el objetivo de facilitar los desplazamientos para las tareas que urgían de siembra, vendimia y procesamiento del azafrán, cultivo muy extendido en esta zona de la Cataluña central.⁴⁸ Contrariamente, en algunas poblaciones el bloqueo de puertas de la muralla suscitó más de un conflicto.⁴⁹

En cualquier caso, siguiendo con el ejemplo barcelonés, en el año 1482 se endurecieron las medidas prohibiendo cualquier tipo de ingreso por los portales mencionados y reservando el paso y filtro correspondientes a los portales de Sant Antoni y Portal Nou. Asimismo, se buscó aumentar el compromiso de los portaleros y se amplió el número de responsables de la guarda. Su tarea principal consistiría en interrogar, bajo amenaza de pena, a cada uno de los transeúntes sobre su lugar de procedencia y el estado sanitario de aquél, así como acerca del hecho de haber convivido o simplemente comido y bebido con alguna persona saliente de un territorio afectado por la peste. Este interrogatorio competía a los comisionados para la guarda o, en su defecto, a los

⁴⁶ AHCB, CC, RO, IV-10, ff. 107r-108r, 1476/06/19.

⁴⁷ AHCB, CC, RO, IV-10, ff. 142r-143v, 1478/04/04.

⁴⁸ ACSG, CFM, C, año 1490, f. 29v (1490/09/04), 31v (1490/09/25). En 1495, la apertura excepcional de un portal, en cambio, se autorizó los sábados y domingos para que los feligreses del casco urbano fueran a rezar a una ermita al noroeste de la población: ACSG, CFM, C, año 1495, f. 74r-v, 1495/08/08. En julio de 1494 y en el mismo mes de 1501, en Reus también dilataron el cierre de uno de los portales de la villa ya que era época de la trilla del cereal: Vilaseca, *Epidèmies*, 29-30, 33.

⁴⁹ Como se documenta en Tarragona en 1483: Camps, Camps, *La pesta*, 273.

mismos *consellers* de la ciudad.⁵⁰ En otras poblaciones como Cervera las preguntas también incidían en los plazos transcurridos desde el último momento que se había estado en zonas infectadas.⁵¹ Retomando el caso barcelonés, en el año 1489, se optó por ejercer el control de acceso a través de los portales de Sant Antoni, del Àngel, de Sant Daniel y Portal Nou, a la par que se estableció con precisión la distribución horaria de los guardas con el objetivo de que siempre hubiera alguno en los puntos de entrada para inspeccionar y, en su caso, autorizar el ingreso de forasteros.⁵²

En estos ciclos desde mediados del decenio de 1470 y durante los dos siguientes se dio un paso más en las medidas de control de la movilidad. En algunas poblaciones se intentó ganar efectividad aumentando las penas para quienes contravenían lo dispuesto. Así se observa en Gerona en 1483. Entonces preocupaba especialmente un brote activo en el Rosellón y que, a pesar de pregones previos, continuaran llegando gentes de aquellas partes. De ahí que el castigo previsto para quien se encontrara en la ciudad procedente de dicho territorio y sin permiso fuera el azote público.⁵³

No obstante, se mostró más eficaz perseverar en el cierre de los núcleos urbanos gracias al sistema de murallas. Se afirmaba claramente en Ciudad de Mallorca en 1476: se guardaría mejor si en ella no entraban personas contagiadas y sólo se podía conseguir “*reduint tants portals de la ciutat a poch*”.⁵⁴ Algo similar se admitió en Gerona ordenando la reparación y clausura de los pasos del perímetro defensivo.⁵⁵ En Cervera, en 1490, también se reconocía que la clave se hallaba en el cierre de las entradas y en centrar la vigilancia en un par de portales. Era un procedimiento costoso debido a los salarios

⁵⁰ AHCB, CC, RO, IV-11, ff. 26v-28v, 1482/06/19. A la luz de las ordenanzas mallorquinas de 1476, los responsables de controlar los accesos terrestres (así como marítimos) de Ciudad de Mallorca se guiaban por un cuestionario similar: ARM, Còdexs facticis, vol. 70, capítulo XI.

⁵¹ En efecto, en Cervera se pedía juramento a los que entraran de que habían estado más de 60 días lejos de un lugar que entonces se considerara foco de contagio o de que, si habían pisado territorios infectados, hubiera sido un tránsito rápido de no más de cuatro horas: ACSG, CFM, C, año 1490, f. 25r-v, 1490/06/29. Al cabo de unos meses se redujo a 30 días el tiempo transcurrido con respecto a la última estancia en una zona que estuviera afectada por la peste: *ibidem*, f. 33v, 1490/10/31. En 1495 ya sólo habían podido pasar 15 días y en 1501, 12: ACSG, CFM, C, año 1495, f. 28r-v, 1495/03/20; año 1501, ff. 47r-48r, 1501/05/19. De todos modos, se contemplaba una amplia casuística y hubo bastante fluctuación en los periodos exactos que se fijaban. Sin ir más lejos, el mismo año 1495 se especifica la prohibición de ingreso a la villa a personas que hacía menos de 30 días que habían estado en lugares infectados. No obstante, el plazo mínimo se elevaba a los 60 días si la llegada a Cervera era para pasar a residir allí: ACSG, CFM, C, año 1495, f. 74r-v, 1495/08/08. Hay que advertir que estos plazos eran una condición que debía reunirse para ser autorizado a ingresar al casco urbano. No se trataba de los periodos de aislamiento preventivo obligatorio, más conocidos como cuarentenas, a los que nos referiremos más adelante.

⁵² AHCB, CC, RO, IV-11, ff. 100v-101v, 1489/05/14. Sobre la organización de los turnos de custodia en las puertas, son igualmente muy detallados algunos de los acuerdos alcanzados por las autoridades de la villa de Cervera en las postrimerías del siglo XV e inicios del XVI como, por ejemplo, ACSG, CFM, C, año 1490, ff. 20v-21r (1490/04/30), 25r-v (1490/06/29), 34r-v (1490/12/01); año 1495, f. 74r-v, 1495/08/08; año 1501, ff. 48v-50r, 1501/05/24.

⁵³ AMGi, MdA año 1483, f. 27r-v, 1483/04/03.

⁵⁴ ARM, Còdexs facticis, vol. 70, capítulo XI.

⁵⁵ AMGi, MdA año 1487, ff. 32v-33v, 1487/05/07.

a pagar, por lo que en esta misma villa, en algún momento, se llegó a dudar de su viabilidad debido a las estreches de la tesorería municipal.⁵⁶ No en vano, allí el control de accesos iba a cargo de una comisión amplia de 40 vecinos representantes de los cuatro distritos urbanos y vigilancias constantes de dos personas durante el día.⁵⁷ Todo ello contando -insistamos en tal circunstancia- que restringir el acceso a villas y ciudades no sólo tenía implicaciones para los forasteros sino incluso para el tránsito de los propios vecinos.

Tanto es así que, a mediados del decenio de 1470, en algunas poblaciones se empezaron a poner también límites a los desplazamientos en el interior del casco urbano y se promovieron ciertas formas de confinamiento domiciliario. En este marco, en Gerona en el año 1476, habiendo advertido que sucedía demasiado a menudo, se prohibió que se llevaran familiares enfermos a otras casas o barrios con el propósito de mantener el hogar libre de contagio. Para alguien que había caído enfermo sólo era posible salir definitivamente de la ciudad y mudarse en su interior.⁵⁸ Igualmente se incidió en los traslados preventivos en periodos epidémicos a los que ya hemos hecho alusión. En este sentido, en septiembre de 1490, los ediles de Barcelona ordenaron que todos los habitantes de la ciudad que habían huido de ella al estallar el brote regresaran dentro del plazo de 15 días, puesto que entonces se bloquearía el acceso a la ciudad condal para todo el mundo.⁵⁹ En el año 1494, los regidores de Cervera también concedieron dos semanas para el retorno de personas sanas antes de un cierre estricto.⁶⁰ Disposiciones como éstas eran controvertidas, ya que – como se ha apuntado – entraban en conflicto con la estrategia habitual de muchos ciudadanos que en época de contagio se refugiaban en sus casas de campo pero que, en caso de enfermar, volvían a la ciudad para recibir las curas necesarias. Ante la urgencia de la situación, en 1494, los dirigentes municipales de Barcelona se inclinaron por prohibir estos regresos, a la par que penalizaron a los profesionales sanitarios que salieran de la ciudad para visitar enfermos.⁶¹ En 1490 en Cervera se hizo la misma prohibición y

⁵⁶ Por ejemplo, en 1508 se argumentaba que sólo se podían dejar operativos unos pocos portales debido al gasto que generaba su custodia a una corporación local entonces empobrecida y cargada de deudas: ACSG, CFM, C, año 1508, f. 13r-v, 1508/02/11.

⁵⁷ ACSG, CFM, C, año 1490, ff. 20v-21r, 1490/04/30. En una línea similar, las autoridades dispusieron el arreglo de caminos que permitían la circunvalación del recinto de murallas para que los transeúntes cruzaran la población por las afueras. El colectivo de responsables de las guardias se amplió aún más en 1495: ACSG, CFM, C, año 1495, f. 24r-v, 1495/02/16. En 1501 se preveía la movilización de hasta 150 hombres y custodias en grupos de cuatro personas: ACSG, CFM, C, año 1501, ff. 67v-69v (1501/07/26), 76r (1501/08/19).

⁵⁸ AMGi, MdA año 1476, f. 43r, 1476/07/18.

⁵⁹ AHCB, CC, RO, IV-11, f. 122v, 1490/09/18.

⁶⁰ ACSG, CFM, C, año 1494, f. 36v, 1494/10/30. Estos plazos especiales para que los originarios de una localidad volvieran a su domicilio antes del cierre de las murallas también se documentan en otras poblaciones como en Vic en 1494: Rocafiguera, "Les epidèmies," 82.

⁶¹ AHCB, CC, RO, IV-11, ff. 156v-157r, 1494/07/04. En Mallorca, en 1466, ya se prohibió que físicos, cirujanos, apotecarios u otras personas que "usaran" de medicina y cirugía visitaran enfermos de epidemia si antes no lo comunicaban al ejecutivo municipal: ARM, EU 12, f. 158r, 1466/08/12.

se contempló como única opción para suministrar medicamentos a gente que se hallaba fuera del perímetro amurallado hacerlo a través de los vigilantes de los portales.⁶² Realmente había voluntad de evitar cualquier contacto con posibles infectados, como se deduce de las mismas ordenanzas de 1490 que no permitían que los vecinos hablaran o tuvieran tratos a corta distancia con alguien procedente de territorios contagiados; sólo lo podían hacer portaleros y guardias.⁶³ En Mallorca, en 1476, se impidió igualmente hablar con nadie que acabara de llegar si no se disponía de un permiso explícito de las autoridades.⁶⁴

En realidad, durante estas últimas décadas del Cuatrocientos es cuando aparecieron las medidas más contundentes y que llegaron a suponer la expulsión de personas de sus domicilios o de los núcleos en cuestión.⁶⁵ En octubre de 1482, en una casa cercana a la iglesia de Sant Miquel de Barcelona, un sobrino de un jurista y dos personas más que convivían con ellos habían muerto de “glànola” y el lugarteniente real obligó al desalojo de la vivienda, impidió que se sacara nada, expulsó de la ciudad a quienes la habitaban e hizo tapiar el portal.⁶⁶ El año siguiente, los representantes municipales de Gerona decidieron algo parecido: al enterarse de que un fraile franciscano con un compañero enfermo de pestilencia o epidemia había llegado de Barcelona para instalarse en el convento de la orden en la ciudad instaron al oficial real correspondiente a ahuyentar a los dos religiosos.⁶⁷ Durante el decenio de 1490, son igualmente draconianas las medidas aprobadas en el consejo de la villa de Cervera. Por ejemplo, en 1497, se acordó echar a toda persona que, a pesar de ser vecina de

⁶² ACSV, CFM, C, año 1490, f. 33v, 1490/10/31. La medida se repitió en 1497: ACSV, CFM, C, año 1497, f. 48r, 1497/05/13. En 1495 se permitió que esta prohibición no afectara a los habitantes en el término rural de la villa y parroquias cercanas: ACSV, CFM, C, año 1495, ff. 62r-63v, 1495/07/06. Pocos meses antes, sin embargo, se había introducido una excepción con un sesgo social evidente. Se autorizaba expresamente a un noble de la villa instalado en las afueras y entonces enfermo a ser visitado por un profesional sanitario o trasladarse a una residencia *intra muros*. Se argumentaba a favor del implicado que en episodios anteriores había prestado muchos favores a vecinos que se estaban muriendo de peste: ACSV, CFM, C, año 1495, f. 19r-20r, 1495/01/25.

⁶³ ACSV, CFM, C, año 1490, ff. 21v-22r (1490/05/12), 26r (1490/07/12).

⁶⁴ ARM, Còdexs facticis, vol. 70, capítulo XXI.

⁶⁵ Se observa igualmente en lugares cercanos como Valencia, donde se sitúa el punto de partida de medidas rigurosas de control de la movilidad en el ciclo epidémico de 1475-6: Agresta, “From Purification,” 389-391.

⁶⁶ De hecho, la contundencia de las autoridades debió de causar una gran impresión puesto que el escribano Joan Safont, testigo de ello, consignó en su dietario personal que recogía el caso habiendo sido una novedad que se tapiaran puertas o se expulsara a alguien de la ciudad por razones sanitarias: Safont, *Dietari*, 287-8 (1482/10/15).

⁶⁷ AMGi, MdA año 1483, ff. 54v-55r, 1483/05/25. El año anterior ya había habido un problema similar con un fraile predicador procedente del Rosellón y los *jurats* gerundenses pidieron también que se le rechazara. De hecho, según se quejaban, los eclesiásticos disfrutaban de cierta permisividad a la hora de desplazarse y ello supuso un conflicto con el cabildo de la misma ciudad: AMGi, MdA año 1482, f. 45r-v (1482/06/12), 47v-48r (1482/06/25), 49v-50v (1482/07/11). En la Seu d’Urgell, ya en 1456, se documentan tensiones parecidas en relación con las medidas de movilidad y su aplicación general, clero incluido: Camps, *La pesta*, 56 y 229-30.

la población, hubiera ido a un lugar contagiado y contraído la enfermedad.⁶⁸ Seguramente se trataba de una solución drástica después de que en años anteriores hubiera prevalecido la vía de la negociación.⁶⁹

Otro problema importante que se sumaba al de las personas infectadas que amenazaban con propagar el contagio ya fue abordado por los gobernantes de Barcelona en 1476: el de los fallecidos. Desde al menos el segundo cuarto del siglo XV, en la capital catalana y otras grandes ciudades de la Corona, se monitorizaban las muertes diarias durante los principales ciclos epidémicos.⁷⁰ Al margen de esta iniciativa, la cuestión de la inhumación de los cadáveres atrajo igualmente la atención de las autoridades. Por ejemplo, en las detalladas ordenanzas publicadas en 1476 en Mallorca se fijaba de forma nítida que los responsables de realizar enterramientos, amén de cavar hondo y sellar bien la fosa, tenían antes que pedir licencia a la comisión sanitaria.⁷¹ La gestión devenía ciertamente compleja si se requerían traslados para entierros. Por este motivo, las autoridades barcelonesas, en 1501, aparte de vetar la entrada en la ciudad de personas infectadas, persiguieron la introducción sin permiso de los cuerpos de fallecidos por pestilencia.⁷² Seis años después, advertían otra motivación para impedir los traslados de restos a cementerios de la ciudad: alteraban el recuento oficial de muertos.⁷³

No obstante, no se trataba sólo de lidiar con infectados y cadáveres, sino también de sus pertenencias u otros objetos o muebles con los que habían estado en contacto. Detrás subyacen concepciones sobre la etiología y la difusión de las enfermedades en las que aquí no podemos profundizar.⁷⁴ En general, los gobernantes de varias poblaciones pusieron coto al libre tránsito de mercancías procedentes de zonas de contagio. Esta cuestión veremos que se regulará mejor en el ámbito marítimo, pero también se tuvo que abordar en lugares de interior. Por ejemplo, en Gerona, a finales de agosto de 1497, habida cuenta de que en anteriores ocasiones el transporte de productos de lugares pestilentes había supuesto la infección de lugares sanos, se prohibió la importación de ropas de vestir y tejidos de segunda mano desde Barcelona, donde había informaciones que aumentaban las muertes por peste.⁷⁵ En este sentido, todo indica que hubo cierta evolución a la hora de tratar las mercancías y, en

⁶⁸ ACSG, CFM, C, año 1497, f. 55r, 1497/07/06.

⁶⁹ En este sentido, en mayo de 1495, los regidores cerverinos habían pactado con una familia de la villa afectada por la peste el abandono voluntario del núcleo urbano para alojarse en un edificio religioso de las afueras donde, además, serían socorridos por el propio consistorio: ACSG, CFM, C, año 1495, f. 55v, 1495/05/25.

⁷⁰ Nos referimos a la conocida “cerca de morts”, introducida en Barcelona como mínimo en un brote de 1429 y de la que se dejó registro escrito en el dietario institucional del consistorio desde el ciclo epidémico de 1457. Sobre esta iniciativa y con las comparaciones oportunas con Valencia y Zaragoza, así como varias ciudades italianas: Reixach, “Huir de la ciudad.”

⁷¹ ARM, Còdexs facticis, vol. 70, capítulos IX y X.

⁷² AHCB, CC, RO, IV-12, f. 70r-v, 1501/05/28.

⁷³ AHCB, CC, RO, IV-12, f. 164r, 1507/06/01.

⁷⁴ Ver nota 128.

⁷⁵ AMGi, MdA año1497, f. 84r, 1497/08/26-28.

la línea de otras medidas, se adoptaron soluciones cada vez más restrictivas. Por ejemplo, en la misma Gerona, en 1483, se perseguía la introducción en el casco urbano de muebles, vestidos y ropa de cama que hubiera estado en lugares afectados por la peste, pero en apariencia se excluía de la prohibición otro tipo de bienes.⁷⁶ En Cervera, en cambio, en 1490, se concedía a los arrieros que sólo llevaran productos de nueva fabricación y no ropas ya usadas o rea-provechadas, mientras que, en 1501, ya no se admitieron ni nuevas ni viejas.⁷⁷

En el marco de estas prevenciones relativas al ingreso de personas y bienes a los núcleos urbanos en época de epidemia, es bien conocido el hecho de que se empezaron a imponer periodos de aislamiento preventivo a los que desearan entrar a una localidad.⁷⁸ Nos referimos a las conocidas cuarentenas que, sin embargo, durante la época estudiada aún no quedaron del todo fijadas en un lapso de cuarenta días. Las primeras muestras de este mecanismo sanitario aparecieron en el mundo urbano de la Corona de Aragón en medio del paquete de medidas desarrollados durante los ciclos epidémicos de la década de 1470, según hemos visto, la fase en la que se tornaron más rígidos la mayoría de los protocolos impulsados por las corporaciones municipales.

Con todo, la casuística acerca de la duración del tiempo de espera para que las autoridades competentes permitieran la entrada en una villa o ciudad es considerable. En Barcelona, en el año 1475, se establecieron 20 días; tres años después, el periodo se elevó a 30; y en 1482, a 40, tiempo que se mantuvo en 1489 y en 1497.⁷⁹ En la ciudad de Gerona parece que, durante la época que nos ocupa, se previeron esperas más cortas: de sólo 15 días en 1483 (medida que entonces afectaba especialmente a gente procedente del Rosellón), aunque ya el doble en 1521.⁸⁰ Finalmente, en el caso de Cervera se observa aún más variabilidad y, a su vez, la adaptación de los periodos en función del colectivo implicado. En 1483 se estipulaba que, de modo general, el aislamiento tenía que ser de 20 días, mientras que en 1490 podía rebajarse a la mitad en el caso de los arrieros procedentes de Barcelona pero que únicamente hubieran pernoctado un día en la ciudad condal.⁸¹ En 1495 también se adaptaban los

⁷⁶ AMGi, MdA año 1483, f. 40v, 1483/05/17.

⁷⁷ ACSG, CFM, C, año 1490, f. 33v, 1490/10/31; año 1501, ff. 67v-69v, 1501/07/26.

⁷⁸ La historiografía conviene que el primer lugar en Europa en el que se documenta una manifestación inequívoca del mecanismo de cuarentena fue en el año 1377 en Ragusa (actual Dubrovnik), donde se introdujo para los que llegaban de lugares afectados un periodo preventivo obligatorio de treinta días que debía pasarse en dos islotes cercanos a la costa: Blažina, Blažina, *Expelling the Plague*, 105-9. Sin embargo, algunos autores también insisten en periodos de aislamiento ya dispuestos en 1374 en el territorio de Reggio Emilia bajo la dominación de los Visconti: Vanzan Marchini, *Rotte mediterranee*, 19.

⁷⁹ AHCB, CC, RO, IV-10, ff. 87r-88r (1475/06/05), 142r-143v (1478/04/04); IV-11, ff. 26v-28v (1482/06/19), 100v-101v (1489/05/14), 175v-176r (1497/05/31).

⁸⁰ AMGi, MdA año 1483, f. 24r, 1483/03/18; AMGi, MdA año 1521, f. 52r-v, 21 1521/04/04. En el decenio de 1490 vemos que aún no se había generalizado en todos los lugares el periodo de 40 días. En Tàrrega en 1490 y en Tarragona y en Vic en 1494 se exigían aún aislamientos de 30 días y en 1490 en Manresa de sólo 10: Camps, Camps, *La pesta*, 63-4.

⁸¹ ACSG, CFM, Crides año 1483, f. 5r-v, 1483/04/20; ACSG, CFM, C, año 1490, ff. 21v-22r, 1490/05/12.

plazos de la medida: pasaban a ser de sólo cinco días cuando se saliera de la villa para ir a lugares dentro del foco de contagio o a visitar enfermos (en 1497 se elevó la duración a diez días), pero en cambio, como hemos apuntado, nadie podía cruzar los portales habilitados si no juraba que durante los últimos 60 días habían estado en un largo sano o hacía más de 15 que no había pisado un territorio contagiado.⁸² En 1501 se impuso cuarentena, en este caso sí exactamente de 40 días, a habitantes de la localidad que la abandonaron unas horas para encontrarse con dos mujeres enfermas procedentes de Barcelona; y a ellas se les exigió aislamiento de tres meses. Aún así, al cabo de poco, se fijó con carácter general retiro preventivo de 30 días a los nativos de Cervera y, por contraste, de 40 a los forasteros.⁸³

¿Se destinó algún lugar específico para estos aislamientos de personas que venían de zonas de contagio? En las últimas décadas del siglo XV, en el caso de localidades situadas tierra adentro de Cataluña (luego veremos avances en este sentido en lo que respecta a los enclaves costeros), hallamos indicios escasos de los conocidos lazaretos (“lazzaretti”) siguiendo el modelo difundido desde las ciudades italianas.⁸⁴ Una primera tentativa en esta dirección quedó registrada en Barcelona en julio de 1475 en el contexto de un brote que estaba afectando a Valencia y Mallorca. El consejo restringido de la ciudad, temeroso del riesgo de que personas procedentes de estos lugares “pestilenciats” se convirtieran en agentes de contagio y que este hecho, según se insistía, se viera agravado por enfermos que acudían al hospital general ocultando de dónde venían, pensó en habilitar una casa para acogerles en la parte de fuera de las murallas. En este edificio, además de disponer de dos o tres camas, serían atendidos con alimentación y atenciones sanitarias a cargo de la institución hospitalaria. No existen pruebas de la materialización de la idea.⁸⁵ Otro ejemplo que apuntaría hacia la misma problemática de la acogida en los centros de asistencia durante periodos pestíferos puede identificarse en 1483 en Gerona. Allí, con la voluntad de preservar libre de contagio el complejo del principal

⁸² ACSG, CFM, C, año 1495, ff. 19r-20r (1495/01/25), 39v-40r (1495/05/09), 62r-63v (1495/07/06). En el penúltimo caso, sin embargo, se reducía el periodo a 30 días a dos ciudadanos de Barcelona que poseían casa en Cervera. ACSG, CFM, C, año 1497, ff. 44v-45r (1497/05/03). Ver, asimismo, nota 51.

⁸³ ACSG, CFM, C, año 1501, ff. 53v-54r (1501/06/05), 67v-69v (1501/07/26).

⁸⁴ El caso pionero y que dio el nombre a edificios destinados específicamente a periodos de aislamiento de contagiados o susceptibles de serlo se documenta el año 1423 en Venecia (y el siguiente ya en 1456 en Ferrara): Carmichael, “Plague legislation,” 519-20; Crawshaw, “Plague Hospitals,” 17-39. No obstante, en la mayoría de enclaves mediterráneos (algunos con gran relevancia como Génova o Marsella) esta estrategia sanitaria no se introdujo antes de 1500: Vanzan Marchini, *Rotte mediterranee*, 272-7, 292-301.

⁸⁵ AHCB, CC, RD, II-23, ff. 44v-45r, 1476/06/14. Sobre la cuestión de la acogida de enfermos contagiados en el hospital barcelonés de la Santa Creu: Illanes, “Pobres, locos.” La historiografía también ha hecho alusión a la adaptación, en el año 1515, de un monasterio situado en las afueras del portal de las Drassanes y cerca del mismo Hospital de la Santa Creu para convertirlo en morbería. Sin embargo, este centro, bajo la invocación de san Cristóbal y financiado a través del mencionado hospital, careció de continuidad: Bruniquer, *Rúbriques*, vol. IV, 322; Betrán, *La peste*, 302.

hospital de la ciudad, conocido como Hospital Nou, las autoridades habían destinado un habitáculo fuera de su recinto y cercano a un molino al lado de la acequia Monar para que pernoctaran pobres de paso durante una noche, así como los que estaban enfermos.⁸⁶ Sin embargo, no puede interpretarse que realmente se adecuara o construyera un edificio ad hoc para el aislamiento de los que venían de lugares afectados por la epidemia.⁸⁷ Sí que procedieron según estos parámetros los regidores de Cervera en 1501 y, en apariencia, la acción estaba desconectada de un centro hospitalario. En las afueras de dos portales de la villa se construyeron dos barracas para aislar a los que venían de Barcelona. En 1508, en un nuevo brote, se destruyó una de estas dos barracas (o quizás un edificio habilitado más recientemente con la misma finalidad junto a otro portal de la muralla). Se decía que había acogido demasiados enfermos y se decidió construir una nueva.⁸⁸ Más abajo veremos los pasos que dio en este terreno la ciudad de Barcelona, pero ya en el decenio de 1560.

Los casos analizados muestran que para trazar el perímetro que debía poner freno a la movilidad por tierra de personas y bienes en épocas de contagio se tomaron siempre como referencia los recintos de murallas de villas y ciudades. En la etapa inicial que nos ocupa pocas veces se plantearon estrategias más ambiciosas en este sentido. Sólo en alguna ocasión se intuye que el intento coordinado de poner guardas en caminos y otros lugares de paso, aunque no es posible documentar que se acabaran concretando. Por ejemplo, en verano de 1479, en el Principado circuló la noticia de que en Francia y en los condados limítrofes de la Cerdaña y el Rosellón empezaban a morir de pestilencia. Los gobernantes municipales de Barcelona, impulsados seguramente por el rey que deseaba viajar al noreste de sus dominios, se pusieron en contacto con sus homólogos de Gerona instándoles a tomar medidas para evitar la propagación del brote. Éstos, a su vez, escribieron a los ediles de las villas más cercanas al foco de contagio, o sea las principales poblaciones del Ampurdán, Castellón de Ampúries y Figueras, así como al vizconde de Rocabertí, señor de Peralada y su territorio. Se preocuparon especialmente por conseguir la reacción de los representantes de Castellón, antigua capital condal, a quienes pedían actuar en las “fronteres” de las partes infectadas, y no acoger a nadie procedente de ellas tanto en la villa como en el resto de lugares del condado para así frenar el contagio ya fuera “de mar com de terra”.⁸⁹ Todo indica, sin embargo, que los

⁸⁶ AMGi, MdA año 1483, f. 56r, 1483/06/02. No obstante, al cabo de poco se acabó desestimando la medida porque, según argumentaba el gobierno municipal, los pobres que se instalaban allí comían y bebían y hacían simplemente el haragán provocando demasiados desórdenes.

⁸⁷ En Lérida, a inicios del XVI, también se ensayaron fórmulas para descongestionar el hospital general o al menos se intentaron separar los afectados por la peste de los enfermos ordinarios: Roca, “Ferits,” 31-2. Existe bastante bibliografía sobre hospitales erigidos en ciudades italianas o en Francia específicamente para tratar la peste o al menos aislar los contagiados. Se trata siempre de experiencias de los últimos decenios del siglo XV o ya del XVI como se ve, por ejemplo, en Murphy, “Plague hospitals.”

⁸⁸ ACSG, CFM, C, año 1501, ff. 54v-55r (1501/06/18), 30r-31r (1508/08/05).

⁸⁹ AMGi, MdA any 1479, f. 71v, 1479/08/20.

controles se limitaron a las entradas de los diversos núcleos y tal vez a algunos de los puertos y embarcaderos de su cornisa marítima.⁹⁰

En realidad, durante la segunda mitad del siglo XV el único cordón sanitario que podemos considerar como tal, al emplazarse el perímetro de vigilancia en campo abierto y no simplemente en el acceso a un casco urbano, es el que se implantó en la parte foránea de la isla de Mallorca en un ajetreado episodio de 1467.⁹¹ Un fraile que había llegado enfermo a la capital insular y a quien se había obligado a abandonarla por mar buscó desesperadamente refugio en un convento en Miramar, en un pequeño valle en la vertiente norte de la Sierra de Tramontana. Habiéndolo identificado como un peligroso agente de contagio, las autoridades de Ciudad de Mallorca se movilizaron rápidamente y dispusieron que se establecieran guardas en los diversos pasos de montaña que comunicaban el valle con el término de Sóller, el de Valldemossa y otros lugares circundantes.⁹² Se ordenó al personal de vigilancia que encendiera hogueras en los puntos que considerasen y se les facultó incluso para disparar con ballesta a quien no obedeciera sus instrucciones. Con todo, las draconianas disposiciones no fueron suficientes y la peste llegó a la villa de Sóller. Luego se intentó expulsar a los enfermos enviándolos a explotaciones rurales de las cercanías en los que se les debió colocar también un cerco de vigilancia.⁹³ Todo ello fue en vano: después de sembrar el caos entre los vecinos y llevar la comunidad al colapso, la enfermedad se cobró más de trescientas vidas.⁹⁴ Es cierto, sin embargo, que se consiguió que no alcanzara Ciudad de Mallorca, donde se había tomado la previsión de clausurar las puertas de las murallas y así evitar la llegada por tierra de un estallido pestífero que en aquella ocasión, de forma excepcional, creció en el interior de la isla.⁹⁵

⁹⁰ En 1483, los regidores de Gerona enviaron mensajes de un tenor muy similar a las mismas autoridades de los dominios que limitaban con el Rosellón debido al hecho de que el brote epidémico en Francia y en el Rosellón aún no había cesado: AMGi, MdA año 1483, f. 4r, 1483/01/06.

⁹¹ Pérez, "Actituds," 145-67.

⁹² En otros lugares se utilizaron para estos cordones accidentes geográficos como cursos fluviales. Así se hizo con el río Adda en el ducado de Milano en el brote de 1398-400: Vanzan Marchini, *Rotte mediterranee*, 17-45.

⁹³ La elección de las alquerías en las que mandar a las personas de Sóller "tocades de morbo d'epidèmia", como no podía ser de otra manera, generó conflictos entre propietarios que pedían que se llevaran los enfermos únicamente a las explotaciones que se hallaban deshabitadas: ARM, AH 180, f. 45r, 1467/04/30.

⁹⁴ Sobre el espiral de efectos, más allá del demográfico, que causaban brotes en comunidades rurales a partir del ejemplo del reino de Nápoles del siglo XV: Senatore, "Survivors' Voices."

⁹⁵ En 1475, al empezar a circular la noticia de muertes por pestilencia en la ciudad, las autoridades de Sóller activaron por voluntad propia un dispositivo parecido al de 1467 poniendo filtros en los pasos de acceso al territorio de esta localidad e incluso estableciendo periodos de aislamiento preventivo en estos altos del camino. Entonces todo indica que con el plan aplicado se frenó el brote que afectó buena parte de la isla: Pérez, "Actituds," 157-62.

4. *Frenar el enemigo que viene por el mar*

En Mallorca, en realidad, desde antaño se tuvieron que abordar las enfermedades contagiosas como un peligro marítimo más. Al igual que en otras áreas costeras de la Corona de Aragón, todo ello implicó el desarrollo de varias estrategias. Algunos autores han puesto de relieve que las gentes de mar eran un grupo profesional especialmente concienciado y que tendía a protegerse ante los numerosos riesgos sanitarios a las que estaba expuesta la vida en alta mar.⁹⁶ No obstante, el ejemplo de los principales enclaves portuarios de Mallorca y Cataluña pone de relieve que, como tierra adentro, la lucha para contener los contagios conllevó un proceso de aprendizaje de como mínimo varios decenios.

En estas zonas emplazadas dentro de las redes de transporte marítimo las primeras medidas que se identifican para supervisar la movilidad de personas y mercancías en los momentos que se declaraba un brote epidémico, a grandes rasgos, coinciden en el tiempo con las advertidas en lugares de interior. En este ámbito concreto, además, la isla de Mallorca, desde el año 1414, se manifiesta como un laboratorio de experimentación pionero en la mayoría de iniciativas. Una breve noticia nos advierte de que en mayo de aquel año se bloqueó el desembarco y cualquier contacto con una nave genovesa que se decía cargada de personas infectadas.⁹⁷ No sabemos hasta qué punto quedan pendientes por documentar precedentes que avalen una progresión más pausada, pero, ciertamente desde un principio los gobernantes insulares actuaron con suma diligencia en comparación con la actitud de los de localidades de la península.

Pocos años después, en 1420, las autoridades mallorquinas repitieron un protocolo similar para evitar que se propagara en el archipiélago balear un nuevo ciclo pestífero iniciado en Cataluña. En junio el gobierno local de la ciudad de Mallorca había sido informado de la llegada al puerto de Sóller de una embarcación procedente de Barcelona que había descargado un hombre enfermo de “glànola”. Los ediles notificaron acto seguido el hecho al gobernador real y éste ordenó al baile de Sóller que, si la embarcación seguía atracada en dicho puerto, se llevara rápidamente al individuo y no se le permitiera tocar tierra en ninguna otra parte de la isla. Si el barco en cuestión ya había partido, se exigiría por la fuerza a cualquier nave que se encontrara en el puerto que se lo llevara de Mallorca. En caso de que el enfermo hubiese muerto antes de ejecutarse la orden de expulsión, en la línea de las prevenciones observadas en varias poblaciones del Principado unas décadas después, se preveía que fuera enterrado de noche de forma secreta y que la casa donde hubiera fallecido quedase cerrada con llave y cadenas para que nadie entrara de nuevo en

⁹⁶ Geltner, Weeda, “Underground and Over the Sea,” 14.

⁹⁷ ARM, AH 422, f. 140r, 1414/05/10. Agradezco la referencia a Victòria Burguera. La información había sido señalada también por Macaire, *Majorque*, 26.

ella. Además, visto cómo se había complicado el suceso, se pedía al oficial de Sóller que desde entonces estuviera atento para que ninguna persona que hubiera contraído enfermedades infecciosas llegara a desembarcar. Parece, sin embargo, que su vigilancia no fue del todo efectiva, ya que un mes más tarde se constataba que un laúd había traído muchas personas contagiadas, entre las cuales una joven que se decía que había contraído la peste.⁹⁸

Es posible que hasta 1440 no se produjera ningún otro brote en Mallorca (tabla 1). Con todo, entre la primavera de 1441 y la de 1442, aparecen varios indicios de una política firme de los gobernantes de la ciudad para tratar de bloquear la entrada de gente infectada. Esta se articulaba a tres niveles: primero el seguimiento a lo largo de la costa de embarcaciones que se sabía que estaban contagiadas y que se quería evitar que desembarcaran en Portopí o en otros puertos secundarios;⁹⁹ al mismo tiempo, la vigilancia del portal de Santa Catalina que, situado en el flanco occidental de las murallas, constituía el acceso del camino desde el puerto; y, si finalmente no había otra salida, la expulsión a la fuerza de forasteros enfermos.¹⁰⁰ En los años mencionados, se aplicó este último recurso en más de una ocasión.¹⁰¹ Y en pregones de las décadas siguientes se ordenó que gente recién llegada regresara a su embarcación. Se hizo, por ejemplo, a propósito de la tripulación de un ballenero que en julio de 1466 venía de Valencia.¹⁰²

A la luz de las detalladas ordenanzas para combatir la peste que se difundieron en la misma Mallorca en 1476, estas dinámicas estaban bien consolidadas desde inicios de la década de 1460, si no antes.¹⁰³ Un hecho que, viendo las descripciones que ofrece la bibliografía sobre las potencias marítimas como Venecia o Génova, puede llevar a pensar que se trataba de un sistema relativamente avanzado para la época.¹⁰⁴ Más allá de la cronología relativa de su

⁹⁸ ARM, EU 3, f. 241r-v (1420/06/10), 250r (1420/07/26). Debo ambas referencias a Victòria Burguera.

⁹⁹ En alguna ocasión se enviaron a inspeccionar embarcaciones consideradas “amorbadas” y que se hallaban atracadas en enclaves cercanos como la Cala de Santa Ponça, en el oeste de la capital insular: ver nota 100. No parece, sin embargo, que en este período ya se hubiesen asentado vigilantes de la costa específicos para el control sanitario como se documentan desde mediados del siglo XVI, al igual que en la península itálica: Fusco, “Il Regno di Napoli.”

¹⁰⁰ ADM, MSL 324, ff. 9v (1441/05/16), 10v (1441/07/07), 15v (1442/05/26), 16v (1442/06/23), 17r (1442/06/23). Estas referencias dentro de la contabilidad de los jurados de Mallorca las debo también a la amabilidad de Victòria Burguera. Sobre el portal de Santa Catalina y los del resto de la ciudad: Barceló, *Ciutat de Mallorca*, 67-71.

¹⁰¹ En efecto, constatamos que el aguacil, en mayo de 1442, se llevó por la fuerza a un grupo de vizcaínos enfermos a Portopí para que embarcaran y abandonaran la isla. Ver nota 100.

¹⁰² ARM, AH 425, f. 71r, 1466/07/08. Un par de meses después, parece que pasó lo mismo con otro ballenero valenciano: ARM, EU 12, f. 164r, 1466/09/18.

¹⁰³ Sobre la legislación anti-pestes que se desarrolló en Mallorca desde al menos el año 1459: Contreras, “Legislación.” La relativa dispersión del registro de acuerdos de gobierno y ordenanzas ha llevado a ciertos debates sobre la fecha exacta de publicación de algunas de las normas en los que no podemos entrar.

¹⁰⁴ Por ejemplo, en Venecia se documentan prohibiciones de desembarco en mayo de 1400 o en la década de 1490, aunque el despliegue amplio de medidas para gestionar la llegada de embarcaciones contagiadas a la laguna veneciana no se ha descrito para antes del siglo XVI: Vanzan

aparición, el dispositivo consagrado a la “*preservatione morbi*” era gestionado por una comisión de 7 prohombres, de los cuales habitualmente uno era médico.¹⁰⁵ A efectos prácticos, un capitán elegido diariamente como responsable por parte de los jurados de la capital debía coordinar la función de los guardas a quienes les correspondía inspeccionar y expedir licencia de entrada tanto a los que llegaban por tierra como por mar. Así se establecía que, siempre que se aproximara una embarcación procedente de cualquier parte, se le tenía que hacer señas de no calar y, sobre todo, de no desembarcar a nadie. Este protocolo también lo debían seguir los bailes al frente de los distritos de la isla que afrontaban con las “marines”.¹⁰⁶ A lo largo de toda la costa dichos oficiales eran responsables de otorgar las licencias correspondientes dentro de su jurisdicción.¹⁰⁷ Habida cuenta de la ascendencia que tenían sobre el conjunto del archipiélago, los jurados mallorquines presionaron para que la vigilancia fuera efectiva en otras islas. Lo ilustra bien un conflicto con Ibiza en 1493, cuando advirtieron a sus autoridades que no acogieran marineros procedentes de Génova y Nápoles, territorios afectados por la peste, y les amenazaron con bloquearles todo tráfico comercial por el bien del conjunto del reino.¹⁰⁸ Cabe destacar que estas prevenciones en los desplazamientos durante épocas de contagio también fueron exigidas por los gobernantes de Mallorca a sus convecinos. Así, lo hicieron, por ejemplo, con los tripulantes de una embarcación que, en verano de 1493, a pesar de la pestilencia que había en la isla, tuvo que ser mandada a Tarragona para importar vituallas. Les insistieron en que tenían que recibir las mercancías sin que el patrón ni nadie llegara a desembarcar, a menos que los oficiales regios del puerto tarraconense lo consintieran.¹⁰⁹

Marchini, *Rotte mediterranee*, 17-45; Palmer, *The control of plague*, 133-7. En Génova se habilitaron encargados para hacer frente a la emergencia sanitaria en un brote de 1429-30, aunque igualmente no se ha reconstruido la aplicación de estrategias concretas durante el periodo anterior al Quinientos: Assereto, “*Per la comune salvezza*,” 15-9. Acerca de otros casos italianos, se pueden ver los distintos trabajos contenidos en el dossier monográfico: Palermo, “*Epidemie*.”

¹⁰⁵ Se documenta así al menos desde el año 1475: ARM, AH 425 f. 20v, 1475/04/26. Este año formaba parte del equipo el médico Lluçà Colomines, quien, oriundo y formado en medicina en Perpiñán, al servicio del gobierno mallorquín desde 1468 y al frente del organismo encargado del control del morbo en la isla desde 1473, se ha considerado el artífice de la minuciosa normativa compilada en 1476: Barceló, Ensenyat, “La cultura médica;” Contreras, “La Medicina i els metges.”

¹⁰⁶ En la costa valenciana también se documentan algunos casos de comunicaciones entre autoridades de distintos núcleos para informar del movimiento de embarcaciones sospechosas de contagio: Rubio Vela, “Las epidemias de peste,” 1215. Sobre la circulación de información en relación con las epidemias durante los siglos XIV y XV: Reixach, “Urban diplomacy.” En cuanto a estas redes a propósito de la ciudad de Barcelona a partir del Quinientos: Betrán, *La peste*, 263-8.

¹⁰⁷ ARM, *Còdexs facticis*, vol. 70, capítulos XI, XIX, XXII, XXIII, XXVI y XXX.

¹⁰⁸ ARM, AH 684, f. 120r, 1493/05/30.

¹⁰⁹ ARM, AH 684, f. 124r, 1493/07/05. Sabemos que, un año después, las autoridades de una población justamente del Campo de Tarragona, Reus, decidieron actuar ante la llegada de mucha gente procedente de Mallorca y, a su vez, de una embarcación que tenía la misión de proveerse de vino de la zona: Vilaseca, *Epidèmies*, 29.

Fuentes indirectas nos informan igualmente que a mediados de la década de 1460 se introdujeron las primeras medidas de aislamiento preventivo para ciertos forasteros que llegaron a Mallorca. Se quejaban de ello los representantes municipales de Valencia a sus homólogos mallorquines en octubre de 1464: ciudadanos valencianos habían sido obligados a permanecer fuera de las murallas unos cuantos días, sin un plazo preciso, con el argumento de que en la capital del Turia morían de peste.¹¹⁰

Un paso más fue dado en 1467, en el marco del episodio antes referido, cuando se documentan ya con claridad dos estrategias sanitarias paradigmáticas que en poblaciones catalanas tardaron aún unos años en llegar: la obligación de aislamiento preventivo de cuarenta días y el hecho de tener que cumplirla en un lugar concreto, o sea, en un lazareto. En efecto, al constatar que resultaba imposible frenar el tráfico marítimo con suficiente antelación antes de que las embarcaciones se arrimaran a la costa, se destinó expresamente una de las torres de Portopí para alojar a las personas y mercancías que procedieran de lugar “morboso”.¹¹¹ También se ha planteado que en alguna ocasión tuvo este uso la iglesia de Sant Nicolau, situada junto al puerto con una casa anexa. En 1493 el consejo insular valoró incluso la construcción de un nuevo edificio para acoger enfermos, pero todo indica que se siguió empleando una de las torres y sólo de forma excepcional la iglesia y el edificio contiguo. De todos modos, en episodios de gran afluencia la situación se desbordó en el principal enclave marítimo de Mallorca. Por ejemplo, en 1497, se describe como una nave atracada procedente de Barcelona tenía tal número de apestados que en las torres de Portopí no disponían de espacio suficiente y se tuvieron que alojar en medio de viñedos cercanos.¹¹²

En la ciudad de Barcelona el despliegue de mecanismos específicos para el freno del contagio vía marítima arrancó en la década de 1470. De hecho, las medidas de control de la movilidad implementadas entonces y descritas en el apartado anterior se orientaron simultáneamente al acceso por tierra y por mar. Si en el primer ámbito la referencia eran los portales de las murallas, en el segundo se debía estar atento a las naves que pretendieran atracar y desembarcar en la playa o en el muelle barcelonés. En 1475, consta que las autoridades municipales, de modo parecido a lo advertido en Mallorca coetáneamente, habían dispuesto una pequeña barca que debía interceptar cualquier embarcación que se acercara a la playa barcelonesa y, si procedía, concederle licencia específica para el desembarque o el embarque. Su responsable estaba facultado con poderes coercitivos que incluían el uso de una bombardina en

¹¹⁰ Rubio Vela, *Epistolari*, vol. 1, 266-7, doc. 95 (1464/10/15). Más allá de la anécdota concreta, de fondo había una latente conflictividad entre las ciudades de Valencia y Mallorca, al igual que está atestiguada entre la segunda y Barcelona.

¹¹¹ AHM, EU 13, f. 81v, citado y contextualizado en: Sevillano, Pou, *Historia del puerto*, 137-43. Sobre el mismo episodio de 1467: Pérez, “Actituds,” 144-5.

¹¹² Sevillano, Pou, *Historia del puerto*, 48-9, 52, 138-40, 383-4. En 1508, 1513 y aún 1530, se seguía insistiendo de nuevo en la necesidad de reparar o restaurar las casas y torres de Portopí para recluir enfermos y aislar a los que llegaban de lugares sospechosos.

caso de desobediencia. En verano de 1504, a raíz de la concurrencia de muchas naves procedentes de Roma y otros territorios afectados por la peste, sabemos que esta tarea había sido encomendada por el ejecutivo municipal a un marinero, quien debía interrogar a los patrones de embarcaciones sobre su procedencia. Asimismo, los guardas de la mar, agentes de nombramiento ordinario, habían pasado a asumir funciones análogas a los portaleros de las murallas.¹¹³ Y la prohibición de ingreso de enfermos o cadáveres a través del recinto de murallas se hacía extensiva al canal marítimo, en este caso concreto bajo la imposición de pena pecuniaria y la quema de la embarcación implicada.¹¹⁴

Por otra parte, en la ciudad de Barcelona, durante la cronología tratada, no se construyó ningún edificio especial para aislar a personas o mercancías. Todo ello no significaba, en cualquier caso, la desatención o abandono de la fachada marítima en relación con la prevención de epidemias. Seguramente con la voluntad de frenar el contagio por mar y recurriendo a las medidas rituales que hemos visto que continuaron a pesar de los procedimientos más pragmáticos de mediados del siglo XV, en 1507, el consistorio barcelonés acordó la edificación en la ribera del mar, cerca de la lonja, de una capilla bajo la invocación de san Sebastián¹¹⁵.

En paralelo, hay indicios de haber podido reaprovechar algunas instalaciones ya existentes para el aislamiento preventivo. La disposición más clara en este sentido es la detallada ordenanza publicada en junio de 1482 por los gobernantes municipales en la que se previó una medida para que el dispositivo de protección no perturbara la “negociació mercantívol”: las naves que vinieran de un lugar infectado trayendo mercancías de barceloneses debían ser descargadas en el almacén que la Diputación del General poseía en las atarazanas de la ciudad, donde estarían en cuarentena durante 40 días.¹¹⁶ Finalmente, fue ya en 1562 que se proyectó la compra de un monasterio fuera de uno de los portales del noreste de la ciudad para destinarlo a lazareto, tanto de personas como de ropas, si bien la iniciativa no prosperó y fue seguida por un nuevo plan que implicaba otro convento de la zona. En cuanto a prevenciones tocantes específicamente a la descarga de embarcaciones, también hay que avanzar hasta la década de 1550. Entonces, cerca de la desembocadura del Llobregat, se habilitó primero una torre para el aislamiento preventivo y

¹¹³ Sobre estos oficiales dependientes inicialmente de la administración real y dedicados a la supervisión de la fachada marítima: Ferrer Mallol, “Jurisdicció,” 130.

¹¹⁴ AHCB, CC, RO, IV-10, ff. 87r-88r (1475/06/05), 107r-108r (1476/06/19), 142r-143v (1478/04/04); IV-11, ff. 26v-28v, 1482/06/19; IV-12, f. 111v, 1504/08/02.

¹¹⁵ Siendo santo protector habitual de las epidemias, se consideró que había liberado la ciudad de un brote aquel mismo año: AHCB, CC, RO, IV-12, ff. 161v-162r (1507/04/10), 170r-v (1508/01/19), 190r-v (1509/01/18). De hecho, se ha documentado, ya a finales de 1465, una sugerencia del rey Pedro de Portugal a los ediles barceloneses para dedicar una capilla al citado santo: Miquel, “Resistència,” 133.

¹¹⁶ AHCB, CC, RO, IV-11, ff. 26v-28v, 1482/06/19.

luego se acabó construyendo otra ad hoc.¹¹⁷ En otras ciudades del Mediterráneo occidental tampoco hubo progresos en el ámbito de la construcción de lazaretos para el tráfico portuario hasta entrado el siglo XVI.¹¹⁸

Finalmente, debemos preguntarnos por posibles mecanismos de identificación equiparables a las presuntas marcas de cera en la uña o, más bien, las cédulas de papel que se concedían o requerían en las puertas de las murallas de ciudades como Barcelona. La documentación relacionada tanto con la ciudad condal como sobre todo con Mallorca nos confirma la existencia de auténticas patentes sanitarias desde al menos la década de 1460.¹¹⁹ En una extensa normativa elaborada por el ejecutivo municipal barcelonés en 1482, a la que ya hemos aludido, se apunta el hecho de que el marinero encargado de monitorizar el acercamiento de embarcaciones a la ciudad podía recoger de sus patrones “letras” y hacerlas llegar a sus destinatarios en tierra.¹²⁰ Esta posibilidad de que el vigilante de la costa actuara de correo como medida profiláctica no implica que necesariamente las cartas constituyeran patentes de sanidad. No obstante, confirma que la correspondencia en papel se imponía como forma de comunicación en momentos de contagio.

En contrapartida, existen referencias explícitas a que, para poder atracar en el puerto de Ciudad de Mallorca, durante la segunda mitad del siglo XV, se pasó a exigir a las embarcaciones procedentes de determinados territorios un certificado sanitario. En 1461 y 1483 lo necesitaron marineros de Valencia para viajar hasta la isla. Se trataba de misivas redactadas por los regidores municipales valencianos dirigidas a los responsables mallorquines del dispositivo de contención de epidemias y en las que aseguraban que las embarcaciones implicadas se desplazaban por razones comerciales y que la situación sanitaria en la ciudad de origen no presentaba incidencias.¹²¹ En 1488 reaparecen ejemplos del uso de correspondencia con el mismo propósito para acceder a Mallorca, en este caso por parte de los ediles de la ciudad de Tortosa.¹²² Finalmente, durante la década siguiente documentamos cartas con un forma-

¹¹⁷ Betrán, *La peste*, 280-3 y 302.

¹¹⁸ Sin ir más lejos, en Valencia, en el año 1509, se documenta el alquiler de una casa de campo en el camino al grao que sirvió de lazareto durante una década hasta que la ciudad adquirió un edificio propio para ello: Agresta, “From Purification,” 389. Algún precedente semejante de decenios inmediatamente anteriores se halla en enclaves mediterráneos como Nápoles (donde se utilizó esporádicamente un monasterio en Capodimonte en 1493) o Messina (1482 y 1522): Ebanista, “Isolamento e sepoltura,” 596-7; Vanzan Marchini, *Rotte mediterranee*, 264-7. Sobre estos recintos de prevención y control en la península ibérica ya a partir de los siglos XVI y XVII: Bonastra, “Recintos sanitarios.” A propósito del mismo fenómeno en el mundo atlántico moderno: Even, “Le mal.”

¹¹⁹ Por lo que respecta al caso de referencia del mundo urbano italiano, si bien se han analizado patentes de sanidad utilizadas por el tránsito terrestre en el ducado de Milán ya en el siglo XV, parece que en grandes enclaves marítimos como Venecia no se introdujeron hasta la primera mitad del siglo XVI: Palmer, *The control of plague*, 137-8.

¹²⁰ AHCB, CC, RO, IV-11, ff. 26v-28v, 1482/06/19. Sobre las patentes de sanidad ya consolidadas y con tres variantes posibles en la Barcelona del siglo XVI: Betrán, *La peste*, 282.

¹²¹ Rubio Vela, “Las epidemias,” 1187-8 y 1208.

¹²² Camps, Camps, *La pesta*, 289.

to similar que expidieron los jurados mallorquines a patrones de naves o buques que salieron del puerto de la ciudad¹²³. Son actas que las propias fuentes acabaron identificando como “testimonials de sanitat” (o “literas de sanitare” en los formularios en latín). La primera que hemos localizado data de febrero de 1499.¹²⁴ Para el siglo XVI se ha podido reconstruir la consolidación de estos certificados sanitarios en el puerto de la capital insular.¹²⁵

5. Conclusiones: hacia una nueva interpretación de los inicios de la lucha contra la peste

Los diversos casos revisados de Cataluña y Mallorca nos han proporcionado evidencia documental acerca de las medidas adoptadas por las administraciones con el fin de prevenir la llegada de la peste o frenar su expansión. En primer lugar, confirmamos que dispositivos específicos que afectaran a la movilidad se introdujeron a mediados del siglo XV, de hecho, dentro de la misma franja cronológica que se ha advertido en varios territorios europeos más allá de las ciudades italianas.¹²⁶

En concreto, durante los brotes que se sucedieron aproximadamente entre los años 1420 y 1450, documentamos en muchas villas y ciudades catalanas las primeras disposiciones que iban más allá del recurso a la intercesión divina e imponían restricciones a la acogida de personas foráneas en época de pestilencia, con hincapié especial en los hostales. Es posible que se debiera en buena medida a una reacción de las comunidades de interior a las huidas preventivas masivas de habitantes de las grandes ciudades al estallar nuevos brotes.

Sea como fuere, a lo largo de los decenios de 1450 y 1460, las limitaciones de estancia y acogida devinieron en general más severas y se empezó a prohi-

¹²³ Existe algún precedente anterior en el que la tipología documental está menos perfilada. Por ejemplo, en 1493, fue el mismo gobernador de la isla (y no los representantes municipales) quien envió una carta a las autoridades del reino de Cerdeña para indicarles que la carabela del siciliano Joan Corada había intentado desembarcar en Mallorca pero se le había negado la entrada en el puerto. Sin embargo, la propia misiva valía como salvoconducto para su vuelta. Otra parecida debía servir a Antoni Simonet, quien pretendía ir a Sicilia; y otra más se dirigió a los regidores de Ibiza: ARM AH 219, ff. 152r (1493/11/19), 152v-153r (1493/11/24).

¹²⁴ El beneficiario de esta primera era la carabela del doncel Joan Agustí Asala y la segunda, la nave capitaneada por Jordi Ras, en este caso específicamente dirigida a oficiales del reino de Sicilia, lugar al que se disponía a ir directamente desde Mallorca: ARM, EU 22, ff. 5v (1499/02/18), 26r-v (1499/07/13).

¹²⁵ En concreto, se ha localizado una pequeña serie de “testimoniales sanitatis” iniciada en 1517. En estos documentos, ampliando los primeros modelos comentados, se informaba del tipo de navío, el nombre del patrón y su nacionalidad y el destino al salir del principal puerto mallorquín: Sevillano, Pou, *Historia del puerto*, 140-2, 442-5. Sobre el contexto más amplio de las medidas de protección de Mallorca frente a amenazas marítimas a partir del siglo XVI incluyendo unos pocos ejemplos aislados de patentes sanitarias de esta centuria y la siguiente: Seguí, *¿Unas islas asediadas?*, vol. I 90, 274, 339-86; vol. II 862.

¹²⁶ Por ejemplo, tanto en las ciudades del norte de Francia como en las de los antiguos Países Bajos; respectivamente: Murphy, “Plague Ordinances,” 39-141; Coomans, *Community*, 218-51.

bir explícitamente el ingreso en los núcleos urbanos de colectivos procedentes de territorios infectados. En el estallido pestífero de 1475 es cuando se dio otra vuelta de tuerca y se cerraron portales de los perímetros de murallas, siendo totalmente excepcionales otras tentativas de poner cerco a la expansión de la epidemia tierra adentro. En las entradas de estos recintos se estableció vigilancia para filtrar el acceso de únicamente personas autorizadas, que debían identificarse mediante documentos o señales físicas, y se prohibió la introducción de enfermos y de cadáveres, incluso entre domiciliados en las propias poblaciones. Esto llevó igualmente a decretar expulsiones de contagiados y a fijar los primeros periodos de aislamiento preventivo para mercancías y, posteriormente, personas. Sin embargo, no se pasaron a cumplir estas cuarentenas (inicialmente de duración variable) en espacios específicos o lazaretos hasta la última década del XV o ya en la centuria siguiente.

En los principales enclaves marítimos del área investigada los mecanismos para supervisar el desembarco de naves evolucionaron de forma más o menos paralela. Mallorca se muestra como un caso pionero en este sentido: ya en brotes de 1414, 1420 y 1440 se detectan medidas para expulsar de la isla personas que habían llegado enfermas. Durante las décadas siguientes, sus autoridades también articularon, en especial en torno al principal puerto de la isla, Portopí, un sistema avanzado de veto de embarcaciones de origen sospechoso. A todas se les exigían acreditaciones sanitarias y se acabaron estableciendo protocolos para aislar mercancías y tripulaciones en edificios del complejo portuario. Barcelona se sumó a esta tendencia a mediados de la década de 1470 al disponer un guarda que debía autorizar a los barcos a arriarse a la costa, si bien las estrategias de aislamiento, las patentes de sanidad y los lazaretos hicieron acto de presencia en una cronología algo más tardía que en el caso mallorquín.

Una vez reconstruido el desarrollo de las distintas medidas para frenar el contagio tanto en ámbito terrestre como marítimo en el mundo urbano de la Cataluña y Mallorca bajomedievales, debemos hacernos una pregunta clave: ¿por qué empezó a mediados del siglo XV y no antes la verdadera lucha de los gobiernos municipales contra la peste?¹²⁷ Para responder a esta cuestión, cabe reflexionar sobre cuatro aspectos distintos que, sin duda, merecen futuros trabajos para analizarlos con más detenimiento. Anunciados brevemente son los siguientes: la visión sobre la etiología y la propagación de las epidemias; los precedentes de los dispositivos impulsados por los gobiernos urbanos; la articulación entre las autoridades municipales y la administración regia en el contexto específico de la segunda mitad del Cuatrocientos; y, no menos decisivas, tanto la dimensión política como social de la mayoría de medidas.

En primer lugar, como ya han hecho algunos autores, hay que plantearse hasta qué punto la progresión en muchas medidas fueran consecuencia de las

¹²⁷ La expresión es tomada, ciertamente, de los trabajos clásicos para época moderna de Carlo M. Cipolla como Cipolla, *Fighting*.

novedades producidas en la percepción sobre las epidemias a lo largo de los brotes posteriores a la Peste Negra. Novedades que podían haber tenido lugar tanto entre los círculos médicos como especialmente entre las personas sin formación en este campo que estaban al frente de los gobiernos municipales, o incluso la gente común. Así se ha planteado para otros espacios europeos que el impulso de controles de movilidad como los descritos tal vez respondiera a nuevas observaciones y conocimientos sobre el avance de las enfermedades.¹²⁸ Sin embargo, las mismas fuentes consultadas muestran aún a finales del siglo XV, o sea en el momento que se consolidaron la mayoría de mecanismos descritos, la coexistencia de alusiones al modelo interpretativo de difusión de la enfermedad a través del aire corrupto con el concepto más nuevo de contagiosidad.¹²⁹

Asimismo, atendiendo al paisaje político particular del territorio analizado, deberíamos observar todas las herramientas de las que disponían las autoridades de villas y ciudades para hacer frente a las crisis sanitarias. En este ámbito, hemos visto extensamente el papel clave de los recintos de murallas en el momento que los gobiernos urbanos se lanzaron a interceptar flujos de personas que pudieran devenir agentes de contagio.¹³⁰ Un caso paradigmático se halla en el ciclo pestífero de 1475 en la villa de Cervera. Como hemos explicado, aquella fue una de las ocasiones que se tomó la decisión firme de cerrar el perímetro de murallas y filtrar el acceso a través de unas pocas puertas. Según consta en el acuerdo del consejo local, uno de los objetivos era evitar la propagación de la pestilencia desde Aragón y Valencia. Sin embargo, había otros dos factores concomitantes para la clausura del recinto amurallado: impedir la entrada de acreedores con la intención de demandar judicialmente al municipio por impagos y, asimismo, mejorar la recaudación del impuesto directo proporcional a la riqueza evitando huidas de personas para ocultar bienes.¹³¹ En efecto, las medidas adoptadas para frenar la circulación de personas replicaban las que se utilizaban desde hacía tiempo (como mínimo, el segundo cuarto del siglo XIV) para hacer efectivo el cobro de impuestos por

¹²⁸ Nutton, “The seeds of disease;” Kinzelbach, “Infection;” French, Arrizabalaga, “French Disease.”

¹²⁹ Para muestra un botón: en las disposiciones legales de los gobernantes de Barcelona del año 1482 se hacía referencia a la peste como azote divino que se difundía “per via o medis de ayres corruptes o pestilencia” de un núcleo o territorio a otro, al mismo tiempo que se asumía la idea de contagio aludiendo a los aires “infectes” que iban a las partes sanas y las “infeccionen” o, aún más claramente, afirmando que la enfermedad o mal era “contigiós”: AHCB, CC, RD, II-26, f. 67r-v, 1482/06/15; AHCB, CC, RO, IV-11, ff. 26v-28v, 1482/06/19.

¹³⁰ Y era una acción trascendental, puesto que justamente se considera que en la gran peste de 1348 las autoridades de Milán evitaron que la epidemia causara un gran efecto en la ciudad gracias al hecho de que procedieron a cerrar las puertas de las murallas: Benedictow, *Black Death*, 95.

¹³¹ ACSG, CFM, C, año 1475, f. 45r, 1475/06/11.

parte de los gobernantes municipales. Vemos bastantes más ejemplos de lo primero en los casos de Barcelona y Gerona.¹³²

Es importante, además, el contexto cronológico exacto en el que todo ello se produjo, ya que se advierte una coincidencia importante: el endurecimiento de muchas disposiciones de control del tráfico terrestre a partir de los recintos de murallas tuvo lugar después de la traumática experiencia de la revuelta foránea de Mallorca entre los años 1450 y 1453 y en el tramo final de la Guerra Civil que afectó al Principado de Cataluña entre 1462 y 1472.¹³³ Aunque haya noticias de la vigilancia de portales desde tiempo inmemoriales, durante la primera mitad del siglo los conflictos bélicos no habían incidido directamente en suelo catalán o en el archipiélago balear y, en cambio, sendas contiendas civiles acarrearón nuevas experiencias en la movilización militar y los sistemas de defensa.¹³⁴ En paralelo, por lo que respecta a la fachada marítima, los mecanismos de monitoreo de las naves sospechosas de venir de zonas infectadas reaprovecharon los ya desarrollados desde al menos el siglo XIV de cara a otros peligros de la mar como era especialmente la piratería, un fenómeno que, además, se intensificó durante la primera mitad del Cuatrocientos.¹³⁵

Otra coincidencia cronológica tiene que ver con que, en especial en el Principado, la propia guerra y otras circunstancias conllevaron cambios en los equilibrios de poder entre las instituciones urbanas y la monarquía. Se intuye en el papel que pasaron a adoptar los lugartenientes reales y otros altos representantes de la Corona en la fase de recrudescimiento de las ordenanzas sobre la movilidad o la gestión de los infectados y los cadáveres del último cuarto del siglo XV.¹³⁶ De hecho, diferencias en el mosaico político también es probable que expliquen las divergencias de ritmo en la consolidación de comisiones emanadas del gobierno o incluso administraciones específicas consagradas a la gestión de las crisis sanitarias. Estas administraciones *ad hoc*, por lo que hemos señalado aquí y debe desarrollarse mejor en futuras publicaciones, se asentaron antes en Mallorca que en Barcelona u otras ciudades

¹³² En la primera fue justamente la persona que había arrendado el derecho de “ancoratge” (impuesto directo cobrado a las embarcaciones que llegaban a Barcelona) quien, en el año 1482, pasó a encargarse de inspeccionar las naves que se acercaban a la costa de la capital catalana. En la segunda, de forma similar, en 1488, la custodia de uno de los portales en los que se tenía que evitar la entrada de gente procedente del Rosellón la asumió el adjudicatario del derecho de barra o de entrada de personas y mercancías en la ciudad. Respectivamente: AHCB, CC, RO, IV-11, ff. 26v-28v, 1482/06/19; AMGi, MdA año 1488, f. 69r, 1488/12/17. Sobre los mecanismos de recaudación fiscal en las ciudades catalanas: Verdés, “*Car les talles*.”

¹³³ El vínculo con el contexto bélico también se ha intuido en Valencia: Agresta, “From purification,” 390.

¹³⁴ A propósito del contexto bélico en la ciudad de Barcelona: Miquel, *Regir la ciutat*, 51-102. Sobre los dispositivos de defensa en ésta y otras poblaciones: Verdés, “Les villes catalanes.” En cuanto a la revuelta en Mallorca, entre muchos otros: Morro, *Mallorca*.

¹³⁵ Burguera, “Els perills de la mar.”

¹³⁶ Sobre el nuevo contexto político después de la Guerra Civil, en realidad, necesitado de nuevos estudios que lo pongan en relación con el panorama de inicios del siglo XV: Juncosa, “Segles XV.”

catalanas. Y ello es una cuestión de indudable relevancia dentro del marco de las respuestas institucionales frente a la peste.¹³⁷

En esta esfera tenían también peso evidente las redes de intercambio de información y de relaciones entre territorios o la diplomacia entre centros urbanos.¹³⁸ Tales dinámicas favorecieron la transmisión de modelos a una escala que debió de incluir el Mediterráneo occidental y otros territorios del Occidente europeo, o incluso más allá. Sin embargo, las medidas adoptadas se concretaron según formas y en momentos distintos en función de los escenarios y condicionantes específicos de cada lugar.

Finalmente, como ilustran varios de los episodios descritos, todas las estrategias desplegadas por las corporaciones municipales contaban con una indudable carga política. Se gestaron en contextos de tensión o los alimentaron, como los conflictos entre ciudades por los bloqueos comerciales en momentos de contagio, las fricciones con la Iglesia por la libre circulación de eclesiásticos en tiempos de epidemia o el descontento que provocaron en algunas localidades ciertas medidas de sus consistorios.¹³⁹ Asimismo, en la línea de las prevenciones adoptadas en algunas instituciones hospitalarias en la década de 1480, es evidente que hubo un sesgo social a la hora de filtrar el acceso de personas en los centros urbanos; también para decidir si se obligaba a desalojar contagiados de sus domicilios o no.¹⁴⁰

En cualquier caso, insistamos en que todas estas cuestiones ahora apenas apuntadas tendrán que analizarse con relecturas atentas del corpus empírico que aquí se ha diseccionado en relación con la lucha que iniciaron los representantes municipales de Cataluña y Mallorca a lo largo del siglo XV. Un periodo en el que las autoridades locales sentaron las bases de los cordones sanitarios para proteger sus comunidades del “enemigo invisible”¹⁴¹ que en estos territorios podía llegar tanto por tierra como por mar.

¹³⁷ Otra vez con los gobiernos urbanos italianos como referencia, entre mucha otra bibliografía al respecto: Carmichael, “Plague legislation,” 520-1.

¹³⁸ Péquignot, “Le travail de négociation;” Reixach, “Urban diplomacy.”

¹³⁹ Sobre lo primero: Iradiel, “Consecuencias demográficas,” 176. Un ejemplo claro de estos conflictos (aunque las medidas para frenar la peste fueran sólo uno de los múltiples puntos de fricción entre ambas ciudades) es la disposición del gobierno barcelonés de 1458 contra los habitantes de Mallorca, la cual debe interpretarse como una especie de represalia a una acción de poco tiempo antes por parte de las autoridades mallorquinas: ver nota 40. Por el momento hemos documentado alborotos a raíz de las políticas sanitarias en Cervera a inicios del siglo XVI: ACSG, CFM, C, año 1501, ff. 79r-v, 1501/09/01.

¹⁴⁰ Sobre este sesgo, por ejemplo: Carmichael, “Plague legislation,” 523.

¹⁴¹ De nuevo tomamos la feliz expresión del clásico Cipolla, *Contro un nemico invisibile*.

Tabla 1: Aproximación a los ciclos epidémicos documentados en las ciudades de Barcelona y Mallorca a lo largo del siglo XV¹

Periodo (se toma como referencia bibliografía sobre Cataluña ²)	Barcelona	Mallorca
1401-3	Indicios indirectos ³	-
1408	Sólo indicios en esta ciudad ⁴	-
1410-11	Indicios desde 1410/03 ⁵	Se celebra procesión en octubre de 1410 ⁶
1413-4	Indicios indirectos no contras- tados	En mayo de 1414 se bloquea la llegada de una nave con infectados ⁷
1418-22	Desde 1419/12 ⁸	Llegada de infectados en verano de 1420, pero seguramente no brote hasta 1422 ⁹
1424-30	Desde 1429 ¹⁰	Desde verano de 1430 varios indicios en Alcúdia y otros lugares de la isla ¹¹
1434-5	Indicios sólo a partir de visitas del correo ¹²	
1439-41	1439/06-1441/11: Traslado de la Diputación del General ¹³	Desde 1440 y hasta 1443 ¹⁴
1443	Indicios leves sólo a partir de visitas del correo	

¹ Durante la segunda mitad del siglo XIV se han identificado los siguientes brotes en distintas áreas de Cataluña: en 1362, 1371, 1375, 1380-1, 1384-7 y 1394-7. Cf., con la bibliografía que incluye: Günzberg, "Epidemias," 65-74. En Mallorca fuentes cronísticas posteriores al periodo analizado se refieren a embates pestíferos en los años 1375, 1383-4 y 1396: Campaner, *Cronicon Majoricense*, 70, 74-5, 82. Un balance bibliográfico acerca del caso mallorquín para el mismo periodo y los siglos siguientes en Grau, "La historiografía," 197-203.

² Ver notas 4-6.

³ Afectó en otras ciudades como Vic, Manresa o Lérida, pero en el caso de Barcelona sólo se tiene constancia de una procesión celebrada el 1 de julio de 1402: Günzberg, "Epidemias," 74-5; Bruniquer, *Rúbriques*, vol. 1, cap. XV.

⁴ Viñas, *La peste*, 374.

⁵ La crónica del racional de Barcelona se refiere a mortalidades vigentes en Barcelona y otras poblaciones catalanas con anterioridad a un terremoto registrado el día 30 de marzo de 1410, fecha a partir de la cual remitieron. Sin embargo, retornaron en agosto del mismo año prolongándose hasta Navidades: *Crònica del racional*, 172-3.

⁶ Barceló, "Santa Praxedis," 30.

⁷ ARM, AH 422, f. 140r, 1414/05/10. Agradezco la referencia (apuntada asimismo en Macaire, *Majorque*, 26) a Victòria Burguera. En junio de 1414 también se documenta una ordenanza contra la blasfemia y los juegos de azar: Macaire, *Majorque*, 46.

⁸ En junio de 1420 se habla de tiempo pestilencial en Barcelona: Sans Travé, dir. *Dietaris*, vol. 1, 28.

⁹ ARM, EU 3, ff. 241r-v (1420/06/10), 250r (1420/07/26). Agradezco ambas noticias a Victòria Burguera. No obstante, en junio de 1422 se ordenó una procesión pidiendo la intercesión de santa Práxedes para terminar con la peste: ARM, AH 423, f. 43r-v, 1422/06/16.

¹⁰ Justo aquel año se pagó por primera vez a un clérigo para ocupase de la "cerca" o investigación diaria de muertos: Viñas, *La peste*, 375.

¹¹ ARM, AH 114, f. 126r-v, 1430/08; ARM, AH 117, ff. 114v-115v, 1431/05. Debo ambas referencias a Victòria Burguera.

¹² Reixach, "Huir de la ciudad."

¹³ En junio de 1439, agentes del municipio se desplazaron a varios monasterios para pedir su intercesión frente a la epidemia en curso: Bruniquer, *Rúbriques*, vol. 1, cap. LXX, 320.

¹⁴ Sevillano, "Demografía," 162, 167-9. Ver nota 98.

1448-52	Desde 1448/11 y posible fin de contagio a inicios de 1449, pero nuevo rebrote desde 1452/07 ¹⁵	En marzo y junio de 1449 se bloquea la llegada de embarcaciones de Barcelona y otras partes ¹⁶
1457	1457/05/15-1457/11/18 ¹⁷	En noviembre de 1457 llegada de naves desde de Barcelona cuyo desembarco se impide y tal vez se evite contagio hasta 1458 ¹⁸
1465-6	1465/09/01-1466/07/31	Desde septiembre de 1465 en Barcelona se habla de infección en Mallorca ¹⁹ . En 1467 reaparece un importante brote que en principio sólo afectó a Sóller y valles colindantes hasta el mes de septiembre ²⁰
1475-76	1475/08/10-1476/10/03	Desde 1473 y hasta como mínimo primavera de 1475 ²¹
1478	1478/06/06-1478/07/16	-
1483	1483/03/15-1483/09/26	No indicios ²²
1489-90	1489/11/03-1490/11/05	-
1494-5	1494/06/13-1495/02/09	Conocida como la Peste d'en Boga. Desde al menos junio de 1493 y hasta noviembre del mismo año ²³ . Posible rebrote entre marzo y octubre de 1494 ²⁴
1497	1497/07/18-1497/10/19	Llegada de naves con infectados, pero parece que no afectación ²⁵
1501	1501/05/04-1501/11/30	Noticia indirecta ²⁶

¹⁵ Ver nota 29.

¹⁶ Macaire, *Majorque*, 26.

¹⁷ A partir de 1457, se toman como referencia los periodos de vigencia de la “cerca” de muertos impulsada por el gobierno municipal barcelonés, en ocasiones complementadas por las fechas de traslados de los representantes de la Diputación del General residentes en Barcelona fuera de ella: Reixach, “Huir de la ciudad.”

¹⁸ ARM, AH 679, f. 100r, 1457/11/15. Agradezco esta referencia a Victòria Burguera. En mayo de 1458, desde el gobierno municipal de Barcelona se afirmaba que entonces en la isla y reino de Mallorca había mortandades: AHCB, CC, RD, II-12, ff. 15v-16r, 1458/05/02.

¹⁹ Viñas, *La peste*, 380-1.

²⁰ ARM, AH 180, f. 42r-v, 1467/04/24. Santamaría, “Mallorca,” 27-8; Pérez, “Actituds i reaccions,” 144-57.

²¹ ARM, EU 15, ff. 22v-23r, 1473/01/04; ARM, AH 425 f. 20v, 1475/04/26. A tenor de las fuentes manejadas por Campaner, fue considerado el cuarto contagio padecido en la isla desde 1347: Campaner *Cronicon Majoricense*, 185. Según la conocida fuente valenciana el dietario del capellán de Alfonso el Magnánimo, en el año 1475, se registraron elevados niveles de mortalidad en la Ciudad de Mallorca, de hasta 270 muertos la jornada, con lo que la capital mallorquina quedó despoblada y asimismo el conjunto de la isla. Miralles, *Dietari*, 433.

²² En algún momento se pasó a considerar erróneamente la existencia de un brote en 1481: Barceló, *Ciutat de Mallorca*, 89. La publicación inicial en la que sólo se documenta el ciclo del año 1467: Santamaría, “Mallorca,” 27-8.

²³ ARM, AH 528, ff. 130r (1493/06/15), 180r (1493/11/26). Otras noticias del mismo ciclo en Seguí, *¿Unas islas asediadas?*, 199. Es posible que este contagio procediera desde Nápoles o la península itálica a tenor de algunos mensajes enviados por los representantes mallorquines en mayo del mismo año: ARM, AH 684, f. 120r, 1493/05/30. En 1494 ya se habla oficialmente de que la epidemia había terminado en la isla: ARM, AH 684, ff. 133v-134r, 1494/03/18.

²⁴ Se deduce de noticias consignadas en Campaner *Cronicon Majoricense*, 195.

²⁵ Ver nota 112.

²⁶ Se pagan efectivos para la guarda del morbo, aunque siendo ésta la única noticia no se puede asegurar que estallara realmente un nuevo brote. Sevillano, Pou, *Historia del Puerto*, 139 y 441.

Obras citadas

- Abulafia, David. *The Great Sea: A Human History of the Mediterranean*. Oxford: Oxford University Press, 2011.
- Agramont, Jacme d'. *Regiment de preservació de la pestilencia. Segle XIV*, ed. Joan Veny. Barcelona: Enciclopèdia Catalana, 1998.
- Agresta, Abigail. "From Purification to Protection: Plague response in Late Medieval Valencia." *Speculum* 95, n° 2 (April 2020): 371-95.
- Agresta, Abigail. *The Keys to Bread and Wine: Faith, Nature, and Infrastructure in Late Medieval Valencia*. Ithaca: Cornell University Press, 2022.
- Albini, Giuliana. "Prevenire le epidemie, assistere i malati: ufficiali di sanità, medici e ospedali nella società visconteo-sforzesca." In *Una storia di rigore e di passione. Saggi per Livio Antonielli*, a cura di Stefano Levati, e Simona Mori, 44-69. Milano: Franco Angeli, 2018.
- Arrizabalaga, Jon. "Facing the Black Death: perceptions and reactions of university medical practitioners." In *Practical Medicine from Salerno to the Black Death*, ed. Luís García-Ballester et al., 237-88. Cambridge: Cambridge University Press, 1994.
- Assereto, Giovanni. "Per la comune salvezza dal morbo contagioso". *I controlli di sanità nella Repubblica di Genova*. Genova: Città del silenzio edizioni, 2011.
- Barceló Crespí, Maria. *Ciutat de Mallorca en el trànsit a la Modernitat*. Palma: Institut d'Estudis Baleàrics, 1988.
- Barceló Crespí, Maria, Gabriel Ensenyat Pujol. "La cultura mèdica a Mallorca a través d'alguns professionals sanitaris de finals del segle XV." *Randa* 50 (2003): 49-59.
- Barceló Crespí, Maria. "Santa Praxedis, patrona del regne de Mallorca (segles XIV-XVI)." *Boletí de la Societat Arqueològica Lul·liana: Revista d'Estudis Històrics* 77 (2021): 27-43.
- Baydal Sala, Vicent. *Una capital mediterrània a través de les seves cartes: Barcelona (1381-1566)*. Barcelona: Ajuntament de Barcelona, 2021.
- Benedictow, Ole J. *The Black Death 1346-1353, The Complete History*. Woodbridge: The Boydell Press, 2004.
- Betrán Moya, José Luis. *La peste en la Barcelona de los Austrias*. Lleida: Milenio, 1996.
- Biraben, Jean-Noël. *Les hommes et la peste en France et dans les pays européens et méditerranéens*. Paris-La Haye: Mouton, 1976, 2 vols.
- Blažina Tomić, Zlata, Vesna Blažina. *Expelling the Plague: The Health Office and the Implementation of Quarantine in Dubrovnik, 1377-1533*. Montreal: McGill-Queen's, 2015.
- Bolòs Masclans, Jordi. "Els camins a Catalunya en temps de Jaume I." En *Jaume I. Commemoració del VIII centenari del naixement de Jaume I*, ed. Maria Teresa Ferrer Mallol, vol. 2, 171-90. Barcelona: Institut d'Estudis Catalans, 2013, vol. 2.
- Bonastra Tolós, Quim. "Recintos sanitarios y espacios de control. Un estudio morfológico de la arquitectura cuarentenaria." *Dynamis*, 30 (2010): 17-40.
- Bruniquer, Esteve Gilabert. *Rúbriques de Bruniquer. Ceremonial dels magnífichs consellers y regiment de la ciutat de Barcelona*, vol. IV, Francesc Carreras Candi, Bartomeu Guinyalons Bou (ed.). Barcelona: Henrich y companyia, 1915.
- Burguera Puigserver, Victòria A. "Els perills de la mar i la gestió del conflicte marítim a la Corona d'Aragó dels dos primers Trastàmara (1410-1458)." *Butlletí de la Societat Catalana d'Estudis Històrics* 33 (2022): 435-60.
- Callow, Chris, Charles Evans. "The mystery of plague in medieval Iceland." *Journal of Medieval History*, 42, n° 2 (2016): 254-84. Doi: 10.1080/03044181.2016.1149503
- Campaner Fuertes, Álvaro. *Cronicon Mayoricense: noticias y relaciones históricas de Mallorca desde 1229 a 1800*. Palma: Juan Colamar y Salas, 1881.
- Camps Clemente, Manuel, Manuel Camps Surroca. *La pesta del segle XV a Catalunya*. Lleida: Edicions de la Universitat de Lleida, 1998.
- Carmichael, Ann G. "Plague legislation in the Italian Renaissance." *Bulletin of the History of Medicine* 57/4 (1983): 508-25.
- Carmichael, Ann G. "Universal and particular: the language of plague, 1348-1500." *Medical History Supplement* 27 (2008): 17-52.
- Chía, Manuel de. *Contribución a la epidemiología histórica de la provincia de Gerona*. Girona: Imprenta de Paciano Torres, 1901.
- Chiner Gimeno, Jaume J. "Prevención y peste en la Valencia del siglo XV: unas ordenanzas de 1483." In *En 1490: en el umbral de la modernidad*, vol. II, 25-33. Valencia: Generalitat Valenciana, 1994.

- Cipolla, Carlo M. *Fighting the Plague in Seventeenth-Century Italy*. Wisconsin, The University of Wisconsin Press, 1981.
- Cipolla, Carlo M. *Contro un nemico invisibile. Epidemie e strutture sanitarie nell'Italia del Rinascimento*. Bologna: Il Mulino, 2007.
- Cohn, Samuel K.. *The Black Death Transformed. Disease and Culture in Early Renaissance Europe*. London: Arnold, 2003.
- Cohn, Samuel K.. *Cultures of Plague: Medical Thinking at the end of the Renaissance*. Cambridge: Cambridge University Press, 2009.
- Contreras Mas, Antoni. "Legislación frente a la peste en Mallorca bajomedieval." *Asclepio* 30-31 (1978-1979): 167-76.
- Contreras Mas, Antoni. "La Medicina i els metges a l'Edat Mitjana." In *Història de la Ciència a les Illes Balears*, vol. I, 191-4. Palma: Govern de les Illes Balears, 2006.
- Coomans, Janna. *Community, Urban Health and Environment in the Late Medieval Low Countries*. Cambridge: Cambridge University Press, 2021.
- Coomans, Janna, and Claire Weeda. "Politics of Movement: Exploring Passage Points in Responses to COVID-19 and the Plague in the Fifteenth-Century Netherlands." *Journal for the History of Environment and Society* 5 (2020): 79-89.
- Corrao, Pietro. "Stati regionali e apparati burocratici nella Corona d'Aragona (sec. XIV e XV)." In *XVIII Congrés d'Història de la Corona d'Aragó*, ed. Rafael Narbona, 99-143. Valencia: Publicacions de la Universitat de València, 2005.
- Crònica del racional de Barcelona (1334-1417), Recull de documents i estudis*, novembre 1921. Barcelona: Ajuntament de Barcelona, 1921.
- Ebanista, Carlo. "Isolamento e sepoltura dei contagiati a Napoli fra tardo medioevo ed età moderna: il lazzaretto di S. Gennaro e l'antico Cimiterio, hor detto de gli appestati." In *Oltre la pandemia. Società, salute, economia e regole nell'era post Covid-19*, a cura di Gianmaria Palmieri, vol. 1, 593-616. Napoli: Editoriale Scientifica, 2020.
- Even, Pascal. "Le mal venu de la mer. La prévention des épidémies dans les ports de l'Aunis sous l'Ancien Régime." In *La violence et la mer dans l'espace atlantique (XII^e-XIX^e siècle)*, ed. Mickaël Augeron, et Mathias Tranchant, 357-72. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2004.
- Feliu Monfort, Gaspar. "La demografia baixmedieval catalana: estat de la qüestió i propostes de futur." *Revista d'Història Medieval* 10 (1999): 13-43.
- Ferragud, Carmel. "Enfermar lejos de casa. La atención médica y veterinaria en los hostales de la Corona de Aragón durante la Baja Edad Media." *Anuario de Estudios Medievales* 43, n° 1 (2013): 83-113.
- Ferrer Mallol, Maria Teresa. "Jurisdicció i control de la navegació a la ribera i mar de Barcelona," *Anales de la Universidad de Alicante. Historia medieval*, 12 (1999): 113-33.
- Ferrer Mallol, Maria Teresa. "La organización militar en Cataluña en la Edad Media." *Revista de historia militar* 45 (2001): 119-222.
- Ferrer Mallol, Maria Teresa. "Navegació, ports i comerç a la Mediterrània de la Baixa Edat Mitjana." In *Actas V Jornadas internacionales de Arqueología subacuática. Comercio, redistribución y fondeaderos. La navegación a vela en el Mediterráneo (Gandia, 8-10 noviembre 2006)*, eds. José Pérez Ballester, y Guillermo Pascual, 113-66. Valencia: Publicacions de la Universitat de València, 2008.
- French, Roger, Jon Arrizabalaga. "Coping with the French Disease: University Practitioners' Strategies and Tactics in the Transition from the Fifteenth to the Sixteenth Century," In *Medicine from the Black Death to the French Disease*, ed. Roger French, et al., 267-73. London: Routledge, 1998.
- Furió, Antoni. "La gran depressió baixmedieval. Una mirada des dels Països Catalans." *Recerques* 72-3 (2017): 45-103.
- Fusco, Idamaria. "Il Regno di Napoli nelle emergenze sanitarie del XVII secolo. Istituzioni, politiche e controllo dello spazio marittimo e terrestre." *Storia Urbana* 147, n° 2 (2015): 55-74.
- Geltner, Guy, Claire Weeda. "Underground and Over the Sea: More Community Prophylactics in Europe, 1100-1600." *Journal of the History of Medicine and Allied Sciences* 76 (2021): 1-24.
- Grau Sancho, Paula. "La historiografia de les epidèmies a Mallorca (segles XIII a XIX)." *Gimbernat*, 37 (2002): 195-211.
- Green, Monica H. "A New Definition of the Black Death: Genetic Findings and Historical Interpretation." *De Medio Evo*, 11, n° 2 (2022): 139-55, doi: 10.5209/dmae.83788

- Günzberg Moll, Jordi. "Epidemias y mortalidad en la Cataluña medieval: 1300-1500." En *La interazione tra economia e ambiente biologico nell'Europa preindustriale. Secc. XIII-XVIII (Atti della XLI Settimana di Studi. Prato, 26-30 aprile 2009)*, a cura di Simonetta Cava-ciocchi, 57-80. Firenze: Istituto Internazionale di Storia Economica "F. Datini" & Firenze University Press, 2010.
- Henderson, John. "The invisible enemy: Fighting the plague in early modern Italy." *Centaurus* 62, n° 2 (2020): 263-74.
- Illanes Zubieta, Ximena. "Pobres, locos, contrechos, heridos y otras miserables personas de distintas naciones y condiciones. Los enfermos del Hospital de la Santa Creu de Barcelona durante el siglo XV," *Intus-Legere Historia* 11, n° 1 (2017): 46-73.
- Iradriel Murugarren, Paulino. "Consecuencias demográficas y económicas de las epidemias del siglo XV en la Corona de Aragón." In *Le epidemie nei secoli XVI-XVII: Atti delle giornate di studio* (Fisciano/ Università degli Studi di Salerno, 13-14 maggio 2005), 159-87. Salerno: Laveglia, 2006.
- Juncosa Bonet, Eduard. "Segles XV i XVI." En *Història de l'Ajuntament de Barcelona*, dir. Mannel Risques, vol. I (*Dels orígens al 1808*), 104-63. Barcelona: Grup Enciclopèdia Catalana, 2008.
- Juncosa Bonet, Eduard. *Estructura y dinámicas de poder en el señorío de Tarragona. Creación y evolución de un dominio compartido (ca. 1118-1462)*. Barcelona: CSIC-IMF, 2013.
- Juncosa Bonet, Eduard. *La població de Tarragona de la crisi baixmedieval a la de l'Antic Règim. Aproximació a la demografia històrica*. Tarragona: Arola Editors, 2016.
- Kinzelbach, Annemarie. "Infection, Contagion, and Public Health in Late Medieval and Early Modern German Imperial Towns." *Journal of the History of Medicine and Allied Sciences*, 61, n° 3 (2006): 369-89.
- Laliena Corbera, Carlos, and Mario Lafuente Gómez, coords. *Una economía integrada. Comercio, instituciones y mercados en Aragón*. Zaragoza: CEMA, 2012.
- Macaire, Pierre. *Majorque et le commerce international (1400-1450 environ)*. Lille: Université de Lille III, 1986.
- Maltas Montoro, Joan. *Caresties, fams i epidèmies a Catalunya: de la conquesta de Sicília a la Pesta Negra*. Barcelona: Fundació Noguera, 2022.
- Miquel Milian, Laura. "Resistència i resiliència: la ciutat de Barcelona davant la Guerra Civil Catalana." En *Les crisis a l'Edat Mitjana. Actes del VI Seminari d'Estudis Medievals d'Hostalric 2018*. Hostalric: Ajuntament, 2020, 128-39.
- Miquel Milian, Laura. *Regir la ciutat: el govern municipal de Barcelona durant el regnat de Joan II*. Barcelona: Fundació Noguera, 2023.
- Miquel Milian, Laura, Albert Reixach Sala. "Enregistrer la prise de décision dans les conseils municipaux de la Catalogne du Bas Moyen Âge." En *La voix des assemblées: quelle démocratie urbaine au regard des registres de délibérations? Méditerranée-Europe XIII^e-XVIII^e siècle*, dirs. François Otchakovsky-Laurens, et Laure Verdon, 35-49. Aix-en-Provence: Presses Universitaires de Provence, 2021.
- Miralles, Melcior. *Crònica i dietari del capellà d'Alfons el Magnànim*, Mateu Rodrigo Lizondo ed. València: Publicacions de la Universitat de València, 2011.
- Morro Veny, Guillem. *Mallorca a mitjan segle XV: el Sindicat i l'Alçament forà*. Palma: Documenta Balear, 1997.
- Murphy, Neil. "Plague Ordinances and the Management of Infectious Diseases in Northern French Towns, c. 1450-c. 1560." In *The Fifteenth Century XII: Society in an Age of Plague*, eds. Linda Clark, and Carole Rawcliffe, 139-60. London: Boydell & Brewer, 2013.
- Murphy, Neil. "Plague hospitals and poor relief in late medieval and early modern France." *Social History* 47/4 (2022): 349-371.
- Narbona Vizcaino, Rafael. "Algunas reflexiones sobre la participación vecinal en el gobierno de las ciudades de la Corona de Aragón (ss. XII-XV)." *Res publica* 17 (2007): 113-50.
- Nutton, Vivian. "The seeds of disease: an explanation of contagion and infection from the Greeks to the Renaissance." *Medical History* 27 (1983): 1-34.
- Orti Gost, Pere. "El Consell de Cent durant l'Edat Mitjana." *Barcelona Quaderns d'Història* 4 (2001): 453-68.
- Palermo, Daniele. "Epidemie, sanità e controllo dei confini: una introduzione", *Storia urbana* 147 (2015): 5-8.
- Palmer, Richard John. *The control of plague in Venice and northern Italy: 1348-1600*. Canterbury: Universidad de Kent, tesis doctoral inédita, 1978.

- Péquignot, Stéphane. "Le travail de négociation à Barcelone au XV^e siècle." *Revue de Synthèse* 133, n° 2 (2012): 215-33.
- Pérez Pastor, Plàcid. "Actituds i reaccions davant les epidèmies a la baixa edat mitjana de Mallorca: les pestes dels anys 1467 i 1475." *Randa* 29 (1991): 141-62.
- Planas Rosselló, Antonio. *Los jurados de la ciudad y reino de Mallorca (1249-1718)*. Palma: Leonard Muntaner, 2005.
- Reixach Sala, Albert. "De l'horizon méditerranéen à l'arrière-pays catalan (milieu XIV^e-milieu XV^e siècle): les réseaux de la diplomatie interurbaine de Barcelone." En *La diplomatie des villes (Europe latine, mondes musulmans et byzantins – XII^e-XVI^e siècle)*, eds. Marialuisa Bottazzi, Paolo Cammarosano, et Armand Jamme, vol. 2. Trieste: CERM, 2023, en prensa.
- Reixach Sala, Albert. "Urban diplomacy, information management and epidemics in Late Medieval Crown of Aragon (c. 1350- c. 1500)." In *State-Making and Diplomacy in Europe, 1050-1550*, Tiago Viúla de Faria et al. eds. Coimbra, Coimbra University Press, 2023, en prensa.
- Reixach Sala, Albert, "Huir de la ciudad en tiempos de pestilencia: de reacción atávica a indicador histórico (Cataluña, siglo XV)." *Anuario de Estudios Medievales*, en prensa.
- Rivera Sentís, F. Xavier, "Percepcions sobre la pestilència a la Cervera medieval (segles XIV-XV)." *Urtx: revista cultural de l'Urgell* 36 (2022): 59-75.
- Roca Cabau, Guillem. "Medidas municipales contra la peste en la Lleida del siglo XIV e inicios del XV." *Dynamis* 38/1 (2018): 15-39.
- Roca Cabau, Guillem. "'Ferits o infectes de pesta': la gestión de las epidemias en Lleida y Barcelona durante el siglo XVI." *Revista de la CECEL* 20 (2020): 7-38.
- Rocafiguera Garcia, Francesc de. "Les epidèmies als acords del consell municipal de Vic dels segles XVI i XVII." *Ausa* 30 (2021), 75-121.
- Rodrigo Lizondo, Mateu. "Dietarios y libros de memorias en los reinos de la Corona de Aragón (siglos XIV-XV)." En *Cultura y poder del Estado en la Corona de Aragón: historiadores e historiografía en los siglos XIII-XVI*, eds. Francisco Bautista, Carlos Laliena, y Guillermo Tomás Faci, 57-84. Zaragoza: Prensas Universitarias Zaragoza, 2019.
- Rubio Vela, Agustín. *Peste Negra, crisis y comportamientos sociales en la España del siglo XIV: la ciudad de Valencia (1348-1401)*. Granada: Universidad de Granada, 1979.
- Rubio Vela, Agustín. *Epistolari de la València medieval*. Valencia: Institut de Filologia Valenciana, 1985-98, 2 vols.
- Rubio Vela, Agustín. "Las epidemias de peste en la ciudad de Valencia durante el siglo XV. Nuevas aportaciones." *Estudis Castellonencs* 6 (1994-5): 1179-221.
- Sabaté Curull, Flocel. "Administración general de la Corona." In *Historia de España, La época medieval: administración y gobierno*, eds. Eloísa Ramírez, Pedro Andrés Porras, y Flocel Sabaté, 345-467. Barcelona: Istmo, 2003.
- Sabaté Curull, Flocel. "The Crown of Aragon in Itself and Overseas: A Singular Mediterranean Empire." En *The Crown of Aragon: A Singular Mediterranean Empire*, ed. Flocel Sabaté, 1-36. Leiden: Brill, 2017.
- Safont, Jaume, *Dietari o Llibre de Jornades (1411-1484)*, ed. Josep Maria Sans Travé. Barcelona: Fundació Noguera, 1992.
- Salicrú Lluch, Roser. "La frontera marítima en el Mediterráneo bajomedieval." En *Convivencia, defensa y comunicación en la frontera. III Estudios de frontera*, 681-709. Jaén: Diputación de Jaén, 2000.
- Santamaría Aránde, Álvaro. "Mallorca, al advenir Fernando el Católico." *Mayurca* 2 (1969): 19-47.
- Sans Travé, Josep Maria, dir. *Dietaris de la Generalitat de Catalunya*. Barcelona: Generalitat de Catalunya, 1994, vol. I.
- Sarret i Arbós, Joaquim. *Història de Manresa*. Manresa: Impremta de Sant Josep Sobrerroca, 1921.
- Schenk, Gerrit Jasper. "Dis-astri. Modelli interpretativi delle calamità naturali dal Medioevo al Rinascimento." In *Le calamità ambientali nel tardo Medioevo europeo: realtà, percezioni, reazioni*, Atti del XII convegno del Centro di Studi sulla civiltà del tardo Medioevo, S. Miniato, 31 maggio-2 giugno 2008, a cura di Michael Matheus, Gabriella Piccinni, Giuliano Pinto, e Gian Maria Varanini, 23-75. Firenze: University Press, 2010.
- Seguí Beltrán, Andreu. *¿Unas islas asediadas?: La defensa de las Baleares (1480-1620)*. Barcelona: Universitat Pompeu Fabra, tesis doctoral inédita 2018.
- Senatore, Francesco. "Survivors' Voices: Coping with the Plague of 1478-1480 in Southern Italian Rural Communities." In *Disaster Narratives in Early Modern Naples, Politics,*

- Communication and Culture*, eds. Domenico Cecere, Chiara De Caprio, Lorenza Gianfrancesco, and Pasquale Palmieri, 109-28. Roma: Viella, 2018.
- Serra i Vilaró, Joan. *Baronies de Pinós i Mataplana: investigació als seus arxius*. Barcelona: Biblioteca Balmes, 1930, vol. 2.
- Sesma Muñoz, José Ángel. "La fijación de fronteras económicas entre los estados de la Corona de Aragón." *Aragón en la Edad Media*, 5 (1983): 141-66.
- Sevillano Colom, Francisco. "Demografia y esclavos del siglo XV en Mallorca." *Bolletí de la Societat Arqueològica Lulliana*, 34 (1973-4): 160-97.
- Sevillano Colom, Francisco, Juan Pou Muntaner. *Historia del puerto de Palma de Mallorca*. Palma: Diputació Provincial de Balears, 1974.
- Soberón Rodríguez, Mikel. "El port baixmedieval de la ciutat de Barcelona: una visió des de l'arqueologia. L'escullera de 1477 i la troballa d'un vaixell tinglat." *Quaderns d'Arqueologia i Història de la Ciutat de Barcelona* 6 (2010): 134-63.
- Soler Jiménez, Joan. *Històries morboses (1348-1809)*. Terrassa: Arxiu Històric de Terrassa – Arxiu Comarcal del Vallès Occidental, 2020.
- Soler Sala, Maria. "El Consell de Cent i la pesta: prevenció i lluita contra l'epidèmia." In *El món urbà a la Corona d'Aragó. Del 1137 als Decrets de Nova Planta (Actes del XVII Congrés d'Història de la Corona d'Aragó)*, coord. Salvador Claramunt, vol. II. 433-43. Barcelona: Publicacions Universitat de Barcelona, 2003.
- Stevens Crawshaw, Jane L. *Plague Hospitals: Public Health for the City in Early Modern Venice*. Abingdon: Routledge, 2012.
- Vanzan Marchini, Nelli-Elena, a cura di. *Rotte mediterranee e baluardi di sanità: Venezia e i lazaretti mediterranei*. Ginevra-Milano: Skira, 2004.
- Verdés Pijuan, Pere. "El pelegrinatge a Sant Jaume i Catalunya, segons la documentació municipal (s. XIV-XVI)." En *El camí de Sant Jaume i Catalunya, Actes del Congrés Internacional celebrat a Barcelona, Cervera i Lleida*, 16-18 desembre de 2003, 179-87. Barcelona: Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 2007.
- Verdés Pijuan, Pere. "Les villes catalanes pendant la guerre civile (1462-1472)." In *Villes en guerre: XIV-XV^e siècles*, ed. Christiane Raynaud. Aix-en-Provence: Presses universitaires de Provence, 2008, <http://books.openedition.org/pup/6062>.
- Verdés Pijuan, Pere. "Car les talles són difícils de fer e pijors de exigir. A propósito del discurso fiscal en las ciudades catalanas durante la época bajomedieval." *Studia Historica, Historia medieval* 30 (2012): 129-53.
- Verdés Pijuan, Pere. "Hacia un estudio crítico de la contabilidad municipal en Cataluña a fines de la Edad Media." In *En pro del común: la fiscalización de las cuentas públicas en la Corona de Aragón en la Baja Edad Media*, coord. Mario Lafuente Gómez, y María Teresa Iranzo Muñío, 301-55. Zaragoza: Pressas de la Universidad de Zaragoza, 2022.
- Vilaseca Anguera, Salvador. *Epidèmies a Reus (s. XIV-XVI). Notes d'arxiu*. Tarragona: Instituto de Estudios Tarraconenses, 1976.
- Villalba Guitarte, Joaquín. *Epidemiología Española o Historia cronológica de las pestes, contagios, epidemias y epizootias que han acaecido en España desde la venida de los cartagineses hasta el año 1801...* Madrid: Imprenta de Fermín Villalpando, 1803.
- Viñas Cusí, Ferran. *La peste bubónica: epidemia de Porto (1899) y epidemias de peste ocurridas en Barcelona/Datos históricos sobre las epidemias de peste ocurridas en Barcelona. Medidas adoptadas por el Consell de Cent para prevenir las y dominarlas*, Barcelona: Ayuntamiento, Instituto Municipal de Historia, 1907 (edición de 1965).
- Yue, Ricci P.H., Harry F. Lee, and Connor Y.H.Wu. "Navigable rivers facilitated the spread and recurrence of plague in pre-industrial Europe." *Scientific Reports* 6:34867 (2016). DOI: 10.1038/srep34867

Albert Reixach Sala
Universitat de Lleida
albert.reixach@udl.cat

Protecting a Dalmatian Town: Security Measures in Venetian Split (1480-1550)*

by Lena Sadovski

Following Niall Ferguson's assertion that "a catastrophe lays bare the societies and states that it strikes", this article studies the society of the Dalmatian town of Split through the lens of the various security threats it was exposed to around the year 1500, as well as the precautionary measures taken in their anticipation. Based on broad archival evidence, four areas are studied: the military threat posed chiefly by the Ottomans, emigration and depopulation, epidemics, and civil discontent. The study of these measures, ranging from appeasing Ottoman officials to burning infected people's property, offers new insights into the structures of a border society between Venetian rule and Ottoman menace in the Renaissance period as well as the process of power centralization in the hands of the Venetians.

Seguendo l'affermazione di Niall Ferguson secondo cui "una catastrofe mette a nudo le società e gli stati che colpisce", questo articolo studia la società della città dalmata di Spalato attraverso la lente delle varie minacce alla sicurezza a cui era esposta intorno all'anno 1500, nonché delle misure di precauzione adottate in previsione di esse. Sulla base di un'ampia documentazione archivistica, vengono studiate quattro tematiche: la minaccia militare suscitata principalmente dagli Ottomani, l'emigrazione e lo spopolamento, le epidemie e il malcontento civile. Lo studio delle conseguenti problematiche, che vanno dall'acquiescenza dei funzionari ottomani all'incendio delle proprietà degli infetti, offre nuovi spunti di riflessione sulle strutture di una società di confine tra il dominio veneziano e la minaccia ottomana nel periodo rinascimentale, nonché sul processo di centralizzazione del potere nelle mani dei Veneziani.

Rinascimento, secoli XV-XVI, Dalmazia, Venezia, Spalato, Ottomani, migrazione, peste, conflitti sociali, sicurezza, verticismo.

Renaissance, 15th-16th centuries, Dalmatia, Venice, Split, Ottomans, migration, epidemics, social conflicts, security, concentration of power.

Abbreviations

ASVe = Archivio di Stato di Venezia

DAZD-16 = Državni Arhiv u Zadru, Zadar, HR-DAZD-16: Općina/Komuna Split

HHStA = Österreichisches Staatsarchiv, Haus-, Hof- und Staatsarchiv

* I would like to thank the anonymous reviewers and the editorial staff at "Reti Medievali Rivista" for their helpful suggestions. This research was funded by a DOC Fellowship of the Austrian Academy of Sciences at the Institute of Eastern European History of the University of Vienna.

1. Introduction

Threats, crises, and catastrophes of varying types and scopes challenged the survival of towns throughout history. In his recent book on the “Politics of Catastrophe”, written in the wake of the Covid-19 pandemic, Niall Ferguson rightly points out that the severity of an event, be it natural or man-made, and the watershed at which it becomes a disaster, a catastrophe or even a long-lasting crisis, depend to a large extent on the preconditions of the society hit by that certain event. Both external factors, such as the geographic location or the construction of houses, and internal factors, such as the stability of a society’s administration and the capacities of its leadership, are decisive. Thus, as Ferguson writes, “a catastrophe lays bare the societies and states that it strikes”.¹ In my view, not just the results of and responses to the catastrophe do that but also the measures of precaution taken in anticipation of such critical events tell us a lot about the structures and working of a given society.²

Security is a well-studied topic in political,³ social,⁴ and historical science.⁵ The historiographical debate on security and protection in the medieval and early modern period has highlighted the importance of studying security as a multi-faceted concept that encompasses various dimensions: in the first place, military security in view of external and internal threats such as wars and rebellions is a classic historiographical theme. Further subtopics are religious, spiritual or moral security, which is closely related to the protection of – or from – (religious) minorities, a topic that became ever more important during the age of confessionalization when a religious and confessional plurality was increasingly considered to be a challenge for security policy.⁶ Other aspects concern crime and policing, social security and welfare, a secure economy and employment protection, food security, legal security and the stability of the law, the representation and symbolism of security in architecture and art, and, not least, security in the face of natural threats posed by weather, climate, disease, or fire. Analysing security in all its facets is thus a deeply interdisciplinary task.⁷

¹ Ferguson, *Doom*, 5.

² On different aspects of security in the early modern period, see the comprehensive volume Kampmann and Niggemann, *Sicherheit in der Frühen Neuzeit*.

³ Especially the *Copenhagen School* of political science has studied ‘security’ as the central topic of their analysis: Buzan, Wæver and de Wilde, *Security*; Buzan and Hansen, *Evolution of International Security Studies*. On the “security dilemma” in international relations, see Herz, “Idealist Internationalism.”

⁴ Kaufmann, *Sicherheit*; Lipschutz, *On Security*; Lippert, *Sicherheit*; Foucault, *Security, territory, population*.

⁵ Zwierlein, Graf and Ressel, *Production of Human Security*; Reinle, “Überlegungen;” Carrington and Mitterhauser, *Polizeiwesen*.

⁶ See, for instance, the excellent study Rexroth, *Milieu der Nacht* on marginal groups in late medieval London and their instrumentalization to affirm the authorities’ rule.

⁷ As expounded by Daase, “Historisierung der Sicherheit;” Daase, “Sicherheitskultur.”

When engaging with this theme, it is important to take into account the diverse and historically changing meanings and concepts of security.⁸ Fundamental in this respect is the consideration of security as a concept relevant on both the collective and the individual level. This is often conceptualized by the difference between “State Security” and “Human Security”.⁹ While the former primarily addresses the security of states and their borders, the latter is concerned with the security of the individual human being in the face of various threats ranging from poverty and violence to natural catastrophes, taking into account the ubiquity of existential insecurities and risks in the premodern period.¹⁰ A crucial question here is when the personal security needs and their satisfaction of one person affect and possibly endanger the security of others. At this point, the issue of security concerns also the social collective and the equal, or unequal, distribution of security. Given that “[a] government must prioritize between more or less needy people, as well as between more or less pressing security issues [...] the priority given to one security issue will be at the expense of another; relative security of one social group might imply relative insecurity for another”.¹¹

This leads back to the collective level of security and the role of the state in protecting both the collective and the individual. Guaranteeing security was the prerequisite for the legitimacy of the state’s sovereign rights and monopoly on violence: as long as the state protected its subjects from different security threats, they would accept his rule.¹² This was also the case with Venice and its Italian and overseas dominions. Concerning this article’s subject, the town of Split (It. Spalato) located in central Dalmatia, the Venetian Senate justified the destruction of a monastery and its replacement with a castle with the words that “after the acquisition of our town of Split, our dominion wanted to provide for the security of this town, which was then found without a castle”.¹³ The second part of this sentence, however, indicates what kind of *securitas* the Senate meant, namely military security, which is also suggested by numerous other passages in Venetian documents.¹⁴

⁸ Conze, “Art. Sicherheit, Schutz” analyses the changing meanings of the term security (*Sicherheit*) in a historical perspective; Daase, “Historisierung der Sicherheit,” 396.

⁹ Kampmann and Niggemann, “Sicherheit in der Frühen Neuzeit,” 22. On Human Security in a historical perspective, see Zwierlein, Graf and Ressel, *Production of Human Security*.

¹⁰ Kampmann and Niggemann, “Sicherheit in der Frühen Neuzeit,” 22. The ubiquity of insecurity becomes apparent already in Febvre’s famous study of the mental life of the sixteenth century: Febvre, *Problème de l’incroyance*. Compare also Febvre, “Pour l’histoire d’un sentiment.”

¹¹ Ruby, “Security makes a difference,” 11.

¹² Schorn-Schütte, “Sicherheit,” 43; Stauber, “Politische Sicherheitssysteme,” 90; Kleinschmidt, *Legitimität, Frieden, Völkerrecht*, 19–104.

¹³ Archivio di Stato di Venezia (hereafter ASVe), Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 14, fo 27r: “Post acquisitionem civitatis nostre Spaleti volens nostrum dominium providere securitati civitatis illius que sine arce tunc reperiebatur [...]” (1494). All translations are the author’s.

¹⁴ For instance: ASVe, Senato, Deliberazioni, Secreti, Registri, 44, fo. 10r: “It is decided that for the security of Dalmatia *stratioti* shall be sent there as the *Collegio* sees it fit” (“Captum quod pro securitate Dalmatie mittantur illi strathote qui collegio videbuntur”).

This leads us to the relationship between centre and peripheries within the Venetian overseas dominions. A fundamental principle of the Venetian policy of 'colonial' rule throughout the republic's maritime empire was the respect for local autonomy and legal traditions and the inclusion of local elites in the administration.¹⁵ This led many scholars to adopt the concept of a 'commonwealth' to the Venetian dominions, although some, like Benjamin Arbel, argue that the terms 'colony' and 'colonial empire' can still be useful to understand what the Venetians themselves frequently called their *Stato da Mar*.¹⁶ Most places under Venetian rule were administrated by a Venetian patrician who would serve as the republic's local representative and as the highest local judge for two years before being replaced by a new so-called rector (*rettore*). The Venetians always kept an eye on their rectors to make sure that they respected the local laws and customs of the places they were governing. Ensuring legal security by retaining the respective legal traditions and, at the same time, by offering the subjects the recourse to the elaborated Venetian judicial system and institutions was the key Venetian strategy of securing consensus and thus stabilizing rule. Vis-à-vis its subjects, Venice thus positioned itself as the just arbiter who would mediate both in internal conflicts and in disputes with the current rector, whose wrongdoings were considered as the mistakes of an individual magistrate who did not represent the *Signoria's* wishes.¹⁷

Another crucial aspect of the relationship between centre and localities in the Venetian case is the promise of military, but also of subsistence and religious security in the face of the increasing Ottoman threat on the Balkans. Being part of the larger Venetian state should secure military assistance and the provisioning of soldiers and money for fortification work. This should prevent a potential Ottoman conquest which would not only entail huge material losses and danger to life but also the 'religious danger' of being subjected to a non-Catholic, Muslim rule.¹⁸ While Venice succeeded in securing its rule over Split and most other Dalmatian possessions between their (re-)acquisition in 1409/1420 and the fall of the republic in 1797, other places in Montenegro, Albania, and Greece were lost to the Ottomans in the course of several wars.¹⁹

¹⁵ The literature on the structures of Venetian rule in the so-called *Stato da Mar* is vast. The best and most comprehensive overview including both the Dalmatian and the Greek possessions is Arbel, "Venice's Maritime Empire." See also the collected essays in Christ and Morche, *Cultures of Empire*.

¹⁶ On the Venetian 'commonwealth', see Ortalli, Schmitt and Orlando, *Il "Commonwealth" veneziano*, and therein Arbel, "Una chiave di lettura."

¹⁷ This topic has been discussed extensively by Schmitt, "Venezianische Horizonte;" Schmitt, "Hommes," 40; Schmitt, "Altre Venezie". Focusing on the pluralism of law and jurisdiction: Orlando, "Politica del diritto."

¹⁸ This concern was voiced frequently, for instance also by the people of Klis when they offered to renounce the Hungarian rule and subject themselves to Venice rather than "going in the hands of the infidels" (Ljubić, *Commissiones et relationes*, vol. 1, 162: "animo suo esser di venir soto l'umbra di quella [Venezia], avanti vadino a le mano de infideli").

¹⁹ Tables listing the Venetian overseas-territories and the years of Venetian rule in the late medieval and early modern period can be found in Arbel, "Venice's Maritime Empire," 132-6, and Schmitt, "Venezianische Herrschaft," 401-4.

Within the Venetian ‘commonwealth’, a system of burden sharing existed whereby wealthier places, especially on the Italian mainland, provided the poorer overseas territories with money, grain, salt, and other necessary goods. Venice’s Mediterranean subjects could moreover profit from the integration into the Venetian market and trading networks. Although Venice tried to implement monopolies and direct all trading routes straight to Venice, intensive trade relations persisted within different places of the *Stato da Mar* as well as with non-Venetian places in Apulia, the Marches, the Habsburg and also the Ottoman Empire.²⁰ Conversely, Venice relied on its *Stato da Mar* to secure these trading networks and ensure safe voyages to the Levant.²¹ Within the *Stato da Mar*, Split’s role as a stopover port for the Venetian galley convoys, called *mude*, was rather marginal, since the usual route would call at Korčula (It. Curzola), Hvar (It. Lesina) and Zadar (It. Zara).²² This changed with the establishment of the freeport, the *Scala di Spalato*, in the late sixteenth century, using Split as a gateway to Balkan trade routes.²³ But already before that Split sustained tight relations to its Balkan hinterland and functioned as a regional centre for the administration, jurisdiction, and economy of the surrounding territories of Poljica (It. Poglizza), Omiš (It. Almissa), and Klis (It. Clissa).²⁴ As the following pages will show, these places played a crucial role for the protection and security of Split and other places in Venetian Dalmatia.

Another concept that is increasingly cited in addressing issues of security and state-building is that of resilience. Resilience can be understood as “as the capacity of a coherent socio-political system [...] to adapt its institutions, social structures, and cultural norms in response to destabilizing threats (political, economic, and ecological)”.²⁵ Resilience thus addresses the different “survival strategies” that were put in place in the face of various threats and challenges. Within the conceptual framework of studying security, or resilience, in a broad sense, the present paper focuses on the collective level, that is, how the authorities of Venice and Split sought to protect and ensure the security of the town of Split and its society in the face of different threats.

Why Split? Within the Venetian Empire, the town occupied a rather peripheral position compared to Zadar, the administrative capital of Dalmatia. Its hinterland, serving not only for agricultural use but also as a military buffer zone, was ten times smaller than Zadar’s, which aggravated the security sit-

²⁰ On the importance of converted Jews for the supply of Split with grain from Apulia, see Sadoski, “Apulian New Christians.”

²¹ The literature on the Venetian trade policy is extensive: Raukar, “Jadranski gospodarski sustavi;” Raukar, “Venecija;” Fabijanec, *Développement commercial*; Orlando, “Spalato, l’Adriatico e i Balcani;” Schmitt, “Venezianische Horizonte,” 98, 102; Schmitt, “Venezianische Südosteuropa,” 83-90; Schmitt, “Contrabannum.” A critical discussion of the existing literature on this topic in light of new sources can be found in Sadoski, *Split*.

²² Orlando, “Spalato, l’Adriatico e i Balcani,” 222-3.

²³ Paci, *La Scala di Spalato*, 45-70, 93-4; Arbel, “Venice’s Maritime Empire,” 227.

²⁴ Sadoski, “La città.”

²⁵ Dumont, “Burgundian-Habsburg monarchic culture,” 30-1 with further literature on the concept.

uation considerably.²⁶ The approximately five thousand inhabitants living in and around the preserved structure of Diocletian's palace found themselves on the border between the contending Venetian, Hungarian/Habsburg and Ottoman realms at a time of great social and political upheaval. The town is thus exemplary for late medieval and early modern border societies and the challenges they were faced with when navigating political, social, and religious diversity – and antagonism – on a daily basis. Split moreover makes a good case study because of its rich and well-preserved archives that have not been used much by Croatian and international scholars and allow for a micro-historic analysis of the people's daily lives in such challenging times. This will show that the concern for external military threats was an important, but by far not the only dimension of security that the Venetians paid attention to when governing their Dalmatian possessions. The subject of the present article are thus different precautionary measures taken in the Venetian-ruled town Split in the face of four potential, and also very real, threats and crises in the Renaissance period: The first section studies violence and the military threats posed by the Ottomans, the second concerns migration, which was often the result of said violence and could cause the depopulation of swaths of land, the third deals with disease and epidemics, and the final section looks at civil discontent and uprisings, which could also be violent. We will see how different security exigencies called for Venetian interventions on various levels, which led to a slow and steady, yet not centrally orchestrated consolidation and centralization of power in the Venetian capital. In addition to praying that “God may avert”²⁷ a certain danger, the society and government of Split could enhance their town's resilience to different threats in various ways, as will be shown in the following paragraphs.

2. *Military threats*

The biggest military threat for Split and the other Dalmatian towns was certainly the Ottoman advance on the Balkans. The people in the surrounding territory of Split, including Poljica, Omiš, and Klis, were frequently attacked by ‘Turks’ and ‘martolossi’, that is, by Ottoman subjects who were not necessarily ethnic Turks as well as by Christian mercenaries in Ottoman service.²⁸ These attacks took place not only during the repeated wars between the Venetians and the Ottomans (1463-9, 1499-503, 1537-40, 1570-3, 1645-69, 1684-99, 1714-8) but also in official times of peace.

The obvious preventive measure was the stationing of military garrisons or hiring of mercenary light cavalry, the so-called *stratioti*. This was also the

²⁶ Raukar, “Društvene strukture,” 106-7; Raukar, “Venecija,” 213.

²⁷ DAZD-16, 34/46.3/178v: “quod Deus avertat”.

²⁸ Rossi and Griswold, “Martolos.”

topic that the Venetians were concerned with most when dealing with Dalmatian matters, as the Senate's frequent deliberations on these issues clearly show.²⁹ Ideally, the *stratioti* were "Greek or Albanian men with good Turkish or Levantine horses and not peasant stratioti".³⁰ The latter part of this phrase points to a constant problem the authorities were confronted with, namely the small number and bad training of many of the available soldiers and mercenaries as well as the lack of adequate equipment.³¹ In 1480, the Senate ordered the stationing of 160 foot soldiers in Split so that "our town of Split would not continue to be bereft and empty of foot soldiers as it has been until now with harm and danger to this town of ours".³²

Another challenge for the sufficient military protection was a decree from 1458 prohibiting the hire of mercenaries of Croatian, Hungarian or German origin. In addition, the soldiers were not allowed to have liaisons with local Dalmatian women.³³ This provision should of course prevent the soldiers from having or developing personal ties that might compromise their morale but at the same time it jeopardized the sufficient manning of the towns and their surroundings. Given the constantly low force level, the military commanders frequently ignored these instructions because they had no choice but to hire local soldiers. In an effort to uphold the provision, Doge Marco Barbarigo ordered the Venetian governor of Split to discharge all Slavic mercenaries in 1485, at the same time conceding, however, that it would not be necessary to dismiss also those with local wives or concubines.³⁴ Obviously, the Doge was well aware that such a move would have seriously endangered the town's defences. Yet he stood by the Venetian policy aimed at depersonalizing the armed forces in an effort to submit them to a more centralized control and make them more efficient. This can be considered as one of the many steps the Venetians took in the early modern period to centralize power and increasingly overrule local laws and elites. Such a process of consolidation of power (in German *Herrschaftsverdichtung*) can be witnessed throughout early modern Europe, and in both the Venetian and the Habsburg case this

²⁹ For example: ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registiri, 12, fo. 80r: "Last year it was deliberated by this council that, in order to prevent the incursions that were made by morlachs on our Dalmatian territories, *stratioti* shall be sent from the East to Zadar, Šibenik, Trogir, and Split [...]" ("Deliberatum fuit superiori anno per hoc consilium ut obviaretur incursionibus que fiebant per murlachos super territoria nostra dalmatina ut mitterentur ex oriente strathote Jadram, Sibenicum, Tragurium et Spaletum [...]").

³⁰ ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 15, fol. 45r-v: "[...] homeni greci over albanexi cum boni cavalli turchi et levantini et non stratioti paesani [...]"

³¹ Marino Sanuto underlines this in his diaries: Fulin, Barozzi, Berchet, Stefani and Visentini, *I diarii di Marino Sanuto* (hereafter Sanuto, *Diarii*), vol. 2, col. 403; vol. 3, cols. 1504, 1513, 1604-5; vol. 29, cols. 454-5, col. 549: "over there, there are neither soldiers nor money" ("de lì non è soldati nì danari").

³² ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 11, fo. 96r: "civitas nostra Spaleti non stet amplius nuda et vacua peditibus sicut hactenus stetit cum incomodo et periculo illius nostre civitatis".

³³ Orlando, *Strutture e pratiche*, 212.

³⁴ DAZD-16: 19/36.5/18v.

process was accelerated by the Ottoman threat.³⁵ One feels reminded of the Hobbesian Leviathan demanding that freedom step back to ensure security. However, this was not the product of targeted measures but rather the result of a gradual, often hardly perceptible process of increasing legal standardization and the establishment of more centralized command structures and offices which were initially installed just for one specific purpose but then retained for future exigencies.³⁶ This did not, however, entail a complete repression or exclusion of local elites or legal traditions such as the statutes, which were also symbolically highly important for the individual communes. Changes followed practical exigencies, which is why resistance against them can hardly be noticed.³⁷

Returning to Split's military defence, the sources clearly show that even including the untrained "peasant *stratioti*" as well as foreign soldiers with local ties, the numbers of the defenders were not sufficient to guard the people well. In the case of Split, the authorities resorted to hiring additional mercenaries from the surrounding territories, especially from the semi-autonomous republic of Poljica, which belonged to the Venetian dominions between the years 1444 and 1514, when it was taken by the Ottomans before returning to Venice in 1648. These nobles bearing the title *comes* (count, in Slavic *knez*) and their battle-tested men were even obliged to provide military services to Venice, but they were also coveted by the local forces of the Hungarian king. A letter written by the Venetian governor of Split in May 1482 explicitly addressed this issue: Driven by greed for money and in contempt of their fidelity pledged to Venice, some of these Poljican *comites* had audaciously joined and fought for the Croatian ban, a Hungarian vassal. Given the penitence they now expressed about this, the governor allowed them to return to Venetian service, making them swear to obey only Venice and to keep away from any illicit stipends in the future.³⁸

³⁵ Schmitt, "Venezianische Horizonte," 101-2, referring to Winkelbauer, *Ständefreiheit und Fürstenmacht* for the Habsburg case.

³⁶ The most relevant office for Dalmatia was the *Provveditore generale di Dalmazia e Albania* based in Zadar, see Novak, "Kako i kada."

³⁷ Schmitt, "Venezianische Horizonte," 101.

³⁸ DAZD-16: 18/35/479v: "Satisfied by the pleas of many noblemen and 'patrimonials' [commoners disposing of patrimonial inheritance] who, against our mandate, have accepted a stipend from the lord Ban of Croatia in the name of the most serene King of Hungary, contrary to what must be done according to the law since they would rather let themselves be corrupted by money than preserve the immaculate fidelity, we have accepted into our mercy all those <and anyone of them> who, led by penitence, have confided in us, so that they will keep away from any illicit stipends in the future and that they will not desist from obeying our and our successors' mandates in the name of our illustrious ducal dominion of Venice." ("Inclinati precibus multorum de polliza nobilium et patrimonialium qui spreto mandato nostro audacter acceperunt stipendium a domino Bano Croatie nomine serenissimi Regni Ungarie contra id quod de jure facere debebatur quia potius passi sunt se peccunia corumpi quam fidem immaculatam servare, eos omnes <et quemlibet eorum> qui penitentia ducti se nobis recommendarunt ad gratiam acceptavimus, ita tunc quod in futurum ab huiusmodi stipendiis illicitis abstineant et nostris mandatis et successorum nostrorum nomine Illustrissimi ducalis domini nostri Venetiarum etc obedire non desistant").

The support of the Poljican men was crucial for fending off invaders, but the Spalatin hinterland still remained a dangerous territory, as the frequent reports of attacks, plundering, and abductions of people and animals demonstrate. Yet the lines of conflict did not neatly correspond to Venetian subjects on the one and Ottoman subjects on the other side, as the following instance illustrates. After some morlachs, nomadic Christian shepherds who were Ottoman subjects, had come to Split to sell their cheese in 1484, they dreaded returning to their homes on the other side of the border because of the ongoing war between the Ottomans and the Hungarians. The Venetian governor of Split thus raised a hundred men as escort to convoy them through the territory of Split until Poljica since he considered it his duty to ensure the security of everyone on Venetian territory, especially of Ottoman subjects. He furthermore sent a letter to the authorities of Poljica telling them to treat the morlachs well as long as they were on Venetian territory, which Poljica was at the time.³⁹ This source demonstrates the Venetians' concern for the security not just of their own but also of Ottoman subjects. Moreover, it shows that the Hungarians and their conflicts with the Ottomans must not be neglected as a potential source of danger for the inhabitants of Split and its surroundings. In addition, outlaws and go-betweens used the generally instable situation for their advantage by attacking and robbing anyone they encountered.

To guarantee their own security, some people also took measures into their own hands. For example, in 1515 the commoner Philippus Cuparich asked the governor of Split for permission to build fortified houses on a rock in Otočac in the territory of Split to protect himself, his family, and the people living in the surroundings from the frequent incursions from the "infidels and barbarians".⁴⁰ Other commoners, noblemen, and even monasteries built their own fortifications as well, also in earlier years.⁴¹ Securing the territory with fortresses was thus not just a matter of government investments but also of private initiatives.⁴²

Apart from military protection, the most important measure of making the territory more secure was the preservation of peace with the Ottomans. To achieve this on a diplomatic level, the Venetians repeatedly ordered to give gifts to Ottoman officials. Between September and November 1525 alone the Council of Ten allotted more than 1100 ducats to gifts – mostly precious fabrics or money – for Turkish representatives from Bosnia, Castelnuovo

³⁹ DAZD-16: 19/36.5/11v.

⁴⁰ DAZD-16: 39/51.4-III/85r.

⁴¹ DAZD-16: 39/51.2-2/297v-298r; DAZD-16: 39/51.3/67r-v, 68v-69r; DAZD-16: 39/51.4-IV/141v-142r: "given the numerous and continuous incursions by infidels and barbarians in the territory of Split, the mentioned construction will be maximally convenient for the protection and refuge of [Venice's] subjects" ("attentis crebris et continuis incursionibus infidelium et barbarorum in agrum Spalati fabricam predictam fore ad tutamen et refugium subditorum maxime opportunam").

⁴² On similar fortifications in medieval Italy, see Settia, *Illusione della sicurezza*.

(Herceg Novi), and Mostar.⁴³ The governor of Split explicitly addressed the strategy behind this in a letter to the senate from March 3, 1517, saying that “it has been a grand remedy to such an incursion to visit these pashas and *sanjak-bey*s with some presents in the name of our *signoria*”.⁴⁴ It was not uncommon for Ottoman officeholders or envoys to come directly to Venice to claim the handing-over of the gifts,⁴⁵ making them seem to be rather demanded tributes than voluntary presents.⁴⁶ In some cases, however, the practice of gift-giving was reciprocal and Ottomans brought gifts for the Venetians with them. Returning the courtesy was then necessary “to keep the *sanjak-bey* benevolent and friendly so as to ensure the good and amicable treatment of our subjects in the borderlands.”⁴⁷

To prevent retaliation and preserve the “good peace” that the Venetians had with the Porte, they moreover prohibited and threatened to punish violent action of their own subjects against Ottoman subjects.⁴⁸ An example of such violence is the kidnapping of a morlach from Ottoman Makarska in 1517 by some Spalatins, among them a nobleman. The kidnappers sold their victim for 40 ducats to a woman who wanted to trade him for her son who, for his part, had been abducted by Turkish subjects. When the governor of Split found out, he confiscated the 40 ducats to prevent others from copying this business model that could harm the “good peace”.⁴⁹

The Venetians expressed great concern for the security of Ottoman subjects after the peace agreement that had brought an end to the war of 1537 to 1540. In these years, the Uskoks of Senj started their piratic attacks on both Venetian and Ottoman ships in the Adriatic.⁵⁰ These attacks undermined Venice’s claim to ensure the security of all merchants in the Adriatic sea⁵¹, thus damaging also “the honour of our state.”⁵² Moreover, they strained the republic’s relations to Emperor Charles V’s brother Ferdinand, King of Hungary, Croatia and Bohemia, since the Uskoks were based in Senj (It. Segna), in Habsburg Hungarian territory and were thus nominally Habsburg subjects.⁵³ The senatorial debates of the 1540s address these issues repeatedly, calling

⁴³ ASVe, Consiglio dei Dieci, Deliberazioni, Comuni, Registri, 1, fos. 110r, 122v, 139r-v.

⁴⁴ ASVe, Senato, Deliberazioni, Secreti, Registri, 47, fo. 62r: “de grande remedio a tal incursion è stato visitar quelli bassà et sanzachi circumvicini cum qualche presente per nome dela signoria nostra”.

⁴⁵ ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 21, fos. 91v-92r, 120v, 134v.

⁴⁶ Rothman, “Accounting for Gifts,” 416; Schmitt, “Des melons pour la cour du Sancak Beg.”

⁴⁷ ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 27, fo. 117r-v: “non si dié mancar di correspondergli di cortesia così per servar il costume ordinario della Republica nostra come per tenir il sanzacco benevolo et amico, sì che a quei confini li sudditi nostri siano trattati bene et amichevolmente”.

⁴⁸ Dursteler, “Habsburgs, Ottomans and Venetians,” 73 talks about “the longstanding Veneto-Ottoman policy of working together to preserve the *bona pace* in Dalmatia”.

⁴⁹ DAZD-16: 47/58.1/402r-405v.

⁵⁰ Rothenberg, “Venice and the Uskoks,” Bracewell, *Uskoks of Senj*.

⁵¹ Faroghi, “Osmanen.”

⁵² ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 27, fo. 34r: “honore del stato nostro”.

⁵³ Wakounig, “Ferdinand.”

for the deployment of armed galleys and negotiations with Ferdinand to contain the Uskoks.⁵⁴ The Venetians also actively sought to compensate Ottoman subjects for their losses suffered from Uskok attacks so as to appease them and demonstrate that Venice would always serve up justice.⁵⁵ A provision from August 5, 1541 sums up the Venetian assessment of the danger in clear words and merits to be cited:

Having to procure, with every possible measure, the conservation of the peace and good friendship that our Signoria has at the moment with the most serene Turkish Lord, which principally consists in removing any occasion that could cause any, even minimal, disturbance of it [the peace], it is necessary to obviate the insolence and audacity of the Uskoks, people fit solely for robbery, who do not cease to continuously infer new damages to the Turkish subjects and then retreat to our places with their booty, with murmur and resentment of the agents of this most serene lord, from which, if nothing is provided for, could ensue a great inconvenience.⁵⁶

To prevent the “great inconvenience” from happening, the senators instructed the Venetian governors of Dalmatia, including Split, to prohibit their subjects under penalty of death to conduct trade with Uskoks, help or shelter them in any way. Should Uskoks be caught in Venetian places after having done harm in Ottoman territories, the governors were authorized to execute them on the spot. The effect of this provision, however, seems to have been little, given its almost verbatim repromulgation in April 1543, adding the sizeable award of ten ducats for any Uskok handed over to the authorities, who would then immediately be hanged to make an example.⁵⁷ The senators justified this harsh course of action with the fact that “on a daily basis the larcenous Uskoks do not cease to infer damages to Turkish subjects and also to ours”, indicating the primary concern for Ottoman retaliation targeted against Venetians.⁵⁸

Another frequent point of contention between the two empires concerned abductions. The archive of Zadar contains a letter written by the Ottoman *sanjak-bey* of Herzegovina to the Venetian governor of Split in 1490 or 1491, saying that the governor had complained about the abduction of some men.

⁵⁴ E.g. ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 26, fo. 90r-v, fo. 167v; ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 27, fo. 23v.

⁵⁵ ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 27, foa. 16r, 58v, 72r (indemnifying Luca and Nadal from Ottoman Shkodra [Scutari]), 77r-v (indemnifying the Turk “Jazia Jagupo”).

⁵⁶ ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 26, fo. 61r: “Dovendosi con ogni mezzo possibile procurar la conservazione della pace et bona amicitia che tien hora la signoria nostra col serenissimo signor Turco, il che principalmente consiste nel levar qualunque occasione che possi apportar alcun etiam minimo disturbo de quella, è necessario obviare alla insolentia et audatia de euscochi, gente assueta solamente alla preda et rapina, li quali non cessano di continuo di inferir novi danni alli sudditi turcheschi, reducendosi poi con le prede loro nelli loci nostri con mormoratione et risentimento delli agenti de quel serenissimo signor, dal che, non se gli provendendo, potria seguir qualche grande inconveniente”.

⁵⁷ ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 27, fos. 24v-25r.

⁵⁸ ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 27, fo. 24v: “ladri uschochi non cessano per giornata d’inferir danni a subditi turcheschi et etiam alli nostri”.

As soon as the *sanjak-bey* learned, however, that these prisoners were Venetian subjects, he immediately released them to preserve the “peace, faith, and love” between the Sultan and the Venetians.⁵⁹ Shortly afterwards, the governor ordered the chief of Poljica⁶⁰ to demand the release of the Ottoman tax collector who had been kidnapped by a local *knez* as retaliation for the abduction of some Poljican men by Turks. The governor even received a letter from the Venetian *bailo* (ambassador) in Constantinople saying that the Sultan had ordered the *sanjak-bey* to release the Poljican men in exchange for the tax collector.⁶¹ Venetian and Ottoman officials thus could negotiate the release of each other’s prisoners so as to preserve the peace. Negotiating the release of or even ransoming abducted subjects shows the state’s concern for their individual security as well as the awareness that such acts were necessary to retain the people’s consent and thus uphold the legitimacy of the Venetian rule.

Nonetheless, such negotiations also indicate that the “bona pace” was violated frequently, which made intelligence on the movements of the Turkish army all the more vital. The Venetians hence secretly instructed the governors of Split and other towns to send faithful and prudent “exploratori”, that is, spies, to Bosnia who should gather and report such information.⁶²

Secrecy was paramount in other matters as well. As indicated above, the Ottomans repeatedly clashed with Hungarian subjects in the environs of Split, especially because of the fortress Klis, which stood under Hungarian rule and was then passed on to the Habsburgs when they obtained the Hungarian crown in 1526. The Venetians wanted to support their fellow Christians in their fight against the common enemy, but they could only do so secretly because of the fear to strain the “good peace” with the Sultan should he find out that the Venetians were helping those against whom he was fighting, as the *Collegio* wrote in a secret letter in 1493.⁶³ In the 1520s and 1530s, when the Ottoman attacks on Klis intensified before capturing the fortress in 1537, the Venetians even prohibited helping the people of Klis in any way.⁶⁴ To remain neutral, no Venetian subject should help or harm neither the Hungarians nor

⁵⁹ DAZD-16: 23/39.33/407r-v.

⁶⁰ Under Venetian rule, a nobleman from Split was sent to govern Poljica for one year in the name of Venice. Pfauenthal, “Beiträge,” 200; Laušić, *Postanak*, 163, 165-7; Mimica, *Omiška krajina*, 194-5.

⁶¹ DAZD-16: 23/39.33/409r-410r.

⁶² ASVe, Collegio, Secreti, Registri, 7, fo. 144v; Preto, *Servizi segreti*.

⁶³ ASVe, Collegio, Secreti, Registri, 7, fos. 152r-v, 153r: “that they shall never open their mouth about such a thing to anyone so that it does not come to the ears of the Turks, given the peace we have with the Sultan, that we are helping those with whom they are at war” (“che non habino mai ad aprir la bocha de simel cossa cum alcuno aziò la non venissa ad orechie de turchi per la pace habiamo cum el signor che nui prestamo aiuto a quelli ali quali loro inferiscono guerra”).

⁶⁴ DAZD-16: 59/66.6/77r: “Also, that there may not be anyone [...] who dares or presumes to give any favour to those people of Klis nor to offend any subject of the lord sanjak [...] so as to conserve the peace with the prosperous imperator, the grand Turk” (“Item che non sia alcuno [...] che ardisca ne presuma dar alcun favore alli dicti Clissani né offendere alcuno subdito del signor sanzacho [...] per conservar la pace cum el felice imperator gran Turcho”).

the Ottomans.⁶⁵ In May 1532, the Venetians moreover refused to let convoys with food directed to Klis pass through the territory of Split, fearing the Turkish response, as the Habsburg ambassador in Venice, shocked by such cruelty, reported to Archduke Ferdinand in Vienna.⁶⁶ Eventually the Venetians gave permission to help Klis with provisions, but, again, only under the condition of utmost secrecy.⁶⁷

These measures were meant to curtail the military threats by political and diplomatic means as well as military armament and responses. On the individual level, however, the people of Split were also advised to have insurances once such attacks happened. Similar to the concept of security as a whole, also insurances could concern both the individual level and the collective or state level. The latter, in the sense of state insurance or social security in the event of a broad range of misfortune, is chronologically a rather late phenomenon; as precursors, however, one might consider religiously motivated collective assistance rendered mostly by monasteries and confraternities.⁶⁸

More individual, ad-hoc-insurances for specific undertakings, especially maritime trade and its related dangers – loss or theft of cargo, damage to the ship, capture and enslavement –, constituted an important element of the Mediterranean economy from the Late Middle Ages onwards.⁶⁹ The Spalatin sources, however, do not suggest the existence of an elaborated, let alone institutionalized system of insurances.⁷⁰ When concluding individual trading companies for specific voyages, the merchants would only insure one another by agreeing to share the potential damages.⁷¹ Other basic forms of insurance were employed in the economic sector of rental and leasehold transactions. Lease contracts could contain clauses regulating the event of Turkish incursions and other violence or of natural disasters such as hailstorms or epidemics. According to such clauses, the landlord would hold the tenant harmless in these events, meaning that the tenant would not have to pay rent for a plot of land that did not provide any yield or for mills that could not be used

⁶⁵ DAZD-16: 59/66.6/79r: “being neutral and not intervening for one or the other side so as to have a good peace both with the most illustrious imperator, the grand Turk, and with the King of Hungary” (“esser neutrali né impazarse per uno né per l’altro per haver bona pace cussi cum lo illustrissimo imperator gran Turcho come con el re de Ungaria”).

⁶⁶ HHStA, Italienische Staaten, Venedig, Berichte 1, fasc. 2, fo. 46r: “but negating the passage to those who came from other parts to the rescue of Klis shocked me and seemed to me the harshest [measure] I have ever heard of” (“pero de negar el paso para las que de otras partes se truxiesen para el socorro de Clis mespantaua pareciéndome la mas cruda que jamás hauía oydo”).

⁶⁷ HHStA, Italienische Staaten, Venedig, Berichte 1, fasc. 2, fos. 46v-47r, 52r.

⁶⁸ On the development of different types of insurance, see Zwierlein, “Sicherheit durch Versicherung,”; specifically on the Venetian context: Tenenti, *Naufrages*, and recently Scheller, “(Un-)sichere Häfen.”

⁶⁹ Zwierlein, “Sicherheit durch Versicherung,” 384-5; Clark, “Slave insurance,” Boiteux, *Fortune de mer*; La Torre, *Assicurazione*.

⁷⁰ See also Fabijanec, *Développement commercial*, 249, 254. On the institutionalization of insurances in the early modern period, see Zwierlein, “Frühe Formen.”

⁷¹ For instance: DAZD-16: 16/34/285v: A contract “to merchandise and trade for joint profit and loss” (“ad mercandum et traficandum ad comune lucrum et perditum”).

because of sick (or dead) personnel or destructions caused by incursions or hail. Similar clauses freed the tenants from the obligation to work on a piece of land should enemy incursions make this impossible. The tenant was only obliged to investigate and document the damage properly and provide a confirmation about it from the Venetian rector.⁷² Similarly, the leaseholder of the customs duty was protected against the event of suspended trade because of a plague outbreak in Split, allowing him to renounce the tax farm without any financial harm.⁷³ However, such clauses can be found relatively rare, which either means that most tenants enjoyed no such protection and insurance, or it means that such clauses were a common practice that did not have to be made explicit in every single contract. Given the frequent complaints from tenants asking for a reduction of their rent because of such events, it is probably more likely that simply not all tenants enjoyed such insurances but instead had to hope that nothing would happen.

3. Depopulation

Another challenge calling for preventive measures was migration and depopulation. At the turn to the sixteenth century, Split held an ambivalent position regarding migration. The Ottoman expansion and especially the conquest of Bosnia in 1463 entailed the flight and migration of thousands of people from the conquered Balkan inland to the shores, including to Venetian coastal towns such as Split. In this period, the population of the town and the densely inhabited *burgus* adjacent to the town walls grew to nearly ten thousand inhabitants according to estimates by Ermanno Orlando, which would constitute almost a doubling of the usual population figure.⁷⁴ This immigration from the Balkan benefitted the labour market, as the high percentage of immigrants among apprentices and servants concluding a training or labour contract demonstrates.⁷⁵ The fact that many immigrated parents committed their children at a very young age as apprentices or servants to someone else's household points to the families' plight: Given the daily violence and displacement they considered this to be the best or even the only way to provide for

⁷² DAZD-16: 19/36.1/7v; DAZD-16: 24/40.1/123r; DAZD-16: 34/46.1/82r-v; DAZD-16: 34/46.3/178v-179r; DAZD-16: 45/56.1/56v-57r; DAZD-16: 60/67/12r-14r.

⁷³ DAZD-16: 41/52.1/19r: "Also, if during the time of the said lease of the customs duty a disease came to the town of Split (may God protect us) so that commerce from this place to other places was suspended, it would be at the liberty of the leaseholder to renounce the said customs duty" ("item se in tempo del dicto datio venisse morbo, che Idio [...] guardi, ne la città de Spalato ita che fuisse levado el comertio de questo locho dali altri lochi sia in libertà del conductor renuntiar el dicto datio [...]").

⁷⁴ Orlando, *Strutture e pratiche*, 203.

⁷⁵ Orlando, *Strutture e pratiche*, 112; Budak, *Na dnu*.

their children. In some cases mothers were forced to take this step following their husband's abduction.⁷⁶

Many of the employers were Italian merchants who came to Split to look for personnel for their ships or their households in Italy, especially in Apulia. This points to the second dimension of migration in Split around the year 1500, namely the emigration of people from Split itself or from the Balkans travelling via Split on to Italy, particularly Venice and Apulia.⁷⁷ Given the constant military threats also affecting the coastal town, the Poljican voivode Žarko Dražojević painted a very dire picture of the situation in Split and the neighbouring town Trogir (It. Traù) in a report from 1499, saying that "those from Trogir and Split are in great fear" and that "the majority was preparing to disperse or go to the Marches or the Abruzzi".⁷⁸

The emigration of a large number of people from the inland could entail a dangerous depopulation of the area, harming both the town's economic worth as well as the ability to defend the territory militarily. To avoid such a depopulation of the area, the Venetians thus tried to prevent these people from leaving for Italy. In October and November 1493, the Venetian *Collegio* instructed the rectors of Split, Trogir, and Šibenik (It. Sebenico) how to treat the people who were fleeing to the coastal towns after the battle of Krbava Field. The rectors should persuade and help the people to move to the Venetian islands close to Zadar or to the islands Hvar, Korčula and Brač (It. Brazza), where they would be safe until they could return to their homes on the mainland. If, however, these people did not want to stay on the Venetian islands but insisted on moving on to Apulia, the rectors should not hinder them, but they also should not help them in any way.⁷⁹

In May 1511, the governor of Split deemed it necessary to penalize the emigration from Split's territory without an explicit license.⁸⁰ Many inhabitants of Split and its district had been induced by "devilish persuasions" ("diabolicis persuasionibus") to move to foreign lands in contempt of the law. If nothing was undertaken against this emigration, the governor argued, "these places could easily become deserted" in the face of the Turkish incursions.⁸¹ The governor furthermore prohibited the selling of one's real estate with the intent of emigrating, as many were doing "out of fear of the Turks" ("ob timorem turchorum"). Both the seller and the buyer would render themselves liable to

⁷⁶ For example: DAZD-16: 60/67/162r: Jelina, daughter of Margarita Sestarichia from Klis and "Thomas Sestarich, abducted in Turkish captivity", becomes a servant in a household in Barletta at the age of seven or eight years; DAZD-16: 24/40.1/465r: The six-year-old John, whose father "had been captured by the Turks", shall serve the notary of the Apulian town Rodi Gargarnico for fourteen years.

⁷⁷ DAZD-16: 44/55/10r-v: A list of licenses from 1512 allowing people to go to Apulia illustrates this type of migration.

⁷⁸ Sanuto, *Diarii*, vol. 2, col. 1144: "queli di Traù et Spalato hanno gran paura [...] la mazor parte si preparavano andar in disperation o in la Marcha o Abruzzo [...]".

⁷⁹ ASVe, Collegio, Secreti, Registri, 7, fos. 152v-153r, 153v, 155v-156r.

⁸⁰ DAZD-16: 42/51.1/5v-6r.

⁸¹ DAZD-16: 42/51.1/5v: "faciliter ista loca desertari".

prosecution. The governor again expressed the concern that “if no opportune remedy was provided for, this diocese could become deserted of inhabitants to the greatest harm, detriment, and ruin of this most faithful town.”⁸² This clearly shows that emigration and depopulation were deemed serious threats to the town and its surroundings.

In addition to large-scale emigration to Italy and the influx of refugees from Bosnia or the town’s hinterland, especially Poljica, who were seeking shelter from Turkish attacks⁸³, the third dimension of migratory movements that Split was exposed to encompassed the immigration of people from Apulia who were fleeing the wars of the French invasion after 1494. Among these Apulians were strikingly many so-called New Christians, that is, descendants of Jews who had converted to Christianity as early as the thirteenth or fourteenth century.⁸⁴ These New Christians were well-connected merchants who, above all, supplied Split with much-needed grain. In addition to that, many of them also settled there becoming inhabitants (*habitatores*) or even citizens of Split after the new Spanish government had expelled them from the Kingdom of Naples.⁸⁵ People from the opposite directions thus came to Split to seek security.

Hence, when talking about migration in the terms of crisis in the context of Dalmatia, we must specify that we mean an emigration crisis, not an immigration crisis. The threat of depopulation called for countermeasures coordinated centrally by Venice with the goal of directing migratory movements, avoiding emigration, and repopulating towns. The Venetians thus offered support to Balkan refugees and even tolerated Apulian New Christians, despite having themselves issued orders of expulsion against Jewish converts in 1497 and again in 1550.⁸⁶ However, the benefit of wealthy merchants with well-established trading networks taking up residence in the struggling town of Split outweighed the reservations in view of their religious background.

4. Disease and epidemics

The Ottoman attacks were not the only potentially life-threatening danger the inhabitants of Split and its district were exposed to. Regular outbreaks of diseases usually described as “morbo”, “peste”, or simply “epidemia” claimed countless lives, obstructed commercial exchanges, and terrified the population. When studying epidemics and the human responses to them in the

⁸² DAZD-16: 42/51.1/8r: “nisi provideretur aliquo opportuno remedio, hec diocesis [de] habitantibus desertari posset cum maximo damno, incommodo [et] ruina huius fidelissime civitatis [...]”

⁸³ Orlando, *Strutture e pratiche*, 112, 202-9; Nazor, *Splitsko-poljički odnosi*.

⁸⁴ Scheller, *Stadt der Neuchristen*; Vitale, “Un particolare ignorato.”

⁸⁵ Sadovski, “Apulian New Christians.”

⁸⁶ ASVe, Senato, Deliberazioni, Terra, Registri, 13, fos. 22r-v; Kaufmann, “Vertreibung.”

premodern period, it is crucial to take into consideration the contemporary understanding and perception of such misfortune. During the Late Middle Ages and the Early Modern Period, the perspective increasingly changed from seeing diseases, and natural catastrophes in general, as a punishment from God to focusing on ways to prevent or alleviate them. This allowed for more concern for human agency directed at inner-worldly preventive measures.⁸⁷ Apart from practical measures aimed at technological improvement and innovation, this entailed a better political organization, leading ultimately to the establishment of specific offices or even institutions tasked with coordinating measures of precaution or support.⁸⁸ At the same time, symbolic measures aimed at imagining security remained vital, both religious acts such as supplicatory processions or pilgrimage, as well as political measures such as an embargo on export, which similarly could be more symbolic than practically helpful.⁸⁹ Guaranteeing security, both practically and symbolically, legitimized a government's rule, thus a government could also use the construction of security to affirm, strengthen, and intensify its rule. Especially in towns, the construction of security led to the concentration of power and administrative practices from the fifteenth century onwards.⁹⁰ With this in mind, we can now ask if and how the Venetian dominion used diseases and other catastrophes to affirm, strengthen, and intensify its rule in Dalmatia, both materially, since such catastrophes allowed increasing statal intervention, and symbolically, since Venice became present in the inhabitants' daily lives through these interventions and could depict itself as the people's saviour. To attempt an answer to this question, let us first take a look at the extent to which Split suffered from diseases at the turn of the sixteenth century.

Particularly severe was the plague epidemic that spread from Italy to Dalmatia in the years 1526 and 1527.⁹¹ The envoys of Split reported to Venice that out of a population of eight thousand only one thousand remained alive – exaggerated numbers, but the loss of two-thirds of the population is still probable –, and they pleaded for the dispatch of at least fifty soldiers to contain the looting that was rife.⁹² The disease did not only kill a majority of the population, it also suspended the societal order and led to robbery and plundering, houses were burnt down, and even the gates of the churches where people tried to safeguard their possessions were demolished. To prevent this chaos from prompting even more of the survivors to leave Split and “wander around

⁸⁷ Kampmann and Niggeman, “Sicherheit in der Frühen Neuzeit,” 20: “Handlungsimperative im Hinblick auf innerweltlich-vorbeugende Maßnahmen”.

⁸⁸ Jakubowski-Tiessen, “Zum Umgang,” 330.

⁸⁹ Jakubowski-Tiessen, “Zum Umgang,” 330-1.

⁹⁰ Rüther, “Zwischen göttlicher Fügung,” 335-6: “Eine besondere Rolle in diesem Prozess kam dabei den Städten zu, in denen die Konstruktion von Sicherheit im 15. Jahrhundert zu einer Verdichtung der Herrschafts- und Verwaltungspraktiken führte”.

⁹¹ Raukar, “Komunalna društva,” 158f; Kunčić, *Od pošasti sačuvaj nas*, 68-9.

⁹² ASVe, Provveditori alla Sanità, Registri, 12, fo. 50r (5.10.1527); Palmer, “The Control of Plague,” 163.

desperately in the world”, the envoys asked Venice to order all the Spalatins who were staying outside the town – especially those who were currently in Apulia or other “hostile places” – to come back. Given that “the land is empty of people” even the temporary exiles should be allowed to return to Split.⁹³

Again, depopulation emerges as a pressing problem in the wake of military threats and epidemics. The fatal interplay of these two crises is explicitly addressed in a lawsuit conducted following an earlier outbreak of the plague in Split which questions whether the precautionary measures taken against the proliferation of the disease were commensurate and appropriate.⁹⁴ The story goes as follows:

In 1513, the young Spalatin nobleman Gianfrancesco Bubanich decided to flee to the nearby island of Šolta after his neighbour had fallen ill with the plague. While he was loading his clothes, shoes, and bed linen on a boat in the harbour of Split, the health officer Gregorio Agostini commanded him to stop, then put all his belongings on a pile and set them on fire in the marina. The fleeing Gianfrancesco was baffled and later sued the health officer, saying that he had no right to burn his property. In general, burning the things belonging to an infected person or to someone who had contact with an infected person made sense in the case of a disease like the plague that was transmitted by fleas which thereby could be eliminated. But Gianfrancesco considered the burning to have been illegal because he had not had any contact with his infected neighbour given that their houses were not connected. Furthermore, he claimed it to be common in Venice and throughout the rest of the world that even sick people would always be allowed to leave their homes for other places. He concluded that the health officer Gregorio Agostini just acted out of viciousness and resentment against him.⁹⁵

To defend himself, Gregorio Agostini said that the burning was legitimate because as a neighbour of an infected person, Gianfrancesco was a contact person, who, moreover, ignored the mandated quarantine. Gregorio furthermore stressed that quick action was necessary because the current plague epidemic was devastating and spreading quickly. The people of Split were “all terrified and frightened”, even more so since they could not flee the city for the hinterlands because of the “horrible and continued incursions by the Turks”.⁹⁶ Many people thus tried to flee to the island of Šolta – especially the wealthier noblemen, which points to the existence of class conflicts (see below) mani-

⁹³ ASVe, Senato, Deliberazioni, Mar, Registri, 21, fos. 82r-83r: “che non vadino i vostri fidelissimi subditi desperati per el mondo”, “attento che ne è gran numero in Puglia et altri loci nemici a questo stato” (“given that a great number of them is in Apulia or other places hostile to this state”), “attento che la terra è vachua de le persone”.

⁹⁴ DAZD-16: 43/54/105r-111r.

⁹⁵ DAZD-16: 43/54/108r-109r: Gianfrancesco talks about Gregorio’s “cativo animo”, “pessimo voler” and his will for “potencia assoluta”.

⁹⁶ DAZD-16: 43/54/106v: “all terrified and frightened, lacking the remedy to flee landwards because of the horrible and continued incursions by the Turks” (“tuti territi et spaventati deficiendo del remedio fuzir infraterra per le orribil et continue incursion di Turchi”).

festing themselves also in the wake of an epidemic⁹⁷ –, but as a potential contact person Gianfrancesco should have stayed at home in quarantine.

Interestingly, Gianfrancesco described the extent and severity of the epidemic radically different. He said that the plague was not that disastrous since only twenty people had died in three months. Furthermore, the Turks were not even attacking the territory of Split at that time and the people were not as scared as the health officer claimed. Hence, burning his personal belongings was an exaggerated and not necessary measure.⁹⁸ Why he still wanted to flee if the plague was not that bad, he did not say. It becomes evident, however, how different the perceptions of one and the same event, of one and the same outbreak of a disease could be, seeing it as disastrous or not. Whoever was not telling the truth probably was well aware of his dishonesty, but he still insisted on his view to promote his own interests.

Unfortunately, we do not know how the lawsuit ended or how the court tried to determine the real extent of the plague epidemic of 1513. The potentially fatal combination of Ottoman attacks and deadly diseases, however, underlines the need for preventive measures. Moreover, a disease posed not only a threat to the lives of the people but also disrupted trade relations. Given the disastrous epidemic of 1527, ravaging not only in Dalmatia but also in Venice, Milan, and Florence, Venice suspended the yearly trade fair around Ascension Day (called in Venetian “Sensa”).⁹⁹ In March of the same year, a merchant complained to the rector of Split that he could not continue his journey and thus was suffering great losses because of a wrongful detention in disease-ridden Split. He had travelled from Apulia via Venice to the safe island of Šolta off the coast of Split where a former business partner had him detained and brought to Split because of alleged debts.¹⁰⁰ Conversely, Spalatin merchants needed licenses from the town’s health officers to travel to the infected town Makarska in 1524. Upon their return, they were obliged to stay in quarantine for forty days outside the district of Split, just as travellers from Venice had to do in 1512.¹⁰¹ To prevent the proliferation of a disease, afflicted towns were thus isolated, the commerce with infected places was interdicted, and merchants coming from such places had to stay in mandatory quarantine. Additionally, the Spalatins were prohibited to house any foreigner without the permission

⁹⁷ DAZD-16: 43/54/106v: “many and especially the more powerful ones, or rather those who could afford it, fled with their boats to an island named Šolta” (“molti et assai di più potenti over quali spender potevano fuzorono cum le loro brigade ad una isula chiamata Solta”).

⁹⁸ DAZD-16: 43/54/108r-109r.

⁹⁹ ASV, Provveditori alla sanità, Registri, 12, 47r-v.

¹⁰⁰ DAZD-16: 60/67/75r-v: “not being able to navigate or conduct trade in sane places for having been in Split” (“non poter navigare et pratichar in lochi sani per esser stato a Spalato”).

¹⁰¹ DAZD-16: 59/66.6/79v, 83r; DAZD-16: 39/51.3/44r.

of the governor and the health officers.¹⁰² Because of the “risk of infecting the whole town” measures were also taken to prevent the pollution of water.¹⁰³

Different protective measures were thus employed in Split during an outbreak of a disease: infected people, suspected or proven contact persons, and travellers from afflicted regions had to be quarantined; the previous contacts and visited places of an infected person were retraced diligently; trade relations with affected places were suspended; (possibly) infected personal belongings were burned; and many people fled to the rural hinterlands or nearby islands.

These measures aimed at containing a disease undoubtedly constituted intense and direct interventions into people’s everyday life. However, the examples discussed above show that the measures themselves were not challenged. The merchant did not complain about having to be in quarantine because of his stay in Split, but rather resented his business partner for forcing him to go to Split. Likewise, the purpose of burning infected goods was not questioned, but only the necessity and legitimacy of doing so in this specific case. This shows that the legitimate extent of a public officer’s power in the face of a potentially catastrophic disease could still be discussed vividly. Interestingly, neither the plaintiff nor the defendant referred to instructions issued by the authorities regarding the burning of suspected goods. Rather, the nobleman considered it to be the personal fault of a vengeful man who happened to be one of the town’s public health officers. The defendant, in turn, rather stressed the overall dangerous situation in view of the interplay of Ottoman attacks and an epidemic, legitimizing his acts with his concern for the common good. The existence of a public health office points to the concern for sanitary preventive measures as well as the will to apply and control these measures from a centralized position. This centralization, however, took place within the commune and not as a result of decisions mandated from the central authorities in Venice.¹⁰⁴ This is why the Venetians remain strikingly absent from the discussion about the burnt goods, apart from the rector’s mandatory role as judge. In contrast, after the fatal plague of 1527, the Spalatins turned directly to Venice for aid in their desperate situation. Such an occasion could thus help Venice to affirm and legitimize its rule by showing that it supported its subjects in their time of need. In general, however, Venetian efforts to centralize control of health-related measures can be observed in a heightened intensity only in a later period than the one under consideration here. In the metropolis itself, the *Provveditori alla Sanità* were

¹⁰² DAZD-16: 36/48.1/34v: “that no person, whoever it may be, shall decide, dare or presume to welcome any foreign person in their houses from abroad without a license from the magnificent count and the lords deputies of the health office” (“quod nulla persona sit qui esset velit audeat vel praesumat recipere aliquam personam forensem in eorum domibus ab extra sine licentia magnifici comitis et dominorum deputorum officii sanitatis”).

¹⁰³ DAZD-16: 39/51.4-III/70v: “periculo infestandi totam civitatem”.

¹⁰⁴ O’Connell, *Men of Empire*, 110; Arbel, “Venice’s Maritime Empire,” 188.

established as a constant institution only in 1490, and it was not until the seventeenth and eighteenth centuries that their ability to enforce norms in the overseas territories increased notably.¹⁰⁵

5. *Civil discontent*

Finally, civil discontent and uprisings called for preventive measures to avoid the disruption of the social order and any threat to the Venetian rule. The biggest uprising Dalmatia saw in the early modern period was undoubtedly the rebellion on the island of Hvar between 1510 and 1514. Led by Matija Ivanić, the commoners of Hvar rebelled against the supremacy of the nobility, attacking, killing, and plundering noblemen in the island's urban centres. While the insurgency was not directed against the Venetian dominion itself, the patricians considered it a threat to the republic's overseas possessions and the established order. They thus sent troops under the command of Sebastiano Giustinian to the island to put down the rebellion, if need be, militarily.¹⁰⁶ While Hvar was the centre, the commoners' uprising against the nobles spread also to other Dalmatian towns.¹⁰⁷ Revolts broke out particularly early and violently in Šibenik. Murders, mutilations, and plundering of local noblemen even gave cause to speak of a civil war in Šibenik.¹⁰⁸ Nonetheless, the uprising could be put down by internal conflict settlement.¹⁰⁹

The situation in Split was less violent, but the activities of some seditious commoners still called for measures to prevent a similar escalation of the conflict. The basic measure of preventing the *popolani* from planning any agitation was the surveillance of their congregations and of the embassies they sent to Venice. Hence, they were only allowed to assemble in the presence of the Venetian rector, who also had to agree to their embassies before they could leave for Venice.¹¹⁰ During the revolt in Hvar, the rector of Split thus

¹⁰⁵ Konstantinidou, Mantadakis, Falagas, Sardi and Samonis, "Venetian Rule;" Vanzan Marchini, *Rotte mediterranee*.

¹⁰⁶ Gabelić, *Ustanak*; Bracanović and Zaninović-Rumora, "Novi izvori." Giustinian's letters concerning the rebellion are recorded in Sanuto, *Diarii*, vol. 14, col. 599; vol. 15, cols. 151-7, 220-4, 348, 372.

¹⁰⁷ ASVe, Senato, Deliberazioni, Secreti, Registri, 44, fos. 14v-15r (March 1511).

¹⁰⁸ ASVe, Consiglio dei Dieci, Deliberazioni, Misti, Registri, 35, fo. 201r: "murders, mutilations and plundering of numerous houses of noble citizens" ("homicidium debilitationes membrorum et expoliationes plurium domorum civium nobilium"), "civile bellum"; Registri, 33, fo. 179r; Registri, 34, fos. 109r-v.

¹⁰⁹ ASVe, Consiglio dei Dieci, Deliberazioni, Misti, Registri, 35, fos. 200v-202. More research is still needed on the events in Šibenik, see Gabelić, *Ustanak*, 433-4 and 435, note 17.

¹¹⁰ DAZD-16: 39/51.4-II/62v; Gligo and Berket, *Zlatna knjiga grada Splita* (hereafter *Libro d'Oro*), vol. 1, 164 (no. 28: "That congregations, councils and negotiations of the citizens without license and knowledge of the count shall not take place" ["Quod adunationes, consilia et parlamenta civium absque licentia ac scientia comitis non fiant"]); Lonza, "Il ruolo catalizzatore," 104-5.

announced that he would not allow any congregations to assemble.¹¹¹ Nevertheless, we have records of popular assemblies from the following year 1512, which were held with the approval and in the presence of the rector.¹¹² This was probably a concession made to appease the Spalatin *popolani*, given that the threat of a popular uprising also in Split was by no means over at that time, as a letter from the Venetian governor of Split from December 1513 “concerning these seditious commoners” shows, in which he talks about the “infection from Hvar having stained Dalmatia a lot”.¹¹³ To punish insurgent behaviour, the Venetians detained five of these troublemakers in Venice.¹¹⁴

To maintain control and social stability the Venetians thus were determined to curtail civil discontent by both punishing individual seditionists and by making concessions to the *popolani* to appease them. Above all, they granted them the right to send their own embassies to Venice and to convoke popular assemblies to coordinate political action and elect representatives. Fearing to lose their monopoly on the political representation of the commune, Split’s noblemen, however, continued to protest any independent political coordination on the part of the commoners. The latter’s congregations could thus not take place on a regular basis and depended to a large extent on the willingness of the current Venetian rector to tolerate or even promote them. During his term of office from 1481 to 1484, Giovanni Bollani curtailed several of the noblemen’s rights and privileges as representatives of the commune, thereby increasing not only his own powers but also the possibilities of the commoners to take part in the administration of the commune and voice their concerns and demands. Amongst other things, Bollani appointed commoners to public offices without consulting the noble council and he allowed the *popolani* to congregate and elect procurators.¹¹⁵ Bollani’s unauthorized actions were, however, not only fiercely criticized by Split’s nobility but also frowned upon by the Venetian central government that did not want to risk political instability by disrespecting the nobility’s traditional rights to local self-government, as conceded in the convention of the town’s submission to Venice from 1420 (called *deditio/dedizione*). Hence, several of Bollani’s orders were revoked during and after his term of office, culminating in the prohibition of popular assemblies in June 1484.¹¹⁶ In the 1490s, however, such

¹¹¹ ASVe, Capi del Consiglio dei Dieci, Lettere di Rettori ed altre Cariche, 281, Spalato, no 12 (December 1511).

¹¹² DAZD-16: 39/51.3/46v; DAZD-16: 39/51.4-II/65v; Novak, *Povijest Splita*, 234; Novak, *Autonomija*, 103.

¹¹³ ASVe, Capi del Consiglio dei Dieci, Lettere di Rettori ed altre Cariche, 281, Spalato, no 23: “Spalletum, circa illos cives seditiosos”, “la infectione de Lesina haver maculato multo questa Dalmatia”.

¹¹⁴ *Libro d’Oro*, no 97, 370.

¹¹⁵ DAZD-16: 18/35/153v-164v; 389r; 400v; 414rv; 505r; 521r; 523v; *Libro d’Oro*, no. 72, no. 74, no. 75, no. 76, no. 78, no. 80, 296, 300-16, 320, 322-4 (no. 78 and no. 80 can also be found in DAZD-16: 19/36.5/9v resp. 12v); Orlando, *Strutture e pratiche*, 347-51; Novak, *Povijest Splita*, 229-33; Lanza, “Il ruolo catalizzatore,” 105-6.

¹¹⁶ DAZD-16: 18/35/400v; DAZD-16: 18/35/163v-164r; *Libro d’Oro*, no. 88, 318.

assemblies seem to have been generally tolerated again, given that the nobles in 1499 only complained about the popular assembly being convoked by the chimes of a bell, which was a symbolic privilege granted only to the noble council.¹¹⁷ The commoners furthermore successfully demanded the possibility to monitor the nobility's handling of the city's finances as well as the right to appoint a communal translator who would enable the poorer and more often monolingually Slavic strata of society to interact with the Italian-speaking Venetian administration independently of bilingual noblemen who otherwise used to act as intermediaries.¹¹⁸

The nobility continued to oppose the concessions granted to the commoners, making it necessary for them to fight for their rights anew. In 1525, the representative of the people asked the rector to allow them to congregate to elect a translator, ambassadors, and procurators who would control the town's finances and the night watch together with the noble officers. All these rights had already been granted to the commoners previously but apparently they could not exercise them freely.¹¹⁹ The representative of the nobility even tried to deny them the right to any procurator of their own, pretending that only the government of Split could be responsible for them.¹²⁰ Other sources, however, clearly show that the Venetians did not budge to the nobility's pretences but instead upheld the commoners' right to their own procurators, ambassadors, and financial officers.¹²¹

At times, Venice was even interested in strengthening the commoners to the detriment of the nobility in order to curtail the latter's political power and use the internal social conflicts to stabilize its own rule.¹²² Giving the commoners more but not too much power was, however, a balancing act during which it was paramount to prevent any discontent from becoming directed towards the Venetian rule. While the commoners had to be appeased by conceding them more political rights to participate in the administration of the commune, the nobility had to be kept content by respecting its right to communal self-government as formulated in the *deditio*.¹²³ As the highest representative of Venetian rule on the ground, the rector not only had to mediate between the local society and the central administration but also between the social strata in their respective striving for more political and social power, while at the same time affirming the legitimacy of the Venetian rule.¹²⁴

The main competence of the popular assembly was the election of legitimate procurators who would represent the *popolani* in front of the nobility,

¹¹⁷ *Libro d'Oro*, no. 92, p. 360; Novak, *Povijest Splita*, 233; Orlando, *Strutture e pratiche*, 173.

¹¹⁸ Sadovski-Kornprobst, "Multilingualism," 223-6; Orlando, *Strutture e pratiche*, 171-2; Andrić, *Povijest Splita*, 124.

¹¹⁹ *Libro d'Oro*, no. 102, 386-8.

¹²⁰ *Libro d'Oro*, no. 104, 390-4.

¹²¹ *Libro d'Oro*, no. 105, no. 106, no. 107, no. 108, 394-402.

¹²² Schmitt, "Addressing community."

¹²³ On the importance of the *deditiones*, see Orlando, "Politica del diritto," 15-9.

¹²⁴ Schmitt, "Storie d'amore;" Lonza, "Il ruolo catalizzatore."

the Venetian governor, and the authorities in Venice. Since tensions between the commoners and the nobles existed also before and after the Hvar rebellion,¹²⁵ the Venetians and the Spalatins themselves were always careful to differentiate between a legitimate “procurator populi” (procurator of the people) and an illegitimate “capo del popolo” (head/leader of the people). The procurators had to be elected by the popular assembly and then also be approved by the rectors, making them official representatives who could be controlled more easily. A *capo*, on the contrary, acted outside the system and thus posed a potential threat to social stability.

A lawsuit from 1526 illustrates the importance ascribed to this differentiation between procurator and *capo*: Simone de Augubio, who was the son of the well-known Italian merchant and Spalatin citizen Giovanni Battista de Augubio,¹²⁶ one day went to the chancery and demanded the copy of a bill, saying that he was the “procurador del populo”. The chancellor, however, refused to give him the copy because he did not know Simone to be the legitimate procurator of the commoners. A heated argument with mutual insults ensued, ending with Simone’s arrest by the authorities. The following lawsuit about Simone’s insolent behaviour concerned above all the question whether he had made himself an illegitimate *capo del popolo* by claiming to be the procurator. To prevent punitive measures against the commoners as a whole, one of them positioned himself against Simone de Augubio and even asked the rector to punish Simone because he was a frequent troublemaker who insulted everyone, including Venice, with this “bad tongue” and thus did not represent the will of the people.¹²⁷ The testimonies recorded in the lawsuit suggest that Simone indeed had no mandate to act as the commoners’ procurator.¹²⁸ Because of this dispute, doge Andrea Gritti wrote a letter to the rector of Split telling him to seek to maintain peace between the nobles and the *popolani* and to severely punish anyone who tried to become a *capo*.¹²⁹

An important factor aggravating these internal social tensions was the constant military threat outlined above. In 1502, the governor of Split Gian Antonio Dandolo informed the *Capi del Consiglio dei Dieci* about the bad mood and anxious atmosphere in Split caused by the “Turkish issues” (“cose

¹²⁵ Novak, *Povijest Splita*, 217-55; Orlando, *Strutture e pratiche*, 165-84; Andrić, *Život*, 123-6; Šunjić, *Dalmacija*, 202-19; more generally about Venice: Ventura, *Nobiltà*.

¹²⁶ Raukar, “Ser Baptista de Augubio.”

¹²⁷ DAZD-16: 60/67/93r-v. It shall be noted that Simone’s brother Antonio was among those agitators detained in Venice in 1512.

¹²⁸ DAZD-16: 60/67/88r-91r.

¹²⁹ DAZD-16: 60/67/88v-89r: “you have to monitor and watch out that both the nobles and the commoners live in love and peace amongst them [...] to all troublemakers and especially to those who shall try to become *capi* we will give such a harsh and severe punishment that they will repent their error and give an example to the others of living together well and peacefully” (“debiare procurar et invigilar che cusi li nobeli come li popolari viviano in amor et pace fra loro [...] a tuti scandalosi maxime a quelli che se volesseno far capi li daremo una cusi aspra et severa punition che se pentiranno del suo error et daranno exemplo ad altri di ben et pacificamente viver insieme”).

turchesche”) that were heating up the discussions and conflicts.¹³⁰ He thus asked Venice to write a “sweet and humane letter” (“dulce et humana littera”) to the whole society of Split, reassuring them that Venice believed in their fidelity.¹³¹ That way, he hoped to calm the noblemen and the *popolani* down and secure social stability. This instance points to the importance of the psychological strains of warfare, military threats, and any crisis for social peace. Moreover, we see how Venice positioned itself as the neutral third party to whom everyone could turn and who promised to guarantee safety and security. This position stabilized the Venetian rule because it made both parties try to gain Venice’s favour against the other one.

6. Conclusions

As this broad range of evidence makes clear, life in a small Dalmatian town in the border zone between Venetian, Ottoman, and Hungarian/Habsburg territories was full of threats and dangers calling for precautionary measures to mitigate their consequences. Apart from insights into the daily lives and sufferings of the people living in Renaissance Split and its environs, the study of these threats and the security measures taken in their anticipation also allows for conclusions regarding the town’s government and society as a whole. While no masterplan of concentrating Venetian rule at the cost of local elites existed, the sources show that local security exigencies called for Venetian interventions on various levels, which slowly consolidated power in the centre.

The appeasement of the Ottomans adopted by the Venetians as the main strategy against the military threat points to the military weakness of Venice despite the hiring of foreign and local mercenaries. The Venetians were interested in preserving their rule in Dalmatia for commercial interests at all costs, and to achieve this they had to live with and appease the Turks, also at the expense of their relations to the Hungarians and Habsburgs, and even if this meant giving the Ottomans gifts as quasi-tributes. At the same time, the Venetian goal of preserving peace with the Ottomans by not harming their subjects was repeatedly the occasion for centralized orders directed to Split and other Dalmatian towns. In general, the Ottoman threat called for more centralized command structures which slowly led to the increasing overruling of local elites. Yet the inhabitants of towns like Split also profited from the Venetian concern for the military security of its overseas territories, the money and soldiers they were hence provided with, and the republic’s diplomatic

¹³⁰ ASVe, Capi del Consiglio dei Dieci, Lettere di Rettori ed altre Cariche, 281, Spalato, no. 6: “in effect, it seems to me that they all talk with some passion, it is true that these Turkish issues do not let the people be as calm as we would want them to be” (“in effecto me par parlano tuti cum qualche passion, vero è che questi cose turchesche non lasa star li homini cusì quieti come i voriamo”).

¹³¹ ASVe, Capi del Consiglio dei Dieci, Lettere di Rettori ed altre Cariche, 281, Spalato, no. 6.

weight in negotiations with the Ottomans. To ensure their own security, the people of Split additionally resorted to taking measures into their own hands by fortifying their properties, procuring insurance, or attacking and kidnapping Ottoman subjects as retaliation or lever to free their abducted relatives.

Prohibiting the emigration from Split on the one hand and accommodating refugees from both the hinterland and from Apulia – even New Christians – on the other hand points to the threat of depopulation in the wake of constant Ottoman incursions and devastating epidemics. This threat of depopulation also called for countermeasures coordinated by Venice to direct migratory movements, avoid emigration and repopulate towns. The value of a place was determined by its geostrategic position and by the number and qualifications of its inhabitants, hence both the Venetians and the Spalatins were interested in keeping and attracting people, especially well-connected merchants, to the town. That way they hoped to keep Split's economy going despite the constant reduction and devastation of the territory suitable for agriculture, and despite the difficult trade relations often hampered by war and disease.

The measures taken against epidemics show a remarkably good understanding of contagion and the nature of diseases as well as efficient institutions able to enforce these provisions. In addition to the medical dangers posed by such diseases they could moreover cause internal social conflicts between those who had to stay and those who could afford to flee, or between those who accepted the countermeasures and those who deemed them unjust and exaggerated. While the measures to prevent the proliferation of diseases would become more centralized only in the following centuries, the sources show that the political will and the ability to implement a number of such measures existed already at the turn of the sixteenth century.

The psychological strain of the military menace exacerbated social conflicts as well, showing how external threats could amplify internal ones and thus increase the social instability even more. This aspect very likely affected many border societies and calls for more detailed comparative research. Preventing popular uprisings and thus ensuring internal security by making concessions to the commoners shows the growing strength of this increasingly self-confident social group as well as the interest of Venice to act as a broker in internal social conflicts and thereby establish a social balance. An additional goal of this arbitration policy was the legitimation of the Venetian rulers as just mediators. Yet the surveillance of the commoners' assemblies and embassies as well as the decisive punishment of individual *capi* show that Venice still wanted to control the *popolani* and their collective action. Similarly, also the noblemen's council and embassies were subject to the Venetian rector's surveillance and approval.

All these measures of precaution did not prevent Split and its society from suffering a lot from numerous threats and crises. They do show, however, the level of resilience the Spalatins and Venetians could exhibit under these circumstances to achieve security, peace, social stability, and a working econo-

my as good as possible. At the same time, these measures entailed the gradual centralization of power, which accelerated the integration of the Venetian *Stato da Mar* and turned it into a more uniform political and administrative entity. Such a consolidation of political power can be witnessed throughout Europe in the later Middle Ages. Yet, as John Watts stresses, “political integration or coordination arises from below, as well as from above: [...] it is always the product of some kind of negotiation between interest groups [...].” The various subject groups living in a given polity “have a certain interest in working with one another and with those that claim to rule them, even if they also have an interest in maintaining media of resistance, advice and consent.”¹³² The consolidation of central power can thus be considered as the product of complex processes of negotiation between the ruler and the ruled, a frequent background of these negotiations being the preparation for or response to more or less imminent threats. To further ascertain the role of security and measures of precaution in the process of power consolidation in late medieval and early modern states in the Mediterranean, the present article seeks to stimulate more comparative studies within Dalmatia, Venice’s Greek possessions, and non-Venetian territories.

¹³² Watts, *The Making of Polities*, 424-5.



Fig. 1. Venetian Dalmatia in the fifteenth century. Source: Orlando, “Mercanti ‘italiani’ a Spalato nel XV secolo,” 223.



Fig. 2. Split and its surroundings.

Works Cited

- Andrić, Tonija. *Povijest Splita u srednjem vijeku. Udžbenik za studente*. Zagreb/Split: Hrvatski institut za povijest/Sveučilište u Splitu, 2020.
- Andrić, Tonija. *Život u srednjovjekovnom Splitu. Svakodnevica obrtnika u 14. i 15. stoljeću*. Zagreb/Split: Hrvatski institut za povijest/Sveučilište u Splitu, 2018.
- Arbel, Benjamin. "Una chiave di lettura dello Stato da Mar veneziano nell'età moderna: la situazione coloniale." In *Il "Commonwealth" veneziano tra 1204 e la fine della Repubblica: identità e peculiarità*, edited by Gherardo Ortalli, Oliver Jens Schmitt, and Ermanno Orlando, 155-79. Venice: Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, 2015.
- Arbel, Benjamin. "Venice's Maritime Empire in the Early Modern Period." In *A Companion to Venetian History, 1400-1797*, edited by Eric R. Dursteler, 125-254. Leiden/Boston: Brill 2013. https://doi.org/10.1163/9789004252523_006.
- Boiteux, Lucas A. *La fortune de mer. Le besoin de sécurité et les débuts de l'assurance maritime*. Paris: S.E.V.P.E.N, 1968.
- Bracanović, Joško e Marija Zaninović-Rumora. "Novi izvori o hvarskome pučkom ustanku." *Croatica Christiana Periodica* 85 (2020): 51-78. [Orcid.org/0000-0002-9923-2025](https://doi.org/10.1163/9789004252523_006).
- Bracewell, Catherine Wendy. *The Uskoks of Senj: Piracy, banditry, and holy war in the sixteenth-century Adriatic*. Ithaca: Cornell University Press, 1992.
- Budak, Neven. *Na dnu društvene ljestvice: robovi i služinčad na istočnoj jadranskoj obali*. Zagreb: Leykam International, 2021.
- Buzan, Barry and Lene Hansen. *The Evolution of International Security Studies*. Cambridge: Cambridge University Press, 2009.
- Buzan, Barry, Ole Wæver and Jaap de Wilde. *Security: A New Framework for Analysis*. Boulder: Rienner, 1998.
- Carrington, Manfred, and Anton Mitterhauser, eds. *Das Polizeiwesen der Stadt. Sicherheit und Verbrechen vom Mittelalter bis zur Gegenwart*, Band 1. *Vom Beginn bis 1955*. Linz: Lentia-Verlag, 2016.
- Christ, Georg and Franz-Julius Morche, eds. *Cultures of Empire: Rethinking Venetian Rule, 1400-1700. Essays in Honour of Benjamin Arbel*. Leiden/Boston: Brill, 2020.
- Clark, Geoffrey. "Slave insurance in late medieval Catalonia." In *Sicherheit in der Frühen Neuzeit. Norm – Praxis – Repräsentation*, edited by Christoph Kampmann, and Ulrich Niggemann, 418-29. Cologne/Weimar/Wien: Böhlau, 2013. <https://doi.org/10.7788/boehlau.9783412217082.418>.
- Conze, Werner. "Art. Sicherheit, Schutz" In *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, vol. 5, edited by Otto Brunner, 831-62. Stuttgart: Klett-Cotta, 1984.
- Daase, Christopher. "Die Historisierung der Sicherheit. Anmerkungen zur historischen Sicherheitsforschung aus politikwissenschaftlicher Sicht." *Geschichte und Gesellschaft* 38, n° 3 (2012): 387-405. <https://doi.org/10.13109/gege.2012.38.3.387>.
- Daase, Christopher. "Sicherheitskultur. Ein Konzept zur interdisziplinären Erforschung politischen und sozialen Wandels." *Sicherheit und Frieden* 29 (2011): 59-65. <https://doi.org/10.5771/0175-274x-2011-2-59>.
- Dursteler, Eric. "Habsburgs, Ottomans and Venetians on the Frontiers of Dalmatia: The Capture of Clissa in 1596." In *The Habsburg Mediterranean, 1500-1800*, edited by Stefan Hanß, and Dorothea McEwan, 61-77. Wien: Austrian Academy of Sciences Press, 2021.
- Dumont, Jonathan. "Burgundian-Habsburg monarchic culture between the Low Countries and the Spanish Kingdoms (1500-20)." *Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance* 82 (2020): 25-54.
- Fabijanec, Sabine Florence. *Le développement commercial de Split et Zadar aux XV^e-XVI^e siècles : un commerce transitaire entre l'Europe Centrale et la Méditerranée*. Saarbrücken: Editions Universitaires Européennes, 2011.
- Faroghi, Suraiya. "Die Osmanen und die Handelswege der Adria, 16.-17. Jahrhundert." In *Balkan occidentali, Adriatico e Venezia fra XIII e XVIII secolo/Der westliche Balkan, der Adria-raum und Venedig (13.-18. Jahrhundert)*, edited by Gherardo Ortalli, and Oliver Jens Schmitt, 373-88. Venice/Wien: Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, 2009.
- Febvre, Lucien. "Pour l'histoire d'un sentiment. Le besoin de sécurité." *Annales ESC* 11, n° 2 (1956): 244-7.

- Febvre, Lucien. *Le problème de l'incroyance au XVI^e siècle. La religion de Rabelais*. Paris: Albin Michel, 1942.
- Ferguson, Niall. *Doom. The Politics of Catastrophe*. London: Penguin Book, 2022.
- Foucault, Michel. *Security, territory, population. Lectures at Collège de France, 1977-78 (Sécurité, territoire, population)*. Traduzione di Graham Burchell e cura editoriale di Michel Senellart. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2007.
- Fulin, Rinaldo, Nicolò Barozzi, Guglielmo Berchet, Federico Stefani, and Marco Visentini, eds. *I diarii di Marino Sanuto*. 58 voll. Venezia, 1879-903.
- Gabelić, Andro. *Ustanak hvarskih pučana (1510-1514). Izvori, tokovi, dometi*. Split: Književni krug, 1988.
- Gligo, Vedran and Marin Berket, eds. *Zlatna knjiga grada Splita/Libro d'oro della comunità di Spalato*. Split: Književni krug, 1996.
- Herz, John. "Idealist Internationalism and the Security Dilemma." *World Politics* 2 (1950): 157-80. <https://doi.org/10.2307/2009187>.
- Jakubowski-Tiessen, Manfred. "Zum Umgang mit Sicherheiten und Risiken in Hinblick auf klimatisch bedingte Naturgefahren – Einleitung." In *Sicherheit in der Frühen Neuzeit. Norm – Praxis – Repräsentation*, edited by Christoph Kampmann, and Ulrich Niggemann, 330-4. Cologne/Weimar/Wien: Böhlau, 2013. <https://doi.org/10.7788/boehlau.9783412217082.330>.
- Kampmann, Christoph and Ulrich Niggemann, eds. *Sicherheit in der Frühen Neuzeit. Norm – Praxis – Repräsentation*. Frühneuzeit-Impulse 2. Colonia/Weimar/Wien: Böhlau, 2013.
- Kampmann, Christoph and Ulrich Niggemann, "Sicherheit in der Frühen Neuzeit. Zur Einführung." In *Sicherheit in der Frühen Neuzeit. Norm – Praxis – Repräsentation*, edited by Christoph Kampmann, and Ulrich Niggemann, 12-27. Frühneuzeit-Impulse 2. Cologne/Weimar/Wien: Böhlau, 2013. <https://doi.org/10.7788/boehlau.9783412217082.intro>.
- Kaufmann, David. "Die Vertreibung der Marranen aus Venedig im Jahre 1550." *The Jewish Quarterly Review* 13, n° 3 (1901): 520-32. <https://doi.org/10.2307/1450546>.
- Kaufmann, Franz-Xaver. *Sicherheit als soziologisches und sozialpolitisches Problem. Untersuchungen zu einer Wertidee hochdifferenzierter Gesellschaften*. Stuttgart: Enke, 1973².
- Kleinschmidt, Harald. *Legitimität, Frieden, Völkerrecht. Eine Begriffs- und Theoriegeschichte der menschlichen Sicherheit*. Berlin: Duncker & Humblot, 2010.
- Konstantinidou, Katerina, Elpis Mantadakis, Matthew E. Falagas, Thalia Sardi and George Samonis, "Venetian Rule and Control of Plague Epidemics on the Ionian Islands during 17th and 18th Centuries." *Emerging Infectious Diseases, Historical Review* 15, n° 1 (2009): 39-43. doi: 10.3201/eid1501.071545.
- Kunčić, Meri. *Od pošasti sačuvaj nas! Utjecaj osmanske opasnosti i kužnih epidemija na ikonografiju zavjetnih slika. Primjer Splita i Trogira u XV. i XVI. stoljeću*. Zagreb: Srednja Europa, 2008.
- La Torre, Antonio. *L'Assicurazione nella storia delle idee. La risposta giuridica al bisogno di sicurezza economica – ieri e oggi*. Milan: Giuffré, 2000².
- Laušić, Ante. *Postanak i razvitak poljičke kneževine (do kraja XV. stoljeća)*. Split: Književni krug, 1991.
- Lippert, Ekkehard, ed. *Sicherheit in der unsicheren Gesellschaft*. Opladen: Westdeutscher Verlag, 1997.
- Lipschutz, Ronnie D., ed. *On Security*. New Directions in World Politics, New York: Columbia University Press, 1995.
- Ljubić, Šime, ed. *Commissiones et relationes venetae 1: 1433-1527*. Zagreb: Jugoslavenska akademija znanosti i umjetnosti, 1876).
- Lonza, Nella. "Il ruolo catalizzatore del dominio veneziano del primo Quattrocento nell'articolazione di alcune comunità dalmate." In *Comunità e società nel Commonwealth veneziano*, edited by Gherardo Ortalli, Oliver Jens Schmitt, and Ermanno Orlando, 95-110. Venezia: Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, 2018.
- Mimica, Bože. *Omiška krajina, Poljica, Makarsko primorje*. Rijeka: Vitagraf, 2003.
- Nazor, Ante. *Splitsko-poljički odnosi u XIV. i XV. stoljeću. Splitsko-poljičko razgraničenje, utjecaj splitske crkve, prožimanje stanovništva, gospodarski odnosi*. Split: Književni krug, 2015.
- Novak, Grga. *Povijest Splita*. Vol. 2. Split: Matica hrvatska, 1961.
- Novak, Maja. *Autonomija dalmatinskih komuna pod Venecijom*. Zadar: Jugoslavenska akademija znanosti i umjetnosti, 1965.
- Novak, Maja. "Kako i kada je došlo do formiranja službe Generalnog providura Dalmacije i Albanije." *Radovi Instituta Jugoslovenske akademije znanosti i umjetnosti u Zadru* 15 (1968): 91-112.

- O'Connell, Monique. *Men of Empire. Power and negotiation in Venice's maritime state*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2009.
- Orlando, Ermanno. "Mercanti "italiani" a Spalato nel XV secolo." *Reti Medievali Rivista* 20, n° 2 (2019): 189-227.
- Orlando, Ermanno. "Politica del diritto, amministrazione, giustizia. Venezia e la Dalmazia nel basso medioevo." In *Venezia e Dalmazia*, edited by Uwe Israel, and Oliver Jens Schmitt, 9-61. Roma/Venezia: Viella, 2013.
- Orlando, Ermanno. "Spalato, l'Adriatico e i Balcani. Lo spazio economico di Venezia intra Culphum nel XV secolo." In *Guardando a Venezia e oltre. Connettività locale, mercati intermedi e l'emporio dell'economia mondo' veneziana (secoli XIII-XV)*, edited by Bruno Figliuolo, 219-47. Udine: Forum, 2022.
- Orlando, Ermanno. *Strutture e pratiche di una comunità urbana. Spalato, 1420-1479*. Venezia/Wien: Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti/Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, 2019.
- Ortalli, Gherardo, Oliver Jens Schmitt, and Ermanno Orlando, eds. *Il "Commonwealth" veneziano tra 1204 e la fine della Repubblica: identità e peculiarità*. Venice: Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, 2015.
- Paci, Renzo. *La Scala di Spalato e il commercio veneziano nei Balcani fra Cinque e Seicento*. Miscellanea di Studi e Memorie 14. Venezia: Deputazione di Storia Patria per le Venezie, 1971.
- Palmer, Richard John. "The Control of Plague in Venice and Northern Italy 1348-1600". Ph.D. Diss., University of Kent, 1978.
- Pavich von Pfauenthal, Alfons. "Beiträge zur Geschichte der Republik Poljica bei Spalato." *Wissenschaftliche Mitteilungen aus Bosnien und der Herzegowina* 10 (1907): 156-344
- Preto, Paolo. *I servizi segreti di Venezia: spionaggio e controspionaggio ai tempi della Serenissima*. Milano: Il Saggiatore, 2004.
- Raukar, Tomislav. "Društvene strukture u Mletačkoj Dalmaciji." In *Društveni razvoj u Hrvatskoj (od 16. stoljeća do početka 20. stoljeća)*, edited by Mirjana Gross, 103-26. Zagreb: Liber, 1981.
- Raukar, Tomislav. "Jadranski gospodarski sustavi: Split, 1475.-1500. godine." *Rad hrvatske akademije znanosti i umjetnosti* 480 (Zagreb 2000): 49-125.
- Raukar, Tomislav. "Komunalna društva u Dalmaciji u XV. i u prvog polovici XVI. stoljeća." In *Studije o Dalmaciji u srednjem vijeku. Odabrane studije*, 141-212. Split: Književni krug, 2007.
- Raukar, Tomislav. "Ser Baptista de Augubio, Civis Spaleti." *Studije o Dalmaciji u Srednjem vijeku. Odabrane studije*, 285-95. Split: Književni krug, 2007.
- Raukar, Tomislav. "Venecija i ekonomski razvoj Dalmacije u XV i XVI stoljeću." *Sveučilište u Zagrebu, Institut za Hrvatsku Povijest, Radovi* 10 (1977): 203-25.
- Reinle, Christine. "Überlegungen zum Begriff securitas/sicherheit im hohen und späten Mittelalter." In *"Semper ad fontes". Festschrift für Christian Lackner zum 60. Geburtstag*, edited by Claudia Feller and Daniel Luger, 209-32. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2020. <https://doi.org/10.7767/9783205211648.209>.
- Rexroth, Frank. *Das Milieu der Nacht. Obrigkeit und Randgruppen im spätmittelalterlichen London*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 1999.
- Rossi, Ettore and William James Griswold, "Martolos." In *Encyclopaedia of Islam, Second Edition Online*, edited by Peri Bearman, Thierry Bianquis, Clifford Edmund Bosworth, Emeri Van Donzel, and Wolfhart P. Heinrichs. Leiden/Boston: Brill, 2012.
- Rothenberg, Gunther E. "Venice and the Uskoks of Senj, 1537-1618." *Journal of Modern History* 33, n° 2 (1961): 148-56. <https://www.jstor.org/stable/1875016>.
- Rothman, E. Natalie. "Accounting for Gifts: The Poetics and Pragmatics of Material Circulations in Venetian-Ottoman Diplomacy." In *Cultures of Empire: Rethinking Venetian Rule, 1400-1700. Essays in Honour of Benjamin Arbel*, edited by Georg Christ, and Franz-Julius Morche, 414-54. Leiden/Boston: Brill, 2020. https://doi.org/10.1163/9789004428874_017.
- Ruby, Sigrid. "Security makes a difference: An Introduction." In *Sicherheit und Differenz in historischer Perspektive / Security and Difference in Historical Perspective*, edited by Sigrid Ruby, and Anja Krause, 11-32. Baden-Baden: Nomos, 2022.
- Rüther, Stefanie. "Zwischen göttlicher Fügung und herrschaftlicher Verfügung. Katastrophen als Gegenstand spätmittelalterlicher Sicherheitspolitik." In *Sicherheit in der Frühen Neuzeit. Norm – Praxis – Repräsentation*, edited by Christoph Kampmann, and Ulrich Nigge-

- mann, 335-50. Frühneuzeit-Impulse 2. Cologne/Weimar/Wien: Böhlau, 2013. <https://doi.org/10.7788/boehlau.9783412217082.335>.
- Sadovski, Lena. "Apulian New Christians in Venetian Dalmatia: Circum-Adriatic dimensions of the migration of converted Jews and their descendants to Split (Spalato) in the late 15th and early 16th centuries." *Medieval Encounters* (forthcoming).
- Sadovski, Lena. "La città e l'entroterra: i rapporti istituzionali tra Spalato e Poglizza, Almissa e Clissa." In *Dimensioni istituzionali del Commonwealth veneziano*, edited by Ermanno Orlando et al. (forthcoming).
- Sadovski-Kornprobst, Lena. "Multilingualism in Venetian Dalmatia: studying languages and orality in written administrative documents from Split (fifteenth/sixteenth centuries)." *Mediterranean Historical Review* 36, n° 2 (2021): 217-36. <https://doi.org/10.1080/09518967.2021.1964062>.
- Sadovski, Lena. *Split. Sozialgeschichte einer Stadt im venezianischen Dalmatien (1480-1530)*. Berlin/Boston: De Gruyter Oldenbourg, forthcoming.
- Scheller, Benjamin. *Die Stadt der Neuchristen. Konvertierte Juden und ihre Nachkommen im Trani des Spätmittelalters zwischen Inklusion und Exklusion*. Berlin: De Gruyter, 2013.
- Scheller, Benjamin. "(Un-)sichere Häfen. Häfen als Hotspots maritimer Risiken und Risikokommunikation im Mittelmeerraum des 15. Jahrhunderts." *Historische Anthropologie* 26, n° 1 (2018), 43-56. <https://doi.org/10.7788/ha-2018-260105>.
- Schmitt, Oliver Jens. "Addressing community in Late medieval Dalmatia." In *Meanings of Community across Medieval Eurasia*, edited by Walter Pohl, Christina Lutter, and Eirik Hovden, 125-47. Brill's Series on the Early Middle Ages 25. Leiden/Boston: Brill, 2016. https://doi.org/10.1163/9789004315693_007.
- Schmitt, Oliver Jens. "‘Altre Venezie’ nella Dalmazia tardo-medievale? Una approccio microstorico alle comunità socio-politiche sull'isola di Curzola/Korčula." In *Il „Commonwealth“ veneziano tra 1204 e la fine della Repubblica: identità e peculiarità*, edited by Gherardo Ortalli, Oliver Jens Schmitt, and Ermanno Orlando, 203-33. Venice: Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, 2015.
- Schmitt, Oliver Jens. "‘Contrabannum’ – der adriatisch-balkanische Schmuggel im ausgehenden Mittelalter." *Südost-Forschungen* 67 (2008): 1-26. <https://www.ceeol.com/search/article-detail?id=185649>.
- Schmitt, Oliver Jens. "‘Des melons pour la cour du Sancak Beg’. Split et son arrière-pays ottoman à travers les registres de compte de l’administration vénitienne dans les années 1570." In *Living in the Ottoman Ecumenical Community. Essays in Honour of Suraiya Faruqi*, edited by Vera Costantini, and Markus Koller, 437-52. Leiden/Boston: Brill, 2008. <https://doi.org/10.1163/ej.9789004165755.i-496.128>.
- Schmitt, Oliver Jens. "Les hommes et le pouvoir." In *Korčula sous la domination de Venise au XV^e siècle : Pouvoir, économie et vie quotidienne dans un île dalmate au Moyen Âge tardif*. Paris, Collège de France: 2011. <http://books.openedition.org/cdf/1511>. <https://doi.org/10.4000/books.cdf.1511>.
- Schmitt, Oliver Jens. "Storie d'amore, storie di potere. La tormentata integrazione dell'isola di Curzola nello Stato da mar in una prospettiva microstorica." In *Venezia e Dalmazia*, edited by Uwe Israel, and Oliver Jens Schmitt, 89-109. Venetiana 12. Roma/Venezia: Viella, 2013.
- Schmitt, Oliver Jens. "Die venezianische Herrschaft in Südosteuropa (15.-18. Jahrhundert)." In *Handbuch zur Geschichte Südosteuropas*, edited by Ulf Brunnbauer, Konrad Clewing and Oliver Jens Schmitt. Vol. 2: *Herrschaft und Politik in Südosteuropa von 1300 bis 1800*, edited by Oliver Jens Schmitt, 385-463. Berlin/Boston: De Gruyter Oldenbourg, 2021. <https://doi.org/10.1515/9783110744392-006>.
- Schmitt, Oliver Jens. "Venezianische Horizonte der Geschichte Südosteuropas" *Südost-Forschungen* 65/66 (2006/2007): 87-116. <https://www.ceeol.com/search/article-detail?id=97390>.
- Schmitt, Oliver Jens. "Das venezianische Südosteuropa als Kommunikationsraum (ca. 1400-ca. 1600)." In *Balkan occidentali, Adriatico e Venezia fra XIII e XVIII secolo/Der westliche Balkan, der Adriaraum und Venedig (13.-18. Jahrhundert)*, edited by Gherardo Ortalli, and Oliver Jens Schmitt, 77-102. Schriften der Balkan-Kommission 50. Venice/Wien: Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, 2009.
- Schorn-Schütte, Luise. "Sicherheit als Begriff und Phänomen in der europäischen Frühen Neuzeit – Einleitung in die Sektion." In *Sicherheit in der Frühen Neuzeit. Norm – Praxis – Repräsentation*, edited by Christoph Kampmann and Ulrich Niggemann, 43-6. Cologne/Weimar/Wien: Böhlau, 2013. <https://doi.org/10.7788/boehlau.9783412217082.43>.

- Settia, Aldo A. *L'illusione della sicurezza. Fortificazioni di rifugio nell'Italia medievale. 'Ricetti', 'bastite', 'cortine'*. Vercelli/Cuneo: Società per gli studi storici, archeologici ed artistici della provincia di Cuneo, 2001.
- Stauber, Reinhard. "Politische Sicherheitssysteme vom 16.-19. Jahrhundert: Instrumente, Techniken, Regeln für die Herstellung von Sicherheit – und Frieden? Einführung." In *Sicherheit in der Frühen Neuzeit. Norm – Praxis – Repräsentation*, edited by Christoph Kampmann, and Ulrich Niggemann, 89-98. Cologne/Weimar/Wien: Böhlau, 2013. <https://doi.org/10.7788/boehlau.9783412217082.89>.
- Šunjić, Marko. *Dalmacija u XV stoljeću*. Sarajevo: Svjetlost, 1967.
- Tenenti, Antonio. *Naufrages, corsaires et assurances maritimes à Venise 1592-1609*. Paris: S.E.V.P.E.N., 1959.
- Vanzan Marchini, Nelli-Elena. *Rotte mediterranee e baluardi di sanità. Venezia e i lazzeretti mediterranei*. Milano: Skira, 2004.
- Ventura, Angelo. *Nobiltà e popolo nella società veneta del Quattrocento e Cinquecento*. Milano: Unicopli, 1993.
- Vitale, Vito. "Un particolare ignorato di storia pugliese: neofiti e mercanti." *Studi di storia napoletana in onore di Michelangelo Schipa*, 233-46. Napoli: I.T.E.A. editrice, 1926.
- Wakounig, Marija. "Ferdinand und die Uskokken." In *Kaiser Ferdinand I. Aspekte eines Herrscherlebens*, edited by Martina Fuchs and Alfred Kohler, 191-202. Münster: Aschendorff, 2003.
- Watts, John. *The Making of Politics. Europe, 1300-1500*. Cambridge: University Press, 2009.
- Winkelbauer, Thomas. *Ständefreiheit und Fürstenmacht. Länder und Untertanen des Hauses Habsburg im konfessionellen Zeitalter*. Österreichische Geschichte 1522-1699. 2 voll. Wien: Ueberreuter, 2003.
- Zwierlein, Cornel. "Frühe Formen der Institutionalisierung von 'Versicherung' und die Bedeutung der Versicherungsgeschichte für eine allgemeine Sicherheitsgeschichte," In *Sicherheit in der Frühen Neuzeit. Norm – Praxis – Repräsentation*, edited by Christoph Kampmann, and Ulrich Niggemann, 441-58. Cologne/Weimar/Wien: Böhlau, 2013. <https://doi.org/10.7788/boehlau.9783412217082.441>.
- Zwierlein, Cornel. "Sicherheit durch Versicherung: Ein frühneuzeitliches Erfolgsmodell." In *Sicherheit in der Frühen Neuzeit. Norm – Praxis – Repräsentation*, edited by Christoph Kampmann, and Ulrich Niggemann, 381-99. Cologne/Weimar/Wien: Böhlau, 2013. <https://doi.org/10.7788/boehlau.9783412217082.381>.
- Zwierlein, Cornel, Rüdiger Graf and Magnus Ressel, eds. *The Production of Human Security in Premodern and Contemporary History/Die Produktion von Human Security in Vormoderne und Zeitgeschichte*. Cologne: Zentrum für Historische Sozialforschung, 2010.

Lena Sadovski
Austrian Academy of Sciences, Institute for Medieval Research
lena.sadovski@univie.ac.at



Saggi in Sezione monografica

Lieux et espaces des communautés (VI^{ème}-XI^{ème} siècles)

éd. par Geneviève Bührer-Thierry, Maria Cristina La Rocca

Lieux et espaces des communautés. Introduction*

par Geneviève Bühner-Thierry, Maria Cristina La Rocca

Dans cette introduction nous soulignons l'importance des lieux et des espaces pour le fonctionnement et l'existence même des communautés dans le haut Moyen Âge, en reprenant les caractéristiques de chaque contribution au dossier. L'introduction est divisée en deux parties (les espaces, les lieux) et souligne la fluidité des espaces et des lieux pour le développement des communautés urbaines et rurales, en considérant aussi la particularité de la communauté publique fouillée sur la *curtis* de Valli, dans la Toscane méridionale.

In this introduction we emphasise the importance of places and spaces for the functioning and very existence of communities in the early Middle Ages, highlighting the characteristics of each contribution to the dossier. The introduction, therefore, is divided into two parts (spaces and places) and emphasises the fluidity of spaces and places for the development of urban and rural communities, also considering the difference between the latter and the public commune excavated on the Valli *curtis*, in southern Tuscany.

Moyen Âge, 6^{ème}-11^{ème} siècles, lieux, espaces, communautés urbaines, communautés rurales, communautés publiques.

Middle Ages, 6th-11th centuries, places, spaces, urban communities, rural communities, public communities.

* Ce dossier est la cinquième partie thématique du projet *À la recherche des communautés du haut Moyen Âge : formes, pratiques, interactions (VI^e-XI^e s.)*, coordonné par Geneviève Bühner-Thierry et Maria Cristina La Rocca et financé comme projet quinquennal de l'École française de Rome de 2018 à 2022. Les précédentes rencontres ont été dédiées aux thématiques suivantes : 1. *Communautés maritimes et insulaires du premier Moyen Âge*, éd. par Alban Gautier, et Lucie Malbos, Turnhout : Brepols, 2020 ; 2. *Les communautés menacées au Haut Moyen Âge (VI^e-XI^e s.)*, éd. Geneviève Bühner-Thierry, Annette Grabowsky, et Steffen Patzold, Turnhout : Brepols, 2021 ; 3. *Mémoire et communauté au haut Moyen Âge. Reproduction de la communauté et construction de l'identité (VI^e-XII^e s.)*, éd. par Laurence Leleu, et Charles Mériaux, Turnhout : Brepols, à paraître ; 4. *Agir en commun dans les sociétés du haut Moyen Âge*, éd. par Vito Loré, Geneviève Bühner-Thierry, et Régine Le Jan, Turnhout : Brepols, 2024.

1. *Spatialisation des pouvoirs, centralité des lieux*

La question des espaces et des lieux communautaires est centrale dans nos réflexions sur les communautés locales et leurs pratiques, qu'il s'agisse des communautés d'habitants, des communautés 'politiques', judiciaires, de métier ou encore religieuses. Nous avons voulu l'approfondir dans le présent dossier. Pour l'organiser, nous avons voulu tenir compte des travaux qui se sont multipliés depuis les années 1980 sur la spatialisation des pouvoirs et des relations sociales autour de l'articulation entre Premier et Second Moyen Âge. Au début des années '70 les historiens italiens (surtout Giovanni Tabacco et ensuite Giuseppe Sergi)¹ ont commencé à réfléchir sur la question de la charge comtale à l'époque carolingienne en l'identifiant comme une fonction publique territorialisée, c'est à dire située dans un espace défini. Les recherches qui se sont développées à partir de ce constat se sont ensuite orientées vers l'étude des différentes formes de pouvoir local, soit en compétition avec la figure comtale, soit en utilisant des stratégies complexes, fondées sur la mémoire, la fondations d'églises privées, une nouvelle spatialisation des espaces judiciaires et la fondation de nouveaux centres fortifiés (*incastellamento* de la Sabine de Pierre Toubert et variété des *castra* d'Aldo Settia),² la gestion et l'exploitation des ressources naturelles 'publiques', telles que les mines, à partir du X^e siècle et durant les deux siècles suivants (Giovanna Bianchi et Simone Collavini).³ De leur côté, les historiens français du Moyen Âge central, constatant une forme de territorialisation des pouvoirs et plus généralement des sociétés aux XI^e et XII^e siècles ont conclu à une 'déterritorialisation' des sociétés entre la fin de l'époque romaine et les débuts du Moyen Âge (Michel Lauwers, Florian Mazel, Laurent Ripart),⁴ suivie d'une 'reterritorialisation'. On reprend ainsi la chronologie de Marc Bloch en l'insérant dans une nouvelle approche globale des pouvoirs, avant et après la Réforme grégorienne, et une nouvelle grille de lecture, celle des espaces de pouvoir. On serait ainsi passé d'espaces appréhendés à partir d'un ensemble de points et de lieux à des espaces territorialisés, délimités, au sens wébérien du terme. Cette nouvelle approche ne remet finalement pas en cause l'idée traditionnelle que les communautés d'habitants aux formes stables apparaissent seulement dans la deuxième partie du Moyen Âge (Joseph Morsel).⁵ Les travaux de Michel Lauwers sur la perception de la dîme qui contribue à développer des identités paroissiales vont dans le même sens,⁶ et la question de l'agglomération des hommes autour de lieux polarisant (le *castrum*, l'église, le cimetière...) au tournant du millénaire serait moins le

¹ Tabacco, "I processi di formazione," 15-43; Sergi, "Le istituzioni politiche del secolo XI," 75-84.

² Toubert, *Les structures du Latium*.

³ Bianchi, Collavini, "Public estates."

⁴ Lauwers, Ripart, *Représentation et gestion de l'espace* ; Mazel, *L'évêque et le territoire*.

⁵ Morsel, *Communautés d'habitants*.

⁶ Lauwers, *La dîme, l'église et la société féodale*.

signe d'une transformation sociale qu'au fondement de cette transformation, et donc, ce qui la rend possible.

Ces travaux ont ouvert des perspectives nouvelles mais la vision de sociétés du haut Moyen Âge déterritorialisées semble réductrice et par ailleurs ils ont été conduits par des historiens qui restent fortement marqués par le lien entre histoire et géographie d'une part, par le débat autour de la mutation de l'An Mil, décalé maintenant vers la Réforme grégorienne d'autre part. Le débat sur l'*incastellamento* en Italie par exemple a d'abord été une question d'historiographie française qui a ensuite été renouvelée et largement corrigée par les travaux des archéologues et des historiens italiens et anglais (Aldo Settia, Riccardo Francovich, Chris Wickham)⁷. Il nous semble donc essentiel de nous appuyer aussi sur les historiographies italiennes, anglo-saxonnes, allemandes, hispaniques pour aborder la difficile question des espaces et lieux communautaires pendant le premier Moyen Âge, en tenant compte de la diversité des sociétés et des chronologies différenciées. L'apport des sciences sociales et de l'archéologie nous semble également important.

Les archéogéographes ont en effet récemment proposé d'analyser les pratiques de l'espace comme des estimateurs archéologiques de détermination sociale, en les nommant des "géofacts" (Émilie Cavanna)⁸. Ils proposent de distinguer trois grandes classes de critères permettant d'envisager la répartition et la structuration des sites. On y retrouve les éléments relatifs à l'insertion d'une occupation dans le milieu physique (critères "sitologiques") ; ils prennent en compte les liens entre un site et le paysage social, les infrastructures économiques et les réseaux de communication (critères "situationnels"), ainsi que les interactions entre établissements contemporains (critères "proxémiques"). Une telle grille de lecture repose sur la distance comme principale modalité d'analyse. Cette notion peut être appréhendée à la fois dans sa dimension métrique (une longueur qui sépare deux points), comme un cheminement (qui peut conjuguer à la fois espace et temps), mais également en termes de distance sociale, en considérant la séparation métrique ou symbolique entre les groupes sociaux.

S'interroger sur la spatialisation des pouvoirs et des relations sociales implique également de questionner la notion de centralité. D'un point de vue archéologique, un centre se définit par la présence ou l'absence de certaines fonctions sur un site par rapport à d'autres lieux. Cela pose donc la question de l'échelle, car un lieu ne peut être analysé qu'en rapport à d'autres lieux. Il n'est central que par rapport à d'autres établissements d'un rang jugé plus modeste ou dont le positionnement semble plus périphérique. La question de la centralité en archéologie est donc intrinsèquement liée à la mise en relation des différents établissements présents dans un espace et à l'évolution de

⁷ Settia, *Castelli e villaggi*; Francovich, Ginatempo, *Storia e archeologia*; Francovich, "The Beginnings;" Wickham, *Il problema dell'incastellamento*.

⁸ Cavanna, "L'espace, estimateur archéologique."

ce réseau dans le temps, comme l'ont bien souligné Frans Theuws⁹ ainsi que Joëlle Burnouf.¹⁰

On peut également s'intéresser à la mnémoptique des lieux communautaires (Howard Williams, Jens Schneider).¹¹ Cette expression, issue de l'anthropologie de la mémoire, est utilisée pour transcrire la façon dont la persistance dans le temps de certaines fonctions ou de certaines structures (par exemple les monuments mégalithiques préhistoriques) sur un site se traduit par une évolution de sa perception. Le poids du passé participerait à cette cristallisation d'un capital symbolique autour d'un bâtiment ou d'un établissement. Le résultat de ce processus serait la transformation de ce lieu en objet, dont la valeur tiendrait autant, si ce n'est plus, à la mémoire qui lui est attachée qu'aux fonctions qui y sont exercées.

Les recherches que nous menons sur l'existence de formes communautaires dans le haut Moyen Âge ont mis en évidence un ensemble de critères. Or, plusieurs de ces critères font appel à des notions spatiales : le nom, qui peut renvoyer à un espace ou à un lieu (les hommes de tel endroit) ; un lien affirmé avec un territoire ; une forme d'organisation : assemblées, obligations collectives, qui suppose de disposer de lieux de rassemblement ; des pratiques communes comme des cultes, des rituels, des activités festives, des travaux qui prennent toutes place dans un cadre spatial. Nous serions donc face à des "territoires objectifs" (Stéphane Boisselier),¹² c'est-à-dire à des espaces informels progressivement structurés par des processus de répétition et d'uniformisation des pratiques, selon le principe que l'intégration sociale finit par produire de la cohésion spatiale. Se pose dès lors la question non seulement des rapports entretenus entre espace et communauté, mais encore du rôle de l'espace et des différents lieux dans la constitution et la pérennisation d'une communauté.

2. *Les espaces de la communauté*

Ces questions spatiales ont été envisagées dans le double contexte rural et urbain des sociétés du haut Moyen Âge : même si le caractère très majoritairement rural de ces sociétés ne fait pas de doute, on peut également s'intéresser à la transformation des espaces urbains qui sont encore très nombreux au tout début du Moyen Âge et qui constituent, notamment en Italie, des centres de pouvoir politique et surtout religieux tout au long de la période. Or les espaces urbains sont soumis à d'importantes transformations qui sont directement liées à l'apparition de nouvelles formes de communautés. À partir de l'exemple de Vienne, ancienne capitale provinciale de l'Empire romain,

⁹ Theuws, "Landed Property."

¹⁰ Burnouf, "Les estimateurs archéologiques."

¹¹ Williams, *Archaeologies*; Schneider, *Punkte im Raum*.

¹² Boisselier, *De l'espace aux territoires*.

Ian Wood montre comment une cité qui connaît une forme d'abandon par ses élites à la fin du V^e siècle, se réoriente entièrement vers le service divin : la ville, qui était jusque-là dominée par des monuments qui marquaient sa prééminence politique dans l'Empire, se révèle à partir du VI^e siècle comme un espace avant tout religieux, dominés par les monuments appartenant à l'église épiscopale et aux monastères, et qui sert d'écrin aux représentations liturgiques. On peut ainsi dire que la multiplication des communautés religieuses dans le territoire urbain fait passer la cité de Vienne, comme d'autres centres urbains de la Gaule, entre 450 et 650, du statut de ville d'empire au statut de 'ville de Dieu', non seulement en termes d'organisation de l'espace mais aussi en termes de prééminence économique.¹³ L'espace urbain connaît aussi d'autres transformations liées à l'évolution des structures et des communautés ecclésiastiques, et pas seulement des monastères qui ont déjà été bien étudiés :¹⁴ en s'appuyant sur des exemples italiens, Émilie Kurdziel explore l'impact de l'*Institutio canonicorum* de 816 sur l'organisation de l'espace ecclésiastique lié à la cathédrale, élément clef de l'espace urbain médiéval. L'institution d'une *canonica* provoque au sein même de la cité un espace sous-trait, réservé aux chanoines et délimité par une clôture dont le but n'est pas, contrairement à la clôture monastique, d'empêcher les chanoines de sortir mais de les préserver des ingérences extérieures. Ici l'institution d'une nouvelle forme de communauté induit donc dans l'espace urbain une nouvelle forme d'organisation et aboutit à créer une espace spécifique ; mais on peut tout aussi bien dire que c'est l'existence même de cet espace des chanoines, la *canonica*, terme qui désigne tout à la fois la communauté des chanoines et le lieu où elle réside, qui renforce, voire qui crée cette communauté, qui permet – ou qui oblige – les chanoines à 'faire communauté' ou du moins à s'imaginer comme telle. Cet espace des chanoines bénéficie aussi de privilèges d'immunité dès la fin du IX^e siècle, immunité qui est d'ailleurs le point de départ de la constitution de la seigneurie du chapitre où se déploie une nouvelle forme de communauté, celle des 'gens du chapitre' qui viennent régulièrement à la ville, notamment pour payer les redevances : on a donc là l'exemple de lieux et de communautés enchâssés, mettant en relation des espaces physiques et symboliques au sein même de la cité.

Ces deux exemples qui se focalisent sur la ville du haut Moyen Âge montrent toute la puissance des communautés ecclésiastiques dans le remodelage et la redéfinition de l'espace urbain. Mais l'espace rural est tout autant un produit des forces sociales locales, contrôlées par les élites : comme le montre Michel Lauwers, il existe des formes d'organisation collective dans les campagnes qu'on doit considérer en-dehors de la question de l'habitat, notamment des zones d'activités réunissant des artisans, des fours collectifs et des aires de stockage, souvent à proximité des églises sans qu'on puisse clairement ex-

¹³ Wood, *The Christian Economy*.

¹⁴ Lauwers, *Monastères et espace social*.

pliquer la raison de cette implantation privilégiée. Il semble néanmoins que, même si la paroisse n'est pas encore un territoire homogène, l'espace commun est très tôt polarisé par l'église, fondée par les élites locales dès le VII^e siècle, avec un semis déjà assez dense, qui sera en partie réorganisé au IX^e siècle.¹⁵ Ces espaces ne sont pas occupés par des communautés primitives et égalitaires comme le voulait une historiographie ancienne,¹⁶ mais par des groupes hiérarchisés qui sont le produit d'un contrôle de la société par les élites. On est frappé cependant par la place que le voisinage occupe dans le lexique qui permet de définir ces communautés, ce qui montre à quel point l'espace est ici conçu comme un élément qui produit de la communauté, le fait "d'habiter ensemble" (*cohabitantes*) permettant de délimiter un groupe et de le considérer au minimum comme un collectif.

3. *Les lieux de la communauté*

Une autre partie de notre dossier veut répondre à des questions liées plus spécifiquement aux lieux. En particulier nous nous sommes demandé si on pouvait tracer une typologie des lieux où une communauté se réunit et dans quelle mesure ils sont nécessaires à son maintien en tant que communauté. Y-a-t-il un ou plusieurs lieux possibles ? Avec des fonctions différentes ou pas ? Ces lieux sont-ils fixes ? Evoluent-ils dans le temps, en même temps que la communauté se transforme ? Enfin nous voulions poser la question de l'articulation entre lieux de réunion et existence d'une communauté : de tels lieux où se réunissent des groupes particuliers signifient-ils qu'une communauté existe ou contribuent-ils à sa formation ?

Dans le cas analysé par Wendy Davies, consacré au nord de la péninsule ibérique au cours du X^e siècle, la documentation privée permet d'isoler des termes spécifiques – *collatio* et *concilium* – qui signifient à la fois des occasions/événements de rencontre et permettent d'identifier des espaces locaux spécifiques où se réunissent les habitants de différentes localités. Ainsi voit-on dans les exemples mentionnés soit un groupe variable d'individus, soit des représentants de villages individuels délégués par les habitants d'un site, soit du personnel spécialement nommé, qui convergent en un lieu pour rédiger des actes de vente ou d'échange. Dans ces cas, c'est l'espace réservé à la réunion qui détermine la formation extrêmement fluide du groupe des acteurs. Un cas assez spécifique est celui des communautés judiciaires, qui comprend des groupes d'hommes (mais aussi des femmes) très variés : hommes de culture, d'extraction sociale et de compétences différenciées, à l'intérieur duquel on souligne la présence des *boni homines*, un groupe socialement différencié, au sein duquel on trouve aussi des représentants royaux (*proceres palatii*). Dans

¹⁵ Bougard, "L'église de Varsi et son chartier."

¹⁶ Lauwers, "Des communautés de villages ?"

ces contextes ruraux, où l'on peut voir se dérouler des procès concernant des affaires locales, la présence de *comites* n'implique pas, jusqu'au XI^e siècle, une délégation royale, mais simplement un titre qui explique la reconnaissance de leur pouvoir effectif. Les églises (voire plusieurs églises pour un même procès) ne sont pas des espaces communautaires si l'occasion de la réunion est un procès ; mais elles peuvent l'être pour d'autres occasions. L'église comme lieu est pourtant un facteur polarisant des activités d'une communauté, mais aussi un lieu qui peut réunir des 'communautés occasionnelles', mobilisées pour une multiplicité d'occasions. On peut observer cette dynamisme aussi à un autre niveau informel, celui qui concerne les jardins : on pourrait parler de 'communautés de jardinage', puisqu'il s'agit de jardins juxtaposés, appartenant à des hommes différents, qui entretiennent régulièrement leurs espaces cultivés intensivement. Au X^e siècle, dans le territoire ibérique du nord-ouest, on peut donc parler d'une multiplicité des communautés, dont les membres se chevauchent.

Les lieux d'étude d'une communauté ne sont pas nécessairement des espaces situés dans le paysage. C'est ce que démontre l'exemple étudié par Claire de Cazanove-Hannecart, qui utilise un 'lieu documentaire', le cartulaire de l'église de Freising sous les évêques de Joseph, Ermbert et Arbeo entre 739 et 783, en se concentrant notamment sur les eschatocols où se trouvent les listes de témoins, mais où l'on peut aussi distinguer une série de gestes et de signes qui permettent de retrouver des présences, des liens et des hiérarchies. Le réseau de relations qui se construit et sa représentation au moment de la rédaction du cartulaire lui-même (entre 828 et 848) montrent, d'une part, la volonté de représenter une communauté soudée autour de son évêque et, d'autre part, l'expansion d'une telle communauté au cours de la longue période de son développement. Les signes et les gestes distinctifs d'une telle communauté sont analysés très minutieusement : l'apposition du *signum crucis* – compris comme un geste visible de contact physique avec les chartes –, l'autographie, la position prééminente de certains groupes, la mention des différents rôles. Ces variables sont l'outil qui nous permet également de balayer chronologiquement la structuration de la communauté épiscopale de Freising pendant l'épiscopat d'Arbeo (764-83), celui pendant lequel les lignes de tendance exprimées auparavant de manière vague et inconstante trouvent leur systématisation. Premièrement, la communauté épiscopale se structure autour de l'évêque et de deux bâtiments : l'église et le monastère Sainte-Marie puis Sainte-Marie/Saint-Corbinian à partir de la translation des reliques en 768 ; deuxièmement, les listes deviennent plus précises sur le grade des témoins/souscripteurs et une présentation hiérarchique devient la norme. C'est la communauté autour de l'évêque qui apparaît en première position dans les listes, tandis que les laïcs sont rejetés souvent après les prêtres et les diacres. Alors que sous les premiers évêques c'est la diversité parmi les souscripteurs et les témoins qui dominait, dès le début du mandat d'Arbeo, des hommes clefs émergent et prennent une place fondamentale dans les listes où ils apparaissent en première position. Cette hiérarchisation et cette

articulation progressive nous permettent d'envisager la communauté épiscopale de Freising comme une communauté qui se réalise et se manifeste par des actes diplomatiques.

Enfin Giovanna Bianchi aborde dans une troisième contribution le thème du rapport entre les lieux publics et ceux qui y vivent et y travaillent, à travers le témoignage des données matérielles. À partir des vastes fouilles de la localité de Vetricella, dans l'actuelle province de Grosseto, la structure d'un site côtier est tout d'abord examinée, ce qui permet de renouveler une problématique de peuplement et une hypothèse interprétative proposée depuis longtemps pour les zones de plaine de la Toscane : les sites de plaine auraient-ils été dépeuplés à partir du VII^e siècle au profit des sites de hauteur, comme l'a supposé Riccardo Francovich au cours des années '80 et '90¹⁷ ? En effet, l'analyse de la cour royale de Valli apporte un élément supplémentaire spécifique à ce dossier, puisqu'elle permet d'observer en profondeur la gestion et le peuplement d'une cour fiscale et le statut particulier du site en tant que bien public pour la première fois en Italie. Centrée sur la présence d'une tour, placée au centre de trois fossés concentriques, la *curtis* de Valli présente d'importantes variations dans son organisation interne et au cours de sa principale période d'utilisation, entre la seconde moitié du X^e et la première moitié du XI^e siècle. Dans l'espace clos, une nécropole – la communauté spatiale de Valli – abritait 52 individus aux caractéristiques similaires : atteints de thalassémie, leur corps était éprouvé par une activité physique prolongée. Le ciment de ce groupe était le travail du métal : en témoignent les nombreux objets en fer retrouvés, le stockage de matières premières, l'absence quasi-totale d'objets témoignant de travaux agricoles. La communauté enterrée à Valli était probablement une communauté stable de serfs, obligés de travailler et de vivre là, sous la supervision probable d'un groupe itinérant. Cette communauté était donc forcée à résider et à travailler ensemble.

Ces études de cas ne sauraient prétendre à l'exhaustivité et appellent à des prolongements. À l'échelle européenne, on décèle bien quelques caractères communs : des bâtiments souvent en matériaux périssables, des groupements d'habitats assez lâches, un vaste *saltus* dont on tire de nombreuses ressources, une église signalant la présence de Dieu, mais c'est quand même la diversité qui domine, notamment en ce qui concerne le statut socio-économique des habitants et leurs liens de dépendance qui varient suivant les régions, voire suivant les établissements eux-mêmes. En outre, ces sociétés se transforment avec le temps mais rarement de manière linéaire : ce sont donc des sociétés dynamiques et contrastées – et non pas 'primitives' et caractérisées par la stagnation¹⁸. Mais ces sociétés locales ne préfigurent guère les communautés villageoises de la fin du Moyen Âge au sens où la cohésion du groupe repose

¹⁷ Francovich, "The Beginnings."

¹⁸ Zeller, West, Tinti, Stoffella, Schroeder, van Rhijn, Patzols, Kohl, Davies, Czock, *Neighbours and Strangers*.

moins sur la capacité d'intégration au sein d'une même résidence que sur des réseaux qui relient entre eux les différents groupes d'habitants. Il semble que la seule trace indéniable d'identité collective à cette échelle locale soit l'identité chrétienne, soutenue par l'activité du prêtre qu'on peut qualifier de personne 'charnière' (*hinge people*)¹⁹, ce qui renvoie, une fois encore, à l'église comme point de cristallisation des relations sociales. On retrouve ici l'idée d'un espace médiéval conçu comme "polarisé" autour de quelques points, un espace "hétérogène et discontinu" (Alain Guerreau)²⁰ où l'implantation par l'Église de pôles de sacralité préexiste et, en quelque sorte, préfigure l'existence de communautés comme l'avait déjà pressenti le sociologue Georg Simmel :

l'Église n'attend pas de trouver une communauté de personnes en bonne et due forme pour la constituer dans l'espace, mais dès qu'il y a le plus petit noyau elle commence par-là, et très souvent cette localisation s'est révélé le point de cristallisation d'une vie communautaire en pleine croissance.²¹

On mesure combien la construction de l'espace se réfère donc tout d'abord à des lieux qui sont autant de points d'ancrage des communautés, bien avant qu'elles ne se projettent dans un territoire.

Néanmoins on constate aussi qu'une communauté pouvait être pensée et représentée sans projection spatiale, comme le montre bien le cas du cartulaire de Freising, surtout pendant la période où Arbeo était évêque : il avait conçu l'ordre hiérarchique de son église comme l'acteur principal des chartes diplomatiques et c'était donc cet espace écrit qui permettait à ce groupe de s'affirmer comme communauté.

¹⁹ Patzold, van Rhijn, *Men in the Middle* ; Patzold, *Presbyter*.

²⁰ Guerreau, "Quelques caractères."

²¹ Simmel, *Sociologie*, cité par Lauwers, "Ecclesia et spatialisation," 31.

Œuvres citées

- Bianchi, Giovanna, et Simone Collavini. "Public estates and economic strategies in Early Medieval Tuscany : toward a new interpretation." Dans *Origins of a new economic union (7th-12th centuries) : preliminary results of the nEU Med project. October 2015 – March 2017*, éd. Giovanna Bianchi, et Richard Hodges, 147-61. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2018.
- Boissellier, Stéphane, cur. *De l'espace au territoire. La territorialité des processus sociaux et culturels au Moyen Âge*. Turnhout: Brepols, 2010.
- Bougard, François. "L'Église de Varsi et son chartrier. Pouvoirs, territoires, communauté, VIII^e-X^e siècle." Dans *La fabrique des sociétés médiévales méditerranéennes. Les Moyen Âge de François Menant*, éd. Diane Chamboduc de Saint Pulgent, et Marie Dejoux. 421-31. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2018.
- Burnouf, Joelle. "Les estimateurs archéologiques de l'interprétation sociale de la notion d'élite et la question des lieux centraux." Dans *Deutsche Königspfalzen. Beiträge zu ihrer historischen und archäologischen Erforschung. Bd. 8: Places of power, Orte der Herrschaft, Lieux du pouvoir*, éd. Caspar Ehlers, 35-44. Göttingen : Max-Planck-Institut für Geschichte, 2007.
- Cavanna, Emilie, "L'espace : un estimateur archéologique de distinction sociale ? L'exemple des élites médiévales et modernes aux champs." Dans *Des hommes aux champs : pour une archéologie des espaces ruraux du Néolithique au Moyen Âge*, éd. Vincent Carpentier, et Cyril Marcigny. 263-74. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2012.
- Francovich, Riccardo. "The Beginnings of Hilltop villages in Early Medieval Tuscany." Dans *The long morning of medieval Europe : new directions in early medieval studies*, éd. Jennifer Davis, et Michael McCormick, 55-82. Aldershot : Routledge, 2008.
- Francovich, Riccardo, et Maria Ginatempo, cur. *Storia e archeologia del potere nella Toscana medievale*. Firenze : All'Insegna del Giglio, 2000.
- Guerreau, Alain. "Quelques caractères spécifiques de l'espace féodal." Dans *L'État ou le roi. Les fondations de la modernité monarchique en France (XIV^e-XVII^e siècles)*, éd. Neithard Bulst, Robert Descimon, et Alain Guereau, 85-101. Paris : Éditions de la Maison de Sciences de l'Homme, 1996.
- Lauwers, Michel, cur. *La dîme, l'Eglise et la société féodale*. Turnhout : Brepols, 2012.
- Lauwers, Michel, cur. *Monastères et espace social. Genèse et transformation d'un système de lieux dans l'Occident médiéval*. Turnhout : Brepols, 2015.
- Lauwers, Michel. "Ecclesia et spatialisation des rapports sociaux." Dans *Espaces ecclésiastiques et seigneuries laïques. Définitions, modèles et conflits en zones d'interface (IX^e-XIII^e siècle) / Kirchliche Räume und weltliche Herrschaften. Definitionen, Modelle und Konflikte in Kontaktzonen (9.-13. Jahrhundert)*, éd. Tristan Martine, Jessika Nowak, et Jens Schneider, 25-42. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2021.
- Lauwers, Michel. "Des communautés de village dans le haut Moyen Âge ? Un retournement historiographique." *Reti Medievali Rivista* 25, n° 2 (2023).
- Lauwers, Michel et Laurent Ripart. "Représentation et gestion de l'espace dans l'Occident médiéval." Dans *Rome et la genèse de l'état moderne : une comparaison typologique*, éd. Jean Philippe Genet, 115-71. Rome : École Française de Rome, 2007.
- Lonza, Nella. "Pulling the witness by the ear : a riddle from the Medieval Ragusan sources." *Dubrovnik Annals* 13 (2009) : 25-35.
- Mazel, Florian. *L'évêque et le territoire. L'invention médiévale de l'espace (VII^e-XIII^e s.)*. Paris : Éditions du Seuil, 2016.
- Morsel, Joseph, cur. *Communautés d'habitants au Moyen Âge XI^e-XV^e siècles*. Paris : Édition de la Sorbonne, 2018.
- Patzold, Steffen. *Presbyter. Moral, Mobilität und die Kirchenorganisation im Karolingerreich*. Stuttgart: Hiersemann, 2020.
- Patzold, Steffen, Carine van Rhijn, cur. *Men in the Middle. Local Priests in Early Medieval Europe*. Berlin-Boston: De Gruyter, 2016.
- Schneider, Jens. *Punkte im Raum. Zur Bedeutung von Orten für die Ausbildung von Herrschaft*. Tübingen: Eberhard Karls Universität, 2012. <http://nbn-resolving.de/urn:nbn:de:bsz:21-opus-67066>.
- Sergi, Giuseppe. "Le istituzioni politiche del secolo XI. Trasformazioni dell'apparato pubblico e nuove forme di potere." Dans *Il secolo XI. Una svolta?*, éd. Cinzio Violante, et Johannes Fried, 73-97. Bologna: il Mulino, 1993.

- Settia, Aldo A. *Castelli e villaggi nell'Italia padana. Popolamento, potere e sicurezza tra IX e XIII secolo*. Napoli: Liguori, 1984.
- Simmel, Georg. *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation*, traduit par Sybille Muller. Paris: Presses Universitaire de France, 2013.
- Tabacco, Giovanni. "I processi di formazione dell'Europa carolingia." Dans *Nascita dell'Europa ed Europa carolingia : un'equazione da verificare*, Settimana di Studio del Centro Italiano di Studi sull'Alto Medioevo, 27, 15-43. Spoleto: Centro Italiano di Studi sull'Alto Medioevo, 1981.
- Theuws, Frans. "Landed Property and Manorial Organisation in Northern Austrasia ; some Considerations and a Case Study." Dans *Images of the Past. Studies on Ancient Societies in Northwestern Europe*, éd. Nico Royman, et Frans Theuws, 299-407. Amsterdam : Amsterdam University Press, 1991.
- Toubert, Pierre. *Les structures du Latium médiéval. Le Latium méridional et la Sabine du IX^e siècle à la fin du XII^e siècle*, Rome : École Française de Rome, 1973.
- Wickham, Chris. *Il problema dell'incastellamento nell'Italia centrale. L'esempio di San Vincenzo al Volturno*. Firenze: All'Insegna del Giglio, 1985.
- Williams, Howard, cur. *Archaeologies of remembrance: death and memory in past societies*. Dordrecht: Kluwer Academic, 2003.
- Wood, Ian N. *The Christian Economy in the early medieval West. Towards a Temple Society*. Binghamton: Punctum Books - Gracchi Books, 2022.
- Zeller, Bernhard, Charles West, Francesca Tinti, Marco Stoffella, Nicholas Schroeder, Carine van Rhijn, Steffen Patzold, Thomas Kohl, Wendy Davies, et Miriam Czock. *Neighbours and Strangers. Local societies in early medieval Europe*. Manchester: Manchester University Press, 2020.

Geneviève Bühner-Thierry
 Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
 genevieve.thierry@univ-paris1.fr

Maria Cristina La Rocca
 Università degli Studi di Padova
 mariacristina.larocca@unipd.it

Des “communautés de village” dans le haut Moyen Âge ? Un retournement historiographique

par Michel Lauwers

Les sociétés de l'Occident médiéval étaient-elles organisées en “communautés” ? L'usage de cette notion, qui ne se rencontre guère dans la documentation avant le 13^e siècle, est particulièrement problématique pour le haut Moyen Âge. C'est néanmoins pour cette époque que les juristes du 19^e siècle, suivis par nombre d'historiens, puis de sociologues, ont évoqué l'existence de “communautés de village” remontant à des temps immémoriaux. Ces travaux anciens relatifs à une sorte de “communauté” primitive – *Genossenschaft*, *Gemeinschaft* ou *Village Community* – sont d'autant plus importants qu'ils ont joué un rôle non négligeable dans la genèse des définitions du fait communautaire au sein des sciences sociales. L'historiographie de la seconde moitié du 20^e siècle atteste toutefois un retournement : la formation de communautés d'habitants fut alors envisagée comme une organisation autant spatiale que sociale, rapportée au développement de la domination seigneuriale et située dans la seconde partie du Moyen Âge. Aujourd'hui, l'apport d'une masse considérable de données archéologiques inédites permettant d'éclairer les transformations du système de peuplement, incite à reconsidérer une nouvelle fois l'histoire des groupes d'habitants, replacée dans une longue durée médiévale.

Were the societies of the medieval West organised in “communities”? The use of this notion, which is rarely found in the sources before the 13th century, is particularly problematic for the early Middle Ages. However, it is for this period that 19th century jurists, followed by some later historians and sociologists, referred to the existence of “village communities” dating back to immemorial times. These writings on *Genossenschaft*, *Gemeinschaft* or *Village Community* are all the more important as they played a significant role in the genesis of the concept of community in social science. The historiography of the second half of the 20th century, however, made a kind of inversion: the formation of communities of inhabitants was then considered as a spatial and social organisation, related to the development of seigneurial domination and therefore placed in the second half of the Middle Ages. Today, the contribution of a considerable mass of new archaeological data, highlighting the transformations of the settlement system, incites us to reconsider the history of the inhabitant groups, placed in a long medieval period.

Moyen Âge, Historiographie, Communauté, Village, Seigneurie.

Middle Ages, Historiography, Community, Village, Seigneurial domination.

D'usage courant dans les sciences sociales, le mot “communauté” – dont il faut rappeler qu'il était à peu près absent du vocabulaire médiéval avant les XII^e et XIII^e siècles¹ – ne désigne pas n'importe quelle forme de regroupement. Il peut néanmoins revêtir des acceptions fort diverses : pour certains, il y a communauté lorsque se nouent des relations horizontales et pérennes entre les membres d'un groupe ; pour d'autres, la communauté suppose avant tout la conscience d'une identité commune ; elle peut aussi se traduire, institutionnellement, par une personnalité morale. Il est des communautés qui se fondent sur l'habitat, d'autres sur l'organisation productive et d'autres encore sur des pratiques ou des dispositifs que nous qualifierions aujourd'hui de juridiques, politiques ou religieux. Reste que beaucoup d'historiens recourent à la notion de “communauté” pour évoquer toute forme d'organisation collective, ce que favorise sans doute la réflexion contemporaine sur les “communs”.

La présente contribution ne vise pas à opérer un choix entre de multiples définitions afin d'imposer une vision particulière de la “communauté” dans le haut Moyen Âge, mais à dégager quelques jalons historiographiques concernant une forme d'organisation socio-spatiale souvent mise en exergue, que les spécialistes qualifient de “communauté de village” ou “communauté d'habitants”. L'intérêt de cet objet et d'un parcours au travers des récits historiques qui se sont constitués à son propos à partir du XIX^e siècle se justifie d'autant plus que ces discours sur l'inscription des communautés médiévales en des lieux particuliers, tels que les villages, ont joué un rôle non négligeable dans la genèse des représentations communautaires au sein des sciences sociales.

1. *De la possession collective du sol à la domination spatiale de la seigneurie*

C'est, en effet, au XIX^e siècle que l'idée s'imposa qu'avaient prévalu durant le haut Moyen Âge des formes d'organisation communautaire qu'en Allemagne les historiens du droit – notamment Georg Ludwig von Maurer (1854, 1856) et Otto Gierke (1868), à la suite de Justus Möser (mort en 1794) – rattachèrent à un système de propriété collective du sol, héritier de groupements germaniques primitifs, désigné sous le terme de *Markgenossenschaft* : les “marches” conquises par les Germains auraient été exploitées de manière collective par des clans, avant que le régime féodal ne fît disparaître une telle structure dont

¹ Ce n'est pas tomber dans le nominalisme que de relever que son apparition est dès lors très significative, ainsi que le suggérait déjà Michaud-Quantin, *Universitas*. Il conviendrait certes de mener une véritable étude lexicale et statistique sur *comunitas*, *universitas*, etc., à partir des grands corpus de la latinité médiévale. Dans les pages qui suivent, je ne considère néanmoins pas que l'usage du mot *comunitas* renverrait à la “communauté” des historiens et des sciences sociales.

certaines dimensions survécurent néanmoins.² La *Genossenschaft* était un groupement solidaire fondé sur la libre association et la possession commune, que Gierke oppose à la *Herrschaft*, domination ou seigneurie.³ À la même époque, John Mitchell Kemble reconnaissait dans l'Angleterre saxonne un même système de ‘marches, tenues par des communautés libres vivant sous le régime de la propriété collective.⁴

Le rapport dialectique entre *Genossenschaft* et *Herrschaft* intégra les grandes synthèses élaborées dans le cadre de l'anthropologie juridique : l'ouvrage sur les *Village Communities* (1871) de Henry James Sumner Maine, l'auteur d'*Ancient Law*, titulaire de la première chaire de jurisprudence historique et comparative de l'université d'Oxford, s'ouvre ainsi sur la *Mark* germanique, avec force références à l'œuvre de Maurer, tandis que ses *Lectures on the Early History of Institutions* (1875) relèvent un certain nombre de survivances, jusque dans l'Europe du XIX^e siècle, de modes d'occupation et de droits d'accès aux terres issus de la *Mark* telle qu'elle s'était développée dans les anciennes Allemagne et Angleterre ;⁵ l'Américain Lewis Morgan défendit quant à lui l'idée, qui inspira Friedrich Engels, que les sociétés archaïques ou primitives ignoraient la propriété privée.⁶

Entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, de telles représentations ont été conceptualisées dans les jeunes sciences sociales : dès 1887, Ferdinand Tönnies – qui devait fonder en 1909, avec Max Weber, Georg Simmel et Werner Sombart, la Société allemande pour la sociologie – oppose nettement la forme égalitaire de la *Gemeinschaft* (selon le terme qu'il substitue à la *Genossenschaft* des juristes et qui se dit “communauté” en français), fondée sur des liens de parenté, de voisinage ou d'amitié, à la “société” contractuelle, hiérarchisée et plus individualiste que constitue la *Gesellschaft* (mot qui, sous sa plume, remplace *Herrschaft*) : Tönnies, qui évoque l'évolution de

² Maurer, *Einleitung* ; Gierke, *Das Genossenschaftsrecht*. L'accès à des terres communes ou l'usage de biens communaux, comme les pâtures et les forêts, sont une survivance de cette primitive propriété collective.

³ Après celui de 1868, Otto von Gierke publie 3 autres volumes de *Das Genossenschaftsrecht*, le dernier à Berlin en 1913. Le terme de *Genossenschaft*, en vieil allemand, est attesté dans les sources médiévales. Gierke en fait un idéal-type étroitement associé au monde germanique, dont l'alternance avec la *Herrschaft* (celle-ci plutôt caractéristique du droit romain) structure l'histoire européenne. La seigneurie ou féodalité remplace ainsi les sociétés germaniques égalitaires du haut Moyen Âge. Si le mot *Genossenschaft* désignait dans le droit du XIX^e siècle différentes formes de “corporations”, Gierke évoque pourtant l'affaiblissement ou l'effacement de la *Genossenschaft*, à partir du XIII^e siècle, devant la “corporation” (*Körperschaft*, *Korporation*) qu'il considère négativement en raison de la structure inégalitaire des corporations médiévales (sur ce dernier point, voir Jouin, “Le moment Gierke,” 25-7). Voir aussi Oexle, *Otto von Gierkes Rechtsgeschichte*.

⁴ Kemble, *The Saxons in England*.

⁵ Maine, *Ancient Law* ; Maine, *Village-Communities* ; Maine, *Lectures on the Early History*. Maine, qui avait été membre jurisconsulte au Conseil du Vice-Roi en Inde et avait pu observer à cette occasion les communautés agricoles, transféra un certain nombre de caractéristiques de ces sociétés traditionnelles aux sociétés prémodernes d'Occident (Chouquer et Watteaux, *L'archéologie*, 14).

⁶ Morgan, *Ancient Society*.

l'Occident de l'une à l'autre en opposant nettement le Moyen Âge et l'époque contemporaine, reconnaît tout ce que sa théorie doit à Gierke, Maine et Morgan, ainsi qu'à Marx.⁷ Dans le chapitre de *Gemeinschaft und Gesellschaft* qu'il consacre à la commune rurale, où il mentionne notamment l'exploitation des forêts communes et les pâturages collectifs, il cite de longs passages de *Village Communities* de Maine et de l'œuvre de Gierke dans lesquels il remplace du reste systématiquement le mot *Genossenschaft* par *Gemeinschaft*.⁸

L'école d'histoire du droit allemande fit ainsi de la possession commune du sol ou de l'accès collectif aux terres la caractéristique essentielle d'une organisation sociale primitive, encore vigoureuse dans le haut Moyen Âge. Cette conception, nationale au départ, qui visait à exalter la germanité, était aussi liée à des questions générales d'économie politique, voire à des luttes sociales qui furent particulièrement vives dans toute l'Europe au XIX^e siècle. On se souvient qu'en 1842, alors que la Diète rhénane débattait du "vol du bois mort", le jeune Karl Marx avait consacré une série d'articles de presse au droit coutumier de "glanage" ou "ramassage du bois" : le durcissement du droit des propriétaires au détriment des usages communautaires, qu'attestaient les débats de la Diète, aurait rompu avec des pratiques médiévales de socialisation des biens forestiers et agricoles – et avec des formes anciennes de propriété que Marx qualifiait alors d'"indécises".⁹ Lorsque, quatre décennies plus tard, Engels évoque "l'ancienne propriété commune de ce que tous les hommes libres pouvaient dans l'ancien temps considérer vraiment comme une "patrie", c'est également pour opposer cette "possession commune reçue en héritage et libre", qui "a servi pendant tout le Moyen Âge de base et de modèle à toute organisation sociale", à la misère des journaliers agricoles (et des ouvriers) de son temps.¹⁰ Comme l'a relevé Maurice Godelier en 1970, la mise en évidence par Marx et Engels de multiples formes de communautés primitives joua un rôle très important dans la critique de l'économie politique classique et dans la reconnaissance d'une grande variété des rapports de production, notamment

⁷ Tönnies, *Gemeinschaft und Gesellschaft*. Le sous-titre de l'édition de 1887 est *Traité sur le communisme et le socialisme comme formes culturelles existantes* (*Abhandlung des Communismus und des Socialismus als empirische Culturformen*) et celui de la réédition de 1912 : *Concepts fondamentaux de la sociologie pure* (*Grundbegriffe der reinen Soziologie*), cette évolution indiquant une volonté d'imposer des concepts universels. La dernière des huit éditions du vivant de Tönnies date de 1935. Émile Durkheim, *Communauté et société*, est l'auteur d'un compte rendu de la première édition. Quant à la première traduction française, sous le titre *Communauté et société*, elle date de 1946. Concernant l'influence de Marx sur Tönnies, ce dernier expliquant le passage de la *Gemeinschaft* à la *Gesellschaft* par l'avènement progressif du système capitaliste : Mesure, "Durkheim et Tönnies," 10. Pour Durkheim et Max Weber, la commune est essentiellement urbaine (Hulak, "L'avènement de la modernité").

⁸ Tönnies, *Communauté et société*, notamment 37-9 et, concernant le remplacement de *Genossenschaft* par *Gemeinschaft*, voir dans cette édition, 38, n. 1. Cf. Riedel, *Gesellschaft, Gemeinschaft*.

⁹ Sur cette série d'articles de Marx publiés dans le *Rheinische Zeitung* : Vigouroux, "Karl Marx," Xifaras, "Marx, justice et jurisprudence," Bensaïd, *Les dépossédés*, 104, pour la citation sur le "côté indécis" de la propriété dans les sociétés anciennes.

¹⁰ Engels, "Die Mark". Trad. franç. : Marx et Engels, *Sur les sociétés précapitalistes*, 425-6.

dans les sociétés “précapitalistes”.¹¹ Otto Gierke s'efforça, quant à lui, de faire entrer dans l'ordre légal la notion de *Genossenschaft*, ce qui se réalisa avec l'adoption de la “loi de la *Genossenschaft*” en 1889.¹² Dans l'Allemagne du XIX^e siècle, communautés et coutumes médiévales furent ainsi sollicitées au sein de discours réformateurs ou critiques, et jusque dans les années 1930, à l'époque de Weimar, la distinction entre “communauté” et “société” fit l'objet de maints débats.¹³ Les modèles élaborés dans ces contextes sociaux et politiques se sont diffusés progressivement, parfois au prix de quelques réaménagements, dans la médiévistique européenne. Assimilés également au sein d'une anthropologie évolutionniste, ils ont contribué à définir, dans les sciences sociales, la notion même de “communauté” (*Genossenschaft-Gemeinschaft, Community*), envisagée comme une structure fondée sur des liens égalitaires et “horizontaux” entre les personnes, typique du Moyen Âge, à l'inverse de l'organisation verticale et hiérarchisée qui connote habituellement la notion de “société”.¹⁴

En France, la question des communaux, soit l'accès des populations aux forêts ou à des terres communes, qui avait aux XVII^e et XVIII^e siècles divisé les juristes, selon qu'ils pensaient que les communautés détenaient des portions du sol depuis les temps les plus reculés ou que les communaux étaient au contraire dus aux concessions des seigneurs féodaux, s'était posée de manière aigüe lors de la Révolution française.¹⁵ Dans la première moitié du XIX^e siècle, l'idée qui dominait était celle d'une très ancienne propriété collective des terres. Dans son *Histoire des biens communaux en France, depuis leur origine jusqu'à la fin du treizième siècle* (1856), Armand Rivière évoque le maintien au fil des siècles de “biens communaux” remontant aux “communes gallo-romaines”¹⁶ – version en quelque sorte française de la *Mark* germanique. Mais Rivière ne se référait guère qu'aux communes urbaines, et un compte rendu de son ouvrage publié dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, qui concède que la loi romaine et le régime municipal avaient pu

¹¹ Godelier, “Introduction,” Dans Marx et Engels, *Sur les sociétés précapitalistes*, 31-182.

¹² Jouin, “Le moment Gierke,” 28.

¹³ Sur ce dernier point, voir Colliot-Thélène, “La notion de communauté,” 40-1.

¹⁴ Alors qu'au sein des sciences sociales, l'œuvre de Gierke semble avoir joué un rôle important dans cette définition, c'est plutôt celle de Maurer qui fut reçue par les médiévistes, comme on le verra dans les pages qui suivent. Concernant l'opposition entre le Moyen Âge et l'époque contemporaine, que caractérisent deux types de structures et de comportements sociaux, dans la sociologie naissante en Allemagne (Tönnies) comme en France (Durkheim), cf. Oexle, “Les groupes sociaux”, qui relève néanmoins l'écart que représente l'œuvre de Max Weber qui oppose moins, quant à lui, deux structures qu'il ne s'intéresse aux processus de “communalisation” (*Vergemeinschaftung*) et de “sociation” (*Vergesellschaftung*) à l'œuvre dans la majorité des liens sociaux.

¹⁵ Le 10 juin 1783, une loi autorisa le partage des communaux en parts égales entre tous les habitants d'un lieu. Sur l'opposition entre juriconsultes et feudistes, durant l'époque moderne, à propos des biens communaux, voir Vivier, *Propriété collective*. Cf. Béaur, “En un débat douteux.”

¹⁶ Selon Rivière, les évêques et les seigneurs les avaient ensuite accaparés, ce qui entraîna par réaction, aux XI^e et XII^e siècles, l'organisation de la population en “communes.”

survivre après la disparition de l'Empire, tient à souligner le rôle qu'avait surtout joué la "marche de la commune germanique", notamment dans les régions de l'est, dans la constitution des communaux en milieu rural, laquelle avait fait l'objet de "remarquables travaux", notamment celui de Maurer paru deux ans plus tôt.¹⁷ En 1872, dans une étude sur "les formes primitives de la propriété", Émile de Laveleye traitait bien de la "marque germanique" et des "communautés de village" qui en étaient issues, en renvoyant tout à la fois aux juristes allemands et à Maine.¹⁸

L'opinion partagée sur les origines des communautés, qui s'était fixée, on vient de le voir, au XVIII^e et consolidée au XIX^e siècle, fut ébranlée dans les années 1870, alors même que s'était diffusée la doctrine allemande : comme l'a remarqué Alain Guerreau, l'historien Numa Denys Fustel de Coulanges, en effet, nia toute existence d'un "usage commun des terres" et de "communautés de village" au début du Moyen Âge.¹⁹ Dans son *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France* (1875, puis 1889), il fait état de l'enquête qu'il a entreprise afin de déterminer s'il est "vrai que les Francs aient pratiqué la communauté de village" :

Dans ce qui précède, nous avons analysé tous les documents de l'époque mérovingienne ; ils nous ont tous montré la propriété privée. Toutes les lois, toutes les chartes la marquent en traits indiscutables. Je vois pourtant, en dehors des documents, c'est-à-dire dans des livres modernes, une opinion fort en vogue, d'après laquelle les Francs auraient pratiqué un régime de "communauté agraire" ou tout au moins de "communauté de village". Je ne dois pas passer à côté de cette opinion sans examiner si elle est conforme à la vérité.²⁰

Fustel cite quelques-uns de ces "livres modernes" incriminés, d'abord celui de Maurer, "champion de cette théorie", puis ceux d'auteurs francophones qui l'ont suivi, comme Émile de Laveleye, Paul Viollet et surtout Ernest Glasson dont Fustel démonte, point par point, les analyses de documents médiévaux.²¹ On ne trouve en effet aucunement dans les documents, du moins

¹⁷ Dareste de la Chavanne, "Compte-rendu," 490-4.

¹⁸ Laveleye, "Les formes primitives de la propriété."

¹⁹ Guerreau, "Fustel de Coulanges médiéviste."

²⁰ Fustel de Coulanges, *Histoire des institutions politiques*. L'ouvrage devait être repris dans les années suivantes, en plusieurs volumes. Dans celui sous-titré *L'alleu et le domaine rural pendant l'époque mérovingienne*, achevé en 1889, juste avant sa mort, voir les chap. 5 ("est-il vrai que les Francs aient pratiqué la communauté de village ?"), 6 ("le sol était-il distribué en villages ou en domaines?") et 17 ("les communaux de village"). Le passage cité ici se trouve au début du chap. 5, 171.

²¹ De Maurer, Fustel cite l'ouvrage de 1852, et concernant les études en langue française, il mentionne Laveleye, *De la propriété et de ses formes primitives* (reprise de l'article de 1872, cité ci-dessus), Viollet, "Caractère collectif" ("nous avons vérifié aussi tous ses textes, et nous avons montré qu'il n'en est aucun qui ne soit ou inexact ou dénaturé", écrit Fustel) et Glasson, *Histoire du droit et des institutions* (dont pas moins de 45 analyses de textes médiévaux sont critiquées : Fustel de Coulanges, *L'alleu et le domaine rural*, 171-98). La conclusion est sans appel : "ce roman, qu'on a introduit depuis une trentaine d'années dans l'histoire, doit en être écarté, du moins si l'on croit comme nous que l'histoire est une science", 198.

“avant le dixième siècle”, “un mot qui signifie communauté ; il n’y est jamais fait mention d’une association de village”. Fustel ajoute :

Pas une fois vous n’y voyez les gens d’un village se réunir spontanément, délibérer entre eux, prendre une décision quelconque. (...) Ce n’est jamais à une communauté de village que la terre est donnée ou vendue. Pas une seule fois non plus ce n’est une communauté de village qui la vend ou la donne (...).²²

Aussi “le sol n’était pas distribué en villages, mais (...) il l’était plutôt en domaines, que la langue du temps appelait *praedia*, *agri* ou *villae*”. Fustel ne nie pas l’existence de “villages semblables aux nôtres” – sans doute fait-il allusion à l’habitat groupé – mais il faut “pourtant penser que le territoire rural était plutôt réparti en domaines qu’en villages”.²³ Les “villages” ne sont pas la structure sociale caractéristique du haut Moyen Âge : “à l’époque mérovingienne comme à l’époque romaine, c’est la *villa* que nous trouvons partout” ; “cultures et cultivateurs sont plutôt distribués en *villae*” ; “la véritable unité d’exploitation rurale n’est pas le village, c’est le domaine”.²⁴

La théorie germanique d’une propriété collective primitive qui se serait maintenue à travers les “communautés de village” du haut Moyen Âge résista,²⁵ mais la critique de Fustel eut des adeptes. Auteur d’une étude sur *Les droits d’usage et les biens communaux en France au Moyen Âge*, Henri Sée propose d’abandonner, “en ce qui concerne l’époque mérovingienne et l’époque carolingienne”, les questions insolubles des “formes primitives de la propriété” et du “collectivisme agraire”, qui ne peuvent renvoyer, faute de documents, qu’à des “idées préconçues”. Si “des causes multiples ont créé les communes villageoises” et si “l’une des plus importantes est l’existence de droits d’usage en commun”, il faut admettre que, dans le haut Moyen Âge, “la population était sans doute très clairsemée”, ce qui explique que l’on n’y reconnaît guère “des traces authentiques du communisme primitif”. Les cultivateurs ne possédaient pas de terres en commun, mais pouvaient avoir accès à des terres seigneuriales :

Nous arrivons donc à cette conclusion que c’est aux seigneurs qu’appartiennent les forêts, les cours d’eau et tous les droits qui dérivent de cette propriété. Mais les forêts produisent du bois de chauffage et du bois de construction ; ainsi que les landes et les prés, elles peuvent servir au pâturage. Rien d’étonnant si les paysans ont obtenu la jouissance d’une partie des terres qui ne sont pas livrées à la culture.²⁶

²² Fustel de Coulanges, *L’alleu et le domaine rural*, 173.

²³ Fustel de Coulanges, 198.

²⁴ Fustel de Coulanges, 220.

²⁵ L’année suivant la publication de l’ouvrage (et la mort) de Fustel, Ernest Glasson publiait un ouvrage intitulé *Les communaux et le domaine rural à l’époque franque*, dont Paul Viollet fait un compte rendu dans la *Bibliothèque de l’École des Chartes* (1891).

²⁶ Sée, *Les droits d’usage*, 13.

Selon cette interprétation, les usages communautaires se seraient progressivement développés au sein des possessions des “seigneurs”. C’est dès lors une autre vision et une autre chronologie que celles de l’école juridique allemande qui s’imposait : alors qu’elle avait été envisagée comme une structure égalitaire remontant à un passé immémorial, la “communauté de village”, que les documents permettent de saisir parfois à partir du XI^e et surtout des XII^e-XIII^e siècles, fut considérée dans ses relations avec la seigneurie.

Une autre dimension du phénomène communautaire fut mise en exergue en Italie, à partir des années 1920, par des historiens du droit inspirés par la production germanophone, comme Arrigo Solmi, Enrico Besta et surtout Pietro Vaccari, puis Gian Piero Bognetti, qui s’intéressèrent, chacun à sa manière, à la dimension territoriale de l’organisation sociale.²⁷ Les usages collectifs et le partage des biens étaient, en effet, à l’origine de petites “circonscriptions”, “communes” ou “villages” : les documents médiévaux désignent leurs membres comme des “voisins” (*vicini*), des “hommes du lieu” (*homines de loco*), exploitant le même territoire (*territorium loci* ou *terra vicinorum*). S’appuyant sur l’historiographie germanique, Bognetti voulut montrer que la “territorialité” dans laquelle s’inscrivaient les “communautés de village” de la région de Milan et de Côme remontait à un très lointain passé, celui de l’époque préromaine des Celtes et des Ligures. La jouissance commune de bois et de pâtures se serait dès lors transmise, depuis la Protohistoire jusqu’au Moyen Âge, sous des dominations politiques successives. Bognetti n’en convenait pas moins que la “collectivité des habitants” ou *comune loci* avait dû, au Moyen Âge, composer avec “la volonté du seigneur du lieu (*dominus loci*)”. “Voisins” et “seigneur du lieu” géraient ensemble les terres communes, au sein d’un cadre géographique que Bognetti pensait inchangé depuis des lustres.

Marc Bloch connaissait les travaux de Vaccari et de Bognetti, dont il fit une recension en 1929 dans le premier numéro des *Annales*.²⁸ Au début des années 1930, dans ses *Caractères originaux de l’histoire rurale française*, il définit à son tour les “communautés” par le *voisinage* de leurs membres, rassemblés en *un même lieu*, et par le partage d’un *même terroir* :

Les divers individus ou les diverses familles qui exploitaient le même terroir et dont les maisons s’élevaient, proches les unes des autres, dans le même hameau ou le même village, ne vivaient pas seulement côte à côte. Unis par une foule de liens économiques et sentimentaux, ces “voisins” – c’était partout, à l’époque franque, ce fut toujours, en Gascogne, leur nom officiel – formaient une petite société, la “communauté rurale” (...).

²⁷ Vaccari, *La territorialità* ; Bognetti, *Sulle origini dei Comuni rurali*, repris in Bognetti, *Studi sulle origini del Comune rurale*, 93, qui note : “specialmente non fu data la giusta importanza all’elemento territoriale, che è invece l’essenziale nella costituzione del comune signorile).

²⁸ Bloch, “Les groupes sociaux.” Sur les rapports entre Marc Bloch et les historiens italiens : Mores, “Letture italienne.”

Dans la ligne de Fustel de Coulanges, Marc Bloch remarque toutefois que ces communautés ne se laissent pas appréhender avant l'époque seigneuriale :

Communauté : à dire vrai, les documents anciens, jusqu'au XIII^e siècle, ne prononcent guère ce mot. D'une façon générale, ils parlent beaucoup de seigneurie ; du corps des habitants, presque jamais. (...) Presque toutes nos sources ont une origine seigneuriale (...). L'essentiel de l'existence (des communautés) s'écoula, pendant longtemps, en marge du droit officiel ; elles furent des associations de fait bien avant d'être des personnalités légales.

Les “règles d'exploitation communes” et les “servitudes collectives” qui caractérisaient les communautés rurales paraissent donc renvoyer à une territorialité plus seigneuriale qu'originelle²⁹. Fustel de Coulanges avait pu affirmer que, dans le haut Moyen Âge, “les paysans d'un domaine ne formaient pas entre eux une communauté” : “la communauté de village, *universitas villanorum*, n'apparaîtra que plus tard”.³⁰ Dans le compte rendu qu'il consacre, en 1932, aux *Caractères originaux*, André Déléage, qui situe justement l'œuvre de Bloch dans le prolongement de celle de Fustel, relève son interprétation seigneuriale de la “communauté de village”, en distinguant les trois âges de la seigneurie : celui de “la seigneurie franque, où le seigneur est surtout un grand propriétaire foncier” (il n'y a ici pas de place pour quelque communauté primitive), celui de “la seigneurie féodale, où il est surtout un chef de village (...) et un rentier du sol” (la communauté est alors village, soumis au seigneur) et, enfin, celui de “la seigneurie moderne, qui a changé de mains au profit des commerçants et des gens d'office”.³¹

L'histoire des recherches sur les “communautés” médiévales atteste ainsi un retournement : le modèle communautaire qui s'était cristallisé au sein de l'école juridique allemande du XIX^e siècle et avait été adopté dans différentes historiographies nationales (en dépit des critiques de Fustel de Coulanges), ne fut réellement (et progressivement) abandonné qu'à partir des années 1930. Des historiens constatèrent alors qu'ils ne retrouvaient guère, dans les documents du haut Moyen Âge, ces communautés libres et autonomes dont l'existence avait été postulée ; il apparut au contraire que nombre de structures communautaires devaient être envisagées en relation

²⁹ Bloch, *Les caractères originaux*. Voir aussi Bloch, *Village et seigneurie*, 493. En 1929, Marc Bloch avait d'ailleurs reproché à Gian Piero Bognetti de ne pas se soucier suffisamment des relations des “communautés de village” avec l'autorité du chef local, patron ou seigneur : “Nous n'avons aucune raison de poser en principe que les origines du chef ne doivent pas être cherchées aussi haut que celles de la communauté, ni, plus généralement, de postuler, a priori, que l'un des deux éléments, quel qu'il soit, fasse figure, dans l'évolution, de corps étranger. En tout cas, le problème communautaire et le problème seigneurial sont indissolublement liés”, 589 (les travaux de Vaccari sur la “seigneurie territoriale” échappant à cette critique). À quoi font écho *Les caractères originaux* : “Comment mieux faire connaître que la plupart des villages avaient eu, originellement, un seigneur ? On doit admettre, je crois, qu'à travers beaucoup de vicissitudes (...) les seigneurs médiévaux étaient, par l'intermédiaire des maîtres des *villae* romaines, les héritiers authentiques d'anciens chefs de villages gaulois”.

³⁰ Fustel de Coulanges, *L'alleu et le domaine rural*, 426.

³¹ Déléage, “Compte-rendu.”

avec la seigneurie, c'est-à-dire au regard de rapports sociaux hiérarchiques caractéristiques du Moyen Âge central. Au sein même de l'historiographie de langue germanique, des médiévistes tels que les Autrichiens Theodor Mayer et Otto Brunner, engagés dans la *Neue Verfassungsgeschichte*, certes fort éloignée de la perspective dans laquelle s'inscrivaient les réflexions d'un Marc Bloch, délaissèrent à leur tour les références aux groupements libres du haut Moyen Âge pour s'intéresser aux structures aristocratiques en même temps qu'aux configurations territoriales dans lesquelles se trouvaient prises les populations.³² Les communautés allaient dès lors être durablement examinées à l'aune de la problématique de la seigneurie et de la domination seigneuriale de la terre (*Herrschaft* et *Grundherrschaft*).³³

2. La “communauté” comme “spatialisation des rapports sociaux” ?

En France, la thèse de Georges Duby sur *La société aux XI^e et XII^e siècles dans la région mâconnaise* (1953) a indéniablement renforcé l'interprétation seigneuriale de la “communauté rurale”. “Communauté d'intérêt”, favorisée chez les “humblés” par “l'établissement d'étroites relations de voisinage”, celle-ci était une réaction à la mainmise du seigneur : “tous les manants” se devaient d'être “solidaires devant le maître ou son représentant”. Selon Duby, c'est “au cours du XII^e siècle que se manifeste pour la première fois l'existence de ces communautés d'habitants, qui groupent (...) tous les paysans d'un même territoire”. Rapportées aux structures seigneuriales, les communautés rassemblaient donc, comme chez Vaccari, Bognetti et Bloch, des “habitants” liés par le “voisinage” et l'exploitation d'un même “territoire”. La nature de ce dernier n'est guère précisée, mais Duby relève le rôle moteur des églises paroissiales dans un tel processus : “après l'an mil, c'est dans la paroisse que commencèrent de s'unir les paysans”, tandis que, de leur côté, les ecclésiastiques s'employèrent “à resserrer le lien paroissial”, obligeant les habitants “à fréquenter leur église”. Le petit “territoire” constitué par la paroisse est envisagé par Duby de manière quasiment carcérale : “il est interdit d'aller ailleurs entendre la messe et recevoir les sacrements ; la paroisse est un groupe fermé dont on ne peut s'évader à sa guise”.³⁴

³² Mayer, *Der Staat*, qui veut mettre en évidence une évolution du *Personenverbandstaat*, organisation socio-politique fondée sur les relations personnelles, caractéristique du haut Moyen Âge, au *Flächenstaat*, entité spatialisée, à la fin du Moyen Âge, qui préfigure l'État moderne ; Brunner, *Land und Herrschaft*.

³³ Zeller, West, Tinti, Stoffella, Schroeder, van Rhijn, Patzold, Kohl, Davies, et Czock, *Neighbours*, 6-7.

³⁴ Duby, *La société aux XI^e et XII^e siècles*, 227-31. Duby pouvait s'appuyer sur les travaux de Pierre de Saint-Jacob qui avait consacré plusieurs articles dans les *Annales de Bourgogne*, au début des années 1940, aux communautés rurales en Bourgogne. Duby avait d'ailleurs rendu compte de ces travaux en 1945, en relevant notamment le lien étroit entre seigneurie et villages : “lorsque la communauté rurale ou la seigneurie de village sont très fortes, le meilleur moyen de les sauvegarder est de les lier solidement e une seule agglomération, le village” (Duby, “Recherches

À partir des années 1970-80, plusieurs médiévistes français consacrent cette association entre communautés, villages, paroisses et structures seigneuriales, en insistant sur sa dimension *spatiale*. Pierre Toubert met l'accent sur l'agrégation de l'habitat autour d'établissements seigneuriaux fortifiés, au terme d'une évolution dont rend compte la notion d'*incastellamento*,³⁵ tandis que Robert Fossier reconnaît, aux X^e et XI^e siècles, un phénomène global d'*encellulement* des populations européennes.³⁶ “Phénomène social essentiel des temps médiévaux”, l'encellulement correspond tout à la fois à la genèse du “village” et de la “paroisse”, cette dernière étant une “spécificité médiévale, et préseigneuriale en bien des régions”, qui “a rapproché, peut-être même enchaîné les hommes”, tout en créant une “communauté des petits”.³⁷ Le système seigneurial, peut-être précédé par la paroisse, aurait ainsi favorisé un mouvement de fixation des gens.

Une dynamique analogue était suggérée, à partir des années 1970-80, au sein d'une historiographie italienne qui pouvait s'appuyer sur l'héritage de Vaccari et de Bognetti, mais aussi sur les études anciennes d'Arturo Palmieri, d'Albano Sorbelli, voire de Giovanni Santini, relatives aux rapports entre communes rurales et paroisses.³⁸ Cinzio Violante observa la substitution, entre le X^e et le XII^e siècle, d'une logique “territoriale” à la logique “personnelle” qui aurait jusqu'alors prévalu dans l'organisation sociale : l'articulation de groupes de fidèles à des lieux de culte, puis la hiérarchisation de ceux-ci et, enfin, la mise en place de “paroisses” associées à l'autorité d'un *dominus loci* s'inscrivent, selon Violante, dans un processus général qui présente une double caractéristique : sa dimension “territoriale” ou “spatiale” (*territorialità* ou *spazialità*) et sa mise en place dans le cadre d'une “seigneurie” qu'il qualifie dès lors de “territoriale”.³⁹ Ce processus fut parfois présenté comme le

récentes,” 194). C'est aussi P. de Saint-Jacob qui avait associé fortement la communauté, le village et la paroisse : “car venir dans la même église, se rallier au même clocher, c'est la preuve solide qu'on appartient au même groupe de vie”. Ce passage est encore cité dans la contribution de Guy Fourquin (1975), *Histoire de la France rurale* (dir. par G. Duby et A. Wallon), 533.

³⁵ Toubert, *Les structures du Latium médiéval*.

³⁶ Fossier, *Enfance de l'Europe*, 1, 288-601 (chap. 2 “L'encellulement”).

³⁷ Fossier, *Enfance de l'Europe*, 1, 288, 345, 358, 494, pour les citations. L'importance du concept d'encellulement (“qui subsume à la fois les modalités de la domination et celles de l'organisation du travail dans une perspective spatiale” et “met en évidence le double aspect concret (du) rapport (de production féodal) : paroisse-seigneurie”) a été relevée par Guerreau, “Un tournant de l'historiographie,” 1168 pour la citation.

³⁸ Palmieri, *Degli antichi comuni rurali* ; Sorbelli, *Il comune rurale* ; Sorbelli, *La parrocchia* ; Santini, *I “comuni di pieve”*. Ces travaux sont mentionnés et critiqués (pour leur schématisme) dans les conclusions de l'ouvrage de Wickham, *Communautés et clientèles*, notamment 214-5.

³⁹ Violante, “Le strutture organizzative della cura d'anime,” et Violante, “Pievi e parrocchie.” Selon Violante, ce processus de recomposition (qui est décrit pour les structures ecclésiastiques et s'avère plus complexe que l'évolution du *Personenverbandstaat* au *Flächenstaat* de Theodor Mayer évoqué ci-dessus) faisait suite à l'effacement, dans les premiers siècles du Moyen Âge, du “principe de territorialité” qui avait structuré le monde antique (effacement expliquant notamment l'absence de continuité entre les circonscriptions civiles et ecclésiastiques, comme le montrait Castagnetti, *L'organizzazione del territorio*), au profit d'un “principe personnel.” Entre la seconde moitié du X^e et la fin du XII^e siècle s'était ensuite opérée une sorte de territorialisation

passage d'un régime domanial (fondé sur l'appartenance des dépendants à la *familia* d'un maître et sur la nécessité pour eux de se déplacer régulièrement vers leur maître) au système seigneurial (fondé sur la résidence des dépendants en un lieu fixe et au sein d'un territoire contrôlés par le seigneur).⁴⁰ Se trouvait ainsi consolidé le rapport de *dominium*, au sens où le définit Alain Guerreau, selon lequel les dominants exercent leur pouvoir simultanément sur des terres et sur des personnes, rendant nécessaire une fixation des personnes sur les terres.⁴¹

Celle-ci fut favorisée par l'aménagement de lieux dominants qui ont "polarisé" l'organisation sociale :

dans l'Europe féodale, l'espace n'était pas conçu comme continu et homogène, mais comme *discontinu* et *hétérogène*, en ce sens qu'il était à chaque endroit *polarisé* (certains points étant valorisés, sacralisés, par rapport à d'autres perçus – à partir des premiers et en relation avec eux – comme négatifs). Une multitude de processus et de marqueurs sociaux était à l'œuvre pour singulariser chaque point et s'opposer à toute possibilité d'équivalence ou de permutation.

Parmi ces points, Alain Guerreau reconnaît un rôle majeur à l'"église paroissiale", "élément nodal et outil essentiel de la polarisation médiévale de l'espace".⁴²

Récemment, Joseph Morsel a explicité la portée de ce phénomène en voyant dans l'apparition des "communautés d'habitants" une dynamique de "spatialisation des rapports sociaux" :

l'avènement des communautés d'habitants correspondrait ainsi à celui d'une morphologie sociale spécifique : un ensemble de feux (plus ou moins aggloméré) dont la cohésion ne reposerait pas sur des rapports de parenté [...], mais sur l'idée d'appartenance commune à un même lieu.⁴³

" par le bas ", marquée par le passage de la "signoria fondiaria" à la "signoria territoriale e locale", à laquelle participa donc la paroisse, et "da una consuetudine riferita alle persone a una consuetudine riferita ai territori." Voir également Violante, "La signoria 'territoriale'" et Castagnetti, "Il potere sui contadini." Sur l'historiographie italienne relative à la territorialité des pouvoirs, voir la lecture rétrospective proposée par Violante, *Per una storia degli àmbiti*, ainsi que Sergi, "La territorialità," qui anticipe la tendance à la territorialisation en la situant dès l'époque carolingienne. Sur les processus de territorialisation ecclésiale en Italie, voir en dernier lieu Ronzani, *L'organizzazione spaziale*.

⁴⁰ Cette évolution est souvent mise en évidence notamment dans les historiographies allemande, puis belge. Voir entre autres Devroey, "Du grand domaine carolingien à la seigneurie monastique ;" Schroeder, *Les hommes et la terre* ; Kuchenbuch, "De la demeure à l'habiter." Sur la nécessité du déplacement : Demade, "Les corvées."

⁴¹ Guerreau, *Le féodalisme* ; Guerreau, "Fief, féodalité, féodalisme ;" Guerreau, "Féodalité ;" Guerreau, *L'Avenir d'un passé incertain*.

⁴² Guerreau, "Quelques caractères spécifiques de l'espace féodal," 87-8 et 90 pour les citations.

⁴³ Morsel, *Communautés d'habitants médiévales*, 28, qui ajoute que la "reproduction à long terme" de cette structure "serait assurée par la fixation accrue des populations à l'espace habité." La notion de "spatialisation du social", qui va de pair avec celle de "déparentalisation du social", a été avancée en 2007 : Morsel, *L'Histoire (du Moyen Âge)*. Dans son article de 1996, Alain Guerreau, "Quelques caractères spécifiques de l'espace féodal," 88-9, avait déjà noté qu'"alors que jusqu'au X^e siècle les aristocrates devaient leur position avant tout à leur intégration dans un réseau de parenté, à partir du XII^e siècle la qualité d'aristocrate dépendit de l'ancrage dans une terre."

Le développement de telles “communautés” manifesterait dès lors un changement capital, survenu au cours du Moyen Âge, dans les rapports sociaux, fondés non plus sur des relations de dépendance personnelle mais sur leur articulation à des lieux.⁴⁴ Les problématiques élaborées à partir des années 1970 auront donc permis aux historiens, d’une part, d’explorer la dimension spatiale des rapports sociaux et, d’autre part, en s’attachant aux effets de la domination seigneuriale, d’échapper aux modèles anciens qui envisageaient des “communautés” nécessairement cohérentes et égalitaires, opposées aux formes de structuration sociale marquées par des hiérarchies. Replacées dans un contexte seigneurial, les “communautés d’habitants” n’indiquent plus des solidarités immémoriales ou immobiles, et, par ailleurs, sur le plan chronologique, leur genèse est située dans la seconde partie du Moyen Âge, contrairement à ce que supposaient les vieilles théories relatives aux communautés libres du début du Moyen Âge.⁴⁵ Selon Joseph Morsel, les “communautés” des XII^e et XIII^e siècles n’auraient dès lors rien à voir avec les “groupements de cabanes du haut Moyen Âge”, aussi éloignés de toute organisation communautaire que l’étaient les “bandes de chasseurs préhistoriques” !⁴⁶

“Groupements de cabanes” ? À partir des années 1980 et plus encore au cours des deux dernières décennies, les archéologues ont apporté nombre de données nouvelles et précises sur ces structures. Or, toutes attestent le nombre important, la densité et le haut degré d’organisation collective jusqu’alors insoupçonnés en même temps que la diversité de ces sites d’habitat.⁴⁷ Les mil-

⁴⁴ “ [...] on peut se demander dans quelle mesure la formation de ces communautés n’est pas inéluctablement un phénomène spatial, lié à une transformation de fond de la société occidentale (et d’elle seulement) – et donc à une spatialité strictement propre [...] ” (Morsel, “Communautés d’habitants médiévales,” p. 21). Comme le synthétise Julien Demade, les “dominés” sont alors transformés en “habitants”, dont l’identité se définit “non plus par leur rapport à leur maître, mais par leur rapport à un espace partagé avec d’autres dominés ” ; “ les dominés ne sont plus les hommes d’un maître, mais les hommes d’un lieu ” (“Postface,” 540-1). Les thèses de Joseph Morsel sont notamment discutées par Provero et Teuscher, “A proposito di Comunità d’abitanti.”

⁴⁵ Les notions de “premier” et de “second Moyen Âge” se sont récemment imposées chez les médiévistes français, archéologues et historiens. De fait, c’est au “second Moyen Âge” qu’ont été consacrées les synthèses récentes sur le thème des communautés rurales : Fossier, *Les communes rurales* ; Mousnier, *Les communautés rurales*. La question de la “conscience collective”, qui se manifeste par des prises de parole et des institutions, est au cœur de plusieurs de ces travaux, depuis Sivéry, *Le Moyen Âge*, jusqu’aux études de Verdon, *La voix des dominés* et de Provero, *La parole dei sudditi*.

⁴⁶ “[...] le mot communauté ne peut être employé pour n’importe quelle forme collective ou de coprésence humaine, comme c’est trop souvent le cas (par exemple pour les bandes de chasseurs préhistoriques ou des groupements de cabanes du haut Moyen Âge)” Morsel, “Communautés d’habitants médiévales,” 27. On retrouve ici une conception du peuplement dans le haut Moyen Âge exprimée au début des années 1980 par Chapelot et Fossier, *Le village et la maison*, 28, qui parlaient de “hameaux saisonniers en matériau léger”, occupés “au moment de la pêche ou de la saillie des bêtes au bord des bois” (ce passage est relevé par Watteaux, “À propos de la naissance du village au Moyen Âge,” 307). Pour une réévaluation de l’organisation sociale des “bandes” de chasseurs-cueilleurs, voir l’essai de Graeber et Wengrow, *The Dawn of Everything*.

⁴⁷ En France, c’est au moment même où les historiens de la société féodale s’interrogeaient sur l’encellulement (du “second Moyen Âge”) que l’essor de l’archéologie préventive a révélé la forte densité et la variété insoupçonnées des sites ruraux datés du “premier Moyen Âge”.

liers d'établissements ruraux qui ont été mis au jour dans la plupart des pays européens témoignent de la transformation lente mais profonde d'un ancien monde fait de cités et de *villae* au profit de "petits mondes" d'un genre nouveau,⁴⁸ dans lesquels certains chercheurs pensent déjà reconnaître la plupart des éléments qui définissent le "village", pour utiliser un terme aussi délicat à manier que celui de "communauté".⁴⁹ Chris Wickham évoque ainsi la mise en place précoce de formes structurées d'habitat rural en rupture avec le système antique, mais il les distingue cependant des "communes", "associations collectives" disposant de "dirigeants" et possédant "une conscience collective et un certain degré de contrôle sur les affaires qui (les) concernent". Il est certes difficile de saisir, à haute époque, cette conscience et ce contrôle collectifs, et Wickham ne les perçoit d'ailleurs qu'au travers de tensions ou de conflits sociaux qu'il ne repère dans les documents qu'à partir du XII^e siècle, soit beaucoup plus tard que les formes collectives d'habitat elles-mêmes.⁵⁰ Si les travaux de Wendy Davies et, plus récemment, de Tiziana Lazzari, de Giuseppe Albertoni ou de Luigi Provero ont montré que, dès le IX^e siècle, des cultivateurs, que les documents désignent par leur lieu de résidence (*homines de, commanentes in*, etc.) ou en les associant à des *plebes*, se sont parfois réunis pour obtenir de la justice royale une protection contre les pressions exercées par les grands possesseurs fonciers,⁵¹ les groupes qu'ils constituaient ne semblent pas avoir été suffisamment structurés ou stables pour avoir été représentés par des délégués, et ce ne sont pas les "villages" qui furent alors la scène de la confrontation entre ces cultivateurs menacés et les puissants.⁵²

Après Chapelot et Fossier, *Le village et la maison*, la première synthèse concernant l'habitat rural dans le haut Moyen Âge en France a été celle de Peytremann, *Archéologie de l'habitat rural*. Différents panoramas sont proposés par Quirós Castillo, *The archaeology of early medieval villages* ; Catteddu, *Archéologie médiévale* ; Lauwers, Watteaux et Catteddu, "Lieux et dynamiques". Mises au point récentes concernant plusieurs sites archéologiques évoqués dans les pages suivantes : Valais, *L'habitat rural* ; Hernandez, Schneider et Soulat, *L'habitat rural*. Pour le monde anglo-saxon : Hamerow, *Early Medieval Settlements et Rural Settlements*. La recherche archéologique a montré qu'il n'y a pas d'époque où les établissements humains auraient disparu ou fortement diminué, dessinant en quelque sorte des zones vides sur les cartes : la plupart des sites du "second Moyen Âge" ont des antécédents dans le "premier Moyen Âge", ce qui n'exclut pas un certain nombre de ruptures ou de déplacements dans le système de peuplement.

⁴⁸ Davies, *Small Worlds*. Sur les données archéologiques relatives aux "petits mondes" : Brather, "Frühmittelalterliche Siedlungen."

⁴⁹ C'est ce que défend, comme de nombreux archéologues, Wickham, *Framing the Early Middle Ages* et Wickham, "L'identité villageoise." La discordance entre les définitions du "village" par les historiens (qui suivaient alors Robert Fossier) et les archéologues (qui commençaient alors à mettre au jour des sites du haut Moyen Âge) a été relevée en 1995 par Zadora-Rio, "Le village."

⁵⁰ Wickham, *Communautés et clientèles* et Wickham, "Space and society."

⁵¹ Davies, *Small Worlds* ; Lazzari, "Comunità rurali;" Albertoni, "Law and peasant;" Provero, "Società contadina."

⁵² Certes, "le campagne carolingie sono state definite come un mondo di villaggi", mais "l'azione politica contadina di età carolingia non si articola prioritariamente in questi spazi et non 'produce villaggi'"; "questi insediamenti (...) non sono i luoghi di confronto tra i potenti e i contadini"; "i hanno, pur attraversando i territori e le *plebes*, in linea generale non entrano nei villaggi, hanno punti di riferimento spaziali diversi (le grande aziende agrarie, i monasteri,

Il n'est pas non plus facile de reconnaître dans le haut Moyen Âge, que ce soit au travers des textes ou dans les vestiges matériels, cette structure de feux articulés les uns aux autres que leurs interrelations et le partage d'un territoire identifient, selon Joseph Morsel, à une “communauté d'habitants”, si bien que l'on place volontiers l'apparition de cette organisation socio-spatiale à l'époque assez tardive où les documents la révèlent. Joseph Morsel ne s'intéresse pas à la genèse de cette structure, il constate son fonctionnement dans les derniers siècles du Moyen Âge.⁵³ Soucieux de rendre compte de la complexité des logiques spatiales qui la constituent, il avance néanmoins l'hypothèse d'une différence structurelle entre la “paroisse”, fondée sur des liens hiérarchisés focalisés sur un point central et obligé, et la “communauté d'habitants”, marquée par des liens croisés, mutuels et plus “horizontaux”.⁵⁴ Cette hypothèse, à rebours de l'identification courante entre communauté de village, paroisse et seigneurie, mérite certes d'être discutée,⁵⁵ mais il importe d'abord de relever, de manière pragmatique, comme le proposent notamment Anne Nissen et Élisabeth Zadora-Rio, les éléments matériels susceptibles de manifester des pratiques collectives, voire ‘communes’, renvoyant à la résidence et/ou à la production, qui auraient été en vigueur dans le haut Moyen Âge. Un certain nombre de ces éléments semblent, en effet, concerner l'organisation ou la division du sol, l'aménagement d'aires spécialisées et la mise en place de lieux partagés.⁵⁶ À côté des documents écrits, l'historien en quête d'indices susceptibles d'attester des entreprises liant entre eux des voisins, des unités d'habitation et de production, ainsi que leur articulation à des lieux

i palazzi regi). E la stessa azione che leggiamo tramite i placiti porta a una mobilità delle élite contadine in luoghi e spazi diversi dai villaggi : *curtes*, città, luoghi regi. E un'azione politica molto diversa da quella attestata nei comuni rurali del XII e XIII secolo (...)” (Provero, “Società contadina,” 519-20).

⁵³ Comme le remarque Luigi Provero : Provero et Teuscher, “A proposito di Comunità d'abitanti,” 888.

⁵⁴ Morsel, *Communautés d'habitants médiévales*, p. 28-30 et Morsel, “La faucille ou le gossillon,” 363-6, mais il faut voir l'ensemble de la troisième partie de ce volume dirigé par Joseph Morsel, intitulée : “Articuler communautés et paroisses.” La discordance, en tout cas l'absence de co-extensivité systématique entre le territoire paroissial et le territoire agraire des communautés, avait déjà été relevée par Leturcq, “Territoires agraires,” et Leturcq, *Un village, la terre et ses hommes*. Et peut-être pourrait-on remonter plus haut. M. Bloch ne comparait pas deux formes de spatialité, mais écrivait à propos de la “communauté d'habitants” : “Dans l'espace, la communauté rurale se définit par les limites d'un terroir sujet à diverses règles d'exploitation communes (...) ; ses frontières étaient particulièrement nettes dans les pays ouverts, qui étaient, en même temps, pays d'habitat fortement aggloméré” (c'est moi qui souligne). Marc Bloch s'attachait ensuite aux discordances entre l'espace des communautés et celui des seigneuries : “La seigneurie comprenait l'étendue soumise aux redevances et services envers un seul et même maître et sur laquelle il exerçait ses droits d'aide et de commandement. Les deux contours coïncidaient-ils ? Quelque fois, certainement, en particulier dans les villes neuves créées de toutes pièces. Mais non point toujours, ni même, peut-être, le plus souvent” (*Les caractères originaux*, 173).

⁵⁵ Voir, pour cette discussion, Lauwers, *Polarisation ecclésiastique et dynamique sociale. À propos des groupes d'habitants dans le haut Moyen Âge*, dans ce dossier.

⁵⁶ Nissen-Jaubert, “Habitats ruraux et communautés rurales,” et Zadora-Rio, “Early medieval villages,” surtout 78.

dominants, doit, en effet, compter sur les travaux des archéologues dont les apports interrogent les historiens, désormais confrontés à la difficulté d'articuler les faits hétérogènes observés sur le terrain, les réalités nommées dans la documentation écrite et les concepts historiographiques.⁵⁷

⁵⁷ Il est essentiel de comprendre que les données archéologiques et textuelles renvoient à différentes échelles et à plusieurs niveaux de réalité (Lauwers, “De l’*incastellamento* à l’*inecclesiamento*”). On ne saurait confondre la question de la topographie de l’habitat – dont les unités peuvent être regroupées, distendues, dispersées, etc., ce que peut appréhender l’archéologie – et le rôle social joué par certains lieux dominants – qui peut apparaître dans les documents écrits ; tout à la fois héritées et (re)construites, les morphologies agraires représentent un autre niveau de réalité encore, qui ne reflète pas directement l’organisation de l’habitat.

Œuvres citées

- Albertoni, Giuseppe. “Law and the peasant : rural society and justice in Carolingian Italy.” *Early Medieval Europe* 18 (2010) : 417-45.
- Béaur, Gérard. “En un débat douteux. Les communaux, quels enjeux dans la France des XVIII^e-XIX^e siècles.” *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 53 (2006) : 89-114.
- Bensaïd, Daniel. *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*. Paris : La Fabrique Éditions, 2007.
- Bloch, Marc. “Les groupes sociaux dans l'Italie médiévale.” *Annales d'histoire économique et sociale* 1 (1929) : 587-91.
- Bloch, Marc. *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Paris et Oslo : Les Belles Lettres, 1931.
- Bloch, Marc. “Village et seigneurie : quelques observations de méthode à propos d'une étude sur la Bourgogne.” *Annales d'histoire économique et sociale* 9 (1937) : 493-500.
- Bognetti, Gian Piero. “Sulle origini dei Comuni rurali del Medioevo, con speciali osservazioni pei territori milanese e comasco.” *Studi nelle scienze giuridiche e sociali* 30 (1926), repris dans Gian Piero Bognetti, *Studi sulle origini del Comune rurale*, éd. Franca Sinatti d'Amico, et Cinzio Violante, 1-262. Milano : Vita e Pensiero, 1978.
- Brather, Sebastian. “Frühmittelalterliche Siedlungen und ihr Umfeld. “Kleine Welten” aus archaologischer Sicht.” Dans *Kleine Welten : Ländliche Gesellschaften im Karolingerreich*, éd. Thomas Kohl, Steffen Patzold, et Bernhard Zeller, 21-65. Ostfildern : Jan Thorbecke Verlag, 2019.
- Brunner, Otto. *Land und Herrschaft. Grundfragen der territorialen Verfassungsgeschichte Südostdeutschlands im Mittelalter*. Brunn-Munich-Wien : Rohrer, 1939.
- Castagnetti, Andrea. *Organizzazione del territorio rurale nel Medioevo. Circoscrizioni ecclesiastiche e civili nella “Langobardia” e nella “Romania”*. Torino : Giappichelli, 1979.
- Castagnetti, Andrea. “Il potere sui contadini. Dalla signoria fondiaria alla signoria territoriale. Comunità rurale e comuni cittadini.” Dans *Le campagne italiane prima e dopo il mille. Una società in trasformazione*, éd. Bruno Andreolli, Vito Fumagalli, et Massimo Montanari, 217-51. Bologna : Clueb, 1985.
- Catteddu, Isabelle. *Archéologie médiévale en France*, vol. 1 : *Le premier Moyen Âge (V^e-XI^e siècle)*. Paris : La Découverte, 2009.
- Chapelot, Jean, et Robert Fossier. *Le village et la maison au Moyen Âge*, Paris : Hachette, 1980.
- Chouquer, Gérard et Magali Watteaux. *L'archéologie des disciplines géohistoriques*. Paris : Librairie archéologique, 2013.
- Colliot-Thélène, Catherine. “La notion de “communauté” chez Max Weber : enjeux contemporains.” *Cahiers de philosophie de l'Université de Caen* 56 (2019) : 35-56.
- Daresté de la Chavanne, Rodolphe. “Compte rendu de l'Histoire des biens communaux par Armand Rivière.” *Bibliothèque de l'école des Chartes* 17 (1856) : 490-4.
- Davies, Wendy. *Small Worlds. The Village Community in Early Medieval Brittany*. London : Duckworth, 1988.
- Déléage, André. “Compte rendu des Caractères originaux de l'histoire rurale française par Marc Bloch.” *Annales du Midi* 44 (1932) : 211-9.
- Demade, Julien. “Les corvées en Haute-Allemagne : du rapport de production au symbole de domination, XI^e-XIV^e siècles.” Dans *Pour une anthropologie du prélèvement seigneurial dans les campagnes médiévales (XI^e-XIV^e siècles)*, éd. Monique Bourin, et Pascual Martinez Sopena, t. 2 (*Réalités et représentations paysannes*), 337-63. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2004.
- Demade, Julien. “Postface. Les communautés d'habitants médiévales, ou la spatialisation autonome comme domination.” Dans *Communautés d'habitants au Moyen Âge (XI^e-XV^e siècles)*, dir. Joseph Morsel, 539-64. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2018.
- Devroey, Jean-Pierre. “Du grand domaine carolingien à la ‘seigneurie monastique’. Saint-Remi de Reims, Gorze, Saint-Vanne de Verdun (880-1050).” Dans *Cluny, les moines et la société au premier âge féodal*, dir. Dominique Iogna-Prat, Michel Lauwers, Florian Mazel, et Isabelle Rosé, 279-98. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2013.
- Duby, Georges. “Recherches récentes sur l'ancienne communauté rurale en Bourgogne.” *Géocarrefour* 20 (1945) : 193-5.
- Duby, Georges. *La société aux XI^e et XII^e siècles dans la région mâconnaise*. Paris : A. Colin, 1971².

- Durkheim, Émile. "Communauté et société selon Tönnies." *Revue Philosophique* 27 (1889) : 416-22.
- Engels, Friedrich. "Die Mark." Dans *Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft*. Hottingen-Zurich : Schweizerische Genossenschaftsdruckerei, 1882.
- Fossier, Robert. *Enfance de l'Europe, X^e-XII^e siècle. Aspects économiques et sociaux*. Paris : Presses Universitaires de France, 1982.
- Fossier, Robert. "Les 'communes rurales' au Moyen Âge." *Journal des Savants* (1992) : 235-76.
- Fustel de Coulanges, Numa Denis. *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France*. Paris : Hachette, 1875.
- Fustel de Coulanges, Numa Denis. *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France : L'alleu et le domaine rural pendant l'époque mérovingienne*. Paris, Hachette, 1889.
- von Gierke, Otto. *Das Genossenschaftsrecht*, vol. 1 (*Rechtsgeschichte der deutschen Genossenschaft*). Berlin : Weidman, 1868.
- Glasson, Ernest. *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. 3. Paris : G. Pedone-Lauriel, 1889.
- Glasson, Ernest. *Les communaux et le domaine rural à l'époque franque. Réponse à M. Fustel de Coulanges*. Paris : Pichon, 1890.
- Graeber, David, et David Wengrow. *The Dawn of Everything. A New History of Humanity*. New York: Allen Lane, 2021 (trad. franç. par É. Roy : *Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité*. Paris : Les liens qui libèrent, 2021).
- Guerreau, Alain. *Le féodalisme, un horizon théorique*. Paris : Le Sycomore, 1980.
- Guerreau, Alain. "Fustel de Coulanges médiéviste." *Revue historique* 275, n° 558 (1986) : 381-406.
- Guerreau, Alain. "Un tournant de l'historiographie médiévale." *Annales ESC* 41 (1986) : 1161-76.
- Guerreau, Alain. "Fief, féodalité, féodalisme. Enjeux sociaux et réflexion historienne." *Annales ESC*, 45 (1990) : 137-66.
- Guerreau, Alain. "Quelques caractères spécifiques de l'espace féodal." Dans *L'État ou le roi. Les fondations de la modernité monarchique en France (XIV^e-XVII^e siècles)*, éd. Neithard Bulst, Robert Descimon, et Alain Guereau, 85-101. Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1996.
- Guerreau, Alain. "Féodalité." Dans *Dictionnaire raisonné de l'Occident médiéval*, dir. Jacques Le Goff, et Jean-Claude Schmitt, 387-403. Paris : Fayard, 1999.
- Guerreau, Alain. *L'Avenir d'un passé incertain. Quelle histoire du Moyen Âge au XXI^e siècle ?*. Paris : Seuil, 2001.
- Hamerow, Helena. *Early Medieval Settlements. The Archaeology of Rural Communities in Northwest Europe, 400-900*. Oxford : Oxford University Press, 2002.
- Hamerow, Helena. "Early Medieval Settlements in Northwest Europe, c. AD 400-900 : The social aspects of Settlement layout." Dans *The Archaeology of early medieval villages in Europe*, dir. Juan Antonio Quiros Castillo, 67-76. Bilbao : Universidad del País Vasco, Servicio Editorial, 2009.
- Hamerow, Helena. *Rural Settlements and Society in Anglo-Saxon England, Medieval History and Archaeology*. Oxford : Oxford University Press, 2012.
- Hernandez, Jérôme, Laurent Schneider et Jean Soulat (dir.), *L'habitat rural du haut Moyen Âge en France (V^e-XI^e siècle). Dynamiques du peuplement, formes, fonctions et statuts des établissements*. Actes des 36^e Journées internationales d'Archéologie Mérovingienne de l'AFAM, Montpellier, 1-3 octobre 2015 = *Archéologie du Midi Médiéval. Supplément n° 9*, (2020).
- Histoire de la France rurale*, dir. Georges Duby, et Armand Wallon, vol. 1. Paris : Seuil, 1975.
- Hulak, Florence. "L'avènement de la modernité. La commune médiévale chez Max Weber et Émile Durkheim." *Archives de Philosophie* 76 (2013) : 553-69.
- Jouin, Céline. "Le moment Gierke. Introduction à Althusius et le développement des théories politiques du droit naturel d'Otto von Gierke." *Droit et Philosophie*, 2021, <https://www.droitphilosophie.com/article/lecture/le-moment-gierke-introduction-a-althusius-et-le-developpement-des-theories-politiques-du-droit-naturel-d-otto-von-gierke-285>.
- Kemble, John Mitchell. *The Saxons in England. A History of the English Commonwealth till the period of the Norman Conquest*, 2 voll., London: Longman, 1849.
- Kuchenbuch, Ludolf. "De la demeure à l'habiter ? Remarques à propos de l'hypothèse d'une spatialisation du social au Moyen Âge (1035 ; 893/1222)." Dans *Communautés d'habitants au Moyen Âge (XI^e-XV^e siècles)*, dir. Joseph Morsel, 43-72. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2018.

- Lauwers, Michel. “De l’incastellamento à l’inecclesiamento. Monachisme et logiques spatiales du féodalisme.” Dans *Cluny, les moines et la société au premier âge féodal*, dir. Dominique Iogna-Prat, Michel Lauwers, Florian Mazel, et Isabelle Rosé, 315-38. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2013.
- Lauwers, Michel, Magali Watteaux, et Isabelle Catteddu. “Lieux et dynamiques du peuplement rural (VI^e-milieu XI^e siècle).” Dans *Nouvelle Histoire du Moyen Âge*, dir. Florian Mazel, 85-98. Paris : Seuil, 2021.
- de Laveleye, Émile. “Les formes primitives de la propriété.” *Revue des Deux Mondes*, 2^e pér., 100 (1872) : 505-40.
- de Laveleye, Émile. *De la propriété et de ses formes primitives*. Paris : Félix Alcan, 1874.
- Lazzari, Tiziana. “Comunità rurali nell’alto medioevo : pratiche di descrizione e spie lessicali nella documentazione scritta.” Dans *Paesaggi, comunità, villaggi medievali*. Atti del convegno internazionale di Studio (Bologna, 14-16 gennaio 2010), éd. Paola Galetti, 405-21. Spoleto : Fondazione Centro italiano di studi sull’alto medioevo, 2012.
- Leturcq, Samuel. “Territoires agraires et limites paroissiales.” *Médiévales* 49 (2005) : 89-104.
- Leturcq, Samuel. *Le village, la terre et ses hommes. Toury en Beauce (XII^e-XVII^e siècle)*. Paris : Éditions du CTHS, 2007.
- Maine, Henry Sumner. *Ancient Law. Its Connection with the Early History of Society, and Its Relation to Modern Ideas*. London : Henry Holt and Company, 1861.
- Maine, Henry Sumner. *Village-Communities in the East and West*. London : John Murray, 1871.
- Maine, Henry Sumner. *Lectures on the Early History of Institutions*. London : John Murray, 1875.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels, *Sur les sociétés précapitalistes*. Nouvelle édition augmentée. Textes et présentation par Maurice Godelier. Paris : Les éditions sociales, 1970, rééd. 2022.
- von Maurer, Georg Ludwig. *Einleitung zur Geschichte der Mark-Hof-Dorf- und Stadtverfassung und der öffentlichen Gewalt*. Munich : Christian Reiser, 1854.
- von Maurer, Georg Ludwig. *Geschichte der Markenverfassung in Deutschland*. Erlangen : Verlag von Ferdinand Enke, 1856.
- Mayer, Theodor. *Der Staat der Herzöge von Zähringen*. Freiburg-im-Breisgau : Wagner, 1935.
- Mesure, Sylvie. “Durkheim et Tönnies : regards croisés sur la société et sur sa connaissance.” *Sociologie* 2 (2013) : <https://journals.openedition.org/sociologie/1810>.
- Michaud-Quantin, Pierre. *Universitas. Expressions du mouvement communautaire dans le Moyen Âge latin*. Paris : J. Vrin, 1970.
- Mores, Francesco. “Letture italiane di Marc Bloch.” *Quaderni storici* 43 (2008) : 267-82.
- Morgan, Lewis H. *Ancient Society. Researches in the Lines of human Progress from Savagery through Barbarism to Civilization*. London : MacMillan & Company, 1877.
- Morsel, Joseph. *L’Histoire (du Moyen Âge) est un sport de combat... Réflexions sur les finalités de l’Histoire du Moyen Âge*, 2007, <http://hal-paris1.archives-ouvertes.fr/halshs-00290183/fr/>.
- Morsel, Joseph (dir.). *Communautés d’habitants au Moyen Âge (XI^e-XV^e siècles)*. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2018.
- Morsel, Joseph. “Communautés d’habitants médiévales. Position des problèmes et perspectives,” dans *Communautés d’habitants au Moyen Âge (XI^e-XV^e siècles)*, dir. Joseph Morsel, 5-39. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2018.
- Morsel, Joseph. “La faucille ou le goupillon ? Observations sur les rapports entre communauté d’habitants et paroisse en Europe du Nord-Ouest (notamment en France aux XII^e et XIII^e siècles).” Dans *Communautés d’habitants au Moyen Âge XII^e-XV^e siècles*, dir. Joseph Morsel, 359-419. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2018.
- Mouthon, Fabrice. *Les communautés rurales en Europe au Moyen Âge. Une autre histoire politique du Moyen Âge*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2014.
- Nissen-Jaubert, Anne. “Habitats ruraux et communautés rurales.” Dans *Ruralia II. Památky archeologické*, Suppl. 11, 213-25. Praha, 1998.
- Nissen-Jaubert, Anne. “Gérer la terre sans écrit, est-ce possible ?.” *Revue belge de Philologie et d’Histoire* 90, (2012) : 315-46.
- Oexle, Otto Gerhard. “Otto von Gierkes Rechtsgeschichte der deutschen Genossenschaft.” Dans *Deutsche Geschichtswissenschaft um 1900*, dir. Notker Hammerstein, 193-217. Stuttgart : Franz Steiner, 1988.
- Oexle, Otto Gerhard. “Les groupes sociaux du Moyen Âge et les débuts de la sociologie contemporaine.” *Annales ESC* 47 (1992) : 751-65.

- Palmieri, Arturo. "Degli antichi comuni rurali e in specie di quelli dell'Appennino Bolognese." *Atti e memorie della R. Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna* 3a ser., 16 (1898) : 239-327.
- Peytremann, Édith. *Archéologie de l'habitat rural dans le nord de la France du IV^e au XII^e siècle*. Saint-Germain-en-Laye : AFAM, 2003.
- Provero, Luigi. *Le parole dei sudditi. Azioni e scritture della politica contadina nel Duecento*, Spoleto: Fondazione Centro italiano di studi sull'alto medioevo, 2012.
- Provero, Luigi. "Società contadina e giustizia regia nell'Italia carolingia." *Studi medievali*, s. III, 60 (2019) : 501-31.
- Provero, Luigi, et Simon Teuscher. "A proposito di " Communautés d'habitants au Moyen Âge (XI^e-XV^e siècles) " a cura di Joseph Morsel." *Quaderni storici*, 55 (2020) : 885-908.
- Quirós Castillo, Juan Antonio (dir.). *The archaeology of early medieval villages in Europe*. Bilbao : Universidad del País Vasco, Servicio Editorial, 2009.
- Riedel, Manfred. "Gesellschaft, Gemeinschaft." Dans *Geschichtliche Grundbegriffe*, dir. Reinhart Koselleck, Otto Brunner, et Werner Conze (dir.), 2, 801-62. Stuttgart : Ernst Klett, 1972.
- Ronzani, Mauro. "L'organizzazione spaziale della cura d'anime e la rete delle chiese (secoli V-XI)." Dans *Chiese locali e chiese regionali nell'alto Medioevo*. Settimane di studio della fondazione CISAM, 61, 537-61. Spoleto : Fondazione Centro italiano di studi sull'alto medioevo, 2014.
- Santini, Giovanni. *I "comuni di pieve" nel medioevo italiano. Contributo alla storia dei comuni rurali*, Milano : A. Giuffrè, 1964.
- Schroeder, Nicolas. *Les hommes et la terre de saint Remacle. Histoire sociale et économique de l'abbaye de Stavelot-Malmedy, VII^e-XIV^e siècle*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2015.
- Sée, Henri. *Les droits d'usage et les biens communaux en France au Moyen Âge*, Paris : V. Giard et E. Brière, 1898.
- Sergi, Giuseppe. "La territorialità e l'assetto giurisdizionale e amministrativo dello spazio." Dans *Uomo e spazio nell'alto Medioevo*. Settimane di studio del Centro italiano di studi sull'alto Medioevo, 50, 4-8 avril 2002, 479-504. Spoleto, Centro italiano di studi sull'alto medioevo, 2003.
- Sivéry, Gérard. "Le Moyen Âge a-t-il connu des communautés rurales silencieuses et soumisses ?" *Revue du Nord* 72 (1990) : 621-9.
- Sorbelli, Albano. *Il Comune rurale nell'Appennino emiliano nei secoli XIV e XV*. Bologna : Zanichelli, 1910.
- Sorbelli, Albano. *La parrocchia dell'Appennino emiliano nel medio evo*. Bologna : Zanichelli, 1910.
- Tönnies, Ferdinand. *Gemeinschaft und Gesellschaft*. Leipzig: Deutsches Textarchiv, 1887 ; Berlin : Curtius, 1912² (trad. franç. par Sylvie Mesure et Niall Bond, Paris : Presses Universitaires de France, 2010).
- Toubert, Pierre. *Les structures du Latium médiéval. Le Latium méridional et la Sabine du IX^e siècle à la fin du XII^e siècle*. Rome : École française de Rome, 1973.
- Vaccari, Pietro. *La territorialità come base dell'ordinamento giuridico del contado : Italia superiore e media*, Pavia : Il portale, 1921.
- Valais, Alain. *L'habitat rural au Moyen Âge dans le Nord-Ouest de la France*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2012.
- Verdon, Laure. *La voix des dominés. Communautés et seigneurie en Provence au bas Moyen Âge*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2012.
- Vigouroux, Christian. "Karl Marx et la législation forestière rhénane de 1842." *Revue d'histoire économique et sociale* 43 (1965) : 222-33.
- Violante, Cinzio. "Pievi e parrocchie nell'Italia centrosettentrionale durante i secoli XI e XII." Dans *Le istituzioni ecclesiastiche della 'societas christiana' dei secoli XI e XII: diocesi, pievi e parrocchie*. Atti della sesta Settimana internazionale di studio. 643-799. Milano : Vita e Pensiero, 1977, repris dans Cinzio Violante, *Ricerche sulle istituzioni ecclesiastiche dell'Italia centro-settentrionale nel Medioevo*, 267-447. Palermo : Accademia nazionale di scienze, lettere e arti, 1986.
- Violante, Cinzio. "La signoria 'territoriale' come quadro delle strutture organizzative del contado nella Lombardia del secolo XII," dans *Histoire comparée de l'administration (IV^e-XVIII^e siècle)*, dir. Werner Paravicini, et Karl Ferdinand Werner, 333-44. Munich : Artemis Verlag, 1980.

- Violante, Cinzio. “Le strutture organizzative della cura d’anime nelle campagne dell’Italia centro-settentrionale (secoli V-X),” dans *Cristianizzazione ed organizzazione ecclesiastica delle campagne nell’alto medioevo : espansione e resistenze*. Settimane di studio del Centro italiano di studi sull’alto medioevo, 28, 963-1158. Spoleto : Centro italiano di studi sull’alto medioevo, 1982, repris dans Cinzio Violante, *Ricerche sulle istituzioni ecclesiastiche dell’Italia centro-settentrionale nel Medioevo*, 105-265. Palermo : Accademia nazionale di scienze, lettere e arti, 1986.
- Violante, Cinzio. “Per una storia degli àmbiti. La spazialità nella storia.” *Studium* 87 (1991) : 861-79.
- Viollet, Paul. “Caractère collectif des premières propriétés immobilières.” *Bibliothèque de l’École des Chartes* 33 (1872) : 455-504.
- Vivier, Nadine. *Propriété collective et identité communale : les biens communaux en France (1789-1914)*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1998.
- Watteaux, Magali. “À propos de la “naissance du village au Moyen Âge” : la fin d’un paradigme ?” *Études rurales* 167-8 (2003) : 307-18.
- Wickham, Chris. *Communautés et clientèles en Toscane au XII^e siècle. Les origines de la commune rurale dans la région de Lucques* (1995), trad. franç. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2001.
- Wickham, Chris. “Space and Society in Early Medieval Peasant Conflicts,” dans *Uomo e spazio nell’alto medioevo. Atti della L Settimana di studio del Centro italiano di studi sull’alto medioevo (Spoleto 4-8 aprile 2002)*, 551-85. Spoleto : Centro italiano di studi sull’alto medioevo, 2003.
- Wickham, Chris. *Framing the Early Middle Ages. Europe and the Mediterranean, 400-800*, Oxford : Oxford University Press, 2005.
- Wickham, Chris. “L’identité villageoise entre Seine et Rhin, 500-800.” Dans *Autour du “village”. Établissements humains, finages et communautés rurales entre Seine et Rhin (IV^e-XIII^e siècles)*, éd. Jean-Marie Yante, et Anne-Marie Bultot-Verleysen, 141-51. Turnhout : Brepols, 2010.
- Xifaras, Mikhail. “Marx, justice et jurisprudence. Une lecture des ‘vols de bois’.” *Revue française d’histoire des idées politiques* 15 (2002) : 63-112.
- Zadora-Rio, Elisabeth. “Le village des historiens et le village des archéologues.” Dans *Campagnes médiévales : l’homme et son espace. Études offertes à Robert Fossier*, éd. Elisabeth Mornet, 145-53. Paris : Publications de la Sorbonne, 1995.
- Zadora-Rio, Elisabeth. “L’archéologie de l’habitat rural et la pesanteur des paradigmes.” *Les Nouvelles de l’archéologie* 92 (2003) : 6-8.
- Zadora-Rio, Elisabeth. “Early medieval villages and estate centres in France,” dans *The Archaeology of early medieval villages in Europe*, dir. Juan Antonio Quiros Castillo, 77-98. Bilbao : Universidad del País Vasco, Servicio Editorial, 2009.
- Zeller, Bernhard, Charles West, Francesca Tinti, Marco Stoffella, Nicolas Schroeder, Carine van Rhijn, Steffen Patzold, Thomas Kohl, Wendy Davies, et Miriam Czock, *Neighbours and Strangers. Local societies in early medieval Europe*. Manchester : Manchester University Press, 2020.

Michel Lauwers
 Université Côte d’Azur
 Michel.Lauwers@univ-cotedazur.fr

Changing spaces: the evidence of Vienne

by Ian Wood

The evidence for the city of Vienne allows us to reconstruct the transformation of what had been a provincial capital of the Roman Empire, into a city dominated by the Church, initially, in the late fifth century, following the reaction of bishop Mamertus to a major earthquake, and subsequently as a result of the foundation of monasteries, some of which were in existence by the end of the fifth century, but the majority of which were founded in the sixth and seventh.

Middle Ages, Late Antiquity, 4th-7th centuries, Vienne, bishops, Church, monasteries.

1. *Church history and Urban change*

Urban change at the end of Late Antiquity is usually studied through the archaeological evidence, which has become increasingly plentiful in recent years, and which gives us the clearest insights into topographical reality. Of course, not everywhere has been equally well studied, not least because of the limitations on what may be excavated. For some cities the written sources allow a different set of insights. Rome, most obviously, can be studied through the evidence of the *Liber Pontificalis* and the *Ordo Romanus*, as well as through the city's archaeology, architecture, and inscriptions.¹ For some other cities – notably Ravenna, Le Mans, Auxerre and Reims – we are fortunate enough to have episcopal histories, and these tell us something about the foundation of ecclesiastical institutions and sometimes about urban liturgical performance – and Ravenna's architectural heritage is second only to that of Rome.

¹ Noble, *The Multiple Meanings*.

2. Vienne in the days of Mamertus and Avitus

For Vienne, as with all the cities of Gaul, we have the invaluable guide of the *Topographie chrétienne*, which draws together the evidence of the archaeology and the written word,² and there is also a useful volume in the *Guides archéologiques de la France*.³ Although the city does not boast an episcopal history (for which our chief source is the undoubtedly erratic *Chronicle* of Ado),⁴ we do have written evidence which allows us to compare the city in the late fifth and early sixth centuries with the situation later in the Merovingian period, once again in terms of church institutions, building and liturgy. For the period a little before 500 (as well as the following seventeen years) we have information in the writings of Avitus of Vienne, most notably in the first of his homilies on Rogation,⁵ and also in his poem on chastity, which provides valuable evidence on female asceticism in his episcopal city.⁶ The Merovingian evidence is very much less reliable. It consists largely of a dossier, which is extremely suspect, relating to foundations associated with “dux” Ansemundus,⁷ Ado’s *Vita Theudarii* from the late ninth century,⁸ about which Françoise Descombes stated “écrite par Adon, la *Vita*, qui situe Theudarius au VI^e siècle n’inspire aucune confiance”,⁹ and the *Vita Clari*, which belongs at the earliest to the late tenth century and, as has been shown by Nathanaël Nimmegeers, reflects concerns of the reform movement of that period.¹⁰ Historians and archaeologists have, understandably, been very wary about using these later sources. Laurent Ripart has gone so far as to talk of “le dossier falsifié des monastères viennois”.¹¹ Even so Anne Baud, Nathanaël Nimmegeers and Anne Flammin have felt able to talk of “une importante vague de fondations monastiques qui caractérise la ville de Vienne à la fin d’Antiquité tardive”.¹² The uncertainty of the evidence has, no doubt, led to the comparative neglect of the potential significance of the spiritual history of Vienne in the sixth and seventh centuries, despite the views of Baud, Nimmegeers and Flammin, and the account of *Vienne la sainte* by Pierre Cavard.¹³ If one accepts that there is a substratum of truth in the *Lives* of Theudarius and

² Descombes, Fevrier, Gauthier, *Vienne*. See also *Topographie chrétienne des cités de la Gaule*.

³ Jannet-Vallat, Lauxerois, Reynaud, *Vienne*.

⁴ Ado, *Chronicon*. There is, however, the excellent modern study by Nimmegeers, *Évêques entre Bourgogne et Provence*.

⁵ Avitus, hom. 6.

⁶ Avitus, *De consolatoria castitatis laude*.

⁷ Schilling, *Ansemundus dux*; Nimmegeers, *Évêques entre Bourgogne et Provence*, 242-3.

⁸ Ado, *Vita Theudarii* (ed. B. Krusch). A fuller version of the text is included in *Acta Sanctorum*, October 12, 840-2. I am indebted to Alain Dubreucq who has drawn my attention to the material absent from Krusch’s edition.

⁹ Descombes, *Vienne*, 21.

¹⁰ Nimmegeers, *Évêques entre Bourgogne et Provence*, 255-6.

¹¹ Ripart, *Les déserts de l’Occident*, 236-62.

¹² Baud, Nimmegeers, Flammin, *L’abbaye de Saint-André-le-Haut*; Nimmegeers, *Évêques entre Bourgogne et Provence*, 1.

¹³ Cavard, *Vienne la sainte*.

Clarus, what we essentially witness in Vienne is the emergence of a city dominated by religious or monastic communities. It is, therefore, worth revisiting the whole of this dossier to see how much one may plausibly accept – and to ask whether the situation in Vienne was markedly different from that in other cities in Merovingian Gaul.

For the late fifth century we have eye-witness information from Avitus of Vienne. In particular the first of his homilies on Rogation presents us with the fullest – although not the earliest – narrative of the origins of Rogational processions.¹⁴ Sidonius provides an account from a generation earlier in a letter written to bishop Mamertus, the instigator of the processions, shortly after their institution in 473.¹⁵ But this account is less full, and although Sidonius had very close contacts with Vienne, Avitus is likely to have been better informed: he may well have taken part in the original processions, he was certainly living in the city at the time, and Mamertus was his godfather.¹⁶

In the years before the institution of the processions Vienne was essentially the great imperial city that it had long been. As well as being a provincial capital, it had, after all, boasted an imperial residence, which had been a seat of government for Valentinian II, and it was there that he met his end in 371.¹⁷ In c. 473, however, the city was struck by a series of natural disasters, including earthquakes, which led to the outbreak of fires and large scale destruction. There was a particularly severe tremor the night before Easter, which destroyed what Avitus called the “*aedes publica*”, but which Gregory of Tours (who was making use of the bishop of Vienne’s homily, and of the relevant letter of Sidonius) glossed as the “*palatium regale*”.¹⁸ This may well have been the very palace in which Valentinian had died, and it may also have been used by the Gibichung “*magistri militum per Gallias*” of the 460s and 470s as their seat of power. Sidonius does not talk of either a palace or an “*aedes publica*”, but he does talk of the collapse of the facades of public buildings (“*scaenae moenium publicorum*”) and of the presence of deer in the forum.¹⁹

The disaster prompted bishop Mamertus, who was leading the Easter vigil in the cathedral, to propose three days of processions. He won over the city’s numerous senators to the plan. The first procession was relatively short, taking in a church that, according to Avitus, was subsequently rebuilt – we are probably dealing with the shrine of saint Ferreolus, on the west bank of the Rhône, which was moved further up river from the city to a site in pres-

¹⁴ Avitus, hom. 6.

¹⁵ Sidonius Apollinaris, *Lettres*, ep. VII, 1, 3-6.

¹⁶ See Avitus, hom. 6.

¹⁷ Socrates, *Historia Ecclesiastica*, V, 25, states suicide. Zosimus, *Historia Nova*, 4.54.3, and Orosius, *Historia Contra Paganos*, VII, 35, assert that he was murdered by Arbogast; Sozomen, *Historia Ecclesiastica*, VII, 22, gives both versions; Gregory of Tours, *Libri Historiarum*, II, 9. For more details see Croke, Arbogast, 235-44; Matthews, *Western Aristocracies*, 238-9.

¹⁸ Gregory, *Libri Historiarum*, II, 34; also Ado, *Chronicon*, s.a. 425.

¹⁹ Sidonius, ep. VII, 1, 3.

ent-day Saint-Romain-en-Gal.²⁰ The processions on the two following days, we are told, were longer and more ambitious. What is particularly striking about Avitus' account is the emphasis on Mamertus' skill in winning round the population, initially by dealing with the senate, and then by making the first processional route relatively short, so as to attract the population. Sidonius' account of the social background to the Rogation processions in Vienne is similar to that implied by Avitus, although it differs in a handful of ways. Whereas Avitus talks of the "numerous illustrious men" who belonged to the city's "curia", Sidonius comments that there were few men of his order.²¹ He also says that the leading men of the city had already abandoned it, as had other members of the population.²² Even allowing for the discrepancy, we can take it that before the earthquakes Vienne had a functioning "curia" – and we can also note that by the time that Avitus preached his sermon, a generation after the institution of the Rogation processions, this was a thing of the past – he notes that the "curia" flourished in those days, implying that that was no longer the case when he preached his own sermon. The creation of urban unity, to which both men refer, was clearly something that required a good deal of diplomatic skill.

We should not assume that the decline of the "curia" in Vienne was paralleled in all other cities of southern Gaul, although Sidonius does provide other instances of fellow aristocrats abandoning city life.²³ In Cahors, for instance, there is some evidence that senators remained influential through the sixth century.²⁴ It is apparent that Vienne was subject to a specific set of natural disasters – and while Sidonius relates that other bishops copied Mamertus in instituting Rogation processions,²⁵ there is no suggestion that the earthquakes and resulting fires were anything other than a local catastrophe. The same is true of the collapse of the first basilica dedicated to Ferreolus, which was caused by river damage. On this Gregory of Tours is our most explicit source. He relates that at some point in the third quarter of the sixth century he visited the shrine of Ferreolus and was surprised to learn that it also held the skull of Julian of Brioude. He was told about the circumstances of the *translatio* of the relics, following the collapse of the first basilica. According to his informant there was a large group of abbots and monks present – if accurate this is our best evidence for a significant monastic presence in Vienne as early as the episcopate of Mamertus.²⁶

²⁰ Avitus, hom. 6. See Wood, *Les relations entre Brioude et Vienne*, 254-5. For the recent archaeology of the site see Prisset, *Saint-Romain-en-Gal*. For the discussion of the church of Saint-Ferréol, see Reynaud, *Réexamen de l'identification de la basilique Saint-Ferréol*, 315-8.

²¹ Sidonius, ep. VII, 1, 5: "nostri ordinis viris et his paucis".

²² Sidonius, VII, 1, 3: "inter ista discessu primorum popularium".

²³ Sidonius, ep. I, 6, 3.

²⁴ Bonnassie, *L'évêque, le peuple et les sénateurs*.

²⁵ Sidonius, ep. V, 14.

²⁶ Gregory, *Liber de passione et virtutibus sancti Iuliani martyris*, 2.

By the time that Avitus delivered his Rogation sermons Vienne may have been subject to another disaster, which in all probability marked it out further from many other cities. In the year 500, in the course of the civil war between the Gibichung “magister militum” Gundobad and his brother Godegisel, the latter took up residence in Vienne, which was then subject to a siege, during which, according to Gregory of Tours, Gundobad’s men entered the city through the channel of an aqueduct.²⁷

Avitus tells us relatively little about Vienne in his own day, which indeed included the siege of the city, although we do know from a fragmentary dedication homily that he restored the city’s baptistry.²⁸ He also states that he was involved in the oversight of the monastic confederation of Grigny. This was obviously an institution of significance in the region of Vienne, Lyon, and Grenoble, but unfortunately the references to it are few and slight. Sidonius had already noted the importance of the community in a letter written from exile in c. 476,²⁹ where he recommends the monastic rules of the fathers of Lérins and Grigny. Its significance within Burgundian territory is apparent from the fact that the first abbot of the royal foundation of Agaune in 515, Hymnemosus, had previously been abbot of Grigny, as had a number of those who accompanied him to the Valais, and the community as a whole supplied one of the squadrons of monks that performed the “laus perennis” in the new foundation.³⁰

Unfortunately the geographical location of Grigny is a matter of dispute. Although it was subject to the bishop of Vienne, in his dealings with it Avitus had to be absent from his normal place of residence, his “habitaculum civitatis”.³¹ Ripart has examined the various conflicting pieces of evidence relating to Grigny, and has concluded that it was most likely situated in Aoste.³² Certainly there is plausible archaeological evidence for a religious community there. But the use of the plural “monasteria” by Avitus, makes it absolutely clear that we should not be looking for a single site, and the fact that it was a confederation may well explain the divergent indications of its geographical situation. It was a chain of houses united by a particular rule, the “statuta patrum Grinnicensium”.

Later references would seem to imply that by the seventh century the centre of the community of Grigny was at the shrine of Ferreolus at Saint-Romain-en-Gal – the church that was rebuilt at a new site at some point after the first Rogations of c. 473.³³ In the light of Gregory of Tours’ account of the

²⁷ Gregory, *Libri Historiarum*, II, 33.

²⁸ Avitus, hom. 18.

²⁹ Sidonius, ep. VII, 17, 3.

³⁰ *Vita abbatum Acaunensium absque epitaphiis*, I, 4.

³¹ Avitus, ep. 74.

³² Ripart, *Les déserts de l’Occident*, 258–62.

³³ *Vita Clari*, II. Jannet-Vallat, Lauxerois, Reynaud, *Vienne aux premiers temps chrétiens*, 61–4. See Wood, *Les relations entre Brioude et Vienne*, 254–5; Reynaud, *Réexamen de l’identification de la basilique Saint-Ferréol*, 315–8.

“translatio” of the relics of Ferreolus, we might guess that already in the time of Mamertus some religious were attached to the shrine, which, however, was still accessible to the general public in the mid sixth century, and was, indeed, overseen not by an abbot but by an “aedituus”.³⁴ Ripart has insisted that the evidence only indicates the presence of “un collège des clercs” at Saint-Ferréol in the early Middle Ages,³⁵ but before the Carolingian period, and the regularisation of monasticism, it would scarcely be possible to distinguish a community of clerics from a community of monks.

3. *Monasteries in the time of Avitus*

We have much better evidence for female asceticism in Vienne at the time of Avitus from his lengthy poem on virginity, *De consolatoria castitatis laude*. The prologue is dedicated to the author’s brother Apollinaris, the bishop of Valence, but the poem is addressed to their sister, Fuscina, and it deals primarily with her and with other pious women of the family.³⁶ It presents a quite extraordinary image of female asceticism and aristocratic monasticism, although it has scarcely registered in studies of monastic history. One reason for this is perhaps the lack of specific details on the community to which Fuscina belonged. Fortunately, here we have some additional information. A later *Vita Fuscinae*, which survives in a twelfth-century manuscript, but appears to be a good deal older, reveals that Fuscina was an inmate of the nunnery dedicated to saints Gervasius and Protasius, which the hagiographer claims was built by Hesychius, bishop of Vienne, the successor of Mamertus, and father of Avitus, Apollinaris, and Fuscina.³⁷ Since there are problems with some of the information contained in the *Vita Fuscinae* we should not place too much reliance on the detail it provides. We do, however, know something about the cult of Gervasius and Protasius in the Rhodanian city. Ambrose sent relics of the Milanese martyrs to Vienne in 386, where they were received by Martin of Tours, Paulinus of Nola and Victricius of Rouen – all of whom had yet to take up episcopal office.³⁸ The arrival of the relics is also recorded by Ado in his *Chronicle*.³⁹ In addition there is an inscription relating to a woman called Foedula, who was baptised by Martin, and who was buried near the relics of Gervasius and Protasius.⁴⁰ The foundation of a nunnery dedicated to Gervasius and Protasius by the end of the fifth century is, therefore, entirely plausible.⁴¹ The community may have been established by Hesychi-

³⁴ Gregory, *Liber de passione et virtutibus sancti Juliani*, 2.

³⁵ Ripart, *Les déserts de l’Occident*, 256.

³⁶ Avitus, *De consolatoria castitatis laude*.

³⁷ *Vita Fuscinae*.

³⁸ Paulinus of Nola, ep. 18, 9; Avitus, *De consolatoria castitatis laude*, 15-16.

³⁹ Ado, *Chronicon*, col. 96C.

⁴⁰ *Corpus Inscriptionum Latinarum*, 12; Doignon, *Martinus procer*.

⁴¹ Descombes, *Vienne*, 27, gathers the evidence, but omits that relating to Fuscina.

us within an established cult site. The placing of communities of religious in already existing cult sites seems to have been a feature of monasticism in Vienne. Of course the most notable example of this practice is to be found in the foundation of the monastery of Agaune at the site of the martyrdom of the Theban legion in 515, but we have already noted the association of the monks of Grigny with the shrine of Ferreolus, and we may meet it again in the churches of Saint-Pierre and Saint-André-le-Bas. This apart, we know little about the community of saints Gervasius and Protasius – except for the fact recorded in the *Vita Fuscinae* that it was there that the saint was attacked by the henchmen of a tyrant, perhaps agents of Godegisel, during the course of the 500 civil war.⁴²

We can add one other detail to the history of monasticism in Vienne in the time of Avitus. According to the *Vita Patrum Iurensium*, a text of c. 515, a holy man called Leonianus, who came from Pannonia, and who initially established himself in Autun, was also active in Vienne. There he governed a small group of monks who were attached to his cell, which was apparently outside the city walls, and a larger group of 60 nuns in a community within the walls.⁴³ Since Leonianus is said to have been in communication with Eugendus, who was abbot of Condat between c. 496 and 510, we can place his presence in Vienne at the very end of the fifth century and the first decade of the sixth century. Inexplicably Marc Heijmans and Luce Pietri have claimed that Leonianus was the founder of Grigny, whose rule, they say, he drew up at some point before 477.⁴⁴ For this there is no evidence whatsoever. It is highly unlikely that a holy man who was active in the early sixth century was the author of a monastic rule which was already well regarded in the mid 470s. There is a *Vita Leoniani*, which offers some further information, but it unfortunately only dates from the thirteenth century. We may also doubt the statement in the *Vita Patrum Iurensium* that Leonianus came from Pannonia, which may be an echo of Sulpicius Severus' *Vita Martini*. That there were nuns in Vienne in the early sixth century other than those attached to Saints-Gervasius-and-Protasius may, however, be confirmed by several epitaphs, including that of Ananthailda, who died in 508-9, and Celsa, who died in 518, which are now preserved in the church of Saint-Pierre, which seems originally to have served as a funerary church.⁴⁵

4. Monasticism after the death of Avitus

For the half century following the death of Avitus, the evidence for Vienne is very much less reliable, despite a handful of episcopal epitaphs. The major-

⁴² *Vita Fuscinae*, 6, 8.

⁴³ *Vita Patrum Iurensium*, III, 5, 127-8.

⁴⁴ Heijmans, Pietri, *Le «Lobby» Lérinien*, 49.

⁴⁵ Baud, Nimmegeers, Flammin, *L'abbaye de Saint-André-le-Haut à Vienne*, § 10.

ity of our surviving evidence relates to monasticism, but most of it is late and questionable.⁴⁶ Even so, it is probable that there was a flurry of monastic foundations in Vienne in the first half of the sixth century. Apart from the foundations of Leonianus, the most important appear to have been those associated with the family of the Burgundian aristocrat Ansemundus. The key source is a charter of Ansemundus and his wife Ansleubana, in favour of the nunnery of Saint-André-le-Bas, to be headed by their daughter Remilla/Remilia-Eugenia, which purports to have drawn up in 543. It states that Ansemundus and Ansleubana had already founded a monastery for men, dedicated to saint Peter, outside the walls of the city. The charter also claims that Remilla had previously been an inmate of another nunnery, whose abbess was Eubona, sister of one or other of the founders of Saint-André. This community, we are told, followed the Rule instituted by Leonianus.⁴⁷

The donation for Saint-André-le-Bas is unquestionably a forgery, although there is general agreement that it is based on an authentic document, and some of the information it contains is supported by other evidence, including a charter supposedly issued by Louis the Pious for the community in 831, which refers to the donation of Ansemundus – though this ninth-century document is now also regarded as a forgery.⁴⁸ Ado's *Chronicle* provides a little more evidence to add to the dossier relating to Saint-André.⁴⁹ Here we are told that in the time of bishop Philip, the daughter of “dux” Ansemundus, Remilla-Eugenia, founded the “monasterium sancti Andreae subterioris”, and handed it over to the *mater ecclesiae* of the city in her will. According to the charter the “monasterium superius sancti Andreae” was already in existence. It had been founded by Leonianus in the time of bishop Avitus, and it was there that Remilla had been instructed in religious discipline. Unfortunately very little of this statement appears to be accurate. Although, as we have seen, Leonianus does seem (from the reference to him in the *Vita Patrum Iurensium*) to have been in Vienne during the episcopate of Avitus, Philip's episcopate (from c. 567-80) does not fit with any of the evidence relating to Remilla-Eugenia. Ado's comments on the foundations of Ansemundus are unquestionably confused, and seem to reflect ninth-century concerns and recollections, rather than sixth-century reality. Nathanaël Nimmegeers' reconstruction of events is, not surprisingly, very different.

Following Nimmegeers' reconstruction,⁵⁰ Leonianus settled in Vienne around the year 500, at a site at the top of the city, later known as Saint-Marcel. Then, with the help of Ansemundus he founded a nunnery nearby, which was

⁴⁶ Baud, Nimmegeers, Flammin, *L'abbaye de Saint-André-le-Haut à Vienne*; Nimmegeers, *Évêques entre Bourgogne et Provence*, 15-27.

⁴⁷ Amory, *The textual transmission of the Donatio Ansemundi*; Schilling, *Ansemundus dux*; Nimmegeers, *Évêques entre Bourgogne et Provence*, 242-2.

⁴⁸ Ripart, *Les déserts d'Occident*, 242.

⁴⁹ Ado, *Chronicon*, s.a. 575, col. 111.

⁵⁰ Nimmegeers, *Évêques entre Bourgogne et Provence*, 240-5.

governed by Eubona, the sister of either Ansemundus or of his wife Ansleubana. This community is identified by Nimmegeers as Sainte-Blandine. It was there that Remilla-Eugenia initially became a nun, before leading her own community not at Saint-André-le-Bas, but at Saint-André-le-Haut. The foundation of this new community may have led to the decline of Eubona's nunnery, and this may underlie later confusion about the communities involved.

Ripart's reconstruction of events is different again. In his view Ansemundus founded a nunnery at Saint-André-le-Haut, which was directed by Leonianus.⁵¹ And he also suggests that this may have been the same as the nunnery which Fuscina entered.⁵² This he argues partly on the grounds that Vienne could not have housed two nunneries as early as the late fifth century. There are, however, major difficulties with this reading. First, Fuscina must have entered a religious community some time before her father's death in c. 490. There is no reason to disbelieve the statement of the *Vita Fuscinae* that Hesychius founded the nunnery, or that he entrusted Fuscina to the abbess Aspidia,⁵³ who is attested as a relative by Avitus.⁵⁴ It is unlikely that this community was directed by Leonianus: he is only known to have been active in Vienne in the time of Eugendus, who is usually reckoned to have been abbot of Condat between c. 496 and 510. Neither Avitus nor the *Vita Fuscinae* makes any reference to him. Hesychius and Avitus themselves surely oversaw the family foundation, and the known abbesses were female relatives.

There is also a problem in accepting that Leonianus was in charge of Ansemundus' foundation. According to the forged donation charter, Ansemundus founded a community for his daughter Remilla-Eugenia, who had already led a religious life under the guidance of her aunt Eubona, in a community that had been founded by Leonianus. The charter boasts a date of 543. The charter has long been regarded as suspect, and Beate Schilling has conclusively shown it to be a forgery, although she acknowledges that there is a genuine core to some of the information contained within it.⁵⁵ Ripart has accepted this, but has argued that the true date of the donation must have been closer to 510, on the grounds that Ansemundus was a correspondent of Avitus, and was also a signatory to the *Liber Constitutionum* of 517.⁵⁶ This, according to Ripart, rules out the possibility that the donation was made in 543. It is possible that the father of Remilla-Eugenia can be identified with Avitus' correspondent, and he may have signed the *Liber Constitutionum* – although the name there appears as Aunemundus.⁵⁷ But it should be noted that two Aunemundi sign the law code: the name was not uncommon. And there is a third Ansemundus

⁵¹ Ripart, *Les déserts de l'Occident*, 243.

⁵² Ripart, 244.

⁵³ *Vita Fuscinae*, 6.

⁵⁴ Avitus, *De consolatoria castitatis laude*, l. 87.

⁵⁵ Schilling, *Ansemundus dux*.

⁵⁶ Ripart, *Les déserts de l'Occident*, 240-2.

⁵⁷ *Liber Constitutionum*, *Prima Constitutio* 14, 34.

who appears in the *Passio Sigismundi*, where he was responsible for securing the body of the martyr from the Frankish king Theudebert, and returning it to Agaune, supposedly three years after Sigismund's murder, that is in c. 525,⁵⁸ although Bruno Krusch insisted that the date must actually have been 533/4 – and indeed that is the earliest possible date.⁵⁹ In other words, there was an Ansemundus, who was involved with a monastic community only ten years before the traditional date of the *donatio Ansemundi*. There is no reason to place the foundation of Remilla-Eugenia's community in the 510s, which would be remarkably early for a monastic foundation by an aristocrat of barbarian origin, earlier even than Sigismund's foundation of Agaune. Nor is there any reason to amalgamate the communities of Fuscina, Leonianus and Ansemundus into a single body. We are dealing with three foundations: the first, an episcopal and senatorial foundation of the period before 490, the second a community directed by a well-respected ascetic from Autun, founded at the end of the fifth or the beginning of the sixth century, and the third a foundation established by a pious barbarian for his daughter, probably in the 530s or 540s, after the Frankish take-over of Vienne.

There can be no certainty about the foundations of Ansemundus, or their identification: the names of Saint-André-le-Bas and Saint-André-le-Haut are far less likely than the names of Remilla-Eugenia and her relatives to belong to the genuine core of the original document of 543. But the archaeological evidence does indicate that there were religious communities of some sort attached to sites that appear in the dossier. The excavations of Saint-André-le-Haut by Anne Baud have revealed the existence of a chapel of the sixth and seventh centuries.⁶⁰ So too, Monique Jannet-Vallat uncovered Merovingian layers adjacent to Saint-Pierre.⁶¹ Archaeology also indicates that there was a religious institution at Saint-André-le-Bas from the late Roman period onwards.⁶² Moreover, inscriptions preserved at both Saint-Pierre and at Saint-André-le-Bas may indicate that they were initially cemeterial sites.⁶³ The same is true of the site of Saint-Ferréol.⁶⁴ Ripart has doubted whether these last three sites can actually be classified as monastic,⁶⁵ although he has allowed that they had communities of clerics, but that is to apply a very stringent definition of monasticism in considering the nature of a religious community in the pre-Carolingian age.

In other words, even if we reject the reconstruction of events set out in the forged charter of 543, it is reasonable to accept the existence in Vienne of

⁵⁸ *Passio Sigismundi regis*, 10.

⁵⁹ B. Krusch, MGH, SRM 2, 339, n. 2.

⁶⁰ Baud, Nimmegeers, Flammin, "L'abbaye de Saint-André-le-Haut à Vienne."

⁶¹ Jannet-Vallat, *Saint-Georges de Vienne*; Jannet-Vallat, Lauxerois, Reynaud, *Vienne aux premiers temps chrétiens*.

⁶² Jannet-Vallat, Lauxerois, Reynaud, *Vienne aux premiers temps chrétiens*, 31-4.

⁶³ Jannet-Vallat, Lauxerois, Reynaud, 34-5.

⁶⁴ Prisset, *Saint-Romain-en-Gal aux temps de Ferréol*.

⁶⁵ Ripart, *Les déserts de l'Occident*, 237, 243, 255-6.

a male and a female community founded by Leonianus, the second of which welcomed both Eubona and Remilla-Eugenia, together with another female community, which Ansemundus founded for his daughter, and which also followed the rule of Leonianus, although he himself was probably long dead by the time of Aunemundus' foundation. All this can be dated to the first half of the sixth century, by which time a female community dedicated to saints Gervasius and Protasius had already been in existence for several decades, as had the Vienne section or sections of the Grigny confederation. Ansemundus and his wife may in addition have instituted a religious community at the cemetery church of Saint-Pierre – this is not incompatible with the architectural and archaeological evidence.⁶⁶ If he is correctly identified with the Ansemundus who secured the return of the body of Sigismund to the martyr king's monastic foundation, he had broader monastic contacts, with the community of Agaune. He would seem to have been responsible for major developments in the ascetic life of Vienne, the origins of which go back a generation to the ascetic Leonianus, and before him to the pious activities of Hesychius and the Aviti.

Another family and another ascetic seem to have had a similar impact on the monastic life of Vienne in the second half of the sixth century. According to Ado's *Life* of the saint,⁶⁷ Theudarius, who was born in Vienne, decided to join the monastic community at Lérins, but as he passed through Arles he was stopped from doing so by Caesarius, who subsequently ordained him as deacon.⁶⁸ We may guess from this that he was born around the year 500. He later decided to return to Vienne, where he established himself in an oratory dedicated to Eusebius of Vercelli.⁶⁹ Thereafter he founded a cell on the river Gère, and then a community of monks at the basilica of Saint-Symphorien-d'Ozon, where he was joined by his brother Arvius. He subsequently established a male community at Alaronne, and an oratory on his parents' estate at Arcisse.⁷⁰ Next he moved to a more secret place on the *collis Rupianus* (now Saint-Chef-en-Dauphiné). On the advice of the bishop of Vienne he later established a church within the city which he dedicated to saint Mary.⁷¹ This he endowed with property from his parents and relatives, and there founded a community which was subject to the "regula sanctorum patrum". Finally he was invited by bishop Philip to take on the role of intercessor for the city. He therefore handed his monastery over to his «praepositus» Severianus, and set himself up in the basilica of Saint-Lawrence *in monte Quirinali*.⁷² After his death his body was taken to his monastery, but on the way it lay in rest at the

⁶⁶ Jannet-Vallat, Lauxerois, Reynaud, *Vienne aux premiers temps chrétiens*, 45-6.

⁶⁷ Ado, *Vita Theudarii*.

⁶⁸ Ado, 4-5.

⁶⁹ Ado, 7-8.

⁷⁰ Ado, 9-10.

⁷¹ Ado, 12.

⁷² Ado, 14.

suburban church of Saint-Romanus in the *vicus* of Brenniacum, which was apparently served by nuns.⁷³

Unfortunately there is no early evidence to corroborate any of Ado's assertions about Theudarius, and some of his narrative may well be a literary fiction. But there is one detail that looks to refer to sixth-century reality. The «regula sanctorum patrum» *regula sanctorum patrum*⁷⁴ can plausibly be identified with one of the monastic rules associated by Adalbert de Vogüé with Lérins, the *Regula sanctorum patrum Serapionis, Macharii, Pafnutii et alterius Macharii*.⁷⁵ And one might note that there are other indications of Lérinian influence in Vienne. Sidonius seems to imply a connection between Grigny and Lérins, since he talks of “statuta Lirinensium patrum vel Grinnicensium”.⁷⁶ Ado in his *Martyrology*, which is based on that of Bede, adds material on two Egyptian saints called Macarius,⁷⁷ both of whom appear as monastic legislators in the Lérins material. It would seem then that knowledge of Lérinian practice was preserved in Vienne down to the days of Ado. Exactly how many of the ascetic communities mentioned in the *Vita Theudarii* really were founded by the saint, and how many of them survived any length of time is unclear, but it is plausible that the main foundations named by Ado really were associated with Theudarius, and indeed that they followed Lérinian traditions. Equally they point to a tradition of religious confederation, such as we have noted in the *monasteria Grinescensia*.

It is worth also pondering the appointment of Theudarius as an intercessor for the city.⁷⁸ This may seem to reflect some Carolingian innovation,⁷⁹ but it can be seen to belong to a longstanding Christian tradition, which is already present in the New Testament.⁸⁰ And it is perfectly in keeping with prayers of intercession in the *Missale Gothicum*.⁸¹ Moreover, one should remember the significance of Vienne for the practice of Rogation. From the 470s bishops of Vienne had masterminded a major annual three-day display of urban penitence. Perhaps the creation of an urban intercessor, who prayed for the city throughout the year, reflects a Vienne tradition which promoted various types of public intercession.

One other aspect of Ado's narrative is worth noting. Before dealing with the saint's activities in Vienne, the ninth-century bishop inserts a lengthy description of the walls and forts protecting the city.⁸² These, it seems, were what struck Ado (who came from the Gâtinais) as the distinctive feature of

⁷³ Ado, *Vita Theudarii*, 16. This passage is absent in Krusch's edition.

⁷⁴ Ado, *Vita Theudarii*, 12.

⁷⁵ *Regula sanctorum patrum Serapionis, Macharii, Pafnutii et alterius Macharii*, 180-204.

⁷⁶ Sidonius, ep. VII, 13, 3.

⁷⁷ Ado, *Martyrology*, 2 Jan, 15 Jan, PL 123, cols. 201-420.

⁷⁸ Ado, *Vita Theudarii*, 14.

⁷⁹ On Carolingian intercession see Choy, *Intercessory Prayer*.

⁸⁰ John, 17: Romans, 15, 30-1. I am indebted to Els Rose for advice on this issue.

⁸¹ *Missale Gothicum*, 473.

⁸² Ado, *Vita Theudarii*, 7.

his diocesan centre. One might have expected the bishop to have talked of the city's churches, monasteries and shrines – and to some extent the comments on the walls do provide a point of orientation in the description of Theudarius' foundations. At the same time, Ado's comments draw attention to the city's Roman past, which includes a reference to a pagan centre with a hundred deities – although not to its public buildings.

5. *The seventh century*

For the closing years of the sixth and the beginning of the seventh century we have some evidence relating to bishop Desiderius of Vienne. There are three *Lives* of Desiderius, who was martyred in the first decade of the seventh century, two of which are contemporary texts, while a third is by Ado.⁸³ None of these works, however, sheds significant light on the city itself. Nor can we learn much about Desiderius' religious concerns from passages which associate him and Columbanus:⁸⁴ as Yaniv Fox has noted, the connection between the two men is no more than the fact that both were in conflict with Brunhild.⁸⁵ We can, however, glean a little from the correspondence of Gregory the Great. In the best known of his letters to Desiderius, the pope criticises the bishop's teaching of grammar, particularly because of his use of pagan poets.⁸⁶ One may ask who had drawn this to Gregory's attention: certainly not the papal "vicarius" Candidus, who had insisted to the pope that there was no problem, so one might suspect the involvement of ascetic circles in the city, which would suggest that they were of some influence. That Desiderius was himself involved in the monastic life of his city is, however, clear from another letter of Gregory, in which the pope asks the bishop to allow a deacon to become a monk in the monastery where he had entered the diaconate.⁸⁷ Unfortunately we do not know which was the community in question, but it is tempting to assume that it was one of the houses of Grigny, which we know from Avitus' letters was under episcopal supervision, and which may also have supported secular clergy, if monks of Grigny were already present at the shrine of Ferreolus – which, as we can see from Gregory of Tours' account, was openly accessible to visitors.⁸⁸

After the martyrdom of Desiderius there is something of a lacuna in information relating to Vienne, although we know that the bishop's successor, and possible rival, Domnulus, was a supporter of Rusticula, the abbess of Caesar-

⁸³ *Vitae Desiderii*.

⁸⁴ Jonas, *Vita Columbani*, I, 27; Wetti, *Vita Galli*, I, 11; Walahfrid, *Vita Galli*, I, 11. See also *Vita Rusticulae*, 14.

⁸⁵ Fox, "Desiderius of Vienne," 176–94.

⁸⁶ Gregory I, *Register*, XI, 34.

⁸⁷ Gregory I, *Register*, IX, 158.

⁸⁸ Gregory, *Liber de Virtutibus sancti Juliani*, 2.

ius's old foundation in Arles,⁸⁹ which suggests that he had monastic interests and connections. There is also a tantalising statement in Bede's *Lives of the Abbots*, written in the decade after 716, that Benedict Biscop left books for safe-keeping with friends in Vienne, apparently in the 660s.⁹⁰ Given Biscop's ascetic interests – he was the founder of the abbey of Wearmouth – we might guess that his friends were to be found in one or other of Vienne's monasteries. Biscop may well have known inmates of more than one monastery in the city, since he supposedly drew inspiration from the rules of seventeen monasteries when he founded the community of Wearmouth.⁹¹

We do in fact have evidence for monastic life in Vienne during the episcopate of Caldeoldus, which can be dated to the period from c. 653 to c. 664. The crucial text here is the *Vita Clari*.⁹² Like Ado's evidence, the *Life of Clarus* presents considerable problems. As Nimmegeers has pointed out, at the very earliest this belongs to the late tenth century and should be understood as a document of the monastic reform movement of that period. Clarus himself is not documented outside the text – and effectively all one can say about him is that he became a monk at Saint-Ferréol, or Grigny, and was abbot (or spiritual adviser) of the community of Sainte-Blandine, which would seem to have become a house for widows. The most notable passage in the *Vita* is a list of the monastic communities of Vienne, and of the numbers of their inmates.⁹³

Within the city the *Vita Clari* lists 11 monasteries, for which it provides numbers of monks and nuns, together with two houses to which it assigns "clerici", without giving any figures. It also states that there were around 60 communities elsewhere in the diocese. The communities for which it provides numbers are as follows: Grigny (Saint-Ferreolus) 400 ascetics: Saint-Peter 500: Saint-Gervasius-and-Protasius 50: Saint-John-the-Baptist 50: Saint-Vincent 50: Saint-Marcellus 30: Saint-Blandina 25: *St Andrea infra moenia* (presumably Saint-André-le-Bas) 100: *Alium sancti Andreae* 100: Saint-Nicetius 40: Saint-Martin 150. Nimmegeers has stated with regard to the figure given for Saint-André-le-Haut, "il faut rejeter cette assertion fantasiste, car ce récit, élaboré au plus tôt à la fin du X^e siècle, constitue un programme de réforme monastique et non une description fidèle à la situation mérovingienne".⁹⁴ And Jean-François Reynaud has said that «le nombre des moines donné par la *Vie de Clair* est bien sûr fantaisiste». ⁹⁵ On the other hand the author of the *vita* has quite clearly inserted an earlier document into his text. Moreover, the numbers are entirely in keeping with those that we have for monastic communities in the Merovingian world.⁹⁶ There were reputed-

⁸⁹ *Vita Rusticulae*, 14: see also Fox, "Desiderius of Vienne", 191.

⁹⁰ Bede, *Historia Abbatum*, 4, and Wood, *Abbots of Wearmouth and Jarrow*.

⁹¹ Bede, *Historia Abbatum*, 11.

⁹² *Vita Clari*, 54-6.

⁹³ *Vita Clari*, II.

⁹⁴ Nimmegeers, *L'abbaye de Saint-André-le-Haut à Vienne*, § 11.

⁹⁵ Jannet-Vallat, Lauxerois, Reynaud, *Vienne aux premiers temps chrétiens*, 26.

⁹⁶ Berlière, "Les nombres des moines."

ly 500 inmates at Lérins, while under its first abbot, Sturm, Fulda already numbered 400 monks. There were 220 monks at Luxeuil, and already 60 in Columbanus' smaller foundation of Fontaines in Jonas' day.⁹⁷ In 716 the Anglo-Saxon community of Wearmouth-Jarrow boasted 600 members.⁹⁸ So the figures given for Grigny and St Peter's are not impossible – and it is worth noting that both of them seem to have had substantial churches.⁹⁹ Moreover, the *Vita Patrum Iurensium* states that Leonianus' community within the walls (according to Nimmegeers perhaps Sainte-Blandine) numbered 60 inmates in the early sixth century.¹⁰⁰ Less probably, the *Vita Fuscinae* states that the community of Saints-Gervasius-and-Protasius numbered 150 virgins.¹⁰¹ In short, the figures to be found in the *Vita Clari* can be compared with those to be found in Merovingian and early Carolingian texts. Most of them, of course, are likely to be approximations, which may well have included oblates and men and women who worked for the communities, alongside monks and nuns. In addition, the existence of some of the communities listed in the *Vita Clari* seems to be supported by other evidence, both archaeological and diplomatic¹⁰² – alongside those already mentioned, one may note Saint-John-the-Baptist,¹⁰³ Saint-Vincent,¹⁰⁴ Saint-Marcellus,¹⁰⁵ Saint-Nicetius,¹⁰⁶ and Saint-Martin.¹⁰⁷ Moreover, 11 monasteries (or 13 including houses of «clerici»), although exceptional, would not be an impossible number for a Merovingian city. Certainly some other cities of comparable size, including Lyon, had fewer. But Margarete Weidemann identified 20 in Le Mans,¹⁰⁸ and 6 are known from Auxerre,¹⁰⁹ a city for which we have even better evidence for liturgical practice than we have for Vienne.¹¹⁰ While one may question the detail in the list provided by the *Vita Clari*, especially its emphasis on episcopal influence (although there is every reason to believe that it was significant in the case of Grigny), it may well provide a broadly accurate impression of the monastic situation in Vienne in the later seventh century. Interestingly the author provides numbers of monks and nuns, but not for the communities of «clerici» in the *Domus maior sanctorum martyrum* (presumably the episcopal complex dedicated to the Maccabees and to saint Maurice) or Saint-Severus.

⁹⁷ Wood, "Entrusting Western Europe," 68. The fullest collection of material is provided by Berlière, *Les nombres des moines dans les anciens monastères*.

⁹⁸ Wood, "Entrusting Western Europe," 68.

⁹⁹ Jannet-Vallat, Lauxerois, Reynaud, "Vienne aux premiers temps chrétiens," 43-7, 61-2.

¹⁰⁰ *Vita Patrum Iurensium*, III, 5, 127-8.

¹⁰¹ *Vita Fuscinae*, 6.

¹⁰² Reynaud and Nimmegeers, "La vie religieuse et les lieux de culte chrétiens du IV^e au VI^e siècle", pp. 181-7, which provides a map on p. 183.

¹⁰³ Descombes, *Vienne*, 33-4.

¹⁰⁴ Descombes, 33.

¹⁰⁵ Descombes, 32.

¹⁰⁶ Descombes, 30-1.

¹⁰⁷ Descombes, 33.

¹⁰⁸ Weidemann, *Geschichte des Bistums Le Mans*, vol. 3, 437.

¹⁰⁹ Picard, *Auxerre*.

¹¹⁰ *Gesta Pontificum Autissiodorensium*, 19, *De Aunario*.

6. *A monastic city?*

Although Ado's *Chronicle* would seem to imply that the history of Vienne was essentially an episcopal one, the other evidence, including his own *Vita Theudarii*, suggests that what we see is the emergence of a city dominated by monastic or religious life. From being an imperial capital in the Later Empire, it was transformed into a hive of religious activity. Clearly this had major socio-economic, as well as religio-liturgical, implications (including, of course, the city's Rogations). 1335 ascetics is a significant number, and that does not include the «clerici» at the *Domus maior sanctorum martyrum* and Saint-Severus, both of which seem to have been genuine early-medieval institutions.¹¹¹ Even allowing for the fact that the figure given by the list in the *Vita Clari* is an exaggeration, the number of religious in the city might have constituted as much as ten percent of the local population.¹¹² Not only would they have influenced the city's topography, and its spiritual activity, they would also have had an effect on its economy. In some cases we may guess that they were maintained by the endowments originally given to the communities – for instance the properties of Ansemundus and of Theudarius. In those cases at least we can envisage that the produce of country estates which had originally provided for aristocrats in their urban villas were merely reallocated to the inmates of the communities that they had founded. Of course, it is possible that some of those listed by the *Vita Clari* as monks and nuns of Vienne may have been resident on their community's extra mural estates.

Despite the epithet of *Vienne la sainte*, the city was not unique, although it may have boasted more religious institutions than most comparable centres. We have noted that some other cities boasted as many, or even more, monasteries, and we have also noted that the figures for monks and nuns that the *Vita Clari* gives for Vienne can be paralled by the figures we have for the numbers of individual communities elsewhere. We need, therefore, to understand that in the sixth and seventh centuries in parts of Francia we are talking of an economy that was geared to support ecclesiastical institutions, episcopal, of course, but above all monastic. In many respects the *Topographie chrétienne des cités de la Gaule* is not just a survey of religious institutions, but does in fact reveal the essential topography of the cities, which were dominated by religious monuments, religious space, and liturgical performance. This was an extraordinary development that took place essentially between the late fifth and early seventh centuries. Although Vienne, and other cities, boasted numerous temples during the pagan period, they had not been staffed with large numbers of permanent priests, and there was no equivalent to the monastic

¹¹¹ The “domus maior sanctorum martyrum” is the cathedral, dedicated to the Maccabees: for St Severus, Descombes, *Vienne*, 31-2; Nimmegeers, *Évêques entre Bourgogne et Provence*, 101-3.

¹¹² Wood, *The Christian Economy*, 47-8.

institutions of the post-Roman period. Between c. 450 and c. 650, Vienne, like other urban centres, had been transformed from being a city of the empire to a city of God.

Works cited

- Actus Pontificum Cenomannis in urbe degentium*, ed. Margarete Weidemann. In *Geschichte des Bistums Le Mans von der Spätantike bis zur Karolingerzeit*, 3 vols. Mainz: Verlag des Römisch-Germanischen Zentralmuseums in Kommission bei Habelt, 2002.
- Ado, *Chronicon*, PL 123, Parisiis 1844, cols. 23-138.
- Ado, *Martyrologium*, PL 123, Parisiis 1844, cols. 201-420.
- Ado, *Vita Theudarii*, ed. Bruno Krusch, MGH, SRM 3, Hannover 1896, 525-30: *Acta Sanctorum*, October 12, 840-2.
- Alcimi Ecdicii Aviti Viennensis episcopi *Opera quae supersunt*, ed. Rudolf Peiper, MGH, AA 6, 2, Berlin 1883.
- Avitus, *De consolatoria castitatis laude*, ed. Nicole Hecquet-Noti, *Avit de Vienne, Éloge consolatoire de la chasteté*, Sources Chrétiennes 546, Paris 2011.
- Bede, *Historia Abbatum*, ed. Christopher Grocock, and Ian Wood. *Abbots of Wearmouth and Jarrow*, Oxford 2013.
- Corpus Inscriptionum Latinarum*, 12, ed. Otto Hirschfeld, Berlin 1888.
- Gesta Pontificum Autissiodorensium*, ed. Michel Sot, *Les Gestes des Évêques d'Auxerre*, vol. 1. Paris: Belles Lettres, 2006.
- Gregory I, *Register*, ed. Dag Norberg, S. Gregorii Magni registrum epistularum, 2 vols, CCSL 140 and 140A, Turnhout: Brepols 1982.
- Gregory of Tours, *Libri Historiarum*, ed. Bruno Krusch, and Wilhelm Levison, MGH, SRM 1, 1, Hannover 1951.
- Gregory of Tours, *Liber de Passione et Virtutibus sancti Iuliani martyris*, ed. Bruno Krusch, MGH, SRM 1, 2, Hannover 1885.
- Jonas, *Vita Columbani*, ed. Bruno Krusch, *Ionae Vitae Sanctorum Columbani, Vedastis, Iohannis*, MGH, SRG, Hannover 1905.
- Leges Burgundionum*, ed. Ludwig Rudolf von Salis, *Monumenta Germaniae Historica, Leges* 1, 2, Hannover 1892.
- Missale Gothicum*, ed. Els Rose, *Missale Gothicum e Vaticano Reginense latino 317 editum*, Corpus Christianorum, Series Latina, 159D. Turnhout: Brepols, 2005.
- Orosius, *Historia Contra Paganos*, ed. Marie-Pierre Arnaud-Lindet, *Orose, Histoire Contre les Païens*, 3 vols. Paris 1990-1.
- Passio Sigismundi regis*, ed. Bruno Krusch, MGH, SRM 2, Hannover 1888.
- Paulinus of Nola, *Epistulae*, ed. Wilhelm von Hartel, 2nd ed., CSEL 29, Vienna 1894.
- Regula sanctorum patrum Serapionis, Macharii, Pafnutii et alterius Macharii*, ed. Adalbert de Vogüé, *Les règles des saints pères*, vol. 1, Sources chrétiennes 297, Paris 1982, 180-204.
- Sidonius Apollinaris, ed. André Loyer, *Sidoine Apollinaire, Lettres*, vol. 2, Paris 1970.
- Socrates, *Historia Ecclesiastica*, ed. Günther Christian Hansen, Pierre Périchon, and Pierre Maraval, *Socrate, Histoire Ecclésiastique*, Sources Chrétiennes, 477, 493, 505, 506, Paris 2004-7.
- Sozomen, *Historia Ecclesiastica*, ed. André Jean Festugière, Bernard Grillet, Guy Sabbah, Laurent Angleviel de la Beaumelle, *Sozomène, Histoire Ecclésiastique*, Sources Chrétiennes 306, 418, 495, 516, Paris 1983-2008.
- Vita abbatum Acaunensium absque epitaphiis*, ed. Bruno Krusch, MGH, SRM 7, Hannover 1920.
- Vita Clari, Acta Sanctorum, January* 1, 54-6.
- Vitae Desiderii*, ed. Bruno Krusch, MGH, SRM 3, Hannover 1896, 620-48.
- Vita Fuscinae*, ed. Nicole Hecquet-Noti, *Avit de Vienne, Éloge consolatoire de la chasteté*, 211-23.
- Vita Patrum Iurensium*, ed. François Martine, *Vie des Pères du Jura*, Sources Chrétiennes 142, Paris 1968.
- Vita Rusticulae*, ed. Bruno Krusch, MGH, SRM 4, Hannover 1902, 337-51.
- Walahfrid, *Vita Galli*, ed. Bruno Krusch, MGH, SRM 4, Hannover 1902, 280-337.
- Wetti, *Vita Galli*, ed. Bruno Krusch, MGH, SRM 4, Hannover 1902, 256-80.
- Zosimus, *Historia Nova*, ed. François Paschoud, *Zosime, Histoire nouvelle*, 5 vols. Paris 1971-89.
- Amory, Patrick. "The textual transmission of the Donatio Ansemundi." *Francia* 20, n° 1 (1993): 163-83.
- Baud, Anne, Nathanaël Nimmegeers, and Anne Flammin. "L'abbaye de Saint-André-le-Haut à Vienne. Origine et développement d'un monastère des moniales." *Bucema Hors série*, 10 (2016), <https://journals.openedition.org/cem/14485>.

- Berlière, Ursmer. "Les nombres des moines dans les anciens monastères." *Revue Bénédictine* 41 (1929): 231-61; 42 (1930): 19-42.
- Bonnassie, Pierre. "L'évêque, le peuple et les sénateurs: scènes de la vie à Cahors, d'après la Vita Ambrosii." *Annales du Midi* 102 (1990): 209-17.
- Cavard, Pierre. *Vienne la sainte*. Vienne: Blanchard frères, 1977.
- Choy, Renie Shun Man. *Intercessory Prayer and the monastic ideal in the time of the Carolingian reforms*. Oxford: Oxford University Press, 2017.
- Croke, Brian. "Arbogast and the death of Valentinian." *Historia* 25 (1976): 235-44.
- Descombes, François, Paul-Albert Février, and Nancy Gauthier, ed. *Vienne*, in *Topographie chrétienne des cités de la Gaule des origines au milieu du VIII^e siècle*, ed. Nancy Gauthier, and Jean-Charles Picard, 3. *Provinces ecclésiastiques de Vienne et d'Arles*. 17-35. Paris: de Boccard, 1986.
- Doignon, Jean, "Martinus procer: appellation donnée à saint Martin sur une inscription de Vienne." *Bulletin de la Société des Antiquaires de France* (1961) [1963]: 154-68.
- Fox, Yaniv. "Desiderius of Vienne and the Columbanian Movement." *Early Medieval Europe* 20 (2012), 176-94.
- Heijmans, Marc, and Luce Pietri. *Le «Lobby» Lérinien: Le rayonnement du monastère insulaire du V^e siècle au début du VII^e siècle*, in *Lérins, une île sainte de l'Antiquité au Moyen Âge*, eds. Yann Codou, and Michel Lauwers, 35-61. Turnhout: Brepols, 2009.
- Jannet-Vallat, Monique. "Saint-Georges de Vienne: de l'oratoire mérovingien à l'église paroissiale." *Histoire et archéologie, les dossiers* 78 (1983): 74-5.
- Jannet-Vallat, Monique, Roger Lauxerois, Jean-François Reynaud. *Vienne aux premiers temps chrétiens*. Lyon: Patrimoine Rhonalpin – Ministère de la culture et de la communication, 1986.
- Matthews, John F. *Western Aristocracies and Imperial Court, AD 364-425*. Oxford: Clarendon Press, 1975.
- Nimmegeers, Nathanaël. *Évêques entre Bourgogne et Provence. La province ecclésiastique de Vienne au haut Moyen Âge (V^e-XI^e siècle)*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2011.
- Noble, Thomas F.X. "The multiple meanings of papal inscriptions in Late Antiquity and the early Middle Ages." In *The Early Reception of the Apostle Peter: the anchors of the fisherman*, ed. Roald Dijkstra, 58-80. Leiden: Brill, 2020.
- Picard, Jean-Charles. "Auxerre." In *Topographie chrétienne des cités de la Gaule des origines au milieu du VIII^e siècle*, ed. Nancy Gauthier, and Jean-Charles Picard, 8. *Province ecclésiastique de Sens*, 47-65. Paris: de Boccard 1992.
- Prévot Françoise, Michèle Gaillard, and Nancy Gauthier, eds. *Topographie chrétienne des cités de la Gaule des origines au milieu du VIII^e siècle*, 16, *Quarante ans d'enquête, 1972-2012*, 2 vols. Paris: de Boccard, 2014.
- Prisset, Jean-Luc, ed. *Saint-Romain-en-Gal aux temps de Ferréol, Mamert et Adon. L'aire funéraire des thermes des Lutteurs (IV^e-X^e siècles)*. Turnhout: Brepols, 2014.
- Reynaud, Jean-François. "Réexamen de l'identification de la basilique Saint-Ferréol", in *Saint-Romain-en-Gal aux temps de Ferréol, Mamert et Adon. L'aire funéraire des thermes des Lutteurs (IV^e-X^e siècles)*, ed. Jean-Luc Prisset, 315-8. Turnhout: Brepols, 2014.
- Reynaud, Jean-François, and Nathanaël Nimmegeers, "La vie religieuse et les lieux de culte chrétiens du IV^e au VI^e siècle." In *Carte archéologique de la Gaule*, 38, 3, ed. Fanny Adjadj, 181-7. Paris: Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 2014.
- Ripart, Laurent. *Les déserts de l'Occident. Genèse des lieux monastiques dans le sud-est de la Gaule (fin IV^e-milieu VI^e siècle)*. Turnhout: Brepols, 2021.
- Schilling, Beate. "Ansemundus dux, das Ende des Burgunderreiches und der Senat von Vienne." *Archiv für Diplomatik* 46 (2000): 1-45.
- Wood, Ian. *Les relations entre Brioude et Vienne aux V^e et VI^e siècles*, in *Saint-Julien et les origines de Brioude*, eds. Alain Dubreucq, Christian Lauranson-Rosaz, and Bernard Sanial, 250-7. Aurillac: Centre européen de recherches sur les congrégations et ordres religieux, 2007.
- Wood, Ian. "Entrusting Western Europe to the Church." *Transactions of the Royal Historical Society* 23 (2013): 37-73.
- Wood, Ian. *The Christian Economy in the early medieval West. Towards a Temple Society*. Binghamton: Punctum Books - Gracchi Books, 2022.

Ian Wood
University of Leeds
I.N.Wood@leeds.ac.uk

Les communautés cléricales urbaines et leurs lieux. L'exemple des *canonicae* italiennes (840's-1040's)

par Émilie Kurdziel

Dans la lignée des travaux récents relevant du *spatial turn*, cet article se propose d'interroger les liens entre les communautés cléricales urbaines italiennes (les *canonicae*) et le système de lieux dans lequel elles s'incarnent et se déploient, en particulier le *claustrum*.

In line with recent work on the spatial turn, this article examines the links between Italian urban clerical communities (the *canonicae*) and the system of places in which they are embodied and deployed, in particular the *claustrum*.

Moyen Âge, IX-XI siècles, royaume d'Italie, ville, *canonica*, *claustrum*/cloître, *canonici*/chanoines, communautés, *Institutio canonicorum*, dortoir, vie commune.

Middle Ages, 9th-11th centuries, Kingdom of Italy, city, *canonica*, *claustrum*/cloister, *canonici*/canons, communities, *Institutio canonicorum*, dormitory, common life.

L'*Institutio canonicorum* de 816, plus qu'une simple règle de vie destinée à une catégorie particulière de clercs, avait vocation à promouvoir un modèle bien précis d'organisation du clergé, dont l'une des pierres angulaires était la vie commune. Adopté par un concile général, promulgué par l'empereur, puis envoyé par le palais aux métropolitains de l'Empire pour qu'ils le fassent copier par leurs suffragants, le texte encourageait l'ensemble du clergé non monastique à se rassembler sous la forme de communautés (*canonicae*) et à vivre dans un *claustrum*. Modèle institutionnel idéal, il n'était pas applicable partout, en particulier dans les églises les plus modestes. Mais aux yeux de ses inspireurs et d'une partie du haut clergé, il devait être adopté aussi largement que possible, en tous cas dans les cités épiscopales.¹ Cette impulsion ne fut pas privée d'effets, loin de là, et dans un certain nombre de villes de l'Empire on procéda au cours d'un long IX^e siècle à une réorganisation du

¹ Kurdziel, *Chanoines*, 19-158 ; Kurdziel, "What is a canonicus ;" Kurdziel, "La fondation de la *canonica* d'Arezzo ;" Kurdziel "Building a cathedral chapter." Les abréviations utilisées dans les notes pour renvoyer aux recueils de sources édités sont explicitées dans la liste des sources figurant en fin d'article.

clergé épiscopal dans l'esprit du texte de 816, qui se traduit par la fondation d'une ou de deux *canonicae*.² Ces réorganisations empruntèrent toutefois des formes variables, avec pour résultat qu'aucune uniformité institutionnelle n'est à attendre d'une ville à l'autre dans les deux derniers siècles du haut Moyen Âge.³

Ces communautés cléricales urbaines n'ont que marginalement été prises en compte dans les travaux récents relevant du *spatial turn*, et consacrés à l'analyse spatiale des espaces monastiques, au rapport entretenu par les communautés ecclésiastiques à l'espace, ou à la construction sociale de l'espace sacré.⁴ L'intérêt s'y est en effet davantage focalisé jusqu'ici sur les lieux et les espaces monastiques et ruraux, qu'urbains et cléricaux.⁵

Dans la lignée de ces travaux récents, la présente contribution vise à proposer quelques pistes de recherche sur les communautés cléricales urbaines du haut Moyen Âge (communautés "canoniales" si l'on veut, par anticipation lexicale) et les rapports qu'elles entretiennent aux lieux qui les abritent et aux espaces dans lesquels elles se déploient ou se projettent. Le propos se concentrera sur les villes épiscopales du royaume d'Italie, entre les années 830-40, période de fondation des premières *canonicae* urbaines, et les années 980-1040, qui virent intervenir dans un certain nombre de villes des tentatives de réorganisation du clergé épiscopal impliquant, en général, l'adoption d'une forme de vie commune plus aboutie.⁶ Deux types d'organisme seront ainsi considérés : en premier lieu les *canonicae* établies auprès de l'*ecclesia mater*, lieu de résidence habituel de l'évêque et future cathédrale, le plus souvent située au cœur de la cité ; et d'autre part des *canonicae* établies simultanément ou à quelques années de distance dans la basilique suburbaine abritant le corps du saint patron de la cité, elle-même étroitement articulée et même encore partie intégrante d'une Église épiscopale conçue comme multipolaire.⁷

² Dereine, "Chanoines," Schieffer, *Die Entstehung* ; Semmler, "Die Kanoniker ;" Kurdziel, "Un blanc manteau de *canonicae* ?"

³ Sur l'Allemagne : Schieffer, *Die Entstehung* ; sur l'Italie : Kurdziel, "Un blanc manteau de *canonicae* ?"

⁴ À la suite de Rosenwein, *Negotiating Space*, on peut évoquer, parmi d'autres, Lauwers, *Naissance du cimetière* ; Iogna-Prat, *La maison Dieu* ; Mazel, *L'évêque et le territoire* ; et plus particulièrement, sur la question de l'espace et des lieux monastiques, *Monastères et espace social* ; et en dernier lieu, Lauwers, "Constructing Monastic Space."

⁵ Font exception à ce titre Bourgeois, "La mise en défense des établissements religieux ;" Bourgeois, "La fortification." On dispose par ailleurs, pour la France, d'acquis récents sur les quartiers canoniaux jouxtant certaines cathédrales aux IX^e-X^e siècles, grâce aux (rares) données archéologiques livrées par une petite poignée de sites (deux synthèses sur ces questions : l'ouvrage précurseur dirigé par Jean-Charles Picard, *Les chanoines dans la ville* ; et plus récemment Hébert-Suffrin, Sapin, *L'architecture carolingienne*, 99-106).

⁶ Sur les fondations des années 830-40 : Kurdziel, "Un blanc manteau de *canonicae* ?" ; sur les tentatives de réorganisation des années 980-1040, cf. *infra* et n. 63 et 64.

⁷ Au sujet de l'église épiscopale comme multipolaire : Ronzani, "La *plebs* in città ;" Ronzani, "Aspetti e problemi ;" Ronzani, "L'organizzazione territoriale ;" au sujet des *canonicae* établies dans les deux types d'églises : Kurdziel, "Un blanc manteau de *canonicae* ?"

Les types de lieux ou d'espaces dans lesquels s'incarnent ou se déploient ces communautés ecclésiastiques sont au nombre de quatre :

1. le chœur, lieu par excellence où s'éprouve la communauté, réunie pour la célébration d'une liturgie chorale qui est sa raison d'être première ;
2. les bâtiments dans lesquels la communauté vit, se réunit ou exerce ses activités quotidiennes (i.e. le *claustrum*, et l'ensemble des lieux situés à l'intérieur de ses limites) ;
3. les autres bâtiments urbains ou suburbains liés aux activités de la *canonica* mais situés hors du *claustrum* (écoles, hôpitaux, éventuels bâtiments liés à la gestion des domaines de la *canonica* – entrepôts, greniers, silos, ...)
4. les domaines du chapitre et les espaces où se déploient son *dominium* hors de la cité (y compris les espaces de prélèvement de la dîme, lesquels renvoient à un espace autant ecclésial que seigneurial).

Ces différents lieux et espaces peuvent, sur un plan théorique, être mis en relation avec quatre communautés potentielles :

1. la communauté cléricale en elle-même (celle formée par les clercs de la *canonica* et les éventuels jeunes en formation à leurs côtés) ;
2. celle qu'elle forme avec ses serviteurs quotidiens ;
3. celle qu'elle forme probablement avec tout ou partie des habitants de la cité ;
4. et celle qu'elle forme peut-être, plus largement (mais c'est l'une des questions), avec les dépendants travaillant sur ses terres, ainsi qu'avec ceux qui lui paient des redevances seigneuriales, dîmes comprises. On peut en effet formuler l'hypothèse que les familles qui travaillent les terres de la *canonica*, et/ou qui tiennent d'elle des biens en précaire ou sous forme de contrat de *livello*, forment une communauté, certes moins intégrée que le groupe des clercs et de leurs serviteurs quotidiens, mais une communauté quand même, déterminée par le sentiment de dépendre d'un même maître.

Il en ressort un double questionnement, l'un propre aux communautés cléricales, l'autre extensible à tout grand propriétaire seigneurial, qu'il soit ecclésiastique ou laïque :

1. Les communautés cléricales entretiennent-elles un rapport spécifique (par rapport notamment aux communautés monastiques) au *claustrum* et aux autres pôles du système de lieux qui les abritent ou dans lesquels elles exercent leurs activités quotidiennes ?
2. Travailler ou vivre sur des terres appartenant à la *canonica* ou lui payer des redevances seigneuriales, fréquenter les écoles ou les hôpitaux administrés par ses membres, suffit-il à forger un sentiment communautaire, et quel rôle ont pu jouer les lieux ou le rapport à l'espace dans la construction d'une telle communauté ?

Loin de prétendre répondre de façon exhaustive à ces questions, les pages qui suivent ambitionnent plus modestement d'ouvrir quelques premières

pistes de réflexion en se concentrant sur un seul de ces lieux, le *claustrum*, et sur la manière dont il participait à déterminer l'existence de communautés aux contours variables. Si je n'aborderai pas, ici, le chœur, il convient quand même de rappeler que le développement, au IX^e siècle, d'une liturgie chorale plus étoffée impliquait des aménagements architecturaux spécifiques dans les principaux sanctuaires urbains liés à l'Église épiscopale, à commencer par la future cathédrale.⁸ On est cependant très mal renseigné sur l'architecture des cathédrales carolingiennes et post-carolingiennes, du fait de la rareté des témoins qui nous sont parvenus, ce qui ne facilite guère la réflexion.⁹

1. *Clastrum et communauté*

Dans le cas du monachisme cénobitique, de quelque inspiration qu'il soit, il semble évident que la communauté s'incarne en un lieu, le monastère, puisque ce qui fonde et motive son existence même (et la distingue de la tradition érémitique), est le vivre et militer ensemble, en un même lieu. La grande diversité des solutions architecturales adoptées pour organiser ce vivre ensemble et leur évolution dans le temps (cellules vs dortoirs, murs d'enceinte ou non, généralisation progressive du cloître, etc.¹⁰) ne change rien à cette donnée fondamentale.

Le cas des *canonicae* est à première vue un peu différent dans la mesure où au moins jusqu'aux années 980, et dans de nombreuses villes encore au milieu du XI^e siècle, les clercs qui y étaient rattachés ne vivaient pas sur place de manière continue. Non qu'aucune forme de vie communautaire ait existé. Mais celle-ci pouvait emprunter des modalités variables selon les lieux et les moments, allant de quelques repas partagés par an à une résidence intermittente au *claustrum* (à la semaine pour les *ebdomadarii*, c'est-à-dire les clercs qui étaient de service à tour de rôle pour le chant de l'office ; quelques semaines par an pour l'ensemble des clercs, aux temps forts de l'année liturgique, etc.). Entre le IX^e et le milieu du XI^e siècle, la *canonica* est donc, sauf exception, un lieu de vie au mieux intermittent dans le royaume d'Italie, ce qui suppose un rapport plus ambigu aux lieux abritant l'institution que dans le cas du monachisme, où l'on observe une quasi-confusion entre communauté et monastère.¹¹

Pourtant, même si la vie commune n'est pas une donnée ferme pour ce type de communauté, les bâtiments qui abritent l'institution participent d'une manière essentielle à sa définition et à son existence même.

⁸ Hubert, "La vie commune," 91 ; Heitz, *Recherches*.

⁹ Hébert-Suffrin, Sapin, *L'architecture carolingienne*, 91-9.

¹⁰ *Monastères et espace social* ; Lauwers, "Constructing monastic space ;" Hébert-Suffrin, Sapin, *L'architecture carolingienne*.

¹¹ Kurdziel, "Les formes de la vie commune."

On en a plusieurs signes. D'abord, le fait qu'au moment de l'institution d'une *canonica*, l'un des tous premiers gestes de l'évêque fondateur est de conférer au nouvel organisme un lieu. La chose pourrait sembler évidente, mais il ne faut pas oublier que dans un cadre urbain, et *a fortiori* dans le cas des églises épiscopales, 'fonder une *canonica*' au IX^e ou au X^e siècle revient en fait à réorganiser le fonctionnement d'un collège clérical préexistant, lequel disposait déjà, *a priori*, de lieux où se réunir. La plupart des complexes cathédraux et des grandes basiliques suburbaines qui composaient l'Église épiscopale comprenaient en effet, au tournant des VIII^e-IX^e siècles, des bâtiments permettant l'accueil des clercs, ne serait-ce qu'à l'occasion de repas pris en commun lors des solennités. Les structures de ce type pouvaient être anciennes, les groupes épiscopaux se constituant, depuis le très haut Moyen Âge, d'un ensemble d'édifices incluant plusieurs églises et des bâtiments dédiés à des fonctions diverses : catéchèse, gestion administrative de l'évêché, *scriptorium*, école, hospitalité, résidence de l'évêque, réfectoire et bâtiments d'habitations pour les clercs, qu'ils soient utilisés à cette fin ou non.¹²

Au détour d'un acte, il arrive de croiser une mention de projet d'enrichissement de telles infrastructures, destiné à améliorer l'accueil des desservants. Ainsi à Milan en 787, où l'archiprêtre Dateus prévoit dans son testament la construction d'une *sala* dans un *xenodochium* situé à proximité de la cathédrale Sainte-Thècle. Ce bâtiment ou cette salle était destiné à servir d'*hospitium* pour les prêtres, " si quis voluerit aut quanti ex his voluerint, ad manendum, quatenus ad officium ecclesiae noctu sine impedimento aliquo possint esse parati ".¹³ Le leg effectué par l'une des figures apicales du clergé milanais avait donc pour but d'offrir la possibilité à ceux qui chantaient l'office de nuit de résider sur place lorsqu'ils étaient de service.

Dans nombre de cas, le complexe épiscopal apparaît ainsi composé, au début du IX^e siècle, de plusieurs espaces juxtaposés ou emboîtés, comme à Parme où dans un jugement rendu en 830, il est précisé que les juges impériaux ont siégé " *infra claustra sancte Parmense Ecclesie* ", et que les témoins ont été auditionnés " *in palatio sancte Parmense ecclesie infra ecclesiam sancti Laurenti* ", le palais épiscopal, comme l'église Saint-Laurent étant donc englobés dans lesdits *claustra*¹⁴.

Lorsqu'ils choisissent de réorganiser le collège clérical en instituant une *canonica*, les évêques établissent parfois la nouvelle institution dans l'un de ces *claustra*. Un bon exemple en est le chapitre de Saint-Vincent de Bergamo. Comme ailleurs, l'Église épiscopale s'y articulait au IX^e siècle autour

¹² L'un des exemples les plus connus demeure le groupe épiscopal de Genève, grâce aux fouilles menées par Charles Bonnet. Cf. en dernier lieu Bonnet, "Le groupe épiscopal de Genève," 665-74. Voir également les autres contributions consacrées dans ce même volume à des complexes épiscopaux du haut Moyen Âge (plusieurs concernant le sud de l'Italie – Lazio, Pouilles, Campanie –, et la Sicile, pas le royaume d'Italie en revanche) ; ainsi que, de manière plus générale, Prévot, "La cathédrale et la ville."

¹³ CDL, 115-116.

¹⁴ Manaresi, *I placiti*, I, n°40 (mars 830).

de deux pôles majeurs, Saint-Vincent, située intra-muros, et la basilique de Saint-Alexandre, patron de la cité, située extra-muros, et qui avait vraisemblablement été le lieu de résidence initial de l'évêque.¹⁵ En 897 (assez tardivement, donc, par rapport à d'autres villes du royaume), intervint la fondation d'une *canonica* auprès de Saint-Vincent.¹⁶ Avant cette date, l'église-mère était desservie par un collège de clercs en charge de la célébration quotidienne de l'office.¹⁷ Dans l'acte synodal qui enregistre la fondation de la nouvelle institution, l'initiative de son établissement est présentée comme émanant de ces derniers : ce sont eux qui auraient demandé à l'évêque Adalbert d'instituer une *canonica* pour faciliter la réfection des clercs en charge de l'office. Après leur avoir demandé quel lieu, à proximité, conviendrait le mieux pour ce faire, le prélat accéda à leur requête et leur concéda le *claustrum* jouxtant l'église pour y établir la *canonica*, afin de permettre à ceux qui célébreraient les heures chaque semaine (les *hebdomadarii*) d'être nourris et de dormir sur place. Ils pourraient ainsi se rendre facilement aux offices de nuit.¹⁸ Cet exemple est révélateur du fait que l'établissement d'une *canonica* n'impliquait pas forcément la construction de nouveaux bâtiments. Le nouvel organisme pouvait être installé dans des structures préexistantes, moyennant, au besoin, quelques réaménagements.¹⁹ Ces structures purent évidemment évoluer avec le temps, au gré des rénovations ou de l'ajout de nouveaux édifices au quartier canonial. Dans tous les cas, les édifices déjà existants au sein du complexe épiscopal constituaient des contraintes avec lesquelles il fallait compter.

Instituer une *canonica* consistait donc d'abord à affecter un lieu *ad hoc* à l'institution et à ses membres. Et si, à Bergame, on mise au moins dans un premier temps sur l'existant, ailleurs il arrive que l'on construise préalablement à la fondation des bâtiments dédiés à cet usage. Un autre acte synodal, datant de 840, rapporte ainsi comment l'évêque Theodoric de Chieti, désireux d'instituer une *canonica* 'tel que l'empereur l'avait prescrit longtemps

¹⁵ Zonca, "Est una matrix ecclesia."

¹⁶ PAB 1, n° 34 (897). Une *canonica* fut peut-être instituée dans les mêmes années, et par le même évêque, à Saint-Alexandre, mais son existence n'est fermement attestée qu'au début des années 950. Kurdziel, "Un blanc manteau de *canonicae* ?"

¹⁷ Il est fait mention dans un diplôme délivré par Arnulf de Carinthie en 894 d'un groupe de *fratres* "divina officia nocturnis sive diurnis horarum successibus sollempniter persolvent[es]". D. Arn., 121.

¹⁸ PAB I, n° 34 : "sacerdotes et clerici una voce petierunt ab [Adelberto episcopo] ut [...] institueret eis canonicam [...], qui [...] exquisivit ab eis ubi proximus ecclesie locus esset in quo sub tutela ipsius sedis et ecclesie congrue eorum receptaculum et canonica fieri posset, qui in comune elegerunt et petierunt claustrum illud iuxta ecclesiam Sancti Vincentii ut cum officium compleverint oportune et ad reficiendum cibum et potum accipiant et in nocturnis horis ibidem dormiendo nocturnis facilius occurrant. Igitur utilitati eorum consulens, concessit eis prefatum claustrum cum sala et aliis edificiis inibi constitutis cum curte et orto cum superioribus et inferioribus suis in integrum, in quo habet afinis a mane via, a meridie predictam ecclesiam Sancti Vincentii, a sera clausuram ipsius sedis, a monte terram Sancti Michahelis et Iohannis presbyteri et est per mensuram tabulas legitimas LXXXVI".

¹⁹ On a d'autres exemples de reprise de bâtiments existants pour y installer la nouvelle communauté dans l'espace français, à Rouen, et peut-être également à Lyon. Cf. Hébert-Suffrin, Sapin, *L'architecture carolingienne*, 99-100.

auparavant', avait commencé par la construire auprès de l'église Saint-Justin, principal sanctuaire du complexe épiscopal.²⁰ Au même moment, plus au nord, l'évêque d'Arezzo Pierre I^{er} fit également bâtir une *canonica* pour son église, à laquelle il affecta ensuite un ensemble de biens destinés à l'entretien des clercs.²¹ Comme Theodoric à Chieti, Pierre se dit sur ce point obéir aux préceptes impériaux.

Dans l'espace franc, les souverains carolingiens avaient effectivement encouragé la construction de *claustra* pour les clercs des villes épiscopales dès les années 810. Dans certains cas, ils étaient même intervenus directement.²² Ils ne semblent pas avoir agi très différemment dans le royaume d'Italie, quoiqu'avec un décalage de dix à vingt ans. En 825, Lothaire I^{er} avait en effet exigé des évêques italiens, dans un capitulaire rédigé à Cortelona, près de Pavie, qu'ils organisent le mode de vie des *canonici* et leurs habitations tel que décrété par la cour, et ce avant les calendes d'octobre de l'année suivante.²³ Il semble avoir également accompagné, si ce n'est impulsé, la construction de la *canonica* d'Arezzo.²⁴ En 876, Charles le Chauve revint à la charge au concile de Pavie, prescrivant la construction de *claustra* à proximité de l'église épiscopale dans toutes les villes du *regnum*.²⁵ L'année précédente, hébergé à Arezzo sur la route de Rome, il s'était étonné de ne pas trouver le siège de l'évêché *intra muros*, mais excentré sur la colline de Pionta. Pour y remédier, il avait concédé à l'évêque l'espace du forum antique, afin qu'il y construise un nou-

²⁰ "eo quod a domino imperatore Augusto per diversa episcopia iam diu ea fieri praeceptum est"; "ecclesiam sancti Iustini, ubi et ipsam canonicam ad honorem sancti Thomae construximus": Conc. 2/2, p. 788-9.

²¹ CDA I, n° 17: "Manifestum sum quia domno et perpetuo Lothario semper augusto, sepe nos admonuit [...] ut unusquisque episcopos sue ecclesie canonica constituere, sicuti in Dei nomine ipsius piissimi augusti obaudientes precepta, nostre aeclesie canonica (sic) construximus". L'authenticité de l'acte, dont la date de rédaction peut être située entre 840 et 843, fait débat. Je retiens l'authenticité du fond (cf. Tristano, "Nel nome di Mabillon"; Calleri, "L'atto di fondazione"; Nicolaj et Feo, "Ancora in tema di falso"; Kurdziel, "La fondation de la *canonica* d'Arezzo").

²² Outre les injonctions générales à construire des *claustra* pour les clercs dans les cités épiscopales (qui valaient en Italie comme ailleurs), Louis le Pieux était intervenu directement dans un certain nombre de villes, comme en témoignent les préceptes délivrés à plusieurs évêques entre 817 et 835: BM² 658 = D. LdF 134 (817: concession d'une terre du fisc à l'évêque de Tournai pour agrandir l'enclos des *canonici*, comme suggéré par les *missi* impériaux), BM² 761 (822: concède à l'Église de Rouen, à la demande de l'archevêque, un terrain du fisc, pour qu'il puisse agrandir l'enclos des *canonici*), D. LdF n° 3 41 (834: précepte pour la cathédrale de Langres, qui insiste sur le besoin de locaux et de *claustra*). Certains métropolitains au moins s'étaient faits le relais de ces exigences, ainsi Hetto de Trèves qui dans une lettre à son suffragant l'évêque Frothaire de Toul, lui demande si des logements convenables avaient été fournis aux communautés de chanoines de son diocèse (cf. *La correspondance d'un évêque*, 142-5, n° 29). Sur ces initiatives, cf. Kurdziel, "Building a cathedral chapter."

²³ *Capitulaire olonnense ecclesiasticum primum* (mai 825), dans *Capit.* 1, 327, c. 7: «Volumus ut singuli episcopi conversationem canonicorum eorumque habitationes Kalendas Octobris futuri anni absque ulla negligentia, sicut disposuimus, habeant praeeparatas».

²⁴ Cf. *supra*, n. 21 et Kurdziel, "La fondation de la *canonica* d'Arezzo."

²⁵ *Capitulaire papiense* (février 876), dans *Capit. ital.*, 224-32 (= *Capit.* 2, 100-4), c. 8.

veau complexe cathédral comprenant des bâtiments d'habitation pour les clercs (sans qu'aucune suite ne fût donnée à cette impulsion).²⁶

Quant au chantier de construction de la *canonica* de Plaisance, qui s'inscrivait dans un programme de restructuration plus vaste, il bénéficia dans les années 870 du soutien direct de Louis II, alors empereur et roi d'Italie.²⁷ Le diplôme qu'il délivra à l'évêque Paul de Plaisance en 875, nous apprend que le prédécesseur de ce dernier, Seufred (840-c. 869) avait initié la construction d'une *canonica* pour les prêtres et les clercs de l'église-mère Sainte-Justine, située *intra muros*, mais était mort avant d'avoir mené le projet à terme – ou avant d'en avoir concrètement lancé la mise en œuvre.²⁸ Son neveu et successeur Paul (870-888/889) reprit le flambeau et lança ou relança le chantier en 875 ou peu avant, probablement en lien avec les travaux entrepris au même moment pour la construction du monastère de Saint-Sixte à l'initiative de l'impératrice Engelberge. Ce nouveau projet avait visiblement donné un coup d'accélérateur à l'achèvement de l'enclos canonial.²⁹ À cette date (875), la *canonica* en construction est dite jouxter la résidence épiscopale ("cohaerere videtur domui ipsius Ecclesiae").³⁰ Le chantier, de longue haleine, et mené en plusieurs phases, ne fut réellement achevé que sous l'évêque Everardus (893-c.904), après 895.³¹ Comme à Bergame, la nouvelle institution avait donc probablement été installée dans un premier temps par Seufred dans un ensemble de bâtiments préexistant – peut-être l'un des *claustra* liés à la résidence épiscopale mentionnés dans une notice de plaid de 859 –, dans l'attente d'être transférée dans le futur nouvel ensemble.³²

L'exemple placentin jette un peu de lumière sur des cas plus obscurs, comme celui d'Asti où un faux acte de fondation, daté de 899, fait référence en filigrane à un établissement de la *canonica* en deux temps, d'abord dans un premier ensemble de bâtiments, puis dans des *claustra* jouxtant la cathédrale, construits exprès sans que l'on sache bien à quel évêque il faut attribuer l'initiative du chantier.³³ Tout au plus peut-on supposer que l'opération avait

²⁶ CDA I, 1, n° 25.

²⁷ Louis II, qui s'était vu assigner le royaume d'Italie par Louis le Pieux en juin 839, fut couronné *rex Langobardorum* en 844. Associé à l'Empire en 850, il régna comme seul empereur entre 855 et 875. Bougard, "Le royaume d'Italie (jusqu'aux Ottons)."

²⁸ D. L. II, n° 56. Sur la datation du diplôme (875 plutôt que 872, comme proposé par l'éditeur des MGH), cf. Bougard, "Les diplômes." Seufred doit être vu comme le fondateur de la *canonica* de Sainte-Justine.

²⁹ Bougard, "Les diplômes," n. 23, avec renvoi à la bibliographie antérieure sur San Sisto. Cf. également Mantegna, "San Sisto di Piacenza."

³⁰ D. L. II, n° 56.

³¹ Canetti, "*Gloriosa civitas* ;" Zieliński, "Kloster und Stift ;" Kurdziel, "Building a cathedral chapter."

³² Manaresi, *I placiti* I, n°63 (Plaisance, février 859) : "Dum in Dei nomine civitate Placencia in claustra domui ipsius episcopii in iudicio resedissemus".

³³ *Carte Asti* 1, n° 30 (rééditée dans Fissore, "Antiche falsificazioni"). Le contenu de ce faux, probablement forgé au début du XI^e siècle, semble s'être inspiré d'un noyau authentique attribuable à un évêque de l'époque de Louis II (cf. Fissore, "Antiche falsificazioni").

été menée avant la fin du siècle, une donation de 902 attestant de l'existence de bâtiments de la *canonica* construits dans l'*atrium* de l'*ecclesia mater*.³⁴

De ces différents exemples, il ressort que la *canonica*, comme le monastère, ne se conçoit pas sans un lieu dédié, dans lequel elle s'incarne. Rien ne dit mieux, du reste, le lien étroit et même intime entre l'institution et le lieu, que la confusion lexicale entre les deux : l'une comme l'autre sont en effet régulièrement désignés dans les sources locales par le même terme, *canonica*, emprunté au vocabulaire normatif carolingien.³⁵ Au même titre que *monasterium*, *canonica* est donc un terme polysémique, qui désigne à la fois l'institution, la communauté de clercs qui la constitue et le lieu dans lequel elle s'incarne.

2. Lieu-canonica idéal et diversité des configurations claustrales

L'autre terme régulièrement employé dans les sources locales pour décrire l'espace et l'ensemble de bâtiments dédiés à la *canonica* est le mot *claustrum*, ou son pluriel *claustra*. La même terminologie est utilisée dans les deux principales règles de vie cléricale en circulation en Occident à l'époque : la règle de Chrodegang et l'*Institutio canonicorum* de 816.³⁶ Or, ces deux textes, destinés à des communautés de clercs, sont susceptibles d'avoir inspiré l'organisation et la configuration des *claustra* canoniaux urbains aux IX^e-X^e siècles. Le premier fournissait un modèle concret, celui de l'organisation spatiale adoptée ou projetée par Chrodegang à Metz.³⁷ Il n'est cependant pas certain qu'il ait circulé dans le royaume d'Italie.³⁸ Le second, destiné à l'ensemble du clergé de l'Empire, proposait plutôt une sorte de modèle type : un lieu-*canonica* idéal. Contrairement à la règle de Chrodegang, sa circulation en Italie est attestée dès les années suivant sa rédaction et tout au long du X^e siècle.³⁹

³⁴ "canonicis de ipsa canonica [...] quod est constructa ibi in atrio sancte Marie" (*Carte Asti* 1, n° 34). Les données archéologiques fournissent un autre exemple d'aménagement en plusieurs temps à Autun (cf. Balcon-Berry, Berry, Sapin, *Le groupe épiscopal et canonial d'Autun*, chap. 3.4).

³⁵ Le premier usage systématique du terme apparaît dans les capitulaires carolingiens de la fin du VIII^e siècle et il semble s'être diffusé à partir de là (Kurdziel, "What is a *canonicus* ?").

³⁶ RC (34 chapitres) et IC (145 chapitres). Peu de temps après la compilation de l'IC, une règle hybride, empruntant à la fois à la RC et à l'IC fut compilée, en 84 ou 86 chapitres, selon les recensions. Il en subsiste dix témoins manuscrits, notamment italiens (Langefeld, *The Old English Version*). Un seul autre exemple de règlement à destination d'une communauté de clercs est connu pour les VIII^e-IX^e siècles, dont ne subsiste que des fragments, conservés à Berne (Wilmar, "Le règlement ecclésiastique de Berne").

³⁷ Claussen, *The reform*.

³⁸ Sur la tradition manuscrite de la RC et le faible nombre de témoins conservés, cf. Langefeld, *The Old English Version*, qui en reprend le détail dans l'introduction.

³⁹ L'un des plus anciens, si ce n'est le plus ancien témoin du texte, est un manuscrit italien (Roma, Bibl. Naz. Centrale, Vitt. Em. 1348), longtemps considéré comme perdu et copié à Nonantola, probablement sous l'abbat de Pierre (814-825), donc avant 825. Cf. Schmitz, "Aachen 816 ;" Palma, *Archivio paleografico*, fasc. 74, tav. 42 ; Bischoff, "Manoscritti nonantolani."

L'un et l'autre proposent deux types d'organisation un peu différents de la vie cléricale, mais à quelques éléments près (la présence d'une prison ou d'un chauffoir par exemple⁴⁰), se recoupent dans la conceptualisation qu'ils offrent du *claustrum*. Dans les deux cas, le terme désigne un espace enclos, englobant une série de bâtiments aux fonctions diverses.⁴¹ *L'Institutio canonicorum* insiste tout particulièrement sur ce caractère clos. Le *claustrum* devait être ceint de murs solides, à l'abri desquels le troupeau du seigneur pourrait jouir d'une paix fraternelle. Il revenait au supérieur d'élever ou de renforcer cette enceinte. Ceux qui refuseraient d'en construire seraient considérés comme inaptes à assumer une quelconque responsabilité dans l'Église et jugés en concile, la menace était claire. Personne ne serait autorisé à sortir de l'enclos sans permission et en cas de sortie, chaque membre de la communauté devrait se souvenir d'être un exemple pour tous. La règle mentionne également un portier, dont l'office consisterait à ouvrir et fermer la porte des *canonici* aux heures appropriées, afin que nul ne puisse entrer ou sortir sans permission, et à accueillir les visiteurs. Une fois vêpres et complies achevées, il verrouillerait la porte jusqu'au matin.⁴² Ces différents passages impliquent l'existence d'une clôture physique réelle, délimitant un espace intérieur qui définit la communauté, autant qu'elle en borne le lieu de vie quotidien.

Cet espace enclos devait comprendre une série de bâtiments nécessaires à la vie des frères, à commencer par un réfectoire et un dortoir pour les membres de la congrégation (ainsi qu'un autre, peut-être, dans le cas de *L'Institutio canonicorum*, pour les enfants et adolescents éduqués au sein de la communauté, même si aucune mention explicite n'en est faite).⁴³ Le modèle privilégié était donc celui du dortoir et du réfectoire communs plutôt que de cellules ou de maisons individuelles ou collectives situées à l'intérieur de l'enceinte. *L'Institutio canonicorum* précise cependant que quoiqu'il soit permis aux *canonici* de posséder une maison personnelle, le supérieur devait prévoir à l'intérieur du *claustrum* un bâtiment pour les infirmes et les vieillards, dans lequel ceux qui ne disposaient pas d'un logement propre, pourraient, s'ils étaient dans le besoin, être nourris et assistés par les frères.⁴⁴ Le texte semble donc laisser ouverte la possibilité de disposer de maisons individuelles (hors du *claustrum* vraisemblablement), tout en précisant qu'à l'exception de ceux qui seraient trop malades ou trop vieux, tous devraient dormir au dortoir. Cette option est beaucoup plus explicite dans la Règle de Chrodegang, qui tout en insistant également sur le dortoir, prévoit que l'évêque puisse accorder des dérogations à certains clercs et les autoriser à vivre dans des *mansiones*

⁴⁰ Il n'est question du chauffoir (*caminata*) que dans la RC (c. 30), d'une prison que dans l'IC (c. 134).

⁴¹ Et non un cloître à galerie, structure plus tardive. Picard, "Les origines des quartiers canoniaux."

⁴² IC, c. 117, 123, 143.

⁴³ Il n'est pas fait mention en revanche de salle dédiée à la tenue du chapitre et à la lecture quotidienne de la règle prescrite par les deux textes (RC, c. 80 ; IC, c. 123).

⁴⁴ IC, c. 142, 144, 145.

contiguës et située, cette fois le texte est explicite, à l'intérieur du *claustrum*.⁴⁵ Le terme *mansio* est en revanche ambigu et pourrait renvoyer aussi bien à des maisons qu'à des cellules individuelles regroupées dans un même bâtiment.⁴⁶

Deux, voire trois modèles d'organisation semblent ainsi se dégager, correspondant à autant de formules de la vie en commun à l'intérieur du *claustrum* et donc d'organisation possible de l'espace : dortoir – formule privilégiée pour la majorité des clercs –, chambres ou cellules individuelles dans un même bâtiment, ou maisons individuelles.⁴⁷

Parmi les autres pièces ou bâtiments mentionnés à l'intérieur du *claustrum* dans les deux règles figurent le cellier, la boulangerie et la cuisine.⁴⁸ Très peu de précisions sont données sur la manière dont ces différents lieux devaient être situés ou articulés les uns aux autres.⁴⁹ La règle de 816 attendait également du supérieur qu'il ait soin d'organiser un hôpital (*hospitale*) où pourraient être accueillis les pauvres.⁵⁰ Cet hôpital devait être situé de telle manière que les membres de la communauté puissent le visiter facilement, sans qu'il soit précisé s'il devait être accolé à l'enclos canonial, ou simplement situé à faible distance. La même question se pose pour l'école.⁵¹

Cette conception idéale du lieu-*canonica* impliquait une structure architecturale complexe. Dans le cas de Metz, on peut supposer que Chrodegang décrivait un ensemble effectif, configuré par ses soins pour répondre aux exigences de la vie commune telle qu'il l'avait projetée pour son clergé.⁵² Dans la mesure où il n'en subsiste aucune trace archéologique, on ne peut toutefois en être certain : il est possible que le *claustrum* décrit dans la Règle soit resté pour partie à l'état de projet. Quant à l'organisation décrite par l'*Institutio canonicorum*, elle n'avait valeur que de modèle, et à ce titre elle ne nous renseigne en rien sur la configuration réelle des *canonicae* fondées ou bâties dans les villes épiscopales à l'époque carolingienne et post-carolingienne. Il faut se garder d'imaginer que l'établissement d'une *canonica* s'accompagnait d'une adoption à la lettre de l'*Institutio canonicorum*, et donc d'un aménagement ad hoc des espaces dédiés à l'usage des clercs. Il n'est pas exclu, par ailleurs, que d'autres modèles institutionnels ou architecturaux aient pu influencer la conception de ces espaces (on peut penser par exemple aux grandes églises de Rome, ou, sur le plan institutionnel, à l'Église ambrosienne – il y aurait là, me semble-t-il, une piste à approfondir). L'*Institutio canonicorum* et la Règle

⁴⁵ RC, c. 3 et 4.

⁴⁶ Picard, "Les origines".

⁴⁷ Cette dernière solution semble avoir été adoptée dans plusieurs villes du nord des Alpes au IX^e siècle (à la cathédrale de Langres, au Mans, dans les basiliques Saint-Julien de Brioude et Saint-Hilaire de Poitiers). Cf. Picard, "Les origines des quartiers canoniaux."

⁴⁸ RC c. 24 ; IC, c. 117, 140.

⁴⁹ Tout au plus le chapitre 24 de la RC permet-il d'apprendre qu'à Metz, la cuisine jouxtait le réfectoire.

⁵⁰ IC, c. 141. Il n'est pas fait mention d'un hôpital dans la RC.

⁵¹ Le c. 135 de l'IC évoque les enfants et adolescents nourris et éduqués au sein de la communauté, la règle supposant donc l'existence, à proximité de l'église, d'une école.

⁵² Hébert-Suffrin, Sapin, *L'architecture carolingienne*, 99-100.

de Chrodegang (si cette dernière y a circulé), ne constituaient probablement, en réalité, que deux des modèles disponibles dans le royaume à cette époque.

Qu'en était-il de la configuration des *claustra* canoniaux en pratique ? Pour s'en faire une idée, il faut compter essentiellement sur les sources textuelles. On ne dispose pas, en effet, d'équivalent pour l'Italie des études récentes menées sur plusieurs sites de l'espace franc à partir des données archéologiques.⁵³ On notera cependant que même pour le nord des Alpes, sorti des cas mieux documentés d'Autun et de Rouen, ce que nous apprennent les données archéologiques demeure à l'heure actuelle assez limité⁵⁴. Quant aux sources textuelles, elles sont dans l'ensemble trop peu disertes et les informations trop éparses pour que l'on puisse se faire une idée précise de l'organisation de tel ou tel *claustrum* ou de l'articulation des différents bâtiments qui le composaient. Les mentions topographiques sont peu fréquentes et le plus souvent assez imprécises. Mises en série, elles permettent malgré tout de faire ressortir quelques traits récurrents, et par ailleurs une variété de solutions architecturales, qui, compte tenu de la diversité des formes institutionnelles empruntées par les *canonicae*, et la variabilité des modalités de la vie commune adoptées d'une ville à l'autre, n'est guère surprenante.⁵⁵ Aucune uniformité dans les solutions architecturales n'est ainsi à attendre avant l'époque grégorienne.

Une constante semble être la juxtaposition de plusieurs édifices et la proximité immédiate, voire dans certains cas la communication directe avec l'une des églises du complexe épiscopal. À Asti, la *canonica* construite avant 902 se situe dans l'*atrium* de la cathédrale Sainte-Marie, c'est-à-dire dans l'espace dégagé, et vraisemblablement clos, situé devant l'église.⁵⁶ À Bergame, le *claustrum* concédé aux clercs pour y établir la *canonica* en 897 jouxtait l'église Saint-Vincent et comprenait une salle qui pourrait servir de lieu de réfection et de repos pour les *hebdomadarii*, d'autres édifices, une cour et

⁵³ On ne dispose pas, pour l'espace italien, de synthèse sur la question, comme on trouve pour l'espace franc (*Les chanoines dans la ville*, 1994 et plus récemment, Hébert-Suffrin, Sapin, *L'architecture carolingienne*, 99-106). Les études récentes consacrées à l'architecture chrétienne en Italie du nord et du centre, ou à un complexe cathédral donné, du moins celles que j'ai pu consulter, ne fournissent pas de données relatives aux espaces canoniaux (cf. par exemple Castiglia, *Topografia cristiana* ; Molinari, Meo, Orecchioni, "I nuovi scavi al duomo ;" Molinari, "Arezzo" ou Perinetti, Cortelazzo, "Aoste," pour n'en citer que quelques-unes). L'enquête resterait néanmoins à poursuivre.

⁵⁴ Pour la France, les données archéologiques demeurent rares. Seuls trois sites ont actuellement livré des résultats : Rouen, Autun, et dans une moindre mesure, Lyon ; auxquels on peut ajouter Tournai pour la Belgique (cf. Hébert-Suffrin, Sapin, *L'architecture carolingienne*, 99-100, avec renvoi à la bibliographie antérieure ; et Balcon-Berry, Berry, Sapin, *Le groupe épiscopal et canonial d'Autun*).

⁵⁵ Sur cette variabilité, cf. pour l'espace allemand, Schieffer, *Die Entstehung* ; et pour l'espace italien, Kurdziel, *Chanoines et institutions canoniales* ; Kurdziel, "Les formes de la vie commune."

⁵⁶ "canonicis de ipsa canonica [...] quod est constructa ibi in atrio sancte Marie" (Carte Asti 1, n° 34). Sur l'*atrium*, au sens strict de cour à portiques située devant la cathédrale, cf. Picard, "L'atrium."

un jardin, l'ensemble mesurant 76 tables (*tabulas legitimas*).⁵⁷ Parmi cet ensemble figurait peut-être déjà une cuisine et une boulangerie, un boulanger affecté au service des frères étant mentionné dans un acte du début du X^e siècle⁵⁸

Comme celle de Bergame, la *canonica* construite à Plaisance dans la deuxième moitié du IX^e siècle jouxtait la cathédrale Sainte-Justine et comprenait plusieurs bâtiments, dont une maison pour les clercs (*domus clericorum*) et une pour les serviteurs de la *canonica* et de cette même église (*domus famulorum*). Afin de parachever le chantier, l'évêque Paul (870-888/889) avait demandé et obtenu de Louis II l'autorisation de ceindre la *canonica* de murs, de façon à ce que les clercs puissent accomplir leur mission de prière en toute tranquillité – formulation qui n'est pas sans rappeler l'*Institutio canonicorum*.⁵⁹ L'empereur avait également consenti, si la chose s'avérait nécessaire, au bouleversement consécutif de la voirie, apportant ainsi son soutien direct à un projet de construction qui s'étala sur plusieurs décennies. On relèvera la mention explicite d'un bâtiment de vie destiné aux serviteurs de la communauté et de l'église Sainte-Justine à l'intérieur de l'enclos canonial. Il me semble probable, même si cette hypothèse est difficile à étayer, qu'en dépit des liens de dépendance sans équivoque qui unissaient ces serviteurs aux clercs de la *canonica*, l'expérience quotidienne d'un espace partagé et soustrait au reste du monde social ait pu contribuer à l'élaboration du sentiment d'appartenir à un même groupe et de former une communauté : celle des desservants de la cathédrale au sens large, autorisés à pénétrer et à résider dans le *claustrum*. La question est toutefois ici, plus largement, celle des liens entre les chapitres et leur *familia*, dont l'histoire reste à écrire.⁶⁰

Concernant les habitations cléricales elles-mêmes, on est mal renseigné. À Parme, il est question à partir de 924, comme à Plaisance, d'une *domus clericorum* située à l'intérieur des *claustra* du complexe cathédral.⁶¹ Les actes de

⁵⁷ Cf. *supra* n. 18.

⁵⁸ PAB I, n°68 (919).

⁵⁹ "Paulus ... petit nostram excellentiam, ut super hoc opus nostram adderemus auctoritatem, ut in circuitu iam saepe dictae canonice et domibus clericorum atque famulorum tam prefate ecclesie quamque et canonice liceret ambitu murorum circumvallare, ut liberius et quietius pro nobis et pro totius imperii nostri statu mererentur Domini misericordiam iugiter implorare. [...] licentiam tribuimus et per hanc nostrae liberalitatis auctoritatem praefatae ecclesiae et praesulibus ipsius corroboramus et concedimus, ut liceat saepe dictam canonicam, que cohaerere videtur domui ipsius ecclesiae, undique muniri, tam murorum aedificia quamque et aliorum instrumenta, secundum quod per tempora melius praeviderint et deliberaverint, ita sane, ut, si etiam necessitas incubuerit, per muros antiquos civitatis tam domum quamque et reliqua structura canonicae atque famulorum ibidem famulantium muniantur atque perficiantur, sicuti res ipsius ecclesiae domui coniunguntur circumcirca, ob augmentum mercedis nostrae" (D. L. II, n° 56).

⁶⁰ Si je n'ai pas rencontré jusqu'ici d'autre mention de bâtiments de vie dédiés aux serviteurs de la *canonica* et/ou de l'église intégrés au *claustrum*, les mentions explicites de serviteurs de la communauté sont en revanche assez fréquentes dans les sources italiennes des IX-X^e siècles. Cf. par exemple CDA I, n° 17 et n. 51 ; et PAB I, n° 68 (919).

⁶¹ Carte Parma X-XI, n°29 (924) : mention d'une "domus ipsius canonice infra claustra et domum vel episcopio Parmense ; n°37 (929) : ad domo eorum canonicis infra civitate Parmense ;

la pratique n'en disent pas plus sur la configuration des lieux, notamment sur la présence de chambres individuelles ou d'un dortoir. Les mentions de dortoir sont du reste, rares : je n'en ai pas rencontré avant les années 1025/1030, et encore deux seulement jusqu'ici. La première provient d'un diplôme de l'évêque de Fiesole, lequel précise que les chanoines de la communauté qu'il vient d'établir auprès de cathédrale doivent, comme le prescrivent les canons, dormir sous le même toit et non dans une chambre ou une maison personnelle – autrement dit au dortoir.⁶² Ledit dortoir était récent : il venait d'être construit, à l'occasion du transfert du siège de l'évêché vers un nouvel édifice de culte situé au cœur de la cité. L'opération s'était accompagnée de l'établissement ou de la réorganisation d'un collège de chanoines menant la vie régulière (ou du moins une forme de vie plus régulière). L'action de l'évêque de Fiesole n'est pas isolée et s'inscrit dans une série d'opérations souvent ambitieuses, menées par un certain nombre de prélats italiens à partir des années 980, dans le cadre de ce que Cinzio Violante a désigné comme le 'premier épiscopalisme'.⁶³ Ces opérations de construction ou de restructuration des principaux sanctuaires urbains s'accompagnent fréquemment d'une tentative de renforcer ou d'introduire la vie commune dans la ou les principales *canonicae* urbaines.⁶⁴

C'est dans le même contexte que s'inscrit l'opération menée au tournant des X^e et XI^e siècles par l'évêque Elmpertus d'Arezzo. Dans un diplôme rédigé en 1009, il indique avoir entrepris de ramener ses chanoines au respect de la discipline et de la vie communautaire, avoir reconstruit dans ce but la *domus* épiscopale et son *claustrum*, et y avoir établi des frères qui y vivraient selon les statuts canoniques⁶⁵. Il ne donne en revanche aucune précision sur la forme et l'organisation des bâtiments dudit *claustrum*. Les données archéo-

n° 45 (936).

⁶² "Haec igitur omnia, que predixi, ad communem fratrum utilitatem idcirco conferri curavi, ut simul manducandi et bibendi, et etiam dormiendi secundum canonicam auctoritatem voluntatem habeant, neque divisi per cellulas aut hospitola propriam voluntatem sectentur" (Ughelli, *Italia sacra*, t. 3, coll. 288-92 et 296-8). L'acte date de 1032. Au sujet de cette opération, cf. Ronzani, "Vescovi, canoniche e cattedrali."

⁶³ Violante, Fonseca, "Ubicazione e dedicazione."

⁶⁴ Ces programmes pouvaient inclure, selon les villes, des opérations de déplacement ou de reconstruction de l'*ecclesia* mater, du palais épiscopal et du quartier canonial ; des transferts de reliques et des entreprises de revivification du culte de certains saints locaux ; de nouvelles fondations monastiques et/ou canoniales dans la cité, en vue d'améliorer la desserte des différents lieux de culte. On observe à la même époque un regain d'intérêt pour le programme réformateur carolingien et l'*Institutio canonicorum* (Violante, Fonseca, "Ubicazione e dedicazione delle cattedrali ;" Ronzani, "Vescovi, canoniche e cattedrali ;" Kurdziel, "Les formes de la vie commune," avec renvois à la bibliographie antérieure).

⁶⁵ "In his me adhuc desudante oportuit excogitari, quo digne observaretur regula canonica, eo quod ipsa ad bonum huius ecclesie et edificationem animarum pene plus omnibus credebatur necessaria. (...) Quod ne contigeret, ex quo istud adeptus sum ad episcopium, canonica dogmata observari predicavi, et eos qui se eisdem salubriter obtemperarent, modo precibus, modo exortationibus, aliquando etiam minis ad comune in omnibus commorari feci. [...] Igitur quoniam domum pro necessitatis qualitate, cum suo claustro fieri precepi, et fratres in ea ad statuta canonica observanda elegi" (CDArezzo, n° 94).

logiques ne permettent pas non plus de trancher sur la présence d'un dortoir ou de cellules individuelles. Les trois campagnes de fouilles menées depuis les années 1960 sur la colline de Pionta, où se situait le complexe cathédral au haut Moyen Âge, n'ont pas permis d'identifier la *canonica* mentionnée dans les sources textuelles des années 830-840, ni les bâtiments d'habitation cléricaux qu'Elmpertus dit avoir construits ou reconstruits avant 1009. La toute dernière campagne, intervenue entre 2016 et 2018, a toutefois permis de préciser la localisation probable de la basilique de Saint-Donat, construite sous son successeur immédiat et consacrée en 1032. Elle a aussi permis de confirmer l'existence d'un édifice à piliers orienté est-ouest, situé à une dizaine de mètres plus au nord et bâti aux X^e-XI^e siècles, dont la fonction n'a pas été identifiée pour l'instant.⁶⁶ Il est possible que le palais épiscopal et la *canonica* du XI^e siècle se soient situés dans cette zone, au nord des deux églises de Saint-Étienne et de Saint-Donat (zone 5000). L'emplacement de la *canonica* du haut Moyen Âge est en revanche incertain. Les théories, anciennes, qui la situaient à côté de l'église Sainte-Marie ne sont pas confirmées par les données matérielles.⁶⁷

Les cas de Fiesole et d'Arezzo n'étaient sans doute pas isolés. Il est probable en effet, et une enquête plus approfondie permettrait sans doute de repérer d'autres exemples, que ces tentatives d'introduction d'une vie commune plus aboutie se soient assez systématiquement traduites par des évolutions formelles sur le plan architectural et spatial (construction d'un ou de plusieurs dortoirs, clôture renforcée, etc.), autrement dit par une réinvention de l'espace pour mieux faire communauté. La chose était dans une certaine mesure facilitée en Italie par les effectifs réduits des chapitres (12 à 25 membres en moyenne) par rapport à ceux des cités épiscopales du nord de la Loire, qui atteignaient facilement la cinquantaine.⁶⁸ On est là plus proche de la configuration des chapitres du sud de la France, pour lesquels Yves Esquieu a pu mettre en avant une forme d'organisation récurrente à l'époque grégorienne : un seul corps de bâtiment regroupant le réfectoire au rez-de-chaussée et le dortoir à l'étage.⁶⁹ Il n'est pas exclu que de telles formes se retrouvent en Italie, mais seul le secours des données archéologiques pourrait permettre de le confirmer. La même remarque vaut pour la question de savoir si on y trouve aussi, avant le milieu du XI^e siècle, des types d'organisation centrées sur un cloître quadrangulaire à galerie, autour duquel sont distribués les bâtiments et les espaces communautaires, comme on connaît à Autun (aménagement au milieu du IX^e siècle d'un cloître en dur, avec préau central cerné par des gale-

⁶⁶ Molinari, Meo et Orecchioni, "I nuovi scavi," 137-48 (avec renvois à la bibliographie antérieure).

⁶⁷ Je remercie Alessandra Molinari d'avoir bien voulu partager avec moi ces informations.

⁶⁸ Kurdziel, *Chanoines*, 374-7 ; Kurdziel, "Un blanc manteau de *canonicae* ?" ; Picard, "Les origines des quartiers canoniaux."

⁶⁹ Esquieu, "Les bâtiments."

ries desservant les bâtiments des chanoines), et vraisemblablement à Tournai (possible cloître à galeries du X^e siècle).⁷⁰

La tendance au renforcement de la vie commune à partir de la fin du X^e siècle ne doit toutefois pas être surestimée. Rares sont, en effet, avant le milieu du XI^e siècle, les attestations d'une résidence continue au sein du *claustrum* dans un dortoir ou dans des chambres/cellules individuelles. Plus fréquentes sont les mentions de maisons privées, dans ou en dehors du *claustrum* (ce qu'il n'est pas toujours aisé de déterminer). Les exemples de chanoines achetant, obtenant par échange ou se faisant concéder un terrain ou une maison à proximité de ou jouxtant la cathédrale sont en effet relativement nombreux, quoiqu'épars. En 890, Guy de Spolète donne à Aupald, archiprêtre de Milan, à la demande de l'archevêque Anselme, une pièce de terre adjacente à la *domus* épiscopale, ainsi que la portion de muraille qui la bordait, avec droit d'y élever des bâtiments.⁷¹ En 973, le *magister grammaticus* du chapitre cathédral de Bergame se voit concéder à titre de prébende par l'évêque une maison avec jardin jouxtant la cathédrale.⁷²

Mais l'exemple le plus frappant est celui de Novare, où le phénomène de regroupement des clercs autour de la cathédrale ou dans un même quartier semble revêtir un caractère systématique, en particulier dans les premières années du XI^e siècle, où plus d'une dizaine de cas de clercs acquérant un terrain en ville à proximité de la cathédrale ou accolé à la maison d'un autre clerc sont documentés, esquissant peut-être ainsi un embryon de quartier canonial ou clérical.⁷³ La structuration semble en avoir été soutenue, au début du XI^e siècle par les évêques, qui cèdent régulièrement à des clercs des terrains autour du marché, en échange d'autres propriétés. Or, si deux *canonicae* furent instaurées à Novare au IX^e siècle, l'une auprès de la cathédrale Sainte-Marie, l'autre auprès de la basilique suburbaine de Saint-Gaudens, on sait que la communauté de vie s'y limita jusqu'au début du XI^e siècle à la prise de repas en commun aux temps forts de l'année liturgique. Ce n'est qu'en 1007 que l'évêque Pierre III obtint (ou du moins tenta d'obtenir) de la part des chanoines de Sainte-Marie qu'ils résident ensemble au *claustrum* durant tout le mois de novembre ; et seulement une vingtaine d'années plus tard, qu'il fut convenu que les cinq *hebdomadarii* en charge de l'office chaque semaine prendraient leurs repas en commun, et dormiraient ensemble dans le dortoir pendant le temps de leur service. La *canonica* comprenait donc à

⁷⁰ Hébert-Suffrin, Sapin, *L'architecture carolingienne*, 99-100 ; Balcon-Berry, Berry, Sapin, *Le groupe épiscopal et canonial d'Autun*. On pourrait se poser la question de savoir si les structures de ce type construites au XII^e siècle (par exemple à Aoste : cf. Perinetti et Cortelazzo, "Aoste") reprennent une organisation antérieure de l'espace comme il a été supposé pour Metz.

⁷¹ *Carte S. Maria Novara*, n° 17.

⁷² PAB 1, n° 130.

⁷³ *Carte S. Maria Novara*, n° 7, 66, 95, 96, 103, 111, 114, 127, 132, 151, 167, 185, 189, 192, 195. Il serait peut-être plus juste de parler de la constitution d'un quartier ecclésiastique ou clérical, tous les clercs engagés dans le processus ne semblant pas appartenir à la *canonica* de la cathédrale Saint-Marie.

cette date, comme à Fiesole, un dortoir, mais fréquenté de façon seulement intermittente.⁷⁴ Le reste du temps les chanoines résidaient dans leurs maisons privées, probablement regroupées à proximité de la cathédrale.

Le même type de configuration existait peut-être à Vérone. Jusque dans les années 1090, les actes privés engageant les membres du ‘chapitre cathédral’ (i.e. les clercs de la *schola sacerdotum*) sont régulièrement rédigés dans leurs maisons privées, vraisemblablement regroupées depuis le IX^e siècle dans un seul et même quartier, à proximité de la cathédrale.⁷⁵ C’était, de façon plus certaine, le cas à Parme, où les chanoines, l’archidiaque et le prévôt disposaient au début du XI^e siècle de *casae indominicatae* au sein du quartier cathédral, sorte de citadelle fortifiée incluse dans les murailles urbaines. Couvrant un huitième de la surface de la cité, elle englobait la cathédrale, le palais épiscopal et les maisons des chanoines. Ces derniers vivaient donc regroupés autour de la cathédrale et de l’évêque, à l’abri des murs de la forteresse épiscopale, retranchés du reste de l’espace urbain.⁷⁶

3. *Le claustrum : un espace soustrait*

Ce retranchement apparaît comme un autre caractère essentiel du lieu-*canonica* à l’époque carolingienne et post-carolingienne. L’ensemble des bâtiments et espaces dédiés à la *canonica* est en effet régulièrement décrit comme s’inscrivant, du point de vue architectural, dans un *claustrum* (ou des *claustra*) présenté(s) comme un espace soustrait à plusieurs titres. Revenons à Plaisance : en 875, l’évêque avait obtenu de l’empereur l’autorisation de ceindre la *canonica* de murs sur tout son pourtour, au prix d’un éventuel remaniement de la muraille antique et, au besoin, d’un bouleversement de la voirie.⁷⁷ L’objectif, il faut le souligner, était bien une mise en défense de la *canonica* (le terme employé dans le précepte impérial est *munire*) : le caractère ambigu des enclos monastiques (l’imbrication entre *monasterium* et *castrum*

⁷⁴ Kurdziel, “Un blanc manteau de *canonicae* ?” ; Kurdziel, “Les formes de la vie commune,” *Carte S. Gaudenzio Novara*, n° 162 : “et inde per circulum anni eptomadarii idem [...] cottidie simul in canonica refectorem habeant et simulque per vices suas in uno dormitorio dormiant”.

⁷⁵ C’est l’avis de Miller, *The formation*, 44, 57, et n. 59, sur la base de l’acte de fondation de la *schola sacerdotum* par l’évêque Ratold en 813. Il y concède cinq maisons (*casas*) situées près de la cathédrale, dont la provenance est très précisément retracée, ainsi que plusieurs maisons plus petites (*casellas*) et un jardin afin que la nouvelle *schola* y soit établie. L’acte est toutefois un faux (ce dont Maureen Miller n’avait pas conscience en écrivant son livre), probablement forgé deux temps, entre la mi-XI^e siècle et la fin du XII^e siècle (La Rocca, *Pacifico*, 54-94). L’idée de M. Miller n’en est pas forcément invalidée pour autant, car le degré de précision du passage relatif aux maisons laisse à penser qu’il pourrait relever d’un noyau originel authentique, dont se seraient inspirés les faussaires. A minima peut-on supposer que ce quartier de maisons canonicales existait au moment de la forgerie. Au X^e siècle, les ‘chanoines’ de la *schola sacerdotum* y résidaient peut-être avec femmes et enfants – du moins Rathier de Vérone reproche-t-il en 966 d’être mariés et d’avoir des enfants. Cf. Rathier de Vérone, *De nuptu illicito*.

⁷⁶ Schumann, *Istituzioni*, 119.

⁷⁷ Cf. supra, n. 59.

décrite, notamment, par Luc Bourgeois) tend, on le voit, à se retrouver dans le cas des clôtures cléricales, en tous cas en milieu urbain.⁷⁸

S'il est difficile, sur la base des seules sources textuelles, de déterminer si la *canonica* elle-même était dans la majorité des cas entourée d'une enceinte physique propre, sur le modèle placentin, on a en revanche plusieurs attestations de *canonicae* incluses dans la citadelle épiscopale fortifiée. Outre Parme, déjà évoquée, Modène offre un autre exemple précoce de fortification du complexe ecclésial intra-urbain englobant la *canonica*. Guy de Spolète octroya en effet en 891 à l'évêque Léodoin les droits de la puissance publique sur la cité et dans un rayon d'un mille autour de son Église, ainsi que l'autorisation de munir ladite église et la *canonica* de fortifications⁷⁹. Les *canonici* étaient ainsi associés, du point de vue architectural, au lieu d'exercice du pouvoir épiscopal et comtal. En 900, l'évêque de Reggio Emilia se vit concéder à son tour, cette fois par l'empereur Louis III, le droit de construire une muraille pour entourer "*ecclesiam suam per girum sue potestatis, sicut ipse melius viderit excelsa munitione undique ad perpetuam ecclesiae suae defensionem*". Les murs en question mesuraient 1,40 m de large et comprenaient vraisemblablement aussi la *canonica*.⁸⁰ Le même privilège fut octroyé dans la décennie suivante par Béranger I^{er} aux évêques de Bergame, Padoue et Pavie.⁸¹ Les fouilles menées à Arezzo ont également révélé l'existence d'un mur construit au X^e ou au XI^e siècle, interprétable comme un mur d'enceinte du complexe cathédral de Pionta.⁸²

La construction de murailles défensives est assez rare en Italie au haut Moyen Âge, les interventions se limitant en général à la remise en état ou à un léger déplacement des fortifications d'époque tardo-antique, comme à Plaisance, pour y inclure de nouveaux édifices. Les initiatives de construction d'enceintes visant à protéger le complexe épiscopal intervenues aux IX^e-X^e siècles, pour partie liées à l'insécurité générée par les incursions hongroises au début du X^e siècle, font donc figure d'exception.⁸³ Elles aboutissent à la formation de réduits défensifs à l'intérieur de l'aire urbaine, incluant les *claustra* canoniaux, qui contribuent à renforcer l'emprise de l'évêque et de ses *canonici* sur le tissu urbain, et ce faisant leur autorité symbolique dans le paysage ecclésiastique et citadin.

La confusion entre espace épiscopal et espace canonial qui en résulte pose la question de l'existence d'enceintes ou d'enclos multiples : le complexe épiscopal comprenait-il plusieurs *claustra* juxtaposés ou emboîtés, comme on l'observe dans le cas de certains monastères (modèle des monastères à triple enceinte, ou organisation à deux clôtures comme à Cluny, produisant un effet

⁷⁸ Bourgeois, "*Clastrum vs castrum*."

⁷⁹ D. Guy 11.

⁸⁰ *Carte Reggio*, n° 32.

⁸¹ Bergame : D. Bér. I, n° 47 (904) ; Padoue : D. Bér. I, n° 82 (912) ; Pavie : D. Bér. I, n° 103 (911-5).

⁸² Molinari, Meo, Orecchioni, "I nuovi scavi."

⁸³ Settia, *Chiese, strade e fortezze*, 77 ; Gelichi, Brogiolo, *La città*, 67-76.

de sas⁸⁴) ? S'il est tentant de l'imaginer, les sources consultées dans le cadre de cette première enquête n'ont pas fourni d'élément de réponse solide sur ce point.

J'évoquerai malgré tout, à titre d'indice, un passage de la chronique dite des gardiens, rédigée à Arezzo vers 1095-1100, un peu moins d'un siècle après la reconstruction de la *canonica* par Elmpertus.⁸⁵ Le texte rapporte un conflit opposant dans les années 1030-40 les chanoines aux détenteurs des parts de la *custodia* des autels du complexe cathédral. Le litige portait, entre autres sujets, sur l'entretien du clerc appointé par ces *custodes* pour assurer à leur place la garde et l'entretien des églises concernées. Chanoines et *custodes* refusant de le nourrir et se renvoyant la balle, ce dernier s'abstenait régulièrement de remplir les diverses tâches qui lui incombait et de sonner les cloches. L'évêque, Immo, finit par se rendre au *claustrum* accompagné du peuple où après une altercation musclée, il fut finalement convenu que les chanoines feraient passer quotidiennement par la fenêtre de la cuisine une coupe de vin et un pain au vicaire des *custodes*⁸⁶. Les dimanches et jours de fêtes, il pourrait en revanche partager un repas avec eux. On en tire l'impression d'un *claustrum* clos sur lui-même, à l'intérieur du complexe cathédral, où même le *custos*, pourtant un clerc, n'a pas accès au quotidien. Mais l'indice est ténu.

Le seul fait clairement attesté par les sources est la récurrence d'une clôture d'enceinte entourant la *canonica*, et comprenant souvent aussi les églises du complexe cathédral et d'autres bâtiments. Même sans communauté de vie au sens plein du terme, la communauté des clercs de la *canonica* se définit en relation avec cette clôture, qui marque la limite symbolique et matérielle entre elle et les autres (ceux du dehors). À la fois interface et barrière, elle avait toutefois moins vocation à empêcher les clercs de sortir, qu'à d'autres d'entrer. Récemment, Julia Barrow a opéré un repérage des chartes originales conservées dans l'espace français destinées à des communautés cléricales et mentionnant le terme *claustrum*. Elle a montré qu'au sein de ce corpus d'une petite quarantaine de chartes, dont la plus ancienne remonte à 834, ce n'est qu'à la fin du XI^e siècle que l'on commence à trouver des références à des chanoines censés résider à l'intérieur du cloître et ne pas en sortir.⁸⁷ Toutes les communautés concernées se trouvent dans le sud de la France (Avignon,

⁸⁴ Le modèle des monastères à triple enceinte, comprenant la clôture stricte – définie par le carré claustral –, le petit enclos et le grand enclos est “documenté aussi bien dans les établissements irlandais du haut Moyen Âge que dans des monastères postérieurs” (Bourgeois, “*Claustrum vs castrum*”, § 1).

⁸⁵ *Historia custodum Aretinorum*. Sur le texte et sa datation, cf. en dernier lieu Kurdziel, “Distorsions mémorielles,” avec renvoi à la bibliographie antérieure.

⁸⁶ “Interea episcopus Immo, qui tunc temporis fuerat, [...] in claustrum veniens cum populo, post maximam altercationem, hoc inter canonicos et custodes diffinitum est, ut per cottidianos dies unam coppam de vino et unum panem canonici custodi illi darent ad fenestram coquine” : cf. *Historia custodum Aretinorum*.

⁸⁷ Barrow, “Le terme ‘réforme’.”

Saint-Ruf, Toulouse, Rodez). Avant cela, le *claustrum* n'est pas présenté dans les chartes comme un espace dont on ne peut sortir.

Les membres des chapitres cathédraux ou de grande collégiale urbaine étaient, du reste, amenés à sortir, quotidiennement même pour certains, afin d'accomplir les tâches qui leur incombait et qui ne se limitaient pas à la célébration de l'office dans l'église à laquelle ils étaient attachés. Leur présence active dans le siècle était même sans doute ce qui les différenciait le plus des moines (du moins sur le principe). Même l'*Institutio canonicorum* prévoit explicitement que les *canonici* sortent du *claustrum* dans la journée (avec la permission du supérieur). Le c. 143 traitant de l'office du portier limite la fermeture des portes et l'interdiction de sortir à la nuit. Quant au c. 144, il justifie la clôture en affirmant qu'il importe que les *claustra* des clercs canoniques soient scrupuleusement gardés, afin que le troupeau du seigneur puisse jouir d'une paix fraternelle dans la concorde⁸⁸. On retrouve la même idée dans le précepte délivré par Louis II à l'évêque de Plaisance : la *canonica* doit être ceinte "ut liberius et quietius pro nobis et pro totius imperii nostri statu mererentur domini misericordiam iugiter implorare".⁸⁹ L'enclos et a fortiori l'enceinte, dont la vocation défensive est intrinsèque, était donc destiné à protéger les chanoines de toute pénétration extérieure, à commencer par les femmes. L'*Institutio canonicorum*, du moins, l'exprime explicitement, le même c. 144 interdisant à toute femme non seulement de manger et de dormir dans les logis (*mansiones*) et les *claustra* des *canonici*, mais également d'y entrer, sauf dans l'église.

La question de l'existence systématique, dans les faits, d'une limite physique réelle barrant l'accès au quartier canonial se pose, on l'a dit. Il n'en reste pas moins que sur le plan idéal, la communauté se définit en relation avec un espace soustrait au reste de l'espace social, cette soustraction spatiale matérialisant d'une certaine manière la rupture avec le siècle de ses membres. Cette dimension était renforcée par l'immunité, accordée aux *canonicae* urbaines italiennes à partir de la toute fin du IX^e siècle (les concessions les plus précoces intervinrent sous le règne de Charles le Gros⁹⁰). Comme ailleurs, les souverains concèdent aux chapitres l'immunité sur leurs terres (d'abord négative, puis synonyme de transfert de juridiction dans les premières décennies du XI^e siècle), ainsi que l'exemption. Comme partout, la concession de l'immunité marque le point de départ de la seigneurie capitulaire, les chapitres captant à partir du X^e siècle des rentes de diverses natures, concédées par les

⁸⁸ " Ut claustra canonicorum diligenter custodiantur. Oportet claustra canonicorum ita diligenter custodiri, ut grex dominicus fraterna concorditer fruatur pace ": IC, 418.

⁸⁹ D. L. II, n° 56 et *supra* n. 59.

⁹⁰ D. K. III n° 39 : confirmation des possessions de la collégiale Saint-Antonin de Plaisance, assortie de la concession de l'immunité et du droit d'enquête ; D. K. III n° 85 : confirmation des possessions de la *canonica* de Reggio, et concession de l'immunité ; D. Bér. I, n° 135 : mention d'un diplôme antérieur de Charles le Gros aux *canonici* de Parme, qui leur accordait l'immunité ; D. Bér. I n° 135 (921) / BM I, 3 D. 781 : diplôme perdu de confirmation des possessions de la *canonica* de Parme, qui devait comprendre l'immunité, et peut-être le droit d'enquête.

souverains et les évêques, y compris des dîmes. La politique d'abandon aux pouvoirs locaux de ces prélèvements, engagée plus tôt, profite aux institutions canoniales urbaines surtout à partir du règne d'Hugues de Provence (entre 926 et 950), et au-delà, sous les Ottoniens et leurs successeurs. Elle concerne dans un premier temps des droits mineurs de justice, de péage, de contrôle des cours d'eau, avant d'être étendue au début du XI^e siècle aux droits plus proprement régaliens (*fodrum, placitus, districtus*).⁹¹

L'immunité, qui a pour conséquence la constitution d'enclaves échappant, jusqu'à un certain point, au contrôle royal, a donc pour effet de soustraire le *claustrum* lui-même et l'ensemble des domaines de la *canonica* à l'espace public (celui où peuvent entrer et agir les officiers royaux). Le phénomène a été bien décrit, de même que la manière dont l'immunité a contribué à la construction de l'espace sacré aussi bien qu'au renforcement du pouvoir royal.⁹² La question de savoir si les communautés d'habitants qui résidaient sur les terres immunistes avaient conscience d'évoluer sur un espace sinon sacré, du moins exceptionnel (en tous cas au X^e siècle, tant que l'immunité est réservée aux terres ecclésiastiques), et donc d'appartenir à un même ensemble social ou territorial (quand bien même il était discontinu), me semble en revanche être demeurée marginale dans la réflexion collective et les travaux consacrés, depuis le livre de Barbara Rosenwein, à l'immunité. Elle est, il est vrai, difficilement soluble.

Il me semble toutefois que le système de lieux constitué par le *claustrum* et les éventuels autres pôles urbains de la *canonica* (silos, greniers, entrepôts) est susceptible d'avoir joué un rôle aussi dans la cristallisation ou l'intégration d'une communauté plus large, et probablement assez lâche : celle des 'gens du chapitre'. Dépendants travaillant la terre pour le compte de la *canonica* aux portes de la cité ou à plusieurs dizaines de kilomètres de là, ils étaient probablement amenés à se rencontrer à l'occasion du versement, en ville, du cens ou des autres redevances en nature dues aux chanoines ; de même peut-être que ceux qui payaient au chapitre des redevances seigneuriales, dîmes comprises. Une grande partie des redevances domaniales (cens ou loyer de la terre) semblent du moins avoir été versées en ville et le même jour. Un décompte rapide mené dans les chartes bergamasques révèle par exemple que les 4/5 des contrats livellaires ou de précaire établis entre les *canonicae* de Bergame (celle de Saint-Vincent et celle de Saint-Alexandre) et des laïcs au X^e siècle prévoient le versement d'un cens en nature, ou combinant espèces et produits de la terre, à livrer dans la ville de Bergame à la saint Martin, ou en deux temps, pour partie à la saint Martin et pour partie à la saint Laurent. Dans un cas, il est précisé que le versement s'effectuerait à la maison où résidait le prévôt des chanoines.⁹³

⁹¹ Kurdziel, *Chanoines et institutions*, 357-9.

⁹² Rosenwein, *Negotiating Space*; Bühner-Thierry, Jégou, "Construction des pouvoirs."

⁹³ "datum et consignatum sit censum ipsum per nos ipsos petitores [...] tibi Ingoni presbitero aut ad vestros successoribus vel ad vestro miso in casa abitacionis vestre in vestra civitatis Ber-

Le même constat peut être dressé à Parme : sur onze contrats de livello conservés établis pour le compte de la *canonica* au X^e siècle, dix prévoient un versement en espèces ou en nature en ville, dans les locaux de la *canonica* soit le jour de la Nativité du Seigneur, soit à l'octave de Noël, autrement dit le 1^{er} janvier.⁹⁴ Ce sondage mériterait d'être étendu à d'autres cités et sans doute aux fonds de la deuxième moitié du XI^e siècle, bien plus riches que ceux de la période précédente pour confirmer la tendance et espérer glaner quelque information sur les lieux de stockage notamment. On peut néanmoins conjecturer que le versement de l'essentiel des redevances domaniales était volontairement concentré sur une ou deux journées par an. Il en allait peut-être de même pour la part des redevances seigneuriales destinée à l'alimentation directe de la communauté ou à la revente sur le marché urbain.

Ces journées, où un certain nombre d'hommes et de femmes résidant sur les terres de la *canonica* convergeaient vers le même lieu, à pied ou en charrette, avec leurs sacs de grain ou leurs tonneaux de vins, étaient l'occasion pour des individus venant parfois de zones éloignées les unes des autres, de prendre conscience de leur existence respective et d'éprouver, certes, le lien de dépendance qui les unissait au chapitre, mais peut-être aussi l'identité de leur situation et quelque chose de l'ordre d'une communauté de destin. Être les dépendants d'un même maître suffisait-il à se penser comme une communauté, en l'occurrence horizontale ? Si oui, les pôles urbains de livraison et de stockage des denrées du cens devaient jouer un rôle important dans la cristallisation de cette communauté et dans la structuration d'un 'espace canonial', orienté vers la ville et le *claustrum* des chanoines, en direction desquels convergeaient à intervalle régulier des flux d'hommes et de denrées. Sur tous ces points, l'enquête reste à mener, les pistes proposées ici n'étant que provisoires et spéculatives.

4. Conclusion : lieux et communautés enchâssées

Les lieux de vie d'une communauté religieuse jouent un rôle intrinsèque dans son existence, c'est un truisme de le rappeler, à plus forte raison lorsque ces lieux constituent l'horizon vécu quotidien de ses membres, autrement dit, dans le cas des clercs, lorsqu'ils vivent de façon stable au *claustrum*. Mais même quand ce n'est pas le cas, la *canonica* semble toujours se définir d'emblée comme un lieu, et comme un espace clos, soustrait à l'espace social et à l'espace public. On peut de ce fait considérer que même lorsqu'ils n'y vivaient

gamo » : PAB 1, n° 173 (996).

⁹⁴ Dans trois cas in *natalem Domini*, dans quatre cas in *octava de nativitate Domini*, et dans deux cas soit à la Nativité, soit à l'octave. Dans quatre cas, un second versement est prévu au moment de la moisson et des vendanges. Les paiements sont prévus soit à la *domus clericorum* (3 cas), soit dans la *casa domnicata* du prévôt (1 cas), soit simplement en ville, à la *canonica* ou dans ses *claustra*. Cf. *Carte Parma X-XI*, n° 29 (924), 37, 45, 46, 52, 59, 60, 69, 75, 79, 82 (996).

pas de manière continue (la majorité des cas, probablement, avant le milieu du XI^e siècle), le *claustrum* était pour ses membres le lieu, après le chœur, où s'éprouvait le mieux la communauté, au cours des repas ou de nuits partagés, de moments de réunions ou de lectures communes.

Les sources ne sont en revanche pas très disertes sur la nature des édifices et l'organisation de ce système de lieux, n'était-ce sur la présence effective d'une enceinte physique, à vocation essentiellement protectrice et défensive, souvent étendue à l'ensemble du complexe cathédral. On peut néanmoins identifier deux temps forts de (re)définition de ces espaces claustraux : le moment de la fondation, d'abord, qui semble s'être régulièrement accompagné de chantiers de construction ou de remaniements architecturaux, et à minima d'un changement de vocation des lieux ; les années 980-1040 ensuite, quand interviennent au niveau local des réorganisations de l'Église épiscopale et du clergé urbain, assorties de tentatives d'introduction d'une vie commune plus aboutie et plus régulière au chapitre, sur le modèle de l'*Institutio canonicorum*. Apparaissent alors, à côté des mentions de maisons individuelles regroupées, semble-t-il, autour de la cathédrale, des mentions explicites de dortoir.

Le système de lieux que constituait le *claustrum* et les autres pôles urbains dans lesquels se déployait la *canonica* participait peut-être aussi, même si la chose est difficile à démontrer faute de témoignage des principaux intéressés, à la cristallisation de communautés emboîtées et plus ou moins lâches, et ce de trois manières : par l'intégration des serviteurs quotidiens de la *canonica*, qui vivaient avec les clercs (ou sans eux...) à l'intérieur du *claustrum* ; par l'intégration d'une partie de la communauté urbaine, et en particulier de ses franges marginales (les *pauperes*) via les hôpitaux et les institutions charitables (repas pour les pauvres, etc.) ; en jouant, enfin, le rôle de pôle central d'un espace domanial et seigneurial centripète, vers lequel convergeaient une ou deux fois par an les redevances et les dépendants venus les payer aux maîtres de la terre. Si le sentiment d'appartenance communautaire se jouait en premier lieu à l'échelle locale, celle de la cité, du village ou de la *plebs*, première des communautés, il n'est pas exclu que se soit noué, dans ces occasions annuelles de rencontre, le sentiment d'appartenir à un ensemble plus large, mais aussi plus lâche, celui des 'gens du chapitre', autrement dit d'une communauté déterminée par des liens de dépendance verticaux partagés.

Sources

- BM² = Böhmer, Johann Friedrich, Mühlbacher, Engelbert, Lechner Johann. *Regesta Imperii I. Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern (751-918)*, 2^e éd. revue et complétée par Carlrichard Brühl et Hans Heinrich Kaminsky. Hildesheim: Georg Olms Verlag, 1966.
- BM I, 3 = Zielinsky, Herbert. *Regesta Imperii, I. Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern (751-918-926)*, vol. 3. *Die Regesten des Regnum Italiae und der Burgundischen Regna*, part. 1. *Die Karolinger im Regnum Italiae, 840-887(888)*. Cologne: Böhlau, 1991.
- Capit. 1 = Boretius, Alfred, cur. *Capitularia regum Francorum*, 1. MGH, Legum sectio, 2. Hanovre : Bibliopolii hahniani, 1883.
- Capit. ital. = Azzara, Claudio, Pierandrea, Moro, cur. *I capitolari italici. Storia e diritto della dominazione carolingia in Italia*. Rome: Viella, 1998.
- Carte Asti 1 = Gabotto, Ferdinando, cur. *Le più antiche carte dell'archivio capitolare di Asti*. Pinerolo: Tipografia Chiantore - Mascarelli, 1904.
- Carte Parma X-XI = Drei, Giovanni, cur. *Le carte degli archivi Parmensi dei secoli X-XI. Volume I (dall'anno 901 all'anno 1000)*. Parme: Freschino, 1924.
- Carte Reggio = Torelli, Pietro, cur. *Le carte degli archivi reggiani fino al 1050*. Reggio Emilia: Coop. Lavoranti Tip, 1921.
- Carte S. Gaudenzio Novara = Salsotto, Carlo, cur. *Le più antiche carte dell'archivio di S. Gaudenzio di Novara (sec. IX-XI)*. Turin: E. Cattaneo, 1937.
- Carte S. Maria Novara = Gabotto Ferdinando, cur. *Le carte dello Archivio capitolare di Santa Maria di Novara, vol. 1 (729-1034)*. Biblioteca della Società Storica Subalpina 78. Novara: Tipografia Parzini, 1913.
- CDA I = Calleri, Marta, Mambrini, Francesca, cur. *Le carte della Canonica di Arezzo, I. (649-998)*. Codice diplomatico aretino I. Spolète: Centro italiano di studi sull'alto Medioevo, 2014.
- CDArezzo = Pasqui, Ubaldo, cur. *Documenti per la storia della Città di Arezzo nel Medio Evo, 1, Codice diplomatico (an. 650 ?-1180)*. Deputazione toscana sugli studi di storia patria, XI. Florence: G. P. Vieusseux, 1899.
- CDL = Porro-Lambertenghi, Giulio, cur. *Codex diplomaticus Langobardiae*. Historiae patriae monumenta, 13. Turin: e Regio Typographeo, 1873.
- Conc. 2/2 = Werminghoff, Alfred, cur. *Concilia aevi Karolini, 2, 819-842*. MGH, Legum sectio, 3. Hanovre: Bibliopolii hahniani, 1908.
- D. Arn. = Paul-Fridolin Kehr, cur. *Arnolfi diplomata*. MGH, Diplomata Regum Germaniae ex stirpe Karolinorum, 2. Berlin: Weidmann, 1940.
- D. Bér. I = Luigi Schiaparelli, cur. *I diplomi di Berengario I*. Fonti per la storia d'Italia, 35. Roma: Forzani e C., 1903.
- D. Guy = Luigi Schiaparelli, cur. *I diplomi di Guido e di Lamberto*. Fonti per la storia d'Italia, 36. Roma: Forzani e C., 1906.
- D. K. III = Paul-Fridolin Kehr, cur. *Karoli III diplomata*. MGH, Diplomata Regum Germaniae ex stirpe Karolinorum, 2. Berlin: Weidmann, 1936-1937.
- D. L. II = Konrad Wanner, cur. *Ludovici II diplomata*. MGH, Diplomata Karolinorum, 4. München: Monumenta Germaniae Historica, 1994.
- D. LdF = Theo Kölzer, cur. *Die Urkunden Ludwig des Frommen*. MGH, Diplomata Karolinorum, 2/1-3. Wiesbaden: Harrassowitz Verlag, 2016.
- Historia custodum Aretinorum* = Adolf Hofmeister, cur. *Historia custodum Aretinorum*. MGH, Scriptores, 30/2, 1471-1482. Leipzig: Hiersemann, 1934.
- IC = "Institutio canonicorum Aquisgranense". In *Concilia aevi Karolini, 1, 742-817*, a cura di Alfred Werminghoff, 307-456. MGH, Concilia 2/1. Hanovre: Bibliopolii hahniani, 1906.
- La correspondance d'un évêque carolingien* = Michel Parisse, cur. *La correspondance d'un évêque carolingien : Frothaire de Toul (ca 813-847), avec les lettres de Theuthilde, abbesse de Remiremont*. Paris: Publications de la Sorbonne, 1998.
- Manaresi, Cesare, cur. *I placiti del regnum Italiae, 1 (a. 776-945)*. Fonti per la storia d'Italia, 92. Rome: Tipografia del Senato, 1955.
- PAB I = Cortesi, Mariarosa, cur. *Le pergamene degli archivi di Bergamo : a. 740-1000*. Fonti per lo studio del territorio bergamasco, VIII- Carte medievali bergamasche, I. Bergamo: Bolis, 1988.
- Rathier de Vérone, "De nuptu illicito". In *Ratherii Veronensis opera minora*, a cura di Peter Reid, 139-142. Corpus Christianorum, Continuatio mediaevalis, vol. 46. Turnhout: Brepols, 1976.

RC = Chrodegang de Metz, “Regula sancti Chrodegangi”. In *The Chrodegang Rules. The Rules for the Common Life of the Secular Clergy from the Eighth and Ninth Centuries. Critical Texts with Translations and Commentary*, ed. by Jerome Bertram, 27-51. Aldershot/Burlington: Ashgate, 2005.

Ughelli, Ferdinando, cur. *Italia sacra*, t. 3. Rome: apud Bernardinum Tanum, 1647.

Œuvres citées

- Balcon-Berry, Sylvie, Walter Berry, et Christian Sapin. *Le groupe épiscopal et canonial d'Autun : 20 ans de recherches archéologiques*. Bordeaux: UNA, 2021. <https://una-editions.fr/le-groupe-episcopal-et-canonial-autun/>
- Barrow, Julia. "Le terme 'réforme' est-il adapté pour décrire les changements qui s'opèrent dans les communautés cléricales entre le IX^e et le X^e siècle ?". *Cahiers de civilisation médiévale*, 259. Hors-série : *Ordonner l'Église ? Communautés cléricales et communautés monastiques dans le monde carolingien (8^e-10^e s.)*, dir. by Émilie Kurdziel [à paraître en 2023].
- Bischoff, Bernhard. "Manoscritti nonantolani dispersi dell'epoca Carolingia." *La bibliofilia* 85 (1983): 99-124.
- Bonnet, Charles. "Le groupe épiscopal de Genève après trente ans de recherches." In *Acta XV Congressus internationalis archeologiae christianae - Toleti, 2008: episcopus, civitas, territorium*, dir. Olof Brandt, 665-74. Città del Vaticano: Pontificio Istituto di Archeologia cristiana, 2013.
- Bougard, François. "Le royaume d'Italie (jusqu'aux Ottons), entre l'Empire et les réalités locales." In *De la mer du Nord à la Méditerranée. Francia Media, une région au cœur de l'Europe (c. 840-c.1050). Actes du colloque international (Metz, Luxembourg, Trèves, 8-11 février 2006)*, dir. Michèle Gaillard, Michel Margue, Alain Dierkens, and Hérold Pettiau, 487-510. Luxembourg: CLUDEM, 2011.
- Bougard, François. "Les diplômes des fonds ecclésiastiques de Plaisance." In *Herrscherurkunden für Empfänger in Lotharingen, Oberitalien und Sachsen (9. -12. Jahrhundert). Diplomatische und historische Forschung. Actes du colloque de Magdebourg, 6-8 oct. 2011*, dir by Wolfgang Huschner, Theo Kölzer, Marie Ulrike Jaros, et Sven Jaros, 221-38. Leipzig: Eudora Verlag, 2020.
- Bourgeois, Luc. "Castrum versus castrum : réalités et ambiguïtés des enclos monastiques." *Bulletin du Centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA*, Hors-série n°12 (2020). *De la clôture à la fortification des monastères*, dir. Sébastien Bully, et Christian Sapin. <https://doi.org/10.4000/cem.17472>
- Bourgeois, Luc. "La fortification des abbayes et des collégiales aux IX^e-X^e siècles : quelques pistes de recherche." *Revue belge de philologie et d'histoire – Belgisch Tijdschrift voor Filologie en Geschiedenis*, 96, n° 1-2 (2019): 193-208. https://www.persee.fr/doc/rbph_0035-0818_2018_num_96_1_9165
- Bourgeois, Luc. "La mise en défense des établissements religieux à l'époque carolingienne : les exemples de Saint-Hilaire de Poitiers (Vienne) et de Saint-Maixent (Deux-Sèvres)." In *Monastères et espace social. Genèse et transformation d'un système de lieux dans l'Occident médiéval*, dir. Michel Lauwers, 473-502. Turnhout: Brepols, 2014.
- Bühner-Thierry, Geneviève, Jégou, Laurent. "Construction des pouvoirs et formation des espaces sacrés: le paradoxe de l'immunité. Autour de *Negotiating space*." *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre | BUCEMA*. Hors-série n°5. *De Cluny à Auxerre, par la voie des 'émotions'. Un parcours d'historienne du Moyen Âge* (2013). <https://doi.org/10.4000/cem.12537>
- Calleri, Marta. "L'atto di fondazione della canonica di Arezzo : un falso 'sine malo dolo'". In *Secoli XI e XII : L'invenzione della memoria, Atti del Seminario Internazionale, Montepulciano, 27-29 aprile 2006*, dir. Simone Allegría, et Francesca Cenni, 89-99. Montepulciano: Le Balze, 2006.
- Canetti, Luigi. *Gloriosa civitas. Culto dei santi e società cittadina a Piacenza nel Medioevo*. Cristianesimo antico e medievale, 4. Bologne: Pàtron, 1993.
- Castiglia, Gabriele. *Topografia cristiana della Toscana centro-settentrionale (Città e campagne dal IV al X secolo)*. Città del Vaticano: Pontificio Istituto di archeologia cristiana, 2020.
- Claussen, Martin. *The Reform of the Frankish Church. Chrodegang of Metz and the Regula canonicorum in the Eighth Century*. Cambridge: Cambridge University Press, 2004.
- Dereine, Charles. "Chanoines." In *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastique*, dir. Alfred Baudrillart, Albert Vogt, et Urbain Rouziès, col. 353-405. Paris: Letouzey et Ané, 1963.
- Esquieu, Yves. "Les bâtiments de la vie commune des chanoines, les maisons canoniales, Arles, Avignon, Carpentras, Béziers, Narbonne, Valence, Viviers." In *Les chanoines dans la ville : recherche sur la topographie des quartiers canoniaux en France*, dir. Jean-Charles Picard, 41-53, 135-46, 179-206, 207-13, 317-28, 365-71, 389-406. Paris: de Boccard, 1994.

- Fissore, Gian Giacomo. "Antiche falsificazioni del capitolo cattedrale di Asti." *Bollettino storico-bibliografico subalpino* 69 (1971): 5-85.
- Gelichi, Sauro, Brogiolo, Gian Pietro. *La città nell'alto medioevo italiano*. Archeologia e storia. Rome-Bari: Laterza, 1998.
- Hébert-Suffrin, François, Sapin, Christian. *L'architecture carolingienne en France et en Europe*. Paris: Picard, 2021.
- Heitz, Carol. *Recherches sur les rapports entre architecture et liturgie à l'époque carolingienne*. Bibliothèque générale de l'École Pratique des Hautes Études, VI^e section. Paris: S.E. V.P.E.N, 1963.
- Hubert, Jean. "La vie commune des clercs et l'archéologie." In *La vita comune del clero nei secoli XI e XII. Atti della prima settimana di studio, Mendola, settembre 1959*, vol. 1, 90-110. Milan: Vita e Pensiero, 1962.
- Iogna-Prat, Dominique. *La maison Dieu. Une histoire monumentale de l'Église au Moyen Âge, v. 800-v. 1200*. Paris: Seuil, 2006.
- Kurdziel, Émilie. *Chanoines et institutions canonicales dans les villes du royaume d'Italie du milieu du IX^e au milieu du XI^e siècle*. Thèse de doctorat, sous la direction de François Bougard. Université de Paris-Ouest-Nanterre, 2016.
- Kurdziel, Émilie. "Les formes de la vie commune dans les chapitres italiens de la première moitié du XI^e siècle." In *La vie communautaire et le service à la communauté : l'exemple canonial et ses répercussions dans le monde laïc (Europe Occidentale, du XI^e au XV^e siècle)*, dir. Anne Massoni, et Maria Amélia Campos. Évora : Publicações do Cidehus, 2020. Consulté le 10.03.2023. <http://books.openedition.org/cidehus/11477>
- Kurdziel, Émilie. "What is a *canonicus* ? The Carolingians and the rethinking of ecclesiastical ordines." In *Monastic communities and canonical clergy in the carolingian world (780-840): Categorising the Church*, dir Rutger Kramer, Émilie Kurdziel, et Graeme Ward, 131-78. Turnhout: Brepols, 2022.
- Kurdziel, Émilie. "Un blanc manteau de *canonicae* ? Les 'chapitres cathédraux' italiens du IX^e siècle: quatre profils d'évolution." *Cahiers de civilisation médiévale*, 265. Numéro thématique : *Ordonner l'Église. Communautés cléricales et communautés monastiques dans le monde carolingien (VIII^e-X^e s.)*, dir. Émilie Kurdziel, 2024 [à paraître].
- Kurdziel, Émilie. "Building a cathedral chapter in 9-10th Francia and Italy : a urbanistic challenge ?". In *Urban Monasticism 300-1300*, dir. Teemu Immonen, Émilie Kurdziel, et Ned Schoolman. Culture et société médiévales. Turnhout: Brepols, 2024 [à paraître].
- Kurdziel, Émilie. "Distorsions mémorielles et fabrique de la communauté. L'exemple de l'*Historia custodum* d'Arezzo au tournant des XI^e-XII^e siècles." In *Mémoire et communautés au haut Moyen Âge. Reproduction de la communauté et construction de l'identité. Actes du colloque international de Lille et Arras, 13-15 septembre 2018*, dir. Laurence Leleu, et Charles Mériaux. Haut Moyen Âge. Turnhout: Brepols [à paraître].
- Kurdziel, Émilie. "La fondation de la *canonica* d'Arezzo" [à paraître]
- La Rocca, Maria Cristina. *Pacifico da Verona. Il passato carolingio nella costruzione della memoria urbana*. Rome: Istituto storico italiano per il Medio Evo, 1995.
- Langefeld, Brigitte. *The Old English Version of the enlarged rule of Chrodegang*. Frankfurt am Main/New York: Peter Lang, 2003.
- Lauwers, Michel. "Constructing monastic space in the early and central medieval west (fifth to twelfth century)." In *Cambridge History of Medieval Western Monasticism*, dir. by Alison Beach, and Isabelle Cochelin, 317-39. Cambridge: Cambridge University Press, 2020.
- Lauwers, Michel. *Naissance du cimetière. Lieux sacrés et terre des morts dans l'Occident médiéval*. Paris: Aubier, 2005.
- Les chanoines dans la ville. Recherches sur la topographie des quartiers canoniaux en France*, dir. by Jean-Charles Picard. Paris: de Boccard, 1994.
- Mantegna, Cristina. "San Sisto di Piacenza e i suoi diplomi: riflessioni sulla documentazione pubblica di età carolingia." In *Herrscherurkunden für Empfänger in Lotharingen, Oberitalien und Sachsen (9. -12. Jahrhundert)*. *Diplomatische und historische Forschung. Actes du colloque de Magdebourg, 6-8 oct. 2011*, dir. Wolfgang Huschner, Theo Kölzer, Marie Ulrike Jaros, et Sven Jaros, 285-94. Leipzig: Eudora Verlag, 2020.
- Mazel, Florian. *L'évêque et le territoire. L'invention médiévale de l'espace*. Paris: Seuil, 2016.
- Miller, Maureen. *The Formation of a Medieval Church. Ecclesiastical Change in Verona, 950-1150*. Ithaca: Cornell University Press, 1993.
- Molinari, Alessandra, Antonio Meo, et Paola Orecchioni. "I nuovi scavi al duomo vecchio di

- Arezzo (campagne 2016-2018).” *Bollettino di archeologia on line. Direzione generale archeologia, belle arti e paesaggio* 10, n° 3-4 (2019): 137-48. Consulté le 08.02.2023. https://bollettinodiarcheologiaonline.beniculturali.it/wp-content/uploads/2020/07/2019_3-4_MOLINARI_ET_AL.pdf
- Molinari, Alessandra. “Arezzo e i suoi vescovi nell’alto medioevo: uno sguardo attraverso le fonti archeologiche.” In *Arezzo e la Tuscia dall’età antica all’alto Medioevo: atti della giornata di studi in memoria di Alberto Fatucchi: Arezzo, 24 novembre 2018*, dir. by Pierluigi Licciardello, 51-62. Arezzo: Società storica aretina, 2020.
- Monastères et espace social. Genèse et transformation d’un système de lieux dans l’Occident médiéval*, dir. by Lauwers, Michel. Turnhout: Brepols, 2014.
- Nicolaj, Giovanna, et Giovanni Feo. “Ancora in tema di falso.” In *Sit liber gratus, quem servulus est operatus: studi in onore di Alessandro Pratesi per il suo 90° compleanno*, dir. by Paolo Cherubini and Giovanna Nicolaj, 203-30. Littera antiqua, 19. Città del Vaticano: Scuola vaticana di paleografia, diplomatica e archivistica, 2012.
- Palma, Marco. *Archivio paleografico italiano*, VIII. (Frammenti diversi – Centri scrittorii), fasc. 74 (Nonantola). Rome: Istituto di Paleografia dell’Università di Roma, 1982.
- Perinetti, Renato, et Mauro Cortelazzo. “Aoste (Italie), Le complexe St. Ours – St. Laurent et le groupe épiscopal.” *Bulletin du Centre d’études médiévales d’Auxerre | BUCEMA, Hors-série n° 3* (2010). *Présentation et mise en valeur des sites archéologiques religieux en milieu urbain. Table ronde de Luxeuil, 25-26 avril 2008*, dir. by Sébastien Bully, et Christian Sapin. Consulté le 10.02.2023. <https://doi.org/10.4000/cem.11387>
- Picard, Jean-Charles. “Latrium dans les églises paléochrétiennes d’Occident.” In *Actes du XI^e Congrès international d’archéologie chrétienne, Lyon, Vienne, Grenoble, Genève et Aoste (21-28 septembre 1986)*, dir. by Noël Duval, 505-53. Rome: Pontificio Istituto di archeologia cristiana/École française de Rome, 1989.
- Picard, Jean-Charles. “Les origines des quartiers canoniaux.” In *Les chanoines dans la ville. Recherches sur la topographie des quartiers canoniaux en France*, dir. by Jean-Charles Picard, 15-25. Paris: de Boccard, 1994.
- Prévot, Françoise. “La cathédrale et la ville en Gaule dans l’Antiquité tardive et le Haut Moyen Âge.” *Histoire urbaine* 7 (2003): 17-36.
- Ronzani, Mauro. “Aspetti e problemi delle pievi e delle parrocchie cittadine nell’Italia centro-settentrionale.” In *Pievi e parrocchie nel Basso Medioevo (sec. XIII-XV). Atti del VI Convegno di storia della Chiesa in Italia (Florence, 21-25 settembre 1981)*, 307-49. Rome: Herder, 1984.
- Ronzani, Mauro. “La plebs in città. La problematica della pieve urbana in Italia centrosettentrionale fra il IX e il XIV secolo.” In *Chiesa e città*, dir. by Cinzio Violante and Cosimo Damiano Fonseca, 23-42. Galatina: Congedo, 1990.
- Ronzani, Mauro. “Vescovi, canoniche e cattedrali nella ‘Tuscia’ dei secoli X e XI: qualche considerazione a partire dall’esempio di Fiesole.” In *Un archivio, una diocesi. Fiesole nel Medioevo e nell’Età moderna. Atti della giornata di studio in onore di Giuseppe Raspini. Fiesole, 13 maggio 1995*, dir. by Maura Borgioli, 3-21. Florence: Olschki, 1996.
- Ronzani, Mauro. “L’organizzazione territoriale delle chiese.” In *Città e campagna nei secoli altomedievali. Atti delle settimane LVI, Spoleto, 27 marzo-1 aprile 2008*, 191-218. Spolète: CISAM 2009.
- Rosenwein, Barbara. *Negotiating Space: Power, Restraint, and Privileges of Immunity in Early Medieval Europe*. Ithaca: Cornell University Press, 1999.
- Schieffer, Rudolf. *Die Entstehung von Domkapiteln in Deutschland*. Bonner Historische Forschungen, 43. Bonn: L. Röhrscheid, 1976.
- Schmitz, Gerhard. “Aachen 816. Zu Überlieferung und Edition der Kanonikergesetzgebung Ludwigs des Frommen”. *Deutsches Archiv für Erforschung des Mittelalters* 63, n° 2 (2007): 497-544.
- Schumann, Reinhold. *Istituzioni e società a Parma dall’età carolingia alla nascita del comune*. Reggio Emilia: Diabasis, 2004.
- Semmler, Josef. “Die Kanoniker und ihre Regel im 9. Jahrhundert”. In *Studien zum weltlichen Kollegiatstift in Deutschland*, dir. by Irene Crusius, 61-109. Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte, 114 - Studien zur Germania Sacra, 18. Göttingen: Vandenhoeck und Ruprecht, 1995.
- Settia, Aldo. *Chiese, strade e fortezze nell’Italia medievale*. Rome: Herder, 1991.
- Tristano, Caterina. “Nel nome di Mabillon: il contributo della paleografia all’analisi dei falsi in

- diplomatica. Il caso di Arezzo.” In *Secoli XI e XII : L'invenzione della memoria, Atti del Seminario Internazionale, Montepulciano, 27-29 aprile 2006*, dir. by Simone Allegria, and Francesca Cenni, 73-89. Montepulciano: Le Balze, 2006.
- Violante, Cinzio, et Cosimo Damiano Fonseca. “Ubicazione e dedicazione delle cattedrali dalle origini al periodo romanico nelle città dell'Italia centro-settentrionale.” In *Il romanico pistoiese nei suoi rapporti con l'arte romanica dell'Occidente. Atti del I convegno internazionale di studi medioevali di storia e d'arte, Pistoia, 27 settembre-3 ottobre 1964*, 303-46. Pistoia: Ente provinciale per il turismo, 1966.
- Wilmart, André. “Le règlement ecclésiastique de Berne.” *Revue bénédictine*, 51 (1939): 37-52.
- Zielinski, Herbert. “Kloster und ‘Stift’ im langobardischen und fränkischen Italien.” In *Frühformen von Stiftskirchen in Europa. Funktion und Wandel religiöser Gemeinschaften vom 6. bis zum Ende des 11. Jahrhunderts. Festgabe für Dieter Mertens zum 65. Geburtstag*, dir. by Sönke Lorenz and Thomas Zotz, 97-161. Schriften zur südwestdeutschen Landeskunde, 54. Leinfelden-Echterdingen: DRW-Verlag, 2005.
- Zonca, Andrea. “*Est una matrix ecclesia*. A proposito di due recenti studi sulla chiesa di Bergamo nel medioevo.” *Archivio storico bergamasco* 18/19 (1990): 261-84.

Émilie Kurdziel
 Centre d'études supérieures de civilisation médiévale, Poitiers
 emilie.kurdziel@univ-poitiers.fr

Polarisation ecclésiastique et dynamique sociale. À propos des groupes d'habitants dans le haut Moyen Âge

par Michel Lauwers

L'histoire des "communautés" du haut Moyen Âge est aujourd'hui renouvelée par la recherche archéologique. Nombre de données matérielles permettent désormais d'appréhender des pratiques collectives liant entre eux des groupes d'"habitants" ou de "voisins", pour reprendre des termes récurrents dans la documentation écrite. Ces pratiques concernent le partage du sol en parcelles, l'organisation de chemins et de parcours, la mise en place de structures de production spécialisées et d'aires de stockage, l'aménagement de lieux communs tels que les églises et les espaces funéraires. Pour rendre compte de ces processus d'organisation sociale articulés à des lieux dominants, on propose ici la notion de "polarisation". Les lieux de culte ont joué un tel rôle polarisateur dès le IV^e siècle dans les cités, puis à partir des V^e et VI^e siècles au sein du monde rural, dans des contextes d'habitat regroupé, distendu ou dispersé. En favorisant échanges entre "voisins", contrôle de la production, surveillance mutuelle des personnes et communion des vivants et des morts, les relations sociales et les usages qui se sont développés au sein de "paroisses" (progressivement territorialisées) ont contribué à transformer les gens en "(co)habitants". On s'interroge enfin sur le moteur de cette dynamique socio-spatiale, en évitant de devoir choisir entre une domination imposée d'en-haut et des initiatives collectives venues d'en-bas. Tandis que la polarisation contribuait à fixer ou à contrôler les populations selon des mécanismes qui ne faisaient pas appel à la violence, les rapports entre "habitants" et "voisins" s'inscrivaient dans un large spectre de positions sociales assurant aux acteurs certaines marges de manœuvre que favorisait la maîtrise d'une partie au moins des moyens de production.

The history of early medieval communities has been renewed by archaeological research, which has provided a great deal of material data that makes it possible to understand the collective practices that linked groups of "inhabitants" or "neighbours" (to use terms that appear repeatedly in the documentary record). These practices concern the division of land into lots, the organisation of paths and itineraries, the setting up of specialist production structures and storage areas, and the development of common places such as churches and burial grounds. To describe these processes of social organisation linked to dominant places, we propose the notion of "polarisation". Places of worship played such a "polarising" role from the 4th century in cities, then from the 5th and 6th centuries in the rural world, in contexts of grouped, distended or dispersed habitat. By promoting exchanges between "neighbours", control of production, mutual surveillance of people and communion between the living and the dead, the social relations and uses developed in particular within "parishes" that have become progressively territorialized have contributed to transforming people into co-residents. Finally, we question the driving force behind this socio-spatial dynamic, avoiding the choice between domination imposed from above and collective initiatives from below. While polarisation helped to fix or control populations through mechanisms that did not involve violence, the relationships between "inhabitants" and "neighbours" were part of a broad spectrum of social positions that ensured actors certain margins of manoeuvre favoured by the control of at least part of the means of production.

Moyen Âge, Communauté, Village, Paroisse, Église, Espace, Polarisation.

Middle Ages, Community, Village, Parish, Church, Space, Polarisation.

L'histoire des "communautés de village" du haut Moyen Âge, qui a suscité depuis le XIX^e siècle l'élaboration de théories et de concepts toujours influents dans les sciences sociales, est aujourd'hui profondément renouvelée par la recherche archéologique.¹ Les données matérielles livrées par les fouilles – que peut souvent éclairer, au prix de quelques relectures, la documentation écrite – concernent la gestion du sol, la mise en place d'aires de production et de stockage, ainsi que l'institution de lieux partagés qui ont cristallisé nombre de pratiques sociales. Alors que s'était imposée dans les travaux d'historiens de la seconde moitié du XX^e siècle l'image de communautés d'habitants constituées dans le cadre de la seigneurie,² les informations désormais disponibles manifestent des dynamiques sociales et spatiales qui paraissent s'inscrire dans une plus longue durée. Dans les pages qui suivent, après avoir évoqué divers types d'aménagements qui attestent le développement, au cours du haut Moyen Âge, d'usages collectifs, je m'attache aux processus de "polarisation" qu'ont alors exercé tout particulièrement les églises, les cimetières et les espaces annexes ; je m'interroge enfin sur les acteurs sociaux qui ont participé à ces dynamiques sociales et spatiales.

1. *Structuration du sol, aménagements collectifs et aires spécialisées*

Le système de peuplement le plus courant dans les premiers siècles du Moyen Âge consiste en un habitat plutôt dispersé, qui prend la forme de "fermes" isolées ou de réunions de "fermes" souvent qualifiées de "hameaux" par les archéologues.³ Ces ensembles généralement composés de plusieurs noyaux connaissent au fil du temps des réaménagements, des déplacements et des réaffectations.⁴ Leur éclatement relatif n'exclut toutefois pas des modes d'organisation collective que manifeste notamment la trame dans laquelle s'inscrivent bâtiments et réserves, jardins et champs. De récentes enquêtes archéologiques et archéo-géographiques – encore peu nombreuses pour le

¹ Pour un survol de ces théories et concepts dans une perspective historiographique longue, voir, dans ce dossier de *Reti Medievali Rivista*, Lauwers, "Des 'communautés de village' dans le haut Moyen Âge ?"

² Lauwers, "Des 'communautés de village' dans le haut Moyen Âge ?"

³ Dans le cadre français, l'habitat dispersé du haut Moyen Âge est plus visible archéologiquement dans les régions septentrionales car il a été ensuite abandonné (et s'est donc fossilisé dans des zones qui n'étaient plus occupées) ; dans les régions méridionales, il est demeuré la forme ordinaire du peuplement et la longue durée d'occupation a dès lors occulté les états plus anciens (Hautefeuille, "Archéologie des peuplements du premier Moyen Âge").

⁴ Ces mouvements à l'intérieur d'une même aire (relativement stable) ont été bien mis en évidence, notamment pour le Nord de l'Europe, par Nissen-Jaubert, "Habitats ruraux et communautés rurales," notamment 215-7.

haut Moyen Âge, elles ont notamment été menées dans la partie septentrionale de la France actuelle – ont mis en évidence, sur plusieurs sites, la création de chemins et de parcelles plus ou moins régulières, marquées par des fossés ou clôtures, parfois associés à des talus et à des haies, s'articulant les unes aux autres et formant des réseaux. Ce genre d'aménagement indique assurément une gestion collective de l'espace vécu. Il s'inscrit certes souvent dans le prolongement d'aménagements remontant à la période antique, voire protohistorique, dont les structures sont alors réappropriées et remodelées.⁵

Le site d'habitat de Serris "les Ruelles" (Seine-et-Marne), fouillé par François Gentili, est ainsi organisé, aux VII^e et VIII^e siècles, à l'intérieur d'un réseau de fossés, attestant des creusements et des réaménagements successifs, qui délimitent plusieurs parcelles, parfois encloses, organisant plusieurs secteurs : habitat aristocratique (ou "ferme domaniale"), maisons avec leurs annexes, lieu de culte et sépultures. Le tracé peu orthogonal des enclos, qui les distinguent de ceux des périodes précédentes, continue ensuite à évoluer, en rapport avec la présence aristocratique et l'espace cultuel et funéraire. À Villiers-le-Sec (Val-d'Oise), ce sont aussi des fossés au tracé complexe, curviligne, qui délimitent différents secteurs qui se transforment de même entre le VII^e siècle et l'époque carolingienne.⁶ Le site de Montours (à une cinquantaine de km au nord de Rennes) est quant à lui constitué, entre le VII^e et le X^e siècle, de trois noyaux distants d'environ 200 m reliés par des chemins. La fouille par Isabelle Catteddu de l'un de ces noyaux sur une dizaine d'ha ("Le Teilleul") a fait apparaître une cinquantaine de fossés, datés principalement des VIII^e et IX^e siècles, et l'organisation d'une vingtaine de lots quadrangulaires, reliés par des passages, dont la destination a régulièrement changé au fil du temps (fig. 1).⁷

À Châteaugiron ("La Perdriotais", à 15 km au sud-ouest de Rennes), fouillé sur 25 ha, c'est entre le VI^e et le X^e siècle que deux ensembles habités, séparés par un espace boisé, distants de 200 m, sont également insérés dans un maillage de parcelles quadrangulaires. Différents chemins, empierrés pour certains, permettent la circulation entre les lots habités, l'accès aux champs et à divers secteurs qui se spécialisent à la fin du VIII^e siècle (travail des céréales, cuisson des aliments, conservation des denrées). Sur le premier site (10 ha), les fossés délimitent une trentaine de parcelles de dimension à peu près régulière, sur lesquelles deux nouvelles fermes apparaissent aux VIII^e et

⁵ De manière générale, sur les parcellaires du haut Moyen Âge qui reprennent et parfois transforment des formes antiques, voire protohistoriques : Watteaux, "Archéogéographie de l'habitat et du parcellaire." Cette étude s'appuyait sur les premiers travaux mettant en cause l'idée (défendue notamment par Robert Fossier) selon laquelle les parcellaires médiévaux ne se seraient constitués que vers l'an mil, parallèlement à l'encellulement. Voir aussi Nissen-Jaubert, "Gérer la terre sans écrit," qui évoque une "organisation spatiale commune de l'habitat".

⁶ Gentili et Valais, "Composantes aristocratiques," 101-7 et 107-11.

⁷ Catteddu, *Les habitats carolingiens*.



Fig. 1 : Plan du site de Montours "Le Tailleul" aux VIII^e-IX^e siècles. Fouille I. Catteddu, Inrap. Dao P. Nogues, Inrap.

IX^e siècles, formant un hameau (fig. 2). Sur le second site (4 ha), elles se développent à l'intérieur d'une quinzaine de parcelles.⁸

Contrairement sans doute aux parcellaires de Serris et de Villiers-le-Sec, où l'on entrevoit le rôle, certes fluctuant, de l'élite locale, ceux de Montours et de Châteaugiron ne paraissent pas organisés par une trame prédéfinie : ils se constituent progressivement, comme en témoigne la chronologie des fossés, par adjonction de nouvelles parcelles, au fur et à mesure que se développent les unités d'habitation et de production, que certains espaces sont abandonnés et que d'autres sont agrandis, témoignant d'une gestion locale des espaces bâtis et des terres environnantes. Celle-ci pourrait résulter de pratiques collectives impliquant l'intervention des habitants du lieu. Des "fermes" peuvent coexister ; elles peuvent aussi partager des espaces communs et parfois se regrouper. Les habitants ou "voisins" (*vicini*), tels que les nomment les documents du haut Moyen Âge, devaient s'arranger entre eux, se coordonner, que l'on pense que prévalaient alors des exploitations familiales renvoyant à un "mode de production paysan" relativement autonome (comme l'avance, du moins pour certaines régions, Chris Wickham⁹) ou que dominait un régime de *villa* attachant des dépendants à leur maître.

C'est bien l'empreinte des maîtres, possesseurs du sol, dans l'organisation des lieux habités, plus que l'appropriation progressive de ceux-ci par des groupes de "voisins", qui semble toutefois se manifester dans les parcellaires dont la forte régularité tranche avec les cas qui viennent d'être évoqués, suggérant alors une planification initiale, voire une "colonisation agraire" comme le dit Gérard Chouquer.¹⁰ À Vallange (Vitry-sur-Orne), dans la Moselle, sur le site d'une *villa* antique, réoccupé aux VIII^e et IX^e siècles, un établissement et un parcellaire d'un type nouveau sont ainsi aménagés vers 900 : les unités d'habitation et d'exploitation, dotées alors, chacune, d'un puits, alignées perpendiculairement à un axe de circulation reprenant l'ancien chemin du domaine antique, commandent des parcelles lanierées à la forme très géométrique (fig. 3).¹¹ Ce type d'aménagement – forte régularité des parcelles et recours à des modules – paraît pouvoir être rapporté à des institutions puissantes, comme l'étaient les établissements monastiques,¹² sans que puissent néanmoins être exclues des initiatives émanant au moins en partie des habitants.¹³ À Vallange, l'entreprise aurait été lancée par l'abbaye Saint-Arnould de Metz.

⁸ Voir également Catteddu, "Insediamenti rurali," 22-4 (Montours et Châteaugiron) ; Catteddu, "Habitat, structuration de l'espace rural ;" Catteddu et Watteaux, "Continuités et mutations."

⁹ Wickham, *Framing the Early Middle Ages*, en particulier le chap. 8 sur la "société paysanne".

¹⁰ Sur la "colonisation agraire" dans le haut Moyen Âge, notamment celle entreprise par le pouvoir carolingien et par les institutions ecclésiastiques (en reprenant et transformant parfois des héritages protohistoriques et antiques) : Chouquer, *La terre dans les sociétés du haut Moyen Âge* ; Chouquer, "Les formes de la colonisation agraire ;" Chouquer, *Dominer et tenir la terre*.

¹¹ Blaising, Gérard et Burnouf, "Vallange ;" Gérard, "La structuration du village."

¹² Nitz, "The Church as colonist."

¹³ Nissen-Jaubert, "Gérer la terre sans écrit," 337 ; Schroeder, "Peasant Initiative."



Fig. 2 : Plan du site A de Châteaugiron “La Perdriots” aux VIII^e et IX^e siècles. Fouille I. Cattedu, Inrap. Dao M. Dupré, Inrap.



Fig. 3 : Planification de Vallange et première phase d'occupation (900-XII^e siècle). Avec l'autorisation de F. Gérard, Inrap.

En Italie du Nord, c'est l'abbaye de Nonantola, que les rois lombards, puis francs avaient dotée, au VIII^e siècle, d'un vaste ensemble de terres, qui réutilise et prolonge le cadre planimétrique d'une centuriation antique. Mais Gérard Chouquer a pu montrer que les axes de cette centuriation, enfouis, sont systématiquement décalés latéralement de plusieurs mètres, toujours dans le même sens : cette réinvention de l'ancienne centuriation est liée à la gestion des écoulements des eaux dans la plaine.¹⁴ En outre, les autorités n'utilisent plus ce cadre planimétrique pour localiser les terres comme le faisaient les Romains, en fonction de leur position au sein de la grille centuriée ; ils se contentent de la mention du sens longitudinal et du sens transversal des *limites* de la centurie, auxquelles est associé un toponyme ou une particularité topographique, sans référence à la grille d'ensemble. Les gens se réfèrent à des lieux et non plus à des espaces orthonormés, une évolution qui indique une nouvelle appréhension de l'espace.

Qu'il s'agisse de parcellaires auto-organisés (sans projet d'ensemble en amont), peut-être co-aménagés, ou au contraire planifiés (par un pouvoir, une

¹⁴ Chouquer, *Les parcellaires médiévaux*.

institution), des formes d'organisation collective ont régi, dans le haut Moyen Âge, les rapports entre les unités d'habitat et les unités de production, entre le bâti, les jardins et les champs, entre les gens. On ne dispose pas encore d'un grand nombre d'études ponctuelles qui permettraient de dater précisément les parcellaires à l'échelle de l'ensemble de l'Europe, mais la création ou recreation de fossés et d'autres aménagements semble bien avoir été partout courante dans le haut Moyen Âge¹⁵.

Quels que fussent les organisateurs de la trame parcellaire, les groupes d'habitants recouraient à des infrastructures communes et à des aires spécialisées, installées dans des secteurs spécifiques au sein des parcelles : des fours, installés à l'intersection de la voirie et paraissant dans certains cas avoir structuré le hameau ou commandé la disposition des maisons,¹⁶ mais surtout des zones de stockage, différentes des greniers individuels ou des groupes de silos disséminés dans la plupart des sites et dont la densification au cours du haut Moyen Âge constitue un phénomène désormais bien documenté.¹⁷ À Châteaugiron, des aires d'ensilage et de traitement des céréales (vannage, séchage, grillage) sont placées au cœur même de l'habitat, tout comme sur le site de Portejoie (Tournedos/Val-de-Reuil, Eure) où, à proximité du lieu de culte, les fosses-silos sont associées à des espaces de combustion des céréales, datés des VIII^e-X^e siècles, vraisemblablement liés au traitement des grains avant ensilage.¹⁸ Dans le Sud-Ouest de la France, ce sont de très vastes zones d'ensilage, où d'énormes quantités de grains étaient parfois déposées dans des centaines de silos souterrains, qui furent aménagées à partir du VII^e siècle. La concentration des réserves semble se faire plus systématique à partir des VIII^e et IX^e siècles, comme le montre l'exemple de Saint-Gilles de Missignac (Gard) : alors que les premiers silos de ce site sont datés du V^e siècle, une aire de stockage d'environ 450 silos prend forme au VII^e siècle à l'ouest de l'habitat et connaît une utilisation intense entre le IX^e et le XI^e siècle¹⁹.

La constitution des zones de stockage est, ici encore, un phénomène qui paraît diffusé dans l'ensemble de l'Europe dans le haut Moyen Âge. Or, la mise en œuvre de telles réserves (de céréales, mais également d'autres biens) supposait l'initiative d'un pouvoir fort et/ou des actions menées entre "voisins". Du fait que les aires de stockage étaient parfois aménagées à proximité des églises,²⁰ on en a trop rapidement déduit qu'elles servaient principalement

¹⁵ Outre Chouquer, *Les parcellaires médiévaux* et "Les formes de la colonisation agraire" (parmi d'autres travaux de cet auteur), cf. Hamerow, "Early Medieval Settlements in Northwest Europe." Il faut ajouter que les structures les plus régulières, "co-axiales", attestées pour certains sites ruraux du haut Moyen Âge, rappellent l'organisation des établissements de production et d'échanges, *emporia* et *wics*, aménagés à la même époque.

¹⁶ Conte, Fau, Hautefeuille, "L'habitat dispersé," 168.

¹⁷ Vigil-Escalera Guirado, Bianchi et Quiros, *Horrea, barns and silos* ; Lauwers et Schneider, *Mises en réserve*.

¹⁸ Carré, Ruas, Yvinec, Marcoux, "Le site rural de Portejoie."

¹⁹ Maufra et Puig, "L'apport de l'archéologie," Carme et Henry, "L'ensilage groupé."

²⁰ Plusieurs dossiers archéologiques attestent cette relation topographique entre lieux de culte et espaces de stockage. La proximité, toujours relative, entre les uns et les autres est évidemment

au produit du prélèvement dîmier, alors que les silos et les autres contenants concernaient vraisemblablement divers types de biens et différents possesseurs.²¹ La présence de réserves de grains dans ou près des églises leur donnait néanmoins une visibilité, les protégeait et en un certain sens les “sacralisait”.²² Beaucoup d’incertitudes demeurent certes à propos de la genèse des structures, de leurs promoteurs et de leur fonctionnement : résultent-elles d’une augmentation de la production permettant la conservation d’excédents, d’une volonté des habitants d’un ou de plusieurs sites expérimentant de nouvelles modalités d’organisation commune, de la juxtaposition pragmatique de différentes réserves, individuelles et collectives, de la décision d’un maître du sol soucieux d’accumuler les produits prélevés sur le labeur des cultivateurs ou encore d’une autorité supérieure, peut-être puissance royale comme dans le cas des réserves concentrées à Vettricella, sur la côte toscane, à partir du IX^e et surtout du X^e siècle, que présente Giovanna Bianchi dans ce dossier de *Reti Medievali Rivista*?²³ Il est probable que ces différentes explications ont, tour à tour ou conjointement, contribué à l’essor des mises en réserve, mais l’on peut penser que celles-ci, installées à proximité ou au sein même des sites d’habitat et/ou de pouvoir, à la vue de tous, ont en tout cas favorisé des pratiques communes, à tout le moins une sorte de surveillance collective.

Au cours des dernières années, les archéologues ont en outre mis au jour des zones d’activités spécialisées, dont les unités attestent la réunion d’artisans. Car, comme le souligne Frans Theuws, un regroupement social peut être motivé par les nécessités découlant d’activités de production autant que par celles qui renvoient à la résidence.²⁴ Près de Montpellier, sur le site de Verchamp, une large aire d’ensilage a ainsi été aménagée à partir des VIII^e-

délicate à interpréter, de même que l’idée d’une association entre les deux structures. Alors que Théodulfe d’Orléans évoque le dépôt des grains et du foin dans les églises (*in ecclesiis messes et fenum congeri* : *Capitula ad presbyteros*, VIII, *PL*, 105, 187), plusieurs textes normatifs de l’époque carolingienne entendent freiner la transformation des églises en lieux de stockage, à l’image du capitulaire ecclésiastique de Charlemagne (*ut nullus presbyter annonam vel foenum in ecclesia mittere praesumat* : *MGH. Capitularia*, I, 178) ou de Walafrid Strabon qui dénonce ceux qui, “sans aucune nécessité”, “transforment les lieux saints en greniers” (*loca sancta in horrea et apothecas convertunt* : Harting-Correa, *Walafrid Strabo’s Libellus* 88). Sans doute s’agissait-il pour les autorités de marquer la sacralité des églises, comme elles le faisaient au même moment en s’efforçant de limiter les sépultures à l’intérieur des sanctuaires. Dans l’un et l’autre cas, les lieux de culte n’en continuèrent pas moins à accueillir des pratiques sociales structurantes pour les groupements humains.

²¹ Reste que nombre des structures de stockage apparues dans le haut Moyen Âge participaient à de nouvelles formes de ponction dont la levée des dîmes est la plus apparente dans la documentation écrite d’origine cléricale ou monastique.

²² Lauwers, “Des greniers de Joseph à l’économie politique.”

²³ S. Gelichi, “Conclusioni,” Dans Vigil-Escalera Guirado, Bianchi, Quiros, *Horrea, barns and silos*, 217-23, propose de voir dans l’ensemble des données matérielles recueillies sur le stockage, attestant un passage du “familial” au “collectif”, un processus de seigneurialisation, sans exclure cependant un rôle joué par les collectivités rurales. Sur Vettricella, voir dans ce dossier Bianchi, “Comunità costiere.”

²⁴ Theuws, “Early medieval transformations.” De son côté, Morsel, “Communautés d’habitants médiévales,” 24, propose d’envisager l’“habiter” comme “résider / produire”.

IX^e siècles, articulée à un complexe artisanal dont témoignent 65 fours de potiers et 4 fours de tuiliers : réserves et artisanat spécialisé sont ainsi associés.²⁵ Édith Peytremann a pour sa part étudié la mise en place à Sermersheim, dans le Bas-Rhin, au VI^e siècle, d'ateliers textiles, de puits à eau et de structures agricoles, structures dont elle montre l'essor au cours du VII^e siècle jusqu'à donner naissance à une dense zone d'activités où se développent des opérations de tissage, de métallurgie et agricoles, incluant l'élevage de chevaux, l'ensemble de ce secteur de production dépendant probablement d'un monastère.²⁶ Les *emporia* ou *wics* n'étaient pas les seuls établissements dédiés aux activités laborieuses. Et comme les grandes zones de stockage, les aires consacrées à de telles activités matérielles ont attiré les gens, favorisé les échanges et toutes sortes d'interactions, sans toujours entraîner une concentration de l'habitat.

2. Un espace commun polarisé par l'église et le cimetière

L'organisation collective se manifeste donc par la mise en place de trames permettant de relier des unités distinctes (d'habitation et/ou de production), mais aussi par la mise en valeur de lieux polarisant la vie des populations. La notion de "polarisation" désigne ici un processus et un dispositif social articulé à des lieux qui attirent ou cristallisent des pratiques collectives (si ces pratiques comprennent parfois l'installation des gens, la "polarisation" ne se traduit cependant pas nécessairement dans la topographie de l'habitat).²⁷

Plus que tout autre type de lieu, les églises ont joué un rôle polarisateur, d'abord, dès le IV^e siècle, dans les cités, dont les espaces civiques furent profondément réorganisés, puis dans des établissements ruraux à la physionomie variée. C'est du moins ce que je voudrais ici mettre en évidence, en revenant sur un phénomène pour lequel j'avais proposé, il y a quelques années, le concept d'*inecclesiamento*.²⁸ En dépit de la parenté apparente de ces notions, l'*inecclesiamento* ne se situe pas sur le même plan que l'*incastellamento* ou l'encellulement, non seulement parce qu'il désigne une réalité qui s'inscrit dans la longue durée médiévale (alors que, selon leurs concepteurs, l'*incastellamento* et l'encellulement indiquaient une transformation socio-spatiale survenue à un moment précis), mais aussi parce qu'il renvoie moins à un regroupement de l'habitat autour de lieux de culte qu'à un processus plus général,

²⁵ Carme, Guionova, Cloarec, "Artisanat potier et ensilage groupé."

²⁶ Peytremann, *En marge du village*.

²⁷ Concernant la notion de "polarisation" qu'avait proposée Alain Guerreau ("Quelques caractères spécifiques de l'espace féodal"), voir, dans ce dossier, Lauwers, "Des 'communautés de village' dans le haut Moyen Âge ?"

²⁸ Lauwers, *Naissance du cimetière*, 269-74, précisé ensuite : Lauwers, "De l'*incastellamento* à l'*inecclesiamento*."

tout à la fois matériel et idéal, d'inscription de l'*Ecclesia* au sein de la société²⁹. Comme l'avait déjà suggéré Elisabeth Zadora-Rio, la "polarisation de l'espace social" par les églises est un "modèle macro-historique" qui ne perdrait rien de sa validité "s'il était avéré que (son) influence sur l'habitat a été faible, ou très différée", d'autant que "l'importance sociale d'un phénomène n'est pas nécessairement proportionnelle à ses traces matérielles".³⁰ Dès lors,

il serait naïf de penser que le processus de l'*inecclesiamento* est nécessairement lisible dans les données archéologiques : il est certainement compatible avec un large éventail de formes d'habitat, (et) l'ancrage ecclésial et les polarités chrétiennes ne suffisent pas à rendre compte des usages du sol.³¹

Cette situation ne devrait néanmoins pas aboutir à un divorce entre les données textuelles des historiens et les données matérielles ou topographiques des archéologues,³² ni même à l'idée que la "polarisation" ne concernerait que "les aspirations, la volonté politique, la conception du pouvoir des sociétés polarisation de l'espace social" et "peu (ou pas) leurs réalisations concrètes ou leur cadre de vie".³³ Les églises jouèrent un rôle "polarisateur" dans des contextes d'habitat regroupé, distendu ou dispersé : elles ont conforté une dynamique socio-spatiale parfois articulée à d'autres types de lieux dominants ou polarisants qui leur étaient antérieurs, comme paraît l'avancer Giovanna Bianchi dans ce dossier.³⁴

Bâties à partir des V^e et VI^e siècles sur le site d'anciennes *villae* ou dans de nouvelles agglomérations, alors de plus en plus nombreuses, établies en hauteur, en des lieux fortifiés éloignés des anciens centres de pouvoir, les édifices de culte avaient pour vocation, il faut le rappeler, la réunion régulière, sous un même toit, de l'ensemble d'une population locale – ce qui n'était pas le cas des temples antiques. Ce sont les membres de l'élite sociale, évêques et membres de l'aristocratie laïque, qui ont eu la volonté et les moyens d'aménager ces lieux de culte sur leurs terres, afin de manifester leur dévotion et leur statut, en y fondant par exemple leur sépulture, tout en contrôlant leurs dépendants. Fréquentés par les habitants des environs, ces édifices représentent souvent le pôle dynamique d'un ensemble domanial. Il faudrait ici mentionner des centaines de cas que l'archéologie a bien documentés au cours des dernières

²⁹ Je ne reconnais pas mes propositions dans la lecture qu'en donne Morsel, "Communautés d'habitants médiévales," 11-14, qui réinterprète néanmoins l'encellulement en y voyant une dynamique plus sociale (ou socio-spatiale) que topographique, comme je pense avoir essayé de le faire pour l'*inecclesiamento*. Quoi qu'il en soit, c'est bien la reconnaissance de cette dynamique (sur laquelle nous sommes d'accord) qui importe, dont la dimension ecclésiale me paraît essentielle à la logique du système.

³⁰ Zadora-Rio, "L'archéologie de l'habitat rural," 7.

³¹ Zadora-Rio, *Des paroisses de Touraine aux communes d'Indre-et-Loire*, 266.

³² Zadora-Rio, "Le village des historiens et le village des archéologues."

³³ Zadora-Rio, "L'archéologie de l'habitat rural," 7. Le risque du divorce entre les disciplines et de la dichotomie entre les représentations et les faits sociaux est relevé par Watteaux, "À propos de la naissance du village au Moyen Âge," 313.

³⁴ Voir, dans ce dossier de *Reti Medievali Rivista*, Bianchi, "Comunità costiere."

décennies : partout les élites locales édifient des églises, tout particulièrement à partir du VII^e siècle.³⁵

Pôle de référence et parfois d'attraction pour les vivants, l'église accueille leurs morts dans son périmètre, quand ce ne sont pas les tombes qui attirent un lieu de culte et parfois l'habitat.³⁶ Les fouilles archéologiques menées récemment dans différents types d'établissements entre le V^e et le X^e siècle montrent la présence fréquente de sépultures, isolées ou en petits groupes, puis sous forme d'ensembles plus importants, parmi les unités d'habitat et/ou de production. C'est le cas sur le site de Sermersheim où sont mis en place tout à la fois des tombes isolées et des groupes de sépultures.³⁷ À Serris-Les Ruelles, en Île-de-France, l'habitat est organisé au début du VII^e siècle en trois noyaux principaux : le premier est constitué de bâtiments domaniaux disposés autour d'une cour et comporte une zone funéraire ; le deuxième se compose de plusieurs unités d'exploitation où ont été également aménagées des tombes en divers endroits ; le troisième correspond à un édifice cultuel associé à des inhumations qui paraissent les plus riches, ce pôle cultuel et funéraire se trouvant à l'interface de plusieurs secteurs du site, au cœur d'un réseau de voies de desserte.³⁸ À Missignac, à la fin du VII^e siècle, différentes parcelles accueillent des groupes de sépultures, suggérant de petits ensembles funéraires familiaux placés aux limites des cours et des jardins.³⁹ Disséminés au sein de l'habitat, c'est de plus en plus souvent autour des églises que les morts ont été regroupés, dans des zones polyfonctionnelles où coexistent sépultures et réserves céréalières, espaces de réunion ou d'échanges et parfois des maisons. Sur le site de Portejoie, une église (en bois) est construite au VIII^e siècle, au nord d'un établissement des VII^e-VIII^e siècles, dans un secteur où se trouvent déjà des sépultures et où sont traitées et gardées des réserves de grains ; au IX^e siècle, la reconstruction de cette église (en pierre) entraîne le réaménagement de l'aire funéraire, qui se concentre désormais autour de l'édifice.⁴⁰ À Saleux (Hauts-de-France), l'organisation parcellaire et les chemins constitutifs d'un habitat apparu au VII^e siècle s'articulent, un siècle plus tard, à un édifice de culte bâti autour d'une tombe privilégiée, qui est à l'origine d'un espace

³⁵ Sur ces églises "privées" ou "locales", au-delà de la synthèse ancienne de Stutz, *Die Eigenkirche*, actualisée par S. Wood, *The Proprietary Church*, voir Sanchez-Pardo et Shapland, *Churches and Social Power*, passim, et Zeller, West, Tinti, Stoffella, Schroeder, van Rhijn, Patzold, Kohl, Davies et Czock, *Neighbours*, 95-8. En ce qui concerne l'Italie, parmi une abondante bibliographie : Brogiolo et Chavarria Arnau, *Aristocrazie e campagne* ; La Rocca, "Le élites, chiese e sepolture familiari."

³⁶ Lauwers, *Naissance du cimetière* et "Le cimetière au village ;" Leroy et Verslype, *Communautés des vivants, compagnie des morts*.

³⁷ Peytremann, *En marge du village*.

³⁸ Gentili et Sethian, "Le territoire de Serris ;" Gentili et Valais, "Composantes aristocratiques," 105.

³⁹ Maufra, Hernandez, Rochette, Thomas et al., "Genèse, évolution et désertion de Missignac."

⁴⁰ Les tombes "isolées" ou en groupes restreints devaient toutefois disparaître aux XI^e-XII^e siècles, montrant que la constitution du "cimetière chrétien" est un processus qui s'étend sur plusieurs siècles.

funéraire collectif.⁴¹ Le pôle ecclésial et cimétériel, sis à l'ouest, est donc, ici comme à Serris, pleinement intégré dans la trame d'ensemble matérialisée par des fossés : la dimension collective de cette organisation, articulée à des espaces communs, paraît évidente (fig. 4).

Le phénomène de polarisation par les églises et par les tombes regroupées dans leur cimetière est contemporain d'une mise en valeur de ces lieux par leur dédicace ou consécration : en deux temps, d'abord entre le VII^e et le VIII^e siècle, puis aux IX^e et X^e siècles, le rituel de consécration s'enrichit de multiples "circuits" effectués par l'évêque autour des murs de l'édifice, de leur aspersion d'eau bénite et du tracé de signes divers (croix, lettres de l'alphabet) qui marquent fortement le bâtiment ecclésial et son pourtour.⁴² Les autorités carolingiennes soutiennent cette évolution :⁴³ en 789, un important capitulaire de Charlemagne appelle tous les fidèles à "se rassembler à l'église" (*convenire ad ecclesiam*) et réclame que "la maison de Dieu et les autels" soient "vénérés selon leur dignité";⁴⁴ plusieurs autres capitulaires prescrivent ensuite la "construction" ou la "restauration" des lieux de culte ; en 810-3, il est réclamé "que les églises et les autels soient mieux construits", "que les églises et les autels dont la consécration est incertaine soient consacrés",⁴⁵ tandis que sont aménagées des aires protégées, inviolables, autour des églises. À partir des années 820-30, les évêques exigent à leur tour que les fidèles se réunissent au sein des lieux de culte et, à la manière de Jonas d'Orléans, ils condamnent ceux qui s'en abstiennent "bien qu'ils disposent d'une église dans leur *voisinage*".⁴⁶ La possibilité pour tous les chrétiens de se rendre dans une église proche de leur résidence devient une question importante, et au milieu du IX^e siècle, l'archevêque Hincmar de Reims recommande, au nom de ce principe, la construction de lieux de culte dans les régions qui en sont dépourvues.⁴⁷ Quelques années plus tôt, un capitulaire de Charles le Chauve pour la Septimanie avait fait les mêmes recommandations, en mentionnant particulièrement le cas des femmes enceintes et des malades que la distance ou le "péril de l'eau ou de la forêt" empêchait de se rendre au culte et d'enter-

⁴¹ Catteddu, "Le site médiéval de Saleux"

⁴² Concernant l'histoire des rituels de consécration / dédicace d'églises : Repsher, *The Rite of Church Dedication* ; Iogna-Prat, *La Maison Dieu* ; Méhu, *Mises en scène et mémoires de la consécration de l'église*.

⁴³ Dans ce paragraphe, je reprends des éléments déjà rassemblés dans Lauwers, "Circuit, cimetière, paroisse" et "De l'incastellamento à l'inecclesiamento."

⁴⁴ *Admonitio generalis* de 789, c. 71, in *MGH. Capitularia Regum Francorum*, 1, p. 59, repris dans la collection des capitulaires d'Ansegise (I, 67), réunie en 827 (éd. G. Schmitz, in *MGH. Capitularia Regum Francorum. Nova series*, 1, 67).

⁴⁵ Capitulaire ecclésiastique de 810-3, c. 5 et 6 (in *MGH. Capitularia regum Francorum*, 1, 178).

⁴⁶ Jonas d'Orléans, *De institutione laicali*, I, 11, in *PL* 106, 143-4, et *De institutione regia*, XIII, éd. A. Dubreucq, Paris 1995, 260-6 (*Sources chrétiennes*, 407). Cf. aussi le concile de Paris de 829, II, 11, in *MGH. Concilia aevi Karolini*, 2, 663-4.

⁴⁷ Hincmar de Reims, *Collectio de ecclesiis et capellis*, in *MGH. Fontes Iuris Germanici Antiqui in usum scholarum*, 14, 1990, 75.



Fig. 4 : Plan du site de Saleux «les Coutures» (VII^e-XI^e siècle). Fouille et illustration I. Catteddu, Inrap.

rer leurs morts.⁴⁸ En 895, le concile de Tribur fixe à 4 ou 5 milles la distance au-delà de laquelle il est souhaitable de solliciter d'un évêque l'implantation d'une église.⁴⁹ Il faut considérer la mention de cette distance moins comme une prescription qui aurait été imposée partout que comme l'indice d'une réorganisation ecclésiale, liée au mouvement de rapprochement des lieux du culte, des tombes et de l'habitat, bien attestée par l'archéologie. Les membres de l'élite avaient fondé des lieux de culte sur leurs terres, et les autorités carolingiennes entreprirent de restructurer et de hiérarchiser ce semis d'églises dont les travaux récents tendent à montrer qu'il fut très tôt assez dense.⁵⁰ Une

⁴⁸ Capitulaire pour la Septimanie de 844, c. 7, in *MGH. Capitularia Regum Francorum*, 2, 257.

⁴⁹ Concile de Tribur, c. 14, in *MGH. Capitularia Regum Francorum*, 2, 221.

⁵⁰ Zadora-Rio, *Des paroisses de Touraine*, montre que l'essentiel des églises constituant le ré-

organisation rationnelle du maillage ecclésial supposait aussi que fussent supprimées les églises qui, dans la perspective d'une distribution régulière des lieux de culte, se faisaient concurrence ou n'étaient pas contrôlables. Un capitulaire de Charlemagne prescrit en 803 que lorsqu'il y a, en un lieu, plus d'églises que nécessaire, il faut détruire les édifices surnuméraires, ce que répète un autre capitulaire italien de Lothaire en 832.⁵¹ Un maillage régulier d'églises (et de cimetières⁵²) était la condition première de l'accès de l'ensemble de la population à ces lieux polarisants.

3. "Paroisses", "(co)-habitants" et agency

Les "paroisses", ainsi que furent de plus en plus fréquemment désignées, à partir du IX^e siècle, les églises locales du monde franc, ne représentaient pas des territoires homogènes (elles ne le seront pas avant les XII^e et XIII^e siècles), mais des réseaux de lieux habités et de terres rattachés à des pôles sacrés et à leur desservant.⁵³ Les "paroissiens", désignés dans les documents comme *(co)habitantes*, *incolae*, *(com)manentes* ou *vicini*, soit des termes renvoyant à la résidence et au voisinage, étaient tenus de se rendre régulièrement dans leur église, pour y accomplir certains rites et recevoir des sacrements (eucharistie, pénitence), pour y ensevelir leurs morts au sein du cimetière et entretenir la mémoire des ancêtres, pour s'acquitter de certaines obligations (offrandes, paiement des dîmes) qui devaient garantir leur salut et la stabilité sociale, mais aussi pour gérer des stocks de grains ou alimenter les réserves seigneuriales, pour palabrer ou échanger des biens. À côté des cheminements

seau paroissial de la fin du Moyen Âge sont déjà en place vers 900. Concernant le nombre important d'églises dans le haut Moyen Âge : Wood, "Entrusting Western Europe."

⁵¹ *Capitulaire missorum* de 803 (in *MGH. Capitularia regum Francorum*, 1, 115). C'est aussi la destruction des églises qui ne peuvent être dotées ou entretenues qui est évoquée dans le capitulaire de Lothaire à Pavie en 832 (in *MGH. Capitularia regum Francorum*, 2, 60). Cf. La Rocca, "Le élites, chiese e sepulture," 261-2.

⁵² Au X^e siècle, la sacralité du lieu de culte s'étendit à l'espace funéraire adjacent à l'église (alors que le mot "cimetière" s'imposait dans les documents pour désigner cette zone consacrée où les habitants portaient leurs morts), tandis que la protection et le droit d'asile conférés à ces lieux étaient renforcés, en certaines régions, par les prescriptions édictées lors de conciles. Sur le rôle du cimetière dans le processus de "communautarisation" : Lauwers, "Le cimetière au village."

⁵³ Devroey, "La hiérarchisation des pôles habités," envisage l'église paroissiale comme un centre dont dépend un nuage de points, constitué par les unités d'habitat et de production. C'est à l'époque carolingienne, au sein de textes normatifs, qu'émerge véritablement la notion de *par(r)ochia* au sens d'église locale (et de ressort de celle-ci), mais ce n'est qu'à partir du XI^e siècle que le mot se diffuse dans l'ensemble de la documentation : Guerreau, "Réflexions sur l'historiographie clunisienne," 290-1 (dans les chartes de Cluny, apparition de *cimiterium* et début de la croissance de *parrochia* vers 1030 : "en moins d'une génération", on passe "du système *ager-villa* à celui de la *parrochia*"); Perreaux, "Des structures domaniales aux territoires ecclésiaux ?" 72 (selon une étude statistique globale, développement de *par(r)ochia* dès le début du XI^e siècle, puis légère chute au XII^e, avant une reprise très nette au XIII^e siècle, dans le contexte d'un basculement de *pagus*, *ager*, *vicaria*, *comitatus* vers *parrochia*, *diocesis*, *feodum*). Dans le cas particulier de l'Italie, c'est aux XI^e et XII^e siècles que les *parrochiae* se substituent aux *pievi* (Violante, "Pievi e parrocchie").

reliant les maisons, les jardins et les champs, des déplacements réguliers (et exclusifs) associaient fortement les habitants à leur prêtre, à leur église et à leur cimetière. Au sein de l'espace polarisé par le lieu de culte se développaient ainsi des habitudes et des gestes communs, tandis que se mettait en place une sorte de surveillance mutuelle que l'on a déjà évoquée à propos des zones de stockage placées au cœur du bâti, sous les regards de tous, et que les autorités ecclésiastiques ont mise en œuvre de leur côté en encourageant une sorte de contrôle de tous par tous. En 927, les évêques réunis à Trêves, qui s'inquiètent que des "paroissiens" puissent se soustraire à l'obligation de confession auprès de leur prêtre : sont particulièrement visés ceux qui disposent de terres en plusieurs lieux, relevant donc de différentes "paroisses", et il est alors demandé à leurs "voisins" de vérifier qu'ils se confessent régulièrement.⁵⁴ Même dans les régions où prévalait un système d'habitat dispersé, se sont développées de telles formes d'organisation et de contrôle social, articulées aux lieux communs que représentaient les églises, les cimetières et, nous l'avons vu, les espaces dédiés aux réserves alimentaires et au stockage.⁵⁵ Une dynamique sociale contribuait à attacher les populations à ces lieux et à favoriser de multiples interactions entre les maisonnières qu'ils polarisaient.

La mise en place des églises locales fut-elle imposée d'en-haut ou a-t-elle été favorisée par des initiatives collectives, venues d'en-bas ? Nous avons vu que la question se pose à propos du parcellaire et des aires de stockage dont les promoteurs ne sont pas toujours identifiables ; elle se pose aussi à propos des pratiques qui se sont développées autour des lieux de culte et des cimetières. Quelques documents livrent des bribes d'information, mais il faut cette fois aller en Italie ou en Catalogne. En Toscane, dans la région de Lucques, l'une des zones de l'Europe de cette époque favorisées par la documentation écrite, une charte de 746, qui fait état de l'accord de la "totalité de la *pieve*" à l'élection et à l'installation du prêtre de l'église locale, constitue l'un des premiers témoignages évoquant une assemblée de la population locale.⁵⁶ Si, dans la plupart des documents, les évêques et les membres de l'aristocratie paraissent seuls à la manœuvre, il n'est pas exclu qu'une concertation impli-

⁵⁴ Actes du concile de Trêves, en 927, c. 14, *MGH Concilia* 6/1, 83. Sur la question de la surveillance mutuelle au sein des paroisses à partir des IX^e et X^e siècles : Lauwers, *L'exclusion comme construction de l'Ecclesia*.

⁵⁵ Sur le rôle polarisateur de l'église paroissiale, "principal vecteur de la communauté", à une époque plus tardive, mais dans une région où l'habitat dispersé persista, cf. Pichot, *Le village éclaté*, en particulier 341 et suiv. Morsel, "La faucille ou le goupillon ?" 390 et 396, émet même l'hypothèse selon laquelle l'importance du centre paroissial serait inversement proportionnelle à la densité de l'agglomération.

⁵⁶ La charte d'ordination du prêtre de Mosciano, dans le Valdarno lucquois, est citée par Nanni, *La Parrocchia*, 83-4, n. 39, et mentionnée par Wickham, *Communautés et clientèles en Toscane*, 77 : "Manifestu sum ego Luceri v. v. presb., qui reprometto et ispundeo, atque manus meam facio tibi domno v. b. Walprand episcopus pro eo cot me, unam cum filiis ecclesie in ecclesia S. Petri in loco Mosciano presbiterum hordinasti, et in omnes ris ecclesie confirmasti cum cunsensu Ratperti et Barbula centinariis, vel de tota plevem congregata, me in ipsa suprascripta ecclesia Dei cunfermasti, ut a modo ab unc die in ipsa sancta ecclesia deserbire diveam casto et iusto ordinem(...)".

quant les “paroissiens” fût plus courante que ce que laissent voir des chartes destinées à consigner par écrit les dons émanant de l’élite locale ou à manifester le contrôle épiscopal des lieux de culte et de leurs prêtres. En Catalogne, autre territoire bien documenté dans le haut Moyen Âge, plusieurs actes des IX^e et X^e siècles mentionnent le rôle des “habitants” dans la construction ou reconstruction des églises. Des actes rédigés au sein du diocèse d’Urgell, notamment, évoquent précocement l’action des *homines commanentes in castro* (en 833), des *comanentes in villa* (857) ou encore des *cohabitantes in villa* (890).⁵⁷ L’évêque était appelé par “l’ensemble des fidèles habitant dans la paroisse” (*cunctum populum habitantium in parrochia*) – qualifiés aussi de *plebs habitantes* ou de *circummanentes*⁵⁸ – afin de procéder à la consécration de l’édifice “construit” ou “restauré” par les résidents. Ces derniers lui conféraient certains de leurs biens, en dépit de la “pauvreté” de leurs ressources : *ut aliquid de paupertatula nostra daremus*, disent en 857 les quinze habitants, nommés un par un, qui dotent l’église de Saint-Martin de Saldes.⁵⁹ Le fait que dans nombre d’actes les donateurs fussent désignés nommément – les noms de trente-et-un *hedificatores* sont mentionnés dans la charte rapportant la consécration de l’église de La Quar en 899 : *Sidila, Luuricus, Witiza, Oliba, Ermemirus, Egila, Sirandus, Billitus, Gratus, Walavonsus, Donatus, Rado, Petrarius, Estigisus, Manzo, Ansemirus, Gudemirus, Asenarius, Fortes, Vennellus, Centullus, Todalecus, Wifridus, Cursio, Moratellus, Bernardus, Ursio, Stabiles, Gontarius, Bera, Petrus*⁶⁰ – montre que la référence à des “(co)habitants” groupes de “voisins” et “paroissiens” n’est pas seulement un élément de formulaire : de tels groupements de personnes, demeurant dans un même voisinage, peuvent agir de concert.⁶¹ Nous les voyons parfois participer collectivement à des actions juridiques, comme ces 63 hommes et 27 femmes, accompagnés de leurs trois prêtres, qui vendent en 913 la moitié d’une *villa* dans le comté d’Empurias.⁶²

Si l’emprise actuelle des *subaltern studies* incite les historiens à aller au-delà du modèle très vertical de l’encellulement, à tenter de restituer leur part d’initiative à l’ensemble des acteurs sociaux,⁶³ un tel objectif ne devrait pas conduire à s’enfermer dans une alternative (l’organisation socio-spatiale est-elle constituée par le bas ou par le haut ?) qui revient à reproduire les

⁵⁷ Baraut, *Les actes de consagracions d’esglésies*, actes n° 1, 5 et 7.

⁵⁸ Ces trois expressions désignent tour à tour les “habitants” du lieu dans une charte de 899 (Baraut, *Les actes de consagracions d’esglésies*, acte n° 11). Voir aussi, la même année, les actes n° 13 (*ab hominibus circummanentibus et plebs habitantes in parrochia*) et 14 (*a cunctu populum habitantium in iam dicta parrochia*).

⁵⁹ Baraut, *Les actes de consagracions d’esglésies*, acte n° 5.

⁶⁰ Baraut, *Les actes de consagracions d’esglésies*, acte n° 10.

⁶¹ La référence aux “voisins” se retrouve dans nombre de situations et de documents analysés par Zeller, West, Tinti, Stoffella, Schroeder, van Rhijn, Patzold, Kohl, Davies et Czock, *Neighbours, passim* et en particulier 97 à propos des églises locales détenues par des groupes de résidents. Voir aussi sur ces églises Wood, *The Proprietary Church*, 601-27.

⁶² L’acte du 12 mai 913 est éditée in *Catalunya carolingia*, vol. 5, n° 144.

⁶³ Ainsi que le souhaite par exemple Schroeder, *Des dominations désincarnées ?*

vieux modèles fondés sur le couple *Genossenschaft* (ou *Gemeinde*) vs. *Herrschaft* (ou *Gesellschaft*).⁶⁴ L'une des façons d'échapper à cette alternative consiste à reconnaître que, lorsqu'elles n'étaient pas constituées de parents (un mode d'organisation récurrent dans le haut Moyen Âge), les collectivités qualifiées par les historiens de communautés étaient loin d'être égalitaires, contrairement à ce que pensaient les juristes, les historiens et les sociologues du XIX^e siècle : il s'agissait de groupements hiérarchisés, contrôlés par des élites. Le processus de distinction sociale, les tensions et les concurrences ont du reste joué un rôle important dans la formation même et la vie de ces groupements. Comme le suggère Chris Wickham, la commune rurale naît du développement de forces sociales locales.⁶⁵ L'historien perçoit parfois cette diversité sociale en quelque sorte intra-communautaire, y compris dans le haut Moyen Âge, dès lors qu'il s'attache aux "médiateurs", comme les appelle Jean-Pierre Devroey.⁶⁶ Les prêtres locaux comptent parmi les premiers de ces médiateurs, précisément parce que les lieux de culte polarisent l'organisation sociale : au-delà de leur service sacramentel, les prêtres remplissent auprès des habitants une fonction d'experts, de notaires, d'intermédiaires, de pacificateurs.⁶⁷ D'autres médiateurs sont les maires, les juges, les régisseurs et différents types de notables tels que ces *homines*, quatre ou huit dans chaque *plebs*, auxquels un capitulaire du début du IX^e siècle demande de veiller à la levée des dîmes, en concertation avec l'ensemble de la population et le prêtre du lieu.⁶⁸ C'est, en effet, concernant des obligations et des prélèvements comme les dîmes, gérées parfois collectivement,⁶⁹ des formes de négociation et des

⁶⁴ Sur ce modèle, voir, dans ce dossier de *Reti Medievali Rivista*, Lauwers, "Des 'communautés de village' dans le haut Moyen Âge ?"

⁶⁵ Wickham, *Communautés et clientèles*.

⁶⁶ Devroey, *Puissants et misérables*, 490-503. La notion de "médiateurs" ("en groupe" et "hors-groupe") est ici empruntée au sociologue du monde paysan Henri Mendras.

⁶⁷ Leur profil social était, pour autant qu'on puisse le saisir, fort variable : alors que certains n'étaient pas des hommes libres, beaucoup appartenaient à l'élite locale et avaient d'ailleurs contribué à l'édification du lieu de culte, comme ce Gundold, au VIII^e siècle, qui possédait avec ses frères l'église et de nombreuses terres de son village de Campori. Voir les différentes contributions du volume dirigé par Patzold et van Rhijn, *Men in the Middle*, notamment, à propos de la diversité des situations, Kohl, "*Presbyter in parochia sua*, Stoffella, "Local priests in early medieval rural Tuscany" et Davies, "Local priests in northern Iberia," ainsi que Patzold, *Presbyter*. Concernant le prêtre Gundold : Wickham, *The Mountains and the City*, chap. 2, cité par Laurent Feller, "Les élites rurales."

⁶⁸ Patzold et van Rhijn, *Men in the Middle*, entend rompre avec l'historiographie classique des "églises privées" (incarnée notamment par Stutz, *Die Eigenkirche* qui se concentre sur les *Eigenkirchenherrn*) et mettre plutôt en valeur le rôle et l'agency des prêtres locaux et des communautés dans lesquelles ils vivaient (4-5). Concernant les *quattuor vel octo homines de singulis plebibus*, agissant *inter sacerdotes et plebem*, voir le capitulaire de Mantoue (813), c. 8, in *MGH. Capitularia regum Francorum*, 1, 197.

⁶⁹ Relations horizontales et verticales s'articulent dans le cas d'une église d'Italie du Nord contrôlée depuis la première moitié du VIII^e siècle par une famille locale, avant d'être intégrée dans le maillage diocésain vers le milieu du IX^e siècle, alors que dix-huit chefs de famille s'engagent collectivement au versement annuel de la dîme : Bougard, "L'église de Varsi."

interventions en justice,⁷⁰ ou encore à propos de l'organisation sociale du labeur (moins fréquemment documentée)⁷¹ que sont attestés au sein des groupes d'habitants des formes de collaboration ou de solidarité ("horizontale") en même temps que des rapports hiérarchiques ("verticaux") avec les autorités. Loin d'être immobiles, ces relations sociales et les réseaux de pouvoirs dans lesquelles elles s'inscrivent sont complexes et changeants, seigneurs, prêtres, représentants des autorités locales et *boni homines* entrant parfois en compétition.⁷² Le contrôle de l'église et de toutes les pratiques communes qu'elle favorise ou accueille paraît avoir été essentiel dans ce processus de hiérarchisation. Wendy Davies évoque le caractère fluctuant et temporaire des groupes dominants qui prennent des décisions dans le cadre de *concilia*, *collationes* ou *plebes*, que ce soit dans le nord de la péninsule ibérique ou en Bretagne⁷³. Parallèlement, des spécialistes de droit agraire, comme Gérard Chouquer, soulignent aujourd'hui, à rebours d'une longue tradition juridique et ethnographique,⁷⁴ que les espaces qualifiés de "communs" dans les documents du Moyen Âge (*communia*, *communiones*, *compascua fundorum*...) sont ainsi définis par une coutume établie dans un cadre domanial ou seigneurial (et du reste souvent ecclésial) qui les charge de formes d'immunité et de concessions faites à des groupes particuliers, très éloignée d'un égalitarisme venu du fond des âges.⁷⁵ Comme les historiens, les archéologues sont aujourd'hui attentifs à tous les "signaux faibles" qui indiquent, sur nombre de sites d'habitat, des formes multiples et parfois discrètes de hiérarchie.⁷⁶ La polarisation exercée par des lieux dominants, souvent des églises, a ainsi contribué à fixer les populations selon des mécanismes qui ne faisaient pas appel à la violence, et les rapports entre "habitants" ou "manants" s'inscrivaient dans un assez large spectre de positions sociales qui leur assurait certaines marges de manœuvre (favorisées par la maîtrise d'une partie au moins des moyens de production).

Alors que le lieu de résidence permettait souvent de qualifier les groupes sociaux,⁷⁷ le rôle polarisateur de l'église "voisine" ou "proche" de la résidence, à laquelle était associé un cimetière, et l'appartenance de tous à cette église

⁷⁰ Déjà mises en évidence par Wickham, *The Mountains and the City*. Récente mise au point de Provero, "Società contadina."

⁷¹ Concernant les difficultés d'interprétation d'un capitulaire de Charlemagne (en 800) à propos de l'organisation de la corvée : West, "Carolingian Kingship." Mais l'on y voit des cultivateurs partager des trains d'attelage.

⁷² On doit à West, "Visions in a Ninth-Century Village," une belle analyse du "pouvoir au village" au IX^e siècle, attentive aux compétitions et aux enjeux locaux.

⁷³ Davies, "Where were court cases heard in Northern Iberia," dans ce dossier de *Reti Medievali Rivista*.

⁷⁴ Lauwers, "Des 'communautés de village' dans le haut Moyen Âge ?", dans ce dossier de *Reti Medievali Rivista*.

⁷⁵ Chouquer, "Instituer des communs fonciers."

⁷⁶ Huard, *Archéologie des élites rurales ordinaires*. Concernant les "estimateurs archéologiques" de distinction sociale, voir Burnouf, "Les estimateurs archéologiques" et Cavanna, "L'espace : un estimateur archéologique."

⁷⁷ Voir Lazzari, "Comunità rurali nell'alto medioevo," à propos du mode de désignation des acteurs locaux engagés dans des actions collectives, selon les plaids des IX^e et X^e siècles.

locale ont été décisifs dans la formation d'une conscience collective. Comme l'écrit Wickham, dans la plaine de Lucques, l'identité villageoise suit l'enracinement de l'église ; les premières références aux "communes" et aux dirigeants communaux – tardives par rapport aux phénomènes sociaux qui ont été évoqués dans les pages précédentes – les associent d'ailleurs systématiquement à leur église, que les documents se mettent à qualifier au même moment de "paroisse". À Tassignano, en 1206, les consuls agissent ainsi au nom de leur village *in quantum est vicinia S. Stefani* : la commune se constitue ici au regard du voisinage de saint Étienne (ou de celui de l'église paroissiale qui lui est dédiée).⁷⁸ Églises et cimetières représentent les points d'appui et d'ancrage des communautés villageoises⁷⁹. Beaucoup plus au Nord, en Normandie, c'est aussi en tant que *parrochiani* qu'aux XII^e et XIII^e siècles, les habitants – ou les meilleurs d'entre eux, les *boni homines*, les chefs de feux – s'assemblent, témoignent et valident des décisions qui sont consignées par écrit dans des actes que le formulaire de l'époque dit avoir été passés *coram parrochia* : la "paroisse" constitue un cadre autorisant les "habitants" à prendre des initiatives – les premières qui sont documentées, au XIII^e siècle, concernent la levée des dîmes⁸⁰.

4. Quelques observations en guise de conclusion

S'il n'est guère aisé, "en l'état actuel des recherches", "de formuler quelque chose de solide sur la manière dont sont articulées paroisse et communauté d'habitants au sein du processus d'encellulement",⁸¹ on peut néanmoins avancer que la relation sociale polarisée (notamment) par l'église, son cimetière et son environnement a contribué à transformer les gens en "(co)habitants", en favorisant notamment des échanges entre "voisins", un contrôle de la production, une surveillance mutuelle des personnes et une communion des vivants et des morts. Peu importe que le village aggloméré ne se soit pas imposé partout : le cadre général paraît bien, dès le haut Moyen Âge, celui d'une "polarisation" des rapports sociaux. Les données de plus en plus nombreuses produites par les archéologues invalident en tout cas l'idée d'une césure entre un

⁷⁸ Wickham, *Communautés et clientèles*, 80-5. Sur la distinction (et le décalage) entre villages (repérables dans le haut Moyen Âge selon la définition qu'en donne Chris Wickham) et communautés, voir Provero, "Società contadina."

⁷⁹ Provero, "Cemeteries and Villages in the Thirteenth-Century Countryside."

⁸⁰ Arnoux, "Essor et déclin" et "Remarques sur les fonctions économiques." Le prélèvement et la répartition des dîmes constitue, depuis l'époque carolingienne, un premier terrain d'expérimentations collectives pour les populations : cf. ci-dessus, n. 68 et 69.

⁸¹ Morsel, "La faucille ou le goupillon ?" 374. Si l'on peut concevoir que paroisse et communauté d'habitants renvoient à des logiques spatiales différentes, comme le suggère Joseph Morsel, il faut néanmoins constater que celles-ci se sont souvent combinées, et l'on évitera d'assimiler ces deux logiques à deux formes de regroupement qui auraient été hétérogènes, ce qui reviendrait à proposer une vision "égalisatrice" de la communauté d'habitants (au regard d'une vision "hiérarchique" de la paroisse) que Morsel dénonce par ailleurs.

“premier Moyen Âge” désorganisé ou désarticulé et un “second Moyen Âge” où se révéleraient des “communautés” ou des “villages”. La dynamique du système médiéval doit être appréhendée dans la longue durée.⁸²

L'organisation socio-spatiale d'unités d'habitat et de production rattachées à des églises et à des cimetières polarisant des aires plus ou moins stables de parcours, d'activités et de résidence a favorisé la mise en réseau des lieux et des habitants, étape préalable au processus – plus tardif – de territorialisation. Il est, en effet, important de distinguer, au sein de la “spatialisation du social” repérée par Joseph Morsel, l'articulation des populations à des *lieux* (polarisation) et leur insertion au sein de *territoires* (territorialisation), deux configurations qui ne sont certes pas sans rapport mais sont loin d'être identiques.⁸³ Or, l'ensemble du système social paraît avoir évolué de la polarisation (et de la mise en réseau) à la territorialisation. Les pôles paroissiaux se sont ainsi peu à peu territorialisés, si bien que les canonistes du XIII^e siècle en viennent à définir les *parrochiae* par leurs “limites”.⁸⁴

Dans les pages qui précèdent, il a été question d'espace rural, cadre de vie de la très grande majorité de la population. Mais campagnes et villes ne constituaient pas, dans le haut Moyen Âge, des mondes tellement éloignés : les unes et les autres étaient caractérisées par un habitat où le bois prit une importance croissante, par un fonctionnement en foyers multiples, distribués de manière plus lâche qu'auparavant, par un phénomène de polarisation ecclésiastique (le quartier épiscopal / ecclésial comme nouveau centre urbain), par une présence des morts au sein de l'espace social et par l'aménagement de zones de

⁸² Une approche en termes de dynamique du système de peuplement s'est ainsi substituée à la problématique de l'apparition du “village” : Raynaud, “De l'archéologie à la géographie historique ;” Sanders, *Peupler la Terre*.

⁸³ Or, la plupart des études ne distinguent pas ces deux configurations. En opposant logiques “personnelle” et “territoriale”, Cinzio Violante ne pouvait différencier lieux et territoires. La notion de “territoire” est également utilisée en un sens très large par Fossier, “Les ‘communes rurales’, lorsqu'il souligne que “la base territoriale est l'élément indispensable à la communauté territoriale” et évoque “l'ensemble des habitats qui gèrent un terroir, organisé par lui” (238), et par Wickham, “L'identité villageoise,” lorsque celui-ci remarque “l'acception géographique” que revêt en Occident le mot *villa* qui désigne, à partir des VI^e et VII^e siècles, “un habitat et son territoire” (144). Si l'on part d'une définition étroite du “territoire” (circonscription homogène, aux limites clairement tracées), sans en faire un synonyme de “lieu”, d'aire ou tout simplement d’“espace”, on peut douter de l'existence d'une organisation proprement “territoriale” dans le haut Moyen Âge. Sur ces distinctions et l'histoire des processus de “territorialisation”, cf. Lauwers et Ripart, “Représentation et gestion de l'espace.”

⁸⁴ Sur les discussions et les définitions des canonistes concernant la territorialité des “paroisses” et des “diocèses”, clairement envisagée par eux comme le résultat d'un processus historique : Lauwers, “Paroisse, paroissiens et territoire ;” Lauwers, “*Territorium non facere diocesim*.” On adopte ici la définition que les géographes Jacques Lévy (“Territoire”) et Michel Lussault (*L'homme spatial*) donnent du “territoire”, idéal-type de l'aire marquée par des limites, espace “à métrique continue”, bien distinct du “lieu” et du “réseau”. L'une des questions qui se pose alors au médiéviste est celle de la chronologie, du rythme et des ressorts du passage d'une organisation spatiale fondée sur des lieux et des réseaux (à laquelle semble se conformer la mise en place des lieux de culte dans le haut Moyen Âge) à une structure territoriale “à métrique continue” (qu'attesterait l'affermissement des circonscriptions ecclésiastiques aux XII^e-XIII^e siècles).

stockage et de spécialisation artisanale.⁸⁵ Puis, de “lieu réticulaire” la ville est également devenue “lieu territorialisé”.⁸⁶ D’autres similitudes existent entre les sites ruraux et les monastères, lieux d’expériences communes en même temps qu’espaces pour les vivants et les morts, dont la topographie s’organise autour d’une ou plusieurs église(s) et, à partir du IX^e siècle, autour d’un cloître très polarisant.⁸⁷ C’est bien une structure nouvelle qui se met ainsi en place, en des configurations variées, dans le haut Moyen Âge : lieux dominants, polarisation, groupes d’habitants.

⁸⁵ Lauwers, Watteaux et Catteddu, “Fabriques urbaines.”

⁸⁶ Sur cette évolution et le rôle qu’y ont joué les pôles ecclésiastiques, voir Noizet et Mazel, “L’émergence de la ville.”

⁸⁷ Voir Lauwers, *Monastères et espace social*. L’essaimage des prieurés favorisa d’ailleurs la diffusion de ce modèle monastique dans les campagnes.

Œuvres citées

- Arnoux, Mathieu. "Eessor et déclin d'une forme diplomatique : les actes *coram parrochia* (Normandie, XII^e-XIII^e siècles)." *Bibliothèque de l'École des Chartes* 154 (1996) : 325-57.
- Arnoux, Mathieu. "Remarques sur les fonctions économiques de la communauté paroissiale (Normandie, XII^e-XIII^e siècles)." Dans *Liber largitorius. Études d'histoire médiévale offertes à Pierre Toubert par ses élèves*, dir. Dominique Barthélemy, et Jean-Marie Martin, 417-34. Genève : Droz, 2003.
- Baraut, Cebrià. *Les Actes de consagracions d'esglésies de l'antic bisbat d'Urgell (segles IX-XII)*. La Seu d'Urgel: Societat Cultural Urgellitana, 1986.
- Bianchi, Giovanna. "Comunità costiere tra forme di potere e ambienti 'ostili' nella Toscana altomedievale. Un caso di studio tra 'polarizzazione' e 'nucleazione'" *Reti Medievali Rivista* 24, n° 2 (2023).
- Blaising, Jean-Marie, Franck Gérard, et Joëlle Burnouf, *Vallange, un village retrouvé. Les fouilles archéologiques de la Zac de La Plaine*. Vitry-sur-Orne : Inrap, 2006.
- Bougard, François. "L'église de Varsi et son chartrier. Pouvoirs, territoires, communauté, VIII^e-X^e siècle." Dans *La fabrique des sociétés médiévales méditerranéennes. Les Moyen Âge de François Menant*, éd. Diane Chamboduc de Saint Pulgent, et Marie Dejoux, 421-31. Paris : éditions de la Sorbonne, 2018.
- Brogiolo, Gian Pietro, et Alexandra Chavarria Arnau, *Aristocrazie e campagne nell'Occidente da Costantino a Carlo Magno*. Firenze : All'Insegna del Giglio, 2005.
- Burnouf, Joëlle. "Les estimateurs archéologiques de l'interprétation sociale de la notion d'élite et la question des lieux centraux." Dans *Deutsche Königspfalzen. Beiträge zu Ihrer historischen und archäologischen Erforschung*, vol. 8 (*Places of Power – Orte der Herrschaft – Lieux de Pouvoir*), éd. Caspar Ehlers, 35-43. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2007.
- Burnouf, Joëlle. *Archéologie médiévale en France*, vol. 2 : *Le second Moyen Âge (XII^e-XV^e siècle)*. Paris : La Découverte, 2008.
- Carme, Rémi, et Yann Henry. "L'ensilage groupé et les campagnes du premier Moyen Âge dans le Toulousain : quelques réflexions à l'aune de deux fouilles récentes (L'Oustalou à Préserville et Clos-Montplaisir à Vieille-Toulouse)." *Archéologie du Midi Médiéval* 28 (2020) : 33-102.
- Carme, Rémi, Guergana Guionova et Anne Cloarec. "Artisanat potier et ensilage groupé aux portes de Montpellier : le site de Verchamp du VII^e au XII^e siècle (Castelnau-le-Lez, Hérault)." Dans *L'habitat rural du haut Moyen Âge en France : dynamiques du peuplement, formes, fonctions et statuts des établissements = Archéologie du Midi médiéval*, dir. Jérôme Hernandez, Laurent Schneider, et Jean Soulat, Supplément, 9 (2020).
- Carré, Florence, Marie-Pierre Ruas, Jean-Hervé Yvinec, et Nancy Marcoux. "Le site rural de Portejoie (Tournedos/Val-de-Reuil, Eure, France) : des espaces particuliers au sein de l'habitat du haut Moyen Âge ?." Dans *On the road again, l'Europe en mouvement. 4^e Congrès international d'archéologie médiévale et moderne, Paris, 3-8 sept. 2007*, Thème 'Medieval Europe Archaeology and rural landscape : rural settlements in their natural, economical and social environment', éd. Isabelle Catteddu, Paolo de Vingo, et Anne Nissen-Jaubert, 145-55. Gênes : De Ferrari, 2011.
- Catteddu, Isabelle. "Le site médiéval de Saleux 'les Coutures' : habitat, nécropole et églises du haut Moyen Âge." Dans *Rural Settlements in Medieval Europe*. Papers of the "Medieval Europe Brugge 1997", éd. Guy De Boe, et Frans Verhaeghe, vol. 6, 143-8. Zellik : Instituut voor het archeologisch patrimonium, 1997.
- Catteddu, Isabelle, dir., *Les habitats carolingiens de Montours et La Chapelle-Saint-Aubert (Ille-et-Vilaine)*. Paris : éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2001.
- Catteddu, Isabelle. *Archéologie médiévale en France*, vol. 1 : *Le premier Moyen Âge (V^e-XI^e s.)*. Paris : La Découverte, 2009.
- Catteddu, Isabelle. "Insediamenti rurali della Francia settentrionale fra VI e IX secolo : forme, tipologia, funzioni ed economia." Dans *Città e campagna : culture, insediamenti, economia (secc. VI-IX). II Incontro per l'Archeologia barbarica, Milano 15 maggio 2017*, éd. Caterina Giostra, 13-36. Mantova: SAP, 2010.
- Catteddu, Isabelle. "Habitat, structuration de l'espace rural et pratiques agro-pastorales au premier Moyen Âge. Exemple d'une collaboration interdisciplinaire autour de deux fouilles archéologiques préventives en Ille-et-Vilaine à Montours et Châteaugiron." Dans *Penser la paysannerie médiévale, un défi impossible ?*, dir. Alain Dierkens, Nicolas Schroeder, Alexis Wilkin, 335-46. Paris : éditions de la Sorbonne, 2017.

- Catteddu, Isabelle, et Magali Watteaux. "Continuités et mutations des parcellaires de la Perdreotais à Châteaugiron (Ille-et-Vilaine). Le rôle du premier Moyen Âge entre héritages et 'transformations'." Dans *Hommages à Daniel Pichot*, dir. Pierre-Yves Laffont. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, à paraître.
- Cavanna, Émilie. "L'espace : un estimateur archéologique de distinction sociale ? L'exemple des élites médiévales et modernes 'aux champs'." Dans *Des hommes aux champs. Pour une archéologie des espaces ruraux du Néolithique au Moyen Âge (Actes de la table ronde des 8-9 oct. 2008, Caen)*, éd. Vincent Carpentier, et Cyril Marcigny, 263-74. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2012.
- Chouquer, Gérard. *Les parcellaires médiévaux en Émilie-Romagne. Centuriations et trames co-axiales. Morphologie et droit agraires*. Paris : Observatoire des formes du foncier dans le monde. France International pour l'Expertise Foncière, 2015.
- Chouquer, Gérard. *La terre dans les sociétés du haut Moyen Âge. Droit agraire, propriété, cadastre et fiscalité*, vol. 1, Paris : Observatoire des formes du foncier dans le monde. France International pour l'Expertise Foncière, 2017.
- Chouquer, Gérard. "Les formes de la colonisation agraire médiévale. Apport du droit et de la géographie." *Edad Media. Revista de Historia* 20 (2019) : 47-82.
- Chouquer, Gérard. "Instituer des communs fonciers dans l'Antiquité et le Moyen Âge." *Etudes rurales* 204 (2019) : 168-91.
- Chouquer, Gérard. *Dominer et tenir la terre dans le haut Moyen Âge*. Tours : Presses Universitaires François Rabelais, 2020.
- Conte, Patrice, Laurent Fau et Florent Hautefeuille. "L'habitat dispersé dans le sud-ouest de la France médiévale (X^e-XVII^e siècles)." Dans *Trente ans d'archéologie médiévale en France. Un bilan pour un avenir*, éd. Jean Chapelot, 163-78. Caen : Publications du CRAHM, 2010.
- Davies, Wendy. "Local priests in northern Iberia." Dans *Men in the Middle. Local Priests in Early Medieval Europe*, éd. Steffen Patzold, et Carine van Rhijn, 125-44. Berlin - Boston : De Gruyter, 2016.
- Davies, Wendy. "Where were court cases heard in Northern Iberia in the early Middle Ages and were these community places ?" *Reti Medievali Rivista* 24, n° 2 (2023).
- Devroey, Jean-Pierre. *Puissants et misérables. Système social et monde paysan dans l'Europe des Francs (VI^e-IX^e siècle)*. Bruxelles : Académie royale de Belgique, 2006.
- Devroey, Jean-Pierre. "La hiérarchisation des pôles habités et l'espace rural. Autour des possessions de l'abbaye de Prüm (893)." Dans *De la Mer du Nord à la Méditerranée. Francia Media, une région au cœur de l'Europe (c. 840-c. 1050)*, dir. Michèle Gaillard, Michel Margue, Alain Dierkens, Hérold Pettiau, 175-206. Luxembourg : Publications du CLUDEM, 2011.
- Feller, Laurent. "Les élites rurales du haut Moyen Âge en Italie (IX^e-X^e siècle)." *Mélanges de l'école française de Rome. Moyen Âge* 124 (2012) : 327-43.
- Gentili, François, et Alain Valais. "Composantes aristocratiques et organisation de l'espace au sein de grands habitats ruraux du haut Moyen Âge." Dans *Les élites et leurs espaces. Mobilité, rayonnement, domination (du VI^e au XI^e siècle)*, dir. Philippe Depreux, François Bougard, et Régine Le Jan, 99-134. Turnhout : Brepols, 2007.
- Gentili, François. "L'organisation spatiale des habitats ruraux du haut Moyen Âge : l'apport des grandes fouilles préventives. Deux exemples franciliens : Serris 'les Ruelles' (Seine-et-Marne) et Villiers-le-Sec (Val-d'Oise)." Dans *Trente ans d'archéologie médiévale en France. Un bilan pour un avenir. IX^e Congrès international de la Société d'archéologie médiévale (Vincennes, 16-18 juin 2006)*, dir. Jean Chapelot, 119-32. Caen : Publications Du Crahm, 2010.
- Gentili, François et Eddy Sethian. "Le territoire de Serris / Jossigny au haut Moyen Âge : dynamique d'occupation et hiérarchie des habitats à partir des fouilles préventives." Dans *L'habitat rural du haut Moyen Âge en France : dynamiques du peuplement, formes, fonctions et statuts des établissements = Archéologie du Midi médiéval*, dir. Jérôme Hernandez, Laurent Schneider, Jean Soulat, 151-74. Supplément n° 9 (2020).
- Gérard, Frank. "La structuration du village pour une économie agraire planifiée à la fin du IX^e siècle en Lorraine. Les sites de Vitry-sur-Orne et de Demange-aux-Eaux." *Archéopages* 34 (2012) : 38-47.
- Gérard, Frank. "Le village lorrain, un outil de production au service d'une agriculture planifiée. L'exemple des sites de Vitry-sur-Orne (X^e-XV^e siècle) et de Demange-aux-Eaux (IX^e-XII^e siècle)." *Archéologie du Midi Médiévale* 36 (2018) : 27-41.
- Guerreau, Alain. "Quelques caractères spécifiques de l'espace féodal." Dans *L'État ou le roi*.

- Les fondations de la modernité monarchique en France (XIV^e-XVII^e siècles)*, éd. Neithard Bulst, Robert Descimon et Alain Guerreau, 85-101. Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1996.
- Guerreau, Alain. "Réflexions sur l'historiographie clunisienne. Biais, apories, concepts." Dans *Cluny après Cluny. Constructions, reconstructions et commémorations, 1790-2010*, dir. Didier Méhu, 247-94. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2013.
- Hamerow, Helena. *Early Medieval Settlements. The Archaeology of Rural Communities in Northwest Europe, 400-900*. Oxford: Oxford University Press, 2002.
- Hamerow, Helena. "Early Medieval Settlements in Northwest Europe, c. AD 400-900 : The social aspects of Settlement layout." Dans *The Archaeology of early medieval villages in Europe*, dir. Juan Antonio Quiros Castillo, 67-76. Bilbao: Universidad del País Vasco, Servicio Editorial, 2009.
- Harting-Correa, Alice L. *Walahfrid Strabo's Libellus De exordiis et incrementis quarundam in observationibus ecclesiasticis rerum*. Leyden-New York-Cologne : Brill, 1996.
- Hautefeuille, Florent. "Archéologie des peuplements du premier Moyen Âge dans le sud-ouest de la France : analyse d'une anomalie." Dans *L'habitat rural du haut Moyen Âge en France : dynamiques du peuplement, formes, fonctions et statuts des établissements = Archéologie du Midi médiéval*, dir. Jérôme Hernandez, Laurent Schneider, Jean Soulat, 227-50. Supplément n° 9 (2020).
- Hernandez, Jérôme, Laurent Schneider, et Jean Soulat (dir.). *L'habitat rural du haut Moyen Âge en France (V^e-XI^e siècle). Dynamiques du peuplement, formes, fonctions et statuts des établissements*. Actes des 36^e Journées internationales d'Archéologie Mérovingienne de l'AFAM, Montpellier, 1-3 octobre 2015 = *Archéologie du Midi Médiéval*. Supplément n° 9 (2020).
- Huard, Séverine. *Archéologie des élites rurales ordinaires dans le Bassin Parisien, III^e-XVIII^e siècle*. Thèse de Paris Sorbonne, 2017.
- Iogna-Prat, Dominique. *La Maison Dieu. Une histoire monumentale de l'Église au Moyen Âge, 800-1200*. Paris : Seuil, 2006.
- Kohl, Thomas. "Presbyter in parochia sua : Local priests and their churches in early medieval Bavaria." Dans *Men in the Middle. Local Priests in Early Medieval Europe*, éd. Steffen Patzold et Carine van Rhijn, 50-77. Berlin- Boston : De Gruyter, 2016.
- La Rocca, Cristina. "Le élites, chiese e sepulture familiari tra VIII e IX secolo in Italia settentrionale." Dans *Les élites et leurs espaces. Mobilité, rayonnement, domination (du VI^e au XI^e siècle)*, dir. Philippe Depreux, François Bougard, et Régine Le Jan, 259-71. Turnhout : Brepols, 2007.
- Lauwers, Michel. *Naissance du cimetière. Lieux sacrés et terre des morts dans l'Occident médiéval*. Paris : Aubier, 2005.
- Lauwers, Michel. "Paroisse, paroissiens et territoire. Remarques sur *parochia* dans les textes latins du Moyen Âge." *Médiévales* 49 (2005) : 11-32.
- Lauwers, Michel. "Territorium non facere diocesim...". Conflits, limites et représentation territoriale du diocèse, V^e-XIII^e siècle." Dans *L'espace du diocèse. Genèse d'un territoire dans l'Occident médiéval (V^e-XIII^e siècle)*, dir. Florian Mazel, 23-65. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2008.
- Lauwers, Michel. "Circuit, cimetière, paroisse. À propos de l'ancrage ecclésial des sites d'habitat (IX^e-XIII^e siècle)." Dans *Autour du "village". établissements humains, finages et communautés rurales entre Seine et Rhin (IV^e-XIII^e siècle)*. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve, 16-17 mai 2003, éd. Jean-Marie Yante et Anne-Marie Bultot-Verleysen, 301-24. Louvain-la-Neuve : Université Catholique de Louvain - Institut d'Études Médiévales, 2010.
- Lauwers, Michel. "De l'incastellamento à l'inecclesiamento. Monachisme et logiques spatiales du féodalisme." Dans *Cluny, les moines et la société au premier âge féodal*, dir. Dominique Iogna-Prat, Michel Lauwers, Florian Mazel, et Isabelle Rosé, 315-38. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2013.
- Lauwers, Michel. "Le cimetière au village ou le village au cimetière ? Spatialisation et communautarisation des rapports sociaux dans l'Occident médiéval." Dans *Le cimetière au village dans l'Europe médiévale et moderne*. Actes des 35^e Journées internationales d'histoire de Flaran, 11-12 octobre 2013, Toulouse 2015, 41-60.
- Lauwers, Michel. "L'exclusion comme construction de l'Ecclesia. Genèse et fonctions du rite de l'excommunication en Occident entre le IX^e et le XI^e siècle." Dans *Exclure de la communau-*

- té chrétienne : sens et pratiques de l'anathème et de l'excommunication (IV^e-XII^e siècle).* Actes du Colloque de Rome organisé par l'École française de Rome, les Universités de Paris 1 et Paris-Est Marne-la-Vallée, l'Università degli studi di Padova et l'Universidade de Sao Paulo, 8-9 novembre 2012, éd. Geneviève Bührer-Thierry, et Stéphane Gioanni, 263-84. Turnhout : Brepols, 2015.
- Lauwers, Michel, dir. *Monastères et espace social. Genèse et transformation d'un système de lieux dans l'Occident médiéval.* Turnhout : Brepols, 2015.
- Lauwers, Michel, Magali Watteaux, et Isabelle Catteddu. "Lieux et dynamiques du peuplement rural (VI^e-milieu XI^e siècle)." Dans *Nouvelle Histoire du Moyen Âge*, dir. Florian Mazel, 85-98. Paris : Seuil, 2021.
- Lauwers, Michel, Magali Watteaux, et Isabelle Catteddu. "Fabriques urbaines et circulations des hommes et des biens (V^e-milieu XI^e siècle)." Dans *Nouvelle Histoire du Moyen Âge*, dir. Florian Mazel, 99-110. Paris : Seuil, 2021.
- Lauwers, Michel. "Des greniers de Joseph à l'économie politique : réserve, subsistance et pouvoirs dans l'Occident médiéval et moderne." Dans *Mises en réserve : production, accumulation et redistribution dans l'Occident médiéval et moderne*. 40^e Journées internationales de Flaran - Abbaye d'Arthous, 12-13 octobre 2018, dir. Michel Lauwers, et Laurent Schneider, 11-45. Toulouse : Presses Universitaires du Midi, 2022.
- Lauwers, Michel, et Laurent Schneider, dir. *Mises en réserve : production, accumulation et redistribution dans l'Europe médiévale et moderne*. 40^e Journées internationales de Flaran - Abbaye d'Arthous, 12-13 octobre 2018. Toulouse : Presses Universitaires du Midi, 2022.
- Lauwers, Michel, "Des "communautés de village " dans le haut Moyen Âge ? Un retournement historiographique." *Reti Medievali Rivista* 24, n° 2 (2023).
- Lauwers, Michel, et Laurent Ripart. "Représentation et gestion de l'espace dans l'Occident médiéval." Dans *Rome et la genèse de l'état moderne : une comparaison typologique*. Actes du Colloque de Rome, 31 janvier-2 février 2002, dir. Jean-Philippe Genet, 115-71. Rome : École française de Rome, 2007.
- Lazzari, Tiziana. "Comunità rurali nell'alto medioevo : pratiche di descrizione e spie lessicali nella documentazione scritta." Dans *Paesaggi, comunità, villaggi medievali*. Atti del convegno internazionale di Studio (Bologna, 14-16 gennaio 2010), cur. Paola Galetti, 405-21. Spoleto : Fondazione Centro italiano di studi sull'alto medioevo, 2012.
- Leroy, Inès, et Laurent Verslype, dir. *Communauté des vivants, compagnie des morts*. Actes des 35^e Journées internationales d'archéologie mérovingienne de l'AFAM, Douai, 9-11 octobre 2014 = *Mémoires de l'Association française d'archéologie mérovingienne*, 33 (2017).
- Leturcq, Samuel. "Territoires agraires et limites paroissiales." *Médiévales* 49 (2005) : 89-104.
- Leturcq, Samuel. *Un village, la terre et ses hommes. Toury en Beauce (XII^e-XVII^e siècle)*. Paris : Éditions du CTHS, 2007.
- Lévy, Jacques, "Territoire." Dans *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, dir. Jacques Lévy et Michel Lussault, 907-10. Paris : Belin, 2003.
- Lussault, Michel. *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*. Paris : Seuil, 2007.
- Maufras, Odile, Jérôme Hernandez, Marie Rochette, Benjamin Thomas, et al. "Genèse, évolution et désertion de Missignac (Aimargues, Gard), villa des V^e-XIII^e siècles." Dans *L'habitat rural du haut Moyen Âge en France : dynamiques du peuplement, formes, fonctions et statuts des établissements* = *Archéologie du Midi médiéval*. Supplément, 9 (2020), dir. Jérôme Hernandez, Laurent Schneider, Jean Soulat, <https://inrap.hal.science/hal-03115348>.
- Maufras, Odile, et Carole Puig. "L'apport de l'archéologie des quartiers d'ensilage du haut Moyen Âge à la connaissance du stockage céréalier. À propos de l'organisation des sites de Missignac (Gard) et de Taxo-d'Avall (Pyrénées-Orientales)." Dans *Mises en réserve : production, accumulation et redistribution dans l'Occident médiéval et moderne*. 40^e Journées internationales de Flaran - Abbaye d'Arthous, 12-13 octobre 2018, dir. Michel Lauwers, et Laurent Schneider, 49-66. Toulouse : Presses Universitaires de Midi, 2022.
- Mazel, Florian, dir. *Nouvelle Histoire du Moyen Âge*. Paris : Seuil, 2021.
- Méhu, Didier, dir. *Mises en scène et mémoires de la consécration de l'église dans l'Occident médiéval*. Turnhout : Brepols, 2007.
- Morsel, Joseph. *L'Histoire (du Moyen Âge) est un sport de combat... Réflexions sur les finalités de l'Histoire du Moyen Âge*, 2007, <http://hal-paris1.archives-ouvertes.fr/halshs-00290183/fr/>.
- Morsel, Joseph, dir. *Communautés d'habitants au Moyen Âge (XI^e-XV^e siècles)*, Paris : éditions de la Sorbonne, 2018.

- Morsel, Joseph. "Communautés d'habitants médiévales. Position des problèmes et perspectives." Dans *Communautés d'habitants au Moyen Âge (XI^e-XV^e siècles)*, dir. Joseph Morsel, 5-41. Paris : éditions de la Sorbonne, 2018.
- Morsel, Joseph. "La faucille ou le goupillon ? Observations sur les rapports entre communauté d'habitants et paroisse en Europe du Nord-Ouest (notamment en France aux XII^e et XIII^e siècles)." Dans *Communautés d'habitants au Moyen Âge XII^e-XV^e siècles*, dir. Joseph Morsel, 359-419. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2018.
- Nanni, Luigi. *La Parrocchia studiata nei documenti lucchesi dei secoli VIII-XIII*, Roma : apud aedes Universitatis Gregoriana, 1948.
- Nissen-Jaubert, Anne. "Habitats ruraux et communautés rurales." *Ruralia II. Pamàtky archeologické*, Suppl. 11, (1998) : 213-25.
- Nissen-Jaubert, Anne. "Gérer la terre sans écrit, est-ce possible ?." *Revue belge de Philologie et d'Histoire* 90 (2012) : 315-46.
- Nitz, Hans-Jürgen. "The Church as colonist : the Benedictine Abbey of Lorsch and planned Waldhufen colonization in the Odenwald." *Journal of Historical Geography* 9, n° 2 (1983): 105-26.
- Noizet, Hélène, et Florian Mazel. "L'émergence de la ville (XI^e-XV^e siècle)." Dans *Nouvelle Histoire du Moyen Âge*, dir. Florian Mazel, 85-98. Paris : Seuil, 2021.
- Patzold, Steffen. *Presbyter. Moral, Mobilität und die kirchenorganisation im Karolingerreich*. Stuttgart : Hiersemann, 2020.
- Patzold, Steffen, et Carine van Rhijn, éd. *Men in the Middle. Local Priests in Early Medieval Europe*. Berlin-Boston: De Gruyter, 2016.
- Perreaux, Nicolas. "Des structures domaniales aux territoires ecclésiiaux ? Entités spatiales et dynamique du processus de spatialisation dans les actes diplomatiques (VII^e-XIII^e siècles)." Dans *Espaces ecclésiastiques et seigneuries laïques (IX^e-XIII^e siècle)*, éd. Tristan Martine, Jessica Nowak, et Jens Schneider, 55-77. Paris : éditions de la Sorbonne, 2021.
- Peytremann, Édith, dir. *En marge du village. La zone d'activités spécifiques et les groupes funéraires de Sermersheim (Bas-Rhin) du VI^e au XII^e siècle*. *Revue archéologique de l'Est*, Supplément n° 45, 2018.
- Pichot, Daniel. *Le village éclaté. Habitat et société dans les campagnes de l'Ouest au Moyen Âge*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2002.
- Provero, Luigi. "Società contadina e giustizia regia nell'Italia carolingia." *Studi medievali*, s. III, 60 (2019) : 501-31.
- Provero, Luigi. "Cemeteries and Villages in the Thirteenth-Century Countryside." Dans *Public Uses of Human Remains and Relics in History*, éd. Silvia Cavicchioli, et Luigi Provero, 117-29. New York: Routledge/Taylor & Francis Group, 2020.
- Quirós Castillo, Juan Antonio, dir. *The archaeology of early medieval villages in Europe*. Bilbao: Universidad del País Vasco, Servicio Editorial, 2009.
- Raynaud, Claude. "De l'archéologie à la géographie historique : le système de peuplement de l'Âge du Fer au Moyen Âge." Dans *Peuples et territoires en Gaule méditerranéenne. Hommage à Guy Barruol*, éd. Michel Bats, Bernard Dedet, et Pierre Garmy, 323-54. Montpellier: Éditions de l'Association de la "Revue archéologique de Narbonnaise", 2003.
- Repscher, Brian V. *The Rite of Church Dedication in the Early Middle Era*. Lewiston NY : The Edwin Mellen Press, 1998.
- Sanchez-Pardo, Jose, et Michael G. Shapland, éd. *Churches and Social Power in Early Medieval Europe. Integrating Archaeological and Historical Approaches*, Turnhout : Brepols, 2015.
- Sanders, Lena, dir. *Peupler la Terre. De la préhistoire à l'ère des métropoles*. Tours : Presses Universitaires François-Rabelais, 2017.
- Schroeder, Nicolas. "Peasant Initiative and Monastic Estate Management in 10th century Lotharingia." *Studia historica, Historia medieval* 38 n° 2 (2020) : 75-95.
- Schroeder, Nicolas. "Des dominations désincarnées ? Dépendants et dépendantes entre l'abbaye de Maroilles et la seigneurie d'Avesnes au milieu du XII^e siècle." Dans *Espaces ecclésiastiques et seigneuries laïques (IX^e-XIII^e siècle)*, éd. Tristan Martine, Jessica Nowak, et Jens Schneider, 91-102. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2021.
- Stoffella, Marco. "Local priests in early medieval rural Tuscany." Dans *Men in the Middle. Local Priests in Early Medieval Europe*, éd. Steffen Patzold, et Carine van Rhijn, 98-124. Berlin-Boston : De Gruyter, 2016.
- Stutz, Ulrich. *Die Eigenkirche als Element des mittelalterlich-germanischen Kirchenrechts*, Darmstadt : Wissenschaftl. Buchgesellschaft, 1955.

- Theuws, Frans. "Early medieval transformations : aristocrats and dwellers in the pagus Texandria. A publication programme." *Medieval and Modern Matters* 1 (2010) : 37-72.
- Vigil-Escalera Guirado, Alfonso, Giovanna Bianchi, et Juan Antonio Quiros, éd. *Horrea, barns and silos. Storage and incomes in Early medieval Europe*. Bilbao : Universidad del País Vasco, 2013.
- Vigouroux, Christian. "Karl Marx et la législation forestière rhénane de 1842." *Revue d'histoire économique et sociale* 43 (1965) : 222-33.
- Violante, Cinzio. "Pievi e parrocchie nell'Italia centrosettentrionale durante i secoli XI e XII." Dans *Le istituzioni ecclesiastiche della 'societas christiana' dei secoli XI e XII: diocesi, pievi e parrocchie*. Atti della sesta Settimana internazionale di studio. 643-799. Milano : Vita e Pensiero, 1977, repris dans Cinzio Violante, *Ricerche sulle istituzioni ecclesiastiche dell'Italia centro-settentrionale nel Medioevo*, 267-447. Palermo : Accademia nazionale di scienze, lettere e arti, 1986.
- Watteaux, Magali. "À propos de la " naissance du village au Moyen Âge " : la fin d'un paradigme ? " *Études rurales* 167-8 (2003) : 307-18.
- Watteaux, Magali. "Archéogéographie de l'habitat et du parcellaire au haut Moyen Âge." Dans *L'Austrasie. Sociétés, économies, territoires, christianisation*. Actes des 26^e Journées internationales d'Archéologie Mérovingienne (Nancy, 22-25 septembre 2005), éd. Jacques Guillaume, et Édith Peytremann, 109-20. Nancy : Presses Universitaires de Nancy, 2009.
- West, Charles. "Visions in a Ninth-Century Village : an Early Medieval Microhistory." *History Workshop Journal* 81 (2016) : 1-16.
- West, Charles. "Carolingian Kingship and the Peasants of Le Mans : the 'Capitulum in Cenomannico pago datum'." Dans *Charlemagne : les temps, les espaces, les hommes*, éd. Rolf Grosse, et Michel Sot, 227-44. Turnhout : Brepols, 2018.
- Wickham, Chris. *The Mountains and the City. The Tuscan Appennines in the early Middle Ages*. Oxford : Oxford University Press, 1988.
- Wickham, Chris. *Communautés et clientèles en Toscane au XII^e siècle. Les origines de la commune rurale dans la région de Lucques* (1995), trad. franç. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2001.
- Wickham, Chris. *Framing the Early Middle Ages. Europe and the Mediterranean, 400-800*. Oxford : Oxford University Press, 2005.
- Wickham, Chris. "L'identité villageoise entre Seine et Rhin, 500-800." Dans *Autour du " village ". Établissements humains, finages et communautés rurales entre Seine et Rhin (IV^e-XIII^e siècles)*, éd. Jean-Marie Yante, et Anne-Marie Bultot-Verleysen, 141-51. Turnhout : Brepols, 2010.
- Wood, Ian. "Entrusting Western Europe to the Church, 400-750." *Transactions of the Royal Historical Society* 23 (2013) : 37-73.
- Wood, Susan. *The Proprietary Church in the Medieval West*. Oxford : Oxford University Press, 2006.
- Zadora-Rio, Elisabeth. "Le village des historiens et le village des archéologues." Dans *Campagnes médiévales : l'homme et son espace. Études offertes à Robert Fossier*, dir. Elisabeth Mornet, 145-53. Paris : Publications de la Sorbonne, 1995.
- Zadora-Rio, Elisabeth. "L'archéologie de l'habitat rural et la pesanteur des paradigmes." *Les Nouvelles de l'archéologie* 92 (2003) : 6-8.
- Zadora-Rio, Elisabeth éd. *Des paroisses de Touraine aux communes d'Indre-et-Loire. La formation des territoires*, Tours, 2008.
- Zadora-Rio, Elisabeth. "Early medieval villages and estate centres in France." Dans *The Archaeology of early medieval villages in Europe*, dir Juan Antonio Quiros Castillo, 77-98. Bilbao : Universidad del País Vasco, Servicio Editorial, 2009.
- Zeller, Bernhard, Charles West, Francesca Tinti, Marco Stoffella, Nicolas Schroeder, Carine van Rhijn, Steffen Patzold, Thomas Kohl, Wendy Davies, et Miriam Czock. *Neighbours and Strangers. Local societies in early medieval Europe*. Manchester : Manchester University Press, 2020.

Michel Lauwers
 Université Côte d'Azur
 Michel.Lauwers@univ-cotedazur.fr

Where were court cases heard in Northern Iberia in the early Middle Ages and were these community places?*

by Wendy Davies

There is some good, though limited, evidence of community space in northern Iberia in the later tenth century. These are the spatial zones which were defined by the remit of local meetings at which business was transacted. There is no evidence that court cases were heard at such meetings. Rather, court cases were held at places associated with kings, places associated with powerful landowners and churches. All of these places were used by their own proper communities whereas for court cases they were used by a temporary judicial community that was convened to deal with a case. As ever, communities were multiple and overlapping and community space could be used by different communities.

Middle Ages, 9th-10th centuries, Northern Iberia, communities.

This paper is about court cases in northern Iberia (that is, northern Spain and Portugal) in the ninth and tenth centuries, a period for which we have plenty of localizable written evidence. Before addressing the particularities of the location of court cases, I want to draw attention to the textual references to community space that clearly was territorialized, because this is relevant. And after considering court cases, I want to end by raising a question about a different kind of community space. But first some general orientation.

The Iberian peninsula is dominated by a high central plateau, the Meseta, up to 760m in altitude, cut by the great river systems of the Duero and Tagus, which enter the Atlantic at Porto and Lisbon, and that of the Ebro which flows into the Mediterranean. There are high mountain ranges on the northern and north-western edges of the plateau and across the middle of the peninsula. This means that there is a great diversity of landscapes and a tendency to political fragmentation. Although the whole of Iberia had in fact been a single Visigothic state in the late seventh century, by the ninth and tenth centuries much of the North fell within two Christian kingdoms, while the South and

* For the list of abbreviations see the end of the text, before the list of works cited.

centre had since 711 been a Muslim polity, al-Andalus, at first an emirate and a caliphate from 929.¹ This polity extended in a north-easterly direction to include much of what is now the autonomous community of Catalonia, though Barcelona and area to the north had become part of a Frankish March or border zone from 801. The two Christian kingdoms were that of Asturias-León, initially ruled from Oviedo in the far North but transferring to León round about 910; and that of Pamplona (or Navarre), for which significant territorial acquisitions began to be noted from the 920s. Both kingdoms were subject to Muslim raids intermittently through the tenth century and both, in their turn, raided the South and took prisoners. Despite these continuing hostilities, there were periods of close diplomatic relations between North and South, particularly with the andalusi political centre of Córdoba, and there were also strong contacts between northern clerics and the Christian communities of al-Andalus. Although northern kings were able to mount campaigns against their Muslim opponents, they were not associated with much governmental activity in this period and powerful aristocratic families in effect controlled many parts of the North, including Portugal, which had no separate political identity at this time.² Among those aristocrats, Galician families had a distinctive regional interest, while on the eastern edges of the *Meseta* the counts of Castile commanded a large territory which ran north to the sea by the middle of the tenth century.³ Much of the Ebro valley in the North East was dominated by Muslim families but a series of Christian Catalan counties developed from the March established by Carolingian rulers of Francia in the early ninth century, in the hinterland of the Pyrenees; the Catalan counts looked north-east towards the Frankish state for more than a century. In due course in the later tenth century one count, the count of Barcelona, emerged predominant and the Frankish orientation began to weaken.⁴

1. *Territorialized community space*

The texts available for considering community space are overwhelmingly ninth- and tenth-century charters. There are few letters or narrative sources that might fill out the detail of the transactions they record and tenth-cen-

¹ For details of political history, see Isla Frez, *La alta edad media. Siglos viii-xi*; Kennedy, *Muslim Spain and Portugal: a Political History of al-Andalus*; Manzano Moreno, *Conquistadores, emires y califas, Los omeyas y la formación de al-Andalus*.

² See Carvajal Castro, *Bajo la máscara del regnum. La monarquía asturleonense en León (854-1037)*, for aristocratic families on the *Meseta*; and in Galicia and the Liébana, Portass, "All quiet on the western front," Portass, *The Village World in Early Medieval Spain*, especially chap. 4 and 8.

³ See Martínez Díez, *El condado de Castilla (711-1038)*; Escalona, "In the name of a distant king"; Santos Salazar, "Competition in the frontiers of the Asturian kingdom."

⁴ The classic study of Catalonia in this period is that of Bonnassie, *La Catalogne du milieu du X^e à la fin du XI^e siècle*; see also Jarrett, *Rulers and Ruled in Frontier Catalonia, 880-1010*.

tury annals and late ninth- and early eleventh-century chronicles are more concerned with the deeds of rulers than of communities.⁵ Surviving charters number over 2,700 from northern Iberia excluding Catalonia; they are mostly of the tenth century, but there are a few from the Visigothic period, about 20 from the eighth century and a little over 200 from the ninth century. About two thirds of them survive in cartulary copies and the rest on single sheets; copies, even if manipulated, can be as useful as single sheets. The Catalan corpus of charters is very large, including at least 4,956 known pre-eleventh-century charters. As elsewhere in the North, most come from the tenth century, although the series begin earlier in the ninth century than they do farther west and there is a higher proportion of ninth-century charters. While the scribes who wrote all of these charters included some working for royal and aristocratic households and some from the scriptoria of great monasteries and cathedrals, they also included scribes based at local churches; indeed, many charters were written by local priests for local lay people.⁶ This local input into record-making provides a valuable ground-level perspective.

Charters do throw some light on concepts of community space in the early middle ages. The familiar words *collatio* and *concilium*, although often used for other kinds of assembly, were used in charter texts of the later tenth century in a distinctive way: they were used for meetings of lay people at which business was transacted – business such as the ordinary business of gift and sale of (often small quantities of) land. So, seventeen named men and all the *concilium* of Villabáscones made an agreement with their local abbot over water rights in 956; and nine named people who made a gift in Melgar in 932 were joined by all the *collatio* of Melgar, a meeting subsequently referred to as the *concilium* of Melgar (*collatio* and *concilium* are used interchangeably in other cases).⁷ Although widespread in later centuries, this usage was relatively rare at this time⁸ – there are about 30 cases in over a thousand charters – and it was regionally restricted to parts of the *Meseta* north of the river Duero.⁹

It is extremely interesting that occasionally these meetings were associated with a dedicated spatial zone, which we can therefore think of as territorialized community space. There are four written references to such community space in this period:

⁵ See Andrés Sanz, Codoñer, Iranzo Abellán, Martín, and Paniagua, *La Hispania visigótica y mozárabe. Dos épocas en su literatura* for material available. For Castilian annals, Martín, “Los *Annales Castellani Antiquiores* y *Annales Castellani Recentiores*,” chronicles: Gil Fernández, Moralejo, and Ruiz de la Peña, *Crónicas Asturianas*; Pérez de Urbel, *Sampiro. Su crónica y la monarquía leonesa en el siglo X*, at 273-436.

⁶ See Davies, “Local priests and the writing of charters in northern Iberia in the tenth century.” C89; S44, S298 (979). Martínez Sopena, *La tierra de campos*, 507, notes the interchangeability of *concilium* and *collatio* in the tenth century.

⁸ Carlé, *Del concejo medieval castellano-leonés*.

⁹ For detailed argument, and more references, see Davies, *Acts of Giving*, 201-7; and see the tenth- and eleventh-century citations in Menéndez Pidal, *Léxico hispánico primitivo*, s.v. *collacione*.

1. 13 July 965. A record of a lay sale by three people, perhaps brothers, to a married couple of land “in collationis Villa Abcalbelle”, for 3 *solidi*, written by local priest Fortunio. That is, “land [lying] in the area of the meeting of Villa Abcalbelle”. The Villa is unlocated but lay in the Fontecha valley, about 11 km south west of León.¹⁰
2. 13 May 979. A record of a sale by a layman to the priest Arcisclo of a vineyard in the Valle de Antimio “in lloco predicto in collationem Sancti Ioannis Apostoli et Euansceliste et Sancti Pelagi de Capezutos”, for the price of a roan packhorse. That is, “a vineyard in Valle de Antimio, lying in the aforesaid place, in the area of the meeting of San Juan and San Pelayo” and it was bounded by the road to León. The Antimio valley runs towards the south east at about 6 km south west of León.¹¹
3. 1 May 991. A record of a sale by a parent and son to the same priest as in 979 of a farm with buildings, land and water rights, in the Valle de Antimio, beside the priest’s house “in collacione Sancto Pelagio”, for the price of a cow. This appears to be the same area as defined in example 2).¹²
4. 1 May 991. A record of a sale by a woman and two of her children to the monastery of Santos Justo y Pastor of land and a water course in Mataromarigo ‘in collatione Sancte Llocadie’, bounded by the road to Santa Olaja de la Ribera. That is, “[lying] in the area of the meeting of Santa Leocadia”. Mataromarigo lay on the river Bernesga, as does Santa Olaja, about 3 km south of León.¹³

I have translated *collatio* in these four cases as “the area of the meeting”. The phrases are explicitly about the places where the properties were sited. I might have used “assembly” for the occasions although it is quite clear that all the residents of an area did not go to local meetings; rather, meetings were attended by those who concerned themselves with local business. They were a discrete group of local residents, who in effect took decisions for the wider group; there is no implication, at this date, that members of the meeting were elected nor that they were strictly representative of the interests of all residents.¹⁴ But they did act for all residents.

In these four cases the properties transacted were localized to spatial zones defined by the remit of each meeting. This is quite clear from the structure of the charters: these clauses are about where the properties could be found. One of them takes its name from a settlement and the spatial zone

¹⁰ Lii391.

¹¹ Lii468.

¹² Liii546.

¹³ Liii547. Cf. Liii585 (999), a record of an exchange of property in Mataromarigo, which was confirmed in the *collatio* of Santa Leocadia, that is “at the Santa Leocadia meeting”.

¹⁴ I have noted, in the case of ninth-century Brittany, that those who went to meetings were *ad hoc* and temporary groups, not representative of all interests; although relating to Brittany, the principles of local meetings are the same here. See Davies, “Was there collective action in or by the *plebes* of ninth-century Brittany?”.

presumably covered all the residents of that settlement. Three of them take the name of churches. It might reasonably be supposed that these meetings acted for those who attended those churches, just as ‘parish’ in English came to stand for the area for which a church provided pastoral care as well as the community attending the church. This may have been the case; indeed, *col-lación* in Spanish came to refer not only to the association of parishioners but to the area they inhabited.¹⁵ However, we should not at this date suppose any strict allocation of territory to churches, as in a fully territorialized parish system. And indeed it could well be that the churches had given their names to the local settlements and hence that these three spatial zones also took their names from settlements.

It might also be supposed that the terminology of *collatio* and *concilium* derived from the application of well known formulas – borrowed formulas, utilized with little regard for actual local practice. While this is theoretically possible, I think otherwise, for the following reasons. Most of the records which use these terms in this way are short, unelaborated texts – the typical output of a local priest – and many survive on single sheets. Indeed, with the exception of example 3) above, three of these four cases are recorded on single sheets. Further, they come from different sources rather than from a single scriptorium and they record the transactions of lay parties as well as those of clerics. They reflect local usage at settlement level.

It should be said that, overall, meetings in which local business was transacted by individuals were common across northern Iberia. These were occasions, not institutions, and sometimes they involved people from several settlements.¹⁶ Meetings which were described with terms like *collatio* and *concilium*, where named local people acted for the local group, were much less common; but these were also occasions not institutions. However, the very fact that the meeting could sometimes define a territory was both a step towards the institutionalization of the meeting and a step towards the definition of community space. Here we can see one type of community space. This territorialization was, of course, extremely rare in the early middle ages and geographically very limited: all of these four properties were within a day’s walk of León, a major political centre at this time. But they signal the trend of future development.

2. *Where were court cases heard?*

It might be thought that judicial courts would have been held in the meeting places where local business was conducted in northern Iberia, as hap-

¹⁵ Martínez Sopena, 513.

¹⁶ Cf. S164 (959), a record of a gift to the monastery of Sahagún, witnessed by people from at least six settlements, and Ov19 (978), a sale to the monastery of San Vicente in Oviedo witnessed by people from seven settlements.

pened in some parts of western Europe in the early middle ages. On the evidence of written records, this was not so in the rural communities of the peninsula, although there is an exception in the urban community of Burgos, in Castile, which was the context of at least one formal confession.¹⁷ Given this divergence from practice elsewhere, we need to investigate where courts were held. There are two things to say about this: one about the personnel who attended the courts for which we have records and another about the locations which were characteristic.

2.1 *Personnel*

A judicial court hearing had a president, who was usually the courtholder, and a *saio*, an official who organized much of court proceedings and who was normally answerable to the courtholder; there were also judges and some others who attended.¹⁸ The president might be male or female and literally presided over the conduct of judicial proceedings, taking the chair. He or she might receive appeals and complaints and might initiate proceedings as a consequence; he or she might order oaths to be sworn or documents to be produced; he or she might order the restoration of disputed property. Sometimes the president joined the judges in judging but did not necessarily do so. This makes it quite clear that the function of presidency was separable from that of judging: whereas presidents tended to take initiating and concluding actions in the conduct of a case, on the whole it was the judges who were concerned with the detail and with what lay between start and finish.¹⁹ The functions of the *saio* (or *sagio*) in ninth- and tenth-century Iberia were overwhelmingly judicial; there is no evidence of them doing estate management work or fighting on military campaigns, although there is a background of *saiones* with other functions.²⁰ The *saio* was the person who got parties to court; he was often (probably always) present in court to hear accusations and agreements; he could present oath-takers and organize the recording of oaths; he could require parties to provide a given number of witnesses; he transmitted judges' orders; he administered confessions; he was the person who physically led the innocent to the ordeal and presented the unwrapped hand three days later; he

¹⁷ C151 (972); cf. C46 (944), recording recognition of the urban community by King Ramiro II because he had made a gift in their presence.

¹⁸ A courtholder was a person of sufficient independent political authority to hold a court, although there are occasional cases of delegation from a higher authority, such as a king. There are also a few cases of *saiones* in the late tenth century who appear to have been answerable to local groups. For more detail on all these points, and on the functions of *saiones*, see Davies, *Windows on Justice in Northern Iberia*, chap. 6.

¹⁹ In Catalonia there were differences for judges were usually appointed and usually took a more prominent role in the conduct of the case; see Salrach, *Justícia i poder*, 26-8, 40-1.

²⁰ For Ostrogothic *saiones*, see Amory, *People and Identity in Ostrogothic Italy*, 489-554, 93, 103-4, 471-2. For *saiones* in Visigothic Spain, Zeumer, *Lex Visigothorum*, II.1.16, II.2.4, X.2.5.

was the person who conveyed disputed property from one party to another; and he received a fee for his duties, the *saionicum*.

The other people present in court were a panel of judges and some 'others', sometimes termed *boni homines*. Panels of judges numbered between one and fourteen members, usually close to the higher number in most of northern Iberia, and it is their composition which is particularly significant in the present context. A judging panel often included at least one legal expert, who knew the law, that is the corpus of law ultimately deriving from the Visigothic state, *Lex Visigothorum*, also known as *Forum Iudicum* and *Liber [Iudicum]*, knowledge of which was clearly maintained into the central middle ages.²¹ This expert could live in the locality but often travelled some distance to attend the court: there are cases of experts travelling 50 km or even more, like Gutino Zelim who travelled from his base near León to deal with a case in the Cea valley, at least 40 km to the east.²² Other members of the panel included regional aristocrats and clerics, from a similarly wide range, as well as royal companions and high aristocrats, who might travel 200 km to attend: the Galician aristocrat Pelayo González was involved in judging in the León area and also, with his sister, seems to have led the high level panel sorting out rights to salt pans in Galicia ten years later, in 956; he was a frequent witness at major occasions in both Galicia and on the *Meseta*.²³ Of those members who can be identified, just over half were people of these types. We do not have direct evidence of the associations of the remaining half but they are likely to have been middle-range elites, landowners with more limited horizons but local knowledge and perhaps the occasional rich peasant.²⁴ The significant point is that the composition of all the judging panels we know about was very mixed, with lay and clerical members, experts and non-experts, people who came from a considerable distance from the court site and very probably some people from the locality. A judging panel cannot possibly have simply represented a local community. Further, since the composition of panels varied widely from case to case, it would not be appropriate to propose that there were fixed judging communities.

The term *boni homines* has late antique origins and occurs widely in western European texts of the early middle ages, with varying meanings in different contexts.²⁵ The words are mainly employed in three related but different

²¹ *Lex Visigothorum*. For the best discussion of the issues arising from use of archaic law in subsequent centuries, see Iglesia Ferreirós, "El proceso del Conde Bera;" and Graham Barrett's monograph, *Text and Textuality in Early Medieval Iberia*, arising from his Oxford DPhil thesis, "The Written and the World in Early Medieval Iberia" (2015).

²² S287 (977); Liii708 (1012) relates the earlier history of his interest in the León property.

²³ Li192 (946), LaC59 (956); Cel256 (936), Cel4 (938), Cel2 (942), S98 (945), Cel264 (949), S123 (?950), S129 (950), S132 (951), Cel54 (955), Lii295 (956), Cel356 (959), for example. See Matto-so, *A nobreza medieval portuguesa*, 120-1.

²⁴ For more examples, see Davies, *Windows on Justice*, 205-11.

²⁵ For a very thorough consideration, Nehlsen-von Stryk, *Die Boni Homines des frühen Mittelalters*.

ways in early medieval Iberian charters.²⁶ Firstly, they are used as a general term to refer to respectable people from whom oath-takers might be selected or in whose presence judicial proceedings were heard. Secondly, *boni homines* might exercise the specific function of intercession in court, especially from the 990s onwards (on which occasions they are never named). In such cases they would speak on behalf of an accused person, especially in order to get a penalty reduced. Thirdly, in certain circumstances it was *boni homines* who fixed a price for a transaction or who saw to the fair distribution of property. References to *boni homines* are often extremely vague and they often seem to mean no more than ‘other people’. However, as they were often associated with court cases, it is quite clear that ‘other people’ were often present at judicial hearings. They include bishops and counts, as well as abbots and priests and laymen with patronymics, and once *procures palatii* (prominent men of the palace); and two of the royal judges of one record occur elsewhere as *boni homines*.²⁷ On the other hand, those who fixed prices needed local knowledge; these look more like local people. Those designated as *boni homines* included both great aristocrats and local worthies.²⁸ There is nothing in the use of the term to suggest that it was purely confined to a very local community.

2.2 Locations

We do not know where all court cases were held, since inclusion of location is not a standard element of court record formulas. However, where there is an indication, three kinds of location stand out: places associated with kings, places associated with powerful landowners, including counts, and churches.

Unsurprisingly, judicial hearings could take place in the presence of kings – or their delegates – whether at a permanent royal residence or at a place where the king was temporarily present. Cases were heard in the royal centre of León, seat of kings of Asturias/León from the early tenth century, and in regional royal centres like Larín in Galicia.²⁹ In one clear case of delegation, King Ordoño III, who was temporarily in Simancas, heard a case and ordered the disputants who were before him, the abbot of Abellar and the aristocrat Velasco Hanniz, to appear before him again in León on a given day in 952 and – if he should be delayed – to appear before the bishop of León, as indeed

²⁶ Bonushomo occurs as a personal name in Catalan charters, as of the famous judge of CC7-1132 (992), CC4-1736 (996); also the female Bonafilia in CC7-1132.

²⁷ Cel93 (950); Gudesteo Díaz and Tructesindo Nantildiz of Cel252 (1000), in Sob130 (992) and PMH DC 163 (991).

²⁸ The very useful recent survey by Szabó, “Zur Geschichte der boni homines,” does not include the Iberian evidence. For that, see Davies, “*Boni homines* in northern Iberia.”

²⁹ Cases heard in León, for example: S159 (958), Lii450 (977); Larín: Andrade Cernadas, “Villas regias y asambleas judiciales entre los siglos X y XI.” Cf. Andrade Cernadas, “Baños, claustros y piedras.”

happened in the end.³⁰ The king heard judicial cases in many places; there was no fixed spot.

As for places associated with powerful landowners, there are three comital centres which are especially well evidenced as court locations: Sobrado in Galicia, Valdoré on the southern slopes of the Cantabrian Mountains and Burgos in Castile. Sobrado was a rural site and the focus of the powerful aristocrat Hermenegildo's estates before he and his wife founded and endowed the monastery of Sobrado in 952. It was the location of a number of court hearings: "in presentia uestra et iudicum hic in Superato" ("in the presence of you and the judges here in Sobrado"), where *uestra* refers to the presidency of Hermenegildo.³¹ Valdoré was the centre of operations of another powerful aristocrat, Count Flaino Muñoz and family: "deuenimus indem ad iudizio antem gomite Flaino Munizii uel suos iudizes ic in Orete" ("we came to court before Count Flaino Muñoz and his judges here in Valdoré"), as another record of a court case notes.³² Flaino's grandfather, Vermudo Núñez, had been an associate of kings and his father and mother, Munio Flaínez and Froileva, were prominent landlords, involved in transactions mostly in the northern hills. His sister and brother were patrons of monasteries and his son Pedro had his own areas of responsibility, involved in judicial business and taking fines.³³ It was Flaino's archive that contributed to the Otero de Dueñas collection of charters. Thirdly, the town of Burgos was closely associated with the very active count of Castile, Fernán González, and with his descendants, and was the location of court hearings in their presence: "In presentia de Garsea Fernandiz comite uel omni concilio de Uurgientium ciuitate...manifesti sumus culpauiles nos esse, ego Enneco et Galindo presbiter" ("in the presence of Count García Fernandez and all the council of the city of the Burgenses...we Íñigo and the priest Galindo confess that we are culpable").³⁴

These counts of northern Iberia were not like Carolingian counts: there were relatively few of them; there was no systematic 'coverage' of northern Iberia by comital families; they could not be described as holding office and kings did not delegate power to such people until the late tenth century. Flaino's son Pedro is one of the first for whom we have explicit evidence of delegation: he held the *mandatio* of Valdoré in the early eleventh century and had control over the movement of the population.³⁵ By 1014 he was being called count and by 1019 the delegation of power to him was explicit.³⁶ Until this period people who were termed 'count' were just very powerful aristocrats,

³⁰ Li256.

³¹ Sob103 (952); cf. Sob54 (930), Sob21 (931), Sob23 (949).

³² OD43 (997); on the Flaínez, see Estepa Díez, "Poder y propiedad feudales en el período astur," and Carvajal Castro, "Sociedad y territorio en el norte de León."

³³ OD42 (996), OD70 (1007), OD71 (1006), OD73 (1007), OD76 (1008), OD99 (1014), OD181 (1027), OD213 (1035), OD227 (1039), OD241 (1046), for example.

³⁴ C151 (972) and by implication C22 (932); cf. García's gift of shops in Burgos, C189 (982).

³⁵ See OD56 (1001) and OD70 (1006).

³⁶ OD99 (1014) spells out that Pedro held the *mandación* of Lorma and in this text he is called

often with some military capacity; the designation was in effect an acknowledgement of their exceptional power.³⁷ Unsurprisingly, courts were also held by powerful landowners who were not called counts and their main residences feature as the location of court hearings; this is clear in the case of Dona Dimitria in Portugal and that of the *alia potestate* in Asturias before whom two arrested cowherds were taken and then imprisoned.³⁸ We know of a good number of lay courtholders, but most of the texts detailing their judicial activity do not precisely locate where this activity took place. The implication is that it happened on the courtholder's property until members needed to withdraw to a church but we cannot be sure of this.

The third kind of location for a court hearing was a church building. Churches were important in the conduct of judicial process because of the need for sworn testimony above an altar, as they were also – as it happens – convenient locations for the performance of ordinary transactions of gift and sale. Accordingly, a hearing might adjourn from its initial meeting place to a church so that oaths could be sworn at the altar or an ordeal performed. Many are noted across northern Iberia as the place of judicial hearings, from the church of São Verissimo in northern Portugal to those of Santa María and San Martín by Gordón, on the northern edge of the *Meseta*, to those of San Millán de Gabinea and Santa María of Septe Finiestras (near the comital centre of Cerezo) in Castile.³⁹ As happened in the Gordón instance, more than one church might be used in the course of a single case; this is important because it makes it clear that the spatial context was not confined to that of a single church community. Indeed, in a case of a dispute over rents due to Santa María Mezonzo in northern Galicia, the hearing moved from San Pedro in Présaras to San Julián of Nallar to an unlocated Santa Eulalia on the river Nallar to another San Julián, perhaps of Cumbraos, for different stages of the procedure; this involved movement across a distance of over 20 km.⁴⁰

Court cases were heard in a range of different locations, primarily in the residences of powerful lay people and in churches; these were not community places or spaces. Although the churches may well have been community spaces for their local residential communities, they were not the community spaces of those who used them for judicial purposes. One might postulate a judicial community but these groups were drawn from a wide region, rather than a single locality, and were usually temporary, convened for a particular purpose; the place in which they met took on a judicial character for the

count, in the forms *comes* (once) and, reflecting vernacular speech, *comite* (four times). Royal delegation is explicit in OD116 (1019). All of these Otero charters are on single sheets.

³⁷ For detailed discussion, Davies, "Counts in ninth- and tenth-century Iberia;" there was much back projection of comital status on to early medieval prominent aristocrats by eleventh- and twelfth-century texts.

³⁸ PMH DC 163 (991), Lii378 (964).

³⁹ PMH DC 183 (999), OvC26 (953), V10 (911), BG391 (940).

⁴⁰ Sob109 (990s). For discussion of all kinds of meeting in churches, see Carvajal Castro, "Local meetings and meeting places in early medieval León."

moment. It is, of course, possible that there were also local courts which are completely unrecorded, which consistently met in the same local community space, since we know of very small-scale local courts in other parts of western Europe, notably in ninth-century Brittany.⁴¹ However, since we have a substantial corpus of charter texts from northern Iberia, far more than those available for Brittany, and since these are full of local detail, it would be surprising if any such local institution existed but left no written trace. It must be very unlikely.

3. *Another kind of community space?*

The corpus of northern Iberian charters of the ninth and tenth centuries has plentiful examples of gardens – garden space primarily devoted to growing legumes and fruit.⁴² While some of these gardens are in isolated locations or lie beside private houses, many lie in dedicated garden zones, especially in the *vegas*, that is in the meadows beside the rivers. This was true, for example, of gardens in Zamora on the Meseta, along the rivers to the south of León, in Orbaneja just outside Burgos, in Bárcena near Briviesca also in Castile, in Ollic in southern Osona, and in a large area outside the walls of Barcelona, both of the latter in Catalonia.⁴³ Most of the gardens in any one garden zone had different owners – sometimes clerics or monasteries but for the most part, until the late tenth century, free peasant farmers. These garden owners gardened side by side. They must have formed gardening communities, sharing water resources and access paths, as is sometimes explicitly recorded. A stream led to the gardens and flax fields of the concilium of Marialba, a little to the south of León, and the local population had to keep the water channel clear in Villabáscones (near Burgos) in return for the small channel taking water to their own gardens, as agreed with the local abbot.⁴⁴ These garden zones were a different kind of community space.

4. *Conclusion*

The places where court cases were held in northern Iberia in the ninth and tenth centuries do not appear to have been community spaces, except in the sense that they were a place to meet for the temporary judicial community

⁴¹ See Davies, “People and places in dispute in ninth-century Brittany.”

⁴² See Peña-Chocarro and Pérez-Jordà, “Garden plants in medieval Iberia;” and Davies, *Gardens in Northern Iberia*.

⁴³ Cel427 (1010), Li9 (894), Li95 (932), Lii316 (959), C83 (953), BG362 (981), CC4-155 (916), ACB20 (996). See Fernández Mier et al., “The investigation of currently inhabited villages of medieval origin,” 46-7, for the archaeology of a possible early medieval set of gardens.

⁴⁴ Lii293 (955): “Et ipsum regum qui discurrit ad ortos et linares de Sancta Maria Alva concilio;” C89 (956).

that was convened to deal with any one case. This seems a negative way to conclude but surveying the evidence does not have entirely negative results and some useful lessons emerge. Occasionally in this period a tangible sense of community space was articulated, in the territories of *concilia* that feature on the *Meseta* near León. Community space did exist. Moreover, the very real significance of churches as meeting places – sometimes for a local community and sometimes for other groups drawn from wider areas – is made very clear. Surveying the evidence also – as has often been indicated in this series of conferences on communities – underlines the fact that there was a multiplicity of different and overlapping communities in the early middle ages, from the very local residential group whose members met to transact business or cultivate their gardens to the regional network which came together for a particular purpose. It also underlines the fact that a community place or space could be used by different communities, as also by groups who did not form any kind of community, just as a church was the dedicated place of a particular community but could be used by other groups for completely different purposes. Community space had different manifestations.



Fig. 1 The Iberian Peninsula in the 9th and 10th Centuries.

Abbreviations

- ACB = Feliu i Montfort, Gaspar, and Josep María Salrach, ed. *Els pergamins de l'arxiu comtal de Barcelona de Ramon Borrell a Ramon Berenguer I: estudi i edició*. 3 vols. Barcelona: Pagès, 1999.
- BG = *Becerro Galicano de San Millán de la Cogolla*, 2013, < <http://www.ehu.es/galicano/?l=es> >
- C = Martínez Díez, Gonzalo, ed. *Colección documental del monasterio de San Pedro de Cardena*. Burgos: Caja de Ahorros y Monte de Piedad del Circulo Catolico de Obreros de Burgos, 1998.
- CC4 = Ordeig i Mata, Ramon, ed. *Catalunya Carolíngia IV: Els comtats d'Osona i Manresa*. 3 vols. Barcelona: Institut d'Estudis Catalans, 1999.
- CC7 = Baiges i Jardí, Ignasi J., and Pere Puig i Ustrell, ed. *Catalunya Carolíngia VII: El comtat de Barcelona*. 3 vols. Barcelona: Institut d'Estudis Catalans, 2019.
- Cel = Andrade Cernadas, José-Miguel, with Marta Díaz Tie and Francisco Javier Pérez Rodríguez, ed. *O Tombo de Celanova: estudio introductorio, edición e índices (ss. ix-xii)*. 2 vols. Santiago de Compostela: Consello da Cultura Galega, 1995.
- Li, Lii, Liíi = Sáez, Emilio, ed. *Colección documental del archivo de la catedral de León (775-1230)*, vol. 1 (775-952). Sáez, Emilio and Carlos Sáez, ed. *Colección*, vol. 2 (953-985). Ruiz Asencio, José María. *Colección*, vol. 3 (986-1031). León: Centro de Estudios e Investigación 'San Isidoro' (CSIC-CECEL), Caja de Ahorros y Monte de Piedad, Archivo Histórico Diocesano, 1987, 1990, 1987.
- La C = Sáez, Carlos, and María del Val González de la Peña, ed. *La Coruña. Fondo Antiguo (788-1065)*. 2 vols. Alcalá: Universidad de Alcalá, 2003-4.
- OD = Fernández Flórez, José Antonio, and Marta Herrero de la Fuente, ed. *Colección documental del monasterio de Santa María de Otero de las Dueñas*, vol. 1. León: Centro de Estudios e Investigación 'San Isidoro', Caja España de Inversiones, Archivo Histórico Diocesano, 1999.
- Ov = Floriano Llorente, Pedro, ed. *Colección diplomática del monasterio de San Vicente de Oviedo (años 781-1200)*. Oviedo: Diputación de Asturias, Instituto de Estudios Asturianos del Patronato José M. Quadrado (CSIC), 1968.
- OvC = García Larragueta, Santos, ed. *Colección de documentos de la catedral de Oviedo*. Oviedo: Instituto de Estudios Asturianos, 1962.
- PMH DC = Herculano de Carvalho e Araujo, Alexandre, and Joaquim José da Silva Mendes Leal, ed. *Portugaliae Monumenta Historica a saeculo octavo post Christum usque ad quintumdecimum, Diplomata et Chartae*, vol. 1. Lisbon: Academia Scientiarum Olisiponsensis, 1867-73.
- S = Mínguez Fernández, José María, ed. *Colección diplomática del monasterio de Sahagún (857-1230), I (siglos IX y X)*. León: Centro de Estudios e Investigación 'San Isidoro', Archivo Histórico Diocesano, Caja de Ahorros y Monte de Piedad de León, 1976.
- Sob = Loscertales de García de Valdeavellano, Pilar, ed. *Tumbos del monasterio de Sobrado de los Monjes*. 2 vols. Madrid: Dirección General del Patrimonio Artístico y Cultural, Archivo Histórico Nacional, 1976.
- V = Ruiz Asencio, José Manuel, Irene Ruiz Albi, and Mauricio Herrero Jiménez, ed. *Los becerros gótico y galicano de Valpuesta*. 2 vols. Burgos: Fundación Instituto Castellano y Leonés de la Lengua, 2010.

Works Cited

- Amory, Patrick. *People and Identity in Ostrogothic Italy, 489–554*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997.
- Andrade Cernadas, José-Miguel. “Villas regias y asambleas judiciales entre los siglos X y XI: el caso de Larín.” *Revista Signum* 12 (2011): 18–35.
- Andrade Cernadas, José-Miguel. “Baños, claustros y piedras: una aproximación a los escenarios de las asambleas judiciales en la Galicia.” *Studia Historica. Historia Medieval* 36 (2018): 13–30.
- Andrés Sanz, María Adelaida, Carmen Codoñer, Salvador Iranzo Abellán, José Carlos Martín, and David Paniagua. *La Hispania visigótica y mozárabe. Dos épocas en su literatura*. Salamanca: Universidad de Salamanca, 2010.
- Barrett, Graham. *Text and Textuality in Early Medieval Iberia: the Written and the World, 711–1031*. Oxford: Oxford University Press, 2023.
- Bonnassie, Pierre. *La Catalogne du milieu du X^e à la fin du XI^e siècle: croissance et mutations d’une société*. 2 vols. Toulouse: Albin Michel, 1975–6.
- Carlé, María del Carmen. *Del concejo medieval castellano-leonés*. Buenos Aires: Instituto de Historia de España, 1968.
- Carvajal Castro, Álvaro. *Bajo la máscara del regnum. La monarquía asturleonense en León (854–1037)*. Biblioteca de Historia, 85. Madrid: Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 2017.
- Carvajal Castro, Álvaro. “Sociedad y territorio en el norte de León: Valdoré, los Flaínez y el entorno del Alto Esla (siglos IX–XI).” *Studia Historica. Historia Medieval* 31 (2013): 105–31.
- Carvajal Castro, Álvaro. “Local meetings and meeting places in early medieval León.” *Early Medieval Europe* 25 (2017): 186–207.
- Davies, Wendy. *Acts of Giving. Individual, Community, and Church in tenth-century Christian Spain*. Oxford: Oxford University Press, 2007.
- Davies, Wendy. “Boni homines in northern Iberia. A particularity that raises some general questions.” In *Italy and Early Medieval Europe: Papers for Chris Wickham*, ed. by Ross Balzarotti, Julia Barrow, Patricia Skinner, 60–72. Oxford: Oxford University Press, 2018.
- Davies, Wendy. “Counts in ninth- and tenth-century Iberia.” In *Beyond the Reconquista: New Directions in the History of Medieval Iberia (711–1085)*, ed. by Simon Barton, and Robert Portass, 143–68. Leiden: Brill, 2020.
- Davies, Wendy. *Gardens in Northern Iberia in the Early Middle Ages: Practice, Product, and Sale*. Oxford: Oxford University Press, 2024 forthcoming.
- Davies, Wendy. “Local priests and the writing of charters in northern Iberia in the tenth century.” In *Chartes et cartulaires comme instruments de pouvoir. Espagne et Occident chrétien (VIII^e–XII^e siècles)*, ed. by Julio Escalona, and Hélène Sirantoine, 29–43. Toulouse: Université Toulouse II, 2013.
- Davies, Wendy. “Was there collective action in or by the plebes of ninth-century Brittany?” In *Agir en commun dans les sociétés de haut Moyen Âge*, ed. by Vito Loré, and Geneviève Bühner-Thierry, Régine Le Jan. Turnhout: Brepols, forthcoming.
- Davies, Wendy. *Windows on Justice in Northern Iberia 800–1000*. Abingdon: Routledge, 2016.
- Escalona, Julio. “In the name of a distant king: representing royal authority in the county of Castile, c. 900–1038.” *Early Medieval Europe* 24, n° 1 (2016): 74–102.
- Estepa Díez, Carlos. “Poder y propiedad feudales en el período astur: las mandaciones de los Flaínez en la montaña leonesa.” In *Miscel·lània en homenatge al P. Agustí Altisent*, 285–327. Tarragona: Diputació de Tarragona, 1991.
- Fernández Mier, Margarita, Jesús Fernández Fernández, Pablo Alonso González, José Antonio López Sáez, Sebastián Pérez Díaz, and Begoña Hernández Belóqui. “The investigation of currently inhabited villages of medieval origin: agrarian archaeology in Asturias (Spain).” *Quaternary International* 346 (2014): 41–55.
- Gil Fernández, Juan, José Luis Moralejo, and Juan Ignacio Ruiz de la Peña, ed. and transl. *Crónicas Asturianas*. Oviedo: Universidad de Oviedo, 1985.
- Iglesia Ferreirós, Aquilino. “El proceso del Conde Bera y el problema de las ordalías.” *Anuario de historia del derecho español* 51 (1981): 1–221.
- Isla Frez, Amancio. *La alta edad media. Siglos VIII–XI*. Madrid: Síntesis, 2002.
- Jarrett, Jonathan. *Rulers and Ruled in Frontier Catalonia, 880–1010: Pathways of Power*. Woodbridge: Boydell & Brewer, 2010.

- Kennedy, Hugh. *Muslim Spain and Portugal: a Political History of al-Andalus*. London: Routledge, 1996.
- Manzano Moreno, Eduardo. *Conquistadores, emires y califas. Los omeyas y la formación de al-Andalus*. Barcelona: Crítica, 2006.
- Martín, José Carlos. "Los *Annales Castellani Antiquiores* y *Annales Castellani Recentiores*: edición y traducción anotada." *Territorio, Sociedad y Poder* 4 (2009): 203-26.
- Martínez Díez, Gonzalo. *El condado de Castilla (711-1038): la historia frente a la leyenda*. 2 vols. Valladolid-Madrid: Junta de Castilla y León, 2005.
- Martínez Sopena, Pascual. *La tierra de campos occidental: poblamiento, poder y comunidad del siglo X al XIII*. Valladolid: Institución Cultural Simancas de la Diputación Provincial de Valladolid, 1985.
- Mattoso, José. *A nobreza medieval portuguesa: a família e o poder*. Lisbon: Estampa, 1981.
- Menéndez Pidal, Ramón. *Léxico hispánico primitivo (siglos VIII al XII)*, ed. by Rafael Lapesa. Madrid: Espasa Calpe, 2003.
- Nehlsen-von Stryk, Karin. *Die Boni Homines des frühen Mittelalters*. Berlin: Duncker & Humblot, 1981.
- Peña-Chocarro, Leonor, and Guillem Pérez-Jordà. "Garden plants in medieval Iberia: the archaeobotanical evidence." *Early Medieval Europe* 27, n° 3 (2019): 374-93.
- Pérez de Urbel, Justo. *Sampiro. Su crónica y la monarquía leonesa en el siglo X*. Madrid: Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 1952, 273-346.
- Portass, Robert. "All quiet on the western front: royal politics in Galicia from 800 to 950." *Early Medieval Europe*, 21, n° 3 (2013): 283-306.
- Portass, Robert. *The Village World in Early Medieval Spain. Local Community and the Land Market*. Woodbridge: Boydell & Brewer, 2017.
- Salrach, Josep Maria. *Justícia i poder a Catalunya abans de l'any mil*. Vic: Eumo, 2013.
- Santos Salazar, Igor. "Competition in the frontiers of the Asturian kingdom: the *comites* of Castile, Lantarón and Álava (860-940)." In *Coopétition. Rivaliser, coopérer dans les sociétés du Haut Moyen Âge (500-1100)*, ed. by Régine Le Jan, Geneviève Bührer-Thierry, and Stefano Gasparri, 231-51. Turnhout: Brepols, 2018.
- Szabó, Thomas. "Zur Geschichte der boni homines." In *Uomini paesaggi storie: studi di storia medievale per Giovanni Cherubini*, ed. by Duccio Balestracci, Andrea Barlucchi, Franco Franceschi, Paolo Nanni, and Gabriella Piccinni, Andrea Zorzi, Vol. 1, 301-22. 2 vols. Siena: Salviotti & Barabuffi, 2012.
- Zeumer, Karl, ed. *Lex Visigothorum*. MGH Leges nationum Germanicarum, vol.1, 1. Hanover/Leipzig: Hahn, 1902.

Wendy Davies
Oxford Centre for Late Antiquity
w.davies@ucl.ac.uk

Mobiliser sa communauté dans le pôle épiscopal de Freising entre 739 et 784. Réflexion à partir des eschatocoles du cartulaire

par Claire de Cazanove-Hannecart

Les listes de noms présentes dans les eschatocoles des actes diplomatiques sont au cœur d'analyses sur le rôle et la fonction de ces individus, sur les processus autour de l'écriture des actes. La présente étude s'intéresse aux actes reproduits dans le cartulaire de Freising qui ont été instrumentés sous les évêquats d'Ermbert, Joseph et Arbeo dans la seconde moitié du VIII^e siècle. Partant d'une analyse des mots employés, des gestes effectués et d'une possible autographe de la part de certaines personnes, l'article questionne l'engagement des témoins et/ou souscripteurs et sur la définition progressive d'une communauté dans la cité épiscopale de Freising.

Since the study of Benoît-Michel Tock, the list of witnesses at the end of the eschatocol are analysed to study the role, the function of these individuals and the charters' writing process. This essay presents the investigation of the acts dated on the episcopate of Embert, Joseph and Arbeo in the second half of the 8th century copied in the cartulary of Freising. Words, rituals and a possible autography presented in charters will be studied in order to understand the action of the witness and try to define a community in the episcopate city of Freising.

Moyen Âge, VIII^e siècle, Freising, pratiques de l'écrit, cartulaires, eschatocol, témoins, souscripteurs.

Middle Ages, 8th century, Freising, writing practices, cartularies, eschatocol, witnesses, subscribers.

L'étude de Benoît-Michel Tock parue en 2005 sur les scribes, souscripteurs et témoins invite à revenir sur les listes de noms présentes en bas des actes diplomatiques pour questionner le statut, le rôle de ces individus.¹ La présente analyse s'intéresse aux noms dans les eschatocoles du cartulaire de Freising. Cette source exceptionnelle contient plus de 700 actions juridiques réparties en 404 folios et datées de l'évêché d'Ermbert à celui d'Erchanbert, soit de 744 à 848.² La main principale, le *presbiter* Cozroh, se présente dans

¹ Tock, *Scribes*.

² Munich, Bayerisches Hauptstaatsarchiv HL Freising 3a; édition: *Die Traditionen*; pour une numérisation voir <https://www.bavarikon.de>. L'édition des actes est faite par ordre chronologique ce qui ne respecte pas leur ordre dans les cahiers. Le classement de l'édition n'est donc

le prologue entre les folios 2v et 4r du manuscrit.³ Elle est relayée par d'autres mains qui ne sont pas toutes identifiées. La transcription dans les cahiers se déroule sur plusieurs décennies entre 824 et 848, avec des interruptions.

En Bavière, les premiers cartulaires du IX^e siècle donnent accès à l'histoire politique, sociale, économique, des temps ducaux aux premiers Carolingiens, car les originaux ont disparu. Le processus de cartularisation produit un filtre entre le chercheur et la documentation primaire, ce qui amène à prendre des précautions méthodologiques pour éviter de surinterpréter certains signes dans les eschatocoles reproduits dans les cahiers. En effet, alors que les listes peuvent faire l'objet de présentations spécifiques (rupture paléographique avec l'emploi d'une autre graphie, encre différente, présentation des noms en colonnes, signes d'autographie, signatures autographes...), la reproduction dans des cahiers réglés conduit à une présentation uniformisée des actes.⁴ L'organisation spatiographique de l'eschatocole disparaît lors de la mise en *codex* qui lisse un certain nombre d'éléments de présentation qui définissait l'unicité de chaque acte diplomatique. Le parti pris de la présente étude est de prendre en compte uniquement les folios 9 à 72 du cartulaire.⁵ Cet ensemble documentaire comprend deux sections, celle des évêchés de Ermbert (739-747/748) et de Joseph (748-64) réunis, puis celle d'Arbeo (764-83). Cozroh semble l'avoir réalisé dans une phase d'écriture unique.⁶ C'est son travail de transcription qui sera analysé en présupposant que sa sensibilité diplomatique, visuelle, reste la même face aux modèles qu'il a sous les yeux. Cette précaution méthodologique est fondamentale, car toute comparaison avec la documentation primaire est impossible.

L'enjeu de l'analyse est de considérer ces listes de noms dans leur contexte en prenant en compte les mots et les signes graphiques qui les entourent dans l'espace codicologique. Le statut des personnes doit être questionné : simples témoins ? souscripteurs ? Il convient aussi d'étudier leur participation à l'action juridique et/ou à son instrumentation afin de savoir si ces listes définissent une communauté et si elle a un ancrage géographique.

Une présentation et une analyse des eschatocoles seront menées, puis, dans un second temps, une réflexion sur l'investissement des personnes à travers des gestes, des actions ou des signes graphiques. Enfin, la question de la définition d'une communauté mobilisée lors des actions juridiques sera posée.

pas celui du manuscrit. Bien souvent une double numérotation sera proposée : celle de l'édition pour pouvoir retrouver facilement les actes dont il est question, mais aussi le positionnement codicologique des actes dans les cahiers pour comprendre comment le classement est construit.

³ Pour une synthèse, voir Krah, "Die Handschrift des Cozroh." Pour une synthèse et une traduction d'une partie du prologue voir Geary, "Auctor et auctoritas."

⁴ Pierre Chastang parle de "contrainte d'efficacité" dans le cadre des cartulaires (Chastang, *Live, écrire, transcrire*).

⁵ Avant le folio 9, on trouve les tables des évêchés de Ermbert et Joseph, d'Arbeo et Atto ainsi que la préface de Cozroh, un acte de bénéfice et l'acte de donation du père d'Arn de Salzbouurg. Pour la structure du manuscrit et sa description : *Die Traditionen* et de Cazanove-Hannecart, *Du chartrier au codex*.

⁶ Krah, "Die Handschrift des Cozroh."

1. *Les eschatocols dans les sections de Joseph-Ermbert et d'Arbeo*

Entre les folios 9 et 72 sont reproduits une centaine d'actes sur des folios réglés de 26 lignes. Cozroh regroupe les actions juridiques dans des sections, par épiscopat, et rédige les tables en début de compilation. Entre les folios 9r et 24v sont reproduits les actes datant des épiscopats d'Ermbert et de Joseph puis, entre les folios 25r et 72v, ceux qui concernent l'évêque Arbeo.⁷ Dans ces sous-ensembles, le classement chronologique n'est pas respecté. Cozroh adopte une présentation uniformisée : un titre en majuscule débute l'acte et renvoie à la table. L'acte commence par une lettrine plus ou moins travaillée, souvent en couleur qui occupe deux ou trois lignes de hauteur. Dans la première section, seuls les numéros 1 et 2 de la table sont attribués dans les cahiers. Par la suite, les actes ne sont plus numérotés. Dans la section d'Arbeo, la numérotation qui renvoie à la table est mise dans la marge, en rouge.

La section des épiscopats de Ermbert puis Joseph comporte 17 actes (15 annoncés dans la table et deux supplémentaires non annoncés dans cet outil de repérage).⁸ Les deux épiscopats ne sont différenciés, ni par leur classement ni par une présentation spécifique. Les deux actes datant de l'épiscopat d'Ermbert sont placés en 12^e et 13^e positions (actes 1 et 2). Ils sont certes copiés à la suite mais aucun élément ne les distingue des autres. Treize actes datent de l'épiscopat de Joseph et deux actes sont postérieurs, les 23 et 57, respectivement en 17^e et 11^e position.

Les actes entérinent des donations présentées sous forme subjective, sauf dans de très rares cas (actes 4, 5, 14, 16). Le bénéficiaire est dans la majorité des cas Sainte-Marie, mais aussi d'autres églises ou monastère : Saint-Zénon à Isen (actes 4 et 6), l'église de Buch (acte 12), Sainte-Marie à Rott (acte 57).⁹ Les eschatocols ne présentent pas les informations dans le même ordre : la liste de noms peut apparaître avant la date de lieu et de temps ou après. Le scribe est généralement mentionné en dernier sans que ce soit systématique. Ces précisions sont présentes la plupart du temps : seul un acte est sans témoin (acte 4),¹⁰ cinq sans date de lieu, trois sans scribe, deux sans date de temps. Ces deux caractéristiques, l'ordre des informations et la présence/absence de certaines caractéristiques dans les eschatocols, ne dépendent ni du bénéfi-

⁷ Quelques actes ne sont pas classés dans la bonne sous-section épiscopale. Cela s'explique souvent par un lien particulier entre l'évêque et l'action juridique ou entre l'évêque et le disposant mais aussi par les logiques de classement.

⁸ Il s'agit de l'acte 12 aux folios 16v-17v qui s'intercale entre les actes numérotés 9 (acte 14) et 10 (acte 3 dans l'édition) dans la table. De même l'acte 15 (folios 22r-23r) est placé entre les actes numérotés 14 et 15 dans la table (actes 10 et 23 dans l'édition). L'absence de numérotation dans les cahiers de la section Ermbert/ Joseph (hormis pour les deux premiers actes) permet des ajouts sans bouleverser la table.

⁹ Pour une étude des actes exogènes dans le cartulaire de Freising, voir de Cazanove-Hannecart, "Les relations."

¹⁰ L'absence de listes de témoins à la fin de l'acte 4 s'explique par la nature de l'acte. C'est un résumé d'un certain nombre d'actions juridiques faites au profit de l'église d'Isen. Il s'agit donc d'un inventaire de biens avec des donations réalisées sur un temps long.

ciaire, ni du scribe, ni du type juridique, ni d'une chronologie spécifique. Le nombre de personnes dans les listes est très variable : de 3 à 25 et le ou les disposant(s) apparaissent dans la plupart du temps en position inaugurale. Les charges ou le grade des personnes sont cités, sans obligation. Dans l'acte 6, certains sont nommés avec leur grade (*diaconus*, *subdiaconus*) ou comme *clericus* alors que d'autres sont suivis d'aucune précision. Un nombre limité de scribes instrumentent : le *presbiter* Atto (1 acte), le *presbiter* Alprih (1), Oadalger, (1), Reginperht (1), le *clericus* Pern (1), le *presbiter* Benignus (2), l'*archi-presbiter/presbiter* Arbeo¹¹ [*Heres*] (7).¹² Arbeo se singularise par une activité exceptionnelle par rapport aux autres.¹³ Le futur évêque a eu une importance déterminante dans le *scriptorium* avec l'écriture d'actes diplomatiques mais aussi les *Vies* de Corbinian et d'Emmeran.¹⁴ Il est proche de l'évêque Ermbert qui a été son *nutritor*.¹⁵ Probablement oblat à Sainte-Marie de Freising, il est dans l'entourage des évêques au moins une voire deux décennies avant de prendre sa fonction épiscopale. Arbeo prolonge les habitudes diplomatiques en cours avec une forte influence franque mais aussi lombarde et peut-être anglo-saxonne.¹⁶ Josef Mass a même formulé l'hypothèse qu'il ait pu être à la tête de la chancellerie épiscopale¹⁷ et Gertrud Diepolder considère qu'il est un scribe épiscopal.¹⁸ Arbeo est en contact avec les familles puissantes de l'espace comme le montre l'acte 11 de 758 où Haholt fait une donation importante lors de l'oblation de son fils Arn, futur évêque de Salzbourg. Cet acte écrit par Arbeo est inséré avant le prologue de Cozroh dans un espace laissé vide.

Le *presbiter* Atto qui instrumente l'acte 5 en première position dans la section est aussi un futur évêque, successeur d'Arbeo. Les autres scribes n'apparaissent qu'une fois ou deux fois dans la diplomatie de Freising ce qui ne permet pas de faire des hypothèses sur leur statut. Les avis divergent sur le *presbiter* Benignus qui écrit les actes 1 et 2 où les ducs de Bavière sont présents. Selon l'éditeur du cartulaire, cela ne permet cependant pas de conclure qu'il s'agit d'un scribe ducal.¹⁹

Les huit dernières réglures du folio 24v sont restées vides afin que la section d'Arbeo puisse commencer au folio 25r. Cet espace libre laissé est la seule

¹¹ Pour une bibliographie d'Arbeo voir Glaser, Brunhölzl, Benker, *Vita Corbinian*; Strzewitzek, *Die Sippenbeziehungen*; Vogel, *Vom Werden eines Heiliges*.

¹² La forme Arbeo/*Heres* est présente dans différents écrits de l'évêché. Dans la dédicace de la *Vie* de Corbinian, Arbeo apparaît comme *Heres* et dans l'acte 9 de 757, il explique "Ego Heres, id est Arbeo". La forme *Heres* se trouve dans les actes 13 et 16. Dans les autres actes qu'il instrumente, il apparaît sous la forme Arbeo.

¹³ En tout, Arbeo a instrumenté 11 actes sur les 18 de la période 748-763 ce qui en fait le scribe le plus important.

¹⁴ Le débat reste ouvert quant à l'écriture de l'Abrogan (pour un point historiographique voir Glaser, Brunhölzl, Benker, *Vita Corbinian* ; sur les différentes *Vies* voir Jahn, "Virgil, Arbeo und Cozroh;" Rohr, "Hagiographie."

¹⁵ Glaser, Brunhölzl, Benker, *Vita Corbinian*.

¹⁶ Kanoldt, *Studien zum Formular*.

¹⁷ Mass, *Das Bistum Freising*.

¹⁸ Diepolder, "Freising."

¹⁹ *Die Traditionen*, XXXXI et Diepolder, "Freising."

modalité de présentation qui permet de comprendre que la section suivante débute. La table en début de compilation annonce 82 actes alors que 71 actes sont présents dans les cahiers. Cette différence s'explique par la perte du 8^e cahier, qui contenait les actes numérotés 59 à 71 (le 72 est incomplet au folio 65r) et deux actes ajoutés à la fin de la section (actes 48 et 198). Six actes sont hors période et datent de l'épiscopat d'Atto.

Il s'agit de nouveau en très grande majorité de donations en forme subjective, même si l'écriture en forme objective augmente (14 actes). À nouveau, les bénéficiaires des donations sont les saints tutélaires du monastère et de la cathédrale Sainte-Marie et Saint-Corbinian mais aussi d'autres églises.²⁰ Plusieurs caractéristiques différencient la diplomatique de cet épiscopat de ceux précédents. Tout d'abord, les scribes sont désormais beaucoup plus nombreux même si à nouveau une figure se détache, Sundaheri qui instrumente 20 actes.²¹ Il apparaît sans grade puis comme *clericus* (en 773, acte 63) et enfin comme *diaconus* à partir de 776.²² Les autres scribes écrivent moins : le *clericus/diaconus* Horskeo 6 fois et le *presbiter* Alpolt 5 fois, le *diaconus* Bern/Pern 2 fois, tout comme le *clericus* Heripald. Tous les autres scribes n'apparaissent qu'à une seule reprise mais ils ont des grades ecclésiastiques (le *presbiter* Dominicus, le *diaconus* Leidrad et le *diaconus* Tagabert). Ceux qui apparaissent sans mention sont rares. Ainsi, comme sous l'épiscopat précédent, c'est essentiellement un personnel ecclésiastique qui rédige les actes. Ainsi, c'est une rédaction par le destinataire qui s'impose dès les premiers épiscopats. Sundaheri rédige la moitié des actes contenus dans la section d'Arbeo si on prend en compte que le scribe n'est pas mentionné dans 26 actions juridiques. Proche d'Arbeo, il instrumente les actes les plus importants, souvent pour des proches. Wilhelm Störmer lui assigne une importance politique dans la défense des intérêts de l'évêque et le considère comme un intermédiaire entre l'évêque, le duc bavarois et les donateurs.²³ Il commence à écrire pour Arbeo dès 765 pour les groupements les plus puissants qui gravitent autour de la cité épiscopale, notamment autour d'Isen. Il est lui-même donateur dans l'acte 82 et instrumente pour un autre Sundaheri en 791 (acte 140).²⁴

Dans la section dédiée à Arbeo, le discours diplomatique est très incomplet : 26 mentions de scribes manquent, 7 sont sans listes de personnes. Trente-deux dates de lieux et 17 dates de temps sont omises. Ces précisions peuvent être absentes dans les mêmes actes ou de manière indépendante. L'absence de listes de noms ne s'explique ni pas une chronologie spécifique,

²⁰ Actes 26, 27, 29, 33, 54, 118, 157, 198.

²¹ Sundaheri a fait l'objet d'une étude approfondie par Störmer, "Sundaheri scriptor."

²² Sa présence est fluctuante jusqu'en 778. En effet, en 773, il se présente comme *clericus* (acte 63) alors qu'il n'apporte pas de précision la même année (acte 60) ou l'année suivante (acte 65). En 776, la mention *diaconus* devient la norme sauf dans l'acte 89 de 778 où il n'apporte aucune précision sur son grade.

²³ Störmer, "Sundaheri scriptor."

²⁴ Störmer.

ni par un type juridique, ni par un bénéficiaire particulier ... Dans deux cas, il est écrit qu'il y a des témoins sans précision de nom (actes 162 [acte postérieur à l'épiscopat d'Arbeo] et 59). L'ordre des mentions est généralement la suivante : listes de personnes, dates de lieu et de temps puis le scribe sans ordre fixe, notamment à cause des très nombreuses omissions.

Les listes contiennent entre six et vingt-quatre noms. Souvent le disposant n'apparaît plus. Elles peuvent être divisées en plusieurs parties selon la charge ou le grade des personnes comme nous le verrons plus tard. La mention *et ceteri multi* ou une expression équivalente apparaît de plus en plus fréquemment à la fin de la liste.

2. Un engagement différencié des personnes

Les différents actes font apparaître un investissement très différent selon les personnes, qui va de la simple présence à un engagement du corps et peut-être même une autographie dans certains cas. Il convient désormais de qualifier le rôle de ces personnes pour connaître leur implication : sont-ils des témoins ? des souscripteurs ?²⁵ Le propos est resté pour le moment très prudent sur la dénomination des individus présents dans les actes. La qualification de ces personnes est pourtant essentielle dans la définition d'une éventuelle communauté mobilisée lors des actions juridiques. Les noms présents dans les listes ont fait l'objet d'études prosographiques et leur insertion dans les grands groupements régionaux est avérée pour beaucoup d'entre eux.²⁶ Il s'agit désormais de " recontextualiser " ces noms en étudiant les mots et les signes qui les accompagnent.²⁷ En effet, le discours diplomatique est précis sur des actions, des gestes réalisés qui singularisent certaines personnes en leur donnant un rôle particulier.

2.1 Les verbes

La première piste pour analyser l'implication des personnes consiste à examiner les verbes qui décrivent l'action réalisée par ceux qui interviennent dans l'acte. *Conscribere* et *subscribere* ne s'appliquent qu'aux scribes. Dans la section d'Ermbert/Joseph, les deux mentions *scripsi* et *subscripsi* sont présentes dans huit souscriptions du scribe qui se présente en forme subjective

²⁵ Benoît-Michel Tock donne la définition suivante d'une souscription : " on considérera comme souscription tout élément écrit ou graphique, voire immatériel, autographe ou allographe, inscrit sous le texte de l'acte, et servant à marquer l'intervention de différentes personnes (auteurs, témoins, tiers, scribe, chancelier, voire bénéficiaire) de l'action juridique et/ou dans l'acte instrumentaire " (Tock, *Scribes*, 9).

²⁶ Les études prosopographiques ne manquent pas. Voir le travail incontournable de Störmer, *Adelsgruppen*; Störmer, *Früher Adel*.

²⁷ Hormis l'étude de Benoît-Michel Tock, voir Härtel, *Notarielle und kirchliche Urkunden*.

(actes 1, 2 7, 8, 9, 14, 15, 17). Dans six actes, seul *conscripsi/scripsi* apparaît.²⁸ Enfin 3 actes ne précisent rien. La même personne n'emploie pas forcément le même discours diplomatique : alors que Benignus écrit et souscrit ses deux actes, Arbeo qui rédige le plus grand nombre d'actes durant cette période peut revendiquer l'écriture seule (actes 8, 10 et 16) ou alors l'écriture et la souscription (actes 7, 8, 9, 14). Cette différence n'est pas une évolution dans les expressions employées car la même année, en 757, il peut employer l'un ou l'autre formulation (actes 9 et 10) et elles sont indifféremment utilisées dans les actes en forme objective et subjective. Dans la section d'Arbeo, la formule de souscription disparaît presque totalement. Elle apparaît seulement dans quatre cas pour des scribes différents : pour Oadalger dans l'acte 39 en 8^e position (770), pour Dominicus dans l'acte 29 en 9^e position (769), pour Horskeo dans l'acte 55 en 32^e position (773) et enfin pour Sundarheri en 38^e position (acte 61, 773). Dans le 1^{er} cas, cela s'explique par le fait que le donateur et le scribe sont la même personne. Pour les trois autres, ce choix est plus difficile à expliquer. Horskeo et Sundarheri emploient par la suite la forme *conscripsi* sans y adjoindre *subscripsi*. On note une évolution dans le discours diplomatique employé et peut-être une disparition de la souscription sous Arbeo avec un retour de cette précision lors des épiscopats suivants. Il est difficile de trancher entre un changement de formulation qui, désormais, omet la souscription ou un changement dans les responsabilités des scribes. Cette évolution se double de l'apparition d'une nouvelle précision dans la mention du scribe. Le plus souvent, chacun explique qu'il écrit "ex ore Heredis/Arbionis".²⁹ La figure tutélaire de l'évêque devient fondamentale dans la diplomatie du pôle épiscopal. Ainsi, le verbe *subscripsi* ne se réfère jamais aux listes de personnes, mais au seul scribe. S'il y a souscription de la part d'autres individus, elle se traduit d'une autre manière dans l'eschatocole, comme nous allons le voir. Par ailleurs, la signification du verbe *scribere* est à prendre avec précaution comme le rappelle Benoît-Michel Tock.³⁰ Il ne veut pas forcément dire "écrire" mais peut aussi être interprété comme la supervision ou l'organisation de l'écriture. Sous Arbeo, une chaîne d'exécution de l'instrumentation se dessine avec un accent mis sur le rôle de l'évêque.

Firmare (confirmer) s'applique parfois aux seuls disposants (actes 1, 15, 13, 17) ou à toute la liste des tiers, comme par exemple dans l'acte 50 qui inaugure la section d'Arbeo : "haec sunt testes qui praesente manu firmaverunt", expression quasi-identique à celle de l'acte 44. Il est difficile de savoir ce que *firmare* reflète comme action concrète. Le terme peut être employé pour désigner tous les gestes et opérations servant à garantir et à confirmer une action juridique comme une imposition des mains par exemple. Selon Heinrich

²⁸ Dans l'acte 12, la formulation suivante est "Ego Reginperht rogatus fui ad scribendum". C'est l'unique occurrence.

²⁹ Le dernier acte présent dans la section d'Ermberht/Joseph comporte cette précision car il est daté de l'épiscopat d'Arbeo (acte 23, 765).

³⁰ Tock, *Scribes*.

Fichtenau, dans la *Lex* des Bavares, la *firmitio* se rapproche d'un serment : on touche l'acte pour accepter son contenu³¹. Néanmoins, la mention ne se retrouve pas dans tous les actes et d'autres expressions telles que " et haec testes " s'imposent sous Arbeo.

Enfin, d'autres verbes indiquent la présence de certains témoins (*inter-sum*, *adsum*). Tantôt le verbe se réfère à quelques personnes (actes 5), tantôt à toute la liste (17, 25, 33, 40) ou à ceux dont on ne donne pas le nom mais qui sont présents (30, 49, 100³²). Si ces termes ne renvoient qu'à une partie des personnes, cela veut-il dire que les autres ne sont pas présentes ? Peut-on envisager que leurs noms soient ajoutés sans qu'ils en aient connaissance ?³³ Dans l'acte 5, cette dernière hypothèse semble peu plausible car, comme on va le voir, des gestes montrent un fort investissement des autres tiers. Néanmoins, cette précision permet d'envisager que des témoins puissent ajouter *a posteriori* un signe sans être présents quand l'acte est rendu public. Sous le même vocable l'implication demandée n'est absolument pas la même. Le mot et non le verbe qui s'impose est celui de *testes*. Ce terme peut s'appliquer à toute la liste ou être précisé après le nom de la personne, comme dans l'acte 38. L'expression *et haec sunt testes*, ou des formulations semblables, sont les plus fréquentes dans les actes transcrits au cartulaire. Ainsi, les listes de noms sont surtout des témoins des actes. La *firmitio* n'est pas la formulation la plus répandue dans les actes et ne permet donc pas de conclure à un rituel, un procédé courant dans l'évêché de Freising. Enfin les mentions *videntes et audientes* sont rares dans les actes.

Un dernier cas attire l'attention car il se rapporte aux ducs bavares qui confirment une vingtaine d'actes. Le vocable est changeant avec le consentement, la permission, la confirmation. Cette implication a fait l'objet d'un débat entre historiens pour savoir ce que cela traduisait. Aucune obligation n'est prévue dans la loi des Bavares pour une telle intervention. La précision de la *licitia* ducal serait due au statut du donateur et/ou des biens faisant l'objet de l'action juridique.³⁴

Ainsi, les verbes restent très flous sur l'investissement des personnes et font l'objet d'interprétations multiples. D'autres signes, notamment graphiques, permettent d'identifier des personnes de manière plus spécifique.

³¹ Fichtenau, "Carta' et 'Notitia'."

³² Les expressions varient selon les actes. Par exemple, dans le 100 qui en 82^e position dans la section d'Arbeo : «et alii multi qui praesentes adfuerunt».

³³ Cette situation est envisagée par Tock, *Scribes*.

³⁴ Jahn, *Ducatus Baiuvariorum*; Prinz, "Herzog und Adel." Les autres cartulaires bavares contiennent des actes demandant la permission, le consentement ducal. Voir les annexes dans de Cazanove-Hannecart, *Du chartrier au codex*.

2.2 *Le signum et la croix*

Dans la première section, celle de Ermbert/Joseph, 12 actes comportent la mention *signum* avant le nom de la personne. Dans neuf actes, cela s'applique à tous les noms et dans 3 à une partie de la liste.³⁵ Ce terme évoque la signature sans qu'on puisse savoir si cela relève de l'autographie. D'autres signes renforcent l'implication des personnes et leurs engagements lors de la promulgation de l'acte. Dans onze actes, les noms sont précédés de croix. Dans la plupart du cas, il y a une croix pour chaque personne ; il arrive néanmoins que ce signe graphique soit absent pour les derniers noms de la liste.

L'acte placé en position inaugurale de la section de Ermbert/Joseph est une donation conjointe du duc bavarois Tassilon III et d'une des familles les plus anciennes de l'espace, les *Feringa*, le 24 juin 754 (acte 7). Le positionnement codicologique de cette action juridique met en avant la relation entre l'évêché et la famille ducale. La liste comporte douze croix qui précèdent le *signum* + nom du témoin. Elles sont tracées par Cozroh et servent de scansion pour séparer les différentes personnes. Celles qui sont placées en début de ligne sont décalées dans la marge, ce qui attire l'œil du lecteur.³⁶ Par ce procédé visuel, quatre croix sont ainsi mises en exergue. Le 3^e acte (acte 17 dans l'édition), qui est une donation datée du 13 décembre 792 où Uueti donne des biens à Rudlfing, comporte treize croix placées aussi avant le *signum* + nom de la personne. La même stratégie est retenue : si la croix est en début de ligne, elle est décalée dans la marge.³⁷ Le 5^e acte (acte 6) du 8 août 752 comprend dix croix (seul le dernier nom n'est pas accompagné de ce signe graphique). De nouveau, certaines sont placées dans la marge. Cozroh met désormais ce signe graphique au-dessus du point qui sépare les noms, ce qui les place dans l'interligne.³⁸ Ces règles sont établies pour les actes qui comportent des croix : le 8^e acte (acte 14), le 9^e (acte 3),³⁹ 10^e (acte 12), 11^e (acte 57), 12^e (acte 1),⁴⁰ 13^e (acte 2). Les deux derniers actes de la section avec des croix se démarquent des critères préalablement établis. Dans le 15^e acte (acte 10), les noms ne sont pas précédés d'une croix mais à la fin de la liste après la formule " et haec

³⁵ Actes 1, 2, 3, 5, 6, 12, 15, 17 et 57 pour un *signum* pour tous les noms ; pour une désignation différenciée selon les noms : actes 7 et 10. L'acte 14 sépare deux listes et les personnes précédées de la mention *signum* sont en seconde partie.

³⁶ <https://daten.digital-sammlungen.de/bsb00003037/images/index.html?id=00003037&-groesser=&fp=193.174.98.30&no=&seite=40>. Des lettres peuvent être décalées dans la marge, notamment le -s- de *signum* ou le -a- de *actum* qui débute la formule de date de lieu et de temps.

³⁷ Il semble que cela soit le positionnement aléatoire du nom en début de ligne qui ait déterminé les croix se trouvant dans la marge.

³⁸ Dans ce cadre, on peut se demander si Cozroh n'a pas simplement omis de faire la croix au-dessus du dernier point. Cela expliquerait qu'une seule croix manque sans qu'on puisse en déduire une caractéristique différente sur le modèle reproduit ou un traitement différencié d'Hailrat.

³⁹ Les deux derniers noms ne sont pas accompagnés de croix sans explication possible.

⁴⁰ Seul le dernier nom Ato n'est pas accompagné d'une croix.

signum eorum manibus ” huit croix sont tracées jusqu’au bout de la ligne.⁴¹ Enfin, le 16^e acte, l’acte 10, du 9 mai 757, opte pour une autre présentation avec quatorze croix qui ne précèdent pas le mot *signum* mais qui le suivent.⁴² C’est encore Cozroh qui transcrit l’acte et qui place les croix à cet endroit et non au-dessus du point qui sépare les noms.

Onze actes sur les 17 de la première section du cartulaire présentent des listes de témoins avec des croix, ce qui est exceptionnel. S’agit-il d’une invention/recréation de la main de Cozroh ou de signes présents sur les originaux ? Les actes avec des croix ne se différencient en rien de ceux où le signe est absent : ce sont des donations, dans une chronologie restreinte, et les mêmes scribes ne les font pas forcément apparaître selon les actes. Arbeo rédige et souscrit les actes 14 et 15 où des croix sont présentes alors qu’elles sont absentes dans les actes 7 et 16. Ainsi, il ne semble pas que Cozroh ait choisi d’isoler par une rhétorique visuelle spécifique certains actes du fait du type juridique ou du disposant. Cela reflète probablement d’un signe sur les originaux.

Dans certains actes, les indices convergent vers une autographie. L’expression, *propria manu*, que Michel Parisse⁴³ relève dans un certain nombre d’actes, est rare dans la diplomatie de Freising et s’applique essentiellement à la figure ducal, soit quand il est disposant (acte 3) soit quand il confirme/consent à un acte (comme dans les actes 2 et 48).⁴⁴ D’autres exemples sont à noter : dans l’acte 39 (770), la formule *manu propria* s’applique au disposant (et scribe) et à son père,⁴⁵ à toute la liste dans l’acte 41 (771). Dans les actes de Freising, on trouve une autre formulation : dans l’acte 5 (1^{ère} position), toutes les croix s’accompagnent de la formulation *signum manus* + nom d’une personne laissant sous-entendre une intervention autographe. Cette caractéristique se retrouve dans les actes 14 (8^e position) et 15 (16^e position). Dans d’autres actes, l’expression *signum manus* ne concerne qu’une partie des personnes comme dans les 17 (3^e position) et 57 (11^e position) où seul le disposant est présenté ainsi ou dans l’acte 3 où l’expression *signum manus* ne s’applique qu’à deux personnes qui ne se suivent pas dans la liste (Tassilon le disposant et Hadumar). Dans l’acte 10 (15^e position), seul l’évêque est précédé de cette expression. Deux autres situations peuvent sembler contradictoires : l’expression *signum manus* se retrouve dans des actes où les croix sont absentes (acte 7) alors que dans les actes 1, 6, 12, 15, les croix sont suivies par la mention

⁴¹ <https://daten.digital-sammlungen.de/bsb00003037/images/index.html?id=00003037&-groesser=&fip=193.174.98.30&no=&seite=65>

⁴² <https://daten.digital-sammlungen.de/bsb00003037/images/index.html?id=00003037&-groesser=&fip=193.174.98.30&no=&seite=67>

⁴³ Voir Parisse, “Croix autographes.” L’auteur explique que *propria manu* peut annoncer une autographie mais que la main peut aussi toucher le parchemin ou prêter serment. Voir aussi Tock, “La mise en scène.” Sur la signification de la croix comme sanction divine sur l’acte Henry, “Les signes graphiques.”

⁴⁴ Cette formulation lors de l’accord ducal n’est pas systématique.

⁴⁵ Le père est désigné en forme subjective ce qui est unique dans les actes transcrits dans les deux premières sections (“ Et ego Cello manu propria scripsi et ipse tradidi ”).

signum + nom de la personne. La comparaison avec d'autres espaces diplomatiques, où une telle mention apparaît, permet d'éclairer cette différence. Pour Benoît-Michel Tock le lien est très fort entre croix et autographie, la première étant un signe graphique simple à réaliser. Dans ce cadre " la croix joue alors le rôle presque de seing personnel, de signe d'intervention du souscripteur ".⁴⁶ On peut donc formuler l'hypothèse d'une autographie d'un certain nombre de personnes quand la croix apparaît dans l'acte, surtout avec la mention *signum manus*. La croix relève de l'*Unterzeichnung* de Waldemar Schögl.⁴⁷ D'après Heinrich Fichtenau et Michel Parisse,⁴⁸ la croix peut aussi s'accompagner d'un toucher de l'acte, montrant une implication forte des personnes par un geste qui symbolise leur investissement sur le moment. Cet engagement par un signe graphique n'est pas systématique et dans une même liste, il ne concerne pas forcément tout le monde. Ce signe isole alors des noms et la reproduction des croix dans les cahiers du cartulaire prolonge une particularité présente sur les originaux. Les croix peut-être autographes sont toutefois une spécificité des premiers évêques.

Dès Ardeo, elles deviennent très rares et sont utilisées dans quatre cas particuliers. Tout d'abord dans l'acte 57 (773) qui est retranscrit dans la section d'Ermbert/Joseph et dont il a déjà été question. Dans la section d'Ardeo, en 16^e et 17^e positions (actes 28 et 25), tous les noms sont précédés de croix sauf pour le dernier. Cozroh reprend la présentation de la section précédente avec des croix tracées dans la marge quand elles sont en début de ligne et les autres dans l'interligne. Dans l'acte 25 (765-70), l'expression *signum manus* + nom de la personne est employée pour toutes les personnes (même celle qui n'est pas précédée d'une croix) et dans l'acte 28 (768) la mention est *signum* + nom de la personne. Un autre acte datant de cet épiscopat comportant des croix est copié dans la section de l'évêque Atto. Daté de 769, il contient des croix pour chaque nom de la liste (acte 34). Cozroh ne suit plus la présentation visuelle des autres actes qui comportaient ce signe graphique : une croix est mise en fin de ligne et non au début, dans la marge. Seules deux croix sont dans cet espace codicologique (notamment celle du disposant). Les autres sont insérées entre les noms.⁴⁹ Le duc Tassilon comme Cundheri ont une croix suivie de l'expression *signum manu* alors que douze autres noms apparaissent sans *signum*. Dans ces trois exemples, l'emploi des croix s'explique par le prestige du disposant : dans l'acte 34, le duc bavarois Tassilon III cède des biens à In-nichen à l'abbé Atto de Scharnitz. Cette action juridique est placée en position inaugurale de la section d'Atto devenu évêque de Freising et traduit le prestige

⁴⁶ Tock, *Scribes*, 152.

⁴⁷ Schlögl, *Die Unterfertigung*.

⁴⁸ Heinrich Fichtenau envisage que la croix puisse être tracée à l'endroit où la main a touché le parchemin. Pour lui, qu'on trace soi-même la croix ou qu'on la touche après que le scribe l'a tracée revient à peu de chose près au même (Fichtenau "Carta' et 'Notitia'", 112) et Parisse, "Croix autographes."

⁴⁹ <https://daten.digital-sammlungen.de/bsb00003037/images/index.html?id=00003037&-groesser=&fip=qrsfsdrxdsydwxsydeayasdasyztsfsdrfsdr&no=&seite=168>

des deux protagonistes. De même dans l'acte 25, Hitto qui donne des biens à Pettenbrunn porte le même nom que le futur évêque de Freising (811-35) et appartient certainement à sa famille. Les Huosi domine le pôle épiscopal de Freising durant des décennies et la fonction épiscopale se transmet au sein de leur parentèle (voir *infra*), raison pour laquelle son acte bénéficie de ce signe. En 768, Undeo et Cundhart font une donation d'une église et des témoins prestigieux sont présents ce qui pourrait expliquer les croix (l'évêque Arbeo, Atto le futur évêque et abbé de Scharnitz et deux prêtres Kernod et Reginperht). Les trois dernières occurrences des croix montrent une évolution du discours diplomatique, qui reflète certainement un changement d'habitude. Le *signum* disparaît progressivement au profit d'une formule introductive pour les noms des témoins (*testes*) et une liste de noms. Un geste est alors cité de plus en plus fréquemment dans le discours diplomatique : le tirage d'oreilles.

2.3 *Les gestes*

Une des spécificités de la diplomatie de l'espace bavarois, qui a attiré depuis longtemps l'attention, est l'expression "per aures tracti". Cette coutume de tirer les oreilles des témoins se conforme à ce qui est demandé par la loi des Bavarois aux chapitres XVI et XVII.⁵⁰ Les actes contenus dans le cartulaire de Freising emploient cette expression à partir de 754 (acte 7). Dans la section Ermbert/Joseph, seuls cinq actes utilisent cette formulation dont quatre sont instrumentés par Arbeo. Elle ne remplace ou n'éclipse pas les mots, les signes graphiques analysés précédemment, mais les complète souvent. Dans l'acte 17 de 762, la liste est introduite par la formulation "haec sunt testes per aures tracti et haec nomina eorum qui in praesentia adfuerunt". Suivent ensuite treize noms précédés de croix et *signum*. L'acte 14 sépare les témoins en deux listes : 17 noms sont précédés de la mention du tirage d'oreilles, puis suivent les personnes avec croix et *signum manus*. C'est l'unique exemple d'une séparation des souscripteurs selon les modalités du témoignage/de la souscription. Dans l'acte 16 (760), la formule du tirage d'oreilles est suivie d'une liste de noms de personnes dont on précise qu'ils sont soit *clericus testes* soit *laicus testes*. Dans les premiers temps de la diplomatie de Freising, la mention reste encore ponctuelle et d'autres gestes ou signes graphiques précisent le rôle des personnes qui apparaissent dans l'eschatocole (voir *supra*).

Cette mention "per aures tracti" est plus fréquente sous Arbeo et les listes de noms débutent par une formulation assez générique du type "haec sunt testes per aures tracti". Toutes les personnes mentionnées sont qualifiées de la sorte sans distinction entre individus. Vingt-deux actes sur les 71 de la section comportent cette formulation. Si on prend en considération l'absence de 7 listes de noms, la mention "per aures tracti" représente donc 1/3 des cas et

⁵⁰ Brown, "The use of norms;" voir aussi Siems, "*Lex Baiuvariorum*."

elle est suivie des noms sans signe graphique, sans *signum* et sans verbe. Les seuls ajouts, qui ne sont pas systématiques, sont le grade (*presbiter, diaconus, clericus*) et/ou de l'expression *testes*. Ces listes comportent entre cinq et 21 noms et ne différencient plus les actions des individus, mais leur statut. Cette formule est utilisée par plusieurs scribes (Horskeo, Bern, Leidrad) et Sundaheri l'emploie 8 fois. Deux actes se singularisent par leur discours diplomatique. Dans l'acte 51 placé en 77^e position (772), deux listes sont proposées : la première est introduite par "haec sunt testes qui praesenti manu firmaverunt et per aures tracti sunt" et la seconde "et hac clerum ordo qui praesenti ore firmaverunt". Une différence est ainsi faite entre les témoins. Dans l'acte 39 en 8^e position (770), l'expression suivante débute la liste "haec sunt testes qui manu propria firmaverunt aut per aurem aut per verba ad testimonium conducti". Aucune précision n'est donnée sur les personnes à qui s'applique les différentes formules. La généralisation de cette formulation s'accompagne de la disparition d'une partie des verbes, des gestes et signes graphiques évoqués précédemment. Les croix disparaissent presque totalement ainsi que le *signum* sauf dans les actes 25, 28, 118 ; l'expression *signum manum* n'est présente que dans l'acte 29.⁵¹ Ainsi, le discours diplomatique évolue et se résume souvent à un choix entre les expressions "et haec testes" et "hac sunt tests per aures tracti". L'autographie semble avoir disparu et la mention "praesente manu" dans les actes 44, 50, 51 et 72 semble s'apparenter à un toucher de l'acte.

Ainsi, un certain nombre de gestes, de signes sont réalisés lors de la promulgation de l'acte qui engagent une partie des personnes proches de l'évêque et du disposant. Il s'agit désormais de définir qui sont les individus qui peuvent être souscripteurs mais plus fréquemment témoins. Sont-ils membres d'une communauté et cette dernière a-t-elle un ancrage spatial particulier ou doit-elle être définie autour de la cité épiscopale de Freising ?

3. Une communauté épiscopale mobilisée lors de moments solennels

Les noms apparaissant dans les chartes et les notices bavaoises ont permis de reconstituer les grands groupements de l'espace.⁵² Lors des actions juridiques, plusieurs communautés interfèrent : celle autour de l'évêque composée du clergé de la cathédrale et des moines du monastère cathédral mais aussi des communautés locales avec les familles des disposants. Il s'agit désormais d'identifier les personnes qui réalisent les actions et les gestes évo-

⁵¹ Dans les sections postérieures, cette remarque est aussi valable. Sous l'évêque Atto (783-811), seuls deux actes comportent des croix (actes 80 et 190) et deux la mention *signum manus* (actes 194-5 où le disposant est identique). Sous Hitto et Erchanbert, entre 811 et 854, aucune croix, aucun *signum* est présent.

⁵² Störmer, *Adelsgruppen* ; Störmer, *Früher Adel*.

qués précédemment pour comprendre leur place lors de la promulgation des actes.⁵³

Lors de l'organisation de la province ecclésiastique de Bavière, en 739, la cité de Freising devient un évêché.⁵⁴ Le premier évêque choisi par Boniface est Ermbert sur lequel on a peu d'informations. Il est enterré dans l'autel de Saint-Matthieu à l'intérieur la cathédrale. Lui succède Joseph qui est proche des fondateurs de Saint-Zénon d'Isen où il est inhumé. À partir d'Arbeo, les Huosi sont à la tête de l'évêché.⁵⁵ La charge épiscopale se transmet au sein de la parentèle large et la famille monopolise le pouvoir sur l'espace autour de Freising qui s'organise à partir du Domberg, une colline fortifiée qui se couvre d'édifices religieux au fil des décennies.⁵⁶ La communauté épiscopale se structure autour de l'évêque et de deux bâtiments : l'église et le monastère Sainte-Marie puis Sainte-Marie/Saint-Corbinian à partir de la translation des reliques en 768 sous l'épiscopat d'Arbeo.

Les actes reproduits dans le cartulaire de Freising sont une diplomatie du bénéficiaire. Le personnel proche de l'évêque écrit et souscrit ou écrit simplement au profit du pôle épiscopal. Dans ce cadre, l'étude des scribes et des témoins montre que certains membres de la communauté épiscopale ont une place fondamentale dans le contrôle de l'écrit et comme témoins. La figure d'Arbeo est à ce titre doublement exceptionnelle.⁵⁷ Il aurait évolué dans l'entourage de saint Corbinian avant d'être donné comme oblat à Saint-Marie de Freising. Il réalise ensuite des études à Pavie. Il est d'abord archiprêtre en 754, puis l'année suivante prêtre. Il devient abbé de Scharnitz en 763-4 puis il est choisi comme évêque en 764 avant de mourir en 783. Enterré dans la cathédrale de Freising, devant l'autel de Saint-Matthieu, son épiscopat marque le premier âge d'or du *scriptorium*.⁵⁸ Il donne une impulsion fondamentale avec l'écriture de *Vies* et son activité diplomatique. Il est en contact avec toutes les grandes familles de la région. Il apparaît dans 10 actes de la première section sur 17, dont cinq où il est présent dans la liste de noms puis mentionné comme scribe. Ainsi, son implication est double avant son accession à l'épiscopat. Il est témoin avec son nom accompagné d'une croix (actes 15 et 17) ou avec la formule *signum manus* dans l'acte 7. Il a peut-être effectué une autographie ou un geste particulier lors de la promulgation de ces actes (voir *infra*). Par ailleurs, dans les actes 9 et 14, c'est lui qui débute la liste et dans l'acte 17, il se place juste après le disposant. Ainsi, Arbeo domine par sa présence la diplomatie de Freising avant son accession à l'épiscopat. Sa position cen-

⁵³ Sur les listes de témoins voir les études de Fichtenau, "Die Reihung der Zeugen;" Härtel, *Notarielle und kirchliche Urkunden*.

⁵⁴ Jahn, *Ducatus Baiuvariorum* ; Wolfram, *Die Geburt Mitteleuropas*.

⁵⁵ Certains considèrent qu'Arbeo n'est pas un Huosi mais un *Fagana*. Comme les *Fagana* s'alignent aux Huosi, ils finissent par former un unique groupe (pour un point historiographique voir Vogel, *Vom Werden eines Heiliges*).

⁵⁶ Diepolder, "Freising" et de Cazanove-Hannecart, "L'ensemble épiscopal."

⁵⁷ Mass, *Das Bistum Freising* ; Strzewitzek, *Die Sippenbeziehungen*.

⁵⁸ Bischoff, *Die südostdeutschen Schreibschulen*.

trale à l'intersection des intérêts des différents groupements en fait une figure centrale de la communauté épiscopale. Son investissement se traduit par des gestes, une probable autographie et l'écriture/la souscription comme scribe d'action juridique. Toutes ces actions parfois simultanées lui donnent un relief inégalé dans la diplomatie de Freising. Son rayon d'action ne se limite pas à la cité épiscopale (actes 10, 15, 17 et 23) car il intervient aussi dans ses alentours. Sous son épiscopat la *domus* Sainte-Marie/Saint-Corbinian est bénéficiaire de donations d'un certain nombre d'églises.⁵⁹ Le pôle épiscopal trouve ainsi un ancrage territorial important et lui-même inaugure certaines listes de témoins.⁶⁰

Les listes de témoins et/ou de souscripteurs donnent à voir les communautés locales qui sont ancrées territorialement et où les liens d'alliances et de sang sont fondamentaux. Pour les premiers épiscopats, le faible nombre d'actes ne permet pas de voir une communauté structurée et mobilisée lors de la promulgation des actes et dont les noms des membres se trouveraient dans les listes. En effet, les personnes n'apparaissent pas de manière régulière dans les actions juridiques et aucune ne semble avoir la place incontournable qu'a acquise Arbeo lors de la promulgation des actes. Certains individus apparaissent à quatre reprises dans les actes et semblent être liés par des liens familiaux ou d'alliances : Chuniperht, Cundhar et Cundpald. Les trois hommes se déplacent lors de la promulgation des actions juridiques et les actions juridiques auxquelles ils prennent part sont instrumentées par des scribes différents. Néanmoins, ils apparaissent peu ensemble⁶¹ et n'ont pas de place prééminente dans les listes. Chuniperht est disposant dans les actes 6 et 15 instrumentés à Isen et à Freising. Sa mention est précédée d'une croix et d'un *signum*. Il semble proche de Uueti (acte 17), qui est un *Fagana*, car Chuniperht est le premier témoin cité avec une croix et un *signum*. De même, il apparaît dans un acte ducal (acte 5) accompagné d'une croix et *signum manus*. Cundhar est disposant de l'acte 17 (avec une croix et *signum*) et apparaît comme témoins/souscripteurs dans les actes 2, 3 (donation ducal) et 17 (avec Chuniperht). Enfin le *iudex* Cundpald apparaît dans les actes 1, 10 et 15.⁶² Certes, les mêmes noms sont souvent cités dans les listes mais leur récurrence n'est pas très importante et hormis leur grade, aucune précision n'est donnée pour savoir si le témoin/souscripteur représente le disposant et/ou le bénéficiaire. Si une communauté existe, elle n'est pas mobilisée à travers des gestes, des actions décrits dans le discours diplomatique lors de la promulgation de l'acte. Le graphe proposé en annexe explicite les relations entre les individus qui apparaissent dans les listes (les scribes ont été enlevés). Les points de réunion sont les actes diplomatiques et montre ainsi que les individus sont

⁵⁹ Stahleder, "Bischöfliche und adelige Eigenkirchen; Störmer, "Adelige Eigenkirchen."

⁶⁰ Bühner-Thierry, "Entre implantation familiale."

⁶¹ Chuniperht et Cundhar apparaissent ensemble dans l'acte 17 ; l'acte 15 mobilise Chuniperht, Cundpald et le frère de Cundhart, Lantfrid.

⁶² Diepolder, "Freising" et Mitterauer, *Karolingische Markgrafen*, 36 et suivantes.

souvent reliés à un seul acte. Le discours diplomatique est certes précis sur l'investissement de chacun lors de la promulgation mais cela ne suffit pas pour voir une communauté en action. Les individualités l'emportent et les actes diplomatiques ne sont pas encore le lieu où la communauté se met en scène.

Sous l'épiscopat d'Arbeo, la situation change. Les listes deviennent plus précises sur le grade des témoins/souscripteurs et une présentation hiérarchique devient la norme. C'est la communauté autour de l'évêque qui apparaît en première position dans les listes ; les laïcs étant rejetés souvent après les prêtres et les diacres. Dans ce cadre plusieurs personnes détiennent un rôle clef : Ratolt, Arn et Pern. Le *presbiter* Ratolt est témoin entre 765 et 776-8 soit pendant une décennie (entre l'acte 24 et 80 de l'édition). Dès 765, il apparaît treize fois en première position dans les listes de noms. Il est désigné presque systématiquement comme prêtre sauf dans de rares cas : dans les actes 60 et 63 aucune précision n'est donnée sur les personnes mais par recoupement nous savons que tous sont des *presbiteri*. Dans plusieurs actes, un autre Ratolt (un parent ?) apparaît, sans précision de grade, probablement un laïc⁶³. Sur les quarante-huit actes contenus dans le cartulaire qui datent de l'épiscopat de Arbeo, le *presbiter* Ratolt apparaît dans 22 cas, soit presque la moitié.⁶⁴ Certaines années, son activité comme témoin est exceptionnelle : en 772 sur 11 actes contenus dans le cartulaire, 7 listes le mentionnent. En 773, il est témoin dans cinq des huit actes présents dans les cahiers. Il a donc une place importante parmi les témoins lors de la promulgation des actes, car il occupe la première ou la deuxième position. Plusieurs remarques toutefois : tout d'abord, il n'apparaît jamais avec les signes précisés précédemment qui deviennent rares lors de l'épiscopat d'Arbeo. Son nom ne s'accompagne jamais de croix, ni de *signum*. Par ailleurs, il se déplace en différents lieux mais Freising semble être son ancrage principal. Alors que le monastère d'Isen acquiert une place fondamentale comme pôle de pouvoir de l'évêque et que des actes y sont instrumentés, Ratolt s'y déplace peu.⁶⁵ Dans l'acte 50, il est rejeté en dernière position dans les prêtres.

Pern apparaît soit comme *diaconus* soit comme *presbiter* dans 15 actes entre 767 et 778.⁶⁶ Il constitue une figure incontournable des membres de la communauté épiscopale mobilisée lors de la promulgation des actes. Néanmoins, il n'est jamais placé en première position et il est témoin dans des donations où les disposants sont des laïcs ou des prêtres. Il est présent dans la plupart des actes aux côtés de Ratolt et d'Arn. Comme eux, son ancrage géographique est Freising. Enfin, Arn, le futur évêque de Salzbourg donné

⁶³ Actes 50, 61 ?, 72.

⁶⁴ Actes 24, 30, 31, 39, 42, 43, 45 [acte copié dans la section d'Atto], 46, 47, 49, 50, 52, 55, 56, 60, 63, 65, 66, 72, 73, 78 et 80.

⁶⁵ Jahn, *Ducatus Baiuvariorum* ; de Cazanove-Hannecart, "Les relations."

⁶⁶ Actes 13, 24, 31, 33, 39, 43, 46, 47, 49, 55, 63, 65, 66, 72, 73, 89.

comme oblat par son père est le témoin le plus cité de l'épiscopat d'Arbeo.⁶⁷ Il est présent dans vingt-quatre actes soit plus de la moitié de ceux qui datent de l'épiscopat.⁶⁸ Comme il n'est pas prêtre mais diacre, il n'est pas souvent placé en première position dans les témoins mais à la place inaugurale des personnes de son grade (acte 24, 47, 49, 51, 61, 65, 68, 73, 78, 79). Il est souvent accompagné de Ratolt et Pern et la plupart des actes sont passés à Freising pour des disposants ecclésiastiques ou laïcs. En 772, il est témoin dans plus de la moitié des actes instrumentés (6 sur 11) et en 773 il est présent dans quatre actes sur huit. Il ne se déplace qu'à une unique reprise à Isen (acte 33).

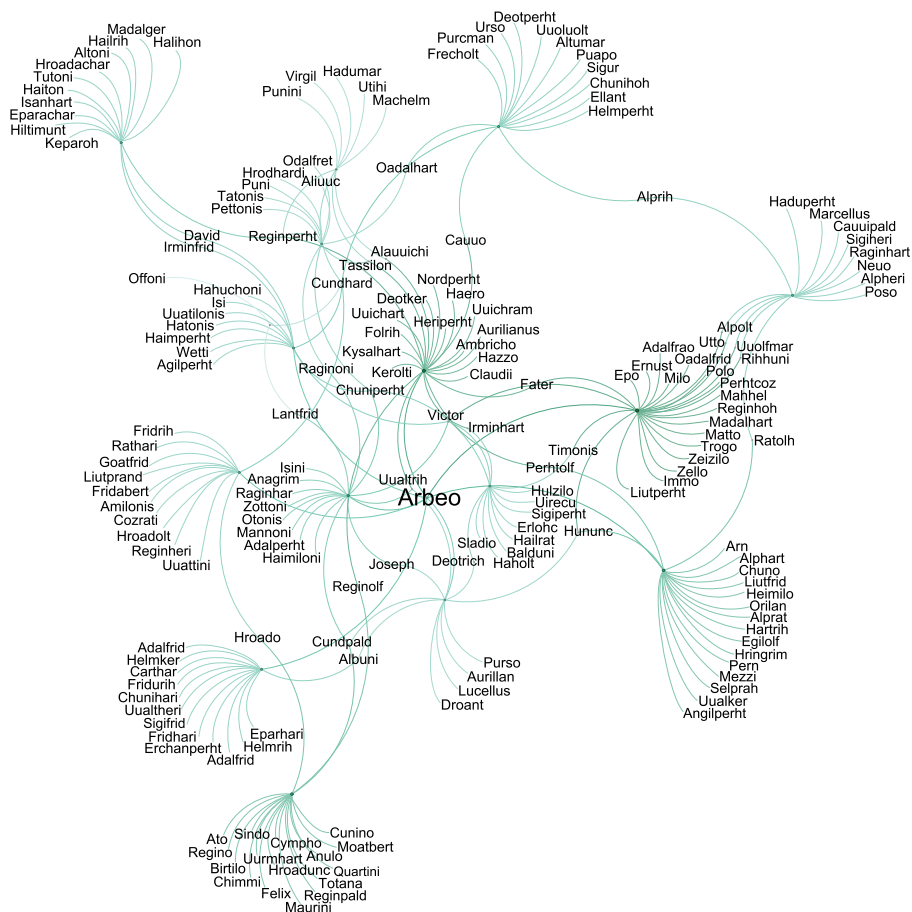
Alors que sous les premiers épiscopats une diversité parmi les souscripteurs et les témoins dominait, dès le début du mandat d'Arbeo, des hommes clefs émergent et prennent une place fondamentale dans les listes. Ce sont des membres de la communauté épiscopale qui apparaissent souvent en position inaugurale. Les autres témoins les plus souvent cités ont aussi des grades ecclésiastiques : les *presbiteri* Reginperht (13 fois) et Hununc (10 fois), les *diaconi* puis *presbiteri* Liutfrid (11 fois) et Tarchnat (11 fois). Sous Arbeo, les listes deviennent plus fermées, ne considèrent qu'une partie de la communauté. Les laïcs, même s'ils sont évoqués, sont rejetés en fin de liste et ceux avec des charges (*comes*, *iudex*) ne sont pas fréquemment cités. La diplomatie évolue dès 764-5 en évoquant de plus en plus rarement des gestes et des signes graphiques pour se restreindre à des listes hiérarchisées. Les gestes sont peut-être encore réalisés sans qu'ils apparaissent dans le discours diplomatique. Par ailleurs, il faut envisager qu'une partie de la communauté est présente sans qu'elle soit couchée par écrit. En effet, sous Arbeo, des expressions montrent que l'on ne mentionne pas tous les témoins. On insiste soit sur leur multitude et leur difficulté pour les compter "et ceteri multi quorum non est facile dinumerare vel scribere nomina" (acte 90, 778 avec 14 témoins [*testes*]) ; et "alii multi quos disnumere non possum" (acte 25, 765-770, après 5 témoins dont 4 avec croix) ; soit on insiste sur l'investissement des personnes présentes "et ceteri audientes et videntes" (acte 33, après 11 témoins, 769). La mise en scène des actes est peu renseignée dans la diplomatie des premiers évêques de Freising même si le discours des actes laisse envisager une participation par l'écoute et par la vue de personnes dont le nom n'apparaît pas dans les listes. Ainsi, les eschatocoles donnent à voir la communauté centrée autour de l'évêque avec des personnes clefs.

⁶⁷ Voir acte 11. Arn a bénéficié une bibliographie fournie, voir Niederkorn-Bruck, Scharf *Erzbischof Arn von Salzburg*.

⁶⁸ Actes 24, 30, 31, 33, 38, 43, 45 [acte reproduit dans la section d'Atto], 46, 47, 49, 51, 55, 60, 61, 63, 65, 66, 68, 72, 78, 79, 80, 89.

4. *Conclusion*

Au terme de cette étude des eschatocoles des deux premières sections des actes transcrits dans le cartulaire de Freising, plusieurs constatations s'imposent. Les premières décennies se caractérisent par un discours diplomatique marquant un engagement de personnes qui peuvent être qualifiées de souscripteurs. Des gestes accompagnent la promulgation des actes et sont mis par écrit. Les rôles peuvent différer selon les personnes et les scribes, notamment Arbeo, jouent un rôle clef. Les actes ne sont pas tous passés dans la cité épiscopale et les témoins/souscripteurs se déplacent. Une communauté peine à être définie à travers les eschatocoles, car la récurrence des noms est faible. Sous Arbeo, l'évolution du discours diplomatique dévoile la communauté épiscopale. Les listes de témoins dont on peut tirer l'oreille (mais pas systématiquement) est constituée d'ecclésiastiques et de laïcs présents lors de la promulgation de chaque acte. Énumérées dans bien des cas de manière hiérarchique, les listes laissent entrevoir une communauté centrée autour de l'évêque Huosi qui étend son pouvoir à partir de la cité épiscopale. Dans les trente-sept actes datant de l'épiscopat d'Arbeo où une date de lieu est précisée, Freising apparaît dans vingt-et-un cas. On a donc un centrage autour du monastère et de l'église cathédrale. Les eschatocoles donnent à voir une partie de la communauté fixée par écrit. L'épiscopat d'Arbeo donne une impulsion fondamentale à la séparation des personnes non en fonction de leur investissement mais leurs grades. Cette distinction des statuts se perfectionne sous l'épiscopat suivant avec la constitution de deux listes différentes. En premier sont cités les prêtres et les diacres précédés de la mention suivante " *actum est haec in praesentia domni ... episcopi seu familiae sanctae Mariae quorum nomina sunt* " puis viennent les laïcs (" *haec sunt testes per aures tracti* "). Ainsi, si une communauté est donnée à voir dans les actes c'est celle de l'évêque dans le cadre d'une diplomatie du bénéficiaire.



Travaux cités

- Bischoff, Bernhard. *Die südostdeutschen Schreibschulen und Bibliotheken in der Karolingerzeit*. 1, Wiesbaden : Harrassowitz, 1960.
- Brown, Warren. "The use of norms." *Viator* 30 (1999) : 15-40.
- Bührer-Thierry, Geneviève. "Entre implantation familiale et patrimoine ecclésiastique : les lieux de pouvoir des évêques de Freising au IX^e siècle." In *Les élites et leurs espaces. Mobilité, rayonnement et domination (du VI^e au XI^e siècle)*, dir. par Philippe Depreux, François Bougard, et Régine Le Jan, 299-317. Turnhout : Brepols, 2007.
- de Cazanove-Hannecart, Claire. *Du chartrier au codex : la première cartularisation (IX^e-début X^e siècle)*. Turnhout : Brepols (à paraître).
- de Cazanove-Hannecart, Claire. "L'ensemble épiscopal sur le Domberg à Freising." In *Le phénomène de la pluralité des sanctuaires à l'époque carolingienne*, dir. par Marie-Laure Pain, 75-86. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2016.
- de Cazanove-Hannecart, Claire. "Les relations entre établissements cartularistes et établissements tiers dans les premiers cartulaires (IX^e-début X^e siècle)." In *Les cartulaires : entre mises en ordre des archives et mises en ordre du monde (IX^e-XIII^e siècle) / Kartulare : zwischen Ordnen der Archive zur Ordnung der Welt (9.-13. Jahrhundert)*, dir. par Claire de Cazanove-Hannecart, Turnhout : Brepols, à paraître.
- Chastang, Pierre. *Lire, écrire, transcrire. Le travail des rédacteurs de cartulaires en Bas-Languedoc (XI^e-XIII^e siècles)*. Paris : CTHS, 2001.
- Diepolder, Gertrud. "Freising. Aus der Frühzeit von Bischofsstadt und Bischofsherrschaft." In *Hochstift Freising. Beiträge zur Besitzgeschichte*, dir. par Hubert Glaser, 417-68, Munich : Erich Wewel, 1990.
- Fichtenau, Heinrich. "'Carta' et 'Notitia' en Bavière du VIII^e au X^e siècle." *Le Moyen Âge* 69 (1963) : 105-20.
- Fichtenau, Heinrich. "Die Reihung der Zeugen in Urkunden des frühen Mittelalters." In *Paleographica diplomatica et archivistica. Studi in onore di Giulio Battelli*, 41-59. Roma : Storia e Letteratura, 1979.
- Geary, Patrick. "Auctor et auctoritas dans les cartulaires du haut Moyen Âge." In *Auctor et auctoritas : invention et conformisme dans l'écriture médiévale. Actes du colloque tenu à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (14-16 juin 1999)*, dir. par Michel Zimmermann, 61-71. Paris : École des Chartes, 2001.
- Glaser, Hubert, Franz Brunhölzl, und Sigmund Benker. *Vita Corbinian. Bischof Arbeo von Freising und die Lebensgeschichte des hl. Korbinian*. Munich/Zurich : Schnell und Steiner, 1983.
- Härtel, Reinhard. *Notarielle und kirchliche Urkunden im frühen und hohen Mittelalter*. Munich/Wien : Böhlau, 2011.
- Henry, Cyprien. "Les signes graphiques utilisés comme moyen de validation dans les actes bretons du XI^e siècle." *Patrimoines* 8 (2012) : 98-103.
- Jahn, Joachim. *Ducatus Baiuvariorum. Das bairische Herzogtum der Agilolfinger*. Stuttgart : Hiersemann, 1991.
- Jahn, Joachim. "Virgil, Arbeo und Cozroh. Verfassungsgeschichtliche Beobachtungen an bairischen Quellen des 8. und 9. Jahrhunderts." *Mitteilungen der Gesellschaft f. Salzburger Landeskunde* 130 (1990) : 201-91.
- Kanoldt, Alexandra. *Studien zum Formular der ältesten Freisinger Schenkungsurkunden, 743-782. Ein Beitrag zur Formgeschichte der bairischen Urkunde*. Wurtzburg (thèse soutenue en 1950).
- Krah, Adalheid. "Die Handschrift des Cozroh. Einblicke in die kopiale Überlieferung der verlorenen ältesten Archivbestände des Hochstifts Freising." *Archivalische Zeitschrift* 89 (2007) : 407-31.
- Mass, Josef. *Das Bistum Freising im Mittelalter*. Munich : Erich Wewel, 1986.
- Mitterauer, Michael. *Karolingische Markgrafen im Südosten. Fränkische Reichsaristokratie und bayerischer Stammesadel im österreichischen Raum*. Vienne : Böhlau, 1963.
- Niederhorn-Bruck, Meta et Scharf Anton. *Erzbischof Arn von Salzburg*. Wien : Böhlau, 2004.
- Parisse, Michel. "Croix autographes de souscription dans l'Ouest de la France au XI^e siècle." In *Graphische Symbole in mittelalterlichen Urkunden*, dir. par Peter Rück, 143-55. Sigmaringen : Thorbecke, 1996.
- Prinz, Friedrich. "Herzog und Adel im agilolfingischen Bayern. Herzogsgut und Konsensschenkungen vor 788." *Zeitschrift für Bayerische Landesgeschichte*, 25 (1962) : 283-311.

- Rohr, Christian. "Hagiographie als Spiegel der Machtverhältnisse ? Argeo v. Freising und die *Gesta Hrodberti*." In *Tassilo III. von Bayern : Grossmacht und Ohnmacht im 8. Jahrhundert* dir. par Lothar Kolmer et Kurt Reindel, 89-101. Regensburg : Pustet, 2005.
- Schlögl, Waldemar. *Die Unterfertigung deutscher Könige von der Karolingerzeit bis zum Interregnum durch Kreuz und Unterschrift. Beiträge zur Geschichte und zur Technik der Unterfertigung im Mittelalter*. Kallmünz : Lassleben, 1978.
- H. Siems, "Lex Baiuvariorum." *Reallexikon der Germanischen Altertumskunde* 18 (2001) : 305-15.
- Stahleder, Helmuth. "Bischöfliche und adelige Eigenkirchen des Bistums Freising im frühen Mittelalter und die Kirchenorganisation im Jahre 1315." *Oberbayerisches Archiv* 104 (1979) : 117-88.
- Störmer, Wilhelm. "Adelige Eigenkirchen und Adelsgräber. Denkmalpflegerische Aufgaben. Mit einem Anhang: Statistik der Eigenkirchen des Adels in den Freisinger Traditionen des 8/9. Jahrhunderts." *Zeitschrift für Bayerische Landesgeschichte* 38 (1975) : 1142-58.
- Störmer, Wilhem. "Sundaheri scriptor, der Lieblingsnotar Bischof Arbeos in den Traditionen Freising." In *De litteris, manuscriptis, inscriptionibus... Festschrift zum 65. Geburtstag von Walter Koch*, dir. par Theo Kölzer et alii, 17-25, Vienne/Cologne/Weimar : Böhlau, 2007.
- Störmer, Wilhem. *Adelsgruppen im früh- und hochmittelalterlichen Bayern*. Munich : Kommission für bayerische Landesgeschichte, 1972.
- Störmer, Wilhem. *Früher Adel. Studien zur politischen Führungsschicht im fränkisch-deutschen Reich vom 8. bis 11. Jahrhundert*. 2 tomes. Stuttgart : Hiersemann, 1973.
- Strzewitzek, Hubert. *Die Sippenbeziehungen der Freisinger Bischöfe im Mittelalter*. Munich : Lentner, 1938.
- Tock, Benoît-Michel. "La mise en scène des actes en France au Haut Moyen Âge." *Frühmittelalterliche Studien* 38 (2004) : 287-96.
- Tock, Benoît-Michel. *Scribes, souscripteurs et témoins dans les actes privés en France (VII^e-début XIF siècle)*. Turnhout : Brepols, 2005.
- Die Traditionen des Hochstifts Freising, 1 : 744-926*. éd. Bitterauf, Theodor. Munich, 1905.
- Vogel, Lothar. *Vom Werden eines Heiliges. Eine Untersuchung der Vita Corbiniani des Bischofs Argeo von Freising*. Berlin/New-York : de Gruyter, 2000.
- Wolfram, Herwig. *Die Geburt Mitteleuropas, Geschichte Österreichs vor seiner Entstehung, 378-907*. Berlin : Siedler, 1987.

Claire de Cazanove-Hannecart
 Paris 1 Panthéon-Sorbonne
 cdecazanove@gmail.com

Comunità costiere tra forme di potere e ambienti ‘ostili’ nella Toscana altomedievale.

Un caso di studio tra ‘polarizzazione’ e ‘nucleazione’

di Giovanna Bianchi

Nel primo paragrafo dell'articolo si procede a una sintetica rassegna delle indagini che hanno riguardato i paesaggi costieri della Toscana altomedievale, necessaria ad inquadrare il caso studio preso in esame. Quest'ultimo è relativo all'analisi multidisciplinare delle evidenze materiali di una corte regia identificata con quella di Valli, citata nel dotario di Ugo di Arles del 937 a favore della futura moglie Berta e di sua figlia Adelaide. Nel secondo, terzo e quarto paragrafo si illustrano in dettaglio i risultati delle ricerche per il caso studio: da quelle svolte nel centro della corte regia, ovvero nel sito dell'attuale Vetricella (Grosseto), ai *survey* multidisciplinari nel territorio circostante, originariamente interno alla stessa corte. Il paesaggio antropico e le modifiche del paesaggio naturale e forestale sono ricostruite dalle prime fasi di occupazione altomedievale sino all'abbandono, nel corso dei secoli XI-XII. Nell'ultimo paragrafo i dati esposti sono comparati con quelli desumibili dalle indagini svolte nei territori circostanti, con l'obiettivo di arricchire il quadro delineato nel noto modello toscano elaborato da Riccardo Francovich, tramite il concetto di polarizzazione, a cui si legherebbe la trama dell'articolazione di queste comunità costiere rispetto a luoghi topici e dominanti.

The first paragraph of the article provides a brief review of the investigations concerning the coastal landscapes of early medieval Tuscany necessary to frame the case study examined. The case study concerns the multidisciplinary analysis of the material evidence relating to a royal court identified with that of Valli, mentioned in the dowry of Hugh of Arles in 937 in favour of his future wife Berta and his daughter Adelaide. In the second, third and fourth paragraphs, the results of the research for the case study are detailed: from the research carried out in the centre of the royal court, (i.e. on the site of Vetricella), to the multidisciplinary surveys in the surrounding area, originally within the same court. The anthropic landscape and the changes in the natural and forest landscape are reconstructed from the earliest phases of early medieval occupation to the abandonment during the 11th-12th centuries. In the last paragraph, the exposed data are compared with those inferable from the investigations carried out in the surrounding territories, with the aim of enriching the picture outlined in the well-known Tuscan model elaborated by Riccardo Francovich through the concept of polarisation, to which the pattern of articulation of these coastal communities with respect to topical and dominant places would be linked.

Medioevo, secoli VIII-XII, Toscana, comunità costiere, archeologia medievale, archeologia dei paesaggi, archeologia dei beni pubblici.

Middle Ages, 8th-12th centuries, Tuscany, coastal communities; medieval archaeology, archaeology of landscapes, archaeology of public estates.

1. Strategie di ricerca per la storia della costa toscana altomedievale

In questo articolo presenterò un caso di studio che acquisisce particolare significato se inserito nel generale quadro della ricerca archeologica sulla Toscana altomedievale. Si tratta di un contesto costiero analizzato in estensione in occasione del progetto ERC-Advanced nEU-Med, concluso alla fine del 2021.¹ La sua rilevanza si relaziona alla strategia sinora seguita in buona parte della regione dalle numerose indagini sul campo che, nella stragrande maggioranza dei casi, hanno privilegiato territori interni e prevalentemente siti o contesti di sommità.

Uno dei motivi che in parte giustificano tale strategia risiede nel fatto che cercare di ricostruire attraverso le fonti materiali la diacronia di frequentazione di ampie aree costiere non è affatto semplice, soprattutto se si vuole risalire ad archi cronologici particolarmente risalenti nel tempo, come appunto l'alto medioevo. Quasi tutta la costa della Toscana da Nord a Sud era originariamente occupata da ampie aree paludose e di laguna dove sfociavano fiumi di portata maggiore o minore, come ad esempio l'Arno o l'Ombrone. Le bonifiche di buona parte di queste aree umide, avvenute in età moderna, la forte antropizzazione di età contemporanea spesso legata al turismo balneare, così come l'industrializzazione (basti a tale riguardo pensare all'area intorno alla foce dell'Arno), oltre all'intensificazione dei lavori agricoli, rendono per molti di questi territori davvero difficile ricostruirne la storia. Si tratta peraltro di un passato molto complesso la cui piena (o almeno parziale) comprensione non può prescindere dal rapporto uomo-ambiente e dalle modalità di adattamento antropiche e di sfruttamento di ambienti spesso considerati ostili.

A questo si aggiunge, perlomeno per l'alto medioevo, una quasi totale assenza di documentazione scritta che, quando esistente, può aiutarci al massimo a sottolineare l'esistenza, ad esempio, di una chiesa, di qualche insediamento più interno, del possibile uso di approdi, senza però quasi mai entrare nel merito di informazioni utili a indicarci chi e come vivesse in quei luoghi. A fronte di questa scarsità di fonti è quindi necessaria una ricerca multi- e interdisciplinare capace di mettere in campo competenze che – oltre che alla storia, all'archeologia e alla geografia storica – facciano riferimento alla geomorfologia, alla geochimica e all'archeobotanica. Per l'alto medioevo, infatti, può essere rischioso cercare di ricostruire un ambiente naturale, in connessione con quello antropico, applicando una sorta di metodo regressivo che si origina dall'analisi oltre che del dato archeologico, da quello desumibile dalla cartografia storica, dalla toponomastica, dalla viabilità o dallo studio del parcellario. Se ciò, infatti, consente di ottenere buoni frutti sino al tardo medioevo, è, invece, difficile per l'alto medioevo senza il supporto di una strategia

¹ Si tratta di un progetto ERC-Advanced Grant 2014 dal titolo *Origins of a new economic union (7th-12th centuries): resources, landscapes and political strategies in a Mediterranean region (nEU-Med)*, condotto in collaborazione tra chi scrive e il Principal Investigator del progetto, Richard Hodges, con ente ospitante Università degli Studi di Siena, www.neu-med.unisi.it.

di ricerca sul campo (sondaggi mirati, carotaggi profondi, analisi estensive in *remote sensing*) arrivare a un grado di dettaglio utile a ricostruire un attendibile quadro storico.

Grazie al progetto europeo è stato invece possibile dispiegare più strategie e metodologie di ricerca per tratteggiare gli eventi che riguardarono, tra VIII e XI secolo, un tratto di costa e il suo immediato interno compreso nel golfo di Follonica (Grosseto) (fig. 1). È qui che punteremo la nostra attenzione senza però privarci di comparazioni con le aree a Nord e a Sud del nostro caso studio.

Come ho scritto sopra, le ricerche nelle aree costiere toscane non sono molte ma, naturalmente, quella che presento in questa sede non è l'unica. Alcune indagini puntuali hanno riguardato, ad esempio, la Versilia, un'area nell'alto medioevo corrispondente al bacino del fiume *Vesidia* (attuale fiume Seravezza) destinata poi ad ampliarsi nel corso del basso medioevo. In un originario comprensorio costiero caratterizzato da insenature e tomboli, chiuso a monte dalle Alpi Apuane, le recenti ricerche hanno portato all'individuazione (principalmente attraverso le fonti documentarie) di 19 siti altomedievali. L'affondo della ricerca nel territorio di Camaiore ha consentito lo scavo di uno dei numerosi castelli della zona, Montecastrese, che ha evidenziato una lunga diacronia insediativa a partire dall'alto medioevo.² Lo scavo, invece, nella chiesa di San Michele a Camaiore ha permesso di circoscrivere l'edificazione della prima chiesa entro il IX secolo, che si andò ad impostare su livelli di vissuto antecedenti.³ Allo stesso tempo, recenti ricerche documentarie hanno puntato l'attenzione su possibili proprietà fiscali nell'area versiliese, tra cui Fibbialla, un toponimo corrispondente a un complesso di beni nei quali si è ipotizzata una specializzazione produttiva di *arche* in pietra.⁴

Una serie di ricerche hanno poi riguardato l'area della piana pisana caratterizzata da una situazione geomorfologicamente complessa a causa della compresenza dei due bacini dell'*Auser*-Serchio e dell'Arno. Tali indagini, riprendendo i numerosi studi sull'andamento della linea di costa e dei relativi approdi nell'Antichità, si sono concentrate principalmente sul tema della continuità di uso di alcuni degli approdi preesistenti nell'alto medioevo in relazione alle attività marittime di Pisa.⁵

Nell'area di Vada, lo scavo estensivo del porto di San Gaetano di età romana non ha evidenziato una continuità di occupazione oltre il secolo VIII.⁶ Evidentemente parte dell'insediamento doveva essersi dislocato in altre aree, dal momento che la sua continuità di vita è attestata dalla presenza di saline su cui gravitavano gli interessi di aristocratici lucchesi e pisani, del vescovo di

² Gattiglia, Anichini, "La Versilia nel Medioevo."

³ Anichini, Giannotti, "San Michele a Camaiore."

⁴ Bianchi, Collavini, "Public estates," 149.

⁵ Baldassarri, Gattiglia, "Tra i fiumi e il mare."

⁶ Pasquinucci, Menchelli, "Goti, Bizantini e Longobardi."

Pisa e dell'importante monastero di San Pietro in Palazzuolo a Monteverdi.⁷ La rilevanza di Vada emerge anche dalla sosta in questo luogo di Ottone I, mentre era diretto a Roma, per emanare nel 966 un diploma in favore dell'episcopio di Volterra.⁸ Del resto tutto il comprensorio anche dell'immediato entroterra fu piuttosto popolato, così come ci attestano documenti di VIII secolo, che nell'area di Rosignano descrivono *sale, sundria, cafagia e case mas-saricie*.⁹ Ma di tutta questa vitalità al momento non vi sono testimonianze a livello di resti materiali.

Analoghi vuoti si constatano anche per Cecina dove, oltre a una continuità di occupazione della villa di San Vincenzino attestata dalla presenza di una necropoli in uso sino al X secolo connessa a una chiesa,¹⁰ poco sappiamo di quanto accadesse non solo sulla linea costiera (dove è documentata l'esistenza di saline in prossimità del lago/laguna connesso al fiume Cecina) ma anche in prossimità della stessa villa, sino alla fondazione nel 1340 del borgo nuovo pisano (forse poi realizzato solo in parte), denominato appunto Villanuova.¹¹

Della possibile lunga storia di San Vincenzo nel Medioevo, rimangono solo labili tracce nei resti di una torre costiera e dei suoi lacerti, risalenti però ai secoli centrali del Medioevo, evidentemente relativi alla fondazione della villanova pisana agli inizi del XIV secolo.¹² La vicina area lagunare di Rimigliano con il suo lago sono stati oggetto recentemente di un volume monografico che raccoglie un insieme di studi, in cui la diacronia storica viene prevalentemente analizzata utilizzando il dato documentario a partire, però, dal basso Medioevo.¹³

Spostandoci più a Sud le informazioni cominciano a essere più numerose. La pianura intorno all'originaria laguna di Piombino, dove sfociava il fiume Cornia, è stata oggetto in un recente passato di numerosi *surveys* e al centro, negli ultimi anni, proprio delle ricerche legate al progetto nEU-Med, sui cui risultati non mi soffermo adesso perché saranno oggetto di un'analisi comparativa con il caso di studio nel paragrafo conclusivo di questo articolo.

Ancora più a Sud, incontriamo un'area intensivamente indagata negli ultimi venti anni. Si tratta del territorio circostante l'originario lago Prile, oggi in parte bonificato, facente capo alla sede comitale di Roselle, situata sulle alture prospicienti lo stesso lago. Qui ricerche estensive sia nel centro di Grosseto, sia nei territori limitrofi, oltre a numerosi progetti di *survey*, integrati da ricerche geomorfologiche, hanno consentito di ricostruire una lunga diacronia di occupazione dalla tarda Antichità sino al basso Medioevo, rivelando

⁷ Collavini, *Rosignano Marittimo*, 14.

⁸ Puglia, "Ottone I," 13.

⁹ Collavini, *Rosignano Marittimo*, 18.

¹⁰ Donati, *La villa romana*, 157.

¹¹ Donati, Gagliardi, Galoppini, "Insediamento umano e attività produttive," 67-70.

¹² Bianchi, "Indagini archeologiche."

¹³ Si vedano i contributi presenti in Megale, Paperini, *Il lago di Rimigliano*.

un'interessante continuità di vita sulle cui modalità torneremo nel paragrafo conclusivo.¹⁴

Per la valle dell'Albegna non vi sono ulteriori dati che implementino in maniera significativa quanto edito in un volume del 2002, in cui il periodo alto medievale è stato sintetizzato da Chris Wickham e Elisabeth Fentress. Grazie principalmente alla documentazione scritta, sappiamo che l'insediamento costiero della bassa valle dell'Albegna non doveva essere totalmente assente data l'attestazione di corti e di un *vicus* a Talamone nell'alto Medioevo, oltre a saline alla foce del fiume attestate a partire dal 1051. La ricognizione ha poi individuato possibili nuclei abitati databili tra VII e IX secolo, quattro dei quali si collocavano sui ruderi di preesistenti ville. A riguardo non si esclude che quest'ultimi rappresentassero il nucleo di formazione di villaggi più o meno organizzati, accanto ai quali i ricercatori hanno individuato forme di insediamenti sparsi disposti sulle dorsali e sulla riva destra dell'Albegna, oltre la più che plausibile esistenza di un grande blocco di terre fiscali in buona parte confluito nelle terre del monastero di Sant'Anastasio.¹⁵ Riguardo alla città costiera di Cosa, i pluriennali scavi evidenziano come, a partire da inizio X secolo, si attuò la riorganizzazione dell'insediamento intorno a due chiese con relative aree cimiteriali nella zona del tempio B e dell'Arce coevo a una fase residenziale in materiale deperibile nel Foro. In seguito la chiesa presente nella zona dell'Arce sarebbe stata abbandonata a favore di una fortificazione in legno provvista di fossato.¹⁶

Dopo questa sintetica panoramica, necessaria però per capire quanti e quali dati siano a oggi disponibili, puntiamo di nuovo l'attenzione sul nostro caso di studio.

2. Una corte regia ai margini di una laguna

Le evidenze che andrò a descrivere sono state riportate in luce nella parte terminale della Val di Pecora, ossia nella pianura costiera dove l'omonimo fiume, identificabile con l'originario Teupascio citato dalle fonti altomedievali,¹⁷ sfociava tramite un sistema fluviale a canali intrecciati in una laguna delimitata da un cordone sabbioso. Nel punto di contatto con il mare, localizzato a Sud della stessa laguna si posizionava sin dall'Antichità un approdo

¹⁴ Della moltissima bibliografia prodotta da queste ricerche, tra i molti contributi, ricordo Campana, "Paesaggi delle acque;" Citter, *Archeologia urbana*; Citter, Arnoldus-Huyzendveld, "Uso del suolo;" De Benedetti, Catalli, "Roselle;" Vaccaro, *Sites and pots*.

¹⁵ Per tutte le notizie relative alle indagini nella Valle dell'Albegna si rimanda a Fentress, Wickham, "Il Medioevo," 259-62.

¹⁶ Fentress, *Cosa V*.

¹⁷ La presenza di un fiume denominato Teupascio, etimologicamente riconducibile al significato di Acqua del Re, è attestata dal 746; Farinelli *I castelli nella Toscana*, 67, n. 309. Riguardo alla discussione della sua identificazione con l'attuale fiume Pecora si rimanda a Bianchi, Collavini, "Public estates," 150-1.

denominato *Portus Scabris*. I rilievi di Montioni e del Cornia delimitavano questo spazio costiero a Nord, mentre la valle del Pecora, incuneandosi verso l'interno, proseguiva verso Massa Marittima. A Sud i rilievi dei Monti d'Alma separavano la pianura e la laguna dall'altra grande area umida, citata poco sopra, occupata dal lago Prile (fig. 2).

La scelta di questo territorio come *key study* del progetto nEU-Med non è stata casuale, dal momento che proprio sulle alture dei Monti d'Alma si trova il borgo di Scarlino, ovvero uno dei siti tipici della moderna archeologia medievale italiana dove, agli inizi degli anni Ottanta dello scorso secolo, fu avviato da Riccardo Francovich il pionieristico scavo nella Rocca che portò alla luce uno dei primi contesti altomedievali antecedenti alla costruzione del castello in pietra.¹⁸ Contestualmente allo scavo, la sottostante pianura fu oggetto di varie campagne di *survey* che però, soprattutto a causa dell'allora scarsa conoscenza della ceramica altomedievale, evidenziarono un generale vuoto insediativo a partire dai primi secoli dell'alto medioevo. Proprio tale assenza fu uno dei punti cardine su cui Francovich, mano a mano che le ricerche proseguirono in altri contesti della Toscana centro-meridionale, elaborò il cosiddetto modello toscano.¹⁹ Il modello teorizzava, nella sua formulazione più compiuta, una forte tendenza all'accentramento insediativo a partire dal VII secolo, in concomitanza con la radicale trasformazione dei paesaggi dell'Antichità che ebbe come conseguenza un diffuso abbandono delle aree di pianura. Tale accentramento si concentrò prevalentemente sulle alture o nelle aree collinari e se in un primo momento si legò a un moto spontaneo delle popolazioni rurali, in una seconda fase, compresa tra fine VIII e IX secolo, ebbe come protagonisti membri delle locali *élites* o emissari delle aristocrazie proprietarie delle terre. Segnali materiali di questa graduale gerarchizzazione sociale furono riscontrati nella presenza di limiti nelle aree sommitali per definire nuove aree di pertinenza, spesso dedicate a sistemi di stoccaggio dei cereali. Il passaggio successivo, a partire dal X secolo, fu l'incastellamento con l'emergere delle nuove signorie territoriali e la trasformazione di questi insediamenti in siti fortificati sovente con nuove cinte in pietra o materiale misto.

Circa una ventina di anni dopo tali pionieristiche indagini, i paesaggi di questa pianura rientrarono in un ampio progetto di studio, di nuovo diretto da Riccardo Francovich insieme a Stefano Campana, caratterizzato dall'impiego di più metodi di indagine comprensivi di analisi di fotografie aeree, rilievi Lidar, prospezioni georadar e geo-elettriche. Fu in questo contesto di ricerca, e grazie a una fortunata ripresa aerea, che emersero le prime e più importanti anomalie, ovvero i tre cerchi concentrici nel sito in località Vettricella (fig. 2). Una serie di sondaggi svolti nel primo decennio del nuovo millennio nell'area al centro dei tre cerchi evidenziarono sequenze di vita comprese tra

¹⁸ Francovich, *Scarlino*.

¹⁹ Francovich, Hodges, *Villa to village*; Francovich, "The beginning."

IX e XI secolo, interpretando le anomalie circolari come possibili fossati. Tali dati spinsero a leggere preliminarmente il sito come una sorta di proto-motta legata alle prime affermazioni dei poteri signorili.²⁰ Contestualmente Lorenzo Marasco, in occasione della sua tesi di dottorato, coordinò nuove campagne di *surveys* che portarono al riconoscimento di un notevole numero di Unità Topografiche, inquadrabili cronologicamente tra VIII e XII secolo.²¹

La pianura non sembrava quindi più così spopolata come supposto quasi trenta anni prima. I tempi erano, quindi, maturi per approfondire le indagini su questo territorio e fu in questo contesto che, nel 2016, iniziarono le ricerche legate al progetto nEU-Med.

Con l'obiettivo, quindi, di analizzare l'evoluzione della maglia insediativa in rapporto alla cornice ambientale, furono avviati *surveys* caratterizzati dall'uso di metodologie integrate: archeologiche, geologiche, chimiche e archeobotaniche che hanno coperto un campione territoriale di 140 ettari in cui sono state svolte prospezioni geofisiche, 26 sondaggi e l'apertura di una grande area di scavo (fig. 2) estesa per circa 2.400 mq. Le cronologie delle sequenze individuate, sia antropiche sia geologiche, sono state poi inserite in una più precisa griglia grazie a numerose datazioni al Carbonio 14 che, in molti casi, hanno ovviato la mancanza di elementi datanti legati alla cultura materiale del tempo.

L'insieme di queste ricerche, sulla cui complessità e dettaglio non mi soffermo,²² ha consentito di elaborare un quadro abbastanza approfondito sulle caratteristiche di questi luoghi, di chi e di come li abitava, costituendo al momento, perlomeno per l'alta costa tirrenica, l'unico esempio di una ricerca così estensiva e globale.

L'altro elemento che rende unico tale contesto è il riconoscimento in questa pianura di una corte regia, attestata nel doppio dotario del 937 di Ugo di Arles a favore della futura moglie Berta e della figlia di lei Adelaide. La corte, denominata Valli, già posizionata in passato in questa porzione di territorio grazie alla presenza sui rilievi a Nord di un castello che ne aveva mutuato il nome in Valle, rimase in mano ad Adelaide sino probabilmente alla sua scomparsa alla fine del X secolo.²³

In recenti edizioni sono stati già ampiamente discussi i motivi che hanno portato a tale riconoscimento topografico della corte regia e all'interpretazione del sito di Vetricella, con i tre fossati concentrici, come il centro aziendale di una proprietà estesa presumibilmente in tutta la pianura.²⁴

La possibilità di indagare una corte pubblica nella sua articolazione costituiva poi un ulteriore elemento di grande interesse. Contrariamente ad altri

²⁰ Marasco, "Una "motta" medievale."

²¹ Marasco, "Archeologia dei paesaggi."

²² A tal proposito rimando a Bianchi, Hodges, *Origins*; Bianchi, Hodges, *Vetricella, an early medieval royal property*.

²³ Vignodelli, "Berta e Adelaide."

²⁴ Bianchi, Collavini, "Public estates."

contesti di oltralpe, la ricerca archeologica su questa tipologia di beni in Italia ha stentato, infatti, a decollare e gli unici esempi a riguardo relativi al regno Italico fanno riferimento ad indagini piuttosto frammentate (come nel caso di Marengo o della corte di Aucia) e spesso datate nel tempo (come per il caso di Orba).²⁵

A oggi l'unico contesto che in tempi recenti ha visto per il suo studio il dispiego di metodologie interdisciplinari similmente al caso toscano qui trattato è il caso pugliese di Faragola e del suo territorio che però, a livello comparativo, presenta delle differenze sia cronologiche sia di generale contesto storico.²⁶

3. *La corte tra VII e IX secolo*

Entrando nel merito dei dati relativi al caso di studio, premetto subito quelli relativi al contesto ambientale. Le aree propriamente lagunari si trovavano più in prossimità della costa, a circa 1 km dal sito di Vetricella e quindi dal centro della corte. Oltre la laguna si apriva un paesaggio caratterizzato dalla presenza di stagni più o meno profondi e ampi, non particolarmente caratterizzati da vegetazione. Queste aree umide, che sino all'alto medioevo non avevano subito modifiche dal tardo Olocene,²⁷ avevano un'estensione diversa rispetto a quella testimoniata dalla cartografia storica di XIX secolo, quando qui è attestata la palude di Scarlino²⁸ e si estendevano con maggiore profondità verso l'interno. Oltre al fiume Pecora una rete idrografica minore creava quindi un paesaggio caratterizzato da acque ruscianti la cui portata era soggetta alla variazione degli eventi meteorici stagionali (fig. 3).

Le analisi di una porzione dal paleoalveo del Pecora/Teupascio hanno consentito di verificare che nel suo percorso finale il fiume scorreva più in prossimità di Vetricella rispetto al suo corso attuale. Questa complessa rete idrografica sin dall'età pleistocenica aveva creato un sistema di conoidi alluvionali che consentivano di usufruire di porzioni di terreno leggermente rialzate. Il sito di Vetricella si posizionò proprio su una di queste, il cui drenaggio era garantito da un sistema di vallecole che consentivano il deflusso delle acque verso valle.

Le analisi dei reperti antracologici mostrano come una vegetazione di tipo ripariale, con salici, pioppi e ontani caratterizzasse i margini del fiume Pecora e le zone immediatamente limitrofe, con una prevalenza dell'ontano anche ai limiti delle paludi e degli stagni. Le aree che venivano inondate stagionalmen-

²⁵ Per una sintesi delle ricerche nelle corti regie si rimanda a Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 203-32.

²⁶ Turchiano, Volpe, "Faragola."

²⁷ Pieruccini, Susini, "The Holocene sedimentary record."

²⁸ A tal proposito si veda l'edizione delle stampe ottocentesche edita in Guarducci, Piccardi, Rombai, *Atlante della Toscana tirrenica*, 88-9 e 130.

te erano, invece, occupate da frassino meridionale, pioppo e ancora ontani, mentre olmi e cerri si posizionavano sui suoli più elevati. I boschi di cerro erano molto più estesi rispetto alla loro posizione attuale più spostata verso l'interno. La ricerca archeobotanica ha accertato come nell'alto medioevo la cerreta poteva arrivare sino alla zone di pianura alluvionale, inondate solo occasionalmente, ponendosi ad una distanza non maggiore di 2 o 3 km rispetto al sito di Vetricella e alla stessa area umida. Leccio, erica e corbezzolo, ovvero la vegetazione oggi tipicamente mediterranea, è rappresentata a livello antracologico, invece, solo sporadicamente.²⁹

Questo paesaggio contraddistingueva lo spazio dove si dispiegò una trama insediativa complessa ed articolata.

Quello che abbiamo supposto essere il centro aziendale della corte regia, almeno a partire dai primi decenni del X secolo, presenta tracce di frequentazione non precedenti ai secoli VII-VIII, quando qui si può ragionevolmente ipotizzare l'esistenza di un gruppo di abitazioni in legno e di strutture (probabili forni) deputate ad attività metallurgiche di difficile identificazione (fig. 4).³⁰

La realizzazione delle evidenze negative concentriche avvenne nel corso della seconda metà del IX secolo quando, oltre all'impegnativo scavo dei tre fossati posti a distanze regolari l'uno dall'altro, la parte centrale fu rialzata di circa un metro con riporti artificiali di terreno.³¹ Al centro di quest'area fu edificata una torre, probabilmente in legno, i cui perimetrali furono in seguito sostituiti, senza modificarne però l'ampiezza dei vani interni (fig. 5). È probabilmente in tale fase che questo divenne il luogo centrale della pianura e proprio per questo, in altre sedi editoriali, si è supposto che in questo orizzonte cronologico il possesso pubblico avesse già acquisito quella rilevanza che giustificò il suo inserimento nel dotario di Ugo di Arles, malgrado la sua posizione evidentemente decentrata rispetto alle altre proprietà regie presenti nel dotario.³² Collegando, infatti, una serie di trasformazioni che riguardarono non solo questa porzione di costa ma buona parte del macro territorio confinante, appare evidente come la seconda metà del IX secolo fosse coincisa con un momento tipico per la storia di questi spazi. In questo arco cronologico si ridefinirono i due comitati confinanti di Roselle e Populonia e una sede vescovile si spostò dalla sua originaria locazione (Populonia) verso l'entroterra, forse all'interno dell'altra corte regia citata nel dotario, il Cornino, confinante con quella di Valli (fig. 1). La stessa torre al centro dei tre fossati non può essere letta come un semplice presidio a controllo della costa del litorale italiano, forse riconducibile a quelle possibili fortificazioni pubbliche citate nel

²⁹ Per tutti i dati relativi alle analisi archeobotaniche sopra esposti si rimanda a Buonincontri, Rossi, Di Pasquale, "Medieval forest use and management" e Buonincontri, Pieruccini, Susini, "Shaping Mediterranean landscapes."

³⁰ Bianchi, Marasco, "Vetricella e la Val di Pecora."

³¹ Marasco, Briano, "The stratigraphic sequence," 10-3.

³² Riguardo al ruolo del sito in questa fase si rimanda a Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 15-23.

capitolare di Ludovico II dell'866,³³ ma può già essere interpretata come nodo centrale di un'area dove l'evidenza materiale attesta sin da ora una serie di attività che si fecero più evidenti e numerose nel corso del X secolo.³⁴ Mi riferisco, nello specifico, alle possibili attività di produzione siderurgica probabilmente avvenute negli spazi compresi tra il secondo ed il terzo fossato, così come si desume dall'evidenza degli scarti di produzione ritrovati all'interno dei loro primi riempimenti; alle azioni svolte nella vallata del Pecora poco più a monte della pianura dove tagli artificiali dei grandi sedimenti composti da calcari tufacei avviarono lo svuotamento delle paludi dell'alta vallata, mentre mirati incendi della vegetazione crearono aree aperte adatte ai pascoli e alle coltivazioni.³⁵

La stessa peculiarità topografica del sito, a oggi ancora un *unicum* nel panorama italiano, denota una capacità progettuale che rimanda ad ambienti tecnici esterni a questo territorio, con soluzioni che trovano confronti con insediamenti rinvenuti nella costa degli attuali Belgio e Olanda databili agli ultimi decenni del IX secolo, oppure con fortezze tedesche di fine VIII-prima metà IX secolo.³⁶ È poi da questo momento, dopo una certa flessione registrabile tra VII e VIII secolo, che la ricognizione di superficie e le indagini multidisciplinari evidenziano la comparsa di nuclei insediativi nella pianura.

Una serie di Unità Topografiche sono state individuate non lontano dal sito di Vetricella, localizzate sui micro rilievi asciutti seguendo una sorta di distribuzione a fasce (fig. 6): nella prima, a una distanza di circa 200 metri, si trovavano piccole unità topografiche spesso collegate a scorie siderurgiche; nella seconda fascia, posta a una distanza sino a 800 metri, rientravano Unità Topografiche di maggiori dimensioni.³⁷ Un simile aumento numerico è stato verificato anche in aree più lontane (fig. 7) prossime alle prime pendici dei Monti Alma e, viceversa, in direzione dei versanti montuosi a Nord, dove si trovava l'Unità Topografica in corrispondenza del podere Aione, una delle pochissime evidenze altomedievali individuate negli 'storici' *surveys* degli anni Ottanta.³⁸

Se, quindi, tutta questa serie di indizi inducono a ritenere già la pianura sede di un'importante proprietà pubblica avente il suo centro nel sito di Vetricella, le più consistenti evidenze materiali del periodo successivo consentono di entrare in un maggiore dettaglio per quanto riguarda la vocazione economica della corte, l'uso degli spazi e il contesto antropico a esso collegato.

³³ Settia, "Strutture materiali."

³⁴ Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 171-7.

³⁵ Pieruccini, Susini, Buonincontri, "Late Holocene."

³⁶ Per alcuni confronti e considerazioni sulla tipologia di assetto si rimanda a Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 17-8 e in particolare alla nota 3.

³⁷ Dallai, Marasco, "Progetto ERC nEU-Med."

³⁸ Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 22-3.

4. *Dal X secolo all'abbandono*

Nel sito di Vettricella le numerose datazioni al radiocarbonio ci indicano con esattezza la forbice cronologica in cui rientrano questi cambiamenti concentrati in un arco di tempo così ristretto da consentire, nell'ambito del macro-periodo, di individuare due distinte fasi: la prima nella seconda metà del secolo X; la seconda nella prima metà del secolo XI, con molte evidenze inseribili soprattutto nel primo trentennio di questo secolo.³⁹

Durante questo tempo fu eliminato il fossato più interno il cui riempimento fu sigillato da uno strato di malta, raddoppiando così il piano di calpestio, ora racchiuso nell'area compresa tra la torre centrale ed i limiti del fossato intermedio (fig. 8).

La torre rimase in ogni caso il fulcro del generale assetto e in questa fase fu costruito il suo basamento in pietra e malta di calce, di cui si conservano esigui lacerti poiché buona parte di quest'ultimo fu sistematicamente smantellato durante le fasi di abbandono del sito.⁴⁰ Al di sopra del basamento in pietra doveva erigersi un alzata in materiale deperibile sostenuto, oltre che dalla stessa base, anche da quattro grandi pali angolari interni.

La ceramica comune da cucina in acroma grezza e da mensa in acroma depurata, ritrovata negli strati di vita della torre, rimanda a un contesto domestico⁴¹ in cui però la presenza di frammenti di 20 calici a stelo lungo (dai 2 ai 9 cm) e piede a disco caratterizzano lo *status* sociale degli abitanti. La testimonianza del passaggio e permanenza nel sito di personaggi di rilievo, come gli stessi emissari regi, è anche testimoniata dal ritrovamento di frammenti vitrei di colore blu, decorati con filamenti o piccole bugne di colore bianco opaco, rapportabili a piccole coppe o lampade.⁴²

La torre era circondata da una palizzata testimoniata da una serie di buche di palo che seguivano una sorta di perimetro semicircolare. Buche di palo delle medesime dimensioni delimitavano anche il fossato intermedio, divenuto ora il limite più esterno della parte centrale, dopo il riempimento di quello più interno.

Sempre in questa fase, in prossimità della torre, si realizzò un'area cimiteriale di cui sono stati scavati 52 individui⁴³ (fig. 9). L'analisi al radiocarbonio di una serie di resti ossei data la formazione del cimitero a partire dall'ultimo

³⁹ Marasco, Briano, "The stratigraphic sequence at the site," 13-5.

⁴⁰ La precisione con cui, nella sua distruzione, si seguì il filo del perimetro, consente, comunque, di risalire alle originarie dimensioni della torre: 9.7 m. x 9.7 il suo perimetro esterno; 6.5 m. x 6.5 m. quello interno, per quasi 45 mq abitabili.

⁴¹ Russo "The coarse, fine and selezionata wares," 61-4.

⁴² Castelli, "Glass artefacts," 72-4. Riguardo ai vetri blu, si tratta di vetri molto particolari che trovano dei puntuali e coevi confronti, anche archeometrici, con ritrovamenti in area francese, germanica e dei Paesi Bassi in contesti religiosi o laici di particolare rilevanza, tra i quali ricordiamo anche gli empori di Dorestad e Håitabu; Gratuze, "The blue and bluish green glass sherds."

⁴³ Viva, "Burials from the cemetery" per tutti i dati relativi alle analisi antropologiche.

trentennio del X secolo sino ai primi decenni di quello successivo. Tutti gli individui (10 maschi, 5 femmine e 37 sub-adulti, ovvero individui con età compresa tra 0 e 14 anni) furono sepolti in fossa terragna senza nessun corredo (a eccezione di un orecchino in relazione a una sepoltura femminile). L'analisi paleodemografica ci restituisce l'immagine di un gruppo di inumati composto per il 29.4% da adulti ed il 70.6% di sub-adulti con un'alta percentuale, dentro questo gruppo, di sepolture infantili. La posizione di quest'ultime inumazioni lungo una direttrice lineare che seguiva l'andamento di due fosse di spoliazione (fig. 10) ha indirizzato la loro interpretazione come resti in negativo del perimetro di un piccolo edificio (circa 6 x 4 m.) costruito in materiale deperibile, interpretabile come un possibile piccolo oratorio.⁴⁴ La maggioranza delle tombe era disposta con orientamento ovest-est, senza distinzioni di genere, in posizione tendenzialmente radiale rispetto all'area centrale del sito.

L'analisi isotopica della paleonutrizione rivela una buona alimentazione a base di proteine per tutto l'insieme degli individui e una media di vita intorno a circa 40 anni per gli uomini e circa 35 anni per le donne.⁴⁵ Numerosi traumi individuati grazie all'analisi paleopatologica indicano, comunque, questa comunità impegnata in lavori mediamente pesanti, in cui furono coinvolti alcuni dei bambini, che lasciarono in alcuni individui delle evidenti lesioni.

Malgrado la buona dieta, la maggioranza del campione, soprattutto femminile e dei sub-adulti, soffriva di gravi forme di anemia congenita, associabile al gene della b-talassemia o morbo di Cooley strettamente correlato ad ambienti malarici, come doveva essere quello caratterizzante tutta l'area di pianura della corte regia. Questa patologia spiegherebbe l'alta mortalità infantile registrata nel sito ma è anche indicativa del radicamento di questa popolazione nel territorio costiero-lagunare.

Del resto, come indicano i dati delle ricognizioni di superficie, è proprio in questa fase che si registra un aumento delle Unità Topografiche nella pianura e un consolidamento di quelle già esistenti (fig. 11). Questo è provato dalla continuità dei luoghi di sepoltura come nelle Unità Topografiche in corrispondenza del toponimo Casetta e in quella nell'indicativa località La Pieve, presente in prossimità di un'originaria villa romana, caratterizzata da un'ampia area di sepoltura (databile tra la tarda antichità e il X secolo) e circostanti unità abitative.⁴⁶ Proprio la posizione di questa Unità Topografica e la stessa toponomastica inducono ad accostare a questo contesto un edificio pievano forse identificabile con la pieve di San Donato di *Morrano*, uno dei possedi-

⁴⁴ L'edificio si trova quasi al centro dell'area cimiteriale e la locazione lungo i lati di quest'ultimo dei resti infantili fu legata probabilmente alla consuetudine delle tombe *sub stillicidio*.

⁴⁵ Viva, Fabbri, Ricci, "The contribution of isotopic analysis."

⁴⁶ L'analisi ancora inedita di questi individui li conferma, analogamente al gruppo di Vetricella, ugualmente affetti da b-Talassemia. Ringrazio Serena Viva per questa preliminare informazione.

menti del vescovado lucchese, già luogo di rogazione in età longobarda che sorgeva vicino la *Strata*, interpretabile come una grande direttrice viaria.⁴⁷

La presenza di queste distinte zone di sepoltura nella pianura legate a possibili nuclei abitati fa ipotizzare che il gruppo umano sepolto a Vetricella fosse specificamente connesso al centro della corte. Il numero delle sepolture è troppo alto per supporre che si trattasse di individui residenti nella torre. Le tipologie di sepolture in fossa terragna, la mancanza di elementi socialmente distintivi, anche nella disposizione delle stesse fosse, spingerebbe a collegare la maggioranza di questi individui più al gruppo di dipendenti del centro direzionale. In altra sede di edizione⁴⁸ non abbiamo escluso di trovarci di fronte a parte di quei numerosi gruppi di non liberi, i *prebendari* attestati in vari polittici residenti nel dominico, tra cui si distinguevano figure caratterizzate da maggiore specializzazione, i *ministeriales*, destinati all'amministrazione così come a specifiche attività quali, per esempio, l'allevamento o le attività metallurgiche.⁴⁹ La presenza di questi lavoratori dipendenti di condizione servile viene oggi ritenuta indicativa di intensificazione dello sfruttamento delle campagne⁵⁰ e la loro scomparsa tra la fine del X secolo e l'inizio del successivo (una cronologia vicina ai tempi di uso di questo spazio sepolcrale) è letta come il segnale di una generale riorganizzazione economica coincidente con la crisi del sistema curtense.⁵¹

Al gruppo di inumati appartenevano anche quattro individui di maggiore altezza, compresa tra 1.78 e 1.82 m, non affetti invece da talassemia, due dei quali caratterizzati da traumi importanti (come la frattura scomposta di un femore e l'amputazione di un piede) ai quali erano sopravvissuti. Tutti e quattro gli individui erano poi affetti dalla cosiddetta 'sindrome del cavaliere' che colpisce chi fa un'eccessiva pratica equestre. Al momento le preliminari analisi degli isotopi dello Stronzio, che ci forniscono un macro-dato relativo alle aree di maggior vissuto degli individui indagati, confermano una estraneità dei quattro uomini dall'ambiente strettamente collegato a questa area costiera, a differenza del resto del campione.⁵² Le analisi del loro DNA è ancora in corso ma già di uno di questi possiamo preliminarmente ipotizzare la provenienza da aree nord-europee.⁵³ Difficile quindi stabilire per questo piccolo gruppo il loro status: emissari regi deputati alla gestione della corte,

⁴⁷ Sodi, Ceccarelli Lemut, "La diocesi di Roselle-Grosseto," 35-7; Tomei, *Milites elegantes*, 83-4. Il possibile passaggio in questo punto della via *Aurelia Vetus* è sostenuto da vari studiosi a differenza di altri che ipotizzano il suo tracciato più verso il mare, lungo il cordone sabbioso che chiudeva la laguna. Si veda Dallai, Ponta, Shepherd, "Aurelii e Valerii," per la disamina delle varie posizioni a riguardo.

⁴⁸ Bianchi, Viva, "Archaeological and anthropological analysis."

⁴⁹ Pasquali, "La condizione degli uomini," 82-7.

⁵⁰ Rio, *Slavery after Rome*, 199-201.

⁵¹ Pasquali, "L'azienda curtense," 52-5.

⁵² Le analisi, ancora inedite, coordinate da Carmine Lubritto all'interno del progetto nEU-Med, sono state eseguite nel Dipartimento di Scienze e Tecnologie Ambientali, Biologiche e Farmaceutiche, Università della Campania Luigi Vanvitelli.

⁵³ Le analisi ancora inedite, svolte internamente al progetto nEU-Med, sono state coordinate

facenti parte di quegli *actores* regi di cui troviamo traccia nei documenti altomedievali riferiti a questo territorio a partire dall'VIII secolo?⁵⁴ Possibili *ministeriales* trasferiti da altre corti proprio per il loro livello di specializzazione in determinate attività e di cui peraltro si aveva particolare cura (vista l'ipotizzabile assistenza medica adoperata per i due infortunati che permise loro di sopravvivere dopo i traumi)?

Al di là dello status degli individui sepolti nel sito, appare evidente come essi fossero strettamente legati al centro della corte, sebbene rimanga aperto il quesito dei loro possibili luoghi di abitazione, probabilmente localizzati tra il fossato esterno e quello intermedio, viste le caratteristiche dei reperti rinvenuti nei riempimenti soprattutto di quest'ultimo.⁵⁵

Riguardo alle attività che coinvolgevano sia questa piccola comunità legata al centro aziendale, sia quelle dislocate nella circostante pianura, i dati materiali offrono numerosi spunti di lettura.

Di un probabile allevamento di cavalli con presenza di animali giovani (con datazioni radiocarboniche delle loro ossa a questa fase, Cal AD 950-1015), ci dà conto l'analisi zooarcheologica.⁵⁶ A questa fase corrispose anche un forte incremento dei resti di suini, a riguardo dei quali il ritrovamento di individui perinatali conferma un allevamento nelle vicinanze del sito. La presenza del non lontano bosco di cerro rappresentava sicuramente l'ambiente ideale per il loro pascolo allo stato brado, senza un grande controllo sulla popolazione, come sembra provare l'alto numero di suini adulti. Un'intensa attività specializzata di macellazione, forse non solo destinata al consumo locale, è attestata dalla presenza di tagli carnei specifici, con particolare riferimento alle scapole di maiale. L'età adulta dei bovini (le cui ossa sono state rinvenute in numero notevolmente minore, al pari dei caprini) testimonia un loro impiego come forza lavoro nei campi.

Tra le più importanti attività svolte nel centro aziendale vi era poi la gestione di vari stoccaggi. Un primo stoccaggio doveva avvenire all'interno di anforacei prodotti localmente, in acroma depurata e semi-depurata, di medie dimensioni (altezza tra i 27 e i 35 cm), denominati 'anforette' e caratterizzati da una doppia ansa a nastro.⁵⁷ La loro produzione fu avviata già nel IX secolo con un notevole incremento proprio nel corso del X secolo. Il ritrovamento di 487 frammenti, riconducibili a ben 232 contenitori, indica che l'area intorno

da David Caramelli, Dipartimento di Biologia, Università di Firenze che ringrazio per questa preliminare informazione.

⁵⁴ Bianchi, Collavini, "Public estates and economic strategies."

⁵⁵ È possibile che la definizione dei luoghi di residenza rimarrà sempre un quesito aperto dal momento che, a parte piccoli sondaggi, l'indagine non si è estesa oltre il limite del fossato intermedio sui lati est ed ovest e non molto oltre quello interno, sui lati nord e sud. Non possiamo, quindi, escludere che edifici con funzione abitativa si trovassero negli spazi non indagati o in quelli compresi tra il fossato mediano e quello più esterno, in ogni caso posti a una quota inferiore del nucleo centrale e, quindi, fortemente compromessi, in molti punti, dai recenti lavori agricoli.

⁵⁶ Aniceti, "The zooarchaeological analyses."

⁵⁷ Russo, "Ricerche su di un contenitore da trasporto."

alla torre era un importante luogo di stoccaggio sebbene restino degli interrogativi sulla natura del riempimento di queste anforette. Le analisi in gascromatografia dei residui organici di un piccolo campione dei recipienti (quindi non indicativo della generale tendenza)⁵⁸ ha evidenziato, in alcune, la presenza di vino e succo di uva, in altre nessuna traccia riconoscibile con questo tipo di analisi. In quest'ultimo caso si potrebbe ipotizzare, quindi, la presenza eventualmente di cereali, piuttosto che l'acqua, come ritenuto in passato.

Lo stoccaggio dei cereali, del resto, rimanderebbe al paesaggio agrario del tempo quando, grazie all'intensificazione delle bonifiche subito a monte di Vettricella e degli incendi, nuovi spazi adibiti a coltivazione si sommarono agli esistenti.⁵⁹ Aree coltivate a cereali di non ampie dimensioni dovevano trovarsi a macchia di leopardo anche nella pianura, così come si ricava dall'analisi pollinica sia delle carote nell'originaria laguna, sia delle microsezioni dei riempimenti dei fossati.⁶⁰

Più chiara è invece la situazione relativa alla produzione siderurgica. In questo periodo infatti il centro aziendale e nello specifico gli spazi centrali del sito di Vettricella divennero il luogo di stoccaggio di un alto numero di reperti metallici: 1.660 frammenti (recuperati solo con lo scavo di 1/3 del sito), pari a 1.574 oggetti di cui (dato il livello di conservazione) solo 828 ben identificabili. Il 95%, ovvero 1.498 di questi, sono reperti in ferro, mentre solo 45 sono in lega di rame e 31 in lega di piombo.⁶¹ La maggioranza di questi reperti sono connessi alla sfera equestre: chiodi da ferratura, finimenti come fibbie, fibbiette, forse uno strigile. A seguire, tredici esemplari di sperone, il gruppo numericamente più consistente rinvenuto in Italia, che ha precisi confronti con simili reperti di area franco-germanica. Poi oggetti legati ad attività artigianali come la tessitura, la fucinatura, la lavorazione del pellame, del cuoio e del legno (trapani, lesini, punteruoli ad innesto, bulini, cunei, un volano per trapano ad arco, punte da cardatura, cesoie, coltelli di varie dimensioni e un certo numero di chiavi e chiavistelli). Numericamente irrilevanti gli oggetti legati ai lavori agricoli e alla sfera bellica o venatoria. In questo grande numero si riconoscono anche oggetti usati o rotti che potrebbero essere stati stoccati in questo contesto per un loro successivo riciclo.

Si tratta, quindi, di una grande quantità di reperti la cui anomalia numerica è sottolineata anche dal confronto con quanto sinora ritrovato in stra-

⁵⁸ Le analisi sono state effettuate da Alessandra Pecci in collaborazione con S. Mileto (Equipe de Recerca Arqueològica i Arqueomètrica de la Universitat de Barcelona (ERAAUB) - Departament de Història i Arqueologia - Universitat de Barcelona).

⁵⁹ Buonincontri, Pieruccini, Susini, "Shaping Mediterranean landscapes" e Pieruccini, Susini, Buonincontri, "Late Holocene human-induced landscape changes."

⁶⁰ Le analisi, ancora parzialmente inedite, sono state eseguite da Elisa Furia ed Eleonora Clò con la direzione scientifica di Anna Maria Mercuri, Laboratorio di Palinologia e Paleobotanica, Dipartimento di Scienze della Vita, Università di Modena e Reggio Emilia.

⁶¹ Agostini, "The metal finds," per tutti i dati relativi alle analisi dei reperti metallici.

tigrafie di questo periodo nei molti siti scavati in passato proprio in questo areale geografico, che riporta sempre a un numero davvero esiguo di reperti.⁶²

Il mancato ritrovamento nel sito di strutture produttive e di grandi quantità di scorie ha portato a ipotizzare che questa produzione non avvenisse nel centro aziendale ma nelle sue aree periferiche e in buona parte della pianura. Tale ipotesi è supportata dal ritrovamento di scorie di lavorazione (di forgia e di riduzione) sia nelle Unità Topografiche nella fascia prossima al sito sia in molte di quelle poste anche a maggiore distanza.⁶³

In questo arco cronologico, infatti, i risultati delle nuove ricognizioni, approfondendo e definendo meglio le caratteristiche e la cronologia di molti siti già censiti negli anni Ottanta dello scorso secolo, individuano proprio nel corso del X secolo un infittirsi della maglia insediativa con nuovi nuclei demici in particolare nelle aree in prossimità della laguna e di *Portus Scabris* (fig. 11).⁶⁴ In molti di questi contesti il *survey* attesta la presenza di indicatori di attività produttive legate alla lavorazione del ferro come minerale grezzo, scorie, pareti di forno, ovvero tracce che testimoniano l'esistenza di un intero ciclo produttivo. L'infittirsi della maglia insediativa nella pianura e degli indicatori archeometrici, alla luce delle centinaia di reperti in ferro ritrovati a Vetricella, porterebbero quindi a ipotizzare questa corte coincidente con un grande areale di produzione dedito allo sfruttamento del ferro.⁶⁵

Le analisi in microscopia elettronica (SEM-EDS) e le analisi chimiche (ICP-OES) riconoscono nelle scorie la presenza sia di ematite elbana, sia di ferro proveniente dalle Colline Metallifere confermando il perdurare di un ampio sistema di approvvigionamento che faceva riferimento ai due comprensori minerari.⁶⁶ La pratica di mescolare materie prime di diversa provenienza, per ottenere un migliore prodotto finale, attesterebbe in questo contesto, quindi, la precocità di una prassi tecnologica rispetto a quanto codificato nel tardo medioevo.⁶⁷ Questo areale aveva il suo centro nel sito di Vetricella, il cuore della corte regia, internamente a un ambiente naturale la cui abbondanza di acque dolci potrebbe essere stata sfruttata anche per varie fasi dei processi tecnologici come nella cottura del minerale, per bagnare i carboni della fornace o per raffreddare lo stesso minerale (fig. 12).

⁶² Un censimento sistematico di queste evidenze eseguito in occasione di una tesi di dottorato (Belli, *Produzione, circolazione, consumo di manufatti metallici*) ne contò non più di qualche decina per sito, anche nei contesti più ricchi di rinvenimenti all'interno dei villaggi di sommità indagati da Francovich e da noi suoi allievi.

⁶³ Per questa ipotesi si rimanda a quanto elaborato in Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 30-3.

⁶⁴ Marasco, "Archeologia dei paesaggi," 281-96.

⁶⁵ Ancora Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 39.

⁶⁶ Volpi, Chiarantini, Dallai, "Investigation and ore provenance."

⁶⁷ Nel trattato *Pirotecnica*, Vannoccio Biringucci ricordava come per dare durezza alle lame e alle punte, fosse importante mescolare l'acciaio (ovvero la vena ferrosa più cruda e ricca di maggiore impurità) con il ferro 'dolce' dell'Elba, l'ematite, che grazie alla sua fusibilità si prestava meglio alle saldature: Farinelli, "Le risorse minerarie amiatine," 47.

Ipotizzando, quindi, le attività che impegnavano la comunità residente nel centro aziendale, possiamo ragionevolmente elencare l'allevamento di equini e suini, la loro macellazione, il lavoro nei campi, l'organizzazione dello stoccaggio di probabili prodotti agricoli e degli oggetti in ferro.

Questa comunità, così come anche parte dei membri di quelle presenti nel resto della pianura, doveva poi prendere parte alla consistente produzione siderurgica e alle varie fasi dei processi produttivi, così come al trasporto dei minerali, dei semi lavorati, dei prodotti finiti oltre al reperimento del combustibile. Quest'ultime attività erano inserite in un contesto bene organizzato e complesso, con l'arrivo di minerale da due diversi comprensori che richiedevano anche una certa specializzazione nel processo di mescolamento delle diverse materie prime. È, quindi, più che plausibile una circolazione di maestranze specializzate magari stagionali a coordinamento di questo sistema produttivo il cui cuore era nel sito di Vettricella corrispondente al centro della corte. Questo era il luogo di stoccaggio dei prodotti finiti che da qui, vista la favorevole posizione geografica, dovevano poi essere trasportati via mare o terra verso altre corti o proprietà pubbliche così come è già stato proposto e discusso in altre pubblicazioni.⁶⁸

La centralità economica del sito di Vettricella è testimoniata dal ritrovamento di un alto numero monete,⁶⁹ se confrontato con i ritrovamenti di pochissimi esemplari in stratigrafie del medesimo orizzonte cronologico in contesti del Regno Italico anche di rilevante importanza politica. Si tratta di 21 reperti numismatici databili tra le fine del secolo IX secolo e i primi decenni del secolo XI, nel periodo compreso tra il regno di Berengario I e quello di Corrado II.

L'insieme dei dati esposti in questo lungo paragrafo ci mostra, quindi come l'età ottoniana corrispose a un momento di riorganizzazione più incisiva sia del paesaggio antropico, naturale e agricolo, sia della vocazione di questa corte a cui si legò un sistema produttivo fortemente specializzato nella produzione di oggetti in ferro.

L'epilogo di questa storia è, però, altrettanto interessante. Tra la metà del secolo XI secolo e gli anni Cinquanta di quello successivo il centro della corte continuò a essere vissuto pur trattandosi di una frequentazione molto più limitata. Si perdono infatti le tracce di tutte le consistenti attività che avevano caratterizzato il periodo precedente. Sebbene la torre continuasse a essere abitata, si interruppero le sepolture nell'area cimiteriale con l'abbandono dell'edificio religioso. Tutto questo fece da preludio alla defunzionalizzazione del sito nel corso del XII secolo, quando la stessa torre fu sistematicamente smantellata e sempre più deboli segnali di vissuto precedettero l'abbandono

⁶⁸ Bianchi, Collavini, "Public estates," 157-8.

⁶⁹ Rovelli, "The coins from the excavations," per tutti i riferimenti di seguito allo studio delle monete; Marasco, Cicali, "The Medieval coins from Vettricella," per l'analisi del contesto di rinvenimento.

definitivo del sito alle soglie del XIII secolo.⁷⁰ Torneremo su questo punto nel prossimo e ultimo paragrafo.

5. Considerazioni conclusive tra comparazioni e modelli acquisiti

Nel 2004 Francovich scriveva:

Le condizioni socio-economiche e l'insicurezza politico-militare che contrassegnarono la Toscana nel corso del VI secolo fecero sì che una organizzazione di villaggio tornasse a soddisfare le esigenze di sussistenza delle popolazioni rurali, concorrendo al sedimentarsi di strutture mentali che vincolavano la comunità a un centro abitato ben caratterizzato nella sua identità, ancorché labile per i materiali utilizzati nelle strutture abitative.⁷¹

In questa affermazione ritroviamo sintetizzato buona parte del suo 'modello toscano' e dell'iniziale processo di nucleazione, a suo avviso collegato all'esigenza di costituire una sufficiente massa critica per ovviare alle difficoltà collegate a buona parte degli aspetti del vissuto. La localizzazione sulle alture sarebbe, quindi, da connettere a ragioni di logistica e di convenienza: dalla migliore capacità di difesa, alla possibilità di usufruire di terreni collinari lontani da quelle aree costiere così difficili da coltivare per mancanza di spazi aperti e, in alcuni casi, per le condizioni di degrado ambientale.

Oggi il modello può essere arricchito, perché indagini archeologiche come quelle nell'area costiera grossetana sino alla Valle dell'Albegna, le stesse ricerche nella corte di Valli e nella Val di Cornia, ma anche nella Versilia, confermano per l'alto medioevo una maggiore varietà di soluzioni oltre gli stessi insediamenti di altura. Ciò non priva il modello della sua forza prorompente a proposito della presa d'atto che, a partire dal primo alto medioevo, la tendenza degli abitanti fosse quella di predisporre a formare dei nuclei abitati. Se poi questi agglomerati fossero più a maglie larghe, come forse in alcuni casi di pianura, oppure più concentrati come è ovvio che fosse nelle alture, ciò non toglie rilievo alla novità della proposta di Francovich. La nucleazione per Francovich fu il tratto saliente dei paesaggi antropici altomedievali all'interno di spazi geografici visti sino ad allora attraverso le fonti documentarie come prevalentemente caratterizzati da insediamento sparso, soggetto ad una 'agglutinazione' solo in concomitanza con il processo di incastellamento, secondo le tesi di Pierre Toubert⁷² o durante il noto "incellulamento" proposto da Fossier per i secoli centrali del Medioevo.⁷³

Possiamo differenziare o uguagliare questo concetto di *nucleazione* con quello di *polarizzazione* di cui scrive Lauwers nel suo articolo contenuto in

⁷⁰ Per una trattazione più esaustiva di questa fase si rimanda ancora a Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 34-5.

⁷¹ Francovich, "Villaggi dell'altomedioevo," XIV.

⁷² Toubert, *Les structures du Latium médiéval*.

⁷³ Fossier, *L'infanzia dell'Europa*.

questa raccolta?⁷⁴ Per Lauwers la polarizzazione corrisponderebbe a una articolazione delle popolazioni rispetto a dei luoghi topici e dominanti, nodi essenziali nella creazione di reti legate ad azioni collettive di diversa natura, per esempio produttiva oppure inerente l'aspetto della religiosità. Quest'ultimo, con la sua rappresentazione materiale nelle chiese (oratori, pievi e poi parrocchie), costituirebbe secondo Lauwers forse l'elemento di polarizzazione più forte e continuativo nel tempo, grazie anche all'impulso riformatore della chiesa a partire dalla riforma gregoriana, oggi vista da parte della storiografia francese come l'inizio di un lungo processo che, coinvolgendo la totalità degli aspetti sociali, avviò un cambio storico di rilievo.⁷⁵

Il caso di studio della corte di Valli, trattato analiticamente nei precedenti paragrafi sembrerebbe in buona parte confermare quanto proposto da Lauwers. In un paesaggio costiero relativamente popolato sino al IX secolo inoltrato, la definizione di un centro aziendale rappresentato dal sito di Vettricella coincise con una prima generale riorganizzazione del territorio: non solo dell'ambiente naturale con interventi sul paesaggio forestale e idrografico ma anche con la formazione di possibili abitati disposti lungo la pianura. Le sole indagini di superficie, supportate però da mirati sondaggi, confermano la nuclearità di queste realtà insediative, in due casi sicuramente provviste di una propria chiesa e di relativi edifici di culto, in altri casi magari coincidenti con piccole Unità Topografiche legate alla metallurgia (per esempio la serie di piccole Unità Topografiche poste a poca distanza dal sito di Vettricella). Abbiamo poi visto come tali processi avessero subito una accelerazione e un'intensificazione in età ottoniana, quando la vocazione economica della corte si accentuò in relazione alla lavorazione proprio di reperti in ferro.

Ambedue le tipologie di nuclei abitati riportano a quanto scritto da Lauwers nel suo articolo, rielaborando e ridefinendo concetti espressi in particolare da Alain Guerreau,⁷⁶ ovvero che la formazione di gruppi umani caratterizzati da pratiche comunitarie dipendesse non solo da esigenze di residenza ma anche da attività produttive capaci di strutturare una determinata organizzazione sociale (come per la lavorazione del ferro, ma anche per certe pratiche agricole o di allevamento). Tale nucleazione in ogni caso sarebbe stata incentivata e favorita da politiche sovra territoriali, nel caso di Valli messe in atto dalla proprietà regia.

Per Valli il principale elemento di polarizzazione fu il centro aziendale, quello riconosciuto nel sito di Vettricella. Un altro importante luogo di polarizzazione fu quello religioso rappresentato dalla possibile pieve di Morrano, nell'attuale località La Pieve, con la sua sequenza di sepolture e Unità Topografiche associate. È, però, nel centro aziendale che ritroviamo ben espresso materialmente il concetto che la polarizzazione potesse anche non tradursi

⁷⁴ Lauwers, "Lieux dominants."

⁷⁵ A tale proposito si rimanda al volume Martine, Winady, *La Réforme grégorienne* e in particolare al testo di Mazel, "Introduction. Une "révolution totale"?"

⁷⁶ Guerreau, "Quelques caractères spécifiques de l'espace féodal."

in un accentramento dell'habitat, ma fosse *mediatore* di tale nucleazione. Lo scavo non ha infatti rinvenuto dentro l'area del primo fossato nessuna traccia di un abitato strutturato oltre la torre centrale. Quest'ultima diveniva quindi il forte elemento simbolico di questa polarizzazione, espressa anche dal fatto che proprio lì, in prossimità della torre si raccoglievano le centinaia di reperti in ferro prodotti nella pianura, ma anche la produzione stoccata nelle altrettante centinaia di contenitori ceramici. Il centro aziendale si dotò, a partire dalla seconda metà del X secolo, anche di un ulteriore elemento di polarizzazione rappresentato dalla chiesa in legno intorno alla quale si disposero le sepolture di coloro che sono stati interpretati come i diretti dipendenti del centro aziendale.⁷⁷ Quest'ultimi dovevano abitare sicuramente non lontano, probabilmente in agglomerati posti tra il primo e il secondo fossato, vista la presenza nei loro riempimenti di materiali di butto (ceramiche, ossa animali) che riportano a plausibili livelli di vissuto nelle vicinanze.

Le chiese che abbiamo già rammentato potevano sicuramente rappresentare un ulteriore elemento di polarizzazione che, in questo territorio, parrebbe legarsi anche a un abitato circostante, sicuramente rinforzando il senso di collettività della comunità che faceva riferimento all'edificio religioso.

Gli studi antropologici ci mostrano per la corte di Valli la frequentazione di un'area apparentemente ostile ma particolarmente adatta per le attività legate alla siderurgia, come ho illustrato nei precedenti paragrafi. All'interno di un ambiente naturale che, contrariamente a quanto ritenuto in passato, non aveva subito drastiche modifiche dopo la fine dell'Antichità, ma che comunque presentava delle problematiche legate all'ampiezza delle sue aree umide, la capacità di resilienza di queste comunità è efficacemente dimostrata dalla loro sopravvivenza alla talassemia (che comunque comportava importanti selezioni, come mostra l'alta mortalità infantile). Proprio la diffusione di questa patologia è la riprova di una stanzialità ai margini di queste lagune e paludi di popolazioni da più generazioni.

La specifica vocazione produttiva collegata al polo principale di questa pianura determinò però un rafforzamento della rete di insediamenti e di uomini che la attraversava. Per questa corte si è infatti ipotizzata una produzione complessa. Ciò riguardava non tanto le fasi del processo produttivo, come arrostitimento, riduzione e forgiatura dei pezzi che richiedevano competenze che alcuni degli uomini abitanti il massaricio potevano anche avere acquisito nel corso di una continua trasmissione di saperi empirici.⁷⁸ In questa pianura,

⁷⁷ Se nel caso della corte di Valli è possibile in maniera molto ipotetica fare un calcolo della sua estensione, valutabile intorno ai 5.000 ettari (Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 39) risulta molto difficile valutare l'estensione delle terre dominiche, facenti riferimento al centro della corte posto nel sito di Vetricella, a maggior ragione in questa fase di seconda metà X secolo, coincidente, secondo la storiografia italiana, con il momento del venir meno della gestione diretta a favore di quella indiretta: Pasquali, "L'azienda curtense e l'economia rurale," 52-5.

⁷⁸ L'attestazione, ad esempio, di censi in ferro versati dai dipendenti al monastero di San Salvatore al Monte Amiata – Farinelli, Francovich, "Potere e attività," 448 – porta a non escludere la presenza tra i dipendenti della corte di Valli anche di soggetti con una certa specializzazione

come ben dimostra l'analisi archeometrica, in realtà arrivava l'ottima ematite elbana che a causa della sua natura geochimica necessitava, per forgiare buoni oggetti, di essere unita con un ferro di peggiore qualità proveniente invece dai giacimenti minerari dell'interno. Per fare questo era necessario organizzare nell'isola e nell'interno l'estrazione e il trasporto della materia prima, ma soprattutto attivare un ciclo produttivo più complesso, difficilmente pensabile solo legato ai saperi e alle attività di coloro che popolavano il massaricio. Evidentemente ciò richiedeva l'afflusso di maestranze specializzate anche per forgiare alcuni reperti particolari, come ad esempio gli speroni trovati in gran numero che trovano confronti con quelli presenti in molte aree del nord Europa.

La polarizzazione quindi presupponeva non solo una più strutturata organizzazione del lavoro ma anche un controllo a più livelli della stessa produzione. È, quindi, difficile pensare simili attività gestite autonomamente da chi popolava la pianura. D'altro canto, però, tale produzioni sarebbero state impensabili senza il contributo delle comunità che vivevano nella pianura. Stesse considerazioni, si possono formulare a proposito dei notevoli lavori di sbancamento dei sedimenti tufacei a monte della corte, finalizzati alle bonifiche e ai consistenti incendi per aprire nuovi spazi agricoli o di pascolo. Ciò porta a riflettere, analogamente a quanto scritto da Lauwers, su quanto probabilmente sia poco fruttuoso rimanere ancorati a una logica dicotomica di relazioni *top-down* o *bottom-up* sottintesa in molte narrazioni storiche passate o recenti, in cui le stesse società locali sono percepite come gruppi umani egualitari in antagonismo o meno con lo schiacciante potere dominante.

A partire dalla seconda metà del IX secolo, almeno per quanto concerne il nostro caso studio, la definizione più marcata dei luoghi dominanti sembra, quindi, generare una spazializzazione più complessa dell'ambiente antropico. Sebbene molte delle Unità Topografiche, a differenza del centro aziendale, ricadano al di sopra o nelle immediate vicinanze di siti con una lunga continuità di vita, spesso interrotta durante la tarda Antichità (fattorie, ville ecc.), i simboli materiali di questa polarizzazione sono del tutto nuovi: torre e chiesa. E possiamo ipotizzare, penso, che quello che leggiamo in una importante corte regia sia altamente indicativo di quanto forse stava accadendo anche in altre parti del Regno Italico. Non è un caso che, almeno per questo territorio, ma in realtà non solo, sia necessario attendere la seconda metà del X secolo per avere prove materiali della presenza di tali simboli di polarizzazione, in particolare la torre, nei siti di proprietà dell'alta aristocrazia.⁷⁹

nella lavorazione del ferro. Ciò però non esclude che tali presenze siano sicuramente più plausibili in territori, come lo stesso Monte Amiata, caratterizzati da una forte presenza di materia prima che avrebbe creato le premesse alla formazione di ambienti tecnici contraddistinti da saperi specifici legati alle produzioni siderurgiche. Una simile constatazione risulta più difficile per il territorio costiero certo non immediatamente prossimo ai territori minerari.

⁷⁹ Bianchi, "Dalla pietrificazione."

Totalmente privi di documentazione scritta, non sappiamo con esattezza come funzionasse la produzione nella corte di Valli nell'ottica, per esempio, di possibili scambi tra chi produceva e la stessa committenza. Il caso della Val di Scalve in provincia di Bergamo può fornire ulteriori spunti di riflessione, dal momento che i suoi abitanti, nella prima metà del secolo XI, potevano almeno in parte rivendere il ferro da lì estratto in cambio del versamento di 1.000 libbre di ferro alla corte regia di Darfo.⁸⁰ Non si può pertanto nemmeno escludere che simili passaggi potessero avvenire anche a Valli. Il ritrovamento del cospicuo numero di monete spinge poi verso alcune ipotesi. Se nel caso del gruppo di monete più antiche (in maggioranza databili tra fine IX e prima metà X secolo) trovate tutte all'interno della torre è ipotizzabile un loro collegamento a un tesoretto, per i denari emessi in età ottoniana ritrovati invece al di fuori della torre, all'interno di strati di vissuto e riempimento del fossato più interno si potrebbe preliminarmente pensare a un loro legame con possibili scambi riferibili alla vendita/acquisto del surplus di queste produzioni specializzate, oltre al pagamento dei censi attestato dalle stesse fonti documentarie in questo territorio.⁸¹ La possibile presenza, quindi, di due diversi livelli economici (uno collegato alla committenza pubblica e ai suoi circuiti e l'altro invece più localizzato) poteva sicuramente contribuire a ulteriori processi di differenziazione sociale.

La corte di Valli fornisce quindi un prezioso spaccato del funzionamento di un'azienda di rilievo prima del noto spartiacque rappresentato dalla lotta per le investiture e dalla riforma gregoriana. Nel nostro caso di studio, il dato materiale sembra dimostrare come la polarizzazione economica-politica e quella religiosa si equivalessero e anzi, proprio nel caso di Valli, la polarizzazione legata ai processi produttivi fosse stata più incisiva nel condizionare le caratteristiche dei paesaggi antropici. In età ottoniana l'aggiunta della chiesa nel centro aziendale e forse il rafforzamento degli altri poli religiosi fu sicuramente un utile strumento per rendere più stabili e articolate le reti sociali di questa pianura.

Polarizzazione e nucleazione sembrano quindi a Valli i tratti dominanti di questo spazio costiero. Ma quanto possiamo generalizzare un simile modello?

Per la vicina corte regia del Cornino (fig. 1), sempre citata nel dotario del 937 e ancora di proprietà di Adelaide, certo non disponiamo della massa di dati inerenti a Valli, anche a causa della maggiore invasività della bonifica delle aree umide che la caratterizzavano. Possiamo però con un buon margine di certezza affermare la presenza di due elementi complementari di polarizzazione. Il primo è costituito da un nucleo che nel secolo XI viene denominato Franciano, coincidente probabilmente con il centro direzionale della corte, la cui principale vocazione economica era la produzione di sale.⁸² Il centro

⁸⁰ Fiore, "The Knots and the Nets," 198-9.

⁸¹ Ceccarelli Lemut, "Scarlino: le vicende medievali," 27-9.

⁸² Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 50-3.

di Franciano, già abbandonato alla fine dell'XI secolo viene descritto nei documenti come un castellare provvisto di fossati.⁸³ Seppure in maniera indiziaria, vista la sua posizione ai margini della laguna e vicino alle originarie saline, lo potremmo immaginare topograficamente e materialmente simile al sito di Vetricella.⁸⁴ L'altro polo era in parte coincidente con la grande villa di Vignale (fig. 13), dove la presenza di un edificio religioso (ancora però non individuato con certezza dalla ricerca archeologica) e la sua continuità di vita è attestata (analogamente al caso di Valli) dalla presenza di centinaia di sepolture databili tra il secolo V e l'XI.⁸⁵

In area grossetana di recente ho proposto di riconoscere come un grande comprensorio pubblico quello coincidente con l'antica città di Roselle, e le sue immediate aree circostanti poste nella pianura sottostante l'altura dove si posizionava il centro urbano.⁸⁶ In questo contesto, vicino all'originario lago Prile, possiamo individuare una serie di luoghi polarizzanti: la stessa Roselle, dove si locava la cattedrale ma anche la sede comitale; un grande sito posto nella pianura sottostante Roselle in località Vigna Nuova, circondato da fossati, intorno al quale in direzione del lago, troviamo una piccola costellazione di siti di maggiori o minori dimensioni tra cui l'attuale Grosseto. Quest'ultimo fu una delle principali proprietà dei conti Aldobrandeschi che proprio da questo sito e dalla donazione di una chiesa al suo interno avviarono il loro processo di espansione nell'area maremmana. Ma a questi esempi potremmo aggiungere anche il sito di Poggio Cavolo posto su di una collina in prossimità di Grosseto, con la sua chiesa già esistente nel IX secolo avanzato, poi ricostruita nel X secolo, intorno al quale erano presenti una serie di Unità Topografiche, alcune delle quali destinate all'abbandono nel corso del X secolo, forse a favore del maggiore centro polarizzante. Qui la polarizzazione economica e religiosa sembra coincidere, dal momento che in prossimità della chiesa sono stati trovati resti di fasi finali di processi collegati ad attività metallurgiche testimoniate dall'eccezionale ritrovamento di tre crogioli che presentavano tracce di gocce di rame e argento.⁸⁷

Ogni proprietà pubblica certa o supposta sembra, quindi, caratterizzarsi per dei poli dominanti o, per dirla con Lauwers, per dei luoghi polarizzanti che ebbero un forte legame con la formazione di nuclei insediativi, determinando una spazialità delle relazioni sociali legata spesso alla complessità di

⁸³ Collavini, "San Quirico di Populonia," 67-9.

⁸⁴ Il ritrovamento di impianti di salinazione databili tra XII e XIII secolo durante lo scavo archeologico svoltosi con il progetto nEU-Med in località Carlappiano e i risultati del *survey* multidisciplinare, inducono ad ipotizzare che il centro economico della corte dovesse localizzarsi più in prossimità della costa e non dove attualmente si ritrova il toponimo Case Franciana, situato a una certa distanza dagli originari limiti della laguna. Per i risultati dello scavo rinvio a Dallai, Bardi, Briano, "Investigations at Carlappiano."

⁸⁵ Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 60-1.

⁸⁶ Bianchi, 60-1.

⁸⁷ Bianchi, 63-86 per tutte le ipotesi relative all'area grossetana e la relativa bibliografia di riferimento.

alcuni processi produttivi. Tutto ciò si verificò all'interno però di un territorio – quello appunto dei possedimenti pubblici – i cui limiti potevano variare nel corso del tempo in relazione proprio alle modalità di gestione degli stessi beni fiscali,⁸⁸ e all'interno dei quali i luoghi polarizzanti potevano essere finalizzati a produzioni diversificate. Proprio questa mutabilità dell'ampiezza dei possedimenti regi e anche la loro presenza diffusa, potremmo dire a macchia di leopardo, dalle pianure costiere verso l'interno, rende calzante l'idea di un legame più con i luoghi polarizzanti che verso i territori.

Per l'interno è più difficile articolare un simile ragionamento dal momento che, in base anche alle ricognizioni di superficie, il modello toscano sembra trovare una maggiore applicabilità, con i siti di altura che avrebbero assorbito al loro interno o nelle prossimità la popolazione delle aree circostanti. I luoghi polarizzanti sarebbero quindi gli stessi insediamenti di altura che, non a caso, a partire dalla fine del X secolo, in analogia con quanto avveniva nei domini pubblici, cominciarono a dotarsi di cinte murarie in pietra, torri e in alcuni casi di chiese. Alcuni di questi siti più polarizzanti dell'interno sono quelli che, almeno per questo territorio maremmano, ho preliminarmente denominato siti 'fuori scala', ovvero contesti fortificati ben ascrivibili nelle prime fasi di incastellamento, caratterizzati da un assetto molto più ampio e incisivo rispetto ad altri e coevi siti e spesso legati a specifici processi produttivi.⁸⁹

È interessante ai fini dello studio dei luoghi, delle comunità e della periodizzazione di questi processi notare quanto accadde dopo il periodo di massima attività di queste grandi proprietà pubbliche a cominciare dalla corte di Valli. Come ho già sottolineato, tutte le attività produttive in pieno regime tra seconda metà X e primi decenni XI secolo furono abbandonate e il centro aziendale conobbe una scarsa frequentazione, che divenne sempre più sporadica durante il XII secolo sino al definitivo abbandono nel corso del XIII secolo. Anche l'area cimiteriale connessa al piccolo edificio religioso non fu più utilizzata. La frequentazione sporadica non si accompagnò a particolari fenomeni di predazione (ad esempio degli stessi oggetti in ferro) la cui non evidenza è giustificabile ipotizzando che la proprietà fosse confluita internamente ai possedimenti di qualche locale casata aristocratica nelle successive spartizioni degli originari beni pubblici.

È rilevante notare come la scomparsa dei luoghi dominanti di polarizzazione determinò anche una graduale scomparsa di quasi tutte le unità abitative della pianura. La stessa possibile pieve, identificata con quella citata dai documenti come Morrano, è possibile che fosse traslata più in prossimità del sito di sommità di Scarlino che da corte si andava gradualmente trasformando in castello provvisto di fortificazioni in pietra. Un simile fenomeno di abbandoni lo registriamo nella vicina corte del Cornino, vista la presenza di

⁸⁸ Sulle modalità di gestione dei beni fiscali soggetti a continue cessioni seguite spesso da rientri di queste proprietà nell'orbita del *publicum*, Collavini, "I beni pubblici."

⁸⁹ Per tutte le considerazioni sui siti 'fuori scala' e sul significato simbolico della torre si rimanda ancora a Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 178-85.

un castello ormai diruto già alla fine del secolo XI e la probabile traslazione dell'edificio religioso di Vignale in prossimità del nuovo e vicino castello che, con la stessa dominazione, si posizionò sulle alture prospicienti la pianura.⁹⁰

Nell'area grossetana verificiamo medesimi abbandoni nell'ipotizzata proprietà pubblica in località Vigna Nuova e nei siti a essa satelliti, analogamente alle trasformazioni radicali nel sito di Poggio Cavolo.

Questi dati ci rivelano in maniera piuttosto chiara come la vera trasformazione con relativi abbandoni delle pianure costiere avvenne quindi non nell'alto Medioevo ma nel momento di massima espansione della signoria territoriale, ovvero a partire dalla fine del secolo XI, quando tale selezione non colpì, per esempio, centri come Grosseto legata alla famiglia aristocratica degli Aldobrandeschi analogamente ai castelli nelle alture costiere come Scarlino e lo stesso castello di Valle o di Vignale (quest'ultimo legato ai Della Gherardesca).

Si assiste quindi a una nuova localizzazione del popolamento. A partire dagli ultimi decenni del secolo XI e soprattutto dal XII i castelli divennero infatti dei nuovi luoghi polarizzanti capaci di delimitare i territori di loro pertinenza all'interno dei quali si distribuirono le diverse forme insediative. Per l'Italia del centro-nord un nuovo obiettivo, affrontato da un progetto in corso, è cercare di capire se tale polarizzazione coincise con una vera e propria nucleazione abitativa all'interno delle rinnovate fortificazioni in pietra o se questo avvenne solo in un secondo momento, attraendo la popolazione sino ad allora dislocata nei limiti dei distretti castrensi.⁹¹

Se almeno sino alla metà dell'XI secolo, come già sottolineava Cinzio Violante,⁹² l'inscindibilità del potere laico dell'imperatore e dell'autorità spirituale del papa comportava un paesaggio con torri, cinte e chiese facenti parte di un medesimo gruppo di luoghi polarizzanti all'interno di territori che potremmo definire fluidi nei loro riferimenti territoriali, è proprio invece nella fase di incastellamento in pietra che si registrò una sostanziale trasformazione. La riforma gregoriana, la lotta per le investiture, il diminuito peso dei poteri politici centrali comportarono una graduale estromissione delle aristocrazie laiche dalla gestione della rete religiosa, rendendo meno appetibile da parte delle aristocrazie l'investimento in chiese.⁹³

È questa la fase dello scollamento generale dei castelli di inizio XII secolo dalla rete religiosa, della graduale ma sempre più incisiva minore partecipazione di tutte le élites all'istituzione religiosa, come, invece, era accaduto in

⁹⁰ Bianchi, 52-3, in cui si descrivono i resti materiali della chiesa di XII secolo posta poco lontano dal castello.

⁹¹ La verifica delle cronologie di ampliamento dei castelli nel XII secolo attraverso analisi archeometriche è oggetto di un nuovo progetto finanziato dal Ministero dell'Università Italiano (PRIN 2020), diretto da chi scrive e iniziato nel maggio 2022 dal titolo: *The times of castles. Multidisciplinary researches for a new chronology of the building sites of incastellamento (XI-XII centuries)*.

⁹² Violante, *Chiesa feudale*, 132.

⁹³ Fiore, "Building the 'feudal revolution'."

passato. Così come bene evidenzia la ricerca archeologica per il centro nord dell'Italia, molti dei castelli ricostruiti nella fase di XII secolo non ebbero al loro interno una chiesa destinata alle funzioni comunitarie.⁹⁴ Le poche chiese costruite in questa fase internamente ai castelli furono soprattutto destinate allo svolgimento di funzioni religiose per la famiglia signorile e a volte alla sepoltura dei membri della stessa casata.

Condivido quindi l'affermazione di Lauwers⁹⁵ che rimane ancora molto da indagare sul rapporto tra pievi, parrocchie, comunità di abitanti e le fasi di incastellamento dei secoli centrali, ovvero su quel processo che portò all'ancoraggio del popolamento a luoghi fissi e alla relativa rete parrocchiale. Un processo la cui analisi, almeno dal punto di vista delle evidenze materiali, ci porterebbe molto lontano, almeno sino alle soglie del XIII secolo, e che esula da quanto ci si è prefissati di trattare all'interno di questo contributo.

Fotografando un paesaggio prima degli eventi chiave accaduti dalla metà del secolo XI in poi, pur essendoci spinti anche a osservare quello che accadde durante e poco dopo questo importante spartiacque, si è visto come una complessa organizzazione produttiva, pur attivata e controllata dall'alto, rafforzata dalla presenza di poli religiosi, poteva sicuramente favorire la formazione di una rete di relazioni sociali ed economiche fatta di scambi e interazioni come anche di attivazione di possibili processi di differenziazione sociale interna alle stesse comunità, determinando specifiche caratteristiche del paesaggio antropico. Non è semplice definire se queste realtà abitative nucleate a maglia più larga o stretta possano denominarsi villaggi secondo i parametri definiti da Wickham⁹⁶ e discussi anche da altri autori in varie sedi⁹⁷ e questo è un tema che volutamente non ho affrontato in questo mio contributo nel quale mi premeva, soprattutto, sottolineare la tendenza alla nucleazione e il suo legame con i luoghi polarizzanti sia laici, sia religiosi.

La presenza di quest'ultimi, capaci di mettere in moto tali processi, nel nostro caso studio sono palesi, così come pare chiara una loro accentuazione in età ottoniana che costituì l'indispensabile preludio alla più incisiva stagione di affermazione delle signorie territoriali. Tali trasformazioni sembrano evidenti, seppure in maniera meno esplicita, per i territori confinanti con la corte di Valli e possiamo coglierli in maniera più sfuocata per altre aree costiere (la chiesa di Camaione, la corte di Fibbiella, il castello di Vada, la chiesa collegata al cimitero di San Vincenzino, etc.).

È presto, quindi, in attesa di nuovi dati, per generalizzare una sorta di modello comunque piuttosto evidente in queste fasce costiere. Ma i tempi sono maturi, grazie alle nuove indagini sul campo, per tentare di testare (ove storicamente possibile e plausibile) la lettura delle trame insediative dei pae-

⁹⁴ Su questo tema Mancassola, "Castelli e chiese;" Bianchi, "Castles and churches."

⁹⁵ Lauwers, "Lieux dominants."

⁹⁶ Wickham, *Le società dell'altomedioevo*, 466-74.

⁹⁷ Per una recente sintesi si vedano i contributi in Quiros Castillo, "The Archaeology;" Quiros Castillo, "From villa to village?"

saggi altomedievali attraverso i concetti di polarizzazione e nucleazione: due concetti chiave per cercare di superare la dicotomia, di frequente utilizzata soprattutto da noi archeologi, tra insediamento sparso/accentrato e pianura/altura.



Fig. 1. Le aree e i siti costieri citati nel testo.

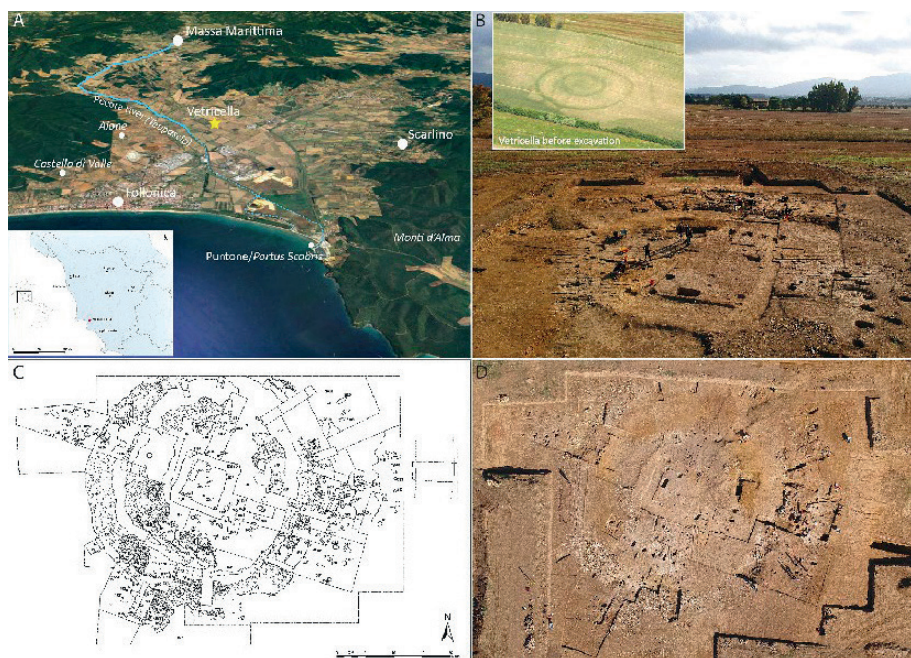


Fig. 2. A. Il comprensorio geografico dove si localizzava la corte di Valli; B-C-D il sito di Vetricella prima e durante lo scavo in occasione del progetto nEU-Med (da Marasco, Briano, "The stratigraphic sequence," 11).

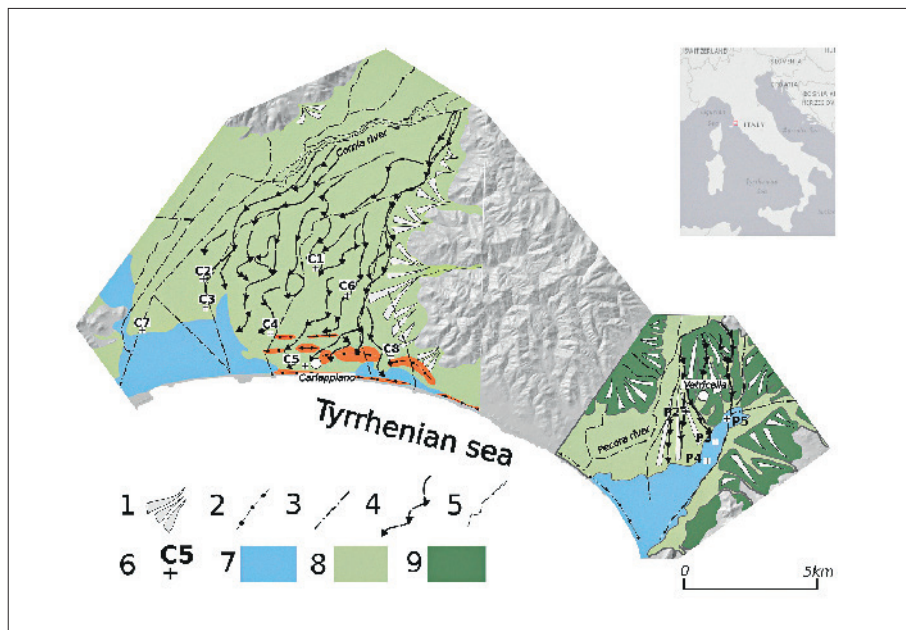


Fig. 3. Ricostruzione geomorfologica delle aree lagunari nella Val di Cornia e Val di Pecora (da Pieruccini, Susini, "The Holocene sedimentary record," 162, fig. 1).



Fig. 4. Vetricella, VIII- prima metà IX secolo: A pianta di periodo; B, C, D possibili forni interrati e terreni termoalterati (da Marasco, Briano, "The stratigraphic sequence," 11, fig. 2).

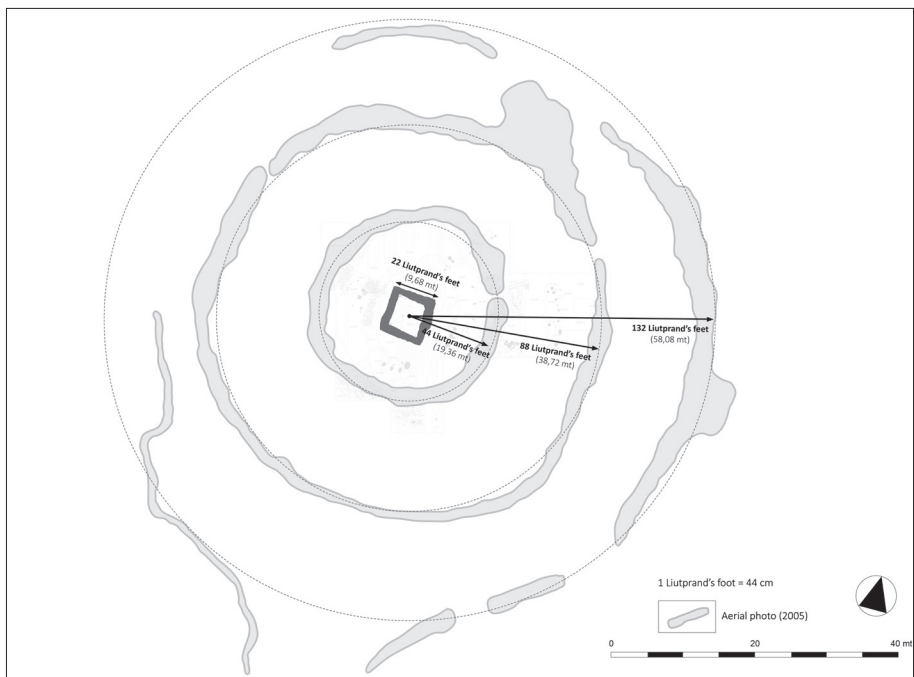


Fig. 5. Vetricella. Planimetria con segnati i limiti dei fossati e le possibili unità di misura metriche adottate (da Marasco, Briano, Greenslade, "Investigations at Vetricella," 76, fig. 10).

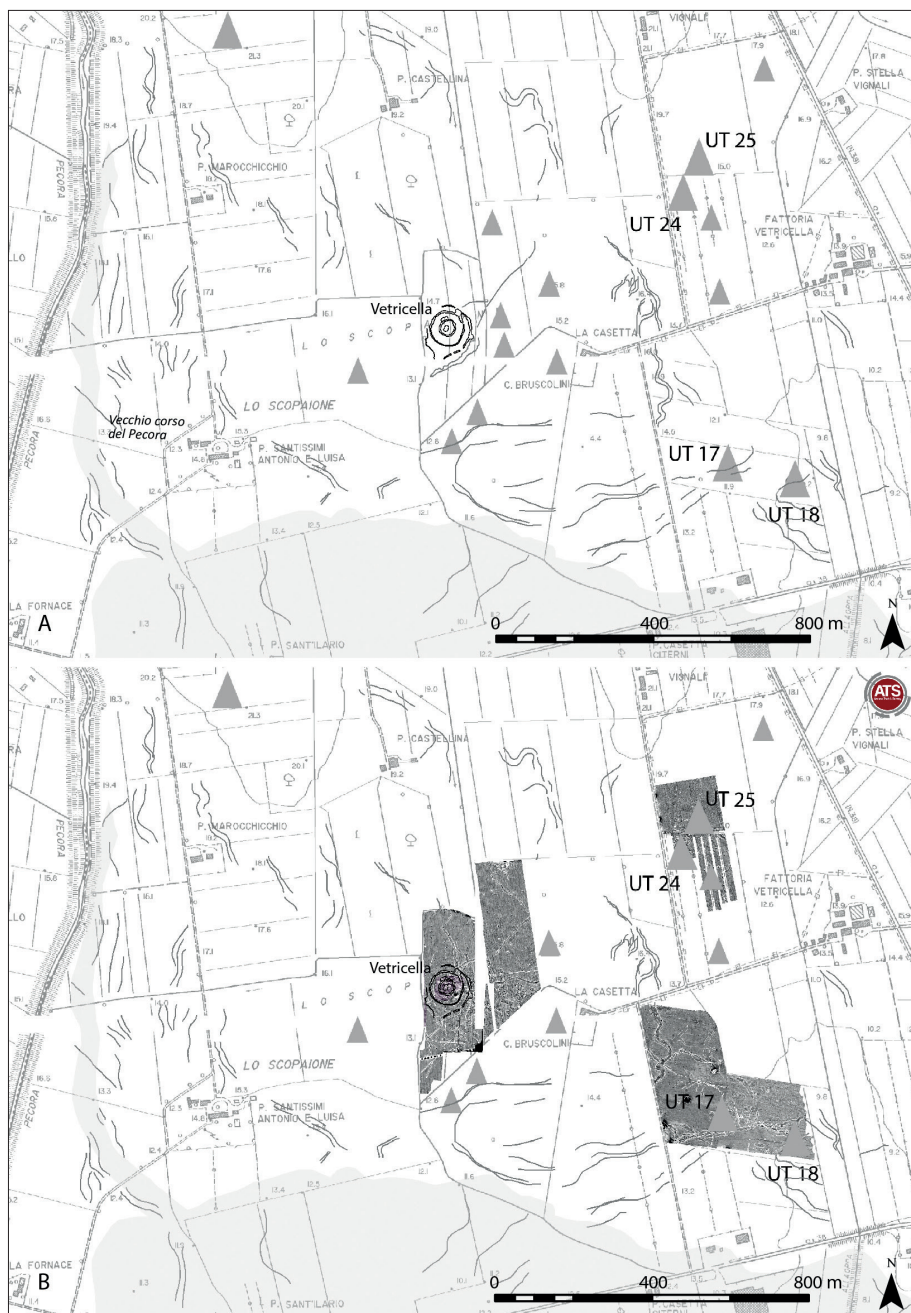


Fig. 6. Nella figura in alto con i triangoli sono segnati i principali contesti insediativi individuati nelle recenti ricognizioni multidisciplinari intorno a Vetricella; nella figura in basso sono segnate le aree sottoposte ad analisi magnetometriche e geochimiche (da Dallai, Marasco, Volpi, "Progetto ERC nEU-Med," 100, fig. 3).



Fig. 7. Localizzazione dei contesti insediati-
vi individuati nelle ricognizioni multidisciplinari nella pianura riferibili al IX secolo
(da Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*,
32, fig. 26).



Fig. 8. Vetricella. Seconda metà X-inizi XI secolo: A) pianta di periodo; B) gli strati di occupazione interni alla torre centrale con tracce dei recenti lavori agricoli; C) il miscelatore da malta e le grandi buche di alloggio dei pali a sostegno della probabile palizzata intorno alla torre; D) livelli di malta intorno alla torre (da Marasco, Briano, "The stratigraphic sequence," 14, fig. 5).



Fig. 9. Vettricella. Planimetria del sito con in verde segnata l'area cimiteriale (da Viva, "Burials from the cemetery," 106, fig. 1).



Fig. 10. Vettricella. L'area cimiteriale: in blu le sepolture maschili, in rosso le femminili, in verde quelle dei sub adulti sotto i 5 anni di età. In giallo parte del possibile perimetro dell'edificio religioso (da Viva, "Burials from the cemetery," 109, fig. 2).

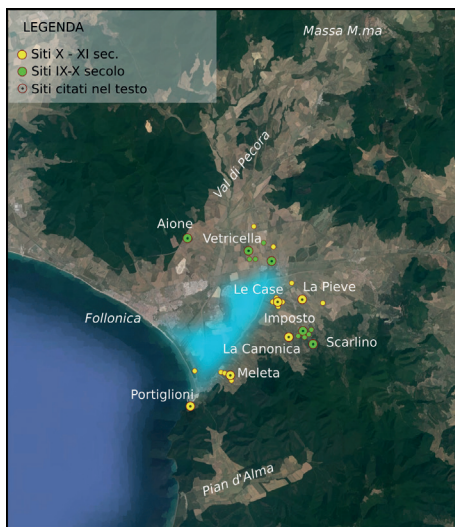


Fig. 11. In giallo localizzazione dei contesti individuati nelle ricognizioni di superficie riferibili al X-XI secolo, in verde quelli già presenti nel precedente secolo (da Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 32, fig. 26).

In basso

Fig. 12. Ricostruzione grafica della corte di Valli tra fine X e inizi XI secolo. In primo piano il centro aziendale corrispondente al sito di Vettricella (da Bianchi, *Archeologia dei beni pubblici*, 23, fig. 27, autore della ricostruzione Francesco Sala).

Fig. 13. Le aree costiere con segnati i possibili luoghi di principale polarizzazione.



Opere citate

- Agostini, Alexander. "The metal finds from the site of Vettricella (Scarolino, GR). Preliminary results from the study of an Early Medieval assemblage." In *The nEU-Med project. Vettricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 33-50. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.
- Aniceti, Veronica. "The zooarchaeological analyses from Vettricella (Scarolino, Grosseto): an overview of animal exploitation at the site." In *The nEU-Med project. Vettricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 121-30. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.
- Anichini, Francesca, e Stefano Giannotti. "L'indagine archeologica della chiesa di S. Michele a Camaione (LU). Nuovi contributi sulla presenza di edifici ecclesiastici altomedievali in Versilia." *Archeologia Medievale* 38 (2011): 223-54.
- Baldassarri, Monica, e Gabriele Gattiglia. "Tra i fiumi e il mare. Lo sviluppo di Pisa nel suo contesto ambientale tra VII e XV secolo." In *Atti del V Congresso Nazionale di Archeologia Medievale*, Foggia Manfredonia 30 settembre-3 ottobre 2009, a cura di Giuliano Volpe, e Pasquale Favia, 181-7. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2009.
- Belli, Maddalena. *Produzione, circolazione, consumo di manufatti metallici nella Toscana meridionale del Medioevo (secoli IX-XIV)*, Tesi di Dottorato, Scuola di Dottorato in Archeologia Medievale, XXVII Ciclo. Siena: Università degli Studi di Siena, 2005.
- Bianchi, Giovanna. "Indagini archeologiche nella torre di San Vincenzo." *Archeologia Medievale* 27 (2000): 307-14.
- Bianchi, Giovanna. "Dalla pietrificazione dei poteri alla pietrificazione della ricchezza. Uso funzionale e simbolico della pietra tra Toscana e Centro-Nord della penisola (X-XII secolo)." In *Il paesaggio pietrificato. La storia sociale dell'Europa tra X e XII secolo attraverso l'archeologia del costruito*, Atti del Convegno (Arezzo 7-8 febbraio 2020), a cura di Fabio Giovannini, e Alessandra Molinari, *Archeologia dell'Architettura* 26 (2021): 97-118.
- Bianchi, Giovanna. *Archeologia dei beni pubblici. Alle origini della crescita economica in una regione mediterranea (secc. IX-XI)*. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2022.
- Bianchi, Giovanna. "Castles and churches in medieval Tuscany. A complex relationship." In *Actes du Colloque Château Gaillard 30, Castle and Church, Goldegg im Pongau, September 3rd-9th 2022*, in corso di stampa.
- Bianchi, Giovanna, e Richard Hodges, cur. *Origins of a new economic union (7th-12th centuries). Preliminary results of the nEU-Med project: October 2015-March 2017*. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2018.
- Bianchi, Giovanna, e Simone Maria Collavini. "Public estates and economic strategies in Early Medieval Tuscany: toward a new interpretation." In *Origins of a new economic union (7th-12th centuries). Preliminary results of the nEU-Med project: October 2015-March 2017*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 147-62. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2018.
- Bianchi, Giovanna, e Lorenzo Marasco. "Vettricella e la Val di Pecora in età longobarda". In *Una terra di mezzo. I Longobardi e la nascita della Toscana*, Catalogo della Mostra, Museo Archeologico e d'Arte della Maremma (30 Luglio 2021- 9 Gennaio 2022), a cura di Chiara Valdambrini, 313-20. Cinisello Balsamo: Silvana Editoriale, 2022.
- Bianchi, Giovanna, e Richard Hodges, cur. *The nEU-Med project. Vettricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.
- Bianchi, Giovanna, e Serena Viva. "Archaeological and anthropological analysis in a royal estate in Early Medieval Tuscany." In *Masculinities in early medieval europe: tradition and innovation, 450-1050*, a cura di Francesco Borri, Cristina La Rocca, Francesco Veronese, 257-80. Turnhout: Brepols, 2023.
- Buonincontri, Mauro Paolo, Marta Rossi e Gaetano Di Pasquale. "Medieval forest use and management in southern tyrrhenian Tuscany: archaeo-anthracological research at the site of Vettricella (Scarolino, Grosseto) (AD 750-1250)." In *The nEU-Med project. Vettricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 131-42. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.
- Buonincontri, Mauro Paolo, Pierluigi Pieruccini, Davide Susini, Carmine Lubritto, Paola Ricci, Fabian Rey, Willy Tinner, Daniele Colombaroli, Ruth Drescher-Schneider, Luisa Dallai, Lorenzo Marasco, Giulio Poggi, Giovanna Bianchi, Richard Hodges, e Gaetano Di Pasquale. "Shaping Mediterranean landscapes: the cultural impact of anthropogenic fires in

- Tyrrhenian southern Tuscany during the Iron and Middle Ages (800-450 BC / AD 650-1300)." *The Holocene*, 30 (10) (2020): 1420-37.
- Campana, Stefano. "Paesaggi delle acque nella longue durée: Ager Rusellanus dall'Età etrusca al medioevo." In *La Maremma grossetana nel panorama delle bonifiche in Italia e nel mondo. Studio tematico comparativo*, a cura di Anna Guarducci, Marco Piccardi, e Leonardo Rombai, 40-53. Firenze: Aska Edizioni, 2021.
- Castelli, Letizia. "Glass artefacts from the site of Vettricella (Scarolino, Grosseto)." In *The nEU-Med project. Vettricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 69-78. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.
- Ceccarelli Lemut, Maria Luisa. "Scarolino: le vicende medievali fino al 1399." In *Scarolino. Storia e territorio*, a cura di Riccardo Francovich, 19-75. Firenze: All'Insegna del Giglio, 1985.
- Citter, Carlo, cur. *Archeologia urbana a Grosseto. Edizione degli scavi urbani 1998-2005*. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2007.
- Citter, Carlo, Antonia Arnoldus-Huyzendveld, cur. *Uso del suolo e sfruttamento delle risorse nella pianura grossetana nel Medioevo. Verso una storia del parcellario e del paesaggio agrario*. Roma: Artemide, 2014.
- Collavini, Simone Maria. *Rosignano Marittimo. Il Medioevo. Ambiente, economia, società*. Livorno: Debatte Editore, 2010.
- Collavini, Simone Maria. "San Quirico di Populonia nelle fonti scritte (secc. XI-XII)." In *Un monastero sul mare. Ricerche archeologiche a San Quirico di Populonia*, a cura di Giovanna Bianchi, e Sauro Gelichi, 51-88. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2016.
- Collavini, Simone Maria. "I beni pubblici: qualche idea per gli studi futuri." In *Beni pubblici, beni del re. Le basi economiche dei poteri regi nell'alto medioevo*, a cura di François Bougard, e Vito Loré, 423-31. Turnhout: Brepols, 2019.
- Dallai Luisa, Elisabetta Ponta, e Elisabeth Jane Shepherd. "Aurelii e Valerii sulle strade di Etruria." In *Territorio e produzioni ceramiche: paesaggi, economia e società in età romana*, a cura di Simonetta Menchelli, Marinella Pasquinucci, 179-90. Pisa: Plus, 2006.
- Dallai, Luisa, Andrea Bardi, Arianna Briano, Mauro Paolo Buonincontri, Mirko Buono, Gaetano Di Pasquale, Stefania Fineschi, Giulio Poggi, Luisa Russo, e Vanessa Volpi. "Investigations at Carlappiano: new archaeological findings in anthropic and natural landscapes." In *Origins of a new economic union (7th-12th centuries). Preliminary results of the nEU-Med project: October 2015-March 2017*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 29-56. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2018.
- Dallai, Luisa, Lorenzo Marasco, e Vanessa Volpi. "Progetto ERC nEU-Med: pXRF e magnetometria, uno studio integrato del paesaggio antropico in Val di Cornia e in Val di Pecora." In *Atti del VIII Congresso Nazionale di Archeologia Medievale, Matera 12-15 settembre*, a cura di Francesca Sogliani, Brunella Gargiulo, Ester Annunziata, e Valentino Vitale, vol. 2, 98-103. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2018.
- De Benedetti, Massimo, Fiorenzo Catalli, cur. *Roselle. Le monete dagli scavi archeologici (1959-1991) e dal territorio*. Arcidosso: Effigi, 2013.
- Donati, Fulvia, *La villa romana dei Cecina a San Vincenzino (Livorno). Materiali dello scavo e aggiornamenti sulle ricerche*. Ghezzano: Felici Editore, 2012.
- Donati, Fulvia, Vanessa Gagliardi, e Laura Galoppini. "Insediamento umano e attività produttive presso il corso del Cecina nel Medioevo. Nuovi dati preliminari dallo scavo della villa di San Vincenzino." In *Il Medioevo nella provincia di Livorno. I risultati delle recenti indagini*, a cura di Chiara Marcucci, Carolina Megale, 55-75. Ospedaletto (Pisa): Nardini Editore, 2006.
- Farinelli, Roberto. "Le risorse minerarie amiatine ed il loro sfruttamento (secoli IX-XVI)." In *Carta archeologica della provincia di Siena, volume II. Il Monte Amiata (Abbadia San Salvatore)*, a cura di Franco Cambi, 39-57. Siena: NIE, 1996.
- Farinelli, Roberto. *I castelli nella Toscana delle "città deboli". Dinamiche del popolamento e del potere rurale nella Toscana meridionale (secoli VII -XIV)*. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2007.
- Farinelli, Roberto, e Riccardo Francovich. "Potere e attività minerarie nella Toscana altomedievale." In *La storia dell'altomedioevo italiano (VI-X secolo) alla luce dell'archeologia*, a cura di Riccardo Francovich, e Ghislaine Noyé, 443-65. Firenze: All'Insegna del Giglio, 1994.
- Fentress, Elisabeth. *Cosa V: an intermittent town, excavations 1991-1997*. Michigan: University of Michigan Press, 2003.
- Fentress, Elisabeth, e Chris Wickham. "Il Medioevo." In *Paesaggi d'Etruria. Valle dell'Albegna, Valle d'Ora, Valle del Chiarone, Valle del Tafone*, a cura di Andrea Carandini, e Franco Cambi, 259-86. Roma: Edizioni di Storia e Letteratura, 2002.

- Fiore, Alessio. "The Knots and the Nets: Fisc, Rural Estates and Cities in the Written Sources (Northern Italy, c. 800-1000)." In *The nEU-Med project. Vettricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 197-206. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.
- Fiore, Alessio. "Building the 'feudal revolution': power, buildings, economic resources, and aristocratic identities in central and northern Italy (950 c. - 1150 c.)." In corso di stampa.
- Fossier, Robert. *L'infanzia dell'Europa. Economia e società dal X al XII secolo*. Bologna: Il Mulino, 1987.
- Francovich, Riccardo, cur. *Scarlino. Storia e territorio*. Firenze: All'Insegna del Giglio, 1985.
- Francovich, Riccardo. "Villaggi dell'altomedioevo: invisibilità sociale e labilità archeologica." In *L'insediamento altomedievale nelle campagne toscane. Paesaggi, popolamento e villaggi tra VI e X secolo*, Marco Valenti, IX-XXI. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2004.
- Francovich, Riccardo. "The beginning of hilltop villages in early medieval Tuscany." In *The Long Morning of Medieval Europe*, a cura di Jennifer R. Davis, e Michael McCormick, 55-82. Aldershot: Ashgate, 2008.
- Francovich, Riccardo, e Richard Hodges. *Villa to village. The transformation of the Roman countryside in Italy, c. 400-1000*. London: Bloomsbury Publishing PLC, 2003.
- Gattiglia, Gabriele, e Francesca Anichini. "La Versilia nel Medioevo. Ricerche archeologiche in un'area 'buia' della Toscana settentrionale." In *Atti del V Congresso Nazionale di Archeologia Medievale, Foggia Manfredonia 30 settembre-3 ottobre 2009*, a cura di Giuliano Volpe, e Pasquale Favia, 268-73. Firenze: All'Insegna del Giglio 2009.
- Gratuze, Bertrand. "The blue and bluish green glass sherds, decorated with opaque white glass strands, discovered at Vettricella (Scarlino, Grosseto): analytical study." In *The nEU-Med project. Vettricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 79-88. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.
- Guarducci, Anna, Marco Piccardi, e Leonardo Rombai. *Atlante della Toscana tirrenica. Cartografie, Storia, Paesaggi, Architetture*. Livorno: Debate Editore, 2012.
- Guerreau, Alain. "Quelques caractères spécifiques de l'espace féodal." In *L'État ou le roi. Les fondations de la modernité monarchique en France (XIV^e-XVII^e siècles)*, a cura di Neithard Bulst, Robert Descimon, e Alain Guerreau, 85-101. Paris: Maison des Sciences de l'Homme, 1996.
- Lauwers, Michel. Michel Lauwers. "Lieux dominants, polarisation et dynamique sociale. À propos des groupes d'habitants dans le haut Moyen Âge". *Reti Medievali Rivista*, 24, n° 2, 2023.
- Mancassola, Nicola. "Castelli e chiese in Italia centro-settentrionale tra IX e XIII secolo." In *L'incastellamento: storia e archeologia. A 40 anni da Les structures di Pierre Toubert*, a cura di Andrea Augenti, e Paola Galetti, 119-41. Spoleto: Fondazione CISAM, 2018.
- Marasco, Lorenzo. "Una "motta" medievale in Toscana: nuovi dati sull'assetto di una pianura costiera maremmana tra alto medioevo e secoli centrali." In *Villaggi, comunità e paesaggi medievali*, Atti del convegno (Bologna 14-16 gennaio 2010), a cura di Paola Galetti, 709-18. Spoleto: Fondazione CISAM, 2012.
- Marasco, Lorenzo. *Archeologia dei paesaggi, fonti documentarie e strutture insediative in ambito rurale toscano tra VIII e XI secolo. Nuove indagini archeologiche sul comprensorio costiero dell'Alta Maremma*. Tesi di dottorato, Scuola di Dottorato Riccardo Francovich. Storia e Archeologia del Medioevo, Istituzioni e Archivi, XXII ciclo, Università degli Studi di Siena, 2013.
- Marasco, Lorenzo, Arianna Briano, Simon Greenslade, Sara Leppard, Carmine Lubritto, e Paola Ricci. "Investigations at Vettricella: new archaeological findings in anthropic and natural landscapes." In *Origins of a new economic union (7th-12th centuries). Preliminary results of the nEU-Med project: October 2015-March 2017*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 57-80. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2018.
- Marasco, Lorenzo, e Arianna Briano. "The stratigraphic sequence at the site of Vettricella (Scarlino, Grosseto): a revised interpretation (8th-13th century)." In *The nEU-Med project. Vettricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 9-22. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.
- Marasco, Lorenzo, e Cristina Cicali. "The Medieval coins from Vettricella (Scarlino, Grosseto): the stratigraphic context." In *The nEU-Med project. Vettricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 99-104. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.

- Mazel, Florian. "Introduction. Une "révolution totale"? Penser la réforme grégorienne par-delà les frontières historiographiques." In *La Réforme grégorienne, une "révolution totale"?*, a cura di Tristan Martine, e Jérémy Winady, 15-25. Paris: Classiques Garnier, 2021.
- Megale, Carolina, e Marco Paperini, cur. *Il lago di Rimigliano. Società, economia e paesaggio al tempo del Granducato di Toscana*. Ospedaletto (Pisa): Pacini Editore, 2019.
- Pasquali, Gianfranco. "L'azienda curtense e l'economia rurale dei secoli VI-XI." In *Uomini e campagne nell'Italia medievale*, Alfio Cortonesi, Gianfranco Pasquali, e Gabriella Piccinni, 3-72. Bari: Laterza, 2002.
- Pasquali, Gianfranco. "La condizione degli uomini." In *Uomini e campagne nell'Italia medievale*, Alfio Cortonesi, Gianfranco Pasquali, e Gabriella Piccinni, 73-122. Bari: Laterza, 2002.
- Pasquinucci, Marinella, e Simonetta Menchelli. "Goti, Bizantini e Longobardi nella Tuscia nord-occidentale: il tardo antico a Vada Volaterrana." In *Il Medioevo nella provincia di Livorno. I risultati delle recenti indagini*, a cura di Chiara Marcucci, e Carolina Megale, 43-54. Ospedaletto (Pisa): Pacini Editore, 2006.
- Pieruccini, Pierluigi, e Davide Susini. "The Holocene sedimentary record and the landscape evolution along the coastal plains of the Pecora and Cornia rivers (Southern Tuscany, Italy): preliminary results and future perspectives." In *The nEU-Med project. Vetricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 161-68. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.
- Pieruccini, Pierluigi, Davide Susini, Mauro Paolo Buonincontri, Giovanna Bianchi, Richard Hodges, Carmine Lubritto e Gaetano Di Pasquale. "Late Holocene human-induced landscape changes in Calcareous Tufa environments in Central Mediterranean valleys (Pecora river, Southern Tuscany, Italy)." *Geomorphology*, vol. 383, 107691: 1-21, <https://doi.org/10.1016/j.geomorph.2021.107691>.
- Puglia, Andrea. "Ottone I, l'Italia e la Toscana." In *Ottone il Grande e l'Europa. Volterra, da Ottone I all'età comunale*, a cura di Andrea Augenti, 11-7. Siena: NIE, 2001.
- Quiros Castillo, Juan Antonio, cur. *The Archaeology of early medieval villages in Europe*. Bilbao: Universidad del País Vasco, 2009.
- Quiros Castillo, Juan Antonio. "From Villa to Village? Relational Approaches within Roman and Medieval Iberian Rural Societies." In *The Archaeology of peasantry in Roman Spain*, a cura di Jesus Bermejo Tirado, e Ignasi Grau Mira, 253-76. Berlin: De Gruyter, 2022.
- Rovelli, Alessia. "The coins from the excavations of Vetricella (Scarlino, Grosseto). Notes on the Pavese issues of Berengar I." In *The nEU-Med project. Vetricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 89-98. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.
- Rio, Alice. *Slavery after Rome, 500-1100*. Oxford: Oxford University Press, 2017.
- Russo, Luisa. "The coarse, fine and selezionata wares from the site of Vetricella (Scarlino, Grosseto): a comparative analysis of two contexts." In *The nEU-Med project. Vetricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 61-8. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.
- Russo, Luisa. *Ricerche su di un contenitore da trasporto medievale (VIII-XII secolo): le "anforrette" del sito di Vetricella (Scarlino, GR)*, Tesi di Dottorato, Scuola di Dottorato in Scienze dell'Antichità e Archeologia, XXXIII Ciclo, Università di Pisa, Siena, Firenze 2021.
- Settia, Aldo. "Strutture materiali e affermazione politica nel regno italico: i castelli marchionali e comitali dei secoli X e XI." *Archeologia Medievale* 30 (2003): 11-18.
- Sodi Stefano, e Maria Luisa Ceccarelli Lemut. *La diocesi di Roselle-Grosseto dalle origini all'inizio del XIII secolo*. Pisa: Offset Grafica, 1994.
- Tomei, Paolo. *Milites elegantes: le strutture aristocratiche nel territorio lucchese (800-1100 c.)*, Firenze: Firenze University Press, 2019.
- Toubert, Pierre. *Les structures du Latium médiéval. Le Latium méridional et la Sabine du IX^e siècle à la fin du XII^e siècle*. Rome: Écoles françaises d'Athènes et de Rome, 1973.
- Turchiano, Mariuccia, e Giuliano Volpe. "Faragola e le proprietà pubbliche nel comparto orientale del Ducato beneventano: una prospettiva archeologica." In *Beni pubblici, beni del re. Le basi economiche dei poteri regi nell'alto medioevo*, a cura di François Bougard, e Vito Loré, 261-326. Turnhout: Brepols, 2019.
- Vaccaro, Emanuele. *Sites and Pots: Settlement and Economic Patterns in Southern Tuscany (AD 300-900)*. Oxford: British Archaeological Reports, 2011.
- Vignodelli, Giacomo. "Berta e Adelaide: la politica di consolidamento del potere regio di Ugo di Arles." In *Il patrimonio delle regine: beni del fisco e politica regia tra IX e X secolo*, a cura di Tiziana Lazzari, 247-94. *Reti Medievali Rivista* 13 n° 2 (2012): 247-94.

- Violante, Cinzio. *Chiesa feudale e riforme in Occidente (secc. X-XII). Introduzione a un tema storiografico*. Spoleto: Fondazione CISAM, 1999.
- Viva, Serena. "Burials from the cemetery at Vetricella (Scarolino, Grosseto): anthropological, paleodemographic and paleopathological analyses." In *The nEU-Med project. Vetricella, an early medieval royal property on Tuscany's Mediterranean*, a cura di Giovanna Bianchi, e Richard Hodges, 105-20. Firenze: All'Insegna del Giglio, 2020.
- Viva, Serena, Pier Francesco Fabbri, Paola Ricci, Giovanna Bianchi, Richard Hodges, e Carmine Lubritto. "Project nEU-Med. The contribution of isotopic analysis in the differential diagnosis of anemia, the case of the medieval cemetery of Vetricella (Scarolino, GR) in Tuscany." *Environmental Archaeology. The Journal of Human Palaeoecology*, (2021), <https://doi.org/10.1080/14614103.2020.1867290>.
- Volpi, Vanessa, Laura Chiarantini, Luisa Dallai, Lorenzo Marasco, Mauro Paolo Buonincontri, Giovanna Bianchi, Marco Benvenuti, e Marco Giamello. "Investigation and ore provenance of iron slags from the medieval archaeological site of Vetricella (Tuscany-Italy)." In corso di stampa.
- Wickham, Chris. *Le società dell'alto medioevo. Europa e Mediterraneo secoli V-VIII*. Roma: Viella, 2009.

Giovanna Bianchi
 Università degli Studi di Siena
giovanna.bianchi@unisi.it



Presentazione, Redazione, Referees

Presentazione

Reti Medievali è una rivista scientifica internazionale dedicata allo studio dei diversi aspetti delle civiltà medievali. È stata avviata nel 1998 da un gruppo di studiosi, afferenti a diverse università italiane, per rispondere al disagio provocato dalla frammentazione dei linguaggi storiografici e degli oggetti di ricerca. Intorno all'iniziativa, si sono raccolti in seguito numerosi altri storici, pronti a confrontarsi tra loro di là dai rispettivi specialismi cronologici, tematici e disciplinari, anche per sperimentare insieme l'uso delle nuove tecnologie informatiche nelle pratiche di ricerca e di comunicazione del sapere. La denominazione RM Rivista richiama solo per analogia il tradizionale strumento di comunicazione della produzione scientifica. Essa non imita né traduce in termini telematici la struttura dei periodici a stampa, ma è uno strumento specificamente pensato per valorizzare alcune caratteristiche delle nuove tecnologie di comunicazione: nell'ambito di una relativa economicità di produzione e di distribuzione, la facilità di accesso e l'ubiquità della diffusione si prestano a favorire la tempestività di aggiornamento, la flessibilità di formato, l'ipertestualità di linguaggio, la multimedialità di edizione, l'interattività di fruizione e l'agevole riproducibilità. I lettori che vogliano essere informati sui contributi via via pubblicati in RM Rivista sono invitati a compilare il form di registrazione: < <http://www.serena.unina.it/index.php/rm/user/register> >. Nel rispetto della normativa sulla privacy, tali dati non saranno resi pubblici o trasmessi a terzi, né usati per altri fini. Gli autori che intendano proporre un contributo a Reti Medievali sono invitati a prendere visione delle Norme editoriali: < <http://www.serena.unina.it/index.php/rm/about/submissions#authorGuidelines> >. In primo luogo, dovranno registrarsi, < <http://www.serena.unina.it/index.php/rm/user/register> >, per poi effettuare il login, < <http://www.serena.unina.it/index.php/rm/login> >, e dare avvio alla procedura di sottomissione del proprio contributo, articolata in 5 fasi. Reti Medievali, che si è sviluppata in forte sinergia con il mondo delle biblioteche, è presente nei cataloghi di centinaia di istituti universitari e di ricerca nel mondo, < http://www.rm.unina.it/index.php?mod=none_biblioteche#catalogs >. Si pregano i bibliotecari di inviare le loro segnalazioni all'indirizzo redazionale: redazione@retimedievali.it.

Caratteri delle rubriche

Interventi

Brevi saggi critici o testi che pongono un problema storiografico, di ricerca, o prendono le mosse da un'opera recente, o pongono problemi di politica culturale ed editoriale, e sono finalizzati alla discussione scientifica aperta a ulteriori contributi dei lettori in eventuali "forum". La rubrica inoltre intende recuperare e rendere pubblici tempestivamente testi e materiali generati da seminari e workshop per evitare la dispersione dei frutti di riflessioni e ricerche di prima mano.

Interventi a tema

Brevi interventi critici su un tema o un libro.

Saggi

Contributi originali di ricerca e di bilancio storiografico.

Saggi - Sezione monografica

I contributi di questa sezione hanno le stesse caratteristiche dei Saggi ma sono proposti agli autori in maniera coordinata dai curatori della sezione monografica.

Materiali e note

Rassegne bibliografiche o documentarie, presentazioni di lavori in corso o di riflessioni compiute nel corso della ricerca. Accanto a questi materiali, che RM rende possibile diffondere con tempestività, si intende raccogliere e recuperare quel patrimonio di idee e di spunti elaborati nelle fasi preparatorie di progetti, incontri, pubblicazioni, che spesso va perduto perché poi rielaborato o considerato residuale e che merita invece di circolare proprio per il suo carattere di "opera aperta".

Archivi

Corpi organici di testi documentari o di dati da essi ricavati, strutturati in archivi specializzati, generati da ricerche compiute o in corso. Più che all'accumulo di fonti, la rubrica mira a proporre e sperimentare nuove forme di presentazione delle ricerche condotte su grandi complessi documentari.

Ipertesti

È la rubrica più legata alle potenzialità innovative dei nuovi mezzi di comunicazione; contiene analisi ipertestuali di fonti, di testi, nuove forme di presentazione di complessi documentari o esperimenti di costruzione di ipertesti su argomenti medievistici e intende contribuire a esemplificare le trasformazioni che i nuovi strumenti possono indurre nel linguaggio della ricerca. Una parte della sezione potrà contenere riflessioni sulle nuove forme di testualità.

Interviste

La rubrica, avviata nel 2008, pubblica colloqui avvenuti con medievisti italiani e stranieri.

Recensioni

Il moltiplicarsi di siti web e di pubblicazioni digitali di argomento medievistico di varia natura e livello rende necessario in maniera crescente affrontare il problema della segnalazione e della valutazione critica di singoli siti o di gruppi di pagine web dedicate agli studi medievali e alle applicazioni delle nuove tecnologie alle discipline umanistiche.

Bibliografie

Pubblica raccolte di indicazioni bibliografiche, organizzate per temi specifici, che possono avere carattere di bilancio o di aggiornamento in progress e che rispecchiano i percorsi della ricerca di specialisti di diversi ambiti tematici.

Focus and Scope

Reti Medievali is an international academic journal devoted to all aspects of medieval civilization. It was created in 1998 by a group of scholars from various Italian universities in response to the uneasiness caused by the fragmentation of historiographic languages and research subjects. A large number of historians subsequently gathered around the initiative, willing to discuss with their peers beyond their respective chronological, thematic and disciplinary specialisations, and to experiment with ways to apply information technology to research, and to communicate knowledge.

Despite its name RM Rivista is not intended to reflect a printed journal in the strict sense, for it presents neither an imitation nor a rendition of the structure of a printed journal into computer technology. Instead, it is specifically devised in order to emphasize some characteristics of the new communication technology: the relative inexpensiveness of production and issuing, easiness of accessibility and widespread circulation favour fast updates, format flexibility, hypertextual language, the possibility for a multimedial edition, interactive usage and easier reproducibility.

Those readers who would like to be informed on the contributions which are published in RM Rivista are requested to fill in the registration form: < <http://www.rmojs.unina.it/index.php/rm/user/register> >. In accordance with legislation on privacy protection, the submitted information will neither be transmitted to third parties nor be used for other purposes. The authors who intend to submit a contribution to Reti Medievali are requested to read the Author Guidelines, < <http://www.rmojs.unina.it/index.php/rm/about/submissions#authorGuidelines> >. They will be required first and foremost to register, < <http://www.rmojs.unina.it/index.php/rm/user/register> >, in order to log in, < <http://www.rmojs.unina.it/index.php/rm/login> >, and initiate the article submission procedure which is articulated into five steps. Reti Medievali, which has developed in synergy with the world of libraries, is present in the catalogues, < http://www.rm.unina.it/index.php?mod=none_biblioteche#catalogs >, of hundreds of universities and research institutions worldwide. Librarians are gently invited to send their notifications to the editorial address: redazione@retimedievali.it.

Section Policies

Discussions

Short critical essays or texts dealing with an historiographical or research problem, or moving from a recently published work, or discussing problems of cultural politics and publishing; they aim at a scientific discussion open to further contributions from the readers in possible forums. Among the purposes of this section there is also the prompt collection and publication of texts and materials produced in seminars and workshops in order to avoid the waste of the first-hand results of observations and researches.

Topical Discussions

Short critical essays or texts on a topic or a book.

Essays

Research and historiographical evaluation original contributions.

Essays - Monographic Section

The contents of this section share the same characteristics with the “Saggi” section but are presented to the authors in a coordinated way by the editors of the monographic section.

Materials and Notes

Bibliographical and documentary reviews, outlines of works in progress or of observations arisen in the course of a research. Besides these materials, promptly issued by RM, we aim at collecting the ideas and suggestions elaborated in the preparatory phases of projects, conferences and publications: such a patrimony often gets lost as it undergoes subsequent reworking or is considered of minor importance; on the contrary, it deserves to be known just because of its nature of “open work”.

Archives

Organic corpuses of documentary texts or of data drawn from them, structured into specialized archives, originating from concluded or ongoing researches. This section aims less at the accumulation of sources than at proposing and experiencing new forms of presentation of the researches carried on on large documentary sets.

Hypertexts

This section is the most closely connected with the innovative potentials of the new communication tools; it contains hypertext analysis of sources, texts, new forms of presentation of documentary sets or experiments of building hypertexts on medieval history subjects. It aims at illustrating how the new tools may influence the research language. One area of this section may be devoted to observations on the new forms of the text.

Interviews

This section opened in 2008, and it publishes interviews with Italian and foreign medievalists.

Bibliographies

This section publishes sets of bibliographical references centred upon specific subjects; such sets may be definite or updating; they reflect the paths of the researches of scholars in different thematic fields.

Direttori

Maria Elena Cortese, Università degli Studi di Genova, Italia
Roberto Delle Donne, Università degli Studi di Napoli Federico II, Italia
Thomas Frank, Università degli Studi di Pavia, Italia
Paola Guglielmotti, Università degli Studi di Genova, Italia
Vito Loré, Università degli Studi di Roma Tre, Italia
Iñaki Martín Viso, Universidad de Salamanca, España
Riccardo Rao, Università degli Studi di Bergamo, Italia
Paolo Rosso, Università degli Studi di Torino, Italia
Gian Maria Varanini, Università degli Studi di Verona, Italia

Redattori

Enrico Artifoni, Università degli Studi di Torino, Italia
Guido Castelnuovo, Université d'Avignon, France
Federica Cengarle, Scuola Normale Superiore di Pisa, Italia
Antonio Ciaralli, Università degli Studi di Perugia, Italia
Pietro Corrao, Università degli Studi di Palermo, Italia
Nadia Covini, Università degli Studi di Milano, Italia
Paolo Evangelisti, Universitat de Lleida, España
Adela Pilar Fábregas García, Universidad de Granada, España
Laura Gaffuri, Università degli Studi di Torino, Italia
Stefano Gasparri, Università degli Studi di Venezia Ca' Foscari, Italia
Marina Gazzini, Università degli Studi di Milano, Italia
Sylvie Joye, Université de Lorraine, France
Patrick Lantschner, University College of London, United Kingdom
Umberto Longo, Università di Roma La Sapienza, Italia
Vinni Lucherini, Università degli Studi di Napoli Federico II, Italia
Franziska Meier, Georg-August-Universität Göttingen, Deutschland
Marilyn Nicoud, Université d'Avignon, France
Fabio Saggiaro, Università degli Studi di Verona, Italia
Edward Schoolman, University of Nevada, Reno, United States of America
Elisabetta Scirocco, Bibliotheca Hertziana, Roma, Italia
Alessandro Silvestri, Università degli Studi di Salerno, Italia
Pierluigi Terenzi, Università degli Studi di Firenze, Italia
Charles West, University of Sheffield, United Kingdom
Andrea Zorzi, Università degli Studi di Firenze, Italia

Redattori Corrispondenti

Claudio Azzara, Università degli Studi di Salerno, Italia
Simone Balossino, Università degli Studi di Verona, Italia
Ingrid Baumgärtner, Universität Kassel, Deutschland
Denise Bezzina, Università degli Studi di Genova, Italia

Luis Horacio Botalla, Universidad de Buenos Aires, Argentina
François Bougard, Université de Paris X - Nanterre, France
Monique Bourin, Université de Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, France
Luigi Canetti, Università degli Studi di Bologna, Italia
Sandro Carocci, Università degli Studi di Roma "Tor Vergata", Italia
Alexandra Chavarría Arnau, Università degli Studi di Padova, Italia
Simone Maria Collavini, Università degli Studi di Pisa, Italia
Nicolangelo D'Acunto, Università Cattolica del Sacro Cuore di Milano, Italia
Gianmarco De Angelis, Università di Padova, Italia
Marek Derwich, Uniwersytet Wrocławski, Polska
Eleonora Destefanis, Università del Piemonte Orientale, Italia
Amedeo De Vincentiis, Università degli Studi della Tuscia, Viterbo, Italia
Pablo C. Díaz, Universidad de Salamanca, España
David Igual Luis, Universidad de Castilla - La Mancha, España
Giovanni Isabella, Università degli Studi di Bologna, Italia
Roberto Lambertini, Università degli Studi di Macerata, Italia
Tiziana Lazzari, Università degli Studi di Bologna, Italia
Salvatore Liccardo, Österreichische Akademie der Wissenschaften, Institut
für Mittelalterforschung, Wien, Österreich
Carole Mabboux, École française de Rome, France
Michael Matheus, Johannes Gutenberg-Universität Mainz, Deutschland
Gert Melville, Technische Universität Dresden, Deutschland
Francesco Panarelli, Università degli Studi della Basilicata, Italia
Enrica Salvatori, Università degli Studi di Pisa, Italia
Monica Santangelo, Università degli Studi di Napoli Federico II, Italia
Raffaele Savigni, Università degli Studi di Bologna, Italia
Antonio Sennis, University College London, United Kingdom
Pinuccia Franca Simbula, Università degli Studi di Sassari, Italia
Andrea Tabarroni, Università degli Studi di Udine, Italia
Andrea Tilatti, Università degli Studi di Udine, Italia
Luigi Tufano, Università degli Studi di Napoli Federico II, Italia

Comitato scientifico

Enrico Artifoni, Università degli Studi di Torino, Italia
María Asenjo González, Universidad Complutense de Madrid, España
William J. Connell, Seton Hall University, United States of America
Pietro Corrao, Università degli Studi di Palermo, Italia
Élisabeth Crouzet-Pavan, Université Paris IV-Sorbonne, France
Christoph Dartmann, Universität Hamburg, Deutschland
Roberto Delle Donne, Università degli Studi di Napoli Federico II, Italia
Stefano Gasparri, Università degli Studi di Venezia Ca' Foscari, Italia
Patrick Geary, Institute for Advanced Study in Princeton, New Jersey,
United States of America
Jean-Philippe Genet, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France

Knut Görich, Ludwig-Maximilians-Universität München, Deutschland
Paola Guglielmotti, Università degli Studi di Genova, Italia
Julius Kirshner, University of Chicago, United States of America
Maria Cristina La Rocca, Università degli Studi di Padova, Italia
Michel Lauwers, Université Côte d'Azur, France
Isabella Lazzarini, Università degli Studi del Molise, Italia
Annliese Nef, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France
Beatrice Pasciuta, Università degli Studi di Palermo, Italia
Annick Peters Custot, Université de Nantes, France
Giuseppe Petralia, Università degli Studi di Pisa, Italia
Walter Pohl, Universität Wien, Österreich
Flocel Sabaté, Universitat de Lleida, España
Roser Salicrú i Lluch, Consejo Superior de Investigaciones Científicas,
Barcelona, España
Francesco Vincenzo Stella, Università degli Studi di Siena, Italia
Gian Maria Varanini, Università degli Studi di Verona, Italia
Giuliano Volpe, Università degli Studi di Bari, Italia
Chris Wickham, All Souls College Oxford, United Kingdom
Andrea Zorzi, Università degli Studi di Firenze, Italia

Referees

I nomi dei lettori impegnati nella *peer review* dei diversi contributi sono pubblicati alla pagina, costantemente aggiornata: <http://www.serena.unina.it/index.php/rm/referee>.

Le loro valutazioni sono archiviate nell'area riservata del sito.

The list of peer-reviewers is regularly updated at URL
<http://http://www.serena.unina.it/index.php/rm/referee>.
Their reviews are archived using Open Journal Systems.

